

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS TURCOPHONES
ET LE NOUVEAU RÉGIONALISME**

THÈSE DE DOCTORAT

Pelin MUSABAY BAKİ

Directeur de Recherche : Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

FÉVRIER 2020

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS TURCOPHONES
ET LE NOUVEAU RÉGIONALISME**

THÈSE DE DOCTORAT

Pelin MUSABAY BAKİ

Directeur de Recherche : Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

FÉVRIER 2020

AVANT-PROPOS

Cette recherche qui est le fruit des efforts accumulés pendant des années constitue l'aboutissement d'un travail collectif. À cet égard, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui m'ont apporté généreusement leur soutien pendant cette période. En premier lieu, j'adresse ma reconnaissance la plus profonde à M. Ali Faik Demir en tant que directeur de thèse pour sa patience, sa disponibilité, son encouragement, sa compréhension et son orientation académique tout au long de mes travaux. Je le remercie du fond du cœur sans quoi cette recherche n'aurait pas pu être menée à bon port. Son œil critique m'a été très précieux pour structurer ce travail et en améliorer sa qualité.

Je tiens également à remercier sincèrement Mme. Füsün Türkmen, directrice du département des Relations Internationales à l'Université de Galatasaray pour ses contributions précieuses au développement méthodologique et analytique de ma thèse en examinant chaque page avec une attention impeccable. En outre, je tiens à remercier M. Gün Kut, maître de conférences à l'Université de Boğaziçi qui a significativement contribué à l'avancement de ma thèse en partageant avec moi ses connaissances académiques et son expérience professionnelle. Je suis aussi très reconnaissante à Mme. Selcan Serdaroğlu Polatay et M. Çınar Özen qui ont consacré de leur temps précieux en acceptant de faire partie du jury de thèse. Mes vifs remerciements vont également à Ekin pour l'aide rédactionnelle qu'elle a apporté à ma recherche et la motivation qu'elle m'a accordé pour son achèvement.

J'exprime mes profonds remerciements à M. Halil Akıncı, ambassadeur turc à la retraite et première secrétaire général du Conseil turcique qui m'a fourni l'opportunité d'assister aux cours de doctorat en parallèle à mes responsabilités professionnelles. Sa connaissance et son expérience sur les pays turcophones et la région m'ont certainement orientée dans le choix du sujet de cette recherche. Ses conseils ont été un guide précieux tout au long de mes études de terrain dans les pays turcophones. D'une manière similaire, ma reconnaissance profonde se tourne vers M. Ömer Kocaman, secrétaire adjoint du Conseil turcique, ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan pour avoir enrichi mes analyses avec ses recommandations et m'avoir encouragé en permanence pour l'aboutissement de ce travail.

Bien sûr, sans le soutien massif et inconditionnel de ma famille, il ne m'aurait pas été possible d'avancer et de conclure mes études doctorales. À cet égard, j'adresse une pensée spéciale à ma mère Gülbin Musabay, mon père Mahmut Musabay, ma sœur Sibel Musabay ainsi que mon mari Mert Baki, sa mère Serpil Baki et son père Bülent Baki pour leur patience et leur encouragement. C'est grâce à eux que j'ai pu surmonter les obstacles rencontrés. Sans les efforts inlassables de ma mère et de mon mari je n'aurais pas pu trouver les moyens nécessaires pour poursuivre ma recherche et rédiger cette thèse. Je leur dois un immense remerciement pour les sacrifices qu'ils ont fait pendant des années. Enfin, je voudrais dédier ce travail à mes jumelles Defne et İpek âgées de 11 mois qui m'ont apporté la chance, le courage et la motivation nécessaires pour conclure cette thèse.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
ABRÉVIATIONS.....	viii
LISTE DE FIGURES.....	xi
LISTE DE TABLEAUX.....	xii
LISTE DE CARTES.....	xiii
RESUMÉ.....	xiv
ABSTRACT.....	xviii
ÖZET.....	xxii
INTRODUCTION.....	1
 I-LE CONCEPT DE « RÉGIONALISME » DANS LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS TURCOPHONES SUR LE PLAN HISTORIQUE.....	 13
A-L'arrière-plan du régionalisme dans les débats théoriques	13
1-Les concepts liés au régionalisme	13
a-La région.....	14
b-La coopération régionale.....	21
c-Le régionalisme.....	23
d-La régionalisation.....	30
e-L'intégration régionale.....	31
2-L'ancien régionalisme et son évolution théorique.....	34
a-L'évolution de l'ancien régionalisme.....	35
b-Les fondements théoriques de l'ancien régionalisme	39
3-Le nouveau régionalisme : ses propriétés et ses différences.....	44
a-Les propriétés du nouveau régionalisme.....	44
b-Les nouveautés conceptuelles du nouveau régionalisme : la régionalité, l'identité régionale, l'inter-régionalisme et le régionalisme comparatif.....	49

B-La Route de la Soie : une zone de coopération pour les acteurs turcophones.....	65
1-La Route de la Soie : une zone de culture commerciale et de dialogue régionale	66
a-La Route de la Soie et ses caractéristiques historiques et physiques.....	66
b-Les propriétés économiques, politiques et socio-culturelles de la Route de la Soie.....	73
2-Les peuples turcophones le long de la Route de la Soie.....	78
a-L'héritage économique et politique des Turcs sur la Route de la Soie	79
b-Une cohésion linguistique et socio-culturelle des Turcs sur la Route de la Soie.....	84
C-La coopération entre les acteurs turcophones sur la Route de la Soie jusqu'au début du XX ^e siècle.....	91
1-Les périodes historiques des peuples turcophones et la coopération politico-culturelle.....	92
a-Les relations entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan.....	92
b-La Russie tsariste comme nouvel acteur au Caucase et en Asie centrale et les relations entre les peuples turcophones.....	98
2-Le pan-turquisme et le jadidisme comme deux mouvements liant les peuples turcophones.....	104
a-Le pan-turquisme et les liens entre les peuples turcophones.....	104
b-Le jadidisme : un intermédiaire entre les deux bouts des territoires turcophones.....	109
II-LES ÉTATS TURCOPHONES ET LES FACTEURS EXOGÈNES ET ENDOGÈNES PORTANT DES INCIDENCES SUR LEUR RÉGIONALISATION.....	116
A-Les effets de la politique de l'Empire russe et de l'Union soviétique sur la coopération régionale entre les pays turcophones jusqu'à leur indépendance.....	117
1-Les outils politiques utilisés par l'Empire russe sur les peuples turcophones.....	117
a-Le système éducatif et le découpage administratif.....	118
b-Les enjeux économiques et humanitaires.....	121
c-Les stratégies répressives sur l'islam.....	122
2-Les effets de la politique de l'Union soviétique sur les peuples turcophones.....	124
a-La politique des nationalités.....	125
b-La fabrication des langues.....	129
c-L'attitude vers l'islam.....	134

B-La transition multidimensionnelle des États turcophones après leur indépendance et leurs effets sur la régionalisation.....	138
1-Les processus de <i>state building</i> , de <i>nation building</i> et de <i>national identity building</i> ..	139
a-L'indépendance et le <i>state building</i> chez les nouveaux États turcophones.....	140
a.a-Les aspects internes et externes du <i>state building</i>	140
a.b-Les effets de l'héritage territorial soviétique et des développements régionaux sur le <i>state building</i>	160
b-Le <i>nation building</i> et le <i>national identity building</i> chez les pays turcophones.....	177
b.a-Les défis majeurs et la politique menée par les États turcophones	177
b.b-Les instruments utilisés pour le <i>nation building</i> et le <i>national identity building</i>	182
2-L'héritage économique soviétique des nouvelles Républiques turcophones et les efforts déployés pour la transition.....	193
a-L'héritage soviétique économique sur les pays turcophones.....	193
a.a-La dépendance structurelle en économie.....	194
a.b-Le besoin de la main d'œuvre qualifiée et la dépendance infrastructurelle....	198
b-La transition économique des pays turcophones après leur indépendance.....	200
b.a-Les problèmes économiques communs aux États turcophones nouvellement indépendants.....	202
b.b-L'étude de performance de la transition économique des États turcophones..	207
C-Les efforts de coopération déployés par la Turquie vers les États turcophones.....	233
1-Le plan politico-diplomatique.....	233
a-Les relations entre la Turquie et les États turcophones avant leur indépendance.....	234
a.a-Les relations datées avant l'effondrement de l'URSS.....	235
a.b-L'arrière-plan de la reconnaissance de l'indépendance des États turcophones par la Turquie.....	237
b-Les trois périodes des relations entre la Turquie et les pays turcophones.....	241
b.a-L'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques.....	241
b.b-La reconnaissance des limites et des questions problématiques.....	253
b.c-L'institutionnalisation des relations et leur rationalisation.....	263
2-Le plan développemental et économique.....	282
a-Les mécanismes utilisés par la Turquie pour le développement économique des pays turcophones.....	282
a.a-La TIKa et l'assistance de développement.....	283
a.b-Le DEIK , l'EXIMBANK et le développement du secteur privé.....	287

b-Le déroulement des relations économiques et commerciales.....	292
b.a-Le secteur de la construction.....	292
b.b-Les échanges commerciaux et les investissements.....	293
3-Le plan culturel et éducatif.....	297
a-Les projets et les activités culturels et éducatifs spécifiques.....	298
a.a-Le projet de « 10 000 étudiants ».....	298
a.b-La préparation des manuels sur l'alphabet, la langue, la littérature et l'histoire communs.....	301
a.c-Les autres initiatives mises en place pour resserrer les relations culturelles...	303
b-La contribution de la Turquie à la vie scolaire et universitaire dans les pays turcophones.....	306
b.a-L'ouverture d'établissements scolaires et universitaires par les institutions étatiques turques.....	306
b.b-Les écoles et les universités établies par les institutions privées en Turquie..	310
b.c-Les autres initiatives sur le domaine de l'éducation	313

III-LE RÔLE DU CONSEIL DE COOPERATION DES PAYS TURCOPHONES FACE À LA RÉGIONALISATION.....317

A-Le Conseil de coopération des pays turcophones : un mécanisme de coopération Régionale.....	318
1-Le processus des sommets des États turcophones.....	318
a-Du sommet d'Ankara au sommet d'Istanbul: les fluctuations en vue de la régionalisation.....	319
b-Du sommet d'Antalya au sommet d'Istanbul : des mesures prises en faveur de la régionalisation.....	327
2-L'établissement du Conseil turcique: ses objectifs, sa structure et ses méthodes.....	333
a-Le Traité de Nakhitchewan en tant que document fondateur du Conseil turcique.....	334
b-La structure du Conseil turcique favorable à la régionalisation.....	335
c-Les méthodes utilisées par le Conseil turcique pour le développement de la coopération régionale.....	340
3-L'analyse des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique.....	344
a-TURKSOY et TURKPA : les institutions de la coopération turcique établies avant le Conseil turcique.....	345
b-Le Conseil d'affaires turcique, l'Académie turcique, la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique fondés par l'initiative du Conseil turcique.....	348

B-Le Conseil de coopération des pays turcophones et l'inter-régionalisme.....	354
1-Les sommets du Conseil turcique.....	354
a-Les traits communs dans les déclarations des sommets du Conseil turcique....	355
b-Les sommets du Conseil turcique sur un thème spécifique de coopération régionale.....	357
2-Les activités du Conseil turcique sur le plan politique, économique et éducatif-culturel-humain.....	382
a-La coopération politique	383
b-La coopération économique.....	393
c-La coopération dans les domaines éducatif, culturel et humain.....	409
3-La coopération du Conseil turcique avec les autres pays régionaux, extra-régionaux et les organisations internationales	419
a-L'adhésion de l'Ouzbékistan, la coopération avec le Turkménistan et la Hongrie.....	420
b-Les liens avec la Russie, la Chine et les États-Unis.....	429
c-La coopération avec les autres initiatives et organisations dans le cadre de l'inter-régionalisme.....	432
C-L'analyse de la coopération régionale entre les pays turcophones au-delà du nouveau régionalisme.....	442
1-Les activités des institutions affiliées et reliées du Conseil turcique et l'analyse de leurs liens pour la régionalisation.....	442
a-Les activités de la TURKSOY et de la TURKPA.....	443
b-Les activités de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique.....	448
2-Les accomplissements au sein de la coopération régionale.....	452
a-L'institutionnalisation de la coopération régionale par le biais du Conseil turcique.....	453
b-Les contributions du secrétariat permanent pour le renforcement de l'identité régionale.....	459
3-Les limites au sein de la coopération régionale.....	464
a-Les limites provenant des pays membres du Conseil turcique.....	464
b-Les enjeux provenant des travaux du Conseil turcique.....	468
CONCLUSION.....	474
BIBLIOGRAPHIE.....	491

ABRÉVIATIONS

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
AVIM	Centre d'analyse eurasiatique
BAPA +40	40 ^e anniversaire de l'adoption du plan d'action de Buenos Aires
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CARICOM	Communauté caribéenne
CASA	Asie Centrale et l'Asie du Sud
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE	Communauté économique européenne
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEI	Communauté des États indépendants
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENTO	Organisation du Traité central
CIA	Agence centrale de renseignement américain
CICA	Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie
COMECON	Conseil d'assistance économique mutuelle
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DBK	Conseil des chefs d'État
DIBK	Conseil des ministres des Affaires étrangères
DEIK	Conseil des relations économiques étrangères
ECO	Organisation de coopération économique
EURASEC	Communauté économique eurasiatique
FIAS	Force internationale d'assistance et de sécurité

FMI	Fonds monétaire international
GUAM	Organisation pour la démocratie et le développement
GTI	Entreprise des douanes et du tourisme de la TOBB
ICOMOS	Conseil international des monuments et des sites
ICSS	Centre international pour la sécurité dans le sport
ISIS	État islamique en Irak et en Syrie
ISESCO	Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture
KMK	Comité des hauts fonctionnaires
KOSGEB	Organisation pour le développement des petites et moyennes industries
MERCOSUR	Marché commun du Sud
MFGS	Association internationale de coopération humaine des peuples de la Communauté des États indépendants
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCEMN	Organisation de coopération économique de la mer Noire
OCI	Organisation de la conférence islamique Organisation de la coopération islamique (à partir de 2011)
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation de Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSJD	Organisation de coopération entre les chemins de fers
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est
OTIF	Organisation intergouvernementale pour le transport international par les voies ferrovières
OTSC	Organisation du traité de sécurité collective
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RATS	Structure régionale anti-terroriste
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe

SAM	Centre de recherche stratégique du ministère des Affaires étrangères de Turquie
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
SESRIC	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
TANAP	Gazoduc trans-anatolien
TAP	Gazoduc trans-adriatique
TASIM	Réseau d'information à haute vitesse trans-eurasie
TCDD	Chemins de fer de la République de Turquie
THY	<i>Turkish Airlines</i>
TIKA	Agence turque de coopération et de développement
TITR	Itinéraire international de transport trans-caspien
TOBB	Union des chambres de commerce et des bourses de marchandises de Turquie
TOMER	Centre d'enseignement de la langue turque
TUIK	Institut statistique de Turquie
TURKPA	Assemblée parlementaire des pays turcophones
TURKSOY	Organisation internationale pour la culture turcique
TPAO	<i>Turkish Petroleum Corporation</i>
TRACECA	Programme du couloir de transport Europe-Caucase-Asie
TRT	Établissement de la radio et télévision de Turquie
UE	Union européenne
UEEA	Union économique eurasiatique
UNAOC	Alliance des civilisations des Nations Unies
UND	Association internationale des transporteurs
UNESCAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNOSSC	Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
YÖK	Conseil de l'enseignement supérieur de Turquie
YTB	Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées

LISTE DE FIGURES

Figure 1. La schématisation des relations entre les termes « coopération régionale », « régionalisme », « régionalisation » et « intégration régionale »	33
Figure 2. Le prix du gaz naturel en \$ US/ MMbtu dans le monde.....	205
Figure 3. Le prix du pétrole brut en \$ US/baril dans le monde.....	205
Figure 4. L'index de liberté économique des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1995-2018.....	229
Figure 5. Le drapeau du Conseil turcique.....	360
Figure 6. L'alphabet commun utilisé par le Conseil turcique et l'Académie turcique..	413
Figure 7. Le bon <i>timing</i> pour l'initiation et/ou la revitalisation de la régionalisation...	480
Figure 8. Le rôle d'une organisation régionale pour le renforcement de la régionalisation.....	481
Figure 9. Le degré actuel de régionalité entre les pays turcophones d'après la catégorisation de Hettne et Söderbaum.....	488

LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1. L'analyse des différences entre l'ancien et le nouveau régionalismes.....	48
Tableau 2. Les cinq étapes de la régionalité formulées par Hettne et Söderbaum.....	52
Tableau 3. Le PIB par habitant croissance (annuel en %) et le PIB par habitant (\$US constants de 2010) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1991-2001.....	203
Tableau 4. L'inflation, déflateur du PIB (annuel en %) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1991-2001.....	204
Tableau 5. Le PIB par habitant croissance (annuel en %) et le PIB par habitant (\$US constants de 2010) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 2002-2018.....	206
Tableau 6. La situation de transition économique dans les États turcophones nouvellement indépendants.....	228
Tableau 7. Les scores d'index de corruption de cinq États turcophones en 2019	229
Tableau 8. Les aides de la TIKa aux pays turcophones entre les années 1992-2002 (dollars).....	285
Tableau 9. Les aides de la TIKa aux pays turcophones entre les années 2003-2018 (milliers de dollars).....	286
Tableau 10. Les crédits d'EXIMBANK qui ont été rendus effectifs aux États turcophones dans la période 1992-2018.....	289
Tableau 11. L'exportation de la Turquie vers les pays turcophones et les pays de l'Union européenne (2008-2018) millions en dollars.....	294
Tableau 12. L'importation (à l'exclusion des importations en énergie) de la Turquie des pays turcophones et des pays de l'Union européenne (2008-2018) millions en dollars.....	295

LISTE DE CARTES

Carte 1. Les destinations de la Route de la Soie et de la Route de l'Épice.....	71
Carte 2. La Turquie et les autres pays turcophones qui ont gagné leur indépendance en 1991.....	116
Carte 3. Les pays membres et le pays observateur du Conseil turcique en 2019.....	317
Carte 4. Les destinations du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne du Conseil turcique.....	404

RÉSUMÉ

À une époque où le poids de la mondialisation est de plus en plus ressenti, il faut noter que les efforts de régionalisation ne cessent de s'accroître dans le monde entier. C'est justement de cette perspective que le champ des mouvements régionaux s'est élargi allant de l'Amérique latine à l'Afrique en passant par l'Europe et l'Asie. Cela-dit, il faut insister sur le fait que chaque mouvement n'est pas forcément du ressort d'une géographie commune ou d'acteurs régionaux possédant des caractéristiques nettement en commun. Par conséquent, les questions sur la description d'une région, les aspects de la coopération régionale, la définition du régionalisme (*regionalism*) et de la régionalisation (*regionalization*), ainsi que la formation de l'identité régionale (*regional identity*), et encore les étapes pour aboutir à l'intégration régionale (régional intégration) et leurs variantes ont commencé à dominer la littérature des relations internationales. Ce développement qui est analysé dans le cadre théorique du nouveau régionalisme (*new regionalism*) a directement touché l'Eurasie qui reste la région la plus affectée par la dissolution de l'Union soviétique. En effet, cette région dont les limites géographiques diffèrent selon les définitions, est sujette à de nombreuses initiatives de coopération régionale. L'arrivée sur la scène internationale de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan en tant que nouveaux acteurs indépendants, par la suite du démembrement de l'Union soviétique, a été l'occasion de repenser, du point de vue de la coopération régionale, les liens entre ces pays et la Turquie. Les relations entre ces acteurs qui partagent non seulement une base linguistique mais aussi des valeurs socio-culturelles, historiques et ethniques communes remontent en fait au temps de la Route de la Soie. De nos jours, la régionalisation entre les pays turcophones qui ont gagné plus de poids en Eurasie en matière de leur capacité démographique et économique totale, et qui sont évidemment des voisins avec la Russie et la Chine, deux acteurs importants pour les équations globales, est devenue un sujet-phare dans le cadre du nouveau régionalisme.

Dans une perspective théorique, le nouveau régionalisme se distingue de l'ancien régionalisme (*old regionalism*), au sens où ce dernier est plus centré sur l'État et davantage qualifié d'euro-centrique représentant une approche bien plus ferme dans ses tentatives afin de définir la région et la coopération régionale. En outre, le nouveau régionalisme défend que la régionalisation comme processus et partie intégrale du régionalisme doit être prise en considération dans le cadre de la globalisation. Ainsi elle accentue le fait qu'elle ne peut pas être analysée séparément de la globalisation et prenant seulement en considération les facteurs nationaux. Le nouveau régionalisme, qui porte excessivement les particularités du constructivisme et qui est assez éclectique, s'intéresse aussi à l'identité régionale et analyse ce concept de la perspective de construction régionale (*regional identity building*). Le nouveau régionalisme se penche également sur les effets de l'inter-régionalisme vis-à-vis la régionalisation. Hettne et Söderbaum, deux représentants connus de l'Approche du nouveau régionalisme ont mis en place une

nouvelle perspective pour les études régionales avec la notion de régionalité (*regionness*). Ainsi, à l'intermédiaire de cette notion composée de cinq degrés tels que l'espace régional (*regional space*), le complexe régional (*regional complex*), la société régionale (*regional society*), la communauté régionale (*regional community*) et le système politique régional institutionnalisé (*regional institutionalized polity*), il est devenu possible d'élaborer les étapes dont la régionalisation est passée et le niveau à laquelle celle-ci parvient. Cette perspective incluant les dimensions historiques et sociétales est loin d'être linéaire, permettant des retours en arrière. En outre, elle indique qu'il s'agit d'un parallélisme entre la fortification du degré de régionalité d'une région et ses capacités de posséder une identité régionale et de devenir un acteur régional (*regional actor*).

Les peuples turcophones ont, tout au long de l'histoire, été des acteurs importants de la Route de la Soie, où s'est effectué non seulement des échanges commerciaux mais aussi de nombreuses interactions au niveau des idées, des sociétés, des langues et des religions. Les Turcs ont largement contribué au développement économique et culturel de cette route et en ont assuré la sécurité. Avec le temps, une culture de coopération a commencé à se développer entre les peuples turcophones qui ont expérimenté à la fois les rapports de solidarité et de conflit tout au long de cette route. Cette culture a semé les fondements de la régionalisation actuelle qui date de l'Antiquité. Ce processus de régionalisation a connu certaines interruptions au cours de l'histoire avec l'occupation du Caucase et de l'Asie centrale d'abord par la Russie tsariste et puis par l'Union soviétique. Pourtant, même durant ces périodes, les peuples turcophones placés entre les deux bouts de l'Eurasie n'ont point cessé les interactions politiques, économiques et culturelles par le biais de certains courants malgré les conditions défavorables.

Avec la chute de l'Union soviétique, la Turquie et les Républiques turques nouvellement indépendantes ont trouvé un contexte propice à la revitalisation de la régionalisation. Pourtant, à l'inverse des attentes, cela n'a pas pu rapidement gagner en ampleur avec d'une part les pays turcophones nouvellement indépendants préoccupés par la préservation de leur souveraineté et de leur indépendance ainsi que les processus de *state building*, de *nation building*, de *national identity building* et de passage à l'économie de marché, et avec d'autre part la Turquie qui, malgré sa volonté politique présentait des carences économiques. Les dix premières années des relations, entamées dans une nouvelle conjoncture internationale et des développements régionaux avec de grands espoirs, ont connu des hauts et des bas concernant la régionalisation. Tout au long de ces années, les projets conduits par la Turquie -premier pays à reconnaître leur indépendance- pour ces États dans les domaines politique-diplomatique, développemental-économique et culturel-éducatif a considérablement contribué au développement de la régionalisation, en dépit de certaines limites. Dès le début des années 2000, les relations entre les pays turcophones ont commencé à s'institutionnaliser et être rationalisées. Le fait qu'à partir de 2007, la Turquie a commencé à mettre en œuvre une politique plus active vis-à-vis la région et que les autres pays turcophones se sont mis à progresser du point de vue de leur construction politique, économique et culturelle a servi à la mise en place de cette phase. Dans une période où la Russie, la Chine, et dans une moindre mesure les États-Unis ont commencé à s'intéresser davantage à cette région, l'établissement du Conseil de coopération des pays turcophones (le Conseil turcique) en 2009 comme organisation régionale a apporté une nouvelle dimension à la régionalisation entre les pays turcophones.

Le Conseil turcique qui a fêté, en 2019, son dixième anniversaire a été fondé par l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie à travers le processus des sommets des États turcs de 1992 à 2010. Le Conseil, structure qui vise le développement de la coopération entre les États indépendant turcophones et leurs peuples dans une perspective multidimensionnelle, est doté de moyens et de méthodes institutionnels à cet égard. Par l'intermédiaire de son secrétariat général dont le siège se trouve à Istanbul, le Conseil turcique, actif dans les domaines politique, économique, éducatif-culturel et humain, travaille en harmonie avec ses institutions reliées/affiliées TURKPA, TURKSOY, le Conseil d'affaires turcique, l'Académie turcique et le Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. Le Conseil turcique qui entretient aussi d'étroites relations avec l'ONU et toute organisation internationale à intérêts communs, a commencé à se faire connaître comme un acteur régional sur la scène internationale. Le Conseil qui contribue aussi à la mise en place d'une identité régionale entre les peuples turcophones et l'institutionnalisation de la coopération régionale, prend des mesures considérables pour l'approfondissement de la régionalisation entre les États turcophones. Pourtant, le dit-processus de régionalisation connaît également certaines limites provenant de ses pays membres et du fonctionnement du Conseil. Les récents développements en 2019 tels que l'adhésion de l'Ouzbékistan en tant que pays membre, le développement des relations avec le Turkménistan, pays avec un statut de neutralité et encore l'ouverture d'un bureau de représentation en Hongrie, pays qui possède un statut d'observateur depuis 2018 ont démontré une fois de plus l'intérêt et l'importance du Conseil du point de vue du renforcement de la régionalisation et du développement de la coopération inter-régionale.

Tout au long de ce travail, le processus de régionalisation entre les pays turcophones sera pris en main dans la perspective des degrés de régionalité de Hettne et Söderbaum à partir de leur interaction sur la Route de la Soie historique qui est aujourd'hui en train d'être ravivée économiquement par des différents projets. Notre question de départ portera sur le niveau du degré de régionalité entre les pays turcophones à travers ses stades. Il sera question d'analyser les facteurs qui influencent la régionalisation afin de trouver la force motrice de ce processus. Dans ce cadre, nous nous pencherons sur le rôle d'une base linguistique commune par les États turcophones sur leur processus de régionalisation et la persistance de son effet. Aussi, nous nous attarderons sur le rapport entre la fortification de la régionalisation et l'importance du bon *timing* ainsi que les contributions d'une organisation régionale à un tel processus, sujet qui n'est pas assez traité par le nouveau régionalisme. Dans cette perspective, nous remettrons en cause les contributions du Conseil turcique en tant qu'organisation régionale sur le processus de régionalisation depuis son établissement jusqu'à nos jours. Parallèlement, nous verrons à quel point les concepts de "l'unité turcique" ou de l'"intégration turcique", répétés à maintes reprises dans les milieux politiques et académiques, reflètent la situation actuelle du point de vue de la régionalisation.

À la lumière des questions précédentes, la présente thèse se composera de trois parties principales. La première partie portera sur le cadre théorique du nouveau régionalisme, l'histoire et les concepts des études de régionalisme, ainsi que les divergences entre l'ancien et le nouveau régionalisme. De cette perspective, les concepts mis en avant par le nouveau régionalisme, y compris les divers degrés du régionalité seront

analysés en détail. Par la suite, les aspects historiques de la coopération entre les acteurs turcophones seront pris en main. Dans ce contexte, nous aborderons l'importance de la Route de la Soie pour les Turcs et leurs interactions économiques, politiques et socio-culturelles sur ce corridor dont nous analyserons de près ses caractéristiques. Ensuite, nous examinerons les relations entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan pour illustrer les liens existants entre les peuples turcophones aux deux bouts de l'Eurasie, en dépit des facteurs défavorables internes et externes, après le 16^e siècle où la Route de la Soie a largement perdu de son importance. À ce titre, par la suite d'un accent mis sur la pénétration d'abord par la Russie tsariste puis par l'Union soviétique au Caucase et en Asie centrale, nous traiterons les effets du pan-turquisme et du jadidisme sur la coopération régionale entre les États turcophones, malgré tous les déficits.

Dans la deuxième partie, nous aborderons les facteurs endogènes et exogènes influençant le processus de régionalisation entre les pays turcophones dans la période historique suivante. À cet égard, seront examinées les politiques de la Russie tsariste et de l'Union soviétique ayant ralenti, voire suspendu, le processus de régionalisation. Par la suite, cette partie présentera les effets du processus de *state building*, *nation building*, *national identity building* ainsi que le passage à l'économie de marché des États turcophones nouvellement indépendants, sur la régionalisation. Aussi, nous aborderons les politiques de la Turquie vis-à-vis des États turcophones depuis la visite officielle de la délégation du ministère des Affaires étrangères réalisées déjà avant la proclamation d'indépendance de la part de tous ces États jusqu'à nos jours dans une catégorisation chronologique et thématique, ce qui nous amènera à revoir les effets de ces politiques sur la régionalisation.

Enfin, la troisième partie se basera sur l'étude de la structure du Conseil turcique, ses méthodes, ses travaux en cours, l'interaction avec ses institutions affiliées et reliées, ses relations avec les acteurs tiers à l'intérieur et à l'extérieur de la région ainsi que sa coopération avec les organisations internationales afin d'analyser leurs effets sur le développement du degré de régionalité. Dans cette partie qui traitera également de l'identité régionale et de l'acteur régional, nous repenserons également aux limites de la contribution du Conseil turcique sur la régionalisation et à leurs principales raisons. Nous espérons que les analyses réalisées dans le cadre de cette thèse, pourront, dans une perspective systématique jusqu'à présent quasiment non-traitée, contribuer aux recherches prospectives sur les études du régionalisme comparatif (*comparatif regionalism*).

ABSTRACT

At a time when the impact of globalization is increasingly felt, the efforts of regionalization have been gaining momentum worldwide. It is precisely from this perspective that the field of regional movements have widened, going stretching from Latin America to Africa via Europe and Asia. It should be emphasized however, that each movement does not necessarily share a common geography or regional actors with common points. Consequently, questions on the description of a region, the aspects of regional cooperation, the definitions of regionalism and regionalization, the creating of regional identity, and the steps to achieve regional integration as well as their variants have begun to dominate the literature of international relations. This development, which is analyzed within the theoretical framework of new regionalism, has directly affected Eurasia, as the region most affected by the dissolution of the Soviet Union. In fact, this region, the geographic limits of which differ according to definitions, is subject to numerous regional cooperation initiatives. The arrival on the international scene of Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Turkmenistan and Uzbekistan as new independent actors, following the dismemberment of the Soviet Union, was an opportunity to rethink, from a regional cooperation point of view, the ties between these countries and Turkey. The relations among these actors which share not only a common language basis but also common socio-cultural, historical and ethnic factors go back in fact to the times of the Silk Road. Today, regionalization among the Turkic speaking countries which have gained more weight across Eurasia in terms of their total demographic and economic capacity, and are neighbors of Russia and China, two important actors for the global equations, has become an important matter to be studied in the framework of new regionalism.

From the theoretical perspective, new regionalism is distinguished from old regionalism, in the sense that the latter is more state and Euro-centric representing a much firmer approach in its attempts to define the region and regional cooperation. In addition, new regionalism argues that regionalization as a process and an integral part of regionalism must be taken into account in the context of globalization. Thus it emphasizes the fact that it cannot be analyzed separately from globalization, and taking only national factors into account. New regionalism, which carries excessively in itself the idiosyncrasies of constructivism and is quite eclectic, is also linked to regional identity and its building process. New regionalism is also about the effects of inter-regionalism with regard to regionalization. Hettne and Söderbaum, two widely known experts of new regionalism approach, have set up a new perspective for the regional studies with the concept of regionness. Thus, through this concept with five components such as regional space, regional complex, regional society, regional community and regional

institutionalized polity, it has become possible to work out the stages of regionalization and the level it attains. This perspective, including historical and societal dimensions, is far from being linear, and presents possible reversals. Furthermore, it indicates that there is a parallel between the strengthening of the degree of regionness of a region and its capacity to have a regional identity and to become a regional actor.

The Turkic speaking peoples have, throughout history, been important actors in the Silk Road, where not only trade took place but also many interactions at the level of ideas, peoples, languages and of religions occurred. The Turks largely contributed to the economic and cultural development of this Route and ensured its security. Over time, a culture of cooperation began to develop among the Turkic speaking peoples who experienced both relationships of solidarity and conflict along this Route. This culture sowed the foundations of current regionalization which dates back to antiquity. This process of regionalization has experienced some interruptions in history with the occupation of the Caucasus and Central Asia first by the czarist Russia and then by the Soviet Union. However, even during these periods, the Turkic speaking peoples lying between the two ends of Eurasia did not cease political, economic and cultural interactions through certain movements despite unfavorable conditions.

With the fall of the Soviet Union, Turkey and the newly independent Turkic Republics found a favorable climate for the revitalization of regionalization. However, contrary to expectations, this could not quickly gain momentum with, on the one hand, the newly independent Turkic states concerned with preserving their sovereignty and independence as well as their state building, nation building, national identity building and transition to the market economy processes, and on the other hand Turkey which, despite its political will, presented economic deficiencies. The first ten years of relations, started in a new international conjuncture and regional developments with high hopes, met ups and downs with regard to regionalization. Throughout these years, the projects led by Turkey, the first country to recognize the independence of these states, in the political-diplomatic, developmental-economic and cultural-educational fields contributed considerably to the development of regionalization, despite certain limits. From the beginning of the 2000s, relations between the Turkic speaking countries began to institutionalize and rationalize. The fact that from 2007 Turkey began to implement a more active policy towards the region and that the other Turkic speaking countries started to progress in terms of their political, economic and cultural building served to set up this phase. At a time when Russia, China, and to a lesser extent the United States had become more interested in this region, the establishment of the Cooperation Council of Turkic Speaking States (the Turkic Council) in 2009 as a regional organization has brought a new dimension to regionalization between Turkic countries.

The Turkic Council, which celebrated its tenth anniversary in 2019, was founded by Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Turkey on the basis of the process of summits of Turkic states from 1992 to 2010. The Council, a structure which aims to develop cooperation between independent Turkic speaking state and their people in a multidimensional way, is endowed with institutional means and methods in this regard. Through its General secretariat, based in Istanbul, the Turkic Council, active in the political, economic, educational-cultural and human fields, works in harmony with its related/affiliated institutions TURKPA, TURKSOY, the Turkic Business Council, the

Turkic Academy and the Turkic Culture and Heritage Foundation. The Turkic Council, maintaining strong relations with the UN and any international organization with common interests, has started to make itself known as a regional player in the international reports. The Council, which also contributes to the establishment of a regional identity between the Turkic speaking peoples and the institutionalization of regional cooperation, is taking considerable steps to deepen regionalization between the Turkic states. Nevertheless, the so-called regionalization process also contain certain limits emanating from its member countries as well as the functioning of the Council. Recent developments in 2019 such as the accession of Uzbekistan as a member state, the development of relations with Turkmenistan, a country with a neutral status and the opening of its representative office in Hungary, which obtained observer status in 2018 have once again shown the interest and importance of the Council from the point of view of strengthening regionalization and developing inter-regional cooperation.

Throughout this study, the regionalization process between the Turkic speaking countries will be analyzed from the perspective of the degrees of regionness developed by Hettne and Söderbaum and starting from their interaction on the historic Silk Road which is to be revived today economically by different projects. Our research question will be on the level of the degree of regionness between the Turkic speaking countries while scrutinizing its stages. The factors which influence regionalization will be investigated in order to find the driving force of this process. In this context, we will look at the role of a common linguistic basis on the regionalization process and the persistence of its effect. Also, we will dwell on the relationship between the strengthening of regionalization and the importance of timing as well as the contributions of a regional organization to such a process, a subject not sufficiently dealt with by new regionalism. In this regard, we will question the contributions of the Turkic Council as a regional organization to the regionalization process from its establishment to the present day. At the same time, we will see the extent of the concepts of “Turkic unity” or “Turkic integration”, commonly used in political and academic circles, reflect the current situation from the regionalization point of view.

In light of the previous questions, this thesis will consist of three main parts. The first part will concentrate on the theoretical framework of new regionalism, the history and concepts of regionalism studies, as well as the divergences between old and new regionalism. From this perspective, the concepts put forward by new regionalism, including the various degrees of regionness will be analyzed at length. Subsequently, the historical aspects of cooperation between Turkic speaking actors will be scrutinized. In this context, we will discuss the importance of the Silk Road for the Turks and their economic, political and socio-cultural interactions along this corridor, the characteristics of which will be closely examined. Then, we will analyze the relations between the Ottoman Empire and the Khanates of Turkestan to illustrate the linkages existing between the Turkic speaking peoples at the two ends of Eurasia, despite unfavorable internal and external factors, after the 16th century when the Silk Road largely lost its importance. In this regard, following the analysis of the penetration first of czarist Russia and then of the Soviet Union into the Caucasus and Central Asia, we will deal with the effects of pan-turkism and jadidism on regional cooperation between the Turkic states, despite all the shortcomings.

In the second part, we will identify the endogenous and exogenous factors influencing the process of regionalization between the Turkic speaking countries in the following historical period. In this regard, the policies of czarist Russia and Soviet Union, which slowed down, or even suspended, the process of regionalization, will be discussed. Subsequently, this section will present the effects on regionalization of the state building, nation building, national identity building processes as well as the transition to the market economy of the newly independent Turkic speaking states. Also, we will tackle the policies of Turkey towards the Turkic speaking states since the official visit of the delegation of the Ministry of Foreign Affairs carried out before the proclamation of independence by all these countries until today in a chronologic and thematic categorization, which will lead us to review the effects of these policies on regionalization.

Finally, the third part will be based on the study of the structure of the Turkic Council, its methods, its activities, the interaction with its affiliated and related institutions, its relations with the third actors in and out of the region as well as its cooperation with international organizations in order to analyze their effects on the development of the level of regionness. In this part, which will also cover issues related to regional identity and regional actor, we will also revisit the limits of the Turkic Council's contributions on regionalization and their main reasons. We hope that the analyses carried out within the framework of this thesis, will, in a systematic perspective so far largely untreated, contribute to prospective research on the studies of comparative regionalism.

ÖZET

Küreselleşmenin gücünü her alanda daha çok hissettirdiği günümüz uluslararası düzeninde bölgeselleşme çabalarının dünya genelinde artmakta olduğu gözlemlenmektedir. Nitekim çok kutuplu dünya düzeninde bölgesel hareketler Latin Amerika'dan Afrika'ya Avrupa'dan Asya'ya giderek yaygınlaşan bir olgudur. Sözkonusu hareketlerin hepsi ortak bir coğrafyayı paylaşan ve açık ortak özelliklere sahip bölgesel aktörlerden müteşekkil değillerdir. Bu gelişmeler, bölge nedir, bölgesel işbirliğinin unsurları nelerdir, bölgeselcilik (*regionalism*) ve bölgeselleşme (*regionalization*) nasıl tanımlanır, bölgesel kimlik (*regional identity*) nasıl oluşur, bölgesel bütünleşmeye (*regional integration*) giden unsurlar nelerdir ve benzeri soruların uluslararası ilişkiler literatüründe daha yaygın olarak yer almasına neden olmuştur. Yeni bölgeselciliğin (*new regionalism*) teorik çerçevesi üzerinden okunan bu durum, Sovyetler Birliği'nin dağılmasından en çok etkilenen bölge olan Avrasya'yı yakından ilgilendirmiştir. Nitekim, sınırları tanımının ele alışına göre değişen bu bölgede çok sayıda ve çeşitli bölgesel işbirliği girişimi bulunmaktadır. Sovyetler Birliği'nin dağılmasının ardından, Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Türkmenistan ve Özbekistan'ın uluslararası ilişkiler sahnesine bağımsız devletler olarak çıkması, Türkiye ve sözkonusu bu ülkeler arasındaki ilişkilerin bölgesel işbirliği açısından değerlendirilebilmesi için elverişli bir ortam yaratmıştır. Sadece ortak dil yapısı değil aynı zamanda ortak etnik köken, tarih ve sosyo-kültürel değerlere sahip olan bu aktörler arasındaki bölgeselleşme sürecinin çok daha eskiye, tarihi İpek Yolu üzerindeki etkileşim sürecine dayandığı görülmektedir. Bugün toplam demografik ve ekonomik açıdan Avrasya bölgesinde önemli bir ağırlığa sahip hale gelen, küresel dengeler açısından Rusya ve Çin gibi iki önemli komşusu bulunan bu devletler arasındaki bölgeselleşme süreci yeni bölgeselcilik açısından ele alınması gerekli bir konu haline gelmiştir.

Teorik önermeleri kapsamında yeni bölgeselcilik, bölge olma koşullarını sıkı kriterlere bağlayan, bölgesel işbirliğini belirli kalıplar içerisinde inceleyen, devlet merkezci ve daha çok konuyu Avrupa'daki örneklerden yola çıkarak ele alan eski bölgeselcilikten (*old regionalism*) çeşitli noktalarda ayrılmaktadır. Bu farklılıklara ilave olarak sözkonusu teorik çerçeve, bölgeselciliğin önemli bir bileşeni olan ve bir süreci oluşturan bölgeselleşmeyi küreselleşme ile birlikte ele almakta ve bölgeselleşmenin sadece ulusal faktörler göz önünde bulundurularak küresel bağlamdan ayrı düşünelemeyeceğine dikkat çekmektedir. Teorik yapısı bakımından inşacı kuramın (*constructivism*) özelliklerini ağırlıklı olarak taşıyan ve eklektik bir içeriğe sahip olan yeni bölgeselcilik, bölge kimliği (*regional identity*) kavramını da ön plana çıkarmakta ve bu kavramı inşa olgusu (*regional identity building*) üzerinden incelemektedir. Yeni bölgeselcilikte ayrıca bölgeler arası ilişkilerin (*inter-regionalism*) bölgeselleşme üzerine

etkilerine de değilmektedir. Yeni bölgeselcilik yaklaşımının (*new regionalism approach*) önde gelen temsilcileri Hettne ile Söderbaum'un bölgesellik (*regionness*) kavramı, bölgeselcilik çalışmaları için yenilikçi bir bakış açısı ortaya koymaktadır. Bölgesel alan (*regional space*), bölgesel yapılanma (*regional complex*), bölgesel toplum (*regional society*), bölgesel topluluk (*regional community*) ve kurumsallaşmış bölgesel yönetimden (*regional institutionalized polity*) müteşekkil beş seviyeden oluşan sözkonusu kavram ile bölgeselleşme sürecinin geçirdiği aşamalar ve geldiği nokta incelenebilmektedir. Bu çerçevede, tarihsel ve toplumsal boyutların ele alındığı bu yaklaşımda bölgeselleşme her zaman gelişme gösteren bir olgu olarak nitelendirilmemekte, bu süreçte geriye dönüşlerin de olabileceği dile getirilmektedir. Bununla birlikte bölgesellik derecesindeki güçlenmeyle bir bölgenin, bölgesel kimliğe sahip olma ve bölgesel aktör (*regional actor*) olarak hareket edebilme kapasitelerinin bir ivme kazandığı savunulmaktadır.

Türk dilli halklar, geniş bir coğrafyaya yayılan ve sadece ticari ürünlerin değil fikirlerin, insanların, dillerin ve dinlerin de yolculuk ettiği tarihi İpek Yolu üzerinde tarih boyunca önemli aktörler olmuşlardır. Nitekim, Türkler, güvenliğini sağladıkları bu yolun ekonomik ve kültürel gelişimine oldukça katkı sağlamışlardır. Bu yol boyunca dayanışma ve kimi zaman da mücadele süreçlerini yaşayan Türk dilli halklar arasında zamanla bir işbirliği kültürü oluşmuştur. Sözkonusu kültür, Türkler arasında antik çağlardan günümüze kadar taşınan bölgeselleşmenin temellerini atmıştır. Önce Çarlık Rusyası daha sonra Sovyetler Birliği'nin Türk dilli halkların yaşadıkları Kafkasya ve Orta Asya'yı ele geçirmeleriyle birlikte bu bölgeselleşme aşamalı olarak sekteye uğramıştır. Ancak bu dönemlerde dahi Avrasya'nın iki ucunda konuşlanmış Türkler arasında siyasi, ekonomik ve kültürel ilişkiler çeşitli akımlar sayesinde tüm olumsuzluklara rağmen devam edebilmiştir.

Sovyetler Birliği'nin dağılmasının ardından Türkiye ve bağımsızlıklarını kazanan Türk Cumhuriyetleri kaldıkları yerden bölgeselleşmeye devam edebilmek için elverişli bir ortam bulmuşlardır. Ancak beklenenin aksine, egemenlik ve bağımsızlıklarını korumaya, devlet inşası (*state building*), ulus inşası (*nation building*) ve ulusal kimlik inşası (*national identity building*) ile pazar ekonomisine geçiş süreçlerine odaklanan Türk devletleri ile siyasi iradesi bulunmasına rağmen o dönemde ekonomik gücü bu yönde yeterli olmayan Türkiye arasında sözkonusu bölgeselleşmenin hızlı bir şekilde canlanabilmesi mümkün olamamıştır. Uluslararası konjontür ve bölgesel gelişmelerin de etkisiyle büyük umutlarla yeniden başlayan ilişkilerin ilk 10 yılı bölgeselleşme açısından inişli çıkışlı bir tablo sergilemiştir. Bu süreçte bağımsızlıklarını ilk tanıyan ülke ünvanına sahip olan Türkiye tarafından sözkonusu Türk dilli devletlere yönelik politika-diplomasi, kalkınma-ekonomi ile kültür ve eğitim alanlarında yürütülen projeler anılan bölgeselleşmenin gelişimine bir takım eksikliklerine rağmen, kaydadeğer katkı sağlamıştır. 2000'li yılların başından itibaren, Türk dilli devletler arasındaki ilişkiler bir kurumsallaşma ve rasyonelleşme evresine girmiştir. Özellikle 2007'den itibaren Türkiye'nin bu coğrafyaya yönelik daha aktif bir politika izlemeye başlaması ile diğer Türk devletlerinin siyasi, ekonomik ve kültürel açılardan inşa süreçlerinde belirli bir aşama kaydedebilmeleri bu evrenin oluşuma zemin oluşturmuştur. Rusya, Çin ve diğerlerine göre daha az da olsa ABD'nin bu bölgeye yönelik ilgisinin canlandığı bu dönemde, 2009'da kurulan Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi (Türk Konseyi) bölgesel bir örgüt olarak Türk devletleri arasındaki bölgeselleşmeye yeni bir boyut getirmiştir.

2019'da yılında kuruluşunun 10. yılını kutlayan Türk Konseyi, 1992-2010 yılları arasındaki Türk devletleri zirveler süreci tecrübesine dayanarak Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan ve Türkiye tarafından kurulmuştur. Türk dili konuşan bağımsız ülkeler ile halkları arasında işbirliğini çok boyutlu bakış açısıyla geliştirmeyi hedefleyen bir yapı olarak Konsey, bu yönde kullanılabilecek kurumsal araçlara ve metodlara sahiptir. İstanbul'da konuşlu daimi sekretaryası aracılığıyla siyasi, ekonomik ve eğitim-kültür-beşeri alanlarda faaliyet gösteren Türk Konseyi, ilişkili kurumları TURKPA, TURKSOY, Türk İş Konseyi, Türk Akademisi ile Türk Kültür ve Miras Vakfı'nın Türk işbirliğine yönelik çalışmaları için eşgüdüm sağlamaktadır. BM'nin uzmanlık kuruluşları olmak üzere ortak çıkarları bulunan uluslararası örgütlerle de yakın çalışan Türk Konseyi, uluslararası arenada bölgesel bir aktör olarak anılmaya başlamıştır. Türk halkları arasında bölgesel bir kimlik oluşması üzerine çalışmaları da bulunan ve bölgesel işbirliğinin kurumsallaşmasına yönelik önemli bir araç teşkil eden Konsey, Türk devletleri arasındaki bölgeselleşmenin gelişmesine yönelik kaydadeğer adımlar atmaktadır. Öte yandan, sözkonusu bölgeselleşme süreci üye ülkelerden ve Konsey'in çalışmalarından kaynaklanan bir takım kısıtlamalar ile de karşı karşıyadır. 2019'da Özbekistan'ın Konsey'e tam üye olması, daimi tarafsızlık statüsüne haiz Türkmenistan ile ilişkilerinin gelişmesi ve 2018'de Konsey nezdinde gözlemcilik statüsü elde eden Macaristan'da Konsey'in tanıtım ofisinin açılması gibi gelişmeler bölgeselleşmenin derinleşmesi ve bölgeler arası işbirliğine katkıları açısından sözkonusu bölgesel örgütün incelenmesinin önemini bir kez daha ortaya koymuştur.

Yukarıda bahsedilenler ışığında bu çalışmada, Türk dili konuşan devletler arasındaki bölgeselleşme süreci, günümüzde çeşitli projelerle ekonomik açıdan yeniden canlandırılmaya çalışılan tarihi İpek Yolu'ndaki etkileşimlerinden yola çıkılarak Hettne ve Söderbaum'un bölgesellik dereceleri zaviyesinden değerlendirilecektir. Çalışmanın çıkış sorusu bahsekonu derecenin hangi aşamalardan geçip hangi dereceye ulaştığı yönündedir. Hangi faktörlerin sözkonusu bölgeselleşmeyi etkilediği, bu sürecin itici gücünü hangisinin oluşturduğunu tespit etmek üzere çalışmamızda irdelenecektir. Türk devletlerinin ortak bir dil yapısına sahip olmasının bu çerçevedeki rolü ve bu rolün devam edip etmediği üzerinde durulacak sorular arasındadır. Bununla birlikte yeni bölgeselcilik tarafından üzerinde yeterince durulmayan bölgeselleşmenin güçlenmesi ve doğru zamanlamanın önemi ile bir bölgesel örgütün sözkonusu sürece katkıları arasındaki ilişkilere çalışmamızda değinilecektir. Bu doğrultuda, bölgesel bir örgüt olarak Türk Konseyi'nin kurulduğu 2009'dan günümüze bölgeselleşme sürecine katkıları sorgulanacaktır. Aynı zamanda politik ve akademik ortamlarda sıklıkla refere edilen "Türk birliği veya bütünleşmesi" kavramlarının bölgeselleşme açısından mevcut durumu ne kadar yansıttığı irdilenecektir.

Yukarıdaki değinilen sorular çerçevesinde tezimiz üç ana bölümden oluşmaktadır. Birinci bölümde yeni bölgeselcilik teorik çerçevesi, bölgeselcilik çalışmalarının tarihi ve önermeleri ile bölgeselciliğin eski ve yeni versiyonları arasındaki farklar birlikte ele alınacaktır. Bu doğrultuda, bölgesellik dereceleri dahil yeni bölgeselciliğin ön plana çıkarttığı kavramlar detaylıca incelenecektir. Sözkonusu bölümün devamında tarihi açıdan Türk dilli aktörler arasında işbirliği üzerinde durulacaktır. Bu çerçevede, özellikleri incelenecek İpek Yolu'nun Türkler için önemi ve bu yol üzerindeki ekonomik, siyasi ve sosyo-kültürel etkileşimleri ele alınacaktır. İpek Yolu'nun önemini kaybettiği 16. yüzyılın ardından olumsuzluk yaratan iç ve dış faktörlere rağmen Avrasya'nın iki ucundaki Türk

dilli toplumlar arasındaki bağların görülebilmesi açısından Osmanlı Devleti ve Türk Hanlıkları arasındaki ilişkilerin nitelikleri bir örnek olarak incelenecektir. Önce Çarlık Rusyası'nın daha sonra Sovyetler Birliği'nin Kafkasya'ya ve Orta Asya'ya nüfuz ediş süreçlerine değinildikten sonra pan-türkizm ve cedid hareketlerinin tüm olumsuzluklara rağmen Türk devletleri arasındaki bölgesel işbirliğine katkıları bu bölümde mercek altına alınacaktır.

İkinci bölümde, bundan sonraki tarihsel gelişmeler ışığında, Türk dili konuşan ülkeler arasında bölgeselleşme sürecine etki eden iç ve dış faktörler araştırılacaktır. Bu doğrultuda, Çarlık Rusyası'nın ve Sovyetler Birliği'nin bölgeselleşmenin ilerlemesine negatif yönde etki eden politikalarından bahsedilecektir. Ardından, bağımsızlıklarını kazanmalarıyla uluslararası arenaya çıkan Türk devletlerinin içine girdiği devlet inşası, ulus inşası ve ulusal kimlik inşası süreçleri ile merkezi ekonomiden pazar ekonomisine geçişleri, bölgeselleşmeye etkileri bakımından ele alınacaktır. Tezin devamında, Türkiye'nin kardeş Türk devletlerine yönelik politikaları, henüz daha hepsi bu yöndeki ilanlarını yapmadan önce Türk Dışişleri Bakanlığı heyetinin anılan ülkelere gerçekleştirdiği ziyaretten günümüze kadar olan süreçte dönemlere ve konulara ayrılarak incelenecektir. Söz konusu politikaların bölgeselleşmeye yönelik etkileri bu doğrultuda mercek altına alınacaktır.

Üçüncü bölümde ise Türk Konseyi'nin yapısı, uyguladığı metodlar, çalışmaları, ilişkili kurumlarıyla etkileşimi, bölge içi ve bölge dışı diğer önemli aktörler ile ilişkileri ve uluslararası örgütlerle işbirliği bölgesellik derecesine etkileri açılarından araştırılacaktır. Bölgesel kimlik ve bölgesel aktör olma konularının da ele alınacağı bu bölümde, Türk Konseyi'nin bölgeselleşmeye somut katkılarının yanısıra bu konuda karşılaşılan kısıtlamalar ve bunun başlıca nedenleri de irdelenecektir. Tez kapsamındaki bu analizlerimizin, Türk dili konuşan ülkeler arasındaki işbirliğinin daha önce büyük ölçüde ele alınmamış sistematik bir çerçeve temelindeki bu haliyle, daha sonraki karşılaştırmalı bölgeselcilik (*comparatif regionalism*) çalışmalarına katkı sağlaması ümit edilmektedir.

INTRODUCTION

« Je n'ai pas écrit même la moitié de ce que j'ai vu et vécu, parce que je savais que vous n'y croiriez pas. »

Marco Polo

La Route de la Soie qui n'était pas assez connue par l'Ouest avant la réalisation du voyage par Marco Polo, le grand explorateur italien, était un corridor qui a permis le transport non seulement de biens mais aussi d'idées, de valeurs, de langues, de religions et même de gènes pour plusieurs siècles. À cet égard, en tant que réseau doté des relations imbriquées sur les plans économique, politique et culturelle dont les effets ont dépassé au-delà de ses territoires, ce corridor a été considéré comme l'un des premiers exemples de globalisation. Même si, à partir de XVI^e siècle, l'importance géopolitique et géoéconomique de la Route de la Soie a relativement diminué sous l'effet des découvertes maritimes, elle est encore aujourd'hui au sein de l'agenda international grâce à de nombreux projets populaires de coopération régionale ayant des effets globaux. Cela nous fait repenser sur l'interaction entre la globalisation et la régionalisation en nous ciblant sur les territoires de cette route historique où se trouvent les six États turcophones à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et la Turquie.

Après la fin du système bipolaire il s'agit d'une prolifération des mouvements régionaux dans le monde entier. Dans ce contexte, bien que cela puisse paraître contradictoire, alors que nous sommes témoins d'une part d'une remontée du nationalisme et du micro-nationalisme à travers le monde, d'autre part les références au régionalisme sont plus vives que jamais. Face à ce tableau assez compliqué nous vivons dans un monde,

de plus en plus global, et pourtant avec des mouvements régionaux en hausse. Ainsi, de l'Amérique latine au continent africain, de l'Europe à l'Asie du Sud, ces mouvements régionaux se répandent partout. Pourtant, il n'est pas toujours question d'acteurs régionaux partageant une géographie et des dénominateurs clairs en commun. À ce titre, les questions concernant la définition de la notion de région, les composantes de la coopération régionale, la description du régionalisme et de la régionalisation, la formation de l'identité régionale ainsi que les facteurs qui aboutissent à l'intégration régionale ont commencé à dominer les relations internationales. L'Eurasie, dont les frontières changent parallèlement à sa définition, se trouve au centre de ces questions. En effet, suite à la dissolution de l'Union soviétique, ces questions ont spécialement été significatives pour six pays turcophones, en plein cœur de l'Eurasie, voisins avec des acteurs significatifs comme la Russie et la Chine, et situés sur la Route de la Soie historique. En effet, ces États turcophones, dont cinq sont devenus indépendants au lendemain de la chute de l'Union soviétique, œuvrent pour la régionalisation, effort dont l'arrière-plan remonte en vérité à des siècles.

Aujourd'hui, la population totale de ces six pays turcophones atteint les 150 millions, sur une superficie de 4,5 millions km² traversant la Route de la Soie historique avec un PIB total de 1,1 billions de dollars classé au 16^{ème} rang mondial par leur taille économique. Prenant en considération les peuples turcophones dans le monde entier, nous comptons plus de 220 millions d'individus reliés les uns aux autres par des liens ethniques, linguistiques, culturels et historiques répartis sur un territoire de 12 millions km². De par sa capacité démographique et son potentiel économique, cette régionalisation se différencie des autres mouvements régionaux. Par ailleurs, quand les pays et les peuples turcophones sont concernés, les interrogations concernant une possible unification sont toujours d'actualité. Pourtant, il faut bien lire les caractéristiques contemporaines de cette régionalisation pour mieux comprendre ses dynamiques et le déroulement de ses aspects. Une telle analyse nous permettra évidemment de mieux nous projeter sur les équations politiques, économiques et culturelles tout au long de la Route de la Soie de nouveau populaire grâce aux différents projets de coopération régionale entamés.

La notion de coopération régionale est bien sûr une partie inséparable des relations internationales. Avec la chute de l'Union soviétique qui a mis fin à la bipolarité du système international, les méthodes et les composantes de cette notion ont d'abord connu une évolution puis une modification. À ce stade notons que chaque théorie des relations internationales apporte une explication différente aux exigences et caractéristiques de cette coopération. Similairement, la définition de la région varie selon la théorie choisie de même que le régionalisme, concept primordial de la coopération régionale dans lequel les acteurs régionaux s'engagent dans l'établissement d'une coopération plus systématique dans une région concernée aussi s'est évolué dans le temps et l'espace.

Les premiers exemples du régionalisme remontent à la période des empires continentaux acceptés comme point de repère pour les constructions politiques jusqu'aux guerres napoléoniennes. Le régionalisme, concept en vigueur dans le vocabulaire des relations internationales depuis la seconde Guerre mondiale s'est répandu dans le contexte de la Guerre froide dans le cadre de la bipolarité sous le contrôle des deux superpuissances. Après la chute de l'Union soviétique et avec la relance de la multi-polarité, nous constatons une différenciation des propriétés de ce concept débouchant sur une catégorisation de l'ancien et du nouveau régionalisme.

L'ancien régionalisme est plus État-centrique et euro-centrique sans prendre compte de la globalisation dans ses analyses. À cet égard, il trouve sa place dans les théories, le fédéralisme, le fonctionnalisme, le transactionalisme, le néo-fonctionnalisme et l'intergouvernementalisme tandis que le néo-réalisme et l'institutionnalisme néo-libéral avancent aussi des arguments pour expliquer les mouvements régionaux du système bipolaire. Pourtant dans un cadre éclectique, le nouveau régionalisme se base plutôt sur des méthodes constructivistes. Ainsi, il renvoie à un processus qui implique plutôt l'idée d'une action consciente et planifiée pour la fabrication d'une région par des acteurs réunis avec la volonté politique d'agir ensemble. À cet égard, selon le nouveau régionalisme, la régionalisation est la mise en pratique de cette idée en tant que processus dynamique et éclectique composant des éléments politiques, économiques et culturels. Dans ses analyses, il prend en considération non seulement les États mais aussi les acteurs non-Étatiques. De plus, le nouveau régionalisme affirme que la régionalisation ne peut pas seulement être attachée aux facteurs nationaux et être détachée du contexte global.

Ainsi, il souligne le lien étroit qui existe entre la régionalisation et la globalisation qui présentent deux processus primordiaux du changement structurel global. Cela est aussi décrit comme l'architecture régionale émergente de la politique mondiale. Par ailleurs, la régionalisation est devenue un phénomène fréquent dans les différentes parties du monde y compris en Eurasie. Pourtant, en comparaison avec l'Union européenne, aucun mouvement régional initié après l'effondrement de l'Union soviétique n'a pu aboutir à une intégration régionale où les États régionaux délèguent, soit en partie soit dans sa totalité, leur souveraineté à une entité supranationale régionale. Pourtant, une erreur récurrente est celle de nommer chaque coopération régionale avec une rhétorique ambitieuse comme acte d'intégration régionale, étape avancée mais non obligatoire de la première.

Hettne et Söderbaum, représentants de l'Approche du nouveau régionalisme ont apporté une nouvelle dimension en créant le concept de « *regionness* » qui pourrait être traduit en français comme « régionalité ». D'après eux, il existe cinq degrés de régionalité susceptibles d'être mesurés. Ces degrés sont l'espace régional (*regional space*), le complexe régional (*regional complex*), la société régionale (*regional society*), la communauté régionale (*regional community*) et le système politique régional institutionnalisé (*regional institutionalized polity*) dans lesquels les facteurs endogènes reliés à la régionalisation et les facteurs exogènes reliés aux défis de la globalisation sont examinés ensemble. En incluant les dimensions historiques et sociétales dans leurs analyses, cette approche soutient l'idée que dans chaque étape, nous constatons un approfondissement de la régionalisation. Pourtant, elle souligne qu'il n'existe pas un développement linéaire entre le passage d'un degré à l'autre. Dans cette perspective, elle affirme que pour le moment l'UE fournit une nouvelle et unique forme qui a abouti à un système politique institutionnalisé.¹

Le nouveau régionalisme attribue aussi une importance primordiale à l'identité régionale, concept dynamique qui peut être construit, reconstruit et déconstruit. Composé de facteurs internes et externes, il établit un parallélisme entre l'intensification de

¹ Björn Hettne, «The New Regionalism Revisited », dans F. Söderbaum and T. Shaw (éd.), **Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader**, Basingstoke: Palgrave, 2003, p. 28-29.

l'identité régionale et l'augmentation du degré de la régionalité ainsi que de la capacité de l'acteur régional. En outre, l'inter-régionalisme constitue un autre concept prévalu dans le nouveau régionalisme qui est un phénomène systématique pour décrire les liens entre les régions, attirant l'attention sur le fait que le renforcement des relations entre les différentes régions contribue au développement de la régionalisation d'une région concernée. Dernièrement, comme le nouveau régionalisme reste limité pour offrir des analyses comparatives, en tant que concept dépassant le nouveau régionalisme, le régionalisme comparatif ouvre un nouvel horizon visant à trouver des moyens pour établir une comparaison entre les différents mouvements régionaux. À cet égard, l'analyse de l'état de la régionalisation entre les États turcophones, à travers le prisme théorique du nouveau régionalisme, comme mentionné ci-dessus, en tant que sujet qui n'a pas été traité auparavant de ce point de vue devient assez intéressant comme étude de cas au service des comparaisons régionales.

L'émergence des cinq États turcophones -l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan- suite à l'effondrement de l'Union soviétique sur la scène internationale a relancé les efforts de coopération régionale entre les acteurs turcophones. En effet, ces efforts remontent au temps de la Route de la Soie historique. Ainsi, la domination et le contrôle de cette route par les acteurs turcophones pendant plusieurs siècles ont créé un champ d'interaction de temps en temps coopératif, de temps en temps conflictuel le long d'une zone étendue. Quoi qu'en soient ses motivations et ses objectifs, cette interaction, accompagnée d'une base linguistique commune avec une inter-compréhensibilité assez forte, s'est approfondie jusqu'à l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par la Russie tsariste et l'Union soviétique. Les politiques linguistiques, territoriales, culturelles et économiques menées par ces deux acteurs néanmoins similaires dans leurs ambitions de domination régionale ont changé les équations en Eurasie laissant des traces sur le déroulement de la régionalisation entre les États turcophones.

Avec la chute de l'Union soviétique, la Turquie et les États turcophones nouvellement indépendants ont retrouvé un climat favorable pour relancer leurs tentatives de régionalisation. Cette indépendance n'a ni été revendiquée ni acquise au prix d'une lutte sécessionniste mais a plutôt été le résultat de la dissolution de l'Union soviétique. Ainsi, avec ce bagage historique, ces pays sont entrés dans un long processus, complexe

et diversifié de *state building*, *nation building* et *national identity building* accompagné d'efforts de transition à l'économie de marché. Composé des facteurs internes et externes, ce processus a aussi eu des conséquences sur la dite-régionalisation.

Dans l'espoir de rattraper le temps perdu, pour ce qui est de la coopération avec les États frères nouvellement indépendants, la Turquie, en tant que premier pays à avoir reconnu l'indépendance de ces pays a pris des mesures multidimensionnelles. Il est possible de regrouper ces mesures en trois catégories : le plan politico-diplomatique, développemental et économique, ainsi que culturel et éducatif. La Turquie a d'une part, en dépit des fluctuations économiques et politiques des années 1990, essayé de renforcer ses relations bilatérales avec ces pays, et d'autre part a mis en place des mécanismes comme les sommets des États turcs pour renforcer les liens régionaux. Ces sommets qui se sont tenus dix fois de 1992 à 2010, bien qu'elles aient été irrégulières, ont constitué une plate-forme pour l'interaction des pays turcophones. Pourtant, leurs effets sur l'approfondissement de la régionalisation sont restés une question à relever.

Basée sur l'expérience des sommets des États turcs, l'établissement, en 2009, du Conseil de Coopération des États turcophones (le Conseil turcique), par les pays fondateurs, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie, et son secrétariat général permanent situé à Istanbul, a déclenché un nouveau stade pour le déroulement de la régionalisation entre les pays turcophones. L'Ouzbékistan a intégré cette jeune organisation en 2019 au dixième anniversaire de la création du Conseil, suivi de l'obtention du statut d'observateur par la Hongrie en 2018. Le Turkménistan ne fait pas partie du Conseil turcique dont les raisons seront expliquées en détail dans ce travail.

Considérée comme la première organisation politique établie volontairement par les États turcophones, le Conseil s'est engagé sur plusieurs sujets de coopération concernant la politique étrangère, l'économie, les transports, l'énergie renouvelée, les médias, l'éducation, le sport et la jeunesse, consacrant chaque sommet au niveau des chefs d'État à un thème spécifique. Il est possible de regrouper les activités du Conseil en trois chapitres tels que la coopération politique, économique et éducatif-culturel-humain dans une approche holistique. Ainsi, les activités des organisations affiliées et reliées au Conseil constituent les aspects parlementaire, commercial, culturel et éducatif de cette coopération

qui contribuent à cette approche. Se trouvant aussi dans une interaction avec d'autres organisations régionales et internationales dans le contexte de l'inter-régionalisme, le Conseil turcique présente un cas exemplaire pour analyser le rôle d'une organisation régionale pour le déroulement de la régionalisation parmi les acteurs régionaux concernés.

Au vu de ce qui précède, ce travail a pour but d'étudier les relations de coopération entre les pays turcophones à l'aide de concepts empruntés au « nouveau régionalisme ». Ce dernier offre une approche éclectique et contemporaine pour l'analyse de cette coopération multidimensionnelle qui est plutôt devenue aujourd'hui un mouvement régional. Tout au long de cette recherche, nous affirmerons que les pays turcophones se trouvent dans un processus de régionalisation avec un arrière-plan remontant au temps de la Route de la Soie, corridor essentiel pour l'établissement d'un dialogue régional établissant les fondements d'une culture de la coopération régionale entre les peuples turcophones. Dans ce cadre, nous explorerons les facteurs endogènes et exogènes de cette régionalisation, ses caractéristiques et ses limites en nous basant sur les concepts tels que « la régionalisation », « la régionalité », « l'identité régionale » ainsi que « l'inter-régionalisme » du nouveau régionalisme. En se servant de la catégorisation des degrés de régionalité de Hettne et Söderbaum, la détermination du degré de régionalité entre les pays turcophones nous servira de fil conducteur. Nous analyserons le rôle des facteurs historiques, culturels, politiques et économiques nécessaires au déroulement de cette régionalisation.

Prenant en considération l'idée que le terme même « turcophone » fait référence à un lien entre ces pays basés sur les aspects linguistiques en communs, nous nous poserons également la question de savoir si aujourd'hui ces aspects présentent le facteur déterminant de ce mouvement de régionalisation ou alors s'il existe d'autres motifs qui fournissent des éléments fondamentaux pour ce mouvement. Dans ce cadre, le rôle du Conseil turcique, en tant que seule organisation régionale politique ciblant la coopération entre les pays turcophones pour cette régionalisation sera remise en question. À cet égard, nous nous interrogerons sur la validité du slogan d'Ismail Gaspirali, pionnier de l'idée de l'unicité turcique, qui consiste en l'« union de la langue, de l'idée et du travail » vis-à-vis de la coopération en cours entre les pays turcophones sous l'égide du Conseil turcique. Nous discuterons également de la nécessité ou pas de l'adhésion de tous les acteurs

régionaux à une telle régionalisation. Nous aussi essayerons de déterminer la nature de cette régionalisation et de savoir si elle présente des caractéristiques fermées ou ouvertes. Dernièrement, il sera question de voir si cette régionalisation vraiment débouchera un jour sur l'établissement d'une union ou d'une intégration régionale.

Dans ce cadre, notre première hypothèse repose sur l'idée que la régionalisation entre les pays turcophones remontant au temps de la Route de la Soie est passée au fil du temps par des stades fluctuants en parallèle avec les développements régionaux. Notre deuxième hypothèse porte sur l'importance du *timing* (le choix du moment) pour la superposition des conditions nationales, régionales et globales permettant l'établissement et l'envol de la régionalisation. Quant à notre dernière hypothèse, elle défend l'idée que l'existence au préalable d'une organisation régionale contribue de manière remarquable au renforcement de la régionalisation si celle-ci est équipée de manière appropriée. Par conséquent, dans le cadre de notre recherche, nous essayerons de contribuer aux études du nouveau régionalisme en menant une étude sur un cas spécifique qui n'a pas encore été examiné de la sorte.

Afin d'approfondir et d'enrichir nos recherches, nous avons réalisé une étude de terrain en effectuant plusieurs visites en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Kirghizstan de 2012 à 2018 au titre de fonctionnaire international auprès du Conseil turcique. À cette occasion, nous avons réalisé des entretiens avec des universitaires, des journalistes, des bureaucrates, des diplomates et des hommes d'État, en fonction ou à la retraite, ainsi que les gestionnaires locaux et les individus dans ces pays et en Turquie pour mieux comprendre et projeter les efforts et les caractéristiques du régionalisme concerné. À cet égard, ces entretiens nous ont permis d'analyser les détails jusqu'à présent inconnus du processus d'indépendance des pays turcophones, de leur reconnaissance par la Turquie et les autres États.

Les entretiens réalisés avec les haut-fonctionnaires turcs qui ont joué un rôle primordial pour la relance de la coopération avec les autres pays turcophones à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique nous ont fait comprendre les véritables dynamiques de la carte routière mises en place par Ankara dans cette direction. Ainsi, nous avons trouvé l'opportunité d'obtenir des informations de première main sur plusieurs sujets en

relation avec la coopération régionale entre les pays et les peuples turcophones depuis l'époque de la Route de la Soie jusqu'à nos jours. De plus, en comparant ces informations avec celles dans les livres, nous nous sommes aperçus des erreurs communes et des généralisations falsifiées concernant la coopération entre les pays turcophones ainsi que l'énorme lacune de travail académique à ce sujet dans la littérature des relations internationales. En effet, même en Turquie, il est difficile de trouver des œuvres académiques bien structurées sur la coopération entre les pays turcophones sans porter de jugements idéologiques.

Nos fréquentes visites aux pays membres du Conseil turcique ont été l'occasion d'acquérir une nouvelle perspective pour mieux examiner la transformation dans ces pays et leur développement au niveau étatique, au niveau sociétal ainsi que les défis politiques, économiques et culturels à relever. Au cours de nos analyses, nous avons remarqué l'absence de données nécessaires pour faire des comparaisons entre les pays turcophones sur le plan politique, économique et social à cause justement de l'utilisation de différents critères statistiques. Ainsi, nous avons essayé de collecter nous-mêmes les données nécessaires soit en contactant directement les responsables nationaux soit en ayant recours aux réseaux et aux rapports internationaux facilitant la collection d'informations sur tous les pays turcophones pour l'établissement de comparaisons véridiques. Nos visites sur le terrain ont aussi été l'occasion de remarquer les ressemblances entre les valeurs socio-culturelles, les caractéristiques linguistiques et littéraires ainsi que l'architecture des pays turcophones. En effet, il est difficile de remarquer ces ressemblances sans être en contact direct avec les peuples des différents pays turcophones. Ces visites étaient aussi une opportunité pour déterminer les points sur lesquels ces valeurs et ces caractéristiques se différencient et de distinguer les facteurs internes et externes qui engendrent cette différenciation.

Travailler au Conseil turcique nous a permis d'analyser les réactions de tous pays turcophones, qu'il s'agisse d'un pays membre ou d'un pays membre potentiel, vers l'idée de régionalisme et l'action de régionalisation. En même temps, nous avons aussi eu l'opportunité de surveiller de près les mécanismes et le fonctionnement d'une organisation régionale et les mesures qui sont prises pour renforcer une telle régionalisation. En outre, notre responsabilité vis-à-vis le renforcement de coopération entre le Conseil

turcique et les organisations internationales, l'ONU en tête, nous a donné la chance d'observer des mouvements régionaux dans le monde, les rapports entre la régionalisation et la globalisation ainsi que le déroulement de l'inter-régionalisme et de ses effets sur la régionalisation. Dans cette perspective, nous avons essayé d'évaluer les efforts de régionalisation du Conseil turcique en mesurant ses réussites et ses limites selon une approche académique en nous appuyant sur la base théorique du nouveau régionalisme et la catégorisation de régionalité de Hettne et Söderbaum. À cet égard, notre méthodologie a été hybride possédant des caractères à la fois chronologique et thématique.

Pour répondre aux questions soulevées ci-dessus, ce travail sera subdivisé en trois grandes parties. La première grande partie portera sur l'analyse du nouveau régionalisme comme base théorique de la thèse et de la coopération entre les acteurs turcophones sur le plan historique. Après avoir étudié les concepts liés au régionalisme nous analyserons les caractéristiques de l'ancien et du nouveau régionalisme ainsi que leurs différences. Par la suite, nous traiterons des concepts de « régionalité, identité régionale, inter-régionalisme et régionalisme comparatif », concepts primordiaux pour les études du nouveau régionalisme. Ainsi, nous regarderons en détail la catégorisation de régionalité de Hettne et Söderbaum qui nous servira de guide méthodologique pour constater le déroulement de la régionalisation entre les États turcophones ainsi que ses limites.

Suite à la section théorique, nous nous pencherons sur la Route de la Soie comme zone d'interaction et de coopération pour les acteurs turcophones. À ce titre, nous examinerons d'abord les caractéristiques historiques et physiques de cette route historique ainsi que ses propriétés économiques, politiques et socio-culturelles afin de mieux comprendre l'importance de celle-ci pour les acteurs turcophones et leur interaction dans le temps et l'espace. Ensuite, nous analyserons l'héritage économique et politique des peuples turcophones sur cette route en nous attardant sur leur cohésion linguistique et socio-culturelle. À la suite, nous traitons l'état de la coopération régionale dès le XVI^e siècle quand la Route de la Soie a perdu de son importance géopolitique et géoéconomique jusqu'au début du XX^e siècle entre les acteurs turcophones. Ainsi, d'une part, nous regarderons de près les relations entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan comme un bel exemple pour déterminer l'état de cette coopération, entre les acteurs

turcophones géographiquement si éloignés, malgré les pressions internes et externes. D'autre part, nous nous pencherons l'entrée de la Russie tsariste comme nouvel acteur au Caucase et en Asie centrale pour repérer ses influences sur le développement de la régionalisation entre ces acteurs. Ensuite, l'analyse du pan-turquisme et du jadidisme en tant que deux mouvements pénétrés dans une zone géographique assez vaste nous permettra de constater le potentiel de coopération régionale turcophone entre les deux bouts de l'Eurasie malgré les conditions conjoncturelles défavorables.

La deuxième grande partie portera sur les facteurs endogènes et exogènes auxquels les pays turcophones nouvellement indépendants ont dû faire face avec des incidences sur leur régionalisation. Ainsi, nous analyserons d'abord les politiques de l'Empire russe et de l'Union soviétique dans les domaines éducatif, linguistique, territorial, économique et culturel y compris les stratégies sur l'islam. Ensuite, nous nous concentrerons sur la transition multidimensionnelle des États turcophones à la suite de leur indépendance et des effets sur la régionalisation. À cet égard, nous examinerons leur processus de *state building*, de *nation building* et de *national identity building* ainsi que leur passage à l'économie de marché avec les aspects internes et externes tout en examinant les défis majeurs et les instruments utilisés. Dernièrement, dans cette partie, il sera question d'analyser les efforts de coopération déployés par la Turquie vers les pays turcophones depuis leur indépendance pour constater leurs effets sur la régionalisation. Cette partie se regroupera autour des plans politico-diplomatique, développemental et économique ainsi que culturel et éducatif. Nos analyses couvriront la période allant de l'indépendance des pays turcophones, voire même un peu avant, jusqu'en 2020 en priorisant les domaines clés qui ont eu des effets sur l'évolution de la régionalisation.

La troisième grande partie sera consacrée au rôle du Conseil turcique comme mécanisme unique de coopération régionale.² De la sorte, nous nous interrogerons sur sa contribution à la régionalisation entre les pays turcophones. D'abord, nous analyserons le processus des sommets des États turcs effectif entre les années 1992-2010 préparant la base optimale à l'établissement du Conseil turcique. Ensuite, nous examinerons le

² Nos analyses couvriront la période depuis l'établissement du Conseil turcique jusqu'à la fin du sommet de Bakou qui a eu lieu le 15 octobre 2019.

processus d'établissement de ce Conseil dans le cadre de ses objectifs, de sa structure et de ses méthodes utilisées à travers les documents fondateurs et son système de fonctionnement. Ensuite, nous traitons les institutions affiliées et reliées au Conseil turcique tels que le TURKSOY, le TURKPA, le Conseil d'affaires turcique, l'Académie turcique et la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique pour évaluer leur structure et leur place dans la régionalisation. Cette étude sera développée par l'analyse des déclarations adoptées dans les sommets du Conseil turcique au niveau des chefs d'État dans laquelle nous nous pencherons sur leurs provisions communes et différentes. L'application des décisions prises dans ces sommets sera questionnée par une étude des activités du Conseil sur le plan politique, économique et éducatif-culturel-humain. De plus, l'analyse de la coopération du Conseil turcique avec les autres pays, les autres initiatives ainsi que les autres organisations internationales sous l'angle de l'inter-régionalisme nous permettra de répondre à la question de savoir si nous nous trouvons face à une régionalisation ouverte ou fermée.

L'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil en 2019, les relations avec le Turkménistan et l'établissement des liens avec la Hongrie, membre observateur depuis 2018, où d'ailleurs un bureau de représentation a été ouvert récemment, seront analysés en détail et les contacts du Conseil avec la Russie, la Chine et les États-Unis en tant qu'acteurs importants pour l'Eurasie seront mis en évidence sur cette même direction. Dernièrement, après avoir analysé les activités des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique dans une approche holistique vers la régionalisation, nous ferons un bilan des réalisations du Conseil turcique ainsi que de ses limites provenant de ses pays membres et des enjeux dus à ses travaux pour mieux évaluer le niveau de sa contribution à l'institutionnalisation de la coopération régionale et l'approfondissement de la régionalisation entre les pays turcophones en concluant du niveau de régionalité sur lequel la coopération entre les pays turcophone se trouve.

I-LE CONCEPT DE « RÉGIONALISME » DANS LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS TURCOPHONES SUR LE PLAN HISTORIQUE

Dans cette partie, le régionalisme sera examiné de manière théorique pour décortiquer les différences entre l'ancien et le nouveau régionalisme. À la suite de cet examen, l'aspect historique de la coopération entre les acteurs turcophones sera analysé pour jeter un coup d'œil sur l'état de leur régionalisation.

A. L'arrière-plan du régionalisme dans les débats théoriques

Dans cette section, les concepts liés au régionalisme, leurs propriétés, leurs catégorisations et leurs différences seront d'abord examinés (a). L'ancien régionalisme et son évolution théorique sera ensuite analysé de manière détaillée (b).

1-Les concepts liés au régionalisme

La définition de terme « région » s'avère problématique. En effet, ce terme prend sa place dans la littérature des relations internationales depuis longtemps et il ne parait pas comme un concept contestable. Pourtant, il existe une certaine ambiguïté vis-à-vis de la définition d'une région et de ses composants. D'ailleurs, les tentatives comme celles de Bruce Russett pour décrire scientifiquement les régions ont donné peu de résultat.³ Donc, dans les lignes suivantes, nous allons essayer de répondre à ces deux questions complémentaires : quels sont les facteurs qui caractérisent une région et quels sont les éléments qui forment une région ?

³ Andrew Hurrell, « Regionalism in Theoretical Perspective », dans Louise Fawcett et Andrew Hurrell (éd.), **Regionalism in World Politics, Regional Organization and International Order**, New York: Oxford University Press, 1995, p.38.

a-La région

Quand nous analysons le terme région du point de vue grammaticale, on constate que ce terme a pour origine du mot latin *regio* qui signifie un domaine géographique, politique et administratif. En effet, *regio* qui est dérivé du verbe *regere* en latin se traduit comme diriger ou gouverner en français. Donc, l'origine du mot région contient des dimensions à la fois politique et géographique.⁴ Pour bien définir ces dimensions, il est nécessaire d'analyser des débats académiques sur cette matière. Qui sont les acteurs d'une région et comment les régions peuvent être caractérisées et quels sont les facteurs qui déterminent les relations régionales constituent les questions prépondérantes posées au sein de ces débats. Quel est le rôle de la proximité territoriale pour la désignation d'une zone comme une région, et est-ce que la dimension géographique présente la composante plus dominée pour la formation d'une région sont des questions qui aussi dominent les débats sur ce sujet. De même, quels sont les catégories des régions et quel est la différence entre une région et une sous-région présentent également des questions dont ses réponses varient d'après les auteurs.

Quand nous regardons de près la définition de région, nous faisons face à une pluralité. Louise Fawcett souligne que les régions ont toujours existé et, depuis l'Antiquité, porté un rôle dans l'espace politique sous diverses formes : empires, royaumes ou alliances entre cité-État ou États.⁵ Donc, l'existence de ses diverses formes nous montre que le contenu de la région évolue d'après les changements historiques et théoriques au sein des relations internationales. D'un point de vue semblable, Hurrell conclut qu'il n'existe pas de régions naturelles et les définitions de région changent selon un problème particulier.⁶ Pour sa part, Vayrynen affirme que la formation des régions fait l'interface entre les forces globales, économiques, technologiques ainsi que les réalités nationales.⁷ Parallèlement à ces approches, Shaun Breslin attire l'attention sur le fait que

⁴ Mwayila Tshiyembe, **Régionalisme et problèmes d'intégration économique : Aléna, Mercosur, Union européenne, Union africaine**, Paris: l'Harmattan, 2012, p.11.

⁵ Louise Fawcett, « Regionalism From a Historical Perspective », dans Mary Farrell, Björn Hettne et Luk Van Langenhove (éd.), **Global Politics of Regionalism: Theory and Practice**, London: Pluto Press, 2005, p. 25-26.

⁶ Hurrell, op.cit., p. 38.

⁷ Raimo Vayrynen, « Regionalism: Old and New », **International Studies Review**, Vol. 5, No. 1, March 2003. p.32.

l'Asie-Pacifique peut être considérée comme une seule région et en même temps la combinaison de deux régions.⁸ En effet, il est possible de multiplier ce genre d'exemple vis-à-vis les autres régions et sous-régions dans le monde. Donc, il est difficile de donner une seule définition de région.

La question de savoir « quels sont les acteurs d'une région concernée » constitue un débat significatif dans les études régionales qui évolue parallèlement au changement du rôle de l'État au sein des débats théoriques. Joseph Nye définit la région comme « *un nombre limité des États reliés par une relation géographique et par un degré d'interdépendance mutuelle* ». ⁹ D'après Katzenstein, une région est un groupe d'États interdépendants.¹⁰ Pourtant, il est déjà admis dans des débats théoriques que l'État n'est pas le seul acteur du système international. De ce fait, les facteurs non-étatiques comptent également parmi les composantes d'une région. Hettne soutient cet argument en exprimant l'idée que des différents acteurs étatiques ou non-étatiques ont commencé à fonctionner dans les arènes régionales. Dans ce cadre, il affirme que tous les deux s'occupent des problèmes régionaux et globaux et fournissent des biens publics régionaux et globaux.¹¹ Pour Fawcett, les régions n'ont pas besoin de s'ajuster aux frontières des États concernés. Elles peuvent contenir des unités sous-étatiques, supra-étatiques et trans-étatiques et offrir de différentes modalités d'organisation et de collaboration.¹²

En ce qui concerne « les facteurs qui déterminent les relations régionales », la volonté de coexistence entre les acteurs régionaux prévaut. Pour exprimer cette volonté, les acteurs régionaux se ressemblent en se basant sur certains compromis. Ces compromis sont précisés par des accords régionaux. Par exemple, les États régionaux en signant des accords régionaux expriment une volonté de coexistence. Ainsi, ils mettent en œuvre les

⁸Shaun Breslin, « Regions and Regionalism in World Politics », dans Mark Beeson et Nick Bisley (éd.), **Issues In 21st Century World Politics**, New York : Palgrave Macmillan, 2010, p. 33-51

⁹Joseph Nye (éd.), **International Regionalism**, Boston : Little Brown&Co, 1968, p.viii.

¹⁰ Peter J. Katzenstein, « Regionalism in Comparative Perspective », **Cooperation and Conflict**, Vol. 31, No. 2, 1996, p. 124.

¹¹ Björn Hettne, « The New Regionalism: A Prologue », dans Björne Hettne, Andras Inotai et Osvaldo Sunkel (éd.), **The New Regionalism and the Future of Security and Development**, London: Macmillan Press, 2000, p. xx-xxxi.

¹²Louise Fawcett, « Exploring Regional Domains: A Comparative History of Regionalism », **International Affairs**, Vol. 80, No. 3, May, 2004, p. 432.

règles du jeu de cette coexistence et précisent les limitations dues à ces règles.¹³ Cela invoque l'existence d'une « volonté politique » des États en désignant un espace comme leur région. Le degré de cette volonté politique, le contenu de ses composantes et le parallélisme entre la volonté et le contenu sont également significatifs pour parler d'une région. Cette volonté peut être apparue par de plusieurs raisons. Il est possible d'affirmer que des besoins politiques, sécuritaires et/ou économiques peuvent déclencher la création de conditions spécifiques qui engendrent cette volonté. D'autre part, comme dans l'exemple des pays nordiques, partager une culture et une histoire communes peuvent aussi se trouver à la base de cette volonté pour se regrouper au sein d'une région.¹⁴ Par ailleurs, le Conseil nordique établi en 1952 comme une organisation régionale est le produit de cette volonté.¹⁵

L'existence de volonté politique entre les acteurs d'une région peut avoir des limites en pratique si les intérêts des pays régionaux qui s'engagent dans le mouvement régional ne conviennent pas. Par exemple, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est basée sur des pratiques culturelles, des valeurs et des intérêts communs entre ses pays membres. Néanmoins, les relations intra-régionales au sein de l'ANASE ne pouvaient pas éliminer les conflits mutuels et surpasser des différentes approches à propos des problèmes extrarégionaux comme des chocs économiques.¹⁶

La géographie est un facteur significatif dans la comparaison du global, régional ou même sous-régional. Par conséquent, pour qualifier un espace comme région, il est naturel de faire référence aux connotations géographiques pour prendre en compte la proximité spatiale entre les acteurs qui s'engagent dans une région. Pourtant, le degré d'importance de ce facteur géographique peut varier selon la perspective de cette analyse. D'ailleurs, en mettant l'accent sur le fait que la région a une signification différente pour les historiens, pour les experts de science politique et pour les économistes, Vayrynen affirme que les deux premiers pensent qu'ils reconnaissent une région quand ils la voient tandis que pour le dernier, la région existe s'il y a un accord préférentiel

¹³ Hurrell, op.cit., p. 39.

¹⁴ Vayrynen, op.cit., p.38.

¹⁵ Pour plus d'information sur le Conseil nordique voir <http://www.norden.org/en>, consulté le 12 juin 2016.

¹⁶ Paul Bowles, « Asia's Post-Crisis Regionalism: Bringing the State Back in, Keeping the (United) States out », *Review of International Political Economy*, Vol.9:2, Summer 2002, p. 252- 253.

de commerce ou une union douanière.¹⁷ Donc, la définition de région varie également d'après les points de vue des experts dans des autres disciplines. Cela nous montre encore une fois la relativité du terme de région selon des différents paramètres.

Même si la dimension géographique domine sur les facteurs qui composent une région, le principe de contiguïté territoriale ou même de proximité spatiale est de temps en temps remis en cause pour la désignation d'une zone géographique comme une région. À cet égard, Vayrynen précise que les images régionales sont plutôt basées sur des conceptions méta-géographiques non-examinés ou dépassés du monde. Par conséquent, il critique la perspective qui présume que les régions sont statiques et délimitées strictement d'une manière géographique.¹⁸ Mansfield et Milner aussi critiquent cette perspective déterministe avec un exemple intéressant. Ils affirment que même si l'Est de la Russie est proche de l'Alaska, les États-Unis et la Russie ne peuvent pas être considérés comme des acteurs appartenant à la même région.¹⁹ Donc la similitude des cultures entre les acteurs concernés joue un rôle important pour la formation d'une région. Ils donnent également l'exemple de la France et des pays francophones en Afrique du Nord-Ouest qui forment une région non par l'intermédiaire de leur proximité géographique mais plutôt par leurs similarités linguistiques.²⁰ D'ailleurs, l'histoire commune de ces pays a instrumentalisé le facteur linguistique pour la formation de cette région.

D'autre part, Katzenstein précise que les délimitations géographiques régionales ne sont pas réelles, naturelles ou essentielles comme elles sont construites d'une manière politique et sociale, par conséquent elles sont ouvertes au changement.²¹ Donc, il est difficile de faire référence à l'objectivité en parlant d'une région. D'ailleurs, Solingen soutient cette idée en affirmant que le cadre de la région se trouve dans les yeux des acteurs dans cette coalition et par conséquent subit une redéfinition continue.²² D'autre part, les limites d'une région peuvent changer d'après de différents points de vue des chercheurs.

¹⁷ Vayrynen, op.cit., p.26.

¹⁸ Ibid., p.25.

¹⁹ Edward Mansfield et Helen Milner, « The New Wave of Regionalism », **International Organization**, Vol. 53, No. 3, 1999, p. 591.

²⁰ Ibid.

²¹ Katzenstein, op.cit., p. 126.

²² Etel Solingen, **Regional Orders at Century's Dawn: Global and Domestic Influences on Grand Strategy**, Princeton: Princeton University Press, 1998, p. 4.

Par exemple, dans les études sur l'Asie centrale, certains chercheurs incluent l'Afghanistan entre les acteurs de cette région, alors que dans certaines études ce pays peut être également laissé en dehors de l'Asie centrale. Pourtant, il est évident que sans quelques délimitations géographiques l'explication du terme région et ses dérivés comme régionalisme, régionalisation etc., serait difficile à réaliser.²³ Ainsi, une région a besoin d'un lien géographique même si ce lien peut être lâche.

Le fait que la région n'est pas quelque chose tangible canalise les débats vers un autre domaine. Tavares souligne que la région est une construction cognitive qui déborde des frontières de l'État, basée sur la territorialité et socialement structurée de différents acteurs.²⁴ Cela exige l'existence de certains liens culturels, économiques, linguistiques ou politiques entre les acteurs de la région. À cet égard, Shaun Breslin précise que si les continents sont formés par la nature, les régions, elles, se fabriquent par les peuples. Du point de vue constructif, Breslin affirme que les régions sont politiquement et socialement en construction, qu'elles changent pendant le temps. Le centre de gravité de ses activités est le point de référence le plus important pour définir une zone comme une région.²⁵ Thomson apporte un point de vue original à ce débat en soutenant que la reconnaissance interne et externe d'une région par des acteurs et des observateurs comme une sphère distinctive est aussi remarquable pour la conceptualisation d'une région.²⁶ Donc une sphère peut être considérée comme une région au fur et à mesure qu'elle est perçue comme telle de l'intérieur et de l'extérieur.

Apportant une approche historique à la transformation de la région, Vayrynen souligne que pendant la Guerre froide, la plupart des régions étaient des regroupements, soit politiques soit mercantiles et avaient une place dans un système international plus large. Par conséquent, les motifs politiques et militaires ont favorisé l'établissement des super-régions comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou l'Organisation de l'Unité africaine. En revanche, depuis la fin des années 1980, les organisations

²³ Hurrell, op. cit., p. 38.

²⁴ Rodrigo Tavares, « The State of the Art of Regionalism: The Past, Present and Future of a Discipline », **UNU-CRIS Working Papers**, W-2004/10, 2004, p.5.

²⁵ Breslin, op. cit., p. 33-51.

²⁶ William Thompson, « The Regional Subsystem: A Conceptual Explication and Propositional Inventory », **International Studies Quarterly**, Vol. 17, No. 1, 1973, p. 102.

subrégionales et micro-régionales sont devenues plus courantes comme les ministères du Conseil balte, le Groupe Visegrad et le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Ce mouvement était en quelque sorte une réponse à la fragmentation des blocs dans l'Europe de l'Est et dans l'Asie Centrale et a aussi reflété la nécessité de faire face aux pressions de la globalisation économique à travers des outils locaux.²⁷ Donc, Vayrynen établit une relation mutuelle entre la globalisation et les mouvements régionaux faisant référence aux changements dans les relations internationales. D'autre part, Solingen met l'accent sur l'interaction entre les contextes régionaux et globaux.²⁸ En effet, cette interaction favorise la connectivité entre les contextes régionaux et globaux pour différentes régions.

La théorie de « complexe de sécurité » de Barry Buzan apporte une autre approche à la conception de région et sa relation avec la sécurité. Dans son livre *People, States and Fear*²⁹, Buzan définit le complexe de sécurité comme « *un groupe d'États dont les soucis primordiaux de sécurité sont si étroitement liés que la sécurité de l'un d'entre eux ne saurait être séparée de celle des autres* ». Il applique ce concept aux régions du Sud, d'Afrique australe, du Moyen-Orient, du sous-continent indien, et d'Asie du Sud-est. Donc il essaie de démontrer des liaisons mutuelles entre la région et la sécurité. Dans son livre avec Wæver, il approfondit cette relation mutuelle autour de la « théorie de complexe de sécurité régionale ».³⁰

La catégorisation des régions constitue un autre domaine des recherches en la matière. Comme dans le cas de définition de région, il est possible de faire face à plusieurs catégorisations d'après des différents paramètres qui sont mis en considération par des experts de discipline variée. À cet égard, Vayrynen regroupe les régions comme des régions physiques et fonctionnelles en expliquant que les régions physiques renvoient aux espaces territoriaux, militaires et économiques contrôlés principalement par les États. Il ajoute que les régions fonctionnelles se définissent par les facteurs non-territoriaux comme la culture, le marché qui sont plutôt reliés aux acteurs non-Étatiques. Il attire l'attention sur la différenciation amplifiée due à la conjoncture de l'après Guerre froide.

²⁷ Vayrynen, op.cit., p.26.

²⁸ Solingen, op.cit., p. 4.

²⁹ Voir Barry Buzan, **People, States and Fear**, Colchester: ECPR Press, 1983.

³⁰ Voir Barry Buzan et Ole Wæver, **Regions and Powers: The Structure of International Relations Theory**, Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

Il distingue les régions comme les régions géographiques et stratégiques (physiques) et les régions économiques, environnementales et culturelles (fonctionnelles). Il affirme que ce qui est fonctionnel prend une place plus dominante dans l'analyse des relations globales et régionales pendant que la connectivité entre la nation et la région reste liée aux caractéristiques physiques et à une approche plutôt État-centrique.

Fawcett parle d'une catégorisation inclusive et exclusive. Elle appelle une région comme inclusive si elle accueille les autres États. Donc, cette région est ouverte pour l'élargissement ou bien l'inclusion des acteurs en statut d'observateur. D'autre part, elle décrit une région comme exclusive si elle n'est pas accueillante envers les autres États. À cet égard, elle donne l'exemple de la Communauté de Développement de l'Afrique du Sud qui excluait l'Afrique de Sud à cause de sa politique d'apartheid lors de cette période.³¹ Donc, elle fait cette catégorisation d'après la possibilité de l'élargissement avec la volonté politique de ses acteurs.

Hettne fait une autre catégorisation de région comme centrale, périphérique et intermédiaire. D'après lui, les régions centrales sont politiquement stables et économiquement dynamiques et s'organisent pour devenir plus capable en voie de contrôler le monde. Les régions périphériques sont politiquement plus turbulentes et économiquement plus stagnantes avec leurs établissements régionaux fragiles. Les régions intermédiaires sont celles qui se trouvent entre les deux catégories.³²

La question concernant la différence entre une région et une sous-région aussi occupe une place importante dans des études régionales. Une sous-région est définie comme la partie d'une région plus large ou d'un continent. Donc elle est généralement basée sur une localité. Les directions cardinales comme Nord, Sud, Est et Ouest sont couramment utilisées pour définir une sous-région. L'Organisation des Nations Unies (ONU) ont un système de « schéma géographique » qui divise les États dans le monde en groupes macro-géographiques régionaux et subrégionaux d'après les critères de

³¹ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 432.

³² Hettne, « The New Regionalism: A Prologue », p. xx-xxxi.

la Division de Statistique des Nations Unies.³³ Donc, la différence entre une région et une sous-région paraît plutôt géographique que géopolitique. Pourtant, pour certains auteurs, il n'existe pas une différence pointue entre une région et une sous-région et il dépend de point de vue de ce qui analyse la zone concernée.

En conclusion, en ce qui concerne la définition de région, ses acteurs, les facteurs qui la forment, ses catégories, ses différences avec une sous-région, il existe encore des débats continus. En revanche, ces débats qui altèrent d'après des différentes écoles théoriques enrichissent les études régionales.

b-La coopération régionale

La coopération régionale est également un concept dont les contours sont flous. Le concept fait référence à une coopération plus limitée par rapport à la coopération globale. Cette limitation est liée au nombre des acteurs qui sont impliqués dans la coopération régionale. Donc, nous parlons d'une coopération encadrée entre les acteurs régionaux qui se réunissent pour certains objectifs. Ces objectifs doivent être définis par les acteurs régionaux concernés. Donc, ils peuvent être à la fois économiques, culturels ou politiques ou bien contenir toutes ces caractéristiques.

Ernst Haas décrit la coopération régionale comme un terme vague qui couvre toute activité interétatique avec une participation moins qu'universelle et qui est désignée pour s'adresser aux besoins communs.³⁴ D'autre part, Andrew Axline affirme que la coopération régionale peut être comprise de la perspective des intérêts nationaux des pays qui s'y engagent et les relations régionales seront basées sur la satisfaction de ces intérêts.³⁵ Donc, trouver des moyens pour adresser les intérêts communs et surmonter les défis partagés joue un rôle important au sein de la coopération régionale.

³³ La Division de Statistique des Nations Unies parle de cinq macro-régions (régions continentales) désignées géographiquement comme l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe et l'Océanie, <http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49regin.htm>, consulté le 12 Mai 2016.

³⁴ Ernst B. Haas, **the Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces**, Stanford: Stanford University Press, 1958, p. 16.

³⁵ W. Andrew Axline, « Cross-Regional Comparisons and the Theory of Regional Cooperation: Lessons From Latin America, the Caribbean, South East Asia and the South Pacific », dans W. Andrew Axline (éd.),

La relation entre la coopération régionale et l'institutionnalisation de cette coopération constitue également un débat au sein des études régionales. D'après Hurrell, la coopération régionale peut nécessiter la création des institutions formelles. En même temps, ces institutions peuvent avoir une structure plus relâchée et se réunir régulièrement en suivant des mécanismes de préparation et de surveillance vis-à-vis des décisions prises dans ces réunions. Hurrell affirme que de tels coopératifs arrangements peuvent servir plusieurs objectifs. À cet égard, ils peuvent être utilisés comme un outil pour répondre aux défis externes auxquels ces pays membres font face ou bien pour coordonner les positions de ces acteurs régionaux au sein des organisations internationales ou forums de négociation. D'autre part, ils peuvent être développés pour sécuriser les gains de prospérité, promouvoir des valeurs communes ou résoudre des problèmes communs. Dans le domaine de sécurité, une telle coopération peut être lancée pour stabiliser un équilibre régional des puissances ou institutionnaliser des mesures de confiance.³⁶ Donc, l'organisation régionale multiétatique demeure comme l'instrument incontournable du régionalisme pour la coopération régionale.

Il est vrai que chaque coopération régionale ne passe pas d'un processus d'institutionnalisation. Par exemple, la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (la CICA) établie en 1992 continue dans un format de conférence. Pourtant, même si la CICA n'est pas devenue une organisation régionale, il possède un secrétariat situé à Beijing qui a le mandat de présenter ses membres dans des plateformes régionales et internationales.³⁷ D'autre part, l'Union européenne (UE) ou bien l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) sont passés par un processus significatif de l'institutionnalisation pendant des décennies.

Si l'institutionnalisation de la coopération régionale à l'intermédiaire d'une organisation rend la coopération régionale plus serrée est une autre question posée souvent. Même s'il est difficile de parler d'une relation linéaire sur ce sujet, il est évident que l'organisation régionale facilite l'encadrement des modalités de la coopération

the Political Economy of Regional Cooperation: Comparative Case Studies, London: Pinter Publishers, 1994, p. 217.

³⁶ Hurrell, op.cit., p. 42.

³⁷ Pour plus d'information sur le sujet, visitez le site d'internet officiel de la CICA, http://www.scica.org/page.php?page_id=7&lang=1, consulté le 6 septembre 2016.

régionale et le suivi des activités pour renforcer la coopération régionale. Donc, la coopération régionale, institutionnalisée ou pas, contient un rôle compréhensible pour affermir des relations régionales quelque soient les motives de ses relations. Ce rôle englobe de plusieurs concepts comme le régionalisme, la régionalisation et l'intégration régionale.

c-Le Régionalisme

Même s'ils sont issus de l'idée d'inciter la coopération régionale, le régionalisme, la régionalisation et l'intégration régionale se différencient sur certains domaines. L'idée du régionalisme n'est pas un nouveau phénomène spécifique au 20^e siècle. Tavares précise que les premières versions du régionalisme remontent à la période des empires continentaux qui étaient le repère des constructions politiques jusqu'aux guerres napoléoniennes.³⁸ Même si le régionalisme était présent en pratique pendant des siècles, le terme régionalisme n'avait pas encore pris sa place dans le vocabulaire des relations internationales avant la seconde Guerre mondiale. Le régionalisme, en tant que concept de relations internationales, s'est répandu dans le contexte de la Guerre froide, vu que le système international était divisé en sous-systèmes sous le contrôle des deux superpuissances.³⁹

Le régionalisme a été inclus dans la littérature des relations internationales immédiatement après la seconde Guerre mondiale, pour mettre en évidence les différences de développement, de culture, et d'orientation politique dans le monde, dans le cadre de l'ONU. Même si le terme a subi une évolution dans le temps, il continue à exprimer une tendance de promotion du développement du niveau de vie et de l'organisation régionale avec une affirmation de solidarité et de promotion du développement d'un groupe d'acteurs avec des intérêts communs.⁴⁰ Pourtant, sa conception a passé une évaluation d'après les changements historiques et théoriques sur la scène internationale.

³⁸ Tavares, op.cit., p.7.

³⁹ Hurrell, op. cit., p. 12.

⁴⁰ Dinu Balan, « Regionalisme, Regionalisation:Clarifications Conceptuelles et Terminologiques », **Codrul Cosminului**, Vol.19, No.1, 2013, p. 107-126.

Le mot régionalisme qui inclut le suffixe – isme, dérivé de la terminaison grecque – *ismos*, fait référence à la dimension théorique du processus de développement d'une région.⁴¹ Donc, le mot régionalisme est plutôt associé à l'idée d'une action consciente et planifiée, d'une stratégie et présente un processus initié par des acteurs situés dans la même partie du monde à un moment donné.⁴² Le terme inclut la volonté d'inciter la coopération régionale d'une façon plus structurée et systématique. Donc, nous nous référons par exemple, au régionalisme lorsque plusieurs États voisins tentent d'abaisser les barrières douanières qui les séparent.⁴³ Une telle action implique la volonté politique d'une coopération et d'une coordination entre les acteurs qui sont engagés dans le régionalisme.

Nye définit le régionalisme comme la formation des groupes interétatiques sur la base des régions.⁴⁴ D'après cette définition, les acteurs du régionalisme sont considérés en général comme des États qui visent à s'engager dans une coopération politique. Pourtant, par rapport à l'évolution des théories pluralistes, l'État n'est plus considéré comme le seul acteur du régionalisme et les acteurs non-étatiques s'engagent également dans des mouvements régionalistes. L'approche constructiviste considère le régionalisme comme un processus social. Dans ce cadre, cette approche affirme que les instruments utilisés par le régionalisme se fonctionnent pour favoriser les buts spécifiquement politiques et économiques.⁴⁵ Donc, cette explication attribue une connotation plutôt « opportuniste » aux mouvements régionalistes.

D'autre part, Fawcett considère le régionalisme comme « un bien » que les États et les acteurs non-étatiques désirent et encouragent. Elle pense que cela mérite une promotion par les communautés régionales et internationales. À cet égard, elle affirme que le régionalisme est désirable et nécessaire dans le contexte contemporain où existent des défis complexes et différents et que la puissance de l'État est inadéquate pour les

⁴¹ Tshiyembe, op.cit., p.9.

⁴² Yann Richard, « Régionalisation, Régionalisme et Intégration Régionale : Concepts Flous et Nécessaire Clarification », dans Alia Ghana et Yann Richard (éd.), **Régionalisation du monde: construction territoriale et articulation global/local**, Tunis et Paris : Karthala et IRMC, 2014, p. 25.

⁴³ Yann Richard, **L'Union européenne et ses voisins orientaux. Contribution aux études des intégrations régionales dans le monde**, Paris : Université Panthéon Sorbonne, 2010, p. 23.

⁴⁴ Nye, op.cit., p.viii.

⁴⁵ Vayrynen, op.cit. p.27.

surpasser. De plus, elle ajoute que dans un monde où les institutions multilatérales font face à une sérieuse surcharge d'affaires ou bien leurs agendas sont biaisés pour favoriser certains acteurs internationaux, le niveau de ce désire augmente.⁴⁶ Par conséquent, cette justification clarifie le côté pragmatique du régionalisme dans le cadre du système international contemporain.

Hettne et Söderbaum soutiennent que le régionalisme est un phénomène spatialement dynamique et en cours. Cette approche implique l'idée qu'un espace construit dans une démarche régionaliste peut s'élargir ou se rétracter. D'après eux, cette démarche peut être dirigée d'en haut par les gouvernements ou initiée par le bas à travers l'action d'acteurs sociaux non-étatiques.⁴⁷ Ils affirment que « le régionalisme doit être étudié à différentes échelles à savoir : l'échelle globale, l'échelle interrégionale, l'échelle des régions, les échelles intra-régionales et transnationales ».⁴⁸ En divisant l'analyse du régionalisme en sous échelles, ces auteurs démontrent en effet le côté multidimensionnel du régionalisme.

Le régionalisme contient un très grand nombre de variétés. Cette variété de typologie démontre la pluralité de sa conception concernant sa formation et son contenu. Le régionalisme a été associé pendant des années à l'économie. Par ailleurs, les accords commerciaux bilatéraux et régionaux entre des États proches ont augmenté après la seconde Guerre mondiale. D'après certains économistes, cette augmentation doit être considérée comme un obstacle à l'augmentation du niveau de bien être, car elle a eu des effets plutôt négatifs sur le développement du commerce international.⁴⁹ Pour d'autres, le régionalisme économique n'était que complémentaire au commerce international. Ainsi, ils défendent que ce régionalisme ne contienne pas des effets négatifs. D'autres encore considèrent que le régionalisme peut être sous certaines conditions une

⁴⁶ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 429-430.

⁴⁷ Björn Hettne et Frederik Söderbaum, « The New Regionalism Approach », **Politeia**, Vol. 17, No. 3, 1998, p. 6-9.

⁴⁸ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p. 23.

⁴⁹ Jagdish Bhagwati, « Regionalism versus Multilateralism », **the World Economy**, Vol. 15, No. 5, 1992, p. 535-540.

étape vers le multilatéralisme. Dans ce contexte, il présente une sorte de vecteur de la mondialisation des échanges.⁵⁰ Donc ce débat implique un « régionalisme ouvert ».

Quant à Fawcett, elle considère que le régionalisme peut se diviser en deux groupes pour tenir en compte les motivations qui se trouvent derrière les mouvements régionalistes. D'ailleurs, elle le divise en deux sous-groupes comme « régionalisme doux » et « le régionalisme coercitif ». Elle décrit le régionalisme doux comme une initiative régionale qui favorise une prise de conscience de communauté. En revanche, d'après elle, le régionalisme coercitif s'engage à consolider les groupes régionaux et les réseaux ainsi que les groupes sous-régionaux formalisés par les arrangements et organisations interétatiques.⁵¹ D'autre part, elle parle aussi d'une autre catégorisation comme le régionalisme volontaire et le régionalisme coercitif. Elle explique que dans le premier cas, les acteurs régionaux s'y engagent d'après leur volonté politique. Elle précise que pourtant le deuxième cas se réfère aux groupements comme le Pacte de Varsovie où l'engagement des acteurs régionaux dépendait de priorités de leur politique étrangère.⁵² Au-delà de ces regroupements, elle affirme qu'un projet régionaliste réussi doit se baser sur des liens éventuels entre les États et les acteurs non-étatiques et sur un réseau verrouillé par des structures de gouvernance régionale. À cet égard, elle soutient que ces caractéristiques se trouvent déjà en Europe et dans une certaine mesure aux Amériques et dans le processus de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).⁵³

Micheal Emerson qui essaie de déterminer à quel genre de régionalisme les nouvelles politiques de l'UE sur la mer Noire correspondent parle de neuf genres de régionalisme comme régionalisme technique, de bon voisinage, de sécurité, éclectique, dysfonctionnel, institutionnel, transformatif, de compensation et géopolitique. Le régionalisme technique représente le type où les fonctions de la politique publique et les intérêts communs liés à ces fonctions dominant. Le régionalisme du bon voisinage est le type dans lequel la consolidation de bonnes relations entre les acteurs régionaux prévaut. Le régionalisme de sécurité signifie le type qui a pour objectif de combattre les défis de

⁵⁰ Michel Fouquin et Jean-Marc Siroën, « Régionalisme versus Multilatéralisme », **Economie Internationale**, No.74, 1998, p. 3-9.

⁵¹ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 433.

⁵² Ibid.

⁵³ Ibid.

sécurité en commun y compris l'immigration illégale, le trafic de drogues et de personnes, le terrorisme, etc. Le régionalisme éclectique qui manque de raison claire ou de but spécifique constitue un mélange de plusieurs types de coopération régionale. Le régionalisme dysfonctionnel définit le type où les acteurs qui ont des divergences politiques sérieuses essaient de prendre des mesures, en vain, pour la coopération régionale. Le régionalisme institutionnel décrit le type dans lequel les structures administratives et organisationnelles établies promeuvent la coopération régionale. Le régionalisme transformatif se réfère au modèle qui considère la coopération régionale comme un outil pour l'eupéanisation de la région concernée. Le régionalisme de compensation représente le type où un bloc majeur comme l'UE essaie de compenser des inconvénients pour les acteurs frontaliers qui sont en dehors du mouvement. Enfin, le régionalisme géopolitique constitue le type où les puissances directrices ont l'objectif de sécuriser une sphère d'influence.⁵⁴

Hettne et Söderbaum parlent d'une autre catégorisation du régionalisme divisée en groupes micro et macro. Concernant le macro-régionalisme, ils se réfèrent aux trois régions centrales comme l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique avec une attention particulière sur l'UE, l'ALENA et la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ou bien d'autres organisations régionales comme l'ANASE, le MERCOSUR, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) etc. Ils affirment que le micro-régionalisme implique des régions qui ont un niveau faible d'institutionnalisation et qui sont plutôt dirigés par le secteur privé avec un degré supérieur des interactions initiés par les acteurs non-étatiques, des réseaux transnationaux comme la diaspora, les réseaux de famille et de l'ethnicité et des liens religieux, etc. En ne donnant pas d'exemple spécifique sur les régions issues du micro-régionalisme, Hettne et Söderbaum accentuent qu'il se déroule en dehors du contexte européen. Ainsi, ils aussi critiquent l'approche Euro-centrique de l'ancien régionalisme. De plus, ils soutiennent que le micro-régionalisme est lié au macro-régionalisme dans le sens où la globalisation crée des opportunités pour les micro-régions pour accéder aux opportunités économiques et de développement. Donc,

⁵⁴ Michael Emerson, « the EU's New Black Sea Policy What kind of regionalism is this? », **CEPS Working Document**, No. 297/July 2008, p.2-4, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1337499, consulté le 12 mai 2016.

ils mettent en évidence le parallélisme entre les micro- et macro-régionalismes et la globalisation. Afin de régionaliser d'avantage, ils affirment que dans différents niveaux des secteurs, des acteurs engagés dans le régionalisme doivent se renforcer et se développer d'une manière complémentaire que compétitive.⁵⁵

Söderbaum parle également des catégorisations comme le régionalisme de haut en bas et le régionalisme de bas en haut ; le régionalisme dur et doux ou bien le régionalisme formel ou informel. Il précise que les processus formels (comme les régionalismes de haut en bas, dur et formel) sont issus des politiques officielles, interactions codifiées qui sont soutenues par des textes écrits, des traités ou des constitutions. D'autre part, il affirme que les processus informels (comme les régionalismes de bas en haut, doux et informel) sont des séries d'activité non codifiées, basées sur des actes tacites, des accommodations et de compréhension mutuelle.⁵⁶ Donc, par le biais de ces catégorisations, il attire l'attention sur la formation du régionalisme et son fonctionnement qui se différencient d'après l'utilisation des formats formels ou informels.

Hettne fait une autre catégorisation de régionalisme en tant que monétaire, sécuritaire et de développement.⁵⁷ Il décrit le but essentiel du régionalisme monétaire comme la stabilité financière. Il met également l'accent sur l'importance du soutien institutionnel et de l'engagement politique et économique des acteurs issues du mouvement régionaliste pour réaliser ce régionalisme. D'autre part, Hettne définit le régionalisme de développement comme des efforts concertés des groupes des États dans une région géographique, afin de rehausser leur complémentarité économique avec une certaine unité politique. Cela peut être suivi soit via les actes commerciaux, soit avec les stratégies du développement régional plus complet. Il précise également que, le développement est un phénomène multidimensionnel qui dépend du *spillover* et des liens positifs entre les différents secteurs de l'économie et de la société. Alors, il attire l'attention sur le besoin d'une approche qui valorise la coopération économique avec ses

⁵⁵ Björn Hettne et Fredrik Söderbaum, « Theorising the Rise of Regionness », **the New Political Economy**, Vol.5, No. 3, December 2000, p. 457-473.

⁵⁶ Fredrik Söderbaum, « Formal and Informal Regionalisms », dans Andrew Grant, Scarlett Cornelissen et Timothy Shaw (éd.), **Research Companion to Regionalisms**, Farnham, GB: Ashgate, 2013, p. 55.

⁵⁷ Björn Hettne, « Beyond the 'New' Regionalism », **New Political Economy**, Vol. 10, No. 4, December 2005, p. 551.

dimensions commerciale et monétaire. Plus précisément, il parle de l'importance de la coopération économique dans les secteurs spécifiques comme le transport et les communications pour promouvoir le bon fonctionnement du régionalisme. Il affirme en parallèle à cette coopération que les clubs régionaux de commerce peuvent encore traiter effectivement de plusieurs défis économiques, non-commerciaux et politiques comme la protection environnementale et la migration. À cet égard, il fait référence à l'UE comme un représentant de cette réflexion et affirme que l'ANASE en Asie du Sud-est, le MERCOSUR en Amérique latine et le SADC en Afrique du Sud appliquent une approche semblable. Il souligne que cette stratégie peut être gérée seulement par les organisations régionales étendues et multidimensionnelles. Ainsi, ces organisations peuvent exploiter des liens et des effets *spillover* entre les secteurs commerciaux, non-commerciaux, économiques et politiques.⁵⁸

Concernant le régionalisme sécuritaire, Hettne précise que les préoccupations sécuritaires des pays régionaux impliqués sont considérées comme des facteurs de base qui les forcent à coopérer contre le risque de régionalisation d'un conflit local. À cet égard, il se réfère à l'expansion extérieure d'un conflit local vers les pays voisins et son impact indirect sur la région. Il affirme que cette expansion aboutit à l'intervention diplomatique, militaire où la résolution des conflits sera effectuée par un établissement régional. Sur ce point, il souligne qu'en discutant la gestion d'une crise régionale à long terme, il est important de relier les régionalismes sécuritaires et de développement en les considérant comme complémentaires et mutuels.⁵⁹

En conclusion, le mot régionalisme renvoie à un processus qui implique plutôt l'idée d'une action consciente et planifiée, d'une stratégie pour devenir une région. La pluralité sur sa catégorisation nous montre l'existence de différents types du régionalisme. Cette pluralité reflète l'existence de différentes motivations de leurs acteurs pour la coopération régionale.

⁵⁸ Hettne, « Beyond the 'New' Regionalism », p. 552.

⁵⁹ Ibid., p. 553-554.

d-La régionalisation

Le régionalisme et la régionalisation sont des termes que les chercheurs souvent confondent. Le mot régionalisation contient le suffixe – *tion*, dérivée du latin et fait référence à une action ou à un résultat de cette action. Il définit le processus de l'interaction régionale y compris le processus de développement d'une région.⁶⁰ Donc la régionalisation est un phénomène dynamique, plutôt que statique. La régionalisation représente « *une augmentation des échanges entre des unités territoriales, soit des pays, des régions ou d'autres entités infra-étatiques, situées dans la même partie du monde* ». ⁶¹ Dans certains cas, la régionalisation est un fait établi ; dans d'autre, elle est un processus en cours. D'après Richard, « *tous les flux ou autres modes de relations peuvent se régionaliser ou être régionalisés: flux touristiques, migrations ou mobilités internationales, aide au développement, communications téléphoniques et électroniques. Donc cela représente une dynamique qui dessine et redessine en permanence des ensembles géographiques dont les limites sont mouvantes* ». ⁶²

Vayrynen soutient que le régionalisme est basé sur les coalitions intergouvernementales institutionnalisées qui contrôlent l'accès à une région, tandis que la régionalisation est considérée comme un processus dynamique associé à la formation d'une région.⁶³ Pour sa part, Alex Warleigh-Lack affirme que la régionalisation doit être considérée comme un processus à double ou multi-sens dans laquelle des constellations complexes de variables à l'échelle régionale, globale, nationale, locale, même individuelle peuvent se combiner afin de produire des résultats concrets.⁶⁴

Par ailleurs, Fawcett exprime que si le régionalisme est une stratégie ou un projet, la régionalisation est à la fois un projet et un processus et affirme que la régionalisation peut précéder ou bien succéder au régionalisme.⁶⁵ Donc il est possible de rencontrer une

⁶⁰ Tshiyembe, op.cit., p.10.

⁶¹ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p. 23.

⁶² Ibid.

⁶³ Vayrynen, op. cit., p.43.

⁶⁴ Alex Warleigh-Lack, « Towards a Conceptual Framework for Regionalisation: Bridging 'New Regionalism' and 'Integration Theory' », **Review of International Political Economy**, Vol. 13, No.5, December 2006, p. 750-771.

⁶⁵ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 433.

antériorité et une postériorité entre le régionalisme et la régionalisation. Toutefois il peut y avoir du régionalisme sans régionalisation. Un des exemples les plus connus est celui de l'ANASE. Ce dernier a été créé dans les années 1960 pour être plus qu'une simple zone de libre-échange, mais le commerce intra-régional n'a jamais dépassé 25 % du commerce international des pays membres.⁶⁶ Certains milieux académiques ne défendent pas l'idée d'une antériorité ou de postériorité entre le régionalisme et la régionalisation. A cet égard, ils soutiennent que le régionalisme et la régionalisation doivent être associés et se renforcer pour assurer une coopération régionale effective.

Les relations entre la régionalisation et la globalisation représentent un autre débat au sein des études régionales. En analysant la corrélation entre la globalisation et la régionalisation, Fawcett argue que ces deux concepts représentent des routes complémentaires plutôt qu'alternatives pour assurer l'ordre global. D'ailleurs, elle met l'accent sur le fait que la régionalisation commence à dominer les discussions au sein de l'ONU et dans les cercles reliés concernant la division de travail appropriée pour promouvoir la sécurité et la paix internationales par le biais de la politique de l'aide, du commerce et du développement.⁶⁷ Enfin, Hettne affirme que la régionalisation est une réponse aux pressions économiques et politiques dues à la globalisation. Il ajoute que les deux processus sont articulés dans le même processus du changement structurel global.⁶⁸

En conclusion, la régionalisation est un processus dynamique qui peut précéder ou bien succéder au régionalisme. Elle présente une partie importante de la coopération internationale et elle a un lien étroit avec la globalisation.

e-L'intégration régionale

Parmi les termes relatifs à la coopération régionale expliqués ci-dessus, l'intégration régionale est le concept le plus clair mais le plus complexe pour expliquer la différence entre la coopération et l'intégration. Ce terme désigne le processus par lequel des

⁶⁶ Henri Regnault, « Multilatéralisme et Accords Préférentiels : La Fin de l'Exception Asiatique », **Monde en Développement**, Vol. 36, No.144, 2008, p.75-90.

⁶⁷ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 432.

⁶⁸ Hettne, « Globalization and the New Regionalism... », p.2.

territoires forment petit à petit un ensemble régional distinct du reste du monde.⁶⁹ Donc le niveau de la coopération se renforce et va plus loin que le régionalisme. Dans ce cas-là, l'intégration régionale accorde la souveraineté à une entité supranationale régionale. Donc, comme on indique dans l'exemple de l'UE, l'intégration régionale est plus qu'une initiative régionaliste et vise à donner l'autorité dans certains domaines prédéterminés à une entité supranationale pendant que le régionalisme se concentre plutôt sur la coopération intensifiée entre les acteurs régionaux souverains.⁷⁰ Autrement dit, *« l'intégration désigne le passage d'un degré à un autre de l'échelle du régionalisme, ce qui suppose un niveau de coopération à chaque fois plus élevé et éventuellement des transferts de souveraineté »*.⁷¹

D'après Taglioni, *« l'intégration régionale est une étape avancée, mais non obligatoire, de la coopération régionale. La coopération régionale peut déboucher sur une intégration économique qui correspond à un marché commun avec l'unification des politiques économiques. Ou bien elle peut évoluer vers l'intégration politique où les États-nations renoncent à leur souveraineté pour se fondre dans un nouvel État de type fédéral »*.⁷² Cela démontre qu'il peut y avoir un rapport d'antériorité entre le régionalisme, la régionalisation et l'intégration régionale, la troisième étant le résultat des deux premiers.

Yann Richard précise que l'intégration régionale peut avoir un caractère institutionnel ou non-institutionnel. Dans le cas institutionnel, elle est pilotée par les gouvernements ou par toute autorité politique légitime ou reconnue comme telle. Dans le cas non-institutionnel, elle est impulsée par d'autres acteurs (des firmes, des individus, des associations ou des collectivités locales), dont les pratiques tendent à produire un espace régional. De toute façon, les gouvernements et les institutions supranationales jouent un certain rôle pour la réalisation des pratiques de ces acteurs non-étatiques.⁷³ Cela nous montre que l'intégration régionale peut également se catégoriser. Dans ce cas-là, le genre des acteurs qui s'engagent dans l'intégration régionale déterminent cette

⁶⁹ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p. 23.

⁷⁰ Lorenzo Fiamonti (éd.), **Regionalism in a Changing World: Comparative Perspectives in the New Global Order**, New York: Routledge, 2013, p. 152.

⁷¹ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p. 23.

⁷² Nathalie Bernardie et François Taglioni, **Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires**, Paris : Karthala, 2005, p. 412.

⁷³ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p. 60.

catégorisation. De toute façon, l'intégration régionale constitue une étape plus développée de la coopération régionale qui aboutit au transfert de la souveraineté des acteurs régionaux à une entité supranationale comme dans le cas de l'UE. Pourtant, il existe du criticisme de l'actualité de l'intégration régionale. Par exemple, Hettne affirme que l'intégration régionale appartient au discours de l'ancien régionalisme.⁷⁴

Pour conclure, il est possible d'utiliser des définitions multiples pour les termes région, coopération régionale, régionalisme, régionalisation et intégration régionale. Le débat sur la définition de ce qui est une région se trouve au centre de cette ambiguïté. Le niveau de la proximité géographique entre les acteurs régionaux, l'existence d'une volonté politique des acteurs, le contenu des motifs de leur coopération régionale et leur perception par des acteurs extérieurs comme une région constituent les facteurs essentiels qui permettent d'appeler une zone géographique, comme région.

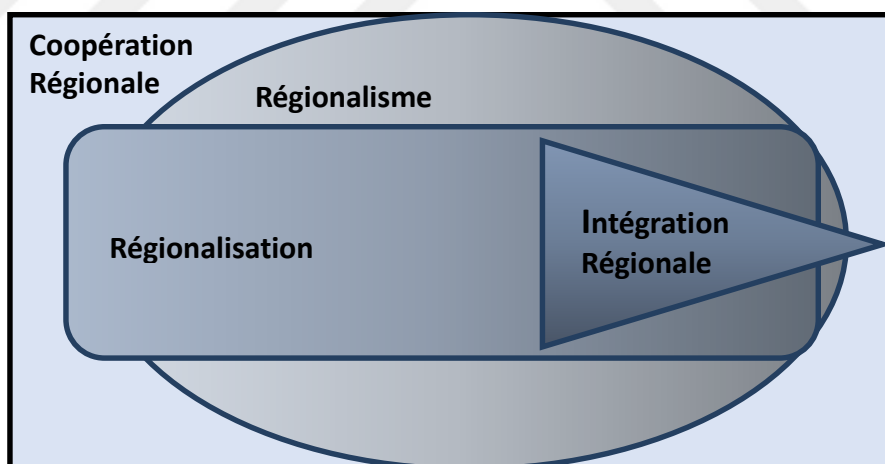


Figure 1. La schématisation des relations entre les termes « coopération régionale », « régionalisme », « régionalisation » et « intégration régionale »

⁷⁴ Fredrik Söderbaum, «Introduction: Theories of New Regionalism », dans F. Söderbaum and T. Shaw (éd.), **Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader**, Basingstoke: Palgrave, 2003, p. 8.

La coopération régionale représente un terme qui englobe les autres concepts régionaux. Sur ce point, si le régionalisme se définit comme un projet, la régionalisation se réfère pour sa part au processus de ce projet. Pourtant, dans certains cas, la régionalisation peut aussi commencer avant le lancement du projet de régionalisme. D'autre part, la coopération régionale et l'intégration régionale ont des relations étroites. Dans l'intégration régionale, les acteurs régionaux transfèrent leur souveraineté dans certains domaines ou tous à une autorité supranationale. D'autre part, on ne peut pas dire que toutes les coopérations régionales aboutissent aux intégrations régionales. Mais, l'existence d'une organisation régionale soit formelle soit informelle joue un rôle important dans leur gestion.

Il existe plusieurs d'approches sur le regroupement des termes sur la coopération régionale, comme mentionné ci-dessus. De plus, l'impact de l'un sur l'autre et les rapports entre eux paraissent encore discutables, dans la mesure où les explications changent selon les théoriciens et théories. D'ailleurs, ces termes et leurs composants évoluent dans le temps, en parallèle avec les débats au sein des études des relations internationales. Les sujets tels que le rôle des acteurs étatiques et non-étatiques en relations internationales et des liens entre la régionalisation et la globalisation se trouvent au cœur de cette évolution. Cette évolution nous démontre l'existence de différentes « générations » du régionalisme.

2-L'ancien régionalisme et son évolution théorique

Le régionalisme est généralement divisé en deux générations comme l'ancien et le nouveau.⁷⁵ L'ancien régionalisme a duré de la période du nationalisme d'entre les deux Guerres et de la deuxième Guerre mondiale jusqu'aux années 1970. Le nouveau régionalisme émerge au milieu des années 1980 en Europe de l'Ouest et se transforme graduellement en un phénomène plus répandu.⁷⁶

⁷⁵ Par exemple, Söderbaum divise en trois les vagues du régionalisme comme « le tôt (early) régionalisme, l'ancien régionalisme et le nouveau régionalisme. Le tôt régionalisme inclut la période jusqu'à la fin de la deuxième Guerre mondiale. Fredrik Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism: The Scholarly Development of the Field », **KFG Working Paper, KFG Working Paper Series**, No. 64, Novembre 2015, p.6-7, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download;jsessionid=2F5D8EFA2A1A8B34FF4D990555E82A89?doi=10.1.1.700.5015&rep=rep1&type=pdf>, consulté le 9 novembre 2016.

⁷⁶ Björn Hettne, « The New Regionalism Revisited », dans Söderbaum and Shaw (éd.), op.cit., p. 32-33.

a-L'évolution de l'ancien régionalisme

Les différences entre l'ancien et le nouveau régionalisme s'enracinent dans le contexte historique et les caractéristiques qualitatives. Pourtant, les auteurs comme Luc Van Langenhove et Anna Cristina Costea précisent qu'il est difficile de parler d'une séparation stricte entre l'ancien et le nouveau régionalisme. Nous rencontrons en effet les institutions régionales comme l'UE, l'ANASE, le MERCOSUR, l'OTAN qui sont nées pendant la première génération et qui essaient de s'adapter à la deuxième génération.⁷⁷

L'ancien régionalisme date à peu près du début de 20^e siècle. Pendant les années 20, la place des groupes régionaux dans le contexte du système de la Ligue des Nations a gagné de l'importance et par conséquent les initiatives régionales ont reçu une sorte de légitimation dans ce système. En dehors de la Ligue, il y avait peu d'agences internationales et institutions formelles sauf le Système interaméricain. Dans les années 30, pendant la période entre les deux Guerres mondiales, la sécurité internationale se réalisait par le biais des ententes et des alliances réversibles. Donc, les initiatives régionales ne pouvaient pas s'institutionnaliser et contribuer au maintien de la paix, de la sécurité et du développement économique.

À la suite de la pression des États arabes et d'Amérique latine, l'ONU a légitimé les agences régionales en leur offrant un certain rôle, mais a laissé ce rôle indéfini. C'est le cas par exemple dans l'Article 52 du Chapitre VIII de la Charte de l'ONU vis-à-vis la résolution des conflits.⁷⁸ La référence dans la Charte aux agences régionales restait importante tout de même pour le soutien et la légitimité accordés aux regroupements régionaux.⁷⁹

⁷⁷ Ana-Cristina Costea et Luc Van Langenhove, « EU's Foreign Policy Identity: From 'New Regionalism' to Third Generation Regionalism? », dans Jessica Bain and Martin Holland (éd.), **European Union Identity**, Baden-Baden: Nomos, 2007, p. 92.

⁷⁸ La Charte de l'ONU, Chapitre VIII sur les accords régionaux, Article 52, « *Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies* », <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-viii/index.html>, consulté le 13 mai 2016.

⁷⁹ Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 436.

Par ailleurs, le terme « régionalisme » est apparu dans la version préliminaire de la Charte de l'ONU qui a été mis au point à Dumbarton Oaks en 1944. Dans cette version, l'accent était mis sur la nécessité de ne pas exclure l'existence des institutions régionales afin de s'occuper de la paix et de la sécurité.⁸⁰ Dans la version finale de la Charte, le rôle des organismes ou accords régionaux ont été finalement déterminés comme les premières agences de recours pour le règlement des conflits entre les pays membres.⁸¹

Avec le début de la Guerre froide, dans le contexte d'un système international dirigé par les deux superpuissances, le concept de région est devenu une unité d'analyse importante. D'ailleurs, il y a eu une prolifération d'organisations régionales notamment les groupes pan-régionaux comme l'Organisation de l'Unité africaine, l'Organisation des États américains, la Ligue des États arabes et les pactes de sécurité comme l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), le pacte de sécurité entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis et l'Organisation du traité central (CENTO), d'une manière influencée par l'OTAN. Les institutions de Bretton Woods et l'ONU ont produit un ensemble d'organisations et de banques de développement régionales.

Les défis de la décolonisation et de la Guerre froide ont compliqué le maintien de cohérence entre les regroupements régionaux. Cela a rendu certaines institutions régionales susceptibles d'instrumentalisation par les membres plus forts ou des acteurs extérieurs. Cette période de la Guerre froide était une période propice au régionalisme et lors de cette période les concepts tels que l'intégration économique, le développement institutionnel, l'équilibre de puissance, le non-alignement et le développement des communautés sécuritaires étaient prépondérants.

⁸⁰ Inis Claude, "The OAS, the UN and the United Nations", dans Nye (éd.), **International Regionalism**, p.5-6.

⁸¹ La Charte de l'ONU, CHAPITRE VI sur le règlement pacifique des différends, Article 33, « *Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix* », <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-vi/index.html>, consulté le 11 mai 2016.

Pour les pays en voie de développement, le régionalisme était un recours supplémentaire pour exprimer leur indépendance comme dans les cas du Mouvement non-aligné et le Groupe de 77. D'ailleurs, le régionalisme était aussi considéré comme un enjeu du Sud contre la domination du Nord par lequel les pays en voie de développement réagissaient au système bipolaire et exprimaient leurs exigences économiques et politiques. Plusieurs acteurs régionaux cherchant des nouveaux rôles pour eux-mêmes dans la formation de l'économie locale et l'environnement sécuritaire s'engageaient dans la scène internationale. L'ANASE, la Communauté caribéenne (CARICOM), le CEDEAO, le SADC, l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR), l'Organisation de coopération économique (ECO), le Conseil de Coopération entre les Pays du Golfe étaient parmi ses nouveaux projets coopératifs. Tous ces groupes étaient en effet le produit de l'ère de la Guerre froide.⁸²

L'ancien régionalisme appartient à un contexte historique où les États étaient considérés comme les acteurs primaires incontestables du système international.⁸³ De plus, participer à une initiative régionale signifiait choisir un bloc dans le système bipolaire. Dans ce contexte, des mouvements régionaux à l'issue de l'ancien régionalisme étaient unidimensionnels. Il s'agit par exemple de dimension économique dans le cas de la Communauté économique européenne (la CEE-l'ancêtre de l'UE) ou de dimension sécuritaire basée sur la préservation de l'équilibre de puissance dans le cas de l'OTAN pendant la Guerre froide. De plus, l'ancien régionalisme était concentré sur les États-nations et les relations entre eux ne prenaient pas en compte des concepts comme la formation de l'identité régionale. Donc, l'ancien régionalisme était généralement un processus de haut en bas dirigé par les gouvernements et les élites nationaux avec une forte accentuation sur le rôle des gouvernements nationaux et excluait des acteurs non-étatiques des mouvements régionaux. Il était donc fondamentalement interétatique.

⁸² Fawcett, « Exploring Regional Domains... », p. 436-438.

⁸³ Michael Schulz, Fredrik Söderbaum and Joakim Öjendal (éd.), **Regionalization in a Globalizing World**, London, New York: Zed Books, 2001, p. 3.

L'ancien régionalisme était étroitement lié aux débats sur l'intégration régionale en Europe et particulièrement à la formation des communautés européennes. Les chercheurs ont généralement considéré l'État-nation comme un problème plutôt qu'une solution. Le but de l'intégration européenne était de réussir et de consolider la sécurité et la stabilité en Europe. Par conséquent, juste après la deuxième Guerre mondiale, pour des raisons conjoncturelles on a accordé beaucoup d'attention au régionalisme européen qui a abouti à l'établissement des institutions comme la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951 ainsi que la CEE et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa) en 1957.

Pourtant ce n'est pas seulement en Europe que les mouvements régionaux se déclenchaient. Il y a eu d'autres initiatives régionales dans les autres continents et dont les motivations étaient différentes. Par exemple, pendant qu'en Europe l'objectif prépondérant du mouvement régional était de briser les nationalismes européens et de diminuer la menace de guerre, en Amérique latine, cette motivation était plutôt liée à surmonter les obstacles pour le développement socio-économique. D'une manière semblable, le régionalisme en Afrique était lié aux raisons à la fois politiques et économiques et il visait à apporter une réponse aux problèmes sécuritaires entre les États africains et à produire une intégration économique. En Asie, les motivations du régionalisme étaient plutôt liées à surmonter des questions de sécurité. D'ailleurs, les mouvements régionaux en Europe, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, issues d'aspirations différentes mais dans des temporalités proches, ont évolué en fonction des facteurs internes et externes assez variés.⁸⁴ Mais, la littérature sur le régionalisme était plutôt concentrée sur les mouvements régionaux en Europe.

En conclusion, l'ancien régionalisme a passé une évolution historique. La période de la Guerre froide a marqué des effets significatifs pour cette évolution. Le rôle prépondérant de l'État et l'approche euro-centrique étaient des caractéristiques importantes de l'ancien régionalisme.

⁸⁴ Giovanni Molano Cruz, « L'intégration régionale contemporaine : figure de coopération multidimensionnelle », **UNU Institute on Comparative Regional Integration Studies**, Vol/Issue : 16, 2009, p.5-6.

b-Les fondements théoriques de l'ancien régionalisme

Les théories dominantes dans le cadre de l'ancien régionalisme et qui expliquaient les développements prenant en considération le contexte de l'Europe étaient le fédéralisme, le fonctionnalisme, le transnationalisme, le néo-fonctionnalisme et l'intergouvernementalisme. De plus, le néo-réalisme et l'institutionnalisme néo-libéral avançaient aussi des arguments pour expliquer les mouvements régionaux dans le cadre de l'ancien régionalisme.

Le fédéralisme qui a inspiré les pionniers de l'intégration européenne est vu au début comme un remède pour résoudre les problèmes d'une Europe fatiguée des guerres mondiales. D'ailleurs, dans la période de l'entre-deux-guerres, Coudenhove-Kalergi dans son œuvre intitulé « Pan-Europe » parlait de la nécessité d'une nouvelle entité politique fédérale afin de restaurer la puissance de l'Europe en déclin. Comme une réaction à la montée du nazisme et du fascisme en Europe, l'idée fédérale s'est développée. Par conséquent, Altiero Spinelli et Ernesto Rossi deux Italiens fédéralistes ont rédigé le « *Manifesto Ventotene* » qui a formulé pour la première fois des idées sur l'avenir fédéraliste de l'intégration européenne. Concevant l'État-nation comme la cause principale des deux guerres mondiales, le document appelait à la création d'un État fédéral pour promouvoir une Europe pacifiste. Plusieurs groupes fédéralistes à travers l'Europe qui ont fondé l'Union des fédéralistes européens en 1946 ont été influencés par ce document. Par la suite, l'idée fédéraliste a inspiré les groupes qui ont défendu une Union européenne fédérale.⁸⁵

Le fonctionnalisme s'est développé pour sa part, dans les années 1930-1950. À ce propos, David Mitrany a proposé une approche fonctionnaliste de l'intégration qui se trouve à l'origine de l'intégration économique européenne. Dans ce contexte, le fonctionnalisme soutient l'idée que les affaires humaines seraient mieux gérées si on les laissait aux spécialistes s'en occuper.

⁸⁵Sabine Saurugger, **Théories et concepts de l'intégration européenne**, Paris: Presses de Sciences Po, 2010, p. 131-141.

Mitrany a préconisé que « *la coopération entamée dans un domaine spécifique des besoins humains, d'ordre social ou technique n'engageant pas immédiatement la souveraineté s'étendrait au fur et à mesure à des domaines adjacents* ». ⁸⁶ En effet, il a appelé ce mécanisme « ramification » qui constituait l'essentiel de tout processus d'intégration.

D'après lui, il était suffisant de créer des organisations internationales techniques comme l'Union postale universelle ou l'Organisation internationale de travail parce qu'elles remplissaient des fonctions de bien-être sans empiéter sur la souveraineté des États. ⁸⁷ Selon lui, « *au fur à mesure que les individus se rendaient compte que leurs besoin en matières de transport, communication, d'échanges, etc., seraient mieux assurés par ces organisations que par les États auxquels ils appartenaient et que cela amènerait une lente érosion des nationalismes et l'avènement progressive d'une communauté pacifique* ». ⁸⁸ Donc, Mitrany a affirmé que la méthode fonctionnaliste permettrait de surpasser les divisions politiques, géographiques, idéologiques et raciales sans en créer de nouvelles. Pourtant Mitrany s'opposait à des formes d'intégration purement régionale en considérant que l'intégration uniquement limitée au territoire européen serait restreinte et conceptuellement incorrecte. ⁸⁹

L'approche transactionnaliste conceptualisé par Karl Deutsch a apporté une perspective différente à l'intégration régionale. Deutsch a défini l'intégration comme « *la création, dans un territoire, d'un sentiment de communauté, des institutions et des pratiques assez fortes pour assurer les attentes d'un changement pacifique au profit de sa population* ». ⁹⁰ Il a affirmé que le niveau de communication entre les nations déterminerait le sentiment de communauté entre eux. Selon Deutsch, l'intensification de la communication, des échanges et des interactions entre les États contribueraient à la formation de confiance et de respect mutuel entre eux par la formation d'un sentiment de

⁸⁶ Voir David Mitrany, **A Working Peace System**, London : Royal Institute of International Affairs, 1943.

⁸⁷ Dario Battistella, **Théories des Relations Internationales**, Paris : Presses de Sciences Po, 2003, p. 343-344.

⁸⁸ Ibid. p. 343-344.

⁸⁹ David Mitrany, « The Prospect of Integration : Federal or Functional », **Journal of Common Market Studies**, Vol. 4, No.2, December 1965, p. 119-149.

⁹⁰ Voir Deutsch Karl, **Nationalism and Social Communication**, 2ème édition, Cambridge: MA, MIT Press, 1966.

sympathie mutuelle (*we-feeling*). Cette formation les empêcherait de faire la guerre entre eux en établissant une communauté de sécurité. Les membres de cette communauté seraient convaincus que leurs problèmes pourraient être résolus d'une façon pacifique, par le biais des institutions sans recours à la force. Par conséquent, ils trouveraient de solutions pacifiques aux problèmes entre eux.

Ainsi, Deutsch a catégorisé deux formes de communautés: 1) une communauté de sécurité unifiée (*amalgamated*) et 2) une communauté de sécurité pluraliste. La communauté de sécurité unifiée est définie comme « *la fusion formelle des entités auparavant indépendants en une seule unité plus large dirigée par un gouvernement commun* ». La communauté de sécurité pluraliste est caractérisée « *des entités indépendantes* » l'une de l'autre, sans gouvernement commun ». Donc dans le deuxième cas, les entités gardent leur indépendance, partagent les mêmes valeurs fondamentales et ne recourent pas à la force pour le règlement de leurs différends. Deutsch a aussi précisé qu'il était plus facile à obtenir et à préserver les communautés de sécurité pluralistes par rapport aux communautés de sécurité unifiées.⁹¹

À partir des années 1960, d'autres approches de l'intégration se sont développées autour du néo-fonctionnalisme et de l'intergouvernementalisme. L'approche néo-fonctionnaliste initiée par Ernst Haas s'est intéressée à l'intégration économique en le considérant « *la première étape d'une évolution susceptible d'arriver à une nouvelle communauté politique en se surimposant aux communautés préexistants* ».⁹² Haas affirme l'automaticité du passage de l'intégration économique à l'unification politique. D'après Haas, l'exercice de coopérer dans un domaine spécifique conduirait les élites à reprendre l'expérience dans un autre secteur. À la suite de ce processus, les élites préféreraient la collaboration à l'affrontement. Haas appelle cette structure comme « effet d'engrenage » ou « débordement successifs » (*spillover effect*). Donc par rapport au fonctionnalisme qui était basé plutôt sur le domaine économique, le néo-fonctionnalisme a ajouté la norme politique au concept de l'effet d'engrenage. De plus, le néo-fonctionnalisme met en question la séparation entre les secteurs politiques et non-politiques

⁹¹ Battistella, op.cit., p. 440-444.

⁹² Haas, op.cit., p. 16.

dont le fonctionnalisme parlait pour le démarrage du processus d'intégration. Sur ce point, Haas présuppose l'interdépendance de l'économie et de la politique. Ainsi, il attire l'attention sur les points d'intersection entre ces deux domaines dans le cas d'un fait d'effet d'engrenage.⁹³

Pour expliquer les problèmes politiques entre les États membres de CEE⁹⁴, l'intergouvernementalisme développé par Stanley Hoffmann a critiqué le néo-fonctionnalisme. Dans son article rédigé en 1966, Hoffmann exprime bien sa proposition sur ce point.⁹⁵ D'après lui, il était toujours les États ou les autorités étatiques qui guidaient le processus d'intégration. Il affirme que l'intégration régionale n'était rien d'autre que le fruit d'un marchandage entre ceux-ci. À ce propos, il met l'accent sur l'idée qu'en effet la volonté des gouvernements était essentielle et que l'effet d'engrenage favorisé par les institutions centrales et les acteurs sociétaux ne pourraient pas se produire contre cette volonté. Donc, il défend l'idée que les institutions internationales, en forme régionales servaient seulement à organiser ce marchandage et les États qui étaient les seuls acteurs d'une intégration régionale. Par conséquent, il ne croit pas qu'elles jouent un rôle pour la préparation ou le renforcement d'une intégration régionale.⁹⁶

Le rôle de l'État était aussi central pour les autres théories comme le néo-réalisme et l'institutionnalisme néo-libéral qui ont également dominé les études dans le cadre de l'ancien régionalisme. À cet égard, les néo-réalistes attachaient une importance excessive aux intérêts nationaux, à la sécurité et aux enjeux de puissance vis-à-vis de l'émergence des régions et leurs fonctionnements. Pour les néo-réalistes, les politiques de régionalisme et les émergences des alignements régionaux avaient plusieurs aspects en commun avec les politiques de la formation d'alliance.⁹⁷

⁹³ Battistella, op.cit., p.353.

⁹⁴ L'objection faite par le général Charles de Gaulle à l'entrée de la Grande Bretagne à la Communauté économique européenne a intensifié l'eupéessimisme des années 1970. Voir Christian Franck, « L'Europe et ses États », *Études Internationales*, Vol. 27, No. 4, 1996, p. 885.

⁹⁵ S. Hoffmann, « Obstinate or Obsolote? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe », dans S. Hoffmann (éd.), *The European Studies, Essays on Europe 1964-1994*, Boulder: Westview, 1995, p.71-106.

⁹⁶ Richard, « L'Union Européenne et Ses Voisins Orientaux... », p.33.

⁹⁷ Hurrell, op.cit., p.47.

L'institutionnalisme néo-libéral soutient pour sa part l'idée que les degrés croissants de l'interdépendance augmenteraient la demande pour la coopération internationale. Les tenants de cette approche affirment que les institutions permettraient de trouver des solutions aux problèmes différents de l'action collective. D'ailleurs, les théoriciens comme Joseph Nye et Robert Keohane ont défendu que les normes, les règles et les institutions soient établis pour aider les États à traiter des problèmes en commun.⁹⁸ Dans ce cadre, les institutionnalistes néo-libéraux ont accentué le rôle des institutions et des organisations régionales, plutôt intergouvernementales, pour gérer les interdépendances et acquérir les biens collectifs (*collective goods*) sur une base régionale.⁹⁹

L'Eurocentrisme était considéré l'une des faiblesses systématiques des études régionales de l'ancien régionalisme. Pendant la période de l'ancien régionalisme, les théories d'intégration régionale se sont développées de l'expérience européenne ou bien pour expliquer le déroulement de cette expérience. De plus, elles sont plus ou moins reproduites et exportées à travers le monde. Par exemple, le processus de l'intégration en Europe et sa trajectoire institutionnelle sont considérés comme la voie la plus viable pour une variété des autres organisations régionales comme le SADC, le CEDEAO, le MERSOCUR et l'ANASE. Pourtant, chaque mouvement régionaliste a ses propres réalités et ses propres dynamiques régionales et par conséquent la nécessité de posséder une approche sur mesure (*tailor-made*) a été sous-estimé dans les études de l'ancien régionalisme.¹⁰⁰

Une autre critique envers l'ancien régionalisme était à propos de son caractère dans la mesure où il ne prenait pas en compte la globalisation de l'époque dans ses analyses. S'il faut parler spécifiquement des fonctionnalistes et des néo-fonctionnalistes, ceux-ci se sont concentrés plutôt sur les processus endogènes de formation des régions et n'ont pas accordé assez d'attention à l'environnement externe et global ainsi qu'à leurs effets sur la coopération au sein de la région.¹⁰¹

⁹⁸ Robert Keohane, **International Institutions and State Power**, Boulder, Colo : Westview, 1989.

⁹⁹ Söderbaum, « Introduction : Theories of New Regionalism », p. 10.

¹⁰⁰ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism... », p. 18.

¹⁰¹ Fredrik Söderbaum, **Rethinking Regionalism**, London: Palgrave, 2015, p. 11.

L'émergence des acteurs autres que les États au sein des études des relations internationales à la fin de la Guerre froide ainsi que les changements politiques, économiques et culturels dans différentes régions du monde ont démontré que les théories de l'ancien régionalisme étaient insuffisantes pour expliquer le régionalisme. D'ailleurs, la littérature classique des relations internationales sur le régionalisme a favorisé la généralisation des analyses faites sur la construction européenne depuis sa naissance. Donc cela pousse à aborder les études régionales d'un autre point de vue, ce qui aboutit à la formulation d'une nouvelle vague de régionalisme.

3-Le nouveau régionalisme : ses propriétés et ses différences

Le nouveau régionalisme cherche à expliquer la régionalisation dans le monde entier en prenant en considération la transformation du monde après la Guerre froide. Sur ce point, nous constatons que la méthode constructiviste commence à dominer les analyses réalisées dans le cadre du nouveau régionalisme.

a-Les propriétés du nouveau régionalisme

Le nouveau régionalisme est apparu dans un ordre mondial devenu multipolaire dû à la fin de bipolarité dans le contexte de l'après-guerre froide et d'une globalisation intensifiée. Donc, ce contexte était tout à fait différent par rapport au contexte où l'ancien régionalisme est né. Le nouveau régionalisme a émergé au milieu des années 1980 dans un contexte de transformation structurelle du système global. Une telle transformation a poussé le mouvement de la bipolarité vers la multipolarité avec une nouvelle division de pouvoir et de travail, par l'érosion du caractère d'État-nation du système westphalien, la croissance de l'interdépendance et la globalisation. Cette transformation inclut aussi le changement d'attitudes des pays en voie de développement ainsi que des pays postcommunistes en faveur du développement économique et du système politique néolibéraux.¹⁰²

¹⁰² Hettne et Söderbaum, «Theorising the Rise of Regionness », p. 457-473.

Depuis la fin des années de 1980, les approches critiques ont commencé à dominer le régionalisme comme dans le cadre des théories des relations internationales. Ces approches s'opposent à la séparation du sujet et d'objet et à la distinction de fait et de valeur. En fait, le nouveau régionalisme est très éclectique dans la mesure où il peut aussi se référer à certains aspects des théories classiques prédominantes dans l'ancien régionalisme. Partant de là, il est possible de voir des analyses qui se posent la question de savoir pourquoi les États choisissent de rejoindre des arrangements régionaux. De plus, des questions comme, quand et pourquoi les arrangements régionaux s'approfondissent et quels genres d'effet peuvent-ils avoir sur le commerce, la finance, le développement, la sécurité, etc. constituent des questions posées dans certaines études du nouveau régionalisme.¹⁰³ Par ailleurs, le constructivisme prend une place assez dominante dans les études du nouveau régionalisme. Plus particulièrement l'Approche du nouveau régionalisme initié par Hettne et Söderbaum joue un rôle très significatif pour les études constructivistes du nouveau régionalisme.

Le constructivisme initié à la fin des années 1980 par Wendt¹⁰⁴ et Onuf¹⁰⁵ critique les principales théories des relations internationales. Les auteurs constructivistes affirment que la politique mondiale est caractérisée plutôt par la structure culturelle qui se compose plus par les idées, les normes, les règles, les valeurs et les institutions que la force matérielle. Ils défendent que les idées, les normes, les valeurs deviennent déterminantes au détriment des capacités matérielles et des intérêts vus de l'extérieur. Ces derniers constituaient des éléments déterminants dans le cadre des approches rationalistes. Le constructivisme insiste aussi sur la nécessité de contextualiser les idées, les normes, les valeurs et les institutions d'une manière historique. D'après les constructivistes, les agents forment leur identité sur la structure culturelle et déterminent leurs intérêts de cette façon. Donc l'identité et les intérêts sont plutôt construits et intersubjectifs comme ils résultent de la perception des autres agents faisant partie du système international. De plus, le constructivisme soutient que la structure et les agents s'influencent mutuellement en

¹⁰³ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism... », p. 19.

¹⁰⁴ Voir Alexander Wendt, « Anarchy is what States Make of it », **International Organization**, Vol. 46, No. 2 Printemps 1992, p. 391-425.

¹⁰⁵ Voir Nicholas Onuf, **World of Our Making : Rules and Rule in Social Theory and International Relations**, Columbia : University of South Carolina Press, 1989.

aboutissant à une co-construction.¹⁰⁶ Par ailleurs, le constructivisme souligne les concepts comme la prise de conscience régionale, l'identité régionale et le sentiment commun d'appartenance à une communauté régionale. Ces derniers n'étaient pas pris en compte dans les analyses menées au sein de l'ancien régionalisme.¹⁰⁷

Le nouveau régionalisme se basant sur des postulats du constructivisme considère que les régions ne sont pas tenues pour acquises et elles sont en cours de construction. Donc, elles sont des entités en formation et elles sont faites, refaites et défaites d'une manière intentionnelle ou non-intentionnelle dans le processus de transformation globale par l'intermédiaire de l'action humaine et de la formation identitaire. Comme les régions ne sont pas naturelles et sont socialement construites, il n'existe pas des intérêts régionaux non plus. Tout au contraire, les intérêts et les identités sont formés dans le processus de l'interaction et de la compréhension intersubjective. Donc les chercheurs constructivistes du nouveau régionalisme étudient les interactions entre les agents et la structure de la région construite et ce faisant ils attribuent une importance indéniable à l'identité régionale et au processus de sa formation pendant la régionalisation.¹⁰⁸

Le nouveau régionalisme se différencie de l'ancien régionalisme par plusieurs aspects. Du point de vue de l'acteur, le nouveau régionalisme refuse l'approche État-centrique des relations internationales. À cet égard, les chercheurs du nouveau régionalisme critiquent le caractère d'Euro-centrique de l'ancien régionalisme. Par conséquent, ils cherchent à fournir des explications plus complètes en analysant les différents mouvements régionaux dans le monde entier.¹⁰⁹ Par ailleurs, le nouveau régionalisme favorise le rôle des acteurs non-étatiques dans le système international. Pourtant, il ne nie pas le rôle des États pour la formation des mouvements régionaux. Il critique l'absence des acteurs non-étatiques dans le cadre de l'ancien régionalisme.¹¹⁰

¹⁰⁶ Audie Klotz et Cecilia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », **Critique Internationale**, Vol. 2, No.1, 1999 p. 51-62.

¹⁰⁷ Hurrell, «Regionalism in Theoretical Perspective », p.64.

¹⁰⁸ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism », p. 18.

¹⁰⁹ Hettne, « Beyond the 'New' Regionalism », p. 549.

¹¹⁰ Fredrik Söderbaum, **The Political Economy of Regionalism: The Case of Southern Africa**, Basingstoke: Palgrave, 2004, p.31.

Concernant le processus de formation d'une région, contrairement à l'ancien régionalisme considéré plutôt comme une imposition des acteurs étatiques du haut vers le bas, le nouveau régionalisme se présente comme un processus plus volontaire déclenché au sein de régions émergentes. Ainsi, comme les acteurs non-étatiques, la société civile et les cercles des hommes d'affaires jouent un rôle important pour la régionalisation orientée du bas vers le haut. Les intérêts des hommes d'affaires et des firmes multinationales ne fonctionnent pas seulement dans le domaine global mais créent également des motifs de l'activité économique au niveau régional. En même temps, le nouveau régionalisme postule que les sociétés civiles nationales deviennent étroitement liées de façon mutuelle sur la base régionale et dans une certaine mesure s'intègrent également avec la société civile émergente globale.¹¹¹ Donc ces acteurs non-étatiques prennent une place importante pour la régionalisation du bas vers le haut au sein d'une région.

La régionalisation au sein du nouveau régionalisme est plus étendue et multidimensionnelle par rapport à la nature plus spécifique de l'ancien régionalisme dominé par les organisations d'orientation sécuritaire ou économique.¹¹² Donc, en ne se limitant pas au libre-échange ou à la sécurité comme sujet de coopération, le nouveau régionalisme couvre une coopération contenant en même temps des aspects politiques, sécuritaires, économiques, culturels et sociaux. Considérant que les dynamiques internes des acteurs d'une région jouent encore un rôle important pour le nouveau régionalisme, ce dernier souligne l'importance de prendre en compte le contexte global pour la régionalisation. Donc, selon le nouveau régionalisme, la régionalisation ne peut pas être seulement attachée aux facteurs nationaux et détachée du contexte global.¹¹³ Il postule que les effets de la globalisation sur la régionalisation et les impacts de la régionalisation sur la globalisation doivent être aussi analysés dans les études régionales. D'ailleurs, le nouveau régionalisme considère que la globalisation et la régionalisation sont plutôt articulées dans le même processus du changement structurel global.¹¹⁴

¹¹¹ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism », p. 19.

¹¹² Hettne, « The New Regionalism Revisited », p. 23-24.

¹¹³ Hettne, « Globalization and the New Regionalism... », p.2.

¹¹⁴ Ibid.

Tableau 1. L'analyse des différences entre l'ancien et le nouveau régionalismes

	L'Ancien Régionalisme	Le Nouveau Régionalisme
Contexte	Le monde bipolaire et la Guerre froide	L'après-guerre froide et l'approfondissement de la globalisation
Acteurs	Les États	Les États et les acteurs non-étatiques
Type de régionalisme	Formel dirigé par les États	Formel et informel y compris les acteurs étatiques et non-étatiques
Secteurs	Spécifiques (aspects sécuritaires et/ou économiques)	Multidimensionnels (aspects politiques, sécuritaires, économiques, culturels et/ou sociaux)
Facteurs	Les dynamiques internes de la région	Les dynamiques internes et externes de la région
Accentuation	Sur l'intégration régionale Sur l'institution régionale formelle	Sur la régionalisation, la régionalité, l'identité régionale et l'inter-régionalisme Sur l'institution régionale formelle et informelle
Relation avec la globalisation	Non-prise en considération	Une relation étroite avec la régionalisation et la globalisation
Approche	État-centrique et euro-centrique L'analyse des régions d'après les modèles européens	Plus complète, éclectique et spécifique à la région L'analyse des régions d'une manière comparative prenant en compte les différentes caractéristiques de chaque région

Allant au-delà de la corrélation entre la régionalisation et la globalisation, Hettne affirme que le nouveau régionalisme par le biais de coopération régionale offre un nouvel ordre mondial.¹¹⁵ Il affirme qu'un ordre mondial qui se forme de plusieurs ordres régionaux peut présenter une alternative à l'ordre mondial unipolaire qui est dominé par une hyper-puissance.¹¹⁶ Amitav Acharya décrit ce tableau comme « *l'architecture régionale émergente de la politique mondiale* ». ¹¹⁷ Dans ce cadre, le nouveau régionalisme est considéré comme une vision politique qui peut trouver des réponses aux

¹¹⁵ Björn Hettne, « The Regional factor in the Formation of a New World Order », dans Yoshikazu Samako (éd.), **Global Transformation**, Tokyo: UN University Press, 1994, p 136.

¹¹⁶ Björn Hettne, « Regionalism and World Order », dans Farrell, Hettne and Langenhove (éd.), op.cit. p. 269-286.

¹¹⁷ Amitav Acharya, « The Emerging Regional Architecture of World Politics », **World Politics**, Vol.59, No. 4, 2007, p. 629-652.

défis de la globalisation.¹¹⁸ Donc, la volonté d'apporter des solutions aux problèmes globaux qui ont des effets régionaux devient l'une des motivations prépondérantes des acteurs qui s'engagent dans des mouvements régionaux. D'après le nouveau régionalisme, aujourd'hui les régions sont partout dans le monde et sont de plus en plus fondamentales pour le traitement des affaires globales, du commerce jusqu'à la résolution des conflits. Par conséquent, il est possible de dire que les régions constituent une sorte d'ordre mondial.¹¹⁹ Avec cette vision, aujourd'hui nous pouvons constater que le régionalisme est visible partout dans le monde, de l'Amérique latine, de l'Afrique jusqu'à l'Asie centrale et l'Asie-Pacifique. Cela confirme la dimension globale du nouveau régionalisme.

Le nouveau régionalisme apporte une approche plus large et complète à la coopération régionale. Il fournit une vision plus analytique qui permet de comprendre le changement régional après la Guerre froide, ainsi que les relations très étroites entre la régionalisation et la globalisation de nos jours. Il faut voir de près certains concepts sur lesquels le nouveau régionalisme se base pour mieux comprendre ses caractéristiques.

b-Les nouveautés conceptuelles du nouveau régionalisme : la régionalité, l'identité régionale, l'inter-régionalisme et le régionalisme comparatif

Les études du nouveau régionalisme insistent sur certains concepts en examinant la nouvelle étape de régionalisation dans le monde. Ainsi, le concept de régionalité (*regionness*) apparaît comme une méthode analytique pour mesurer les degrés de régionalisation. Par ailleurs, les concepts tels que l'identité régionale et l'inter-régionalisme qui étaient également présents bien que de façon sous-estimée, dans la période de l'ancien régionalisme deviennent des sujets sur lesquels les nouveaux régionalistes se concentrent davantage. D'autre part, le régionalisme comparatif présente une ouverture dans les études du nouveau régionalisme.

¹¹⁸ Luk Van Langenhove, "Regionalism as a Political Vision", **UNU Institute on Comparative Regional Integration Studies**, No. 2005/15, 2005, p. 8-9, <http://cris.unu.edu/sites/cris.unu.edu/files/O-2005-15.pdf>, consulté le 10 novembre 2016.

¹¹⁹ Söderbaum, **Rethinking Regionalism**, p.3-5.

Regionalité

Hettne et Söderbaum, représentants de l'Approche du nouveau régionalisme, ont apporté une dimension importante en créant le concept de « *regionness* » qui pourrait être traduit en français comme « régionalité ». D'après eux, une région est une communauté imaginaire et issue d'une base territoriale comme une nation. Le degré de régionalité définit la position d'une région ou d'un système régional particulier dans le sens de cohérence. L'identité régionale se forme dans un processus historique. Ce processus qui va de la coercition, de l'établissement des empires et des nations jusqu'à une coopération plus volontaire se transforme au fil du temps. Faisant référence au caractère social de la construction des régions, ces auteurs attirent l'attention sur la possibilité de transformation et d'évolution des régions.

Hettne et Söderbaum qui ont apporté une nouvelle perspective aux études régionales divisent la régionalité en cinq étapes par lesquels le régionalisme s'intensifie et démontre l'histoire naturelle de la régionalisation.¹²⁰ Cette montée dans l'échelle signifie la transformation d'un espace régional vers un acteur distinct des autres avec une substance économique, politique et identitaire en tant que sujet du système international.¹²¹ En même temps, cela sert à mesurer les degrés de régionalité d'un processus de régionalisation. La première étape est l'*espace régional (regional space)*, délimité plus ou moins par des barrières physiques avec des caractères écologiques communs. Ils donnent les exemples de l'Europe de l'Atlantique vers l'Oural, de l'Amérique du Nord, de l'Asie centrale ou encore du subcontinent Indien comme des espaces régionaux. Partant de ces exemples, ils pensent que la région doit être enracinée dans un territoire. Cette étape se réfère plutôt à une proto-région ou pré-régionale qui signifie que cette région est socialement organisée par les habitants qui se trouvent plutôt dans des communautés isolées. Pourtant certaines relations trans-locales commencent à se développer entre ces communautés.

¹²⁰ Hettne, « The New Regionalism Revisited », p. 28-29.

¹²¹ Björn Hettne, « Globalization, the New Regionalism and East Asia », dans Toshiro Tabaka et Tanashi Inpguchi (éd.), **Globalism and Regionalism**, Tokyo : UN University Press, 1996, <http://archive.unu.edu/unupress/globalism.html>, consulté 12 Septembre 2016.

La deuxième étape nommée comme le *complexe régional (regional complex)* implique des relations trans-locales toujours croissantes parmi les groupes humains. Ces relations de l'interdépendance embryonnaire constituent un *complexe de sécurité*. Les éléments constitutifs du complexe régional sont normalement les États qui sont dépendants les uns des autres ainsi que de la sécurité entière du système régional. À cette échelle de régionalité, le système régional peut être anarchique et les États dans le système peuvent s'organiser par l'équilibre des puissances. Il peut avoir des conflits entre les acteurs régionaux. Quand même, l'existence des conflits peut leur donner un moyen d'interaction et ce faisant leur régionalisation peut continuer d'une manière paradoxale.

La troisième étape est la *société régionale (regional society)* qui peut se former soit d'une façon organisée soit d'une manière spontanée dans les domaines culturels, économique, politiques ou militaires. Les États ne sont pas les seuls acteurs mais ils sont encore dominants dans le système. Les acteurs régionaux peuvent s'engager dans une coopération plus organisée par l'intermédiaire des organisations et des institutions formelles ou informelles au niveau régional. Dans un tel cas, la région est définie par la liste des acteurs de l'organisation régionale en question. La régionalité à ce niveau est caractérisée par des normes et des règles qui augmentent la prédictibilité du système. Par ailleurs, la modalité des relations est plus réglée à ce stade.

La quatrième étape nommée *la communauté régionale (regional community)* se réfère à un processus où la région devient de plus en plus un sujet actif avec une identité régionale et une capacité d'acteur institutionnalisé ou informel. À ce niveau, la région acquiert une légitimité et une structure de prise de décision. L'existence d'une structure permanente organisationnelle soit plus formelle soit moins formelle facilite et promeut la communication sociale. La convergence des valeurs et d'actions à travers la région créent une société civile transnationale caractérisée par la confiance sociale à l'échelle régionale. La pré-existence d'une tradition culturelle partagée a une importance pour atteindre ce niveau. Pourtant, la multidimensionalité et la qualité volontaire de la coopération régionale et les caractéristiques sociétales sont des éléments déterminants de ce niveau de régionalité.

Tableau 2. Les cinq étapes de la régionalité formulées par Hettne et Söderbaum

Étapes	Acteurs	Nature des relations	Caractéristiques des relations
Espace régional	Les États et/ou les peuples	Une interaction limitée	L'unité géographique délimitée plus ou moins par des barrières physiques avec des caractères écologiques communs et l'existence des communautés isolés dans une zone socialement organisée dans laquelle certaines relations trans-locales commencent
Complexe régional	Les États	Une relation antagoniste plutôt que coopérative mais une interaction améliorée	L'émergence des relations trans-locales dans une interdépendance embryonnaire. L'existence des conflits ainsi que des efforts pour l'équilibre de pouvoir
Société régionale	Les États et les acteurs non-étatiques	Une coopération en train d'être systématisée	L'interaction croissante entre les acteurs régionaux. L'existence des normes et des règles qui augmente la prédictibilité du système. L'établissement des organisations ou institutions régionales soit formelles soit informelles.
Communauté régionale	Les États et les acteurs non-étatiques	Une coopération intensifiée dans le cadre d'une institutionnalisation	L'approfondissement de la communication sociale facilité par l'existence d'un cadre organisationnel permanent, la multidimensionalité et la qualité volontaire de la coopération régionale, la convergence des valeurs et des actions des acteurs régionaux, la transformation de la région vers un sujet actif avec une identité régionale et une capacité d'acteur institutionnalisée
Système politique régional institutionnalisé	Les États et les acteurs non-étatiques	Une coopération approfondie vers une régionalisation très forte et la formation d'une gouvernance régionale supranationale	Une identité distincte renforcée, une structure plus fixée de prise de décisions et d'une capacité d'acteur plus forte, la transformation de la région vers un acteur régional. Exp. : L'UE

Le *système politique régional institutionnalisé (régional institutionalized polity)* constitue la cinquième et la dernière étape de régionalité. Cette étape est dotée d'une structure plus fixée de prise de décisions et d'une capacité d'acteur plus forte. Cela correspond à la communauté de sécurité amalgamée de Karl Deutsch. À ce niveau de régionalité, des fédérations légères ou bien des systèmes politiques *sui generis* peuvent se former. Les domaines essentiels pour l'intervention régionale sont constituent les suivants: la prévention et la gestion des catastrophes naturelles dans la région, les urgences, la gestion et la résolution des conflits et la création de prospérité pour l'équilibre régional entre différentes zones de la région. Nous parlons de la formation d'une gouvernance régionale supranationale à ce niveau. Selon Hettne et Söderbaum, pour le moment, l'UE fournit une nouvelle et unique forme de ce type de gouvernance.

Hettne et Söderbaum soulignent que le régionalisme peut être considéré comme un projet politique créé par les acteurs humains comme dans le cas d'un projet d'État-nation. Donc il peut à la fois échouer ou réussir. À cet égard, le déclin peut signifier une chute dans la régionalité et finalement la dissolution de la région par soi-même. De plus, ils affirment que les facteurs endogènes reliés à la régionalité et les facteurs exogènes reliés aux défis de la globalisation doivent être considérés ensemble dans les études sur la régionalité. Mettant l'accent sur l'effet de la régionalisation dans plusieurs parties du monde, ils postulent que le processus actuel de la régionalisation peut se différencier entre les régions émergentes du monde et donner plusieurs formes de régionalismes. Ils soulignent que les processus de globalisation et de régionalisation se trouvent dans une interaction sous différentes conditions de regionalité en créant une variété de voies à la régionalisation.¹²²

Hettne et Söderbaum offrent une structure pour l'analyse comparative des régions émergentes et essaient de faciliter la compréhension des dynamiques endogènes et exogènes de régionalisation. Ils considèrent les mouvements formels régionaux du haut vers le bas piloté par les États comme des œuvres de l'ancien régionalisme. Sans négliger l'action des gouvernements, Hettne et Soderbaum soutiennent qu'il est tout aussi important de s'intéresser à des formes plus informelles de coopération, initiées par des

¹²² Hettne, « Beyond the 'New' Regionalism », p. 548.

acteurs non-étatiques. Ils s'intéressent ainsi à des formes non-institutionnalisées. Critiquant la littérature excessive sur le rôle des structures régionales intergouvernementales, ils défendent qu'il soit important de concevoir une organisation régionale comme un phénomène de second ordre. À cet égard, ils font appel à surpasser l'approche État-centrique et la fixation sur les organisations régionales dans les études régionales et soulignent l'importance de se concentrer plutôt sur le processus de régionalisation.¹²³ De plus, ils affirment que la nouvelle caractéristique du régionalisme ne peut pas être trouvée dans l'établissement des organisations régionales mais observée dans le développement, l'approfondissement et l'élargissement du régionalisme.¹²⁴

En conclusion, la régionalité qui fait partie de la littérature du nouveau régionalisme offre une méthodologie pour examiner les degrés du régionalisme. Ainsi, ce concept montre également le lien étroit entre la régionalisation et la globalisation en analysant les processus du nouveau régionalisme. En ce faisant, ce concept apporte une nouveauté remarquable aux études de régionalisme.

Identité Régionale

L'identité régionale est devenue un concept prépondérant de la littérature du nouveau régionalisme parallèlement à la domination de l'approche constructiviste dans cette littérature. Comme le nouveau régionalisme défie la compréhension traditionnelle des régions en tant qu'entités acquises, délimitées et anhistoriques avec une identité permanente, il considère que l'identité régionale est une construction sociale qui se forme dans le processus de l'interaction et la compréhension intersubjective entre les acteurs régionaux.¹²⁵ Tandis que l'identité régionale n'est pas acquise ou bien statique, elle peut être construite, reconstruite et déconstruite. Le nouveau régionalisme attire l'attention sur l'importance de partager des liens communs pour la formation de l'identité régionale et ces liens sont façonnés par des facteurs internes et externes. L'interaction de ces facteurs aboutit à la formation d'une identité régionale.¹²⁶

¹²³ Hettne et Söderbaum, « Theorising the Rise of Regionness », p. 462.

¹²⁴ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism... », p. 20.

¹²⁵ Hurrell, op.cit., p. 72

¹²⁶ Ibid., p.39.

Les facteurs internes peuvent se composer de la culture, de la religion, de la langue ou de l'histoire partagée. Donc, l'un de ces facteurs ou bien une combinaison de ces facteurs peut motiver la formation de l'identité régionale. Par exemple, le fait que les pays nordiques partagent une histoire commune, avec des caractéristiques culturelles semblables et parlent des langues d'une compréhensibilité très proche constitue la base de l'identité régionale nordique. D'autre part, la francophonie constitue un bon exemple pour les mouvements régionalistes basés sur la langue partagée.

Le fait d'avoir une certaine proximité géographique est également importante comme facteur interne. Mais d'après le nouveau régionalisme, il n'est pas suffisant pour former une identité régionale si les acteurs régionaux ne partagent pas des délimitations non-matérielles telles les valeurs politiques, économiques ou socio-culturelles.¹²⁷ Donc, pour la formation d'une identité régionale, il faut aller au de-là d'avoir une proximité géographique.

En ce qui concerne les facteurs externes, sentir une menace commune par les acteurs régionaux de l'extérieur peut posséder un rôle très important pour la consolidation d'une identité régionale. Cette menace peut inclure des aspects concrets ou bien potentiels. Les menaces sécuritaires communes venant de l'extérieur de la région et auxquelles les acteurs régionaux font face peuvent faciliter d'une certaine manière la formation et l'approfondissement de leur identité régionale. Afin de combattre ces menaces communes, ces acteurs peuvent réunir leurs efforts individuels en favorisant leurs caractéristiques partagées. Une telle solidarité peut aussi assurer la reconnaissance de leur identité régionale par les acteurs extérieurs. Ainsi, les derniers reconnaîtront la capacité d'agir ensemble des acteurs régionaux en cas d'une menace mettant en évidence leurs liens partagés. En effet, il n'est pas possible d'avoir une telle solidarité sans posséder un certain lien partagé entre les acteurs régionaux.¹²⁸ C'est pourquoi, l'existence d'un tel lien partagé quelle que soit sa motivation déclenchera la prise de conscience d'une identité régionale.

¹²⁷ Ibid., p. 72

¹²⁸ Hettne et Söderbaum, « Theorising the Rise of Regionness », p.466.

L'identité régionale est considérée comme «*l'interprétation du processus de l'institutionnalisation d'une région*».¹²⁹ Donc, il s'agit d'un parallélisme entre l'intensification de l'identité régionale et l'augmentation du degré de régionalité. Par exemple, l'identité régionale généralement basée sur l'arabisme ou l'Islam déterminent les aspects importants de la conduite (*behaviour*) de l'alliance des acteurs au Moyen-Orient. D'autre part, cette généralisation peut devenir fragile comme il y existe des formes différentes d'arabisme et d'islam. D'autre part, en Asie de l'Est et du Sud-est, la notion de «*voie asiatique*» joue un rôle important en encadrant les options régionales. Dans le cas d'Europe, la construction d'une identité partagée a avancé avec le développement institutionnel et l'intégration approfondie.¹³⁰ Par ailleurs, comme nous avons examiné dans les cinq étapes de la régionalité formulées par Hettne et Söderbaum, le concept de l'identité régionale passe par une évolution. Au niveau du système politique régional institutionnalisé (*regional institutionalized polity*) qui constitue la cinquième et la dernière étape une région peut devenir un acteur régional avec une identité distincte renforcée.

La formation de l'identité régionale présente un processus pendant lequel il s'opère une production de symbolismes et d'institutions qui permettent de distinguer une région des autres régions du monde. En faisant une distinction entre l'identité d'une région et l'identité régionale, Anssi Paasi contribue aux débats au sein du nouveau régionalisme sur l'identité. Selon Paasi, l'identité d'une région se réfère aux éléments physiques, culturels ou sociaux qui constituent une région et qui sert à la distinguer des autres régions. D'autre part, l'identité régionale indique l'identification des peuples avec une région.¹³¹ Donc, l'intériorisation d'une région par les peuples à laquelle ils appartiennent est un facteur important pour le développement de l'identité régionale.

Il s'agit également d'une relation entre l'identité régionale et la rhétorique établie et utilisée sur cette identité. Ce genre de rhétorique permet la prise de conscience de cette identité par les acteurs non-Étatiques. L'identité régionale n'est pas quelque chose qui

¹²⁹ Anssi Paasi, «*Region and Place: Regional Identity in Question*», **Progress in Human Geography**, Vol.27, No.4, 2003, p.479.

¹³⁰ Fawcett, «*Exploring Regional Domains...*», p.442.

¹³¹ Anssi Paasi, «*The resurgence of 'Region' and 'Regional identity': theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe*», **Review of International Studies**, Vol. 35, 2009, p.121-131.

attend d'être découverte. Le discours lié à l'identité régionale qui est utilisé par les leaders politiques des États régionaux, leurs intellectuels et leur média facilitent et renforcent la création d'une image collective régionale.¹³² Par conséquent, le discours sur l'identité régionale (*regional identity discourse*) présente l'intensification de la régionalité d'une région. La propagation d'un tel discours accélère également la régionalisation du bas vers le haut avec la prise de conscience régionale au sein des peuples régionaux.

Il existe de même un lien entre l'identité régionale et l'institution régionale concernée. L'institution régionale concernée joue un rôle important pour la consolidation d'une identité régionale. Par exemple, selon Marie Thérèse Bitsch, « développer le sentiment d'appartenance et raffermir la volonté d'unité entretenir l'esprit européen sont de véritables missions pour les institutions européennes ».¹³³ D'autre part, Amitav Acharya considère l'ANASE qui est critiqué pour sa faiblesse structurelle comme une institution régionale dont la mission primordiale est d'initier et de promouvoir une identité régionale propre à l'Asie du Sud-est.¹³⁴ Donc l'institution régionale concernée par le biais de ses activités, ses documents publiés, ses projets dirigés contribue significativement à intensifier le sentiment d'appartenir à une région spécifique.

La consolidation d'une identité régionale peut prendre une longue durée malgré l'existence des volontés politiques des acteurs régionaux vis-à-vis la régionalisation. Ce processus de consolidation peut faire face à des hauts et des bas dus aux problèmes auxquels les acteurs régionaux font face individuellement, aux disputes qui apparaissent conjoncturellement entre eux ou bien aux développements en dehors de la région. Trouver des moyens alternatifs pour surmonter un tel tableau négatif pour le développement de l'identité régionale est très important. Sinon la continuation d'un tel cas peut endommager sérieusement la coopération régionale.¹³⁵

¹³² Bill McSweeney, **Security, Identity and Interests**, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, p. 77-78.

¹³³ Marie Thérèse Bitsch, Wilfried Loth et POIDEVIN Raymond Poidevin, « Institutions Européennes et Identités Européennes », (éd.) dans Robert Frank, **Les Identités Européennes au XX^e Siècle**, Bruylant : Bruxelles, 1998, p.125-144.

¹³⁴ Amitav Acharya, **Constructing A Security Community in Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order**, London: Routledge, 2001, p. 2-18.

¹³⁵ Hurrel, « Regionalism in Theoretical Perspective », p.65.

Selon le nouveau régionalisme, l'identité régionale n'est pas nécessairement exclusive et en tant que construction sociale elle peut coexister avec d'autres identités, soit nationales, soit régionales. En fait, il est dans l'intérêt des régions de créer des identités multiples afin d'être flexible aux exigences de la globalisation. Donc le nouveau régionalisme ne considère pas l'identité régionale comme un «*zero sum game*» et met l'accent sur la possibilité de posséder plusieurs identités régionales en même temps.¹³⁶ Par ailleurs, il faut aussi prendre en considération que les régions et les identités régionales sont fortement contextuelles et changeantes au fil du temps.

En conclusion, l'identité régionale constitue un des concepts primordiaux du nouveau régionalisme. Il est nécessaire d'avoir des fondements de base quoi qu'ils soient pour mentionner d'une identité régionale. Pourtant, sa consolidation est plutôt liée à l'institutionnalisation de la région et sa perception comme telle par les acteurs intérieurs et extérieurs de la région.

L'inter-régionalisme

L'inter-régionalisme constitue un autre concept qui gagne de l'importance dans le nouveau régionalisme. Il n'y pas encore de consensus sur la définition du terme « inter-régionalisme ». Certains l'utilisent pour décrire les relations de l'UE avec les autres régions par ses programmes de partenariat. Pourtant, les nouveaux régionalistes le définissent comme un phénomène international systématique pour décrire les liens entre les régions.¹³⁷ D'ailleurs, le nouveau régionalisme considère les relations de groupe à groupe du *network global* comme un fait qui va au-delà du système de partenariat mené par l'UE avec ses partenaires régionaux. Donc, en parlant du l'inter-régionalisme, le nouveau régionalisme fait référence à l'établissement des relations entre les groupes régionaux à travers divers thèmes dans différentes régions. Au fur et à mesure que le régionalisme se répand dans le monde entier, nous constatons une augmentation nette

¹³⁶ Michael Keating, **The New Regionalism in Western Europe: Territorial Restructuring and Political Change**, Cheltenham: Elgar, 1998, p.86.

¹³⁷ Björn Hettne et Frederik Ponjaert, « Interregionalism and World Order: The Diverging EU and US Models », dans Mario Telo (éd.) **European Union and New Regionalism**, London and New York: Routledge, 2014, p. 115.

des contacts entre des acteurs régionaux. En effet, ce sont plutôt les organisations régionales qui s'engagent dans des initiatives interrégionales. À titre illustratif, les organisations régionales peuvent obtenir le statut d'observateur auprès des autres organisations régionales et aussi globales. Donc l'interaction entre les mouvements régionaux se trouve dans une montée considérable qu'auparavant.

Les relations inter-régionales peuvent être menées par différentes manières. Se dotant d'une personnalité juridique de droit international, les groupes régionaux peuvent signer des accords avec des autres mécanismes régionaux en spécifiant le cadre de leur coopération.¹³⁸ L'arrangement des réunions régulières entre les groupes régionaux engagés ou bien la mise en œuvre des activités et des projets en commun peuvent présenter des exemples pour les manières dont les organisations régionales utilisent afin d'intensifier leur relation interrégionale. Le nouveau régionalisme postule que l'inter-régionalisme peut aussi façonner la nature de ses régions constituantes en incitant les acteurs respectifs des régions à s'engager davantage dans les mouvements régionaux. D'ailleurs, par le biais des actions interrégionales chaque région devient un agent réflexif.¹³⁹ Cela permettra en définitive d'augmenter le degré d'engagement des acteurs dans leur propre région.

Le nouveau régionalisme défend également que l'inter-régionalisme contribue au renforcement de l'identité régionale d'une région concernée. En dialogue avec une autre région, celle-ci peut renforcer sa propre identité en agissant une entité collective régionale. L'inter-régionalisme peut servir particulièrement à stimuler le processus de fabrication de l'identité régionale chez les groupes régionaux hétérogènes et récemment formées. Donc cela peut intensifier la solidarité entre les acteurs d'une région sur la base des normes et des intérêts partagés.¹⁴⁰

¹³⁸ Cruz, op.cit., p.27-30.

¹³⁹ Charalambos Tsardanidis, « The BSEC: From New Regionalism to Inter-regionalism? », **Agora Without Frontiers**, Vol.10, No. 4,2005, p. 364.

¹⁴⁰ Rüländ Jürgen, « Inter- and Transregionalism: Remarks on the State of the Art of a New Research Agenda », **National Europe Centre Paper**, No. 35, 2002, p.1-10, <https://openresearch-repository.anu.edu.au/bitstream/1885/41664/3/ruland2.pdf>, consulté le 5 avril 2016.

L'effet positif de l'inter-régionalisme sur la régionalisation des régions concernées a été débattu avec intensité au sein du nouveau régionalisme. Dans ce contexte, Heiner Hanggi décrit ce phénomène comme « *le régionalisme par le biais d'inter-régionalisme* ». Pour un tel résultat, la régionalisation d'une région doit être plus renforcée que l'autre pour constituer un exemple pour l'autre.¹⁴¹ D'autre part une relation asymétrique entre les régions peut engendrer des résultats contre-productifs pour le déroulement de l'inter-régionalisme de façon coopérative.

Le nouveau régionalisme affirme aussi que l'inter-régionalisme peut contribuer à la gouvernance globale dans la mesure où il encourage la coopération entre différentes régions et permettent d'apporter des solutions aux défis mondiaux.¹⁴² Le développement d'une coopération inter-régionaliste entre l'UE et des groupes de coopération latino-américains présente un exemple où l'UE essaie d'aider ces groupes pour surmonter les problèmes transnationaux comme les problèmes migratoires.¹⁴³

En conclusion, l'inter-régionalisme est un fait que nous rencontrons souvent concernant le nouveau régionalisme. Le développement des relations entre les différentes régions du monde par l'intermédiaire des institutions formelles ou informelles régionales rendent le régionalisme contemporain plus dynamique ayant des effets globaux.

Le régionalisme comparatif

Les théoriciens du nouveau régionalisme, eux-mêmes, soutiennent la nécessité d'aller au-delà du nouveau régionalisme de façon comparative. Par exemple, Hettne précise qu'après trois décennies du nouveau régionalisme, il est temps de le dépasser.¹⁴⁴ Söderbaum souligne pour sa part que la consolidation du régionalisme comparatif constitue l'une des caractéristiques essentielles de la phase en cours du régionalisme, car

¹⁴¹ Heiner Hänggi, « Regionalism through inter-regionalism: East Asia and ASEM » dans F. K. Liu et P. Régner (éd.), **Regionalism in East Asia: Paradigm Shifting?** London: Routledge Curzon, 2003, p. 197-219.

¹⁴² Cruz, op.cit., p.27-30.

¹⁴³ Voir « les relations entre l'UE et l'Amérique latine », le site d'internet officiel du Service européen pour l'action extérieure, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/331/latin-america-and-caribbean_en, consulté le 5 avril 2016.

¹⁴⁴ Hettne, « Beyond the New Regionalism », p. 543-571.

les hypothèses du nouveau régionalisme restent limitées pour offrir des analyses comparatives sur les régions.¹⁴⁵ En fait, le régionalisme comparatif constitue un domaine assez nouveau pour développer le nouveau régionalisme de manière comparative. Le but du régionalisme comparatif est de trouver des moyens pour faire de la comparaison entre des différents mouvements régionaux dans le monde entier. À cet égard, le rôle des organisations régionales qui n'est pas analysé de près dans les études du nouveau régionalisme est considéré comme un domaine important par le régionalisme comparatif en faisant cette comparaison.¹⁴⁶

Dans leur livre intitulé *Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective*, Acharya et Johnston soulignent l'importance d'analyser les institutions régionales pour mieux comprendre les paramètres de régionalisation au sein d'une région. En allant plus loin, ils défendent qu'il faille analyser pourquoi les institutions de différentes formes se développent dans différentes régions du monde. Ils affirment qu'il est nécessaire d'examiner les institutions régionales non-occidentales pour mieux répondre à cette question.¹⁴⁷

Acharya et Johnston affirment que des formes institutionnelles sont affectées par des variables indépendants suivants: le type de problème de coopération, le nombre des acteurs, l'idéologie et l'identité, la distribution du pouvoir systémique ou sub-système, les politiques domestiques, les institutions extrarégionales, les acteurs non-étatiques et enfin l'histoire. Ils identifient cinq aspects majeurs pour étudier la forme institutionnelle : 1) l'adhésion, 2) le cadre, 3) les règles formelles, 4) les normes et 5) le mandat. L'adhésion se réfère au nombre des acteurs qui s'y engagent. Le cadre renvoie à l'éventail des affaires dont l'institution s'occupera. Les règles formelles signifient les régulations explicites et légales pour les prises de décision. Les normes identifient l'idéologie formelle ou informelle de l'institution en se concentrant sur la question de savoir quelles normes et arguments que l'institution voudrait propager. Et dernièrement, le mandat se réfère à l'objectif principal de l'institution.

¹⁴⁵ Söderbaum, « Early, Old, New and Comparative Regionalism... », p. 20.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Amitav Acharya et Alastair Iain Johnston (éd.), **Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, p.1-32.

Dans ce livre, autours des variables mentionnés ci-dessus, les institutions en Asie du Sud, en Amérique latine et dans le monde arabe (surtout la Ligue arabe), en Europe particulièrement l'OTAN et l'UE sont examinées et les différentes caractéristiques de la formation régionale dans ces régions sont abordées par le biais de leurs facteurs internes. Par exemple dans l'article sur les institutions asiatiques, Khong et Nesadurai notent l'existence de la « voie d'ANASE » distinctive et basée sur l'informalité, la flexibilité, la non-confrontation et le consensus. Ils précisent que ces aspects trouvent ses racines dans des pratiques culturelles de l'Asie du Sud et de la volonté de protéger les arrangements des politiques domestiques fragiles.¹⁴⁸ Dans un autre article, Herbst conclut que l'Afrique a également son propre style de coopération régionale. Ce modèle de coopération est extrêmement inclusif avec un large nombre de participants, formel avec des organisations dotées de règles déterminées, non-hiérarchique comme il n'y pas de statut de membre privilégié et les secrétariats des institutions sont faibles et sensible à la souveraineté nationale.¹⁴⁹

Par ailleurs, Barnett et Soligen mentionnent dans leur article, des caractères distinctifs de la Ligue arabe qui contiennent une idéologie pan-arabe, une adhésion basée sur l'identité, la protection de souveraineté étatique et un engagement aux règles de consensus.¹⁵⁰ À propos du régionalisme en Amérique latine, Dominguez, affirme dans son article que les Latino-américains sont des inventeurs de la règle internationale tout comme ils ont inventé la doctrine sur l'inviolabilité des frontières coloniales un siècle avant la diffusion de cette doctrine à travers l'Afrique, l'Asie et l'Union soviétique. Il soutient que des expériences à propos de non-intervention et de résolution des conflits interétatiques par le régionalisme existent dans cette région.¹⁵¹ En tout cas, ce livre propose un cadre original pour les analyses comparatives dans les études régionales à travers l'examen des organisations régionales sur certaines variables communes.

¹⁴⁸ Yuen Foong Khong et Helen E.S. Nesadurai, « Hanging Together, Institutional Design and Cooperation in Southeast Asia: AFTA and the ARF », dans Acharya et Johnston (éd.), op. cit., p. 32-40.

¹⁴⁹ Jeffrey Herbst, « Crafting Regional Cooperation in Africa », dans Acharya et Johnston (éd.), op.cit. p. 130.

¹⁵⁰ Micheal Barnett et Etel Solingen, « Designed to Fail or Failure of Design? The Origins of Legacy and the Arab League », dans Acharya et Johnston (éd.), op.cit., p. 213.

¹⁵¹ Jorge I. Dominguez, « International Cooperation in Latin America: The Design of Regional institutions by Slow Accretion », dans Acharya and Johnston (éds.), op.cit., p. 126.

Acharya parle également des difficultés auxquelles le régionalisme comparatif doit faire face. En mettant l'accent sur la diversité des régions et sur la prolifération des approches théoriques il attire l'attention sur les questions suivantes: Est-il possible d'avoir un accord sur une série de théories et des concepts qui peuvent être appliqués à travers des régions pour des comparaisons systématiques et explications cohérentes? Devons-nous analyser chaque région sur son propre mérite (*on its own merite*) et après généraliser cumulativement ce qui est en commun et ce qui est différent entre les régions? Pouvons-nous désigner un critère de performance accepté pour conclure qu'une région particulière ou bien un type de régionalisme se déroule avec succès ? Au lieu de se questionner sur le succès et l'efficacité des institutions, devons-nous nous interroger sur le point de savoir comment les institutions régionales et les régionalismes deviennent importants? Comment les régions produisent et transmettent leurs idées et images aux autres régions et du monde? Comment les régions créent, empruntent, localisent et rapatrient des idées et des normes aussi bien que des pratiques et des procédures?¹⁵² En effet, ces questions permettent de faire une ouverture dans la littérature de nouveau régionalisme pour l'enrichir et de l'équiper avec des nouveaux moyens pour appliquer une approche comparative entre les différentes régions dans le monde.

Le nouveau régionalisme dispose de caractéristiques significatives pour expliquer le régionalisme qui est en train de se dérouler dans différentes parties du monde. Le concept de régionalité et ses cinq étapes proposées par Hettne et Söderbaum apportent une nouveauté à la méthodologie du nouveau régionalisme. Ses différentes étapes qui montrent les différents degrés de la régionalisation au sein d'une région présentent un outil de mesure pour l'analyse des régions. L'inclusion des dimensions historiques et sociétales en prenant en considération le rôle des acteurs non-étatiques engendre une approche originale pour mieux analyser comment les régions sont fabriqués et se fonctionnent. L'importance attribuée à l'identité régionale et à l'inter-régionalisme sont aussi la contribution du nouveau régionalisme à la littérature régionale.

¹⁵² Amitav Acharya, « Comparative Regionalism: A Field whose time has come? », dans Fiamonti (éd.), op.cit., p. 13.

La littérature du nouveau régionalisme considère le régionalisme comme un phénomène multidimensionnel et large. Il tient compte du rôle des acteurs étatiques et non-étatiques ainsi que de toute la gamme d'interactions politiques, économiques, stratégiques, sociales, démographiques et écologiques au sein des régions. Par conséquent, avec son fondement éclectique, il montre le caractère dynamique de fabrication des régions et de leur régionalisation. De plus, les relations étroites entre la régionalisation et la globalisation sont affirmées de façon nette par cette nouvelle vague de régionalisation. Donc le nouveau régionalisme introduit bien les aspects contemporains du régionalisme et pas seulement Euro-centrique.

Les concepts tels que la région en fabrication, la régionalité, l'identité régionale et l'inter-régionalisme constituent des termes clés pour expliquer des mouvements régionalistes contemporains. Pourtant, il contient également des faiblesses dans la mesure où il n'accorde pas assez d'attention au rôle des organisations régionales sur l'approfondissement de la régionalisation. De plus, cette vague de régionalisme a besoin d'être encore développée pour des études comparatives. D'autre part, le fait que le nouveau régionalisme insiste sur l'importance d'examiner l'arrière-plan historique pour observer le degré de régionalité d'une région, constitue un argument important pour ce travail.

Dans le cadre de ce travail, l'état de la régionalisation entre les pays turcophones et leur degré de régionalité seront examinés prenant en compte les caractéristiques mentionnées du nouveau régionalisme et les critiques menées à cette approche dans le plan théorique de ce travail. Sur ce point, pour mieux examiner l'évolution de régionalisation et de degré de régionalité, il convient d'étudier des efforts de coopération entre les acteurs turcophones de manière historique dans la section suivante. À cet égard, cette section commencera par l'analyse de coopération entre les acteurs turcophones sur la zone de la Route de la Soie en observant les processus de régionalisation de ces acteurs dans cette partie moins connue du monde.

B-La Route de la Soie : une zone de coopération pour les acteurs turcophones

Les peuples turcophones ont longtemps vécu dans un espace régional situé le long de la Route de la Soie. Avec leur ethnicité commune, parlant différents dialectes d'une langue de même origine, ils ont partagé une histoire commune dans une proximité spéciale en Asie. Les frontières de cette proximité spatiale ont changé à cause de plusieurs facteurs à travers l'histoire. D'une part, les territoires que les Turcs ont contrôlés se sont élargis grâce à leur conquête de nouvelles zones territoriales ou bien leur migration de l'Asie vers l'Anatolie. D'autre part, à cause de l'occupation de leurs terres par les autres acteurs ou bien l'éclatement de conflits entre les Turcs eux-mêmes, sont apparues des ruptures géographiques entre les zones contrôlées par les peuples turcophones. Malgré ce changement, les peuples turcophones se sont trouvés dans une interaction permanente d'une manière soit collaborative soit conflictuelle le long de la Route de la Soie pendant l'histoire. Avec la propagation de l'islam à partir du X^e siècle, les liens religieux sont aussi entrés dans cette équation. Tout cela a permis aux peuples turcophones de développer des valeurs et des traditions communes ainsi que des relations socio-économiques très étroites. D'autre part, l'achèvement de l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par l'Empire russe dès le XIX^e siècle, qui a été suivi de l'occupation des terres où les peuples turcophones dominaient par l'Union soviétique au début de XX^e siècle, a causé l'éloignement géographique des peuples turcophones pendant une longue durée.

La Route de la Soie occupe une place importante pour l'histoire des peuples turcophones. L'analyse des caractéristiques historiques, physiques, économiques, politiques et socio-culturelles de ce corridor sera utile pour bien comprendre les fondements du régionalisme chez les acteurs turcophones. Sur ce point, pour mieux examiner l'évolution de la régionalisation et du degré de régionalité, il convient d'abord d'étudier cette route qui a permis l'établissement d'une zone de culture commerciale et d'un dialogue régional. Sur la base de cette étude, les efforts de coopération entre les acteurs turcophones situés le long de la Route de la Soie seront analysés de manière historique dans la section suivante.

1-La Route de la Soie : une zone de culture commerciale et de dialogue régional

La Route de la Soie est la plus ancienne et la plus longue route territoriale du commerce s'allongeant dans un vaste territoire de l'Asie vers l'Europe, de l'Europe vers l'Afrique. Le moment où cette route a été inaugurée et où son attrait s'est amenuisé est encore sujet à discussion. Les différentes sources définissent qu'après avoir été inauguré par la dynastie chinoise Han au II^e ou III^e siècle avant J-C, ce corridor de commerce a joué un rôle de pont pour le développement des relations économiques et l'établissement d'une culture du commerce pour les peuples qui s'y trouvaient.¹⁵³ Mais après les découvertes maritimes des navigateurs comme Vasco de Gama et Magellan à la fin du XV^e siècle et à la suite de la colonisation du « Nouveau Monde », les flux commerciaux mondiaux se sont modifiés et la Route de la Soie a laissé sa domination aux routes maritimes contrôlées par les Occidentaux.¹⁵⁴

La Route de la Soie a regagné son importance après la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Situés au sein des réserves pétrolières et gazeuses riches qui sont considérés comme les nouveaux produits primordiales de cette route, plusieurs projets visant à revitaliser le grand potentiel économique de ce corridor ont été lancés. Le projet initié par la Chine nommé « *Belt and Road* » (la ceinture océanique et les infrastructures terrestres) en 2013 a intensifié l'attrait géopolitique et géoéconomique de cette route. Dans cette section nous analyseront la Route de la Soie en interrogeant comment elle a contribué à l'établissement d'une culture de commerce en Eurasie et d'un dialogue régional pour les peuples qui y habitaient et auxquels elle offrait un passage.

a-La Route de la Soie et ses caractéristiques historiques et physiques

La Route de la Soie en tant que destination mystique et peu connue des Occidentaux était sujet de plusieurs livres des voyages. Le plus connu de ces voyageurs est le vénitien Marco Polo qui part avec son père et son oncle pour l'Asie dans les années de 1270.

¹⁵³ Ahmet Burçin Yereli, « Yeniden Canlanan İpek Yolu'nda Ekonomik Stratejiler », dans Fahri Atasoy (éd.), *İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası*, Ankara : Türk Yurdu Yayınları, 2014, p. 302-303.

¹⁵⁴ François Reynaert, Comment la Chine lance une « nouvelle route de la soie », *l'Observateur*, le 14 décembre 2016, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20161213.OBS2598/comment-la-chine-lance-une-nouvelle-route-de-la-soie.html>, consulté le 18 décembre 2016.

Après être resté 24 ans au service de Kubilaï Khan, l'empereur mongol, Marco Polo rédige avec l'auteur Rustichello de Pise le livre intitulé «le Devisement du monde » en 1298 dans lequel il donne des informations non seulement sur le règne de Kubilaï Khan et l'ère mongole mais aussi sur comment les routes commerciales qui seraient par la suite nommées la Route de la Soie fonctionnaient.¹⁵⁵

En plus des voyageurs qui se sont plutôt concentrés sur les caractéristiques géographiques et géopolitiques de la Route de la Soie, les commerçants occidentaux ont aussi écrit des livres spécifiques à propos du système de commerce sur cette route dont la valeur économique s'est amplifiée au fur et à mesure. Par exemple, Francesco Balducci Pegolotti, un commerçant et banquier italien, en se basant sur son expérience sur la Route de la Soie, rédige en 1340 le livre intitulé *Practice of Marketing* dans lequel il donne des recommandations essentielles pour les autres commerçants. Ce livre nous donne des informations, par exemple, sur les taux de change, les régulations et les protocoles appliqués, quel genre d'interpréteur il fallait embaucher, comment déterminer les prix des marchandises en fonction de la soie etc. Par ailleurs, avec ces informations précieuses, il est devenu un manuel instructif pour les entrepreneurs de cette route.¹⁵⁶ Donc, ces livres ont servi à éclaircir l'air mystique sur ce corridor qui était un fil conducteur de commerce entre plusieurs continents.

Traditionnellement, la Route de la Soie se réfère à un complexe de routes entre l'Asie de l'Est et le Méditerranée couvrant le centre du continent eurasiatique qui présente une région connue de différentes façons comme l'Eurasie centrale, l'Asie centrale, l'Asie intérieure ou la Transoxiane.¹⁵⁷ Selon l'Encyclopédie d'Islam, elle constitue la route principale entre la Chine, le Moyen-Orient et l'Ouest pendant l'Antiquité et le Moyen âge.¹⁵⁸ D'autre part, l'Encyclopédie *Britannica* la décrit comme

¹⁵⁵Voir Sharon Kinoshita, **Marco Polo: The Description of the World, Translated and with Annotations**, Indiana: Hackett Publishing, 2016 et Laurence Bergreen, **Morco Polo: From Venice to Xanadu**, New York: Vintage Book, 2016.

¹⁵⁶Kathryn L. Reyerson, **The Art of the Deal: Intermediaries of Trade in Medieval Montpellier**, Leiden and Boston: Brill Academic Publishers, 2002, p. 45.

¹⁵⁷James A. Millward, **The Silk Road: a Very Short Introduction**, Oxford: Oxford University Press, 2013, p. 2.

¹⁵⁸Nebi Bozkurt, « İpek Yolu », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt :22, İstanbul: Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 2000, p.369-373

l'ancienne route de commerce qui a transporté les biens et les idées entre les deux grandes civilisations chinoise et romaine, reliant la Chine avec l'Ouest.¹⁵⁹ Ainsi, il est possible de voir des nuances pour la définition de cette route historique dans des sources différentes.

D'après Lucette Boulnois, sous les mots de la Route de la Soie, « *Il y a douze ou quinze siècles d'histoire des relations entre plusieurs civilisations, sur une grande partie du continent euro-asiatique ; et cette histoire est aussi la nôtre* ». ¹⁶⁰ Elle la décrit comme « *un faisceau d'itinéraires commerciaux transcontinentaux, allant de la Chine aux rives de la Méditerranée, par l'Asie centrale et l'Iran, faisceau complété de routes maritimes auxquelles il est connecté; itinéraires par où furent acheminés, depuis un siècle ou deux avant l'ère chrétienne, productions diverses, techniques et connaissances scientifiques, religions, doctrines, arts mais aussi invasions exterminatrices et conquêtes asservissantes* ». ¹⁶¹ Donc, cette route en tant que connecteur économique très fort, a possédé également des dimensions politiques et socio-culturelles.

L'expression « Route de la Soie » a été utilisée pour la première fois au XIX^e siècle par le géographe allemand Baron Ferdinand von Richthofen. Le premier auteur qui a utilisé le concept de « Route de la Soie » dans un titre était également un géographe allemand nommé August Hermann. À cet égard, le titre de son essai écrit en 1915 était « Les Routes de la Soie de la Chine jusqu'à l'Empire Romain ». ¹⁶² La soie était une marchandise importante et luxueuse transportée sur cette route et elle était aussi utilisée comme une monnaie d'échange. ¹⁶³ Même si le nom de cette route a été attaché à la soie, la soie n'était pas la seule marchandise sur cette route. ¹⁶⁴ Par ailleurs, Frederick Starr, dans son livre intitulé *Lost Enlightenment* critique la dénomination de cette route d'une telle façon et exprime que la partie de cette route de l'Afghanistan vers l'Égypte et l'Inde pouvaient être baptisée « la Route du Lapis-Lazuli » ou bien sa section du Khotan au

¹⁵⁹ « Silk Road », **Encyclopaedia Britannica**, <https://global.britannica.com/topic/Silk-Road-trade-route>, consulté le 15 juin 2016.

¹⁶⁰ Lucette Boulnois, **La Route de la Soie**, Paris : Arthaud, 1963, p. 43.

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² Millward, op.cit., p. 6.

¹⁶³ Peter Frankopan, **The Silk Roads: A New History of the World**, London: Bloomsbury Publishing, 2015, p.11.

¹⁶⁴ Jean-Paul Roux, **L'Asie centrale : Histoire et civilisations**, Paris : Fayard, 1997, p. 37.

Chine « la Route du Jade » parallèlement à la nature de la marchandise la plus échangée.¹⁶⁵ Il critique aussi la conception générale selon laquelle la soie venait seulement de Chine. Par ailleurs, il nous informe qu'au X^e siècle Merv, une ville en Asie centrale où se trouvait une institution de recherche sur la production de soie, était la seule ville productrice majeure et l'exportatrice de soie vers l'Ouest.¹⁶⁶

La Route de la Soie était très riche au sens du produit commercial qu'elle transportait. Sur ce corridor de commerce, outre la soie, les caravanes qui partaient de l'Est vers l'Ouest étaient chargées de fourrures, de céramiques, d'épices, de substances aromatiques, de produits thérapeutiques végétaux ou animaux et d'armes en bronze. Les échanges incluaient aussi par exemple des trocs de soie chinoise contre des chevaux ou bien des chevaux contre du thé.¹⁶⁷ D'autre part, de l'Ouest vers l'Est, c'était de l'or, des pierres et des métaux précieux, des textiles, de l'ivoire, du corail, du verre qui étaient transportés. La Route fonctionnait donc à double direction et les demandes de l'Ouest étaient transportées depuis l'Est et vice-versa.¹⁶⁸ Avec cette double fonction, ce corridor était le cœur du commerce effectué entre l'Est et l'Ouest pendant plus de quinze siècles. Donc, cette route n'était pas seulement très riche en ce qui concerne les matériaux transportés mais elle avait aussi une mission de correspondre à la demande et l'offre de l'Est et de l'Ouest.

La Route de la Soie était aussi très riche en terme qu'acteurs qui ont évolué au fil du temps.¹⁶⁹ James Millward, dans son livre intitulé *the Silk Roads : A Very Short Introduction*, après avoir parlé du fait qu'en effet le passé de la Route de la Soie remonte à la période du III^e siècle avant J-C, catégorise son histoire comme la période classique (entre III^e siècle avant J-C- III^e siècles), l'ère obscure (entre III^e et V^e siècles), la période cosmopolite médiévale (entre VI^e et XI^e siècles), le temps de l'Empire mongol (XII^e et XV^e siècles) et la fermeture des steppes (XVI^e et XIX^e siècles). Il nomme les Chinois (particulièrement les dynasties Han et Tang), les Persans (comme les Kushans, les

¹⁶⁵ Frederick Starr, **Lost Enlightenment: Central Asia's Golden Age from Arab Conquest to Tamerlane**, Princeton and Oxford: Princeton University Press, 2013, p.42.

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ Boulnois, op.cit., p.18.

¹⁶⁸ Frankopan, op. cit., p.61.

¹⁶⁹ Comme notre travail ne vise pas à faire une analyse historique de la Route de la Soie, pour plus d'information sur cette histoire voir Millward, op.cit.

Sogdiens, les Safavides), les Arabes (en tant qu'agents qui ont propagé l'islam en Asie), les Turcs (comme les Ouïgours, les Karahanides, les Ghaznavides, les Seldjoukides, les Mamluks, les Timurides et les Ottomans) et les Mongols comme les acteurs de l'Est qui ont joué des rôles importants pour le développement de la Route de la Soie. Il se réfère à l'Empire romain et son successeur l'Empire byzantin en tant qu'acteurs à l'extrémité ouest de la Route de la Soie.¹⁷⁰ L'héritage laissé par ces différents acteurs sur ce corridor en a fait une route géostratégique.

Pendant des siècles, celui qui contrôlait économiquement la Route de la Soie comme acteur essentiel possédait également une supériorité politique sur ses voisins, ses adversaires et les autres acteurs du système régional et international. Donc, cette route était au centre des enjeux politiques dans l'histoire. Par ailleurs, le contrôle de ce corridor était un symbole de puissance et de suprématie exercée par les peuples qui avaient un avantage stratégique sur ce corridor. Par conséquent, cette route a témoigné soit des tentatives de coopération et soit des conflits dans lesquels les acteurs ont essayé d'augmenter leurs bénéfices commerciaux en faveur de leur pouvoir politique. D'autre part, Il faut aussi remarquer que cette longue route géostratégique n'a jamais été complètement dominée par un seul pouvoir politique.

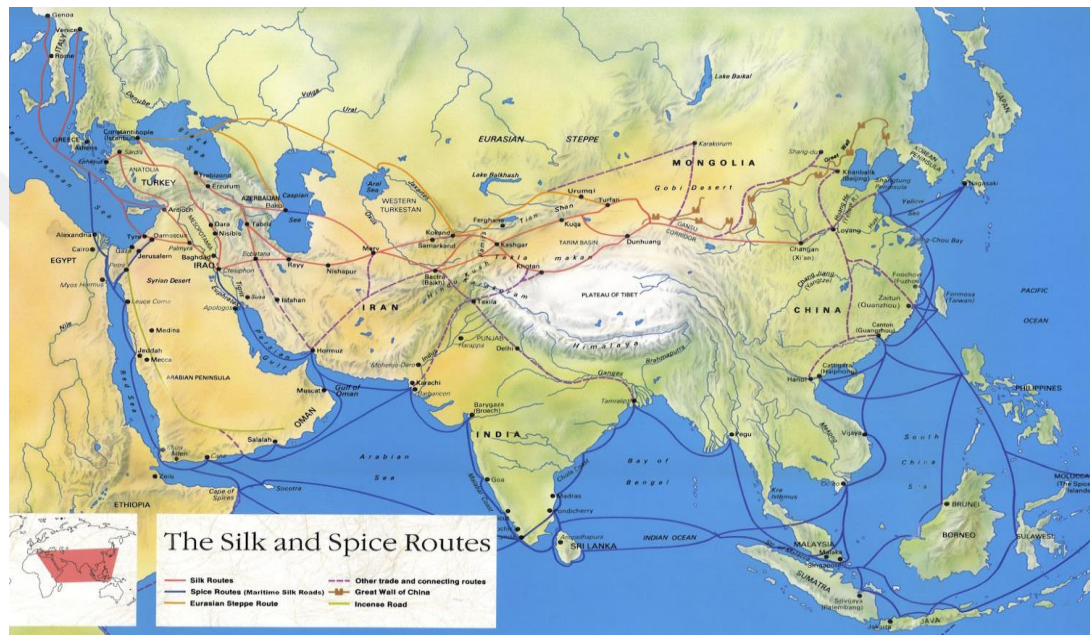
Les peuples qui ont vécu sur ce corridor ont fait des efforts remarquables pour assurer la continuité et la sécurité de commerce sur la Route de la Soie. Ainsi, les Chinois, les Perses, les Turcs et les Mongols ont construit des caravansérails, des centres postaux, des garnisons et des miradors pour garantir le flux des biens, de la main d'œuvre et des matériaux d'une manière sûre et régulière sur la Route de la Soie.¹⁷¹ Par exemple, les Seldjoukides d'Anatolie ont appliqué une politique étatique d'assurance pour mitiger les risques de sécurité comme le vol et les attaques des pays voisins auxquels les commerçants pouvaient faire face.¹⁷² En effet, l'Empire mongol réputé pour sa brutalité militaire a attribué une grande importance au développement du commerce et à la construction des

¹⁷⁰ Ibid., p. 24-38.

¹⁷¹ Çağrı Haksöz, Sridhar Seshadri et Ananth V. Iyer, **Ipek Yolunda Tedarik Zinciri Yönetimi: Strateji, Performans, Risk**, (traduit par Neşenur Dominiç Avhan), Istanbul: Scala Yayınları, 2014, p. 22.

¹⁷² Ibid.

nouvelles voies commerciales sur cette destination.¹⁷³ La sécurité et la stabilité acquises pendant le règne de l'Empire mongol qui a uni une vaste masse de territoire a ranimé le commerce sur la Route de la Soie.¹⁷⁴ Par ailleurs, l'établissement des Empires et des États forts sur un vaste territoire a facilité les échanges sur la Route de la Soie par le biais de la consolidation politique et militaire.¹⁷⁵



Carte 1.: Les destinations de la Route de la Soie et de la Route de l'Épice
Source: China Discovery

La Route de la Soie était composée de plusieurs itinéraires qui couvraient les continents d'Asie et d'Europe.¹⁷⁶ La Route présentait une toile d'araignée et l'Asie centrale où les peuples turcophones vivaient était le carrefour des toutes les différentes parties de la Route de Soie qui se croisaient.¹⁷⁷ Malgré qu'il existe plusieurs recherches sur ce sujet, la destination de la Route de la Soie et sa longévité sont encore discutables. Ce que l'on sait sur cette route est qu'elle n'était pas linéaire et se composait de deux axes principaux au Nord et au Sud et de plusieurs branches secondaires.

¹⁷³ Ekrem Kalan, « Moğollar Devrinde İpek Yolu », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul : Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, p. 98-99.

¹⁷⁴ Osman Turan, **Selçuklular Tarihi ve Türk-İslam Medeniyeti**, İstanbul: Ötüken Neşriyat, 2009, p.379.

¹⁷⁵ Millward, op.cit., p. 24-38

¹⁷⁶ Emmanuel Choïsnel, **Les Parthes et la Route de la Soie**, Paris : l'Harmattan, 2004, p. 19.

¹⁷⁷ Ülçler Bulduk, « İpek Yolu'nda Kültürel Etkileşim : 6-10. Yüzyıllarda Ticaret, Siyaset ve Din, » dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p. 42.

Ces deux grandes sections couvraient environ une distance de 7000 kilomètres. La branche au Nord partant de la ville Xi'an en Chine en traversant l'Asie centrale et le Nord de l'Asie centrale arrivait vers l'Est de la Méditerranée et l'Est de la mer Noire. La branche au Sud partant également de la Chine en passant par l'Asie du Sud et le Moyen-Orient aboutissait à la Méditerranée.

La question de savoir si la Route de la Soie possédait une dimension maritime est une encore posée. D'après les autorités d'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Route de la Soie était formée de parties routières et maritimes. Selon *UNESCO Online Silk Road Programme*, la branche maritime de la Route qui était aussi nommée « la Route des Épices » passant par l'océan Indien et la mer Rouge était une partie intégrale de la Route de la Soie.¹⁷⁸ Pourtant, les auteurs comme Tim Williams qui est un chercheur au Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) affirment que malgré le caractère interconnecté des itinéraires terrestres et maritimes pour le commerce sur la Route de la Soie, il faut rappeler que les routes maritimes se sont développées après les découvertes maritimes. De plus, ils ajoutent que les différents types de marchandise ont été amenés par ses deux systèmes de transport qui ont eu des infrastructures distinctes. Donc, ils concluent que sauf les passages maritimes courts comme la mer Caspienne, il ne faut pas inclure les routes maritimes dans l'équation de la Route de la Soie.¹⁷⁹ Par ailleurs, dans notre travail, la partie centrale de la Route de la Soie sera analysée en tant que voies terrestres y incluant la connexion de la mer Caspienne.

La Route de la Soie n'était pas une destination statique et a évolué dans l'espace et le temps dans le cadre géopolitique. Les facteurs comme les conditions climatiques et topographiques dures, les conflits politiques, les guerres ou le changement des marchés ont eu des impacts en ce qui concern le choix d'itinéraire des commerçants sur la Route de la Soie.¹⁸⁰ Même le type d'animal préféré pour le transport des marchandises changeait

¹⁷⁸ Voir le site d'internet officiel de « The UNESCO Silk Road Online Platform », <http://en.unesco.org/silkroad/about-silk-road>, consulté le 10 avril 2016.

¹⁷⁹ Tim Williams, « The Silk Roads: an ICOMOS Thematic Study », *ICOMOS Publication*, 2014, p. 23, https://www.icomos.org/images/mediatheque/ICOMOS_WHThematicStudy_SilkRoads_final_lv_201406.pdf, consulté le 4 janvier 2016.

¹⁸⁰ Haksöz, Seshadri et Iyer, op. cit., p. 45.

pour prendre en considération la situation topographique et climatique des terres où les caravanes passeraient.¹⁸¹ Ainsi à travers l'histoire, certaines branches de cette route sont devenues plus importantes alors que d'autres ont été abandonnées. De plus, de nouvelles sections ont été ajoutées à ce corridor au fil du temps. Par exemple, au VII^e siècle, en raison des guerres à Ferghana, les commerçants ont plutôt choisi le passage du Nord qui était contrôlé par les Turcs que le passage du Sud de cette route.¹⁸² De même, bien qu'au début du Moyen Âge, un commerce extensif se soit matérialisé au sein des rivières des steppes de l'Asie centrale, la fluctuation sur leur niveau d'eau et la sécheresse à laquelle elles ont fait face a entraîné un changement des routes commerciales.¹⁸³

Avec ces caractéristiques mentionnées ci-dessus, la Route de la Soie constitue le corridor de transport le plus long et le plus ancien de l'histoire. Par ailleurs, le manque de connaissance sur son système de fonctionnement a induit une curiosité amenée jusqu'à nos jours. Donc, il sera utile de regarder de près les propriétés économiques, politiques et socio-culturelles de cette route pour dépasser cette curiosité et mieux comprendre son héritage laissé dans le monde contemporain et sur la régionalisation entre les pays turcophones.

b-Les propriétés économiques, politiques et socio-culturelles de la Route de la Soie

La Route de la Soie qui a dominé le système international pendant à peu près dix-neuf siècles a apporté une nouvelle approche aux relations économiques qui sont inséparables des liens politiques et socio-culturels. Celui qui avait une suprématie sur la Route de la Soie possédait des avantages économiques et politiques contre les autres acteurs sur ce corridor. L'impôt qui a été collecté des commerçants en fonction de la valeur de leurs produits commerciaux produisait une source de revenue importante pour les États placés sur la Route de la Soie.¹⁸⁴ De plus, celui qui contrôlait cette route pouvait augmenter le taux d'impôt ou fermer certaines sections de la Route pour des raisons politiques ou

¹⁸¹ Ibid., p. 46.

¹⁸² V. V. Barthold, *Orta Asya:Tarih ve Uygarlık*, (traduit par A. Ahsen Batur), İstanbul : Selenge Yayınları, 2014, p. 48.

¹⁸³ Le site d'internet officiel de « The UNESCO Silk Road Online Platform », <http://en.unesco.org/silkroad/about-silk-road>, consulté le 10 avril 2016.

¹⁸⁴ Nuri Seçgin, « Kültürel Etkileşimde İpek Yolu'nun Rolü ve Önemi », dans Taşağıl (éd.), op.cit., p. 474.

militaires. Le contenu des marchandises dépendait aussi des acteurs qui contrôlaient cette route.¹⁸⁵ Donc, la Route de la Soie se situait au cœur des enjeux stratégiques pour des fins politiques et économiques qui se trouvaient dans une corrélation étroite.

Le développement du commerce sur la Route de la Soie a aussi engendré l'augmentation de la production le long de ce corridor. Cette augmentation de la production s'est réalisée avec l'afflux d'information et de technologie et a entraîné le développement économique des bassins qui liaient cette route. Le commerce de la Route de la Soie offrait aussi des moyens pour renforcer les économies locales. Par ailleurs, il donnait l'occasion de la participation de plusieurs acteurs comme les fabricants, les artisans, les banquiers, les prêteurs, les caravaniers, les traducteurs, les musiciens, les danseurs etc. au cours de la réalisation des activités commerciales.¹⁸⁶ Le transport des biens sur la Route de la Soie de l'Est vers l'Ouest et vice versa a également abouti au développement de plusieurs institutions de recherche sur le commerce le long de cette route.¹⁸⁷ Ce développement économique a aussi donné lieu à l'établissement des centres de science et de culture à travers cette route.¹⁸⁸

Les commerçants de la Route de la Soie n'ont pas seulement transporté des produits matériels. Dans les périodes où les voyages sur la Route de la Soie étaient risqués, ils ont aussi assuré des transferts de fonds et ont joué le rôle de banques. Chargés des missions officielles, ils ont transmis des messages entre les souverains, préparé des accords ou bien escorté des personnalités comme Marco Polo. De temps en temps, ils ont été accusés de faire aussi de l'espionnage. Donc les commerçants avaient plusieurs fonctions non seulement économiques mais aussi politiques sur ce corridor historique. En tout cas, le commerce était un puissant agent d'influence et de bénéfices réciproques sur la Route de la Soie.¹⁸⁹

¹⁸⁵ Haksöz, Seshadri et Iyer, op. cit., p. 36-37.

¹⁸⁶ Ibid., p.47.

¹⁸⁷ Ibid., p. 53.

¹⁸⁸ Arif Ersoy, « Avrasya'nın Barış ve Refah Eksenini İpek Yolu'nun İhyasına Yönelik Bir Yaklaşım: İpek Yolu Birliği », dans Mehmet Bulut (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014, p.19-21.

¹⁸⁹ Frederick Starr, « Plaidoyer pour une grande Asie centrale », **Politique étrangère**, Vol. Automne, No. 3, 2008, p. 554.

En effet, les activités commerciales effectuées le long de la Route de la Soie constituent à grande échelle la base des activités de la chaîne d'approvisionnement de nos jours. Donc pour bien comprendre cette chaîne globale contemporaine, il faut bien analyser l'état du commerce, ses acteurs, ses processus, ses marchandises, ses modes de transport ainsi que les problèmes apparus entre les peuples et les États sur cette route.¹⁹⁰ Comme aujourd'hui, divers voies et modes de transport ont été établis sur la Route de la Soie pour augmenter l'efficacité logistique et faciliter le commerce le long de cette route. Prenant en considération la longévité de cette route et la nécessité des intermédiaires pour le transfert des produits commerciaux, des centres de transfert logistique en forme des caravansérails ont été construits sur la Route de la Soie. Les commerçants de cette route issus de différentes cultures et différents systèmes juridiques concluaient des contrats pour garantir les paiements et se protéger des risques qui pourraient mettre en péril leur travail. Les commerçants ont aussi développé des mécanismes de gestion contre les risques comme les catastrophes naturelles ou bien les vols qui pourraient handicaper leur commerce.¹⁹¹ De plus, le coût du transport incluait le prix du fret, le prix des routes et les impôts douaniers, qui changeaient en fonction de différents facteurs comme la saison, la situation des routes, la durée du voyage etc.¹⁹² Donc, il existe une ressemblance très forte entre le fonctionnement de la chaîne contemporaine et le système de commerce sur la Route de la Soie à travers des siècles. Par conséquent, la façon dont le commerce a été fait sur la Route de la Soie a ensemencé les bases du système commercial de nos jours en laissant une culture régionale de commerce le long de l'Eurasie.

De l'Antiquité à la fin du Moyen Âge, cette route a lié des peuples aussi divers que les Turcs, les Perses, les Chinois, les Byzantins etc. Donc, en créant une culture régionale commerciale, elle était instrumentale dans l'établissement d'un lien entre ces différents peuples qui vivaient auparavant de façon isolée. Cette liaison pouvait obtenir des caractéristiques soit coopératives soit conflictuelles. Mais quel que soit son genre, elle résultait en une interaction entre les différents peuples. Il s'agissait aussi de l'établissement d'alliances éphémères entre des acteurs pour s'assurer le contrôle du commerce sur cette route. Par exemple, au VI^e siècle, les Turcs en Asie centrale, qui

¹⁹⁰ Haksöz, Seshadri et Iyer, op. cit., p. 35.

¹⁹¹ Ibid., p. 15.

¹⁹² Ibid., p. 46.

possédaient des surplus de soie qu'ils avaient collecté des Chinois comme impôt, se sont alliés avec les Byzantins qui avaient eu des conflits avec les Perses sur le commerce de la soie. Cette alliance entre les Turcs et les Byzantins a changé la domination des Perses sur la Route de la Soie à cette époque.¹⁹³ Comme dans cet exemple, les intérêts non seulement économiques mais évidemment politiques constituaient la force motrice de l'établissement des alliances ou l'éclatement des conflits sur cette route historique.

La Route de la Soie n'était pas seulement un corridor physique commercial et politique entre l'Est et l'Ouest. Cette route constituait un moyen par lequel non seulement les biens mais aussi les idées, les valeurs, les langues et les religions se sont échangés. En effet, le commerce a ouvert la porte à la circulation des religions.¹⁹⁴ Le bouddhisme était l'une des religions qui a voyagé à travers la Route de la Soie. Le christianisme, le judaïsme, l'islam, l'hindouisme, le zoroastrisme et le manichéisme ont été aussi propagés sur cette route par les commerçants, les voyageurs et les missionnaires qui voyageaient avec eux ou individuellement.¹⁹⁵ Par conséquent, pendant plusieurs siècles, les valeurs de différentes religions se sont propagées sur cette route où elles se sont également influencées. D'autre part, les guerres liées à la religion ont aussi eu lieu sur cette route. Donc, par la voie de coopération ou de confrontation, ces religions sont entrées en interaction à travers cette route.

La technologie et l'innovation ont aussi été transportées sur la Route de la Soie qui constituait un fil conducteur entre l'Est et l'Ouest.¹⁹⁶ Par exemple, pendant la guerre de Talas en 751 entre les Chinois et les Arabes soutenus par les Turcs, les producteurs chinois de papier ont été faits prisonniers par les Turcs et les Turcs ont appris comment produire le papier de ces Chinois. Cela a permis le commencement de la production de papier à Samarkand qui était très riche en matière première de papier. Par la suite, la production de papier a été transmise de l'Est vers l'Ouest sur la Route de la Soie.¹⁹⁷ D'autre part, des textes scientifiques en Sanskrit qui étaient produits en Inde ont été transportés vers l'Ouest

¹⁹³ L.N. Gumilev, **Eski Türkler**, (traduit par D.Ahsen Batur), İstanbul : Selenge Yayınları, 2011, p. 61-70.

¹⁹⁴ Boulnois, op. cit., p.7-10.

¹⁹⁵ Millward, op. cit., p. 24-38

¹⁹⁶ Ahmet Taşağıl, « İpek Yolu'nun Yeniden Gündeme Gelişinden Beklentiler », dans Taşağıl (éd.), op.cit., p. 498.

¹⁹⁷ Haksöz, Seshadri et Iyer, op.cit., p. 37-38.

par cette route, entraînant le développement dans plusieurs domaines des mathématiques et de l'astrologie.¹⁹⁸ Il faut d'autre part noter les figures comme Ulug Beg, astronome et mathématicien qui a vécu au XIV^e siècle au Samarkand et a laissé des œuvres importantes pour les études contemporaines sur l'astronomie et la mathématique. De plus, la poudre à canon, la boussole et l'imprimerie à caractères mobiles qui a permis la production rapide et massive des livres faisaient aussi partie des matières technologiques les plus connues qui étaient transmises de l'Est vers l'Ouest.

Les maladies et les remèdes se sont aussi transportés par la Route de la Soie.¹⁹⁹ L'épidémie de peste qui a touché l'Europe au XIV^e siècle a été amené par les Mongols par ce corridor.²⁰⁰ D'autre part, les méthodes de soins utilisés par Avicenne (Ibn Sina), un docteur et philosophe né à Boukhara de l'Asie centrale en X^e siècle ont également voyagé sur cette route vers l'Ouest et ont été appliqués par les Occidents dans les siècles qui ont suivi.²⁰¹ Même les gènes et les langues ont voyagé par la Route de la Soie. Il est ainsi affirmé que l'Empereur mongol Gengis Khan a laissé une marque génétique sur cette route. De plus, les langues indo-européennes se sont propagées à l'Est et au Sud de ce corridor, alors que les langues turcophones se sont dispersées vers l'Ouest.²⁰²

Etant donné ses effets non seulement sur les relations économiques, mais aussi sur les équations politiques et socio-culturelles de cette époque, la Route de la Soie a suivi un processus semblable à la mondialisation. En effet, ce corridor a été considéré comme l'un des premiers exemples de globalisation.²⁰³ En tout cas, les territoires où ce corridor passait avaient une importance pivotée pour l'histoire mondiale, servant de creuset dans lequel idées, coutumes, langues et religions se sont mêlées.²⁰⁴ Avec ces caractéristiques, la Route de la Soie a contribué à l'établissement d'un dialogue régional en fournissant une

¹⁹⁸ Frankopan, op.cit., p.98-99.

¹⁹⁹ David Christian, « Silk Roads or Steppe Roads? The Silk Roads in World History », **Journal of World History**, Vol. 11, No. 1, Spring, 2000, p. 2-3.

²⁰⁰ Millward, op. cit., p. 46.

²⁰¹ Ibid., p. 18.

²⁰² Mehmet Ölmez, « İpek Yolu Türk Diller », dans Taşağıl (éd.), op.cit., p. 435-438.

²⁰³ Fahri Atasoy, « Küreselleşme Çağında Yeniden Yükselen İpek Yolu », dans Fahri Atasoy (éd.) **Yükselen İpek Yolu: İpek Yolu'nda Bilgi ve Siyaset: 2. Cilt**, Ankara: Türk Yurdu, 2016, p. 72.

²⁰⁴ Frankopan, op. cit., p. 551.

interaction entre les différents peuples, économies, religions, langues et cultures.²⁰⁵ Ce dialogue régional a semé les fondements d'une culture de coopération régionale le long de cette route qui a laissé ses traces jusqu'à nos jours et les peuples turcophones étaient les acteurs les plus touchés de l'établissement de cette culture de coopération qui a joué un rôle très important pour l'approfondissement de la régionalisation entre eux.

2-Les peuples turcophones le long de la Route de la Soie

La Route de la Soie présentait par le passé et présente encore de nos jours une importance remarquable pour les peuples turcophones. Par ailleurs, toutes les recherches menées sur l'histoire de cette route touchent à plusieurs périodes de l'histoire des Turcs.²⁰⁶ Par ailleurs, la partie la plus longue de ce corridor passait par les endroits où vivaient les Turcs en Eurasie.²⁰⁷ D'autre part, il est aussi affirmé que l'établissement des États de Hun et de Göktürk qui ont marqué un changement géopolitique significatif a entraîné l'ouverture de la Route de la Soie entre la Chine et le Byzance.²⁰⁸

La Route de la Soie était le seul conduit physique qui liait les peuples turcophones avec les autres peuples de cette route. Donc, les Turcs ont été en interaction continue avec les Chinois, les Persans, les Byzantins par l'intermédiaire des échanges non seulement économiques mais aussi politiques et socio-culturels à travers ce corridor historique. La Route de la Soie offrait aux peuples turcophones un pont de dialogue avec des peuples de différentes ethnicités, religions, langues et cultures. De plus, ce corridor était aussi un moyen qui liait les régions étendues où les acteurs turcophones habitaient en Eurasie. Ainsi, cette route était également instrumentale pour le renforcement des relations socio-économiques et culturelles entre les Turcs eux-mêmes. Par conséquent, ce corridor fonctionnait comme une région élargie d'où les Turcs étaient en interaction continue.

²⁰⁵ Halit Mammadov, « Büyük İpek Yolu ve Medeniyetler Arası Diyalog », dans Bulut (éd.), op.cit., p.184-189.

²⁰⁶ Taşağıl, « İpek Yolu'nun Yeniden ... », p. 495.

²⁰⁷ Nejat Diyarbakirli, « İpek Yolu ve Türkler: Sanat, Kültür ve Mimariye Doğu-Batı Yolunda Yaptıkları Katkıları », dans Emel Kafeli, Ahmet Taşağıl, Desrin Sarıahmetoğlu Karagür et Özlem Deniz Yılmaz (éd.), **Dünden Bugüne İpek Yolu: Beklentiler ve Gerçekleşenler**, İstanbul: Ötüken, 2008, p.17.

²⁰⁸ Zeki Velidi Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş, Cild 1, En Eski Devirlerden 16. Asra Kadar**, İstanbul: Edebiyat Fakültesi Basım Evi, 1970, p. 121.

L'importance attribuée par les Turcs à cette route est concrétisée par une expression ouzbek qui dit : *«Il existe deux routes primordiales sur la planète. L'une est la Route de la Soie et l'autre est la galaxie»*.²⁰⁹ La Route de la Soie était aussi nommée la «Route des Turcs» par certains historiens.²¹⁰ En fait, la portion de cette route située en Asie centrale où les Turcs²¹¹ (Kazakhs, Kirghizes, Ouzbeks, Turkmènes, Ouïgours, Karakalpaks etc.) étaient installés a longtemps été nommée le Turkestan, c'est-à-dire le «pays des Turcs». Dans leurs ressources, les Russes et les Chinois ont aussi attribué ce nom à ces territoires. Le Turkestan est divisé en deux parties comme l'Ouest qui couvre les territoires soumis en 1924 à la domination soviétique et l'Est qui présente les terrains restés dans les frontières actuelles de la Chine.²¹² En faisant référence à l'espace des peuples turcophones, ce terme a démontré l'importance du fait «turcophone» comme signe identitaire de l'espace centrasiatique qui était une partie significative de la Route de la Soie.²¹³

a-L'héritage économique et politique des Turcs sur la Route de la Soie

L'héritage économique et politique des Turcs sur la Route de la Soie a une caractéristique très généreuse. Pénétrant en masse en Asie centrale à partir du VIII^e siècle, les peuples turcophones ont progressivement assiégé les steppes. Il est possible de les catégoriser comme semi-nomadique et semi-sédentaire.²¹⁴ D'autre part, étalés sur de vastes territoires, les Turcs sont aussi considérés comme les vrais représentants de la culture des steppes. Leur domestication du cheval et leur connaissance de l'utilisation du fer comme une arme constituaient les éléments clés de cette culture.²¹⁵ En tant que les acteurs principaux de cette culture, les Turcs ont fait le commerce des chevaux, des produits animaux, du textile et des produits métalliques. C'est aussi eux qui ont introduit la ferronnerie en Asie centrale selon les ressources chinoises et arabes.²¹⁶

²⁰⁹ Metin Özarslan, « İpek Yolu'nda Halk Aşıkları ve Halk Hikayeleri », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p.216.

²¹⁰ Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p.13-14.

²¹¹ L'Asie centrale est un concept géographique variable qui peut se réduire à la Transoxiane ou s'élargir d'Istanbul au Xinjiang. Voir Olivier Roy, **La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations**, Paris : Seuil, 1997, p. 19.

²¹² Ahmet Taşağıl, "Türkistan", **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt : 41, İstanbul : Türk Diyanet Vakfı Yayınları, 2002, p. 556-560.

²¹³ Alain Cariou, **L'Asie centrale. Territoires, société et environnement**, Paris : Armand Colin, 2015, p. 15-36.

²¹⁴ Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 107.

²¹⁵ İbrahim Kafesoğlu, **Türk Milli Kültürü**, İstanbul: Boğaziçi Yayınları, 1995, p. 207-2013.

²¹⁶ Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 30.

L'appartenance à la culture des steppes a offert aux peuples turcophones des avantages économiques et sociaux. Par l'utilisation de cette culture, ils ont développé et répandu l'élevage et amélioré leurs compétences de l'organisation.²¹⁷ En même temps, ils ont déterminé l'allure du commerce entre les pays asiatiques en contrôlant la majeure partie de la Route de la Soie.²¹⁸ Comme cela, pendant des siècles, les Turcs ont fait du commerce avec les Chinois, les Persans, les Byzantins etc. qui habitaient sur cette route. Dans le temps, ils ont joué un rôle d'intermédiaire pour l'acheminement des richesses de l'Est vers l'Occident.²¹⁹ Ils ont administré des bazars à travers cette route sur laquelle ils ont aussi assuré la sécurité du commerce. L'apogée de cette route d'un point de vue commercial s'est réalisée pendant l'ère du Khanat des Göktürk entre les années 542-745. De plus, les Turcs ont soutenu les Sogdiens, qui appartenaient à la famille des peuples iraniens et qui étaient des commerçants très actifs sur la Route de la Soie.²²⁰ Les caravansérails qu'ils ont construits le long de la Route de la Soie étaient la preuve de l'importance qu'ils ont attribuée au négoce.²²¹

Les Turcs qui avaient une hégémonie sur cette route pendant plus d'un millénaire, n'ont pas seulement contrôlé les routes commerciales Est-Ouest mais ont aussi construit des Khanats, comme ceux des Göktürk au VI^e et des Ouïgours au VII^e siècle et des empires comme ceux des Karakhanides au milieu de IX^e siècle, des Ghaznévides au X^e siècle, des Seldjoukides au XI^e siècle, des Ottomans au XIII^e siècle et des Babures au XVI^e siècle, qui composaient des territoires d'où les sections importantes de la Route de la Soie passaient.²²² Par ailleurs, ces khanats et ces empires ont fait des efforts pour le développement du commerce sur cette route et ces efforts ont amélioré la situation économique et socio-culturelle des villes par lesquelles elle passait. En contrepartie, cela a entraîné le renforcement politico-économique supplémentaire de ces khanats et empires.²²³

²¹⁷ Kafesoğlu, **op.cit.**, p.210.

²¹⁸ Seçgin, **op. cit.**, p. 472.

²¹⁹ Jean-Paul Roux, **Histoires des Turcs : Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée**, Paris : Fayard, 1984, p. 31.

²²⁰ Taşağıl, « İpek Yolu'nun Yeniden... », p. 495.

²²¹ Roux, **Histoires des Turcs...** p. 34

²²² Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 35.

²²³ Seçgin, **op.cit.**, p. 474.

La stabilité politique qui a marqué le règne des peuples turcophones a facilité le commerce à travers de la Route de la Soie. De plus, leur contrôle sur les parties importantes de cette route leur a offert des avantages stratégiques. Par exemple, le Sultan Ottoman Selim Ier a interdit le passage des caravanes qui transportaient la soie iranienne avant la guerre de Tchaldiran en 1514 pour casser l'une des importantes sources de revenu de l'État safavide qu'elle combattait.²²⁴ Donc, le commerce sur cette route a également été utilisé comme un moyen politique afin de gagner des avantages contre les adversaires.

D'autre part, les Turcs ont fait une contribution significative au commerce sur la Route de la Soie à l'intermédiaire de bâtir des auberges et des caravansérails. Les exemples précoces d'auberges et caravansérails ont été construits à la période des Karakhanides et développés par la suite dans leur structure et leur architecture par les États turcs qui leur ont succédé.²²⁵ En construisant des auberges et des caravansérails plus complexes sur la Route de la Soie et en offrant des avantages aux commerçants vis-à-vis des services de transport et d'hébergement, d'abord les Seldjoukides, puis les Ottomans ont joué un rôle important pour assurer la continuité du commerce sur cet axe pendant des siècles.²²⁶

Pendant la période de l'Empire seldjoukide (1038-1194) et de l'État seldjoukide anatolien (1075-1307) les routes commerciales sur l'axes Est-Ouest et Nord-Sud qui liaient Tébriz, Baghdad, Sham et Aleppo avec les villes occidentales comme Istanbul et İzmir se sont développées.²²⁷ Par ailleurs, les voies secondaires de la Route de la Soie passant par l'Anatolie ont pu faire partie des voies primaires pendant la période des Seldjoukides anatoliens. Les Seldjoukides anatoliens ont attribué une grande importance à faire des villes anatoliennes la partie dynamique de cette route. Ainsi, ils ont construit environ 179 caravansérails pendant leur règne.²²⁸

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Ibid., p. 477.

²²⁶ Hüseyin Çınar, Mehmet Bulut et İlker Yiğit, « Tarihi İpek Yolu'nun Kuzey Anadolu Güzargahı », dans Bulut (éd.), op.cit., p. 342.

²²⁷ Haksöz, Seshadri et Iyer, op. cit., p. 37-38.

²²⁸ Aydın Usta, "İpek Yolu ve Selçuklular", dans Taşağıl (éd.), op.cit., p. 155.

Les caravansérails ont été établis sur les routes de commerce en Anatolie avec une distance de 25-40 km les unes entre les autres, prenant en considération la capacité de mouvement quotidien des chameaux. Les commerçants, quelles que soit leur ethnicité, leur langue et leur religion pouvaient rester trois jours gratuitement dans ces caravansérails avec leurs animaux en bénéficiant aussi des services de santé.²²⁹ Les caravansérails étaient protégés comme des forteresses pour assurer la sécurité des commerçants et de leurs caravanes.²³⁰ Les Seldjoukides anatoliens ont aussi construit des ponts ou les ont réparés pour pourvoir à la continuité du transport sur des branches de la Route de la Soie en Anatolie. Donc, en formant un réseau de caravansérails et un système de transport ininterrompu en Anatolie, ils ont permis le flux en toute sécurité des biens, des mains d'œuvre et des marchandises.²³¹

Les Turcs ont aussi pris des mesures techniques pour assurer le développement commercial sur la Route de la Soie. Par exemple, entre les XII^e et XIII^e siècles, l'État seldjoukide anatolien a appliqué un impôt douanier diminué aux commerçants étrangers, particulièrement aux Latins pour inciter le commerce international sur la Route de la Soie.²³² De plus, ils ont appliqué un système d'assurance pour indemniser les pertes des caravaniers attaqués.²³³ Donc, les peuples turcophones étaient une des pierres angulaires de la culture du commerce dans l'axe Est-Ouest. Dans l'interaction avec les peuples des autres cultures sur la Route de la Soie, les Turcs ont fortement contribué à l'établissement d'un dialogue commercial régional sur la Route de la Soie.

Les peuples turcophones ont également laissé un héritage politique sur la Route de la Soie. En effet, des empires, des khanats et des États que les Turcs ont fondés sur la Route de la Soie ont possédé des caractéristiques politiques et militaires communes.²³⁴ Ces caractéristiques étaient basées sur des valeurs partagées. Même si les conditions de vie n'étaient pas identiques sur une aussi longue période d'un bout à l'autre de l'Eurasie et bien que les conditions politiques, économiques et culturelles fussent diverses, certains

²²⁹ Turan, op. cit., 2009, p. 356-357.

²³⁰ Usta, op. cit., p. 156.

²³¹ Haksöz, Seshadri et Iyer, op. cit., p. 37-38.

²³² Turan, op. cit., p. 377.

²³³ Seçgin, op. cit., p. 476.

²³⁴ Roux, **Histoires des Turcs...**, p. 32.

traditions et comportements des Turcs demeuraient. Donc, des sociétés ouïgoures du Moyen Âge au royaume de Khazars de la Caspienne et au khanat de la Horde d' Or, « *la solidité physique et morale à tout épreuve, l'absence de racisme, le déisme, la tolérance religieuse, et l'obéissance absolue au chef* » se trouvaient parmi les valeurs partagées des entités politiques établies par les peuples turcophones.²³⁵ Ces entités politiques étaient plutôt multinationales et pluri-religieuses. Comme Jean-Paul Roux a souligné « *c'étaient des mosaïques de peuples qui vivaient ensemble dans une harmonie, sous un pouvoir centralisé leur permettant de protéger leur identité, leur langue, leur culture et leur religion* ». ²³⁶

D'autre part, « *l'esprit militaire accentué et le goût de l'offensive* » étaient prépondérants chez les Turcs et dans leurs systèmes politiques. Jean-Paul Roux schématise ce caractère en disant que « *sans la guerre, il n'a pas de fait turc* ». ²³⁷ Il était caractéristique que les leaders turcs arrivant à un certain niveau de puissance abattaient aussitôt leurs voisins turcs.²³⁸ L'histoire des peuples turcophones contenait de nombreux cas où un État turc a été éliminé par un autre État turc sur la Route de la Soie. Concernant les points communs militaires de ces États turcs, leurs armées étaient bien organisées en groupes de dix, cent, dix mille en se basant sur le système militaire fondé par Mete Khan de l'Empire hunnique considéré comme le premier empire des Turcs.²³⁹ Il s'agit d'une continuité du système des armées chez les Turcs qui se perpétue jusqu'à nos jours.

Nous constatons que l'héritage économique et politique des Turcs sur la Route de la Soie est remarquable. Cet héritage a servi au développement du commerce le long de ce corridor. Ce faisant, quels que soient l'époque ou le lieu où les Turcs ont vécu, ils ont établi des systèmes économiques et politiques ayant des caractéristiques communes. Ainsi, cet héritage commun sur cette route a contribué au développement du degré de régionalité entre les peuples turcophones pour lesquels la Route de Soie présentait une zone géographique partagée.

²³⁵ Ibid., p. 19.

²³⁶ Ibid., p. 30.

²³⁷ Ibid., p. 29.

²³⁸ Ibid., p. 23-25.

²³⁹ Ibid., p. 93.

b-Une cohésion linguistique et socio-culturelle des Turcs sur la Route de la Soie

Dans l'histoire, un voyageur pouvait voyager de la Grande Muraille de Chine vers la mer Adriatique en communiquant avec les différents dialectes du turc.²⁴⁰ La conquête continue de nouvelles terres et l'immigration vers l'Anatolie des peuples turcophones ont entraîné leur étalement sur un territoire étendu le long de la Route de la Soie. Cela a entraîné l'expansion de la géopolitique de la turcophonie en Eurasie.

En effet, le « fait turc » est composé des caractéristiques comme « *une vaste aire ethnolinguistique continentale, d'un espace nomade et sédentaire en même temps qu'une dimension collective de la migration et d'une tradition très majoritairement musulmane* ». ²⁴¹ Parmi ces caractéristiques, la langue joue un rôle prépondérant dans la définition du fait turc. Jean-Paul Roux affirme que « *le seul critère pour décrire un Turc n'est ni ethnique ni religieux, il est surtout linguistique, toute autre formulation étant inadéquate* ». Il soutient que les dialectes turcs étaient très proches et permettaient à leurs utilisateurs de se comprendre avec un certain effort. ²⁴²

D'autre part, Louis Bazin précise que « *parler de race turque n'a aucun sens. En revanche, il y avait, jadis, comme à présent entre les peuples qualifiés génériquement de turcs, une puissante cohésion linguistique, la turcophonie, qui ressort à l'évidence de la comparaison de leurs langues* ». ²⁴³ Louis Bazin soutient que cette cohésion s'accompagne d'une communauté de traditions socio-culturelles à des degrés divers. Il parle d « *organisation tribale hiérarchisée en confédération de grandes tribus divisées également en tribus, clans et familles patriarcales* » comme l'une de ces traditions. Il se réfère aussi à l'existence d« *une hiérarchie, à tous les niveaux, de chefs mâles choisis entre les descendants en ligne patrilinéaires des chefs antérieurs* ». Il énumère également « *la concordance exacte entre les hiérarchies sociale et militaire, les alliances exogamiques*

²⁴⁰ Ramazan Özey, « İpek Yolu'nda Türk Dünyasının Jeopolitik Önemi », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p. 351.

²⁴¹ Michel Bruneau, « L'espace-temps des Turcs et de la Turquie, de l'Eurasie à l'Anatolie : essai de modélisation graphique », **Cybergeo : European Journal of Geography, Space, Société, Territoire**, Document No: 726, 2015, <https://cybergeo.revues.org/27019#quotation> , consulté le 13 décembre 2016.

²⁴² Roux, **Histoires des Turcs...**, p. 22.

²⁴³ Luis Bazin, « « Les Peuples Turcophones en Eurasie : un cas majeur d'expansion ethnolinguistique in Géopolitique des langues », **Hérodote**, No.42, 1986, p. 82.

et l'existence d'une religion populaire animiste et déiste comme les traits importants parmi les traditions socio-culturelles ».²⁴⁴ Donc, il faut prendre en considération dans les analyses que la cohésion linguistique chez les Turcs est renforcée par les traditions socio-culturelles.

Chez les peuples turcophones, il existe une base linguistique commune entre les différents dialectes turcophones en raison de l'appartenance à la même famille turco-altaïque.²⁴⁵ Les tribus turques sont catégorisées généralement en trois grands groupes linguistiques: l'oghous au sud et à l'ouest de la mer d'Aral; le qiptchak au nord et à l'est et le *turkî* (tchaghataï, ouzbek actuel et ouïgour) des populations d'Asie centrale.²⁴⁶ Il y avait un haut degré d'intercompréhension orale entre ces groupes linguistiques en dépit des quelque 10 000 kilomètres qui séparaient les deux bouts de leur espace de vie, même si à l'écrit ce degré était moindre.²⁴⁷ Par ailleurs, nommé d'après le fils de Gengis Khan, le tchaghataï était le turc véhiculaire comme la langue de communication entre les peuples turcophones d'Asie centrale du XIV^e jusqu'au XIX^e siècle.²⁴⁸ Alors, plutôt que des traits physiques spécifiques chez les Turcs, il existait une certaine cohésion linguistique étendue sur un espace géographique et culturel sur la Route de la Soie.²⁴⁹

En parallèle avec le haut degré d'intercompréhensibilité orale entre les peuples turcophones, la littérature orale a une place importante pour les Turcs sur la Route de la Soie. Par ailleurs, les légendes, les contes, les mélodies et les chansons folkloriques étaient et restent semblables de Kashgar à Bursa.²⁵⁰ À cet égard, les légendes des peuples turcophones avaient et ont encore une double mission. En possédant des caractéristiques communes, ils servent comme un moyen de renforcer l'identité turcophone.

²⁴⁴ Ibid., p. 82-83.

²⁴⁵ Cariou, L'Asie central..., p. 15-36.

²⁴⁶ Pour plus d'information sur l'histoire de la langue turque voir Prof.Dr. Ahmet Caferoğlu, **Türk Dili Tarihi I-II, Enderun Kitabevi**, İstanbul : Enderun Kitabevi, 1984.

²⁴⁷ Altan Gökalp, « Le Prix du Changement Linguistique, l'intervention du Turc, Langue Nationale », **Migrants-Formation**, No : 76, Mars 1989, p. 167-177.

²⁴⁸ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 33.

²⁴⁹ Stéphane de Tapia « Ulus et Yurt, Millet et Vatan : territoires nomades et migrations de mots (éléments pour une discussion de la conception turque du territoire) », dans Joël Bonnemaison, Luc Cambrézy et Laurence Bourgeois Quinty (dir.), **Le territoire, lien ou frontière ? : 2. La nation et le territoire**, Paris: L' Harmattan, p.126.

²⁵⁰ Fırat Purtaş, « İpek Yolu'nun Güvenliğinde Kültürel Diplomasinin Rolü ve Türksoy », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolunda Türk Kültür Mirası**, p. 373.

D'autre part, ils donnaient des informations sur les modes de vie, les valeurs et les normes des peuples turcophones. Par exemple, les légendes des Huns appelés « Oghouz Khan » et « Atilla », les légendes des Göktürk intitulés « l'Ergenekon » et « le Bozkourt », ainsi que la légende des Ouïgours nommée « la Migration » sont fondés sur la lutte des Turcs pour la survie.

Les héros à la fois guerriers et sages des légendes essaient de sauver l'indépendance de leur peuple en les mobilisant contre les ennemis extérieurs.²⁵¹ Le but final des héros est l'établissement d'un État turc en paix et en prospérité sur un territoire appartenant seulement aux peuples turcs.²⁵² Les motifs comme le ciel, la montagne, le loup, le cheval, la guerre, le fer, la chasse etc. sont des traits communs dans ces légendes.²⁵³ En effet, ces motifs sont étroitement liés à la mode de vie des peuples turcophones. C'est pourquoi particulièrement les légendes turques qui datent du XI^e siècle avant J-C. jusqu'au XIV^e siècle sont considérées comme des maillons de la même chaîne qui ont accumulées des liens culturels.²⁵⁴

Les légendes turques, basées sur des événements vécus, nous informent aussi sur l'état de la Route de la Soie et des relations politiques, culturels et socio-économiques existaient dans ce corridor. Par exemple, la légende de Manas du peuple kirghize qui raconte les aventures du héros Manas contient les noms de plus de 500 lieux sur cette route. Cette œuvre orale comme la plus longue légende du monde présente aussi une source d'information sur la Route de Soie, ses villes et ses caractéristiques.²⁵⁵

Les contes sont aussi des composantes importantes de la culture orale des peuples turcophones. Les contes comme celles de « Dede Korkut », un sage ayant vécu entre les années 570-632 connus aussi sous le nom de « Korkut Ata », qui mentionnent des traditions, des modes de vie et des exploits des Turcs ont été transmises à travers les voies de migration de ces peuples sur la Route de la Soie en Eurasie.²⁵⁶ Les contes de Dede Korkut présentent encore un élément commun de l'héritage culturel des

²⁵¹ Ali Öztürk, **Çağların İçinden Türk Destanları**, İstanbul : Pozitif Yayıncılık, 2012, p.30-33.

²⁵² Ibid., p.442-443.

²⁵³ Ibid., p.74-77.

²⁵⁴ Ibid., p.39.

²⁵⁵ Vefa Kurban, « Manas Destanı: İpek Yolu Hakkında », dans Bulut (éd.), op.cit., p. 58-65.

²⁵⁶ Muharrem Ergin, **Dede Korkut**, İstanbul : Boğaziçi Yayınları, 2014, p. 3-7.

peuples turcophones.²⁵⁷ En partageant les motifs semblables comme pour les légendes, ces contes se sont dispersés dans un espace territorial assez vaste. Cette transmission a continué de génération en génération jusqu'à nos jours. Les contes qui sont encore racontés de nos jours ont contribué à l'accumulation d l'héritage culturel des peuples turcophones.²⁵⁸ Les comptes folkloriques turcs comme « Aslı et Kerem » connus d'un à l'autre but de la Route de la Soie constituent également des éléments significatifs de cet héritage. Les poètes (*halk ozanı*) et les troubadours (*halk aşığı*) folkloriques turcs étaient des personnages clés pour le renforcement de cette accumulation à travers cette route.²⁵⁹

Même s'ils sont plus rares que les œuvres orales, les ouvrages écrits des peuples turcophones étaient des sources d'information importantes non seulement pour les peuples turcophones mais aussi pour les autres acteurs sur la Route de la Soie qui voulaient s'informer sur eux. En effet, un nombre important de ces œuvres donnent des conseils aux Empereurs et leurs peuples turcs pour bien gérer leur État avec une souveraineté indispensable. Par exemple, dans les inscriptions d'Orkhon qui sont des premiers exemples de la littérature écrite en VIII^e siècle sous le règne de Bilge Kaghan, l'empereur des Göktürk et le *Kutadgu Bilig* écrit en 1070 par Yusuf Has Hacip de Balasagun sous le règne des Karakhanides, il existe des traits communs à ce point. Ces traits communs se concentrent sur des informations historiques et des conseils donnés aux empereurs turcs pour mieux régner sur leur État d'une manière forte, souveraine et indépendante et à leurs peuples afin de protéger un tel État. Donc il s'agit d'une tradition de donner des recommandations aux empereurs et aux générations futures chez les peuples turcophones. D'autre part, une autre œuvre importante rédigée en 1077 par Mahmud Kashgari, le *Divan-ı Lügat it-Türk*. Cette œuvre en tant que est un dictionnaire turc-arabe, présente une source essentielle sur la géographie des Turcs, leur ethnographie, leur vie économique et sociétale ainsi que leurs traditions.²⁶⁰ Ainsi de telles œuvres écrites nous fournissent des informations remarquables sur l'héritage socio-culturel commun des peuples turcophones.

²⁵⁷ Cemal Anadol, Fazile Abbasova et Nazile Abbaslı, **Türk Kültür ve Medeniyeti**, İstanbul : Bilge Karınca Yayınları, 2002, p. 166.

²⁵⁸ Ali Akıncı, « İpek Yolu'nda Masalların Yolculuğu », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p. 178-181.

²⁵⁹ Metin Arslan, « İpek Yolu'nda Halk Aşıkları ve Halk Hikayeleri », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p.214-216.

²⁶⁰ Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 84-85.

La cohésion socio-culturelle des Turcs n'est pas seulement reflétée dans leur littérature orale et écrite mais aussi sur l'architecture sur la Route de la Soie. Les peuples turcophones ayant vécu dans différents siècles ont construit des villes, des caravansérails, des auberges, des mosquées, des ponts et des madrasas.²⁶¹ En effet, les villes sur cette route comme Boukhara, Samarkand, Tashkent, Merv, Taraz, Kashgar etc. qui constituaient les épicentres de l'économie et des activités culturelles de leur époque sont des villes possédant une importance amplifiée pour l'histoire des Turcs.²⁶²

A l'ère des Seldjoukides, les dirigeants comme Alp Arslan, Malik Shah, Sultan Sanjar ont laissé un trésor de patrimoine architectural en Eurasie. La construction des monuments architecturaux, ayant des caractéristiques semblables avec ceux des Seldjoukides a continué également à l'époque des Qarakhanides aux XI^e et XII^e siècles en Eurasie. Pendant la période du Sultanat turc de Delhi (1206 -1526) et l'Empire babur (1526–1858) de nombreuses mosquées, des sérails, des tombes etc. qui ressemblent à ceux des Seldjoukides et des autres dirigeants turcophones ont été bâtis sur les territoires actuels de l'Inde, du Pakistan et de l'Afghanistan.²⁶³ Ce n'est pas une coïncidence si la Mosquée Khirki située à New Delhi en Inde dont la construction date du XIV^e siècle, l'Arc Citadel situé à Bukhara en Ouzbékistan bâti en 1566-1567 et le Madrasa *Çifte Minare* de 1271 qui se trouve à Sivas ont des façades très semblables du point de vue architectural.²⁶⁴

D'autre part, les caravansérails construits par les Turcs sur la Route de la Soie montraient des caractéristiques architecturales très semblables. Malgré une distance de 5000 km qui les séparent, le Caravansérail *Tach Rabat* datant du XV^e siècle situé à Naryn au Kirghizstan et le Caravansérail *Sultanhan* bâti au XIII^e siècle à Aksaray en Turquie, ainsi que tous les caravansérails bâtis sur ce corridor pendant le règne des Turcs contiennent des particularités assez semblables. Cela donne l'impression qu'ils étaient construits sous un seul empereur et par un seul architecte.

²⁶¹ Ayşe Çolpankavuncu, « Özbekistan'da Gündelik Hayatta Türk ve Türkiye'ye Ait Algılar », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p.284.

²⁶² Cengiz Alyılmaz, « İpek Yolu... », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, Sayı: 14, 2004, p. 181.

²⁶³ Mansura Haidar et Halil Akıncı (éd.), **Indo-Turkish Architecture**, New Delhi: Archeology and Art Publications, 2010, p. 23-24.

²⁶⁴ Ibid., p. 25-27.

De plus, les motifs muraux utilisés non seulement dans les caravansérails mais aussi dans les mosquées, les madrasas et les autres monuments historiques avaient des caractéristiques semblables, notamment des formes géométriques, végétales ou animales.²⁶⁵ Les étoiles à huit branches qui sont aussi nommées étoiles Seldjoukides sont les plus connus parmi ces motifs. Le turquoise qui est appelé « le bleu turc » était la couleur la plus utilisée sur ses monuments. Les motifs (*tamga/damga*) géométriques utilisés sur les kilims, les tapis ou sur les pierres tombales ont montré des caractéristiques semblables comme s'ils constituaient l'ADN des vies socio-culturelles des peuples turcophones. D'une certaine manière, les peuples turcophones ont changé leurs alphabets, les endroits où ils vivaient, leurs États mais ils ont préservé l'utilisation des mêmes motifs qui font encore partie de leur identité.²⁶⁶

Malgré la diversité des religions que les Turcs ont embrassées le long de la Route de la Soie à travers l'histoire, les rituels comme les cérémonies de naissance, d'enterrement et du deuil sont restées les mêmes. En effet, ces caractéristiques ont synthétisé les éléments shamaniques et islamiques. Cela présente un autre signe de la continuité des caractéristiques significatives de la culture turque. De même, après la conversion des Turcs à l'islam, le soufisme est devenu un important courant sur la Route de la Soie parmi ces peuples. D'une certaine manière, le soufisme a facilité la propagation de l'islam chez les peuples turcophones. D'autre part, il a renforcé la diffusion des valeurs comme la tolérance, le respect, la passion etc. sur les territoires dans laquelle la turcophonie dominait. Par ailleurs, les doctrines des personnages soufis turcs comme Ahmad Yasawi qui a vécu au XI^e siècle en Asie centrale ou comme Yunus Emre qui a vécu au XIII^e siècle en Anatolie étaient semblables malgré la différence d'époque et de région.²⁶⁷ Leurs œuvres et celles des autres soufis turcs comme Ali Şir Nevai fournissaient des manuels similaires sur la sagesse à travers la Route de la Soie qui sont encore considérés comme des références de nos jours par les peuples turcophones.

²⁶⁵ Şükrü Dursun, « Anadolu Selçuklu Kervansaraylarında Süsleme Sanatı Örnekleri », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p. 551-552; Seçgin, op.cit, p. 478-490.

²⁶⁶ Mustafa Aksoy, « İpek Yolu'nda Türk Kültür İzleri: Tamgalar », dans Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, p.151-154.

²⁶⁷ Pour plus d'information sur les Sufis Turcs voir Fuad Köprülü, **Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar**, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1976.

Un autre trait socio-culturel commun chez les peuples turcophones sur la Route de la Soie était l'existence d'un respect absolu aux aînés, nommés *Aksakal*. Les hommes sages et âgés qui avaient une expérience de vie étaient respectés par la société et étaient traités comme des autorités supérieures dont les avis et les recommandations possédaient une valeur très importante même pour les Empereurs turcs. Les Empereurs et autres hommes d'État consultaient les *Aksakal* avant de prendre les décisions les plus appropriées pour leurs peuples. D'ailleurs, ces aînés avaient aussi un pouvoir politique implicite en influençant la prise des décisions d'hommes d'État et ainsi que les comportements des peuples turcophones. Cette tradition continue encore de l'Est de l'Asie centrale à l'Ouest de l'Anatolie comme un héritage important de la culture turcophone.

Il existait une cohésion linguistique et socio-culturelle parmi les peuples turcophones sur la Route de la Soie pendant les différentes périodes de l'histoire. En effet, cette route a servi de cadre géographique où les Turcs étaient en interaction permanente.²⁶⁸ De plus, en reliant les Turcs dispersés aux deux bouts de l'Eurasie, elle servait de connecteur entre eux et renforçait ainsi d'avantage leurs rapports linguistiques et socio-culturels déjà très proches. Cette interaction a connu son apogée au temps des Seldjoukides, lesquels contrôlaient un vaste territoire de l'Asie centrale vers l'Anatolie sur la Route de la Soie. D'ailleurs, le fait de posséder cette cohésion linguistique et socio-culturelle a résulté sur l'établissement des fondements d'une identité régionale. Sur ce point, la Route de la Soie a joué un rôle primordial pour l'évolution de cette identité. Après la perte d'importance de cette route au XVI^e siècle, l'interaction a continué entre les peuples turcophones à des degrés variables. En parallèle, le renforcement de l'identité régionale et de la régionalisation entre eux ont connu des hauts et des bas.

Quand nous lisons les caractéristiques mentionnées ci-dessus du point de vue des étapes de la régionalité définies par Hettne et Söderbaum, nous constatons que les peuples turcophones ont partagé « un espace régional » plus ou moins délimité par des barrières physiques avec des caractères écologiques communes le long de la Route de la Soie. Ainsi, la Route de la Soie présente des aspects d'une proto-région. Les relations trans-locales qui

²⁶⁸ Abdullah Gündoğdu, « İpek Yolu'nun Türklere Sunduğu Jeo-Stratejik İmkanlar », dans Atasoy (éd.) *İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası*, p.294.

ont commencé à se développer entre les acteurs de cette route aussi bien par le commerce que par les relations politiques ou belligérantes ont assuré le renforcement de cette étape dans le sens de la régionalisation. Les Turcs de même origine ethnique possédant une cohésion linguistique et socio-culturelle étaient au centre de cette étape de régionalisation. D'ailleurs, les relations trans-locales qui se sont approfondies entre eux et avec les autres groupes humains sur la Route de la Soie ont abouti au passage à l'étape suivante dans leur régionalité, qui est « le complexe régional ». Cela a engendré la formation de relations d'interdépendance embryonnaires au sein des acteurs turcophones.

A l'échelle de régionalité du « complexe régional », les peuples turcophones étaient au centre des enjeux politiques et militaires dans le déroulement de l'histoire. Cela leur permettait de se trouver dans une interaction continue. Même l'existence de certains conflits entre eux a pu leur donner un moyen pour intensifier cette interaction. D'ailleurs, l'expression de leurs valeurs communes dans leur littérature, leur œuvre écrite, leur architecture et leur rituel qui perdurent encore aujourd'hui montrent l'existence de leur identité régionale. Donc le régionalisme des peuples turcophones a déjà commencé d'une manière intensive le long de la Route de la Soie. La culture de coopération régionale a été resserrée parmi les peuples turcophones au fur et à mesure. Pourtant à cause de différents facteurs endogènes et exogènes, le passage à l'étape suivante de régionalité, qui est la « société régionale » allait prendre du temps.

C-La coopération entre les acteurs turcophones sur la Route de la Soie jusqu'au début du XX^e siècle

À partir de XVI^e siècle, l'importance géopolitique et géoéconomique de la Route de la Soie a diminué sous l'effet des découvertes maritimes. L'interaction entre les peuples turcophones placés sur ce corridor a également subi des fluctuations à partir de cette date jusqu'au début de XX^e siècle. Les enjeux politiques entre les peuples turcophones eux-mêmes et leurs conflits avec les autres acteurs régionaux y compris les Iraniens et les Russes ont joué un rôle important dans ces fluctuations. D'autre part, l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par les Russes a fortement endommagé les modalités de cette

interaction. Le « Grand jeu » qui date du XIX^e siècle, entre l'Angleterre, installée aux Indes et la Russie tsariste sur le contrôle de l'Asie centrale a également affecté d'une manière négative le développement de cette interaction envers une coopération continue.

Pour observer l'état de la coopération et le déroulement de régionalisation entre les peuples turcophones, l'analyse des relations de l'Empire ottoman avec les Khanats du Turkestan qui se situaient aux deux extrémités de l'Eurasie sera exemplaire. Il faut également examiner l'effet de l'invasion des Russes du Caucase et de l'Asie centrale sur l'interaction et la coopération entre les peuples turcophones. D'autre part, deux mouvements nommés « le pan-turquisme » et « le jadidisme » se trouvent au cœur des observations pour mieux comprendre les liens entre les peuples turcophones en Eurasie jusqu'au début de XX^e siècle.

1-Les périodes historiques des peuples turcophones et la coopération politico-culturelle

L'étude des relations entre de l'Empire ottoman avec les Khanats du Turkestan et de l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par l'Empire russe nous offriront un tableau pour mieux comprendre les opportunités et les limites vis-à-vis l'établissement d'une coopération continue que les peuples turcophones ont fait face entre les XVI^e et XX^e siècles.

a-Les relations entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan

En dépit de la distance géographique entre les peuples turcophones, il s'agissait une interaction entre eux qui produisait une sorte de coopération même si elle n'était pas continue. À cet égard, les relations politiques de l'Empire ottoman qui dataient du XVI^e siècle constituent une étude exemplaire. Il est évident de préciser que ces relations ont été influencées par l'état des relations de l'Empire ottoman avec l'Iran et l'Empire russe.²⁶⁹

²⁶⁹ İsmet Binak (le projet dirigé par), **Osmanlı Devleti ile Kafkasya, Türkistan ve Kırım Hanlıkları Arasındaki Münasebetlere Dair Arşiv Belgeleri**, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Osmanlı Arşivi Daire Başkanlığı, Yayın No:3, Ankara, Haziran 1992, p. XXXV.

Après un millénaire de domination dans toute l'Asie centrale par les Turcs, à partir du XIII^e siècle, l'invasion d'un vaste territoire de l'Asie de l'Est vers l'Europe de l'Ouest par les Mongols a altéré les enjeux de pouvoir en Eurasie à cette époque.²⁷⁰ À cause de cette invasion, l'Empire seldjoukide qui dominait un vaste territoire du Turkestan jusqu'à l'Anatolie de l'Ouest s'est effondré. À la suite de cet effondrement, les Turcs immigrés vers l'Anatolie se sont unifiés d'abord autour de l'État seldjoukide anatolien et ensuite de l'Empire ottoman. D'autre part, les peuples turcophones de l'Asie centrale se sont unifiés sous l'Empire de Tamerlan qui était également un État turco-mongol en dominant l'Asie centrale de 1370 jusqu'en 1507. Par ailleurs, les peuples turcophones de l'Ouest étaient dirigés par les Ottomans alors que ceux de l'Est étaient dirigés par les Timurides. C'était la dernière période où les deux grands États turcs dominaient cette partie du monde.

La bataille d'Ankara qui s'est déroulée en 1402 entre les armées du Sultan ottoman Beyazid Ier et les forces de Tamerlan s'est achevée avec la victoire de l'Empire timuride et le commencement d'une période de crise pour l'Empire ottoman. Cette bataille qui était le résultat d'un conflit de pouvoir dans le monde turcophone a causé le refroidissement de relations entre les Turcs de l'Est et les Turcs de l'Ouest. Pourtant ce refroidissement a été surmonté à la fin du XV^e siècle après la victoire des Ouzbeks contre les Timurides et par conséquent, des Turcs de l'Ouest et ceux de l'Est se sont encore rapprochés.²⁷¹ Le fait d'avoir un ennemi commun comme Shah Ismail, l'Empereur shiite safavide était un facteur important pour assurer ce rapprochement entre les peuples turcophones sunnites aux deux bouts de l'Eurasie.

La chute de la prépondérance politique des Ouzbeks en Asie centrale à partir du XVI^e siècle a abouti à l'établissement de plusieurs Khanats turcophones dans la région. Pendant la période des conflits entre les Ouzbeks et les Safavides, le Khanat de Khiva a déclaré son indépendance en 1512 en se séparant du Khanat ouzbek. Après la défaite du Khanat ouzbek par les Safavides, en 1599, le Khanat de Boukhara a été établi, s'affirmant comme le successeur du Khanat ouzbek. En 1710, avec l'établissement du Khanat de

²⁷⁰ Roux, **Histoires des Turcs...**, p. 199-200.

²⁷¹ Mehmet Saray, **Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları arasındaki Siyasi Münasebetler (1775-1895)**, Ankara : Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1994, p. 3-4.

Kokand, la situation politique et militaire des peuples turcophones en Asie centrale serait devenue plus fragmentée.²⁷² Cette fragmentation perdura une longue durée à cause des problèmes internes et externes en fragilisant les Khanats turcs économiquement et politiquement.

Cet état de division entre les Khanats a rendu les territoires en Asie centrale et dans le Caucase plus vulnérables aux attaques et invasions des Russes à partir du XVI^e siècle. Par ailleurs, l'invasion de Kazan en 1552 et d'Astrakhan en 1556 par l'Empire russe a causé la rupture de la connexion géographique entre l'Empire ottoman et le Turkestan.²⁷³ En dépit de cette rupture physique, nous pouvons évoquer plusieurs cas dans lesquels l'Empire ottoman a pris des mesures pour répondre aux appels des Turcs contre les attaques des Russes et des Iraniens.²⁷⁴

Entre les exemples de l'aide de l'Empire ottoman vers les Khanats de Turkestan, le projet de canal entre les fleuves de Don et Volga est remarquable. Afin d'arrêter la marche des Russes vers la Crimée, le Caucase et l'Asie centrale, au début du XVI^e siècle, l'Empire ottoman a décidé d'unir les fleuves Don et Volga par un canal. Cela permettrait l'encerclement de l'Iran de son derrière, l'expulsion de la Russie de la région et l'établissement des relations directes entre l'Empire ottoman et les Khanats de Turkestan.²⁷⁵ Cependant, ce projet n'a pas pu se réaliser à cause de plusieurs facteurs comme les problèmes domestiques au sein de l'Empire, les enjeux qui sont apparus aux frontières à l'Ouest, le manque de volonté du Khan de Crimée incité par les Russes à ne pas aider les Ottomans et les difficultés physiques pour matérialiser un tel canal.²⁷⁶ Pourtant, cela était un exemple qui a démontré les efforts de l'Empire ottoman pour aider les Khanats de Turkestan qui étaient face à un tel danger.

²⁷² Abdullah Muhammedcanov, « Özbekistan », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt:34, İstanbul, Türk Diyanet Vakfı Yayınları, 2007, p.112.

²⁷³ İlyas Kemaloğlu, **Rusların Gözüyle Türkler**, İstanbul:Kaknüs Yayınları, 2015, p. 64.

²⁷⁴ İsmail Hakkı Uzunçarşılı, **Osmanlı Tarihi**, 3. Cilt, Türk Tarih Kurumları Yayınları, 1954, p. 252.

²⁷⁵ Binak (le projet dirigé par), op.cit., p. XXII.

²⁷⁶ Halil İnalcık, **Osmanlı-Rus Rekabetinin Menşei ve Don-Volga Kanalı Teşebbüsü (1569)**, Ankara : Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1948, p. 383-384.

L'autre facteur qui renforçait la coopération entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan était leur alliance contre les Safavides. En effet, cela était le résultat d'un conflit politique des sectes sunnite et chiite.²⁷⁷ L'usage du chiisme à des fins politiques par le Shah Ismail, le Sultan Safavide qui a attaqué les Ouzbeks et l'Empire ottoman entre 1500 et 1524 a favorisé cette coopération entre ces acteurs sunnites. La victoire de Yavuz Sultan Selim, l'Empereur ottoman, contre le Shah İsmail à la bataille de Chaldiran en 1514 a renforcé la confiance des Khanats envers l'Empire ottoman. Pendant le règne de Soliman le Magnifique, cette coopération a connu son apogée. À cet égard, le Sultan Soliman qui a demandé le soutien du Khan ouzbek contre les Safavides lui a fourni de l'aide militaire contre ces derniers. Cette coopération entre le Khanat ouzbek et l'Empire ottoman contre les Safavides a continué jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Pendant son règne, Murat III, l'Empereur ottoman, a continué d'envoyer de l'aide militaire au Khanat ouzbek.²⁷⁸ Donc, appartenir à la même secte musulmane et partager le but commun de gagner une victoire contre les Safavides se sont rapprochés d'avantage l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan, plus particulièrement dans le plan politique et militaire.

L'Empire de Babur qui a été établi en 1526 dans les territoires contemporains de l'Inde, en tant qu'État turc établi par Babur Shah, descendant de Tamerlan, suivait de près la coopération entre les Khanats de Turkestan et les Ottomans contre les Safavides. Babur Shah qui n'a pas pu avancer vers la Transoxiane dominée par les Ouzbeks, s'est emparé des territoires du Nord de l'Inde en construisant l'Empire de Babur qui survivrait jusqu'en 1748. Même si les relations diplomatiques n'ont pas été établies entre les deux Empires pendant le règne de Babur, il est connu que les Baburides utilisaient l'ordre de guerre des Ottomans et il se trouvait de nombreux soldats originaires de l'Empire ottoman dans leur armée.²⁷⁹ De plus, il existait un commerce d'arme entre ces deux empires turcs situés très éloignés d'une manière géographique.²⁸⁰ Les relations entre les Ottomans et les Baburides ont maintenu un profil bas à cause du soutien que l'Empire ottoman offrait aux Ouzbeks,

²⁷⁷ Binak (le projet dirigé par), op.cit., p. XXXV.

²⁷⁸ Saray, **Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları ...**, p. 5.

²⁷⁹ Naimar Rahman Farooqi, **Mughal-Ottoman Relations: A Study of Political and Diplomatic Relations Between Mughal, India and the Ottoman Empire, 1556-1748**, Thèse de Doctorat, Visconsin University, 1986, p.20-25.

²⁸⁰ Jean-Paul Roux, **Babür: Büyük Moğolların Tarihi**, (traduit par Lale Arslan Özcan), İstanbul: Kabcacı Yayınevi, 2008, p. 309.

avec qui les Baburides étaient en conflit.²⁸¹ Par conséquent, les Baburides se sont aussi alliés à certains moments avec les Safavides de temps en temps pour équilibrer les Ouzbeks. Pendant le règne du Shah Cihan, l'Empereur baburide, les liens entre les Ottomans et les Baburides se sont développées.²⁸²

L'influence de l'Empire ottoman sur les Khanats du Turkestan a continué au XVII^e siècle. À cet égard, l'Empire a appelé d'une manière continue l'arrêt des conflits entre ces Khanats. Par exemple, le Khan de Boukhara Nezir Muhammed qui a connu des problèmes d'autorité avec son fils Abdulaziz Khan a demandé en 1649 l'aide du Sultan Mehmet IV pour résoudre ce conflit. En répondant à cet appel à l'aide, le Sultan ottoman Mehmet IV a joué un rôle important pour surmonter ce différend. Il a aussi écrit des lettres au Shah Cihan, l'Empereur baburide, pour demander son soutien au retour de Nezir Muhammed au trône du Khanat de Boukhara.²⁸³ Cela témoigne de l'exercice d'une autorité de l'Empire ottoman non seulement sur les Khanats du Turkestan mais aussi sur les Baburides à cette époque.²⁸⁴

Les Khans du Turkestan sont restés fidèles aux empereurs ottomans et ont considéré leurs demandes comme des ordres.²⁸⁵ Parmi les Khanats de Boukhara, Khiva et Kokand, c'est avec le premier, considéré comme le successeur du Khanat ouzbek et duquel les autres Khanats ont pris leur indépendance, que l'Empire ottoman a eu plus de coopération. Les relations entre le Khanat de Boukhara et l'Empire ottoman avaient un statut spécial par rapport aux autres Khanats. En fait, le Khanat de Boukhara voulait se voir octroyer par l'Empire ottoman le droit de représenter le Califat dans toute l'Asie centrale. Pourtant, l'Empire ottoman était prudent quant à l'octroi d'un tel privilège à ce Khanat pour ne pas endommager ses relations avec les Khanats de Khiva et Kokand.²⁸⁶

²⁸¹ Gazi Zahirüddin Muhammed Babur, **Vekâî Babur'un Hatıratı**, (traduit par Prof.Reşit Rahmeti Arat), Cilt:I, Ankara : Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1987, p.48.

²⁸² A.Ahat Andican, **Osmanlıdan Günümüze Türkiye ve Orta Asya**, İstanbul: Doğan Egmont Yayıncılık, 2009, p. 172-176.

²⁸³ Uzunçarşılı, op. cit., p.256-258.

²⁸⁴ Saray, **Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları ...**, p. 10-11.

²⁸⁵ Ibid., p. 17.

²⁸⁶ Ahmet Salih Bıçakçı, « Un bref aperçu sur les relations entre l'Empire ottoman et l'Emirat de Boukhara », dans Bayram Balci et Bertrand Buchwalter(dir.), **La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)**, İstanbul : Institut Français d'études Anatoliennes, 2001, p.21.

Dans certains cas, c'était l'Empire ottoman qui a demandé l'aide des Khanats du Turkestan contre ses adversaires. Par exemple, à la suite du déclenchement de guerre entre l'Empire ottoman et l'Empire russe en 1787, le premier a demandé du Khanat de Boukhara d'ouvrir un front en Turkestan contre Moscou pour gagner un avantage politico-militaire contre les Russes. Dans sa réponse à Selim III qui lui avait envoyé une lettre en demandant leur soutien militaire contre les Russes, Muhammed Masum, le Khan de Boukhara a exprimé son empressement pour aider les Ottomans et a demandé l'inclusion d'un article supplémentaire qui garantirait la non-attaque des territoires de Turkestan par les Russes dans un traité à signer entre ces derniers et les Ottomans. De plus, il a aussi réclamé du Sultan Selim III d'envoyer au Turkestan un prince ou un administrateur ottoman expérimenté qui pourrait mettre fin à la lutte de pouvoir et assurer l'union des musulmans dans les territoires turcophones en Asie centrale. Par ailleurs, la dernière demande présentait une proposition faite pour la première fois qui pourrait aboutir à la soumission des peuples turcophones de Turkestan à l'administration de l'Empire ottoman. Selim III a répondu positivement à la demande en ce qui concernait l'inclusion de cet article supplémentaire au traité à signer avec les Russes. Par contre, comme les Ottomans ont perdu la guerre de 1787, cette demande n'a pas pu se refléter dans *le Traité de Paix Yash* conclu entre les Russes et les Ottomans. Donc malgré la volonté politique de l'Empire ottoman et des Khanats de Turkestan, leur coopération soit politique soit militaire ne pouvait pas se concrétiser à cause de l'invasion des territoires turcophones en Asie centrale par les Russes. Cette invasion a regagné de l'élan au début du XIX^e siècle en causant l'accélération des conflits entre les Khanats du Turkestan qui se sont affaiblis. Pourtant, l'Empire ottoman a continué à inviter les Khanats à faire preuve de solidarité entre eux et ne pas donner une occasion aux Russes de les envahir.²⁸⁷

Pendant la période de XVI^e siècle jusqu'au XIX^e siècle, l'Empire ottoman avait une influence significative sur les Khanats du Turkestan. Dès qu'ils avaient besoin d'aide pour deux conflits régionaux ou bien des problèmes entre eux, ils demandaient l'aide des autorités ottomanes. Malgré la distance géographique entre ces Khanats et l'Empire ottoman, le dernier dépensait un effort pour répondre à leurs demandes. Cela pouvait être limité à cause des enjeux politiques dans lesquels soit l'Empire ottoman soit les Khanats

²⁸⁷ Saray, **Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları...**, p. 21-29.

turcs se trouvaient. Pour la conduite de ces relations, les envoyés diplomatiques qui transmettaient les messages des uns aux autres jouaient un rôle très important. L'Empire ottoman même couvrait tous les dépenses des envoyés diplomatiques venant du Turkestan pour leur hébergement et voyage en leur offrant également de l'argent de poche. De plus, il prenait en charge de faire tous les arrangements pour les envoyer au pèlerinage s'il y a eu une telle demande.²⁸⁸

Il s'agissait des liens politiques entre l'Empire ottoman et les Khanats de Turkestan en dépit de la distance géographique qui les séparait. Ces liens ont permis l'établissement d'une interaction entre ces acteurs turcophones. Par ailleurs, même avec l'Empire de Babur, qui était géographiquement plus loin que l'Empire ottoman, il existait une interaction dans le domaine politico-militaire entre ces deux empires. Pourtant cette interaction ne pouvait pas être traduite dans une coopération continue. Malgré cela et même si d'une manière limitée, le fait d'être en une interaction et d'avoir des occasions de coopération contribuait au développement des conditions pour l'augmentation du degré de régionalité entre les peuples turcophones. Pourtant, la pénétration de l'Empire russe au Caucase et en Asie centrale limiterait d'avantage l'amélioration de ce régionalité.

b-La Russie comme nouvel acteur au Caucase et en Asie centrale et les relations entre les peuples turcophones

Les Russes ont mené une politique de « diviser pour régner » envers les peuples turcophones pendant la période de l'Empire russe. Ils les ont provoqués les uns contre les autres afin de les rendre plus fragiles. Ce faisant, quand un peuple turcophone a demandé l'aide russe contre un autre peuple turcophone, ils l'ont aidé sans sourciller et en ont profité pour s'installer davantage dans les territoires turcophones. Ainsi, les Russes ont envoyé des scientifiques, des géographes, des cartographes et des autres spécialistes avant les soldats pour faire des observations dans cette région. Par conséquent, en résultat de leur politique migratoire, le taux de population de Russes dans ces territoires a augmenté de jour en jour.²⁸⁹

²⁸⁸ Cevat Ekici et Kemal Gurulkan (éd.), *Belgelerle Osmanlı-Türkistan İlişkileri (XVI-XX. Yüzyıllar)*, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Osmanlı Arşivi Daire Başkanlığı, Yayın No: 70, Ankara, 2005, p. V.

²⁸⁹ Kemaloğlu, *Rusların Gözüyle Türkler*, p. 149.

La Russie a envahi les peuples turcophones dans deux étapes. Donc, elle a pris d'abord le contrôle du Caucase et après s'est lancée vers l'Asie centrale. Après la chute de la Horde d'Or au début du XVI^e siècle, en envahissant les Khanats de Kazan et d'Astrakhan, Ivan IV avait déjà contrôlé un territoire aboutissant à la mer Caspienne et coupant la connexion territoriale entre l'Asie centrale et l'Empire ottoman. Dans le premier tiers du XVIII^e siècle, profitant du chaos auquel l'Iran faisait face à cause de l'invasion des Afghans sur les territoires iraniens et de l'attitude passive de l'Empire ottoman qui s'occupait des autres problèmes, les Russes ont trouvé une conjoncture opportune pour descendre du Caucase et envahir une partie importante de l'Azerbaïdjan en 1722-1723. Même si Nadir Shah, un leader turc du Khorasan qui établirait l'Empire Iranien, les a rejetés vers les territoires d'Azerbaïdjan, les Russes ont pu s'installer davantage au Caucase.²⁹⁰

À la suite du *Traité de Koutchouk-Kaïnardji* signé en 1774 entre les Russes et les Ottomans, les Ottomans ont perdu leur contrôle sur la Crimée. Par conséquent, les Russes ont envahi ce territoire d'une manière permanente et cela leur a permis de pénétrer davantage dans le Caucase. Par ailleurs, en abolissant l'article du *Traité de Yash* sur le Caucase, les Russes ont provoqué les Georgiens et les Arméniens contre l'Empire Ottoman. En 1812, après avoir réchappé au danger de Napoléon, les Russes sont entrés dans le Caucase et ont submergé les Iraniens en gagnant des territoires par la signature de *Traité de Gülistan* en 1813. De plus, avec l'*Accord de Turkmençay* signé en 1828 entre les Iraniens et les Russes, les premiers ont laissé aux Russes leurs territoires jusqu'au fleuve d'Aras au Caucase. D'autre part, en profitant de leur occupation pour réprimer les soulèvements grec et serbe, les Russes ont battu les Ottomans et gagné les combats au front de Caucase. Par ailleurs, les Russes qui ont battu en 1859 et 1860 les forces de Sheikh Shamil, un leader des tribus musulmans au Caucase du Nord, ont dominé l'ensemble du Caucase en peu de temps. Donc, le Caucase est devenu une base centrale pour le déploiement des Russes vers le Sud et le Sud-est. Par ailleurs, au milieu du XIX^e siècle, les Russes ont pu contrôler un territoire important jusqu'au lac d'Aral.²⁹¹

²⁹⁰ Pour plus d'information sur l'histoire de la Russie voir Nimet Akdes Kurat, **Rusya Tarihi: Başlangıcından 1917'ye Kadar**, Ankara : Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1993.

²⁹¹ Ibid.

L'invasion de l'Asie centrale était déjà au centre de l'agenda de l'Empire russe. D'ailleurs, à partir de XVII^e siècle, les Russes ont commencé à faire des expéditions militaires pour explorer les caractéristiques politiques, économique, sociales et militaires de l'Asie centrale.²⁹² Le prétexte de cette invasion était de « civiliser l'Asie centrale » qui, en effet, déjà jouait un rôle très important pour la civilisation du monde orientale. Simplement, les Russes voulaient sécuriser leurs frontières du Sud et s'enrichir en absorbant les ressources économiques de l'Asie centrale. Par ailleurs, la région présentait un grand marché qui pourrait s'ouvrir vers les marchés de la Chine et de l'Inde pour les produits russes qui ne pouvaient pas concurrencer les produits français ou britanniques en Europe. D'autre part, un autre facteur ajouté aux arguments de l'invasion de l'Asie centrale pour l'Empire russe était le besoin du coton qui jouait un rôle significatif pour son industrie. Comme l'importation de cette matière première des États-Unis s'est arrêtée à cause de la guerre civile américaine entre les années 1860-1864, l'Asie centrale également présentait une ressource d'attraction pour les Russes sur ce point.²⁹³

Avec la construction de la forteresse d'Orenbourg dans les territoires Kazakhs en 1735, l'Empire russe a gagné une base militaire pour envahir l'Asie centrale. La politique d'expansion de la Russie vers l'Asie centrale a augmenté au début du XIX^e siècle. La défaite des Russes à la guerre de Crimée et ses échecs en face des pays européens et l'Empire ottoman ont renforcé l'idéologie d'expansion de l'Empire russe en Asie centrale.²⁹⁴ D'autre part, le rapprochement des Russes vers l'Inde a dérangé les Britanniques dans le cadre du « Grand Jeu » joué entre ces deux acteurs en Asie centrale dès le début du XIX^e siècle. La guerre d'influence des Russes et des Britanniques en Asie centrale s'est durcie à la première moitié du XIX^e siècle. En aidant la préservation de l'indépendance des Khans du Turkestan et de l'Afghanistan, les Britanniques ont établi une zone tampon entre la Russie et l'Inde. D'autre part, Tsar Nicolai Ier, pendant son règne entre 1825 et 1855, a essayé de limiter l'existence des Britanniques en Asie centrale. Mais cette compétition qui était le produit du « Grand Jeu » entre ces deux puissances

²⁹² İlyas Kemaloğlu, **Rusya'nın Orta Asya Politikaları**, Rapor, İnceleme Araştırma Dizisi, Yayın No: 2, 2011, Ankara, p.7.

²⁹³ Edward Allworth (éd.), **Central Asia: 130 Years of Russian Dominance: A Historical Overview**, London: Duke University Press, 1994, p. 131.

²⁹⁴ Dieter Heinzig, « Russia and the Soviet Union in Asia: Aspect of Colonialism and Expansionism », **Contemporary Southeast Asia**, Vol.4, No.4, 1983, p. 423.

durait jusqu'à la signature de la convention anglo-russe en 1907 qui reconnaissait l'Asie centrale comme une sphère d'influence pour l'Empire russe et l'Afghanistan comme celle pour l'Empire britannique.²⁹⁵

Le rapport préparé par le colonel russe Ignatiev envoyé par Tsar Alexandre II en Asie centrale en 1858 pour examiner la situation politique, économique, sociale et militaire des Khanats turcs était une feuille de route pour la pénétration des Russes dans cette région. Ce rapport écrit par Ignatiev après sa visite en Asie centrale recommandait la conquête militaire du Khanat de Kokand le plus vite possible et proposait de déclencher un conflit entre les Khanats de Khiva et Boukhara afin de faciliter leur invasion par les armées russes. Par ailleurs, les Russes ont d'abord conquis le Khanat de Kokand en 1865 et par la suite ont battu les forces du Khanat de Boukhara. En 1873, par l'invasion du Khanat de Khiva, les Russes ont gagné le contrôle des Khanats turcs. De plus, les Russes ont aussi envahi Asghabat en 1882 et a inclus les territoires turkmènes dans leur zone de contrôle.²⁹⁶ Avec l'occupation de la région turkmène qui était le dernier territoire turcophone ayant conservé son indépendance, tout le Turkestan a été occupé par les Russes en 1884.²⁹⁷

Les Russes ont aussi aidé aux Chinois pour leur invasion de l'État de Kasghar à la fin du XIX^e siècle, en tant que l'État turc qui était géographiquement le plus loin de l'Empire ottoman. En effet, le leader de cet État Yakup Beg avait demandé au Sultan Abdulaziz d'accepter l'unification de son État avec l'Empire ottoman. Malgré la distance entre l'État de Kashgar et l'Empire ottoman, le Sultan Abdulaziz a accepté cette demande de le prendre sous la protection de l'Empire ottoman en 1873, d'une manière inattendue puisque ce n'était pas le cas pour les Khanats du Turkestan qui avaient demandé la même chose auparavant. De plus, le Sultan a permis à Yakup Beg de faire lire le sermon au nom du khalifat. Il lui a aussi envoyé des armes, des amunitionnes et des soldats ottomans pour éduquer les soldats de l'État de Kashgar. Donc, il existait une coopération très étroite entre ces deux bouts de la zone turcophone. Mais cette coopération a été endommagée quand

²⁹⁵Kemaloğlu, **Rusya'nın Orta Asya Politikaları**, p.7.

²⁹⁶ Zeki Velidi Togan, **Bugünkü Türkili Türkistan ve Yakın Tarihi**, İstanbul: Enderun Kitabevi, 1981, p. 234-236.

²⁹⁷Pour plus d'information sur l'histoire d'invasion du Turkestan par les Russes, voir Baymirza Hayit, **Türkistan Devletlerinin Milli Mücadeleleri Tarihi**, Ankara : Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1995.

les Chinois ont envahi les territoires de l'État de Kashgar en 1877 et nommé le Turkestan de l'Est « Xinjiang », signifiant « les nouveaux territoires », en 1884, avec l'aide des Russes.²⁹⁸ Cela a causé à une fragmentation sévère qui durera longtemps entre les peuples turcophones aux deux bouts de l'Eurasie.

L'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par les Russes et de l'Est du Turkestan par les Chinois a présenté un obstacle pour le développement de l'interaction et de la coopération entre les peuples turcophones. En effet, les territoires de l'Empire ottoman étaient toujours très attractifs en raison du pèlerinage, de l'éducation ou du commerce pour les peuples turcophones du Caucase et de l'Asie centrale. Malgré cette invasion, l'Empire ottoman a continué à aider les peuples turcophones du Caucase, de l'Asie centrale et du Turkestan de l'Est de différentes manières. Par exemple, les autorités ottomanes ont facilité le passage des Turkestanais par les territoires de l'Empire en allant à la Mecque pour faire leur pèlerinage, comme il était coutumier de visiter Istanbul avant de passer à la Mecque, sinon cela était considéré comme un pèlerinage incomplet.²⁹⁹ Ce pèlerinage n'était pas seulement une pratique religieuse mais constituait aussi un élément important des liens socio-culturels entre les peuples turcophones dans l'Empire ottoman, au Caucase et en Asie centrale. De plus, l'Empire ottoman a continué d'envoyer des livres religieux aux peuples turcophones en dehors de ses frontières et loger les étudiants venant de cette région dans les écoles ottoman prééminents.³⁰⁰

En tant que le résultat de l'invasion russe, à partir de 1860, plus de dix mille peuples turcophones ont immigré dans les pays musulmans de cette époque comme l'Empire ottoman, l'Afghanistan et l'Inde. Ce qui sont arrivés à l'Empire ottoman ont préféré de se loger plus particulièrement à Istanbul.³⁰¹ Ces réfugiés qui étaient en contact avec l'administration ottoman ont joué un rôle important dans la détermination de la politique de l'Empire ottoman sur les territoires turcophones de l'Asie. Ces réfugiés sont devenus des porte-paroles des peuples turcophones de l'Asie en contribuant à la prise de conscience de la situation délicate des Turcs en Asie centrale dans l'opinion publique

²⁹⁸ Millward et Tursun, op.cit., p. 10-15.

²⁹⁹ Pour plus d'information sur l'histoire d'invasion du Turkestan par les Russes, voir Hayit, **Türkistan Devletlerinin Milli Mücadeleleri Tarihi**.

³⁰⁰ Ekici et Gurulkan (éd.), op.cit. p.100-101.

³⁰¹ Andican, op. cit., p. 265.

ottomane. Comme le résultat de cette prise de conscience, plusieurs livres ont été publiés dans l'Empire Ottoman sur le Caucase et l'Asie centrale et la presse ottomane a commencé à suivre de près les développements dans ces régions.³⁰²

Parmi les réfugiés qui sont venus à Istanbul, les leaders religieux de la confrérie Naqshbandi étaient nombreux. Ces sheikhs Naqshbandi de l'Asie centrale émigrés dans les territoires ottomans ne s'occupaient pas seulement des activités religieuses mais étaient aussi actifs dans les arènes diplomatique, militaire, scientifique et culturelle dans l'Empire ottoman.³⁰³ Le Tekke des Ouzbeks qui a été établi à Istanbul en 1752 par les sheikhs Naqshbandi affiliés à la doctrine de Hodja Ahmad Yasawi qui a joué un rôle essentiel pour l'expansion du sufisme entre les peuples turcophones en XII^e siècle, est devenu un centre d'attraction pour les pèlerins, les commerçants et les officiers venant de l'Asie centrale. Süleyman Efendi (1821-1880) de Boukhara qui a présidé ce Tekke a été assigné en 1869 comme l'envoyé diplomatique de l'Empire ottoman au Khanat de Boukhara. Mehmet Sadık Efendi qui a succédé Süleyman Efendi a apporté à Istanbul l'art de la marbrure, qu'il l'a appris à Boukhara, et a ouvert la porte pour la formation de nombreux artisans dans ce domaine.³⁰⁴ De plus, les peuples turcophones de l'Asie centrale pouvaient rester pendant une longue durée dans l'Empire ottoman pour des raisons officielles ou pour suivre une éducation. Ils pouvaient même travailler dans les écoles ottomanes.³⁰⁵

Les années 1870 ont été surtout marquées par la manifestation officielle des liens culturels entre l'Empire ottoman et l'Asie centrale dans le cadre d'une quête d'identité de ce premier. En effet, le fait que les ancêtres des Ottomans soient des tribus turques est entré dans les livres scolaires de l'Empire ottoman. Les relations linguistiques étroites entre les peuples turcs dans l'Empire ottoman et en Asie centrale ont aussi été mises en évidence. À cet égard, l'auteur ottoman Shemseddin Sami, a affirmé qu'il n'existait pas une langue ottomane, que cette langue pouvait être considérée comme le turc de l'Ouest tandis que la langue parlée en Asie centrale pouvait être nommée le turc de l'Est. Dans son article *Lisan-i Turki* (La Langue turque) il a accentué l'unicité d'histoire, de langue,

³⁰² Ali Suavi, **Hive Hanlığı ve Türkistan'da Rus Yayılması**, (préparé par Abdullah Çay), İstanbul : Orkun Yayınları, 1977, p.102.

³⁰³ Kemal Karpat, **Türkiye ve Orta Asya**, İmge Kitabevi, Ankara, 2003, p. 159.

³⁰⁴ Andican, op.cit., p. 267-268.

³⁰⁵ Binak, op. cit., p. 25.

et la proximité entre l'Empire ottoman et le Turkestan.³⁰⁶ Ce lien a aussi été souligné par les autres intellectuels. Par exemple, dans son œuvre intitulée *Lugat-i Çağatayi et Turk-i Osmani* (La Langue tchaghataï et le turc ottoman), le sheikh Naqshbandi Suleyman Efendi a indiqué que le turc ottoman est un sous-groupe du turc tchaghataï.³⁰⁷ Donc, l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale, a éveillé plus d'attention dans l'Empire ottoman sur les liens de langue, de culture et d'ethnicité entre les peuples turcophones logés à l'autre bout de la géographie turcophone.

L'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par la Russie a constitué un obstacle pour le développement de l'interaction et l'établissement d'une coopération continue entre les peuples turcophones d'Istanbul à Kashgar. Par cette invasion, les peuples turcophones de l'Ouest et de l'Est ont été séparés par l'inclusion de la Russie qui dominait le dernier. Malgré les difficultés faits face et même si d'une manière limitée, les voies de communication et d'interaction entre l'Empire ottoman et les Khanat de Turkestan étaient ouverts. Et les mouvements du pan-turquisme et le jadidisme permettraient la continuation de cette interaction d'une manière plus renforcée malgré les politiques de l'Empire russe pour l'empêcher.

2-Le pan-turquisme et le jadidisme comme deux mouvements liant les peuples turcophones

Les mouvements du pan-turquisme et du jadidisme apparus au début du XX^e siècle méritent d'être mentionnés pour examiner le déroulement du régionalisme entre les peuples turcophones situés dans une vaste géographie.

a-Le pan-turquisme et les liens entre les peuples turcophones

Le pan-turquisme a joué un rôle significatif dans l'intensification des relations avec l'Empire ottoman et les peuples turcophones vivant en dehors des frontières de l'Empire.³⁰⁸ En effet, le but de ce mouvement idéologique était d'assurer l'unification

³⁰⁶ Agâh Sirri Levend, *Türk Dilinde Gelişme ve Sadeleşme Evreleri*, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1960, p. 130-131.

³⁰⁷ Andican, op. cit., p. 267-248.

³⁰⁸ Masami Arai, *Jön Türk Dönemi Türk Milliyetçiliği*, İstanbul: İletişim Yayınları, 1994, p.25-48.

culturelle ou/et physique des Turcs. À cet égard, ce mouvement était différent du pantouranisme qui visait l'unification graduelle de peuple plus divers, incluant les Hongrois, les Estoniens et les Finnois qui ont leurs racines en Asie centrale.³⁰⁹ Les idées pan-turquistes qui se sont développées d'abord parmi les Tatares au sein de l'Empire russe se seraient répandues dans l'Empire ottoman en laissant également des traces sur les régions d'Asie centrale de la Russie tsariste.

Avec l'effet des mouvements nationalistes apparus en Europe à la fin du XIX^e siècle, face aux politiques du panslavisme et de la russification de l'Empire tsariste, les Turcs guidés par les Tatares de Crimée et de Kazan se sont réunis autour du mouvement pan-turquiste. Par conséquent ils sont entrés en contact avec les intellectuels ottomans qui ont abouti au renforcement de ce mouvement. D'ailleurs, les développements politiques comme l'aide des tribus musulmanes aux Italiens pendant les guerres de Tripoli déclenchées en 1911, la révolte des Albanais musulmans pour l'indépendance, et le déclenchement des guerres balkaniques en 1912 ont montré l'impossibilité du succès du pan-islamisme ou de l'ottomanisme dans la conservation de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman.³¹⁰ Le parti Union et Progrès qui a pris le pouvoir absolu à partir de 1913 a considéré le pan-turquisme comme une idéologie pour sauvegarder l'Empire ottoman dans les recherches de l'identité. Par conséquent, le parti a suivi une stratégie politique d'intensification des relations avec les groupes turcs en dehors des frontières de l'Empire ottoman.³¹¹

L'intellectuel ottoman Ziya Gökalp (1876-1924), était l'idéologue du parti Union et Progrès pour diffuser les idées pan-turquistes pendant et après le règne de ce parti. L'approche pan-turquiste de Ziya Gökalp allait au de-là des frontières de l'Empire ottoman comme il soutenait qu'il fallait unir les Turcs dans le monde autour des domaines de la langue, de la littérature et de la culture sans viser des ambitions politiques ou utiliser des méthodes militaires.³¹²

³⁰⁹ Jacop Landau, **Pantürkizm**, (traduit par Mesut Akın), İstanbul: Sarmal Yayınevi, 1999, p.9.

³¹⁰ Enver Ziya Karal, **Osmanlı Tarihi: İkinci Meşrutiyet ve Birinci Dünya Savaşı**, Cilt 9, Ankara : Türk Tarih Kurumu, 1996, p. 404.

³¹¹ Arai, **op.cit.**, p.25-48.

³¹² Ziya Gökalp, **Türkçülüğün Esasları**, İstanbul : Varlık Yayınları, 1968, p. 19-26.

Ziya Gökalp était en contact avec les intellectuels tatars qui avaient un pouvoir économique au sein de l'Empire russe et qui canalisait ce pouvoir pour la diffusion des idées pan-turquistes au sein et en dehors de l'Empire russe. Yusuf Akçura, İsmail Gaspirali, Hüseyinzade Ali Turan et Ahmed Ağaoğlu étaient parmi ces intellectuels. Yusuf Akçura, dans son article *Üç Tarz-ı Siyaset* (Les Trois systèmes de pensée) publié dans la revue « le Turc » en 1904, a affirmé que les initiatives pour créer une nation basée sur les traits ottomans étaient impossibles à concrétiser. Le pan-islamisme qui a connu son apogée à l'époque du Sultan Abdulhamit II était aussi incapable de se matérialiser à cause des obstacles que les puissances extérieures ont créés. Par conséquent, selon Akçura, l'idée de fonder une nation basée sur le pan-turquisme avait un grand potentiel de se réaliser.³¹³ Et la diffusion de ces idées en Eurasie entre les peuples turcophones était essentielle au succès du pan-turquisme.³¹⁴

En partageant cette perception, Akçura, Gaspirali, Turan et Ağaoğlu ont établi l'« Association du Turc » avec les intellectuels pan-turquistes ottomans comme Fuad Köprülü et Mehmet Emin Yurdakul en 1908.³¹⁵ Par ailleurs, sous la présidence de ce dernier, les intellectuels tatars et ottomans ont fondé en 1911 la Communauté de la patrie turque. Cette communauté a commencé à publier la revue « Patrie turque » qui s'est donné comme objectif la défense des intérêts du monde turque sur le plan international et qui est devenu l'une des publications les plus lues dans l'Empire ottoman.³¹⁶

De plus, sous la présidence de Mehmet Emin Yurdakul, une autre association nommée les Foyers turcs (*Türk Ocakları*) a été établie en 1912. La raison d'être de cette association était de contribuer au développement des Turcs sur les plans scientifique, économique et social en aidant au renforcement de la maturité de la langue turque. Cette association qui a engagé les jeunes est devenue l'organisation civile la plus active de l'époque.³¹⁷ Donc tous ces efforts dans les domaines sociaux et culturels ont visé le renforcement du pan-turquisme dans les territoires où vivaient les peuples turcophones.

³¹³ Yusuf Akçura, *Üç Tarz-ı Siyaset*, Ankara : Lotus Yayın Evi, 2005, p.35-63.

³¹⁴ Yusuf Akçura, *Türkçülük-Türkçülüğün Tarihi Gelişimi*, İstanbul : Türk Kültür Yayını, 1978, p. 141.

³¹⁵ Arai, op.cit., p.25-48.

³¹⁶ Akçura, *Türkçülük...*, p. 175.

³¹⁷ Ibid., p. 173-181.

Le parti Union et Progrès avait pour stratégie de diffuser le pan-turquisme dans le Caucase et en Asie Centrale et il a ainsi attribué une grande importance à remporter la victoire au front de Caucase pendant la première Guerre mondiale. Une telle victoire ne devait pas seulement permettre de regagner les villes de Batoum, Kars et Ardahan laissées aux Russes pendant la guerre de 1877-1878 et sauvegarder les peuples turcophones au Caucase vivant sous l'oppression de l'Empire russe mais aussi de se mettre en contact avec les peuples turcophones en Asie centrale pour réaliser les idées pan-turquistes. Enver Pacha en tant que ministre de la guerre et commandant en chef adjoint de l'Empire ottoman était un défenseur ardent de cette politique. Après une victoire au front du Caucase, il a planifié de traverser à la mer Caspienne pour aller à la rencontrer des Turcs en Asie centrale et les aider à gagner leur indépendance. Pourtant, la défaite de *Sarikamış* où les Ottomans ont été battus par les Russes en décembre 1914 a empêché la matérialisation de cet objectif en préparant la fin des politiques d'Enver Pacha pour le Caucase et également pour l'Asie centrale.³¹⁸

Enver Pacha n'a pas abandonné son plan de remporter une victoire sur le front du Caucase après la défaite de *Sarikamış*. Suivant ses ordres, l'Armée ottomane, spécifiquement nommée « l'Armée d'islam » a continué son avancée dans le Caucase sous le commandement du général Nuri Pacha. Cette armée, après la proclamation d'indépendance de l'Azerbaïdjan le 28 mai 1918, est entrée dans la ville de Gandja mais avec la signature du Traité d'armistice de Moudros le 30 octobre 1918 qui a marqué la fin de la première Guerre mondiale, l'armée de Nuri Pacha a dû quitter le Caucase et les rêves de faire gagner l'indépendance aux peuples turcophones du Caucase et d'Asie centrale ont été mis de côté. Pourtant Enver Pacha a poursuivi ce rêve jusqu'à sa mort.

Suite à l'armistice de Moudros, il s'est d'abord réfugié à Berlin et puis s'est mis en contact avec les bolchéviques visant à réunir les peuples turcophones de la Russie soviétique et créer un Turkestan indépendant. A cet égard, il a fait une alliance avec le régime soviétique qui a été concrétisée par sa participation au congrès des peuples de l'Est ayant eu lieu à Bakou en 1920 en tant que le représentant des musulmans d'Afrique

³¹⁸ Karal, *Osmanlı Tarihi...*, p. 414.

du Nord (le Maroc, l'Algérie, le Tunisie et le Trablousgarb).³¹⁹ En effet, ce régime voulait bénéficier de l'influence existante d'Enver Pacha sur les groupes musulmans de cette région et de l'utiliser pour éteindre la révolte basmatchi, un mouvement rural conservateur survenu entre les années 1918-1931 en Asie centrale, dirigé d'abord contre les réquisitions et les attaques des soviets et puis contre les réformes imposées par les bolcheviks. Par cette révolte, les musulmans y compris les peuples turcophones ont montré leurs mécontentements sur le plan politique, économique et social.³²⁰ Par contre, par le guide de ses plans pan-turquistes attachés à des objectifs pan-islamistes, Enver Pacha a rejoint le mouvement basmatchi. Il a gagné un certain succès malgré les problèmes internes dans le mouvement dès qu'il a été tué par les forces soviétiques en 1922. Par conséquent, Enver Pacha n'a pas pu réaliser son rêve d'établir un État de Touran islamique au Turkestan.³²¹

Même si Enver Pacha n'a pas pu réaliser ses ambitions pan-turquistes, l'approche pan-turquiste était très répandue parmi les intellectuels turcophones vivant en Asie centrale. Par exemple, Mustafa Chokayev (1890-1941), un leader kazakh pan-turquiste et Magcan Cumabay (1893-1938), un poète kazakh pan-turquiste ont soutenu l'unification des peuples turcophones sous l'occupation d'abord de l'Empire russe puis de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).³²² Ainsi, la fameuse phrase de Mustafa Chokayev qui est « tous les Turcs extérieurs ont deux patries. La première est sa propre patrie et la deuxième est toujours la Turquie » représente l'approche pan-turquiste répandue de Kashgar à Istanbul.³²³ En outre, le fameux poème de Cumabay intitulé « à mon frère en distance » demeure un bon exemple du soutien accordé des peuples turcophones de l'Asie centrale aux peuples turcophones en Anatolie pour la guerre d'indépendance de la Turquie dans le cadre de l'idéologie du pan-turquisme.³²⁴

³¹⁹ Şevket Süreyya Aydemir, **Makedonya'dan Orta Asya'ya Enver Paşa, Cilt III (1914-1922)**, İstanbul : Remzi Kitabevi, 1972, p. 570.

³²⁰ Pour plus d'information voir Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 378-390.

³²¹ Pour plus d'information sur le sujet voir Aydemir, **op.cit.**

³²² Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 378-390.

³²³ Abdülvahap Kara, "Mustafa Şokay", **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt: 39, İstanbul : Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 2014, p. 218.

³²⁴ Musa Şenol et Vedat Yeşilçiçek, "The Reflection of Turkish Independence War in the Poems of Çolpan and Jumabayuli", **Journal of Turkish World Studies**, Vol.V, No.2, 2005, p. 271-274.

Le pan-turquisme, idéologie plutôt romantique, n'a pas pu aboutir à une unification culturelle ou politique dans les territoires turcophones. Il a tout de même joué un rôle significatif dans l'approfondissement de l'interaction entre les peuples turcophones. Ainsi l'aspect culturel du mouvement était plus dominant que son aspect politique. Au fond, le pan-turquisme a permis le développement des relations entre les Turcs dispersés en Eurasie autour d'une même idée de l'unification de peuples turcophones.

b-Le jadidisme : un intermédiaire entre les deux bouts des territoires turcophones

Le jadidisme est un autre mouvement qui a joué un rôle d'intermédiaire entre les peuples turcophones installés aux deux extrêmes de l'Eurasie laissant des traces jusqu'à nos jours. Les relations politiques interrompues entre l'Empire ottoman et les Khanats du Turkestan après la conquête de l'Asie centrale par l'Empire russe, ont pu continuer dans les domaines culturels et sociaux grâce à ce mouvement.³²⁵

Le mouvement du jadidisme repose sur l'effort de passer d'une éducation conservatrice basée sur la religion vers une éducation moderne de type occidental. Comme dans le cas du pan-turquisme, les intellectuels tatars, vivant au sein de l'Empire russe, étaient la force motrice de ce mouvement. Le jadidisme s'est développé à la fin du XIX^e siècle et s'est déroulé comme une initiative pour la modernisation du système scolaire chez les musulmans de l'Empire russe jusqu'en 1905. Ensuite, il a gagné un profil plutôt politique entre les années 1905 et 1917.³²⁶

Le jadidisme était guidé par les intellectuels tatars comme Abdunnasır Kursavi et Shehabeddin Mercani qui reconnaissant l'incapacité du système scolaire en Asie centrale, ont défendu que ce système était l'un des facteurs les plus importants pour expliquer le retard des musulmans et leur répression par les Russes au sein de l'Empire russe. Les vecteurs de ce mouvement étaient l'école et la presse.³²⁷ En effet, ce mouvement a tenté d'apporter un nouveau système dans le domaine scolaire. Mais les conservateurs nommés

³²⁵ İbrahim Koncak, « Ceditçilik Hareketi ve Türkistan-Osmanlı Devleti İlişkileri », *Uluslararası Avrasya Strateji Dergisi*, Vol.2, No.1, 2013, p. 106.

³²⁶ Ibid.

³²⁷ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 74.

« *Kadimci* » se sont opposés à l'application de cette nouvelle méthode en réclamant que le modernisme aboutirait à la russification des peuples turcophones et affaiblirait les valeurs religieuses. Les jadidistes, eux, soutenaient que la seule manière de protéger la culture traditionnelle était d'adopter les méthodes éducatives modernes.³²⁸

L'Empire russe, au début, a permis l'ouverture des écoles jadidistes à Kazan et en Crimée, et d'une certaine manière a soutenu le mouvement jadidiste, mais dès le début il a nourri des soupçons sur les activités des jadidistes dans le Caucase et au Turkestan. Au fur et à mesure que le jadidisme a gagné de terrain à Kazan et en Crimée, l'Empire russe a commencé à s'opposer à ce mouvement et il a essayé de contrôler l'éveil du pan-turquisme dans les écoles jadidistes.³²⁹ D'autre part, les bolchéviques russes ont fait preuve d'une attitude plutôt favorable envers les jadidistes jusqu'à leur arrivée au pouvoir par la Révolution d'octobre 1917.

Avec le soutien de la bourgeoisie tatare au sein de l'Empire russe, les écoles tatars sont passées par une réforme essentielle en devenant des institutions scolaires modernes où les matières comme les mathématiques, la géographie et l'histoire étaient aussi enseignées. Ce modèle d'école moderne nommé *Usul-i Cedide* s'est répandu dans tous les territoires turkestanais de l'Empire russe en peu de temps. Par conséquent, en 1904, il existait 5000 écoles jadides au sein de l'Empire russe.³³⁰ Au de-là de ces territoires, le mouvement a également pénétré dans le Turkestan de l'Est.

İsmail Gaspıralı, un Turc de Crimée (1851-1914), a assuré l'approfondissement et la propagation du jadidisme dans les autres parties musulmanes de l'Empire russe avec la transformation de cet effort réformiste vers un mouvement politique. En effet, Gaspıralı était la force motrice du développement et de l'expansion de ce nouveau système d'enseignement au Caucase et en Asie centrale.³³¹ Il est allé soi-même au Turkestan pour

³²⁸Tümen Somuncuoğlu, « Çarlık Rusyası Dönemi Türkistanı'nda İslam ve Modernleşme », **Türkiye Sosyal Araştırmalar Dergisi**, No:182, 2014, p. 227-240.

³²⁹ Ibid., p. 231-237.

³³⁰ Nadir Devlet, **İsmail Bey (Gaspıralı)**, Ankara : Kültür ve Turizm Bakanlığı Yayınları, 1988, p.33.

³³¹ Hakan Kırımlı, **Kırım Tatarlarında Milli Kimlik ve Milli Hareketler, 1905-1916**, Ankara : Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1996, p. 38.

diffuser le système éducatif jadidiste.³³² Gaspirali, dans son journal *Tercüman* qu'il a publié à partir de 1883, a proposé l'union de langue autour du turc ottoman et a ainsi lancé le slogan « union de la langue, de l'idée et du travail ». ³³³ Ce journal était publié en russe et en ottoman simplifié. L'utilisation de cette langue simplifiée permettait la compréhension du journal parmi les peuples turcophones. En effet, ce journal était lu de façon très assidue par les intellectuels turkestanais.³³⁴ Donc, par l'usage de l'ottoman simplifié, Gaspirali a ravivé l'inter-compréhensibilité entre les peuples turcophones aux deux bouts de l'Eurasie.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les intellectuels turcophones du Caucase de la Russie, influencés par leurs homologues jadidistes comme Gaspirali, ont déclenché la réforme de l'enseignement sur leurs territoires. Nommé le « Molière des Tatars » par les Russes, Mirza Fatali Akhounzade (1812 –1878) était l'un des intellectuels jadidiste qui a répandu les idées de réformes au Caucase et plus particulièrement en Azerbaïdjan. En choisissant la voie littéraire, Akhounzade a essayé de montrer les effets négatifs de l'ignorance et le niveau médiocre de l'enseignement existant dans les écoles religieuses et les médersas de son époque. Il a harmonisé le jadidisme et le pan-turquisme dans ses œuvres. L'une des activités les plus importantes sur ce point est qu'il a écrit la première pièce de théâtre en turque. De plus, il a soutenu l'idée d'avoir un alphabet turc commun en caractères latins pour les peuples turcophones et ainsi il l'a préparé dans les années 1860. Il a écrit ses œuvres avec cet alphabet. Pourtant, en pratique et d'après les conjonctures politiques en Russie et dans l'Empire ottoman, l'utilisation d'un tel alphabet turc latin en commun n'a pas pu se réaliser. ³³⁵

³³² Edward James Lazzerini, « İsmail bey Gasprinskiyt (Gaspıralı): Modernizm Söylemi ve Ruslar », dans Hakan Kırımlı (éd.), **İsmail Bey Gaspıralı İçin**, Ankara : Kırım Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği, p. 611-623.

³³³ Pour plus d'information sur les efforts de Gaspirali voir Mehmet Saray, **Türk Dünyasında Eğitim Reformu ve Gaspıralı İsmail Bey (1851 - 1914)**, Ankara : Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, 1987; Cafer Seydahmet Kırimer, **Gaspıralı İsmail Bey: Dilde Fikirde İşte Birlik**, İstanbul : Türk Ocağı Yayınları, 2015.

³³⁴ Stéphane A. Dudoignon, « La question scolaire à Boukhara et au Turkestan russe, du 'premier renouveau' à la soviétisation (fin du xviii^e siècle-1937) », **Cahiers du Monde Russe**, XXXVII (1-2), janvier-juin 1996, p. 149-150.

³³⁵ Alaattin Uca, « Mirza Fethali Ahunzade'nin Türk Dünyasına Hizmetleri », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, No. 17, Erzurum, 2001, p. 367-369.

La déclaration de la monarchie constitutionnelle dans l'Empire russe en 1905 a offert un climat libéral propice au renforcement du jadidisme. La publication de journaux réformistes par les jadidistes tatars a permis la diffusion des idées du mouvement jadide au sein de l'Empire russe et a joué un rôle de connecteur entre les intellectuels turcs réformistes en dehors de cet Empire. Certains intellectuels tatars ont aussi travaillé comme enseignants dans les écoles réformistes au Turkestan. Pourtant, en 1911, l'administration russe a interdit aux enseignants tatars de travailler dans les écoles turkestanais. Ils les ont accusés de faire l'intermédiaire entre eux et les Ottomans turcs et de promouvoir le pan-turquisme et le pan-islamisme dans le Turkestan contrôlé par les Russes. Même si les Turkestanais jadidistes se sont plutôt inspirés des Tatars, ils étaient aussi influencés par les Ottomans réformistes. Il est avéré qu'à partir de 1870, il existait un système d'abonnement qui transmettait les magazines et les journaux réformistes publiés à Istanbul à ces lecteurs turkestanais. Bien que de façon plus limitée, les revues jadidistes publiées au Turkestan étaient aussi envoyées vers l'Empire ottoman.³³⁶

Dans le cadre du jadidisme, les étudiants turkestanais sont aussi allés à Istanbul pour accéder à une éducation moderne et la propager en Asie centrale dès leur retour.³³⁷ Ainsi, de nombreux étudiants de Boukhara, de Kashgar etc. étaient envoyés par les groupes jadidistes à Istanbul pour recevoir une éducation moderne. En effet, ils étaient des pionniers pour le renforcement des relations au sein des peuples turcophones jadidistes aux deux bouts de l'Eurasie. Après avoir fini leurs études, ces étudiants rentraient au Turkestan en diffusant les idées réformistes qu'ils avaient rencontrées dans la Monarchie constitutionnelle ottomane et appliquaient les méthodes d'éducation moderne qu'ils avaient apprises.³³⁸

En dépit de la distance géographique entre l'Empire ottoman et le Turkestan de l'Est qui était contrôlé par la Chine à partir de 1877, plusieurs familles réformistes de cette région turcophone s'étaient engagées dans le mouvement jadide d'une manière ardente.

³³⁶ Ingebord Baldouf, « Jadidsm in Central Asia within Reformism and Modernism in the Muslim World », **Welt and Islam**, Vol. 41, 2001, p. 87.

³³⁷ Hélène Carrère d'Encausse, **Islam and the Russian Empire Reform and Revolution in Central Asia**, (traduit par Quintin Hoare), Berkley : University of California Press, 1988, p. 194-196.

³³⁸ Andican, op. cit., p. 290-310.

Les plus connus de ces personnages étaient les frères ouïgours Hüseyin et Bahaddin Musabay.³³⁹ Ces commerçants réformistes du Turkestan de l'Est, ont ouvert une école moderne en 1885 à Artush près de Kashgar. Ils ont envoyé des enseignants turkestanais à Kazan, Istanbul et Saint Petersburg pour qu'ils apprennent les méthodes d'éducation jadidiste. Ils ont également lancé un programme pour envoyer des élèves ouïgours talentueux à Istanbul au «Mekteb-i Sultani », le lycée impérial pour instruire et former l'administration ottomane et l'ancêtre du lycée de Galatasaray, pour être éduqués. Ce programme a aussi permis à des membres de leur propre famille d'y être formés. Mesut Sabri qui a joué un rôle très actif pour l'indépendance des Ouïgours était parmi ces élèves envoyés à Istanbul.³⁴⁰

De plus, en 1913, suite à la demande de Hüseyin Musabay, le parti Union et Progrès a envoyé des enseignants ottomans comme Ahmet Kemal İlkul pour travailler dans les écoles jadides des Musabay au Turkestan de l'Est. Au fur et à mesure, les Musabay ont ouvert de nouvelles écoles jadides y compris des écoles pour former les enseignants. Dans ces écoles, les livres venant de l'Empire ottoman étaient enseignés et les élèves portaient des uniformes semblables à ceux qui étaient portés dans l'Empire ottoman.³⁴¹ Donc le jadidisme né dans l'Empire russe a été répandu dans un vaste territoire vers le Turkestan par l'intermédiaire des familles comme Musabay. Pourtant cela n'a pas pu continuer une longue durée. Par ailleurs, après la Révolution d'octobre 1917, le jadidisme a commencé de perdre du terrain.

Les soldats ottomans qui avaient été faits prisonniers par les Russes pendant la Guerre russo-ottomane de 1877-1878 et les conflits au front du Caucase en 1914, et qui s'étaient enfuis des camps ont assumé des fonctions dans les écoles jadides au Turkestan.³⁴² Certains d'entre eux ont ouvert des écoles modernes avec l'appui des leaders jadistes. Ces écoles ont pu survivre jusqu'au début de 1923 en bénéficiant de la reprise de la guerre civile en Russie et du manque de contrôle des soviets en Turkestan.

³³⁹ Millward et Tursun, op.cit., p. 72.

³⁴⁰ Ahmet Kemal İlkul, **Çin-Türkistan Hatıraları Şangay Hatıraları**, préparé par Yusuf Gedikli, İstanbul: Ötüken Yayınları, p. 62.

³⁴¹ Andican, op. cit., p. 327-328.

³⁴² Timur Kocaoğlu, « Türkistan'da Türk Subaylarının Faaliyetleri (1914-1923) », **Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi**, Sayı IV, İzmir 2000, p.21.

Dès leur arrivé au pouvoir, les soviets les ont fermés. De toute façon, ces soldats ottomans et leurs écoles ont fonctionné comme un pont entre le mouvement pan-turquiste au sein de l'Empire ottoman et en Russie.³⁴³

En effet, les jadides de l'Empire russe ont soutenu la Révolution d'octobre 1917 en croyant que le système bolchévique leur apporterait des opportunités pour l'approfondissement de leur mouvement et l'indépendance des territoires des peuples turcophones au sein de cet Empire.³⁴⁴ D'une certaine manière le jadidisme est devenu l'idéologie politique des peuples turcophones dans leur recherche de faire entendre leur voix d'une manière égale au sein de l'Empire russe. Certains entre eux ont aussi considéré ce mouvement comme une opportunité pour gagner leur indépendance. Suivant la Révolution russe de 1917, plusieurs jadidistes ont participé au parti communiste des bolchéviques et ont formé des fractions musulmanes dans ce parti.

Le jadidisme a servi à l'augmentation de l'interaction des peuples turcophones. L'idée et les mesures prises pour la modernisation de l'éducation ont rassemblé les intellectuels de Bakhtchyssara      Kashgar autour d'une même motivation. Cette motivation qui était plus concrète que l'idéologie romantique du pan-turquisme a servi au renforcement des relations entre les peuples turcophones en accélérant leur coopération.

Le pan-turquisme et le jadidisme ont joué un rôle central dans la continuation de l'interaction entre les peuples turcophones des deux bouts de l'Eurasie malgré plusieurs facteurs conjoncturels qui la limitaient. Ce que les deux mouvements ont essayé de faire étaient significatifs pour le développement des liens socio-culturels des peuples turcophones. Les efforts de création d'une langue et d'un alphabet communs, la publication d'un journal en ottoman simplifié lu dans la géographie turcophone, l'ouverture des écoles jadides dans lesquels les méthodes modernes d'enseignement communes étaient utilisées, l'envoi des enseignants de l'Empire ottoman à ces écoles pour former les étudiants turkestanais ou bien l'envoi des étudiants turkestanais, même du Turkestan de l'Est, aux écoles jadides au sein de l'Empire ottoman pour recevoir une formation moderne présentent des indicateurs qui nous montrent le degré développé

³⁴³ Andican, op. cit., p.321.

³⁴⁴ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 74.

d'interaction entre les peuples turcophones d'Istanbul à Kashgar. Cette interaction a permis le renforcement de régionalisation entre eux malgré les conditions limitées.

Comme un autre résultat de ces mouvements liant les peuples turcophones, pendant la guerre d'indépendance de la Turquie, les peuples turcophones qui sont entrés sous la dominance de l'Empire russe ont soutenu les Turcs d'Anatolie qui ont dépensé des efforts pour gagner leur indépendance. Ainsi, l'aide venant des Ouzbeks pour contribuer au financement de la guerre d'indépendance était très significative pour saisir les liens étroits parmi les peuples turcophones d'Anatolie et d'Asie centrale malgré la distance géographique entre eux. Donc ces mouvements ont renforcé les grains semés de la régionalisation des peuples turcophones. Cette interaction a aussi ouvert la porte à la coopération entre ceux-ci. Pourtant, cette coopération ne pouvait pas devenir un processus continu à cause des facteurs internes et externes. Dans un tel tableau, la régionalisation n'a pas trouvé de terrain pour s'approfondir.

En conclusion, les peuples turcophones ont partagé un espace régional le long de la Route de la Soie dans un format de proto-région. Il existait une cohésion linguistique et socio-culturelle et ils étaient en interaction continue soit coopérative soit compétitive. Ces caractéristiques ont permis le passage de leur régionalité de l'échelle d'« espace régional » à celle de « complexe régional ». Pourtant, même s'il se trouvait des occasions pour renforcer cette régionalité, les facteurs internes et externes apparus entre les XVI^e-XX^e siècles ont nui au développement de leur régionalisation. La détérioration des relations parmi les Khanats de Turkestan malgré les appels de l'Empire ottoman, l'invasion du Caucase et de l'Asie centrale par l'Empire russe commencée au XVI^e siècle et accélérée au XIX^e siècle par les implications du « Grand Jeu » étaient les facteurs les plus significatives qui ont bloqué ce développement. Mais, malgré ces obstacles, l'interaction entre les peuples turcophones entre les deux bouts de l'Eurasie a continué. Ainsi, les mouvements comme le pan-turquisme et le jadidisme ont joué un rôle très important pour la continuation de leur interaction et la création des occasions pour leur coopération. Donc, cela a contribué à leur régionalisation mais cette contribution est restée limitée comme il ne s'agissait pas d'une coopération continue. Pourtant, les politiques appliquées par l'Union soviétique, héritées d'une certaine manière de l'Empire russe fragiliseraient le développement du degré de régionalité.

II-LES ÉTATS TURCOPHONES ET LES FACTEURS EXOGÈNES ET ENDOGÈNES PORTANT DES INCIDENCES SUR LEUR RÉGIONALISATION

Dans l'analyse du déroulement des pays turcophones nous constatons des fluctuations même des périodes d'arrêt en raison des facteurs exogènes et endogènes. Dans ce contexte, nous analyserons d'abord les effets politiques de l'Empire russe et l'Union soviétique sur la coopération régionale entre ces pays jusqu'à leur indépendance. Ensuite, nous nous pencherons sur la transition multidimensionnelle des États turcophones après leur indépendance dans le cadre de *state building*, de *nation building* et de *national identity building* ainsi que de passage à l'économie de marché pour examiner leurs effets sur la régionalisation. Dernièrement, nous examinerons les efforts de coopération déployés par la Turquie envers les États turcophones dans les plans politico-diplomatique, développemental-économique et culturel-éducatif pour évaluer sur leurs effets concernant la régionalisation entre les pays turcophones.



Carte 2. La Turquie et les autres pays turcophones qui ont gagné leur indépendance en 1991

Source : Mapchart.net

Turquoise : Turquie ; Rouge : Azerbaïdjan ; Bleu : Kazakhstan ; Orange : Kirghizstan ; Pourpre : Ouzbékistan ; Vert : Turkménistan

A-Les effets de la politique de l'Empire russe et de l'Union soviétique sur la coopération régionale entre les pays turcophones jusqu'à leur indépendance

Le régime soviétique a laissé des traces négatives sur l'état de coopération et le renforcement de la régionalité entre les peuples turcophones. En effet, bien avant l'arrivée au pouvoir de l'Union soviétique, l'Empire russe avait déjà commencé à nuire à la régionalité. L'Empire russe avait colonisé le Caucase et l'Asie centrale en essayant de créer un *homo russe*. Poursuivant une politique semblable, le régime soviétique a fait des efforts pour former l'*homo sovieticus* en poursuivant le but de l'intégration des peuples non-russes dominés par les communautés turcophones soit par l'assimilation soit par la cooptation.³⁴⁵ En effet, il existe une forte convergence entre les méthodes, les buts et le vocabulaire des politiques tsariste et soviétique envers les peuples turcophones. D'ailleurs, tous les deux ont joué la carte ethnique contre le panislamisme et le conservatisme religieux contre le réformisme musulman en menant leurs politiques sur ce sujet. Ainsi, les méthodes utilisées sur ce point par l'Empire russe et l'Union soviétique possédaient des traits communs. La division des peuples musulmans, dont les peuples turcophones présentaient presque la totalité, d'après leur ethnicité ; l'utilisation du système éducatif et plus particulièrement la manipulation de la politique de langue en faveur de la russification ; le découpage administratif organisé sur cette division ethnique ; la politique d'installation des Russes sur les territoires conquis et le contrôle sur la vie religieuse faisaient partie de ces traits communs.³⁴⁶

1-Les outils politiques utilisés par l'Empire russe sur les peuples turcophones

Il est possible de catégoriser les outils politiques utilisés par l'Empire russe ayant des effets sur la régionalisation des peuples turcophones dans les domaines du système éducatif, du découpage administratif, des enjeux économiques et humanitaires ainsi que des stratégies répressives sur l'islam.

³⁴⁵ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 61-62.

³⁴⁶ Ibid, p. 95.

a-Le système éducatif et le découpage administratif

Parmi les outils de l'Empire russe qui ont nui la compréhensibilité, l'interaction et la coopération entre les peuples turcophones, le système éducatif occupe une place essentielle. Dans les années où le jadidisme a gagné de terrain dans l'Empire russe, Moscou a commencé à utiliser le système éducatif. En effet, cette utilisation visait aussi à russifier et orthodoxiser les peuples musulmans au sein de l'Empire russe. Cela était également un pas pour renforcer la division ethnique entre les peuples musulmans parmi lesquels les peuples turcophones avaient une prépondérance quantitative. À cet égard, Nicolas Ilminsky, un turcologue et missionnaire russe était derrière l'idée de la division des peuples non-russes par leur ethnicité et par un alphabet cyrillique basé sur la division ethnique. Dans les années 1860, Ilminsky avec ses collègues missionnaires comme Ostroumov et Alektorov, ont soutenu l'utilisation des langues vernaculaires avec des alphabets cyrilliques différenciés au lieu des langues littéraires véhiculaires dans les écoles russes de l'Empire tsariste.³⁴⁷ Ilminsky avait remarqué qu'en effet le tatar n'était pas assez connu par tous les segments de la société turcophone. Ainsi, il fallait utiliser les langues vernaculaires dans le système éducatif pour les russifier et orthodoxiser. C'est pour cela que l'utilisation des langues vernaculaires était au cœur du modèle scolaire qu'il a créé.³⁴⁸ À cet égard, il s'est agi un effort de changer la domination du tatar écrit avec les lettres arabes³⁴⁹ qui était la langue que le gouvernement russe adressait aux peuples musulmans de l'Empire russe depuis le début du règne de Catherine II.³⁵⁰

Sur ce point, l'adoption officielle d'une telle méthode dans le système éducatif basé sur « le modèle éducatif d'Ilminsky » en 1870 au sein de l'Empire russe a facilité

³⁴⁷ Mehmet Saray, **Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e Türk Dünyasında Dil ve Kültür Birliği**, Ankara : Türk Dil Kurumu Yayınları, 2008, p.79.

³⁴⁸ Mustafa Özgür Tuna, « Gaspıralı V. Il'minskii: Two Identity projects for the Muslims of the Russian Empire », **Nationalities Papers**, Vol. 30, No. 2, 2002, p. 268.

³⁴⁹ Les Tatares utilisaient un alphabet avec les lettres en arabe jusqu'en 1926. Ils ont utilisé un alphabet latin entre 1926-1938 et depuis 1938 ils utilisent l'alphabet cyrillique. Voir le livre suivant pour plus d'information sur ce sujet : Ahmet Bican Ercilasun (éd.), **Türk Lehçeleri Grameri**, Ankara : Akçağ Yayınları, 2007.

³⁵⁰ Tuna, op.cit., p.270.

l'application de cette politique. En effet, Ilminsky³⁵¹ a préparé un programme qui a été appliqué dans les écoles russes. D'après ce programme, à côté d'un enseignement intensif du russe et de cours religieux orthodoxes, les langues vernaculaires ont été codifiées et légalisées comme langue d'enseignement. À l'écrit, Ilminsky a combiné ces langues vernaculaires avec des alphabets cyrilliques possédant seulement une différence de quelques caractères par rapport aux autres.³⁵² Ilminsky a appliqué cette méthode dans les endroits dominés par les Tatares et puis l'a mise en œuvre dans les milieux habités par les Chuvashs et les Kazakhs.³⁵³

La confusion dans le système éducatif a fourni un climat favorable pour la pénétration du russe dans la vie quotidienne des peuples non-russes.³⁵⁴ Par conséquent, en peu de temps, cette politique a influencé les peuples turcophones de manière négative sur deux points. La similarité entre les langues écrites des peuples turcophones qui étaient issues d'une certaine harmonie s'est écartée par l'utilisation des alphabets cyrilliques différenciés. De plus, comme conséquence de cette dernière, au fil du temps, les dialectes oraux de ces peuples ont aussi commencé à s'altérer sous l'influence renforcée du russe. Donc, à la fin, les politiques tsaristes ont réussi à briser l'harmonie linguistique que les peuples turcophones partageaient.³⁵⁵ Par contre, le renforcement des langues vernaculaires ont également abouti à un autre résultat inattendu par les Russes. Le recensement ethnique et la prise de conscience des micro-identités nationales chez les peuples turcophones vivant en Russie tsariste se sont renforcés en conséquence de ces politiques. D'ailleurs, cette prise de conscience a abouti à la participation de jeunes turcophones éduqués de cette manière aux révoltes populaires de 1905 et 1906 dans l'Empire russe. Comme l'autorité soviétique aussi exercerait, en développant les langues locales turques, le pouvoir tsariste a tenté « *d'assimiler les allogènes en les différenciant afin d'éviter la constitution*

³⁵¹ Pour plus d'information sur la méthode d'Ilminsky voir Isabelle Teitz Kreindler, « Ibrahim Altynsarin, Nikolai Ilminskii and the Kazakh National Awakening », **Central Asian Survey**, Vol. 2, No. 3, 1983, p. 99-116.

³⁵² Roy, **La Nouvelle Asie Centrale...**, p. 99.

³⁵³ Saray, **Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e...**, p.79.

³⁵⁴ Tuna, op.cit., p.270.

³⁵⁵ Mirzahan Egamberdiyev, « Çarlık Rusyası'nın Türkistan'daki Eğitim Politikası (1870-1917) », **Gazi Üniversitesi Dergisi**, Cilt: 6, Sayı:1, 2005, p.103-104.

d'un bloc turco-musulman sécessionniste ». Cela sera également les fondements de la « politique des nationalités et des langues » de l'Union soviétique.³⁵⁶

De plus, Ilminsky et les Russes qui pensaient comme lui ne voulaient pas que les peuples du Turkestan soient bien éduqués dans les écoles laïques avec une éducation moderne comme c'était le cas dans les écoles jadidistes de Gaspıralı. Ils ont également trouvé des moyens pour les empêcher de recevoir une éducation supérieure. Donc, le but était laisser ces peuples illettrés le plus possible pour faciliter leur assimilation dans l'Empire russe. Comme cela, il devenait possible de limiter les moyens de communication entre les peuples turcophones soit au sein soit en dehors de la Russie tsariste.³⁵⁷

Le découpage administratif était également une politique de l'Empire soviétique qu'il l'a héritée de la Russie tsariste. Cela a été appliqué par les divisions des ensembles existants et par la création de nouvelles entités nationales. Par exemple, en 1868, le système tsariste a établi le Gouvernorat general du Turkestan qui présente la région d'où les Républiques d'Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan and Tadjikistan existent aujourd'hui.³⁵⁸ En utilisant le mot de Turkestan, en fait, l'Empire russe a reconnu que ses territoires faisaient partie d'une région turcophone. Par contre, l'Empire russe, sans inclure les territoires actuels du Kazakhstan dans ce gouvernorat, l'a attaché au Gouvernorat de Steppe.³⁵⁹ Après, une partie de territoires des Kazakhs a été mis en dehors du Gouvernorat de Steppe et incluse dans le Gouvernorat du Turkestan. D'autre part, les territoires actuels d'Azerbaïdjan sont devenus le sujet du Gouvernorat de Caucase.³⁶⁰ Donc, les frontières administratives des territoires annexés était fabriquées et re-fabriquées par l'Empire tsariste d'après leurs intérêts politiques, militaires et économiques. Ces administrations créées par l'Empire russe étaient contrôlées par des gouverneurs militaires. Ces gouverneurs possédaient le pouvoir militaire, politique et législatif d'une manière non-limitée avec lequel ils opprimaient les peuples locaux. Ainsi, ils collectaient des impôts de ces peuples à l'intermédiaire des autorités locaux qu'ils ont

³⁵⁶ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 99.

³⁵⁷ Saray, *Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e...*, p.79-84.

³⁵⁸ Togan, *Bugünkü Türkili Türkistan...*, p.261.

³⁵⁹ Alexandre Bennigsen et Chantal Quelquejay, *Step'de Ezan Sesleri*, (traduit par Nesih Uzel), Istanbul : İrfan Yayıncılık, 1994, p. 157-158.

³⁶⁰ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p.95.

mis au pouvoir pour appliquer leurs politiques brutales et corrompues. Même si ces impôts n'étaient pas si couteux au début pour tirer ses peuples à leur côté, au fur et à mesure ils sont devenus inabordables pour les peuples allogènes.³⁶¹

b-Les enjeux économiques et humanitaires

L'Empire russe, après avoir annexé le Turkestan, a pris également des mesures pour y apporter des systèmes de transport et de communication modernes. À cet égard, il a commencé à y construire un système de transport moderne avec des voies ferroviaires et des services postaux développés. Donc il y avait un effort tsariste pour l'urbanisation du Turkestan. Pourtant, en réalité les nouveautés n'étaient que de moyens construits entre l'Empire russe et le Turkestan pour empêcher ce dernier de communiquer avec le reste du monde. Par conséquent, cela augmentait la dépendance des peuples du Turkestan à l'égard de l'Empire russe.³⁶² Cette dépendance accrue facilitait l'exploitation des terres fertiles du Turkestan en faveur de l'économie tsariste.

De plus, l'Empire russe encourageait la culture du coton sur les territoires du Turkestan qui offraient une bonne récolte. Par conséquent, les paysans turcophones se sont concentrés sur la culture du coton, qui avait besoin d'une irrigation renforcée. À la fin, le coton a pris la place de la culture de céréales en Asie centrale et les peuples turcophones sont devenus également dépendants de l'Empire russe dans le domaine des céréales.³⁶³ Cela a ouvert la porte à l'apparition des problèmes d'irrigation et d'une famine sévère sur ces territoires. De plus, l'Empire russe a aussi installé des immigrants russes, plutôt des paysans russes, sur ces territoires en leur donnant des territoires appartenant aux paysans turcophones depuis des siècles et qui étaient plutôt fertiles pour l'agriculture du coton. Cette politique d'implantation a entraîné la perte de terres et de travail chez les peuples turcophones.³⁶⁴ Cette perte combinerait avec la mort de nombreux hommes turcophones pendant la première Guerre mondiale.

³⁶¹ Togan, **Bugünkü Türkili Türkistan...**, p.261.

³⁶² Ibid., p.278.

³⁶³ Ibid., p.280-281.

³⁶⁴ Nadira A. Abdurakhimova, « The Colonial System of Power in Turkistan », **International Journal of Middle East Studies**, Vol. 34, No. 2, May 2002, p.239-262.

Pendant la première Guerre mondiale, l'Empire russe a envoyé les peuples turcophones vivant en Eurasie aux fronts russes. En effet, la Russie tsariste n'avait pas appelé de soldats de ses régions musulmans jusqu'à la première Guerre mondiale. Pourtant, par manque de force militaire, l'administration tsariste a commencé à exercer une telle politique. Par conséquent, les soldats turcophones en Russie ont du faire guerre contre les Ottomans avec qui ils partageaient la même origine ethnique.³⁶⁵ Cette stratégie a provoqué une forte réaction chez les peuples turcophones, qui est venue s'ajouter aux autres mécontentements des peuples turcophones dus aux politiques tsaristes.

En effet, les peuples turcophones ont fait face de grandes pertes humaines pendant les combats de 1915-1917. Cela a visiblement affecté la population de Steppe et du Turkestan qui avait déjà souffert de la pénurie causée par Moscou. Une révolte a éclaté le 4 juillet 1916 en pays ouzbek qui a été suivie par un soulèvement général dans les plaines kirghizes et kazakhs. Cela a mobilisé « une guerre sainte » contre les Russes pour la restitution des terres à leurs propriétaires légitimes. Les armées russes ont réprimé ces révoltes de 1916 d'une façon brutale. Cette révolte a fini avec *«une immense perte humaine, un appauvrissement général et la mainmise russe sur toutes les terres encore disponibles par les Russes pour les nomades de la Steppe et les sédentaires du Turkestan »*.³⁶⁶ Donc tout cela a conduit au renforcement de la dépendance des peuples turcophones envers les autorités tsaristes dans les domaines politiques et économiques.

c-Les stratégies répressives sur l'islam

La politique répressive de l'Empire russe sur l'islam a également affecté les peuples turcophones dont la plupart étaient des musulmans. Par exemple, 75% des musulmans (16 millions) vivant en 1913 dans l'Empire russe à l'exclusion des États protégés de Boukhara et de Khiva étaient des peuples turcophones.³⁶⁷ Cette politique sur l'islam n'était pas tout à fait statique et changeait dans le temps et dans l'espace.

³⁶⁵Martha Brill Olcott, « The Basmachi or Freeman's Revolt in Turkestan, 1918-24 », **Soviet Studies**, Vol. 33, No. 3, Jul. 1981, p.353-354.

³⁶⁶Hélène Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie une histoire de l'Empire Russe de 1552 à nos jours**, Paris : Fayard, 2005, p.207-208.

³⁶⁷ Chantal Quelquejay et Alexandre Benningsen, « Le problème linguistique et l'évolution des nationalités musulmanes en U.R.S.S », **Cahiers du Monde Russe et Soviétique**, Vol.1, No.3, 1960, p. 421.

Au début du XVIII^e siècle, Pierre le Grand a mené une politique de christianisation en détruisant des mosquées au sein des frontières de l'Empire russe. Pourtant, Catherine II (1762-1769) a suivi une politique plus tolérante envers les musulmans en leur fournissant des moyens pour pratiquer leur religion.³⁶⁸ Par ailleurs, elle a déclaré l'islam l'une des religions légales de l'Empire et octroyé un statut administratif propre à l'islam. En 1782, un muftiat a été installé à Orenbourg et puis transféré à Oufa pendant son règne. Une assemblée spirituelle des musulmans a également été instituée en 1788. À la fin de XIX^e siècle, avec le muftiat en Crimée et deux muftiats, l'un shiite et l'autre sunnite à Tbilissi il existait quatre muftiats au total au sein de l'Empire tsariste.³⁶⁹ Pourtant la nomination des muftis par le gouvernement russe au lieu des peuples musulmans était un vrai moyen pour exercer un contrôle sur eux et déterminer leurs façons d'enseigner l'islam chez ces peuples au sein de l'Empire tsariste.³⁷⁰

Après les dernières conquêtes du XIX^e siècle, l'islam était pratiqué par près de 1/3 des sujets au sein de l'Empire russe. Face à une telle situation, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique russe envers l'islam a durci. En effet, l'Empire russe avait peur de confronter une solidarité musulmane. Pour empêcher une telle solidarité, le pouvoir russe exerçait plus de contrôle sur les musulmans et en ce faisant au Caucase il essayait d'aiguiser les différences entre les musulmans sunnites et shiites. D'autre part, la Russie menait aussi des politiques différentes envers les peuples musulmans en Asie centrale. Ainsi, elle coopérait avec les musulmans conservateurs pour isoler la région de l'influence réformiste extérieure.³⁷¹ En même temps, dans la steppe kazakhe, le pouvoir tsariste essayait de préserver les nomades tardivement islamisées d'une influence culturelle des Tatars qui voudraient moderniser l'islam. C'est pour cela que les traditions des musulmans étaient plus respectées par les autorités russes dans cette partie de l'Asie centrale.³⁷² Donc, l'Empire russe a mené une politique répressive mais non uniforme envers ces peuples musulmans et cette politique ambiguë a aussi joué un rôle négatif en

³⁶⁸ Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie...**, p.142-143.

³⁶⁹ Alper Alp, « Rus Çarlığında Müftülüklerin Kuruluşu ve Gelişimi », **Akademik Bakış**, Cilt:7, Sayı:12, Kış 2013, p.24

³⁷⁰ Elena Campbell, « The Autocracy and the Muslim Clergy in the Russian Empire (1850s–1917) », **Russian Studies in History**, Vol. 44, No. 2, Fall 2005, p. 8-29.

³⁷¹ Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie...**, p.145-150.

³⁷² Ibid., p.150-152.

ce qui concerne la régionalisation des peuples turcophones. Les politiques de l'Empire russe vis-à-vis du système éducatif, le découpage administratif, des enjeux économiques et les stratégies répressives sur l'islam ont ralenti le développement du degré de régionalité chez les Turcs au sein et en dehors de l'Empire russe. Par ailleurs, cet obstacle continuerait sous le régime de l'Union soviétique.

2-Les effets de la politique de l'Union soviétique sur les peuples turcophones

La Révolution d'octobre en 1917 qui a abouti à la chute de la Russie tsariste a apporté des grands espoirs aux peuples turcophones pour se débarrasser des stratégies oppressives de l'Empire tsariste et pour trouver des voies convenables afin de s'approcher de leurs frères et sœurs au sein et en dehors des territoires devenues russes. Par ailleurs, avec l'établissement de la Douma en 1905, les peuples russes et les nations non-russes y compris les peuples turcophones avaient trouvé des moyens de défendre leurs droits politiques. Le Gouvernement provisoire établi après la révolution de février avait fait des gestes pour répondre aux aspirations des peuples non-russes de la Russie en proclamant l'égalité des droits et des libertés et en reconnaissant aux nations des droits culturels. Cette révolution a également donné l'impression que ces développements démocratiques qui étaient arrêtés avec le déclenchement de la première Guerre mondiale seraient remis à l'ordre du jour avec l'arrivée au pouvoir des bolchéviques.³⁷³ Pourtant, avec l'établissement de l'Union soviétique en 1922, il est devenu plus clair que les peuples turcophones entreraient une division stricte d'après la politique des nations et des langues des soviets qui congèleraient le développement des degrés de leur régionalisation pendant des décennies. La politique sur l'islam de l'Union soviétique aurait également un effet négatif sur le développement du degré de regionalité des peuples turcophones.

La défense de l'auto-détermination nationale par Lénine était une des raisons qui a éveillé un espoir au sein des peuples turcophones pour gagner une voix indépendante. D'ailleurs, le 24 novembre 1917, Lénine a fait un appel aux « travailleurs musulmans de Russie et d'Orient » en exprimant un soutien explicite de la révolution aux musulmans en

³⁷³ Saray, *Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e...*, p. 80.

échange de leur soutien absolu pour la révolution contre les oppresseurs de la Russie qui ont nié leur croyance religieuse et leurs coutumes.³⁷⁴ Cet appel s'adressait également aux peuples turcophones. Pourtant, le résultat était différent de ce qui était espéré et après l'arrivée au pouvoir de Staline, les autorités soviétiques ont appliqué des politiques répressives sur les peuples musulmans affectant aussi les peuples turcophones. Par ailleurs, la Révolution d'octobre était considérée par les Russes comme une victoire russe et celle de la ville et de la classe ouvrière sur les non-russes, majoritairement paysans ou nomades.³⁷⁵ Ainsi, le but final n'était pas offrir l'auto-détermination, mais appliquer l'idéologie bolchévique. Cela a été bien compris par certains milieux turcophones qui ont considéré la révolution d'octobre comme une autre forme de russification.³⁷⁶ À cet égard, il sera utile d'analyser la politique des nationalités de Moscou, ainsi son manière de fabrication des langues et son attitude vers l'islam pour examiner leurs effets sur les peuples turcophones et leur régionalisation.

a-La politique des nationalités

La politique des nationalités de l'Empire soviétique était l'outil essentiel de l'Union soviétique pour créer l'« *homo sovieticus* » comme le but final à l'intermédiaire d'instruments artificiels. À cet égard, les autorités de l'appareil soviétique ont mené une politique de division du Caucase et de l'Asie centrale en entités politiques correspondant à des groupes ethniques. L'idée principale de cette politique était diviser les turcomusulmans en nationalités définies avant tout par une langue.³⁷⁷

En pratique, la politique des nations de l'Union soviétique fonctionnait comme suit : définir les groupes ethniques, attribuer à chaque groupe une langue qui lui serait propre, donner à chaque groupe un territoire avec ses frontières et sa capitale et établir des institutions étatiques avec la logique soviétique par l'instauration d'un parti communiste républicain dans le territoire concerné. Donc, en ne prenant pas en considération les

³⁷⁴Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie...**, p.266-267.

³⁷⁵Ibid., p.203-206.

³⁷⁶Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p.104.

³⁷⁷Olivier Roy, **L'Asie centrale contemporaine**, Paris : Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 2010, p.28.

caractéristiques complexes territoriales et sociétales des peuples turcophones, les autorités soviétiques ont utilisé « un système d'ingénierie sociale ». Cette politique a signifié un passage d'une structure d'empire multiethnique ayant des frontières floues entre les groupes ethniques à un système d'État-nation moderne dans lequel chaque peuple était décrit par un territoire, une langue et un État. Dans le processus de la division des frontières d'après les langues qui était plutôt politique et stratégique, les scientifiques soviétiques ont été chargés de trouver les justifications linguistiques et anthropologiques d'une telle division.³⁷⁸

Le pouvoir bolchévique a appliqué sa politique de division territoriale étape par étape. Par exemple, en 1918 Moscou a proclamé la formation de la République soviétique autonome de Turkestan rattachée à la République socialiste fédérative de Russie établie en Novembre 1917 après la Révolution d'octobre. En 1920, le Gouvernorat des Steppes au sein de l'Empire russe est devenu la République socialiste autonome kirghize (cette république serait rebaptisée kazakhe, parce qu'en effet ses territoires appartenais aux Kazakhs que les Russes appelaient les Kirghizes à cette époque). La province de Transcaspienne est devenue la République soviétique autonome du Turkménistan en incluant la région autonome des Karakalpaks. Dans ce tableau, les Républiques populaires de Khwarezm et Boukhara construites en 1920 ont fait partie de la République socialiste fédérative de Russie.³⁷⁹ D'autre part, le 25 avril 1918, l'Assemblée caucasienne a proclamé la République fédérale de Transcaucasie, indépendante de la Russie, aboutissant à l'établissement de trois États indépendants, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Pourtant le Caucase est entré dans l'orbite soviétique en 1920 et 1921 comme cette région était importante pour le succès de la révolution en tant que source de matières premières et de produits alimentaires et avec sa position géostratégique entre l'Europe et l'Asie.³⁸⁰

Avec l'établissement de l'URSS en 1922, la logique ethno-administrative s'est imposée comme nouveau cadre de gouvernance.³⁸¹ En 1924, le pouvoir russe a dissout toutes les entités administratives existantes et appliqué le principe d'« une ethnie et un

³⁷⁸Ibid., p. 27-36.

³⁷⁹Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p.103.

³⁸⁰Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie...** p.235-240.

³⁸¹ Cariou, **L'Asie centrale...**, p. 14.

territoire » en redessinant la carte du Caucase et de l'Asie centrale. En même année, l'utilisation du nom de Turkestan qui signifie les terres des Turcs a été aussi interdite par le régime soviétique.³⁸² Sur le principe des « délimitations nationales » théorisé par Staline, les Républiques socialistes du Caucase et de l'Asie centrale ont pris leur dernière forme finale au sein de l'Union soviétique. Ainsi, les Républiques socialistes soviétiques d'Ouzbékistan et du Turkménistan ont été créés en 1924, Tadjikistan en 1929, le Kazakhstan et le Kirghizstan en 1936. Les groupes numériquement moins nombreux n'ont bénéficié que d'un statut d'autonomie régionale: les Pamiris, pour qui est créée en 1925 la Région autonome du Gorno-Badakhchan rattachée au Tadjikistan, et des Karakalpaks, regroupés dans la République autonome de Karakalpakstan intégrée au sein de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan en 1932.³⁸³ D'autre part, en 1936, la République de Transcaucasie a aussi été abolie et ses territoires se sont divisés parmi les Républiques socialistes azerbaïdjanais, géorgien et arménien. En effet, l'URSS était depuis 1922 un État fédéral rassemblant des républiques qui jouissaient des prérogatives d'un pays souverain mais en réalité ces républiques n'avaient aucun pouvoir.³⁸⁴

Dans les nouvelles républiques, il existait un parti communiste national et une apparence d'État avec un président, un conseil de ministres, un ministère étranger à partir de 1944, un drapeau et un hymne national à l'exception de l'armée et de la banque nationale, en niant la possibilité d'une indépendance. Une classe politique communiste nationale a été fabriquée dans le cadre des nouvelles républiques. Pourtant cette classe n'avait pas de vrai pouvoir dans le système soviétique. D'autre part, l'établissement d'une Académie des sciences dans chaque nouvelle république était une stratégie pour former une nouvelle génération d'ethnographes, d'historiens et de littérateurs au service de l'Union soviétique.³⁸⁵ La collectivisation des terres et l'établissement des kolkhozes en tant que coopératives agricoles dans lesquels les terres, les outils, le bétail étaient mis en commun, serviraient aussi à la soviétisation des peuples allogènes.³⁸⁶

³⁸² Zeki Velidi Togan, **Türk Türkistan**, İstanbul : Toprak Yayınları, 1960, p. 7-8.

³⁸³ Quelquejay et Benningsen, « Le problème linguistique... », p. 454.

³⁸⁴ Hélène Carrère d'Encausse, **La Russie inachevée**, Paris : Fayard, 2000, p. 13.

³⁸⁵ Roy, **L'Asie centrale contemporaine**, p. 31-33.

³⁸⁶ Togan, **Umumi Türk Tarihine Giriş...**, p. 262.

Les nouvelles républiques établies au sein de l'URSS se sont catégorisées par leur nationalité d'une manière scientifique comme une « *communauté stable et historiquement formée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychologique, manifestée par une culture commune* ». ³⁸⁷ Le Caucase et l'Asie centrale n'étaient pas familiers avec le principe d'associer un territoire avec une ethnie et une langue spécifiques. Les relations infra-ethniques plutôt tribales, claniques, familiales etc. étaient plus déterminantes qu'une telle association pour les peuples turcophones installés en Eurasie. Comme principe, cette idée ne correspondait pas à leur système administratif traditionnel. Ainsi, ils ont eu des difficultés pour s'approprier ce système artificiel. ³⁸⁸

Les frontières des Républiques soviétiques créés en Asie centrale et au Caucase ne correspondaient pas à la délimitation de l'ancien ordre. Donc, ces frontières n'avaient pas de rationalité ethnique, économique ou géographique. ³⁸⁹ La vallée de Fergana divisée entre le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan est un exemple remarquable sur ce point. Par conséquent, pour aller de Tachkent au Ferghana, le besoin de passer par le Tadjikistan est devenu essentiel. Cette division a rendu la vallée de Ferghana plus fragile au niveau géopolitique. Avec la délimitation artificielle entre le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, de fortes minorités ouzbèkes se sont dispersées dans tous les États voisins turcophones de l'Ouzbékistan. Les Karakalpaks, installés au sud-est de la mer d'Aral et qui parlaient un dialecte kazakh se sont rattaché à la république socialiste ouzbek. La ville de Chimkent majoritairement peuplée par les Ouzbeks s'est rattachée à la République socialiste kazakhe et la ville d'Och démographiquement dominée par les Ouzbeks est prise dans les frontières de la république socialiste kirghize.

En vue de ce qui précède, le principe de la division territoriale en nationalité qui justifiait le découpage des frontières des Républiques soviétiques n'était qu'une illusion causant la séparation des peuples turcophones qui s'étaient habitués à vivre ensemble. ³⁹⁰ Ce principe a créé un climat favorable au déclenchement des conflits territoriaux qui surviendront même après la chute de l'Union soviétique entre les Républiques

³⁸⁷ Cariou, **L'Asie centrale...**, p.14.

³⁸⁸ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 31-32.

³⁸⁹ Ibid., p. 117.

³⁹⁰ Roy, **L'Asie centrale contemporaine**, p.31-33.

turcophones voisines. Dans un tel environnement propice aux conflits territoriaux, Moscou a gagné un rôle d'arbitrage pour le règlement de ces conflits. Comme cela, elle a pu garder son influence sur ces pays turcophones et leurs territoires.

L'installation des Russes sur les territoires des peuples turcophones était aussi un outil qui a séparé les peuples turcophones de leur propre terre et leur état de vivre ensemble. Cette politique d'installation héritée de l'Empire russe s'est accélérée sous le régime soviétique. Pendant les cinq premières années du règne bolchévique, le nombre des immigrés russes installés sur ces territoires étaient égal au taux d'immigrés russes amenés par la Russie tsariste en 50 ans.³⁹¹ Par conséquent, le nombre des Russes vivant dans les Républiques d'Asie centrale a augmenté d'une façon imprévue. Par exemple, la République kazakhe avait en 1959 une population de 9 310 000 habitants, dont les Kazakhs composaient 29,6% et les Russes 43,1%.³⁹² Les Kazakhs sont devenus une minorité dans leur propre territoire. Comme dans cet exemple, il s'agissait des calculs machiavéliques pour rendre impossible les indépendances des Républiques turcophones. L'utilisation de tous les moyens possibles pour rendre les nouvelles Républiques les plus fragiles possibles en jouant sur les frontières, les minorités et les enclaves étaient les enjeux primordiaux de ces calculs.³⁹³

b-La fabrication des langues

La fabrication des langues était une autre stratégie pour suivie par l'Union soviétique dans le processus de l'établissement de l'*homo sovieticus*.³⁹⁴ Les experts russes chargés d'établir les nouvelles langues ont fonctionné comme des ingénieurs sociaux dans ce processus. En prétextant le taux élevé du manque de l'alphabétisation au sein des peuples non-russes, ils ont fabriqué des nouvelles langues à partir de dialectes divers des langues dominantes comme le tchaghataï et le persan au Caucase et en Asie centrale. Pendant la première décennie, l'URSS a imposé un nationalisme linguistique attentif, en permettant l'utilisation de la langue nationale à l'intérieur de chaque République

³⁹¹ Togan, *Umumi Türk Tarihine Giriş...*, p. 384.

³⁹² Quelquejay et Benningsen, « Le problème linguistique... » p. 423.

³⁹³ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 117- 118.

³⁹⁴ Benningsen et Quelquejay, *Step'de Ezan Sesleri*, p.188.

socialiste, y compris les turcophones. De plus, plusieurs centres de recherche et d'enseignement sur la turcologie ont été ouverts à Moscou, Saint Petersburg, Kiev et Tachkent et de nombreux experts ont été éduqués dans ces institutions.³⁹⁵ Donc cela était un pas pour montrer la rupture du système tsariste et une illusion de respect envers la culture des peuples allogènes.

L'introduction des différences artificielles de transcription et d'alphabet était la preuve des efforts du pouvoir soviétique pour endommager l'intelligibilité entre les peuples turcophones. Pour chaque République soviétique, les linguistiques de ce régime ont créé une nouvelle grammaire et une phonologie en les éloignant le plus possible des grandes langues parlées par les peuples turcophones. Donc l'idée était également de briser les liens historiques et socio-culturels entre ces peuples et avec les Turcs d'Anatolie.³⁹⁶ Par ailleurs, au lieu du terme « des dialectes turques », la turcologie soviétique a utilisé le concept « des langues turques ».³⁹⁷

La politique d'alphabet était l'outil essentiel de la politique des langues des soviets. Les changements successifs des alphabets utilisés par les peuples turcophones ont constitué le fruit de ces politiques. D'abord, Moscou a permis aux peuples turcophones des Républiques socialistes d'utiliser des alphabets réformés en arabe dans le période 1923-1928. Pourtant en 1928, le pouvoir soviétique a décidé de transformer les alphabets en arabe aux alphabets en caractères latins. L'idée derrière de cette manœuvre était que les alphabets arabes seraient un moyen pour renforcer les sentiments religieux et les interactions culturelles entre les peuples turcophones. D'autre part, Moscou n'a pas préféré passer directement aux alphabets cyrilliques en pensant que cela rappellerait les souvenirs négatifs aux peuples turcophones qu'ils ont subis par la méthode d'Ilimsky pendant l'Empire tsariste. À la fin, les autorités soviétiques ont décidé d'appliquer les alphabets latins dans les Républiques socialistes turcophones avec l'espoir que cela les tiendrait écartés de la culture turque et musulmane.³⁹⁸

³⁹⁵ Ahmet Buran, « Sovyet Türkolojisi ve Birinci Türkoloji Kurultayı », **Turkish Studies International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic**, Volume 4/3, Spring 2009, p. 434.

³⁹⁶ Roy, **L'Asie centrale contemporaine**, p. 39-40.

³⁹⁷ Buran, op.cit., p. 433.

³⁹⁸ Isabelle Teitz Kreindler, **Educational Policies Towards the Eastern Nationalities in Tsarist Russia: A Study of Ilimsky's System**, New York: Colombia Universities, Printed PhD Dissertation, 1969, p.212.

Le premier congrès de turcologie réuni par les soviets à Bakou en 1926 avec la participation des turcologues soviétiques d'origine turque, russe et aussi des turcologues européens était un pas significatif pour le passage officiel aux alphabets latins par les peuples turcophones au sein de l'Union soviétique. En effet, l'Azerbaïdjan avait déjà appliqué une telle politique. Dans la période d'enseignement 1925-1926, toutes les écoles en Azerbaïdjan avaient commencé à enseigner avec les lettres en latin.³⁹⁹ Le congrès, dans lequel les Turcs de Turquie étaient représentés par Mehmet Fuat Köprülü, Hüseyinzade Ali Tural et İsmail Hikmet Ertaylan, a été dédié à Wilhelm Radloff⁴⁰⁰, considéré comme le fondateur de la turcologie soviétique et Gaspıralı et s'est tenu du 26 février au 6 mars avec des sessions très intenses et des discussions critiques.⁴⁰¹ Par ailleurs, les autorités soviétiques ont déjà pris des mesures pour initier un tel changement de caractère politique et ce congrès avait le but de légitimer ces mesures pour le passage à l'alphabet latin. Le fait que des œuvres en arabe en Union soviétique étaient interdites à partir de 1924 représentait l'un des indicateurs importants sur ce point. D'autre part, la plupart des participants du congrès, était composée des sympathisants de l'alphabet latin. Les intellectuels azerbaïdjanais étaient des ardents défenseurs de ce changement. Seuls les experts de Kazan défendaient la réforme de l'alphabet arabe au lieu de son remplacement par l'alphabet latin en affirmant que le dernier causerait la fin de l'intelligibilité mutuelle entre les peuples turcophones au sein et en dehors de l'Union soviétique.⁴⁰²

Le passage à un alphabet latin commun par les peuples turcophones faisait partie des décisions prises au congrès. D'ailleurs une commission d'experts a été établie pour commencer les préparatifs à cet effet.⁴⁰³ Cette commission a préparé « le nouvel alphabet turc unifié » en 1927.⁴⁰⁴ Ainsi, les peuples turcophones au sein de l'Union soviétique pourraient communiquer davantage. A cet égard, un alphabet turc unifié en latin composé

³⁹⁹ Bilâl N. Şimşir, *Azerbaycan'da Türk Alfabesi Tarihçe*, Ankara: Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1991, p.12-15.

⁴⁰⁰ Pour plus d'information sur Wilhelm Radloff, voir Ahmet Temir, *Türkoloji Tarihinden Wilhelm Radloff Devri*, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1991.

⁴⁰¹ Kâmil Veli Nerimanoğlu, *1926 Bakü Türkoloji Kurultayı Tutanaklar (26 Subat – 6 Mart 1926)*, (traduit par Mustafa Öner), Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 2008, p. 13-14.

⁴⁰² Mustafa Oral, « Türkoloji Tarihinde 1926 Bakü Türkiyat Kongresi », *Türk Dili ve Edebiyat Dergisi*, Sayı: 17, Bahar 2004, p. 115-121.

⁴⁰³ Ömer Faruk Demirel, *1. Türkoloji Kongresi ve Menzel, 1926 Bakü Türkoloji Kongresinin 70. Yıl Dönümü Toplantısı*, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1999, p. 36.

⁴⁰⁴ Bilâl Şimşir, *Türk Yazı Devrimi*, Ankara: Türk Tarih Kurumu, 1992, p. 137.

de 33 lettres a été accepté par cette commission. Pourtant cet alphabet n'est resté qu'au stade de projet.⁴⁰⁵ En effet, le pouvoir soviétique avait mené des campagnes pour la latinisation des alphabets utilisés dans les Républiques de l'Union avec des intentions cachées. Par ailleurs ces campagnes ont fini par la décision du régime soviétique au passage des alphabets cyrilliques en 1936. En effet, le passage aux alphabets latins n'était qu'un pas transitoire vers l'utilisation des alphabets cyrilliques, qui était le but final. Pour ne pas faire un changement si radical, le pouvoir soviétique avait d'abord mené une telle politique. La décision de Moscou pour l'utilisation de l'alphabet cyrillique par les peuples turcophones au sein de l'Union a joué un coup de frappe pour leur inter-compréhensibilité. Ce coup intentionnel aurait des effets sur la communication entre eux ainsi que celle entre eux et les peuples turcophones anatoliens. Par ailleurs, le dernier était aussi un souci sérieux du régime soviétique dont il essaie d'interrompre.⁴⁰⁶

L'adoption de l'alphabet latin en Turquie par Atatürk en 1928 avait incité l'Union soviétique à revisiter leur politique des alphabets latins pour les Républiques socialistes turcophones. D'après Moscou, l'utilisation d'un alphabet latin par les Turcs d'Anatolie donnerait une occasion très importante aux Turcs anatoliens et les peuple turcophones au sein l'Union soviétique pour s'unir autour des motifs pan-turquistes, qui pourraient causer des mouvements séparatistes dans les frontières de l'Union. Les mesures prises par Atatürk y compris la création de l'Institution de la langue turque (*Türk Dil Kurumu*) et d'Institution de l'histoire turque (*Türk Tarih Kurumu*) dans le but de démontrer les liens étroites linguistiques et historiques des Turcs dispersés dans les différentes parties du monde étaient parmi les facteurs qui dérangent Moscou. En portant aussi ce motif, à la fin des années 1930, le pouvoir soviétique a imposé les alphabets cyrilliques pour remplacer ceux en latin. À cet égard, pour chaque république turcophone un alphabet cyrillique a été préparé. Donc, il existait environ une différence de 8 ou 10 lettres dans les alphabets des républiques turcophones. À cause de cette différence instituée délibérément par le pouvoir soviétique, les peuples turcophones ne pouvaient même pas lire les écritures des uns des autres.⁴⁰⁷ De plus, en 1937 et 1938, le régime soviétique a exercé une purge

⁴⁰⁵ Ibid., p. 141.

⁴⁰⁶ Demirel, *I. Türkoloji Kongresi...*, p. 36.

⁴⁰⁷ Ahmet Bican Ercilasun, *Örneklerle Bugünkü Türk Alfabeleri*, Ankara: Kültür Bakanlığı Yayınları, 1993, p. XI.

sur les intellectuels turcophones qui étaient contre un tel changement.⁴⁰⁸ Cela a montré l'intention absolue du régime pour empêcher de retourner en arrière avec l'utilisation des méthodes même cruelles dans un sujet si crucial pour lui.

Le changement d'alphabet a servi à des objectifs multiples portant des implications sévères jusqu'à nos jours. Entre autres, il a empêché l'accès des nouvelles générations aux écrits antérieurs. Avec la censure sur toute production imprimée, les nouvelles générations ne pourraient lire ni les œuvres de leurs ancêtres ni les livres religieux. D'autre part, la création des nouveaux alphabets a ouvert la porte à un mouvement d'alphabétisation. Pourtant, le but de cette alphabétisation n'était pas la production intellectuelle en langue locale ou bien l'établissement d'une véritable identité nationale. Il n'était qu'un outil pour renforcer l'identité soviétique. Par ailleurs, l'alphabet cyrillique a purement fonctionné comme « un vecteur de russification » des peuples non-russes y compris des peuples turcophones au sein de l'Union soviétique. De plus, grâce au cyrillique, les mots russes plus particulièrement ceux du domaine scientifique ont facilement pénétré dans la vie quotidienne des peuples turcophones.⁴⁰⁹ Par ailleurs, Il est devenu obligatoire d'utiliser la version russe des termes politiques, économiques, scientifiques et techniques en remplaçant les mots d'origine turque ou bien arabe.⁴¹⁰

Il s'agissait d'une stratégie appliquée par Moscou pour assurer la soviétisation des peuples turcophones par l'intermédiaire de langue en les éloignant de leur origine ethnique. Plus grave encore, la référence à la langue turque en désignant les dialectes azerbaïdjanais, kazakh, kirghize, ouzbek, tartare et turkmène a totalement disparu, comme le pouvoir soviétique a donné naissance aux langues azerbaïdjanaise, kazakhe, kirghize, ouzbèke, tartare et turkmène dont ils ont déformé la phonétique et l'intelligibilité mutuelle.⁴¹¹ Donc la politique des nations et des langues de l'Union soviétique a joué un rôle de séparateur entre les pays turcophones.

⁴⁰⁸ Saray, *Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e*..., p. 90-94.

⁴⁰⁹ Roy, *L'Asie centrale contemporaine*, p.30.

⁴¹⁰ Saray, *Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e*..., p.84.

⁴¹¹ Ibid., p.96.

c-L'attitude vers l'islam

L'attitude de l'Union soviétique vers l'islam a aussi des effets négatifs sur le développement des relations des peuples turcophones. En passant par un certain nombre d'étapes, cette politique n'était pas uniforme et était plutôt variable selon les conditions locales. L'inconsistance dans cette politique était liée au fait que d'une part le régime voulait éradiquer la religion et d'autre part faisait des efforts pour sécuriser le soutien des musulmans pour la victoire du socialisme.⁴¹² Dans les années 1917-1925, il existait une sorte de tolérance envers les musulmans qui s'est détériorée dans les années suivantes. Cette tolérance passagère a laissé sa place à des applications cruelles.

La fluctuation de la politique de l'Union soviétique envers l'islam était apparente dans le cas de Sultan Galiev qui a élaboré la doctrine du « communisme nationale musulman ». Sultan Galiev, le musulman le plus haut placé dans la hiérarchie de l'État soviétique, a travaillé avec Lénine pour assurer la victoire du socialisme au sein de l'Union soviétique. Galiev présentait pour le régime soviétique un acteur influent qui pouvait les aider à unir les musulmans autour de nouveau régime dans les territoires de la Russie. Pourtant, même si Galiev coopérait avec Lénine et son régime, il a eu des désaccords avec eux en critiquant les politiques intolérantes envers les musulmans de la Russie bolchevique. Après ses efforts pour la création en 1919 de la République autonome de Bachkiri, Galiev s'est lancé pour la formation d'une République tatare qui embrasserait tous les territoires musulmans de la Volga à l'exception de celle de Bachkiri.⁴¹³ En essayant de réaliser la promesse d'auto-détermination de Lénine aux musulmans de la Russie, Galiev a aussi envisagé de créer une République socialiste de « Touran » en rassemblent les peuples turcophones au sein de l'Union soviétique et a fait des efforts dans cette direction.⁴¹⁴ Staline a fait emprisonner Galiev en 1929 et donné l'ordre de son assassinat dans les années 1940, la date exacte restant inconnue.⁴¹⁵

⁴¹² Shirin Akiner, « Islam, the state and ethnicity in Central Asia in historical perspective », **Religion, State and Society**, Vol :24, Issue:2-3,1996, p.107.

⁴¹³ Carrère d'Encausse, **L'Empire d'Eurasie...**, p.266-267.

⁴¹⁴ Bennigsen et Quelquejay, **Step'de Ezan Sesleri**, p.188.

⁴¹⁵ Pour plus d'information sur Sultan Galiev voir A. Benningsen et C. Quelquejay, **Sultan Galiyev. Le père de la révolution tiers-mondiste**, Paris : Fayard, 1986 et Masayuki Yamauchi, **Sultan Galiyev: İslam Dünyası ve Rusya**, (traduit par Hironao Matsutani), İstanbul : Bağlam Yayıncılık, 1998.

Comme dans l'exemple de Sultan Galiyev, au début des années 1920, il existait une tolérance relative envers les musulmans au sein de l'URSS. Pourtant vers la fin des années 1920 et les années 1930, l'Union soviétique a mené des campagnes antireligieuses souvent brutales. Cela a mené à l'interdiction de l'enseignement religieux, des tribunaux islamiques, du port du voile, des mariages religieux et de la polygamie. Les fondations religieuses ont été réquisitionnées.⁴¹⁶ Le pèlerinage à la Mecque et les contacts avec les musulmans étrangers ont pratiquement été interdits. La plupart des mosquées ont été fermées ou détruites et les livres religieux brûlés.⁴¹⁷ Dans la période 1932 -1938, les clercs islamiques ont été chassés comme des contre-révolutionnaires, saboteurs et agents des renseignements allemands, japonais ou britanniques. Le nombre des mosquées, qui était de 25 000 avant la révolution, est passé à 450 en 1976.⁴¹⁸

L'URSS a créé, en effet, un « islam officiel » qui lui était loyal. Les soviets ont établi un contrôle étroit sur les institutions religieuses restantes. D'une manière similaire à l'établissement des muftiats par Catherine II pour contrôler la vie religieuse des musulmans, l'Union soviétique a formé quatre directions spirituelles musulmanes fonctionnant comme des administrations religieuses : la direction de l'Asie centrale et du Kazakhstan à Tachkent, la direction de la Russie européenne et de Sibérie à Oufa, la direction du Caucase du Nord et Daghestan à Makhach-Qala et la direction de Transcaucasie à Bakou. Comme 75% des musulmans au sein de l'Union soviétique vivaient en Asie centrale, la direction dans cette région située à Tachkent avait la permission de publier des périodiques religieux et de posséder deux medersas officielles dans la zone sous son contrôle.⁴¹⁹

Les quatre directions mentionnées ci-dessus étaient assignées de contrôler la vie religieuse des musulmans. Les hommes religieux musulmans appartenant à ces directions ne faisaient que la propagande sur le fait que le marxisme et l'islam étaient compatibles.⁴²⁰ En même temps, ils acceptaient que les croyants puissent être membre du parti

⁴¹⁶ Bennigsen et Quelquejay, **Step'de Ezan Sesleri**, p. 201.

⁴¹⁷ Akiner, « Islam, the state and the Ethnicity... », p.109.

⁴¹⁸ Alexandre Bennigsen et Chantal Quelquejay, « Official Islam in the Soviet Union », **Religion in Communist Lands**, Vol:7, Issue:3, 1979, p. 148.

⁴¹⁹ Ibid., p. 150.

⁴²⁰ Quelquejay et Benningsen, « Le problème linguistique... », p. 421.

communiste s'ils restaient loyaux au dogme du régime soviétique et de l'islam. À cet égard, les leaders musulmans faisaient la propagande de l'idéologie anti-impérialiste dont l'URSS se considérait comme un ardent défenseur. Dans ce tableau paradoxal Moscou se servait de l'islam pour se montrer le leader du monde anti-impérialiste. En outre, les leaders musulmans qui acceptaient les demandes de Moscou essaient de trouver une place pour eux dans la politique interne du régime soviétique.⁴²¹

La deuxième Guerre mondiale a apporté une nouvelle dynamique à la politique du pouvoir soviétique envers l'islam. Dès 1941, parallèlement au besoin de soldats pour la dit-guerre, le discours de Staline sur l'islam a changé. En effet, en 1942, il a une politique de normalisation des relations entre l'islam et le gouvernement soviétique.⁴²² Il a commencé à avoir recours au patriotisme des musulmans en les envoyant au front. Ce dégel vis-à-vis l'islam a continué jusqu'à la fin de la deuxième Guerre mondiale.⁴²³ Par exemple, en 1944, le pèlerinage était officiellement réintroduit pour des groupes du clergé déterminés par le régime.⁴²⁴ D'autre part, sous prétexte de collaboration avec l'Allemagne nazie, Staline a fait déporter jusqu'en 1944 en Asie centrale et en Sibérie plus d'un million de personnes musulmans composées des Tatares de Crimée, des Tchétchènes, des Ingouches, des Balkars, des Karatchaïs et des Turcs d'Ahiska.⁴²⁵ D'ailleurs, ces persécutions ont continué jusqu'au début des années 1960.

À partir de 1970, l'Union soviétique a essayé de se montrer comme un pays tolérant envers l'islam spécialement pour établir de bonnes relations avec des pays arabes qui sont riches en pétrole du Moyen-Orient. Un petit nombre des publications religieuses étaient autorisés pour la distribution locale. Moscou a aussi envoyé des membres du clergé choisis aux pays musulmans dont le régime était proche de l'Union soviétique pour des formations. De plus, pendant cette période, la restauration des monuments islamiques en Asie centrale a été initiée par le régime soviétique et les musulmans étrangers ont été encouragés à visiter la région en tant que des délégations officielles qui suivraient les programmes déterminés par le régime soviétique. De plus, des musulmans soviétiques

⁴²¹ Bennigsen et Quelquejay, « Official Islam ... », p.156

⁴²² Ibid., p.148.

⁴²³ Bennigsen et Quelquejay, **Step'de Ezan Sesleri**, p. 210.

⁴²⁴ Akiner, « Islam, the state and the Ethnicity... », p.107.

⁴²⁵ Bennigsen et Quelquejay, **Step'de Ezan Sesleri**, p 226.

endoctrinés par l'idéologie communiste ont participé à des conférences internationales islamiques où ils expliquaient la tolérance du régime soviétique vers l'islam.⁴²⁶ Donc, ces musulmans diffusaient un discours affirmant la réconciliation entre l'islam et le communisme dans le système soviétique. En réalité, tout cela n'était qu'une apparence et la vie religieuse des musulmans était sous le contrôle suprême du régime soviétique.

Le fait que la vie religieuse islamique était encadrée et contrôlée si étroitement par le régime soviétique a provoqué le développement en clandestinité d'un islam dit « parallèle ». Cela a été porté par des mollahs locaux qui sont restés fidèles à un islam traditionnel. Les confréries soufies dont la mystique s'est plus particulièrement enracinée dans les zones rurales faisaient aussi partie de l'islam dit « parallèle ».⁴²⁷ Donc, l'oppression de la politique sur l'islam de l'Union soviétique a poussé les peuples musulmans qui voulaient encore pratiquer leur religion malgré les oppressions du régime à la clandestinité. A cause de cette clandestinité, la plupart de la population musulmane n'a pas pu trouver la possibilité d'acquérir une connaissance formelle de l'islam mais ils n'étaient pas isolés de l'islam dans leur vie privée. Donc, les peuples musulmans du Caucase et de l'Asie centrale, dont la majorité était turcophone, étaient soviétisés dans leurs attitudes, valeurs et loyautés, mais dans leur sphère privée, ils ont retenu une apparence traditionnelle avec des coutumes et préconceptions enracinées de la pratique islamique. D'ailleurs, cette pratique ne possédait pas une dimension seulement religieuse comme il contenait une signification ethnoculturelle.⁴²⁸ Mais, cela n'était pas aussi uniforme pour tous les musulmans au sein de l'Empire soviétique et a créé de différents effets sur les peuples turcophones. Suivant la politique fluctuante de l'URSS vers l'islam qui n'était pas du tout tolérant la plupart du temps, l'islam, qu'il soit officiel, ou parallèle ne présentait plus un facteur unifiant chez les Turcs vivant au sein de l'Union soviétique. Même si ce n'était pas un facteur aussi dominant que la politique des nations et des langues, les mesures prises pour contrôler l'islam de l'URSS a aussi causé l'éloignement des peuples turcophones.

⁴²⁶ Akiner, « Islam, the state and the Ethnicity... », p.107.

⁴²⁷ Cariou, **L'Asie centrale...**, p. 46.

⁴²⁸ Akiner, « Islam, the state and the Ethnicity... », p.115.

L'Union soviétique a mené une politique de cantonner les peuples turcophones par l'établissement des unités fédérales basées sur la différence de la langue par la stratégie des nations. Moscou a aussi favorisé les langues locales plutôt que leur unification autour d'une langue en commun. Cela a abouti à la formation d'une identité nationale dans chaque république turcophone. Mais cette identité qui était fabriquée ne contenait que des éléments imposés par le pouvoir soviétique.⁴²⁹ Avec l'ingénierie sur la langue et l'alphabet, la communication entre les peuples turcophones s'est fortement dégradée.⁴³⁰ Donc face à une soviétisation si forte, l'interaction et l'état de coopération entre les peuples turcophones ont diminués d'une manière sans précédent. Cela a aussi nui à l'intelligibilité mutuelle entre les peuples turcophones et au degré de leur régionalité. De plus, la politique de l'Union soviétique encadrant et contrôlant la vie religieuse des musulmans qui a montré différentes phases dans le temps a aussi endommagé le rassemblement des peuples turcophones autour d'une version commune de l'islam.

Des politiques de l'Union soviétique appliquées envers les peuples turcophones dans le processus de création de l'« *homo sovieticus* » ont causé l'éloignement des peuples turcophones situés aux deux extrêmes de l'Eurasie en produisant des obstacles sérieux au renforcement de leur régionalisation. De plus, face aux politiques de l'Union soviétique, cette régionalisation a été suspendue jusqu'à l'indépendance des Républiques turques.

B-La transition multidimensionnelle des États turcophones après leur indépendance et leurs effets sur la régionalisation

Après la chute de l'URSS, les Républiques turcophones qui ont subi le système tsariste et soviétiques, dès qu'ils ont gagné leur indépendance sont entrées dans une phase de transition multidimensionnelle. Alors que d'une part, leur tâche principale était de fonder un État ainsi que les institutions et les législations qui vont avec, d'autre part, chacune devait établir les concepts de nation et d'identité nationale.⁴³¹ De plus, elles

⁴²⁹ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 130.

⁴³⁰ Sir Olaf Caroe, *Sovyet İmparatorluğu Toprakları*, 1. Cilt, (traduit par Serhan Yüksel), İstanbul: Tercüman Yayınlar, 1975, p. 23-24.

⁴³¹ Hasan Ali Karasar, "Türkistan Bütünleşmesinde Zirve Diplomasisi", dans Hasan Ali Karasar et Sanat K. Kuşumbayev, *Türkistan Bütünleşmesi: Merkezi Asya'da Birlik Arayışları 1991-2001*, İstanbul: Ötüken Yayınları, 2009, p.27.

devaient mettre en place les bases d'une économie nationale et assurer leur intégration dans le système économique global. Ce faisant, parmi les buts initiaux figuraient la protection de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale acquises qu'au bout de sept décennies. Dans cette perspective, il serait pertinent de remarquer qu'à la suite de leur indépendance, les États turcophones ont dû faire face à une nouvelle période difficile marquant des fluctuations politiques et économiques dans les pays de la région, y compris la Turquie. Face à un tel tableau, il semblerait nécessaire d'analyser les processus de *state building*, de *nation building* et de *national identity building* ainsi que la transition économique des nouveaux États indépendants pour pouvoir comprendre comment le niveau de leur régionalité a évolué plus de 25 ans après leur indépendance.

1-Les processus de *state building*, de *nation building* et de *national identity building*

En prenant en compte les termes de *state building*, *nation building* et *national identity building*, il est possible d'identifier les difficultés auxquelles se sont confrontés les États turcophones au lendemain de leur indépendance. À cet égard, rappelons que le *state building* signifie la construction ou la reconstruction d'un État souverain et efficace capable de fournir des fonctions et des services essentiels à ses citoyens par l'intermédiaire des institutions étatiques dans le cadre de l'intégrité territoriale. Une telle construction ou reconstruction nécessite également la formulation ou la re-formulation des agendas de politique interne et externe.⁴³² Le *nation building* est un processus qui engendre la fabrication ou la re-fabrication d'une nation dans laquelle les citoyens sentent une quantité suffisante de communauté des intérêts, des objectifs et des préférences de sorte qu'ils ne veulent pas se séparer les uns des autres.⁴³³ Ainsi, le *nation building* viserait à établir une

⁴³² Zoe Scott, « Litterature Review on State building », **Government and Social Development Resource Center**, May 2007, <http://www.gsdr.org/docs/open/hd528.pdf>, consulté le 12 novembre 2017; pour plus d'information consulter le livre suivant: Barnett Rubin, Jack Snyder (éd.), **Post-Soviet Political Order: Conflict and State building**, London : Routledge, 1998.

⁴³³ Alberto F. Alesina et Bryony Reich, « Nation Building », **NBER Working Paper**, No.18839, February 2013, <https://ssrn.com/abstract=2226811>, consulté le 12 novembre 2017; Graham Smith, Viven Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, **Nation building in the Post-Soviet Borderlands**, London : Cambridge University Press, 1998, p. 1-23; Taras Kuzio, « Nationalising states or nation building? A critical review of the theoretical literature and empirical evidence », **Nations and Nationalism**, Vol.7, No.2, 2001, p. 135-154.

relation proche entre les citoyens et l'État. Quant au *national identity building*, processus qui constitue une partie intégrale du *nation building*, il est question de créer ou re-crée le sentiment d'appartenance à une nation spécifique avec ses propres symboles, traditions, cérémonies et héros etc. en dépit de l'existence de divergences ethniques, culturelles ou religieuses entre les citoyens du pays en question.⁴³⁴

Au moment où les nouvelles Républiques turcophones ont déclaré leur indépendance, avec une dépendance absolue face à l'Union soviétique en termes de structure étatique, de conception de nation et d'identité nationale, celles-ci se trouvaient dans le besoin absolu de passer en même temps par les trois « *building* » processus mentionnés ci-dessus, comme c'est le cas pour tous les États post-soviétiques. Plus de 25 ans après leur indépendance, les discussions concernant l'acheminement de ces processus sont encore d'actualité. À cet égard, il serait adéquat d'analyser ces étapes afin de savoir si les États sont fin prêt à relancer le niveau de leur régionalité interrompue sous l'emprise de l'Union soviétique.

a-L'indépendance et le *state building* chez les nouveaux États turcophones

Après avoir gagné leur indépendance, les États turcophones sont entrés dans un processus de *state building* possédant des aspects internes et externes. Les dits-États ont justement dû s'occuper de l'héritage territorial que l'Union soviétique leur avait laissé avec une série de crises réelles et potentielles. Les développements régionaux concernant l'aspect sécuritaire de la question ont constitué l'un des sujets essentiels compliquant la tâche.

a.a-Les aspects internes et externes du *state building*

Le processus du *state building* chez les pays turcophones possèdent des aspects interne et externe dont la combinaison rend ce phénomène plus compliqué. Les aspects internes sont liés aux sous-domaines qui avaient des implications sur la politique interne de ces États qui étaient en train d'établir leur système étatique. Quant aux aspects externes,

⁴³⁴ Montserrat Guibernau, « Anthony D. Smith on nations and national identity: a critical assessment », **Nations and Nationalism**, Volume 10, Issue 1-2, January 2004, p.134-141.

ils sont liés aux efforts fournis par ces pays pour leur reconnaissance par la communauté internationale comme État indépendant et souverain soit par leur adhésion aux organisations internationales soit par leur engagement actif pour l'établissement des institutions régionales.

Les aspects internes

À l'analyse des aspects internes, il est possible de déterminer comme point de départ les déclarations d'indépendance, le rôle des leaders, la préparation et l'adoption des constitutions, l'établissement des institutions étatiques, la détermination des symboles étatiques et la nationalisation des cadres politiques.

L'indépendance comme début du state building

Le processus du *state building* commence dès l'indépendance des pays turcophones. En effet, l'indépendance des États turcophones montre un caractère *sui generis*. Avant leur indépendance, ces pays se trouvaient depuis 1980 dans une instabilité politique. En effet, la période allant de 1983 à 1987 pourrait être perçue comme une période de séparation entre Moscou et les Républiques soviétiques musulmanes y compris les pays turcophones.⁴³⁵ Tous les premiers secrétaires issus des personnages titulaires des Républiques musulmanes ont été remplacés en Asie centrale par de nouveaux fonctionnaires considérés comme plus fidèles à Moscou. Le remplacement, en 1986, de Kounaiev, premier secrétaire de la République soviétique de Kazakhstan, par un Russe nommé Kolbin a déclenché les émeutes d'Alma-Ata constituant le premier conflit ethnique en URSS.⁴³⁶ Les émeutes menées par les étudiants kazakhs ont été réprimées de façon violente par les soldats russes déclenchant une réaction en chaîne au sein de l'Union.⁴³⁷ Par ailleurs, entre 1986 et 1990, les émeutes se sont succédé, opposant l'ethnie dominante aux groupes minoritaires. Les conflits ethniques qui ont eu lieu entre les Ouzbeks et les Turcs d'Ahiska dans la région de Ferghana, entre les Kirghizes et les

⁴³⁵Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 195.

⁴³⁶Pinar Akçali, « Nation-state building in Central Asia: a lost case? », dans Mehdi Parvizi Amineh et Henl Houweling (éd.), **Central Eurasia in Global Politics: Conflict, Security and Development**, Leiden-Boston: Brill Academic Publishers, 2005, p.110.

⁴³⁷Martha Brill Olcott, « Kazakhstan », dans Glenn R. Curtis (éd.), **Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan-Country Studies**, Washington, US Government Printing, 1997, p.16-18.

Ouzbeks à Och au Kirghizstan et entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens au Caucase sur le statut du Haut-Karabakh étaient des événements ardues nuisant à la sécurité et à la stabilité de la région et remettant en cause la légitimité du pouvoir soviétique.⁴³⁸ Pourtant, aucun mouvement pro-indépendant n'avait existé dans ces pays durant les dernières années de l'Union soviétique.⁴³⁹

Comme pour les autres Républiques soviétiques, les Républiques turcophones ont aussi déclaré leur souveraineté à la fin de 1989 et en 1990 sans pour autant se référer à la déclaration de leur indépendance. Ainsi, chronologiquement, l'Azerbaïdjan le 23 septembre 1989, l'Ouzbékistan le 20 juin 1990, le Turkménistan le 22 août 1990, le Kazakhstan le 26 octobre 1990, et enfin le Kirghizstan le 12 décembre 1990 sont devenus des Républiques souveraines.⁴⁴⁰ Par conséquent, les constitutions et les lois nationales des Républiques soviétiques turcophones ont surpassé les lois fédérales. Pourtant, cette souveraineté n'a été valable qu'en théorie jusqu'au coup d'État d'août 1991 à Moscou.⁴⁴¹ Face aux demandes territoriales des Arméniens et leurs attaques au Haut-Karabakh, les Azerbaïdjanais ont mené, le 13 janvier 1990, des émeutes à Bakou. Moscou a de prime abord déclaré l'état d'urgence à Bakou et, par la suite, est intervenu causant la mort de centaines d'Azerbaïdjanais.⁴⁴² À partir de cet événement, les relations entre Bakou et Moscou se sont fragilisées jusqu'à l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Pourtant, il est vrai que les nouvelles Républiques turcophones ne devraient pas être perçues comme le résultat direct d'un conflit de libération nationale. En effet, cette indépendance n'a ni été revendiquée ni été acquise au prix d'une lutte sécessionniste mais plutôt comme le résultat de la dissolution de l'Union soviétique. Pourtant, les problèmes endurés dans ces pays jusqu'à leur indépendance ont constitué les sujets auxquels ils ont été confrontés pendant le processus du *state building*.

⁴³⁸Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 201.

⁴³⁹Hooman Peimani, *Failed Transition, Bleak Future? War and instability in Central Asia and the Caucasus*, Westport: Greenwood Publishing Group, 2002, p. 8.

⁴⁴⁰ Abdullah Kara, *Turgut Özal ve Türk Dünyası: Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri 1983-1993*, İstanbul: IQ Kültür ve Sanat Yayınları, 2012, p. 145

⁴⁴¹ Zaleski Eugène, « La crise du pouvoir en U.R.S.S. (1988-juillet 1991) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 22, N°2, 1991, p. 22-26.

⁴⁴²Sophie Chautard, *L'indispensable des conflits au XX^e siècle*, Levallois-Perret : Studyrama, 2006, p.51.

En signant, le 8 décembre 1991, le traité qui a établi la Communauté des États indépendants (CEI), les dirigeants de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine ont dissolu l'Union soviétique. Ce traité qui a été signé le 21 décembre 1991 par tous les pays de l'ex-URSS⁴⁴³ à l'exception des pays baltes et de la Géorgie, a été suivi par la démission du président Gorbatchev.⁴⁴⁴ La dissolution en 1991 de l'URSS a entraîné l'émergence sur la scène internationale de cinq nouvelles Républiques turcophones; l'Azerbaïdjan a proclamé son indépendance le 30 août 1991, suivi du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan le 31 août 1991, du Turkménistan le 27 octobre 1991 et enfin du Kazakhstan le 16 décembre 1991. Dès leur indépendance, ces États n'ont pas seulement fait face à des problèmes économiques, politiques et sociaux hérités du régime soviétique mais ont aussi relevé les défis pour l'établissement d'un État totalement indépendant sur la scène internationale.⁴⁴⁵ Avant tout, les États turcophones ont accordé une importance particulière à la préservation de leur indépendance et de leur intégrité territoriale.⁴⁴⁶

Avec cette déclaration, pour la première fois, à l'exception de l'Azerbaïdjan, les États turcophones ont eu l'opportunité d'établir librement leur propre État, leur nation et leur identité nationale.⁴⁴⁷ Cependant, notons que pour des raisons historiques et socio-économiques, ces nouvelles Républiques se sont différenciées du modèle occidental.⁴⁴⁸ Seul l'Azerbaïdjan avait eu une expérience étatique avec la proclamation, en 1918, d'un État-nation indépendant qui a duré jusqu'en 1922, date à laquelle il a intégré l'Union soviétique.⁴⁴⁹ Cette République, le premier État turcophone indépendant au XX^e siècle, bien qu'elle soit éphémère, est un point de référence pour les Azerbaïdjanais qui ont revendiqué leur passé indépendant et leur souveraineté territoriale.

⁴⁴³ L'Azerbaïdjan a ratifié son adhésion à la CEI en 1993 et le Turkménistan n'a pas ratifié la Charte de la CEI et à partir de 2005 a changé son statut dans la CEI en membre associé.

⁴⁴⁴ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 202.

⁴⁴⁵ Tunca Özgiçi, « Orta Asya Türk Cumhuriyetleri ve Azerbaycan'ın Parlamento Yapılarının Karşılaştırmalı Analizi », *Türkiyat Mecmuası*, Vol. 22, 2012, p. 84.

⁴⁴⁶ Gökhan Bacık, « Türk Cumhuriyetleri'nin Kimlik Sorunu », dans Mim Kemal Öke (éd.), *Geçiş Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri*, İstanbul : Alfa Yayınları, 1999, p. 62.

⁴⁴⁷ Graham Fuller, « Central Asia: The Quest for Identity », *Current History*, Vol. 93, No. 582, April 1994, p. 146.

⁴⁴⁸ Erol Kurubaş, « SSCB Sonrası Türk Cumhuriyetlerinde Yeni Uluslaşma Süreçleri Üzerine Bir Değerlendirme », *Uluslararası Hukuk ve Politika Dergisi*, Cilt:2, No: 5, 2006, p.123.

⁴⁴⁹ Ceylan Tokluoğlu, « Azerbaycan », dans İsmail Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), *Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Azerbaycan, Gürcistan ve Ukrayna: Türk Dilli Halklar ve Türkiye ile İlişkiler*, II. Kitap, Ankara : Atatürk Kültür Merkezi, 2012, p. 26.

Moscou déterminait et contrôlait la vie politique, économique et sociale des Républiques soviétiques turcophones. Leurs structures économiques, sociales et militaires étaient désignées par Moscou pour répondre aux besoins de l'Union soviétique sans pour autant prendre en considération leurs propres exigences. Ainsi, ces pays ont eu des difficultés pour mener leurs affaires internes sans recevoir le soutien du gouvernement central soviétique. Dans toutes les Républiques soviétiques, les institutions étatiques étaient faibles, dépourvues des cadres bureaucratiques qui étaient endoctrinés pour l'établissement d'un État moderne indépendant. Privée d'une tradition d'élection indépendante, les chefs d'État étaient, pendant 70 ans, désignés par Moscou et qu'ils ne détenaient qu'un pouvoir limité sur la prise de décision.⁴⁵⁰ Bien que l'amendement de la Constitution soviétique ait permis en 1944 à chaque République de désigner son ministre des Affaires étrangères et de défense ainsi que ses troupes nationales, il ne s'agissait que d'un changement théorique vu que Moscou continuait à donner les directives.⁴⁵¹ Dépourvues d'expériences, les Républiques turcophones qui ont apparues sur la scène internationale n'étaient pas prêtes à mener des relations avec les pays étrangers ou à répondre aux exigences nécessaires pour pouvoir intégrer une organisation internationale.

Sous la domination soviétique, les pays turcophones n'ont pas obtenu une expérience étatique de type moderne. À l'inverse du déroulement normal, le processus de *state building* n'a pu commencer qu'après la déclaration de leur indépendance.⁴⁵² En parallèle, le processus de *nation building* allait de pair avec celui de *state building*. L'héritage soviétique dans les domaines étatique, politique, culturel et économique a rendu plus difficile ce processus. Notons que les pays turcophones ont été critiqués pour ne pas paraître assez enthousiastes au moment de la déclaration de leur indépendance. Pourtant, cette absence d'enthousiasme pour l'indépendance n'était pas en corrélation avec leur satisfaction avec le *status quo* soviétique. Au contraire, c'était plutôt le reflet d'une lourde dépendance face au gouvernement central de Moscou.⁴⁵³

⁴⁵⁰ Peimani, op.cit., p. 12-13.

⁴⁵¹ Mirzohid Rahimov, « From Soviet Republics to Independent Countries: Challenges of Transition in Central Asia », **Perspectives on Global Development and Technology**, Vol.6, Issues.1-3, 2007, p.300.

⁴⁵² Bacık, op.cit., p. 63.

⁴⁵³ Peimani, op.cit., p. 8.

Les leaders dans le processus du state building

Avec l'héritage soviétique, les pays turcophones se sont engagés dans un processus de *state building* où les chefs d'État avaient un rôle à jouer. Après tout, ces derniers avaient déjà un rôle politique actif depuis la période soviétique. Les anciens membres de la *nomenklatura* communiste de l'ère soviétique sont ainsi devenus les nouvelles élites nationales.⁴⁵⁴ À l'exception du premier président du Kirghizstan, Askar Akaev, élu le 15 octobre 1991, ancien président de l'Académie des sciences, les autres présidents des Républiques turcophones faisaient partis des premiers secrétaires du Parti communiste de leur République respective au temps de l'URSS.⁴⁵⁵ Noursultan Nazarbaïev qui avait été élu le 24 avril 1990 président de la République soviétique de Kazakhstan a été réélu le 1 décembre 1991 président du pays. Islam Karimov qui avait été élu président de la République soviétique d'Ouzbékistan le 24 mars 1990 a été réélu président le 29 décembre 1991. Saparmourad Niazov qui avait été élu président de la République soviétique de Turkménistan a été réélu le 21 juin 1991 président du Turkménistan indépendant.

En Azerbaïdjan, l'élection du chef d'État a été plus turbulent jusqu'en 1993. Ayaz Muttalibov, premier dirigeant élu en 1992 était aussi une figure héritée du régime soviétique. Suite au massacre de Khodjaly commis par les forces arméniennes contre les Azerbaïdjanais civils, cet ancien premier secrétaire du Parti communiste qui a été trouvé incapable de mener la nation, a été remplacé en 1992 par Aboulfaz Eltchibeï qui n'avait pas eu de responsabilités à proprement parlé sous le régime soviétique. En raison des échecs continus contre les Arméniens et des rivalités politiques internes, Eltchibeï a été renversé par un coup mené par le chef de guerre Souret Huseynov. Suite à l'appel du gouvernement, Heydar Aliev⁴⁵⁶, depuis 1991, président de l'Assemblée locale de la République autonome de Nakhitchevan et nommé vice-président en 1991, est venu à Bakou pour rétablir l'ordre en Azerbaïdjan. Aliev a été élu président d'Azerbaïdjan en

⁴⁵⁴ Akçalı, « Nation-state building in Central Asia... », p.95-97.

⁴⁵⁵ Fuller, « Central Asia : The Quest for Identity... », p. 145.

⁴⁵⁶ Heydar Aliev était, en 1967, président du Comité pour la Sécurité d'État de l'Union soviétique, en 1969 premier secrétaire du Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan, en 1982 vice premier ministre de l'URSS et premier musulman de plein droit au Politburo. Cet homme politique avait démissionné du Politburo en 1987 et du parti communiste en 1990.

1993.⁴⁵⁷ Il apparaît que la plupart des dirigeants actifs sous la domination soviétique avait repris la relève pour mener à bien le processus de *state building*, qui devait être appliqué en harmonie avec celui de *nation building*.⁴⁵⁸

Comparé aux autres pays turcophones, l'expérience du Kirghizstan a été plus complexe en ce qui concerne le changement de son chef d'État laissant derrière lui un trait négatif sur le déroulement du processus de *state building*. Le premier président Akaev a été renversé suite à la « révolution des Tulipes »⁴⁵⁹ en date de 2005 et son successeur Kumanbek Bakiev a fui le pays en 2010 à cause des allégations de corruption. Par la suite, Roza Otounbaïeva, première femme à accéder au poste de présidence dans un pays turcophone, est arrivée au pouvoir. Elle était en charge de mener l'administration intérim avant l'élection en 2010 d'Almazbek Atambaïev. Atambaïev était le premier président du Kirghizstan à pouvoir mener à terme son mandat et Sooronbay Jeenbekov lui avait succédé après l'élection présidentielle de 2017. Les périodes turbulentes concernant le changement de président a engendré une instabilité politique au Kirghizstan nuisant négativement au processus de *state building*. Par ailleurs, dans les autres pays, les changements des chefs d'État se sont réalisés dans le calme avec l'élection en 2003 d'Ilham Aliev (le fils d'Heydar Aliev) en Azerbaïdjan, de Gurbanguly Berdimuhamedow en 2007 au Turkménistan et de Chavkat Mirziyoyev en 2016 en Ouzbékistan après la mort de leur prédécesseur. Quant au Kazakhstan, le président Nazarbaïev qui était au pouvoir pendant 30 années a quitté sa position et son candidat, le président du Sénat Kassym-Jomart Tokaïev a été élu le 9 juin 2019 le président du pays.

⁴⁵⁷Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 202-212.

⁴⁵⁸Sébastien Peyrouse et Marlène Laruelle, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale*, Vol. 13/14, 2004, p. 10.

⁴⁵⁹La révolution des Tulipes est le nom donné au coup d'État qui a eu lieu le 24 mars 2005 au Kirghizstan où le président Akaev et son gouvernement ont été renversés suite aux élections parlementaires en février et en mars. Les émeutes ont commencé au Sud du pays pour protester les fraudes électorales. Le 24 mars, une grande manifestation a été organisée à Bichkek qui s'est achevée par l'occupation du Palais présidentiel et par renverser le régime en place. La révolution portait une dimension économique protestant la pauvreté endémique et la corruption généralisée. De plus, le clivage Nord-Sud dans le pays a aussi joué un rôle déclencheur de la révolution. D'ailleurs, le Sud qui est plus peuplé que le Nord se plaignait de la situation économique défavorable et d'une représentation insuffisante dans la vie politique kirghize. Par conséquent, au lendemain de la révolution des Tulipes, Akaev, venant du Nord du pays, a été remplacé par Bakiev appartenant à la région du Sud. Pour plus d'information sur le sujet voir : Pınar Akçalı, « Kırgızistan'da Parlamenter Geçiş: Genel Bir Değerlendirme », *Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi*, Cilt :XII, Sayı:1, Yaz 2012, p. 193-209 et Thomas Huet, « Mars 2005 au Kirghizstan : « révolution des Tulipes » ou alternance violente ? », *Cahiers d'Asie centrale*, Vol :15/16, 2007, p. 340-351.

Après leur indépendance, la culture politique promouvant le culte du pouvoir fort s'est perpétuée dans les pays turcophones. Par ailleurs, la personnification du pouvoir est devenue une réalité pour ces pays. En effet, le culte de la personnalité des présidents s'est intégré au premier plan dans chaque pays turcophone. Dans un tel contexte, les chefs des États turcophones ont opté pour la préservation de la stabilité et de la sécurité de leur pays au lieu d'assurer la pluralité politique.⁴⁶⁰ De plus, la personnification de pouvoir a été acceptée par la majorité des peuples comme cela a été considéré comme une mesure primordiale pour la continuité des réformes dans ces pays ainsi que l'empêchement des conflits ethniques ou bien des fragmentations claniques qui pourraient y causer des problèmes sécuritaires.⁴⁶¹ Cette attitude qui a continué dans les années suivantes est, de temps en temps, est encore critiquée par la communauté internationale. Pour les Occidentaux, il est assez rare d'être témoin d'élections présidentielles où les dirigeants sont élus avec un taux de pourcentage élevé comme c'était le cas pendant le régime soviétique.⁴⁶²

Bien qu'il y ait, depuis l'indépendance, une opposition, en raison de l'héritage soviétique, vu que l'État et le président sont en fusion l'un et l'autre, il est clair que ce dernier et son parti au pouvoir dominant la vie politique. Par conséquent, à l'exception du Kirghizstan, les partis de l'opposition n'ont pas d'influences à proprement parler sur les équations politiques internes. Il ne semblerait donc pas possible de parler d'une culture de pluralité politique pour ces Républiques.⁴⁶³ Dans cette perspective, les premières mesures prises par les chefs d'État des pays turcophones au lendemain de l'indépendance concernaient le processus de *state building* pour déterminer la forme du régime politique et établir les institutions politiques et économiques. À cette fin, ils ont d'abord commencé par préparer et adopter leur Constitution nationale. L'éventail d'une pluralité politique ne venait qu'en second plan.

⁴⁶⁰ Entretien avec Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

⁴⁶¹ Entretien avec Rustam Burnashev, membre de la faculté des sciences sociales à l'Université kazakhe-allemande, le 6 juin 2018, Almaty.

⁴⁶² Roy, *L'Asie centrale contemporaine*, p. 43-45.

⁴⁶³ Ibid.

Les nouvelles constitutions comme carte routière

Les constitutions des pays turcophones sont devenues la carte de route pour leur *state building* processus. Les premiers pays à amender leur Constitutions étaient l'Ouzbékistan et le Turkménistan en 1992, suivi du Kirghizstan et du Kazakhstan en 1993 et de l'Azerbaïdjan en 1995. Dans ces constitutions, les pays turcophones se sont définis comme des États-nation démocratiques basés sur l'état de droit. La protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale était acceptée, par les cinq constitutions en question, comme un principe *sino quo non*. À l'exception de la constitution ouzbek⁴⁶⁴, l'aspect séculaire y a été mis en avant en soulignant la séparation entre les affaires étatiques et religieuses. La séparation des pouvoirs, à savoir le législatif, l'exécutif et la judiciaire était aussi indiquée dans ces constitutions accordant plus de pouvoir aux présidents. C'est pourquoi, le système politique de ces Républiques est déterminé comme présidentiel.⁴⁶⁵ Pourtant les amendements constitutionnels qui se sont réalisés les années suivantes ont eu des effets différents dans les systèmes politiques de chaque pays.

La première constitution adoptée au Kazakhstan en 1993 a introduit le système présidentiel dans ce pays en accordant les pleins-pouvoirs au président. Avec la deuxième constitution adoptée en 1995, il s'est taillé un pouvoir sur mesure. Cependant, en 2017, suite à l'initiative du président Nazarbaïev, une réforme constitutionnelle renforçant les pouvoirs du Parlement et du gouvernement et réduisant ceux du président a été adoptée. Avec cette révision constitutionnelle, le premier ministre doit désormais consulter le Parlement avant de soumettre ses propositions au Parlement pour la composition du gouvernement. Une exception est faite pour les ministres des Affaires étrangères et de défense qui sont nommés directement par le président. De plus, le gouvernement est désormais responsable à la fois face au président et au Parlement. La réforme a réduit certains pouvoirs présidentiels en faveur du gouvernement y compris l'approbation et la mise en œuvre des programmes étatiques. Elle a aussi aboli le pouvoir du président lui permettant de charger le gouvernement pour préparer des projets de loi et de les soumettre au Parlement. De plus, la réforme a aboli le droit présidentiel à promulguer des décrets

⁴⁶⁴ Pour analyser la Constitution de la République d'Ouzbékistan voir <https://www.un.int/uzbekistan/uzbekistan/constitution-republic-uzbekistan>, consulté le 17 octobre 2017.

⁴⁶⁵ Rahimov, op.cit., p.303.

ayant force de loi. Avec ce changement constitutionnel, le président se concentre dorénavant sur des fonctions stratégiques comme la politique étrangère, la sécurité nationale et la défense, et joue un rôle d'arbitre dans les relations entre les institutions étatiques tandis que le gouvernement acquiert plus d'indépendance concernant la conduite directe de la politique économique.⁴⁶⁶ Pourtant, le fait que le président Nazarbaïev a quitté le pouvoir mais en tant que « le père de la nation » a conservé des fonctions clés comme la présidence du parti en pouvoir et celle du Conseil de sécurité et le membre du Conseil constitutionnel a compliqué l'application de cette réforme.⁴⁶⁷

D'autre part, au Kirghizstan, même si la première constitution qui a été adoptée en 1993 a introduit la séparation des pouvoirs, c'est au président que revenait le droit de nommer le premier ministre, les ministres, les gouverneurs et les maires. En 2003, grâce à un amendement constitutionnel, le pouvoir du président a été élargi. Pourtant, avec un autre amendement constitutionnel en date de 2006, après « la révolution des Tulipes », il y a eu un retour au principe de la séparation des pouvoirs.⁴⁶⁸ En revanche, dans la pratique, comme le président avait exercé son pouvoir de façon excessive, un changement constitutionnel a été inévitable en 2010. Par conséquent, avec cette nouvelle constitution, le système politique au Kirghizstan est devenu le seul système parlementaire en Asie centrale et parmi les pays turcophones nouvellement indépendants.⁴⁶⁹

En Ouzbékistan, la constitution adoptée en 1992 est encore en vigueur accordant un pouvoir renforcé au président. Les deux amendements constitutionnels de 1999 ont introduit le Senat comme deuxième chambre et ont élargi la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 années. D'autre part, grâce aux amendements constitutionnels introduits en 2011, le premier ministre est désormais en charge de nommer et de diriger le cabinet des

⁴⁶⁶ Pour analyser le contenu des amendements faits en 2017 dans la Constitution de la République du Kazakhstan voir les sites d'internet du ministère des Affaires étrangères et le Parlement de Kazakhstan suivants : <http://mfa.gov.kz/files/58ef445cb511c.pdf> et <http://www.parlam.kz/en/constitution>, consulté le 18 octobre 2017.

⁴⁶⁷ Benoît Vitkine, « Après le départ de Nazarbaïev, élection présidentielle de façade au Kazakhstan, le Monde », *le Monde*, le 7 juin 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/07/apres-le-depart-de-nazarbaiev-election-presidentielle-de-facade-au-kazakhstan_5472834_3210.html, consulté le 9 juin 2019.

⁴⁶⁸ Akçali, « Kırgızistan'da Parlamenter Sisteme Geçiş... », p. 194

⁴⁶⁹ Pour analyser la constitution du République kirghize voir https://www.constituteproject.org/constitution/Kyrgyz_Republic_2010.pdf?lang=en, consulté le 5 octobre 2017.

ministres alors que le Parlement est compétant pour la nomination du premier ministre.⁴⁷⁰ Avec l'amendement de 2011, la durée du mandat présidentiel a été délimitée à 5 ans. En 2014, suite à un nouvel amendement, le rôle du Parlement et des partis politiques s'est solidifié.⁴⁷¹ L'amendement de 2017 a consolidé le pouvoir judiciaire. Ainsi, quatre catégories de cours en tant que civile, administrative, criminelle et économique ont été établies. De plus, le Conseil Judiciaire Suprême, un nouvel organe judiciaire, a été construit en charge de nommer et de renvoyer les juges en consultation avec le président en réformant ce processus qui avait été mené seulement par le président. Avec cet amendement, le pouvoir de la Cour constitutionnelle a aussi été élargi ; les juges ne seraient élus que par le Sénat suite à la proposition du président et parmi les candidats proposés par le Conseil Judiciaire Suprême.⁴⁷²

Au Turkménistan, dans la pratique, le président exerce son pouvoir de façon excessive en allant au-delà de ce qui est indiqué dans la constitution de 1992. Niazov, en tant que premier président, avait été déclaré, en 1993, « Turkmenbachy » par le Parlement du Turkménistan, titre signifiant « le père des Turkmènes », et en 1999, président à vie, fonction qu'il a exercé jusqu'à sa mort en 2006.⁴⁷³ De même, les amendements constitutionnels de 2016 allongeant le mandat présidentiel de 5 à 7 ans et supprimant la limite d'âge des candidats (70 ans), ont préparé les conditions nécessaires au président Berdimuhamedow pour devenir président à vie au Turkménistan.⁴⁷⁴

L'Azerbaïdjan était le dernier pays turcophone à adopter sa première constitution en 1995. En effet, les enjeux politiques internes et la guerre du Haut-Karabakh ont retardé ce processus. Depuis 2009, grâce aux amendements constitutionnels, l'élection du président n'est plus limitée à deux mandats comme cela était auparavant, lui permettant ainsi de

⁴⁷⁰ Scott Newton, **The Constitutional Systems of the Independent Central Asian States: A Contextual Analysis**, Oxford: Hart Publishing, 2017, p. 28-30.

⁴⁷¹ Umida Hashimova, « Are Recent Constitutional Changes in Uzbekistan Related to Successor Issue? », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 11, Issue: 59, 2014, <https://jamestown.org/program/are-recent-constitutional-changes-in-uzbekistan-related-to-successor-issue/>, consulté le 5 octobre 2017.

⁴⁷² Maksim Yeniseyev, « New reforms to Uzbekistan's judicial system attempt to address deficiencies », **Central Asia News**, le 5 mai 2017, http://central.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_ca/features/2017/05/12/feature-01, consulté le 6 octobre 2017.

⁴⁷³ Newton, **The Constitutional Systems...**, p.30.

⁴⁷⁴ Casey Michel, « Constitutional Changes Pave Way for Turkmen President-for-Life », **the Diplomat**, le 15 Septembre 2016, <https://thediplomat.com/2016/09/constitutional-changes-pave-way-for-turkmen-president-for-life/>, consulté le 6 octobre 2017.

diriger dorénavant le pays à vie. Plus remarquable est l'amendement effectué en 2016 qui a d'une part étendu la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans et d'autre part créé le poste de Premier vice-président, fonction exercée actuellement par Mihriban Alieva, la femme du président Ilham Aliev.⁴⁷⁵

En guise de synthèse, il serait pertinent de conclure qu'à l'exception de l'exemple du Kirghizstan qui a accepté le système parlementaire avec l'adoption d'une nouvelle constitution en 2010, les autres pays ont opté pour un système présidentiel fort.⁴⁷⁶ Les changements constitutionnels récents montrent la tendance de renforcement du caractère présidentiel du régime en Azerbaïdjan et au Turkménistan et son affaiblissement au Kazakhstan et en Ouzbékistan s'ils sont vraiment mis en pratique. Cela montre aussi qu'il est malgré tout encore possible de voir des changements constitutionnels dans ces pays qui ont des effets importants au sein de leur système politique et leur processus de *state building*.

L'établissement des institutions étatiques et leur nationalisation

Grâce à leur première constitution, les pays turcophones ont pu établir les institutions étatiques nationales et ce malgré le lourd héritage soviétique. Notons qu'avec d'importants amendements constitutionnels en cours, l'établissement des institutions étatiques continue encore aujourd'hui. Ainsi, le Kazakhstan remporte le titre de champion concernant les changements des noms des ministères ainsi que de leur mandat. À titre indicatif, notons que le tourisme, sujet pris en main par un comité du tourisme au sein du ministère des Investissements jusqu'en 2015 fait dorénavant partie du mandat du ministère de la Culture et des Sports. De façon intéressante, bien que le tourisme soit un secteur prioritaire au Kazakhstan, jusqu'à la fin de l'écriture de notre recherche, il n'existe toujours pas un ministère du Tourisme qui se pencherait spécifiquement sur la question, à l'exception de l'Entreprise nationale du tourisme kazakh, établie en 2017, avec pour objectif le développement de ce secteur et l'exploitation de divers possibilités

⁴⁷⁵ Nigar Abbasova, « Azerbaijani people vote for changes and amendments to Constitution », **Azernews**, le 27 septembre 2016, <https://www.azernews.az/nation/102887.html>, consulté le 6 octobre 2017.

⁴⁷⁶ Bacik, op.cit., p. 73.

d'investissements.⁴⁷⁷ Les mesures politiques prises dans le cadre des démarches de nationalisation des cadres politiques, administratifs, économiques et militaires faisaient parties du processus de *state building* accompagné de celui de *nation building*.⁴⁷⁸ À cet égard, il existait un effort pour former une nouvelle élite nationale basée sur l'ethnie dominante du pays qui y occuperait des positions importantes.⁴⁷⁹ Comme les troupes militaires héritées depuis l'Union soviétique constituaient les bases de leur armée nationale, un effort a été fourni pour changer la proportion des soldats d'origine russe en faveur des soldats allogènes.⁴⁸⁰

Dans chaque nouvelle République turcophone, l'ethnie dominante a gagné un rôle important dans le processus de *state building*. Pourtant, le nombre de Russes détenant une place importante dans les cadres étatiques composait, au Kirghizstan et au Kazakhstan, une partie importante de la population. En effet, dans tous les pays turcophones, la formation des nouveaux cadres politiques, administratifs, économiques et militaires allait prendre du temps.⁴⁸¹ Enfin, il serait pertinent de noter que les relations familiales, tribales et régionales datant de la domination soviétique ont retardé l'accomplissement des processus de *state building*, *nation building* ainsi que de *national identity building*.

L'utilisation de nouveaux symboles étatiques

Au lendemain de leur indépendance, parallèlement à l'adoption de leur constitution et à l'établissement de leurs institutions étatiques nationales, les pays turcophones ont désigné leur capitale, leur drapeau, leur hymne national, leur emblème étatique, leur devise nationale ainsi que leurs fêtes nationales présentant les symboles primordiaux de leur nouvel État-nation dans le processus de leur *state building*. À cet égard, à l'exception

⁴⁷⁷ Dana Omirgazy, « Kazakh government approves tourism development concept », **the Astana Times**, le 6 juillet 2017, <https://astanatimes.com/2017/07/kazakh-government-approves-tourism-development-concept/>, consulté le 6 octobre 2017.

⁴⁷⁸ Güney Göksu Özdoğan, « Sovyetler Birliği'nden Bağımsız Cumhuriyetlere: Uluslaşmanın Dinamikleri » dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, p.25.

⁴⁷⁹ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 266-269.

⁴⁸⁰ Pour plus d'information voir Dianne L. Smith, **Opening Pandora's Box: Ethnicity and Central Asian Militaries**, Washington : Strategic Studies Institute Monographs, 1998.

⁴⁸¹ Cela sera traité en détail sur le *nation building* et le *national identity building* dans le chapitre suivant.

du Kazakhstan, les capitales des nouveaux pays turcophones n'ont pas été déplacées. Astana⁴⁸² qui signifie « capitale » en langue kazakhe a été choisie, en 1998, comme la nouvelle capitale du Kazakhstan, remplaçant Alma-Ata.⁴⁸³ Trois ans plus tard, la capitale a été déplacée du Sud au Nord, proche de la frontière russe. En plus de la volonté de contrôler les mouvements séparatistes du nord du pays, l'intention de changer la balance démographique en faveur des russes vivant dans le Nord du pays a également joué un rôle important dans le processus de prise de décision. Simultanément à la relocation des institutions étatiques à Astana, les fonctionnaires et leur famille ont également été relocalisés. Notons également, que la présence de ressources énergétiques dans la région où se trouve Astana joua un rôle considérable dans la désignation de la ville comme la nouvelle capitale du pays. Enfin, de part ce choix, l'intention de rompre totalement avec l'URSS et de consolider la souveraineté nationale était certainement le message qui voulait être transmis.⁴⁸⁴ Dans cette même logique, bien que les capitales des autres pays turcophones aient été maintenues, les façades ont tout de même été renouvelées pour une représentation bureaucratique de ces nouveaux États.⁴⁸⁵

Pour ce qui est des processus de *state building*, des drapeaux, des hymnes nationaux et des emblèmes étatiques nouveaux ont été adoptés dans les pays turcophones.⁴⁸⁶ Seul l'Azerbaïdjan a préservé le drapeau de la République azerbaïdjanaise de 1918.⁴⁸⁷ Les caractères utilisés comme symboles étatiques représentaient les caractéristiques de

⁴⁸² « Le Parlement kazakh a approuvé le 20 mars 2019 la proposition du président par intérim Kassym-Jomart Tokaïev vis-à-vis le changement du nom de leur capitale en essayant de rendre hommage à son prédécesseur resté trente ans au pouvoir et par conséquent le nom de cette capitale Astana est devenue Noursoultan », « Le Kazakhstan renomme sa capitale Noursoultan , du prénom de l'ancien président Nazarbaïev », *le Monde*, le 20 mars 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/20/le-kazakhstan-renomme-sa-capitale-noursoultan-du-prenom-de-l-ancien-president-nazarbaiev_5438814_32_10.html, consulté le 1 avril 2019.

⁴⁸³ Le nom de la ville connu comme Alma-Ata était devenu Almaty en 1993.

⁴⁸⁴ Ayşegül Aydın Aydingün et Hayati Tüfekçioğlu, « Avrasya'nın Merkezinde Dünyaya Açılan Ülke: Kazakistan », Ayşegül Aydingün et Çiğdem Balım (éd.), *Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri:Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler*, I. Kitap, Ankara : Atatürk Kültür Merkezi, 2012, p. 21.

⁴⁸⁵ Jale Garibova, « Sovyet Sonrası Türk Cumhuriyetlerinde Dil Politikaları, Dil Davranışları ve Ulusal Kimliğin Gelişim Süreçler », dans Sema Aslan et Rena Sehova (éd.), *Sovyet Sonrası Dönemde Türk Dili Halklar Dil Sorunu ve Yeniden Biçimlenen Kimlikler*, IV. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, p. 20.

⁴⁸⁶ Shirin Akiner, « Political Processes in Post-Soviet Central Asia », dans Mehdi Parvizi Amineh et Henl Houweling (éd.), *Central Eurasia in Global Politics: Conflict, Security and Development*, Leiden-Boston : Brill Academic Publishers, 2005, p. 131.

⁴⁸⁷ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 243.

l'ethnie majoritaire du pays. D'autre part, la mise en vigueur d'une monnaie officielle a signifié un pas important pour que l'économie nationale puisse prendre forme. Ainsi, ont été adoptées en 1993, le "som" au Kirghizstan, le "tenge" au Kazakhstan, le « manat » au Turkménistan ainsi qu'en 1994 le "som" en Ouzbékistan et le « manat » en Azerbaïdjan.⁴⁸⁸ Toujours dans la même logique, les dates des fêtes nationales ainsi que les dates de souveraineté et d'indépendance ont été communiquées pour les célébrations futures.⁴⁸⁹ Ce faisant, en identifiant les symboles primordiaux de ces États émergents, l'objectif poursuivi était de les distancier de leur passé soviétique.

Les aspects internes mentionnés ci-dessus étaient un facteur primordial pour le processus de *state building* des pays turcophones. Mais ils n'étaient pas les seuls, comme les aspects externes étaient aussi importants pour ces pays nouvellement indépendants afin de se faire accepter dans le système international et d'essayer d'engendrer une coopération régionale en y engageant également les acteurs non-turcophones.

Les aspects externes

Les aspects externes du *state building* des États turcophones se concentrent sur la reconnaissance de ces pays par la communauté internationale, l'établissement de leurs liens avec les organisations internationales et leur engagement actif pour l'établissement de nouvelles organisations régionales.

La reconnaissance des États turcophones par la communauté internationale

La reconnaissance par la communauté internationale de la souveraineté et de l'indépendance des pays turcophones constituait certes l'un des facteurs importants du *state building*.⁴⁹⁰ Membres de la CEI, considérée comme un mécanisme d'influence de Moscou sur la région post-soviétique, l'adhésion aux organisations internationales occidentales représentait pour les nouvelles Républiques l'occasion d'obtenir la

⁴⁸⁸ Akiner, « Political Processes in Post-Soviet Central Asia », p. 131.

⁴⁸⁹ Akçali, « Nation-state building in Central Asia... », p.102.

⁴⁹⁰ Kurubaş, op.cit., p.131.

reconnaissance de la communauté internationale ainsi que de développer leur relation avec l'Occident. Par ailleurs, les États turcophones se sont aussi engagés au sein des organisations régionales dont ils détenaient le titre de pays fondateurs. Dans cette perspective, soulignons que le Turkménistan a adopté un statut permanent de neutralité qui fut reconnu par une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU en date de 1995 impliquant le choix de rester à l'écart de tous regroupements dans la région.⁴⁹¹ Par ailleurs, l'Ouzbékistan a mené une politique en zigzag vis-à-vis de la coopération régionale sous la présidence de Karimov.

Au lendemain de leur indépendance, les pays turcophones ont adhéré, en 1992, à l'ONU, au Fonds Monétaire International (FMI), à la Banque mondiale, à la Banque pour la reconstruction et le développement (le BERD) ainsi qu'à l'Organisation pour sécurité et coopération en Europe (OSCE). Les pays turcophones ont aussi développé des relations avec l'OTAN et l'UE. À cet égard, ils ont participé au Conseil de coopération nord atlantique en 1992 (rebaptisé par la suite Conseil de partenariat euro-atlantique en 1997) comme une plateforme de dialogues et de consultations entre l'Alliance et les pays postsoviétiques. Ensuite, ils ont fait partie du Partenariat pour la paix initiée en 1994 par l'OTAN comme programme pour l'établissement de la confiance entre les deux parties.⁴⁹² L'UE a aussi développé des politiques pour le Caucase du Sud et l'Asie centrale en établissant des relations avec les pays turcophones. Ainsi, elle a lancé le programme du Couloir de transport Europe-Caucase-Asie (TRACECA) pour l'ouverture d'un passage reliant l'axe ouest-est de l'Europe vers l'Asie centrale. Ce programme qui incluait d'abord l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan visait à développer le transport international tout au long de cet axe, à stimuler l'amélioration socio-économique et par conséquent à ranimer la Route de la Soie historique.⁴⁹³ Par ailleurs, les institutions financières internationales et régionales ont aussi mené des projets pour le développement infrastructurel sur cette

⁴⁹¹ Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU sur la neutralité permanente du Turkménistan, Ref. No. : A/RES/50/80, datée du 12 décembre 1995, <https://undocs.org/fr/A/RES/50/80>, consulté le 30 décembre 2017.

⁴⁹² Pour plus d'information sur le sujet voir https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_107957.htm, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49111.htm, consulté le 4 décembre 2017.

⁴⁹³ L'Ukraine en 1996, la Moldavie en 1998, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie en 2000 et l'Iran en 2009 ont participé au TRACECA. Pour plus d'information sur l'aspect contemporain du TRACECA voir <http://www.traceca-org.org/tr/home/>, consulté le 9 décembre 2017.

direction.⁴⁹⁴ Afin d'élargir la reconnaissance de leur souveraineté et de leur indépendance, les pays turcophones se sont aussi engagés au sein d'organisations régionales en parallèle avec leur caractéristique géographique et nationale. C'est ainsi que les pays turcophones ont aussi adhéré en 1992, à l'OCE et à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) dès 1992.⁴⁹⁵

L'engagement actif des États turcophones dans les organisations régionales

Avec la chute de l'URSS, une augmentation notable des organisations et des forums régionaux ainsi que des accords et des mandats en Eurasie justifiant d'ailleurs l'utilisation du terme de « bol de spaghetti » a été flagrante.⁴⁹⁶ C'est ainsi que l'Azerbaïdjan a pris sa place, en 1992, parmi les pays fondateurs de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN). Elle est aussi devenue l'un des quatre pays fondateurs de l'Organisation pour la démocratie et le développement (GUAM) établie en 1997, pour faire face à la défiance de la Russie et se rapprocher de l'Union européenne ainsi que de l'OTAN. L'Ouzbékistan a intégré la dite-organisation en 1999 pour s'en est retiré en 2005 en parallèle de son rapprochement avec la Russie. Par ailleurs, avec l'initiative du président Nazarbaïev, la CICA a été mise sur pied en 1992 avec pour objectif la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur base de confiance mutuelle comme dans l'exemple du modèle de l'OSCE. Le premier sommet de la CICA a réuni, en 2002, 16 États y compris les autres pays turcophones postsoviétique et la Turquie.⁴⁹⁷

⁴⁹⁴ Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, « Regional Organisations in Central Asia: Patterns of Interaction, Dilemmas of Efficiency », **University of Central Asia's Institute of Public Policy and Administration Working Paper**, No. 10, 2012, p. 19-21.

⁴⁹⁵ La date d'adhésion des pays turcophones à l'Organisation de conférence islamique dont le nom est devenu l'Organisation de coopération islamique (OCI) en 2011 est comme suivante : l'Azerbaïdjan en 1992, le Turkménistan en 1992, le Kirghizstan en 1992, le Kazakhstan en 1995 et l'Ouzbékistan en 1996. Pour plus d'information sur le sujet voir <https://www.oic-oci.org/states/?lan=en>, consulté le 9 novembre 2017.

⁴⁹⁶ Johannes Linn, « Central Asian Regional Integration and Cooperation: Reality or Mirage? », dans Evgeny Vinokurov (éd.), **EDB Eurasian Integration Yearbook**, Almaty: Eurasian Development Bank Publications, 2012, pp.96-117.

⁴⁹⁷ Pour plus d'information sur les pays membres de la CICA voir http://www.s-cica.org/page.php?page_id=7&lang=1, consulté le 10 novembre 2017.

La première organisation de coopération régionale économique sous le nom de l'Union économique d'Asie centrale a été créée en 1994 avec la participation du Kazakhstan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan à laquelle le Tadjikistan s'est joint en 1998. En 2002, les membres de l'organisation en question ont essayé de la redynamiser en la transformant en une Organisation de coopération centre-asiatique incluant l'aspect de coordination des politiques étrangères des pays membres et particulièrement vers l'Afghanistan. Avec la participation en 2004 de la Russie, cette organisation s'est fusionnée en 2006 avec la Communauté économique eurasiatique (l'EurAsEc). Ce dernier a été créé en 2000 avec la participation de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan et temporairement de l'Ouzbékistan entre les années 2006-2008 pour l'établissement d'une union douanière et la création d'un espace économique unique. L'EurAsEc a officiellement cessé d'exister en 2015 avec la création de l'Union économique eurasiatique (l'UEEA).⁴⁹⁸

L'établissement de l'UEEA remonte à 1995 avec la signature du Traité sur l'Union douanière par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie. Puis, en 2007, ces trois pays ont signé un accord pour créer une union douanière entre eux et cela a pu être réalisé en 2010. Dans le cadre de cette union, un tarif douanier commun et un catalogue unique d'activités économiques extérieures ont été établis. Cela a abouti à l'élimination du contrôle douanier entre ces pays garantissant la libre circulation des marchandises sur tout le territoire de l'Union. Avec le transfert, en 2015, d'une partie de la souveraineté des pays-membres, l'UEEA a été fondée grâce à un traité entre la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie rejoint par l'Arménie et le Kirghizstan en 2015. Parmi les priorités de l'UEEA figurait l'assurance du libre-échange des biens, des services, des capitaux et du travail ainsi que la poursuite d'une politique unique coordonnée et en harmonie avec les secteurs déterminés au préalable.⁴⁹⁹ Ce mécanisme de coopération économique est rendu plutôt

⁴⁹⁸ Laruelle et Peyrouse, « Regional Organisations in Central Asia... », p. 7-8.

⁴⁹⁹ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.eaeunion.org/?lang=en#about>, consulté le 11 novembre 2017.

dominé par la Russie. En effet, Moscou a commencé à l'utiliser comme un instrument politique tandis que les autres pays turcophones le considèrent comme un outil économique pour tester leurs compétences dans un format régional.⁵⁰⁰

En plus des préoccupations économiques, la coopération au plan sécuritaire faisait aussi partie de l'agenda de certains pays turcophones. À la suite des efforts déployés par Moscou, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) a été créée avec la participation de la Russie, de la Biélorussie, de l'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan et d'une participation temporaire de l'Ouzbékistan entre les années 2006-2012.⁵⁰¹ L'OTSC est en effet basée sur le Traité de sécurité collective signé en 1992 par la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan joint par l'Azerbaïdjan et la Géorgie en 1994. Les trois derniers États en question se sont retirés de l'Organisation en 1999. Dans cette perspective, l'OTSC vise à garantir la sécurité collective et l'intégrité territoriale de ses pays membres. Parmi les objectifs de l'Organisation figurent le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale et internationale ainsi que la protection de l'indépendance sur une base collective. De plus, dans le cadre de cette Organisation, les pays membres y ont manifesté leur engagement pour coordonner et unifier leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, la prolifération des armes de destruction massive et la criminalité transfrontalière. Le mandat de l'Organisation n'inclut pas l'intervention militaire en cas d'instabilités internes parmi les pays membres, argument mis en avant par Moscou pour justifier son refus d'intervenir aux manifestations d'Och en 2010.⁵⁰²

Outre la Russie, la Chine est aussi apparue comme une force motrice pour le développement de la coopération régionale par l'engagement de certains pays turcophones. Ainsi, l'OCS a été établie en 2001 comme une structure complexe, couvrant un large éventail de domaines y compris politique, économique, culturel et sécuritaire. Ainsi la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont décidé d'agir ensemble au sein de cette nouvelle plateforme de coopération régionale.

⁵⁰⁰ Entretien avec Iskander Akylbayev, directeur exécutif du Conseil de Kazakhstan sur les relations internationales (Council of Kazakhstan on International Relations), le 6 juin 2018, Almaty.

⁵⁰¹ Pour plus d'information sur le sujet voir http://www.odkb.gov.ru/start/index_aengl.htm, consulté le 11 novembre 2017.

⁵⁰² Laruelle et Peyrouse, « Regional Organisations in Central Asia... », p. 10.

La Chine avec la Russie a rassemblé le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan dans cette nouvelle plateforme de coopération régionale. En effet, l'OCS se base sur le Forum de Shanghai créé en 1996 avec l'initiative de la Russie et de la Chine réunissant le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan pour contribuer à la stabilisation de l'Asie post-soviétique, notamment dans les régions frontalières. Elle a pris sa forme actuelle en juin 2001 avec la participation de l'Ouzbékistan.⁵⁰³ L'objectif de l'Organisation a été déterminé comme celui de maintenir et d'assurer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, et promouvoir une coopération effective dans un large éventail de domaines allant du politique, de l'économie et du transport à la science, la culture et l'environnement. Pourtant, la Russie et la Chine ont considéré cette plateforme comme l'institutionnalisation d'une tentative de multipolarité tout en critiquant le système mondial d'origine occidentale.⁵⁰⁴ En outre, la Chine présente la force motrice de l'OCS qui entraîne le débat si elle l'utilise comme un instrument pour également balancer les politiques de la Russie dans la région. L'organisation attribue une importance particulière à « combattre ensemble le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme dans toutes leurs manifestations ».⁵⁰⁵ À ce titre, la Structure régionale antiterroriste (Regional Anti-Terrorist Structure-RATS) a été établie au sein de l'OCS à Bichkek en 2002 et a été déplacée à Tachkent en 2004.⁵⁰⁶

En s'engageant au sein des institutions d'origine occidentales, les États turcophones ont ainsi montré l'importance qu'ils accordaient à la reconnaissance de leur souveraineté et de leur indépendance. En même temps à l'exception du Turkménistan, ils ont contribué à la fondation de plusieurs organisations régionales. Pourtant, la plupart des organisations régionales nouvellement établies en Asie centrale sont devenues des mécanismes de coopération plutôt dominés soit par la Russie soit par la Russie et la Chine. Coincés entre

⁵⁰³ L'Inde et le Pakistan ont aussi adhéré à l'OCS en 2017. Ainsi, les États-membres de l'OCS s'étendent sur près de 23% des terres immergées et produisent environ un quart du PIB mondial. Mikhail Gamandiy-Egorov, « L'Organisation de coopération de Shanghai : élargissement confirmé », *Sputniknews*, le 9 mai 2017, https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201706091031767341-ocs-elargissement/, consulté le 12 novembre 2017.

⁵⁰⁴ Joseph Y.S. Cheng, « the Shanghai Co-operation Organisation: China's Initiative in Regional Institutional Building », *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 41, No. 4, Novembre 2011, p. 632–656.

⁵⁰⁵ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://eng.sectesco.org/>, consulté le 13 novembre 2017.

⁵⁰⁶ Boris Eisenbaum, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », *Politique étrangère*, Vol.75, No. 1, Printemps, 2010, p. 151-164.

ces deux acteurs régionaux qui se trouvent dans un conflit sous-entendu pour élargir leur zone d'influence, les pays turcophones ont pris leur place dans les mécanismes de coopération turcique. Ce sujet sera abordé ultérieurement dans les parties suivantes de cette recherche.

En ayant un aperçu des années depuis leur indépendance, il ne serait pas erroné de dire qu'à l'exception du cas particulier du Turkménistan et de l'Ouzbékistan indécise pour la coopération régionale, les autres pays, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont agi de façon active tant à l'échelle régionale que globale. Cette attitude active a donné ses fruits avec l'élection de l'Azerbaïdjan comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pendant les années 2012 et 2013 et du Kazakhstan pour la même position en 2017-2018. Dans le cadre du processus de *state building*, la souveraineté et l'indépendance de tous les pays turcophones ont été reconnues peu de temps après leur indépendance. En raison de leurs priorités en politique étrangère, les dits-pays sont entrés dans une étape distincte vis-à-vis de la coopération régionale et de leur interaction avec la communauté internationale. Notons qu'en raison du lourd héritage soviétique territorial, ces cinq Républiques turcophone se sentent encore à l'heure actuelle menacée et ont certaines inquiétudes concernant la préservation complète de leur souveraineté.

a.b-Les effets de l'héritage territorial soviétique et des développements régionaux sur le *state building*

L'héritage territorial soviétique et les développements régionaux ont constitué un enjeu essentiel vis-à-vis de leur *state building* processus. L'héritage soviétique a deux aspects. D'abord, il concerne les frontières et l'intégrité territoriale des pays turcophones. Deuxièmement, il porte sur les problèmes liés aux lacs/mers et fleuves.

Les effets de l'héritage territorial soviétique

Juste après leur indépendance, les pays turcophones ont reconnu les frontières déterminées par Moscou, sans suivre de politique révisionniste. Ainsi, en respectant le principe de l'unité territoriale, sujet très sensible, chaque État turcophone a veillé au

respect de l'intégrité territoriale de son voisin.⁵⁰⁷ Cependant, notons que malgré cette bonne volonté, Moscou a laissé un héritage frontalier qui était, et l'est encore, susceptible de déclencher de nouveaux conflits territoriaux. À titre indicatif, le conflit ethnique d'Och entre les Ouzbeks et les Kirghizes en 2010 ou encore celui du conflit gelé au Haut-Karabakh continuent des exemples représentatifs de la question. De plus, cet héritage a aussi causé l'établissement d'un vacuum sécuritaire dans la vallée de Ferghana retardant la complétion de démarcation et de délimitation des pays turcophones en Asie centrale. Toujours dans la même lignée, depuis leur indépendance, les dites-Républiques ont été confrontées à certains enjeux géopolitiques comme dans le cas du désastre environnemental du lac d'Aral, des potentielles guerres concernant l'eau en Asie centrale et des difficultés rencontrées à déterminer le statut du bassin Caspien ainsi que des modalités de son partage par les pays riverains.

Les frontières et les conflits ethniques

L'héritage frontalier de l'Union soviétique a non seulement eu des effets négatifs sur la sécurité et la stabilité des pays tout en nuisant à leur processus de *state building*, mais a aussi eu des répercussions dans les conflits ethniques apparus au sein des pays turcophones d'Asie centrale. Dans cette perspective, à l'origine des affrontements qui ont eu lieu entre les Ouzbeks et les Kirghizes, dans la ville d'Och, au Kirghizstan, du 10 au 15 juin 2010, se trouvent un conflit ethnique mais aussi des raisons socio-économiques.⁵⁰⁸ Les violences ont montré la fragilité de la situation sécuritaire de ces pays dont les frontières étaient artificiellement déterminées pendant la période soviétique. Le conflit a résulté par la mort de 2000 personnes (selon les chiffres non officiels) provoquant la fuite de 300 000 Ouzbeks, dont 85 000 se sont réfugiés en Ouzbékistan.⁵⁰⁹ Ce conflit n'a pas seulement causé l'instabilité politique au Kirghizstan mais a aussi endommagé les relations entre les deux pays.

⁵⁰⁷ Cariou, **L'Asie centrale...**, p. 73.

⁵⁰⁸ Emre Gürbüz, « Demokrasi ve Otoriterlik Kısılcığında : Kırgızistan », dans Ayşegül Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), op.cit., p. 160.

⁵⁰⁹ Vicken Cheterian, « Kirghizstan, des menaces sur la stabilité de l'Asie centrale », **le Monde Diplomatique**, le 22 juillet 2010, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-07-22-Kirghizstan>, consulté le 13 novembre 2017.

La vallée de Fergana divisée entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan a aussi présenté, et présente encore, un sujet problématique non seulement pour les relations entre ces trois pays mais aussi entièrement pour l'Asie centrale. Cette vallée qui s'étend sur la partie est de l'Ouzbékistan et pénètre au Kirghizstan et au Tadjikistan peut être considérée comme l'un des endroits les plus compliqués concernant la diversité ethnique. Ainsi, dans chaque pays, il existe une minorité considérable. De plus, la route la plus courte pour aller de Tachkent à la vallée de Ferghana passe par le Tadjikistan.⁵¹⁰ De même, pour se déplacer d'Och à Jalalabad au Kirghizstan, il faut passer par l'Ouzbékistan. Les frontières mal-définies, les problèmes d'enclaves et les enjeux socio-économiques dans la vallée qui est densément peuplée font de la vallée une des places les plus susceptibles à la pénétration des groupes radicaux, au trafic narcotique et aux autres crimes organisés.⁵¹¹

Comme l'illustre l'exemple de la vallée de Fergana, la délimitation et la démarcation des frontières héritées du régime soviétique sont devenues des sujets politiques et sécuritaires importants. Le règlement d'un tel sujet qui est primordial pour le *state building* processus de ces pays a mis un temps significatif à se réaliser. À cet égard, le Kazakhstan a pu, en 2002, délimiter et démarquer sa frontière avec la Chine. La délimitation de la frontière russo-kazakhe qui est de 7548 km et qui a comme particularité d'être la frontière terrestre la plus longue au monde s'est achevée en 2005 et sa démarcation a commencé en 2009. L'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont conclu, en 2003, un accord frontalier et le processus final de démarcation a eu lieu en 2017. Les traités pour la délimitation et la démarcation des frontières kazakh-turkmènes ont été signés respectivement en 2001 et 2017.⁵¹² Enfin, le traité sur la délimitation des frontières entre le Kazakhstan et le Kirghizstan est entré en vigueur en 2008, alors que le traité sur la démarcation a pu être signé en 2017.⁵¹³

⁵¹⁰ Aydın Aydın, « Orta Asya'daki Güvenlik Sorunlarının Çözümünde Şangay İşbirliği Örgütü'nün Etkinliği », **Turkish Studies**, Vol.11, No.1, 2016, p151.

⁵¹¹ Anchita Borthakur, « An analysis of the conflict in the Ferghana valley », **Asian Affairs**, Vol.48:2, 2017, p. 334-336.

⁵¹² Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.government.kz/en/novosti/1012957-parliament-of-kazakhstan-ratifies-agreement-on-the-demarcation-of-the-border-with-turkmenistan.html>, consulté le 15 novembre 2017.

⁵¹³ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://kabar.kg/eng/news/presidents-of-kyrgyzstan-and-kazakhstan-sign-treaty-on-demarcation-of-state-border-2/>, consulté le 16 novembre 2017.

Malgré ces initiatives, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont encore dans le processus de négociations pour la délimitation et la démarcation de leur frontière.⁵¹⁴ N'oublions pas de noter que ces pays ont aussi des frontières communes avec l'Afghanistan où la stabilité et la sécurité n'ont pas pu être assurées et qui malheureusement représente un centre pour les groupes radicaux et les cartels de drogue. Même si le Kirghizstan a réglé en 1999 ses contentieux territoriaux avec la Chine en lui cédant à peu près 1,240 km² de son territoire, la délimitation et la démarcation de ses frontières avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan posent encore problème.⁵¹⁵ Bichkek et Tachkent ont pu délimiter et démarquer 80% de leur frontière commune jusqu'à la fin de 2017. La plupart de la frontière qui n'a pas encore pu être délimitée se trouve dans la vallée de Fergana, divisée entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan.⁵¹⁶ Bichkek et Douchanbé ont accéléré leurs efforts concernant la délimitation et la démarcation de la frontière kirghize-tadjik en 2018.⁵¹⁷ En dépit d'un tel tableau compliqué, les pays turcophones d'Asie centrale ont à quelques exceptions près su régler leur contentieux frontaliers. Échappent à la règle, les troupes de moutons et leur berger passent de l'autre côté de la frontière ou il s'agit encore les fermetures temporaires des frontières en raison des disputes bilatérales. Malgré leurs efforts, le retard dans la démarcation et la délimitation de leurs frontières présente un handicap dans le *state building* processus de ces pays.

De l'autre côté de la mer Caspienne, un autre type d'héritage territorial du régime soviétique est apparu : un conflit gelé au Caucase dont les effets perdurent encore aujourd'hui. Intégré en 1923 aux territoires azerbaïdjanais, le Haut-Karabakh était un oblast autonome de la République socialiste soviétique de l'Azerbaïdjan. En 1988, la région autonome a appelé à la sécession pour son annexion à la République socialiste

⁵¹⁴ Pour plus d'information sur le sujet visitez <http://tashkenttimes.uz/national/1785-uzbekistan-turkmenistan-hold-border-delimitation-demarcation-working-group-meeting>, consulté le 16 novembre 2017.

⁵¹⁵ Erica Marat, « Kyrgyzstan: China's Regional Playground? », dans Bruce Elleman, Stephen Kotkin et Clive Schofield (éd.), *Beijing's Power and China's Borders: Twenty Neighbors in Asia*, New York: Routledge, 2013, p. 127.

⁵¹⁶ Pour plus d'information sur le sujet voir <https://easaily.com/en/news/2017/08/04/uzbekistan-and-kyrgyzstan-dividing-border-enclaves>, consulté le 17 novembre 2017.

⁵¹⁷ Pour plus d'information sur le sujet voir <https://www.azernews.az/region/128320.html>, consulté le 17 novembre 2017.

soviétique de l'Arménie ; demande qui a été refusée par Moscou. En 1989, Moscou a repris l'administration du Haut-Karabakh. Après, la déclaration de sa souveraineté en 1991, l'Azerbaïdjan a annulé le statut autonome du Haut-Karabakh et l'a relié à l'administration centrale à Bakou.

L'Azerbaïdjan a souffert des attaques en provenance de l'Arménie dès son indépendance. Les 25 et 26 février 1992, pendant le massacre d'Khojaly commis par les forces arméniennes et les unités paramilitaires, 613 Azerbaïdjanais civils ont été tués, dont 106 femmes, 63 enfants et 70 vieillards, et 1275 personnes ont été prises en otages.⁵¹⁸ L'occupation par l'Arménie, depuis 1994, des 20% des territoires azerbaïdjanais non seulement du Haut-Karabakh mais aussi des sept rayons a présenté un défi très remarquable pour son processus de *state building*.⁵¹⁹

En vue de ce qui précède, les dépenses déversées à l'intégration socio-économique de plus d'un million d'Azerbaïdjanais immigrés des territoires occupés et le renforcement de la force militaire ont constitué les facteurs endommageant de sa situation économique. Parallèlement, l'Azerbaïdjan a alloué une partie importante de son budget à son renforcement militaire. Les hostilités entre les armées azerbaïdjanaise et arménienne continuent encore aujourd'hui sur la ligne de contact au Haut-Karabakh. Les négociations pour la résolution du conflit sont, depuis 1992, organisées au sein du Groupe de Minsk de l'OSCE en collaboration avec la Russie, les États-Unis et la France, internationalisant de la sorte le conflit depuis 1994. Suite aux attaques arméniennes sur la ligne de contact, le conflit s'est rallumé du 2 au 5 avril 2016 pendant la guerre des quatre jours à la fin de laquelle, l'Azerbaïdjan a repris trois collines stratégiques au Nord et au Sud du Haut-Karabakh.⁵²⁰ Cela a montré que ce conflit « gelé » peut facilement se réchauffer tant qu'un règlement politique de la question n'est pas trouvé.

⁵¹⁸ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.justiceforkhojaly.org/content/about-khojaly-district>, consulté le 18 novembre 2017.

⁵¹⁹ Tokluoğlu, « Azerbaycan », p. 26.

⁵²⁰ Turgut Kerem Tuncel, « Karabağ'da Yaşanan '4 Gün Savaşı'nın Kısa Bir Değerlendirmesi », No : 2016/21, AVİM, <http://Avim.Org.Tr/Tr/Yorum/Karabag-Da-Yasanan-4-Gun-Savasi-Nin-Kisa-Bir-Degerlendirmesi>, consulté le 20 novembre 2017.

Les enjeux géopolitiques concernant les ressources hydrauliques et la mer Caspienne

L'héritage soviétique territorial concernant les lacs/les mers ainsi que les fleuves a également généré des problèmes ayant des effets géopolitiques très importants pour les pays turcophones. Le désastre environnemental et écologique du lac d'Aral, les guerres potentielles d'eau en Asie centrale ainsi que la non-détermination du statut de la mer Caspienne et des modalités concernant son partage par les pays riverains sont les problèmes les plus pertinents de la question. En 1960, avec les politiques soviétiques en vigueur, le lac d'Aral situé entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan et alimenté par les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria qui approvisionnent 90% de l'eau en Asie centrale était le quatrième plus grand lac du monde en prospérant autour de ses rivages grâce à la pêche. En 1960, Moscou a décidé de cultiver les steppes de l'Ouzbékistan pour les transformer en champs de coton. À cet égard, le pompage excessif de l'eau des fleuves de Syr-Daria et d'Amou-Daria avec une irrigation démesurée a eu comme conséquence l'assèchement de 60% du lac d'Aral. En 1970, la mer d'Aral avait déjà perdu 9/10 de sa surface.⁵²¹

Les résultats ont été catastrophiques avec une augmentation extrême de la salinité du lac autour duquel la faune et la flore ont disparu. De plus, l'utilisation croissante et sans contrôle des engrais et des pesticides qui n'ont pas pu être évacués par le lac, a causé une pollution environnementale sévère entraînant des conséquences dramatiques sur la santé de la population dans la région. Ainsi, le taux de mortalité infantile parmi les populations autour du lac est devenu l'un des plus élevés au monde tandis que les cancers et les cas d'anémies ont augmenté de façon constante.⁵²²

En 2000, la superficie du lac d'Aral a été réduite à moitié. Le barrage de Kokaral et les digues construites en 2005 par le Banque mondiale et le gouvernement de Kazakhstan ont facilité une diminution de l'excès de sel grâce aux déversoirs et ont remonté le niveau de l'eau dans le nord du lac. Ainsi, le volume du lac a augmenté de 68% en 2008 et la pêche est redevenue une source de revenu dans cette partie du lac.⁵²³ Cela dit, il

⁵²¹ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.nationalgeographic.fr/environnement/2014/10/disparition-de-la-mer-daral-les-causes-dun-desastre-ecologique>, consulté le 20 novembre 2017.

⁵²² Thierry Zarcone, « Terre qui vit, mer qui meurt », dans Catherine Poujol (éd.), **Peuples des Steppes en Asie centrale**, Paris : Edition Autrement-Collection du Monde, no. 132, 2002, p. 193-194.

⁵²³ Rafis Abazov, « Fixing the Aral Sea disaster: towards environmental cooperation in Central Asia? », **Central Asia-Causaus Analyst**, le 28 juillet 2016, <https://cacianalyst.org/publications/analytical->

semblerait erroné de parler d'un tel développement pour la partie sud du lac qui est significativement plus grande que le nord. Par ailleurs, le Fond international pour sauver la mer d'Aral établi en 1992 par l'initiative des pays d'Asie centrale pour développer la situation sociale, économique et écologique dans le bassin de la mer d'Aral n'a pas encore réussi à trouver de solutions durables pour surmonter ce problème environnemental dont les conséquences persistent encore de nos jours.⁵²⁴

Le désastre écologique du lac d'Aral nous rappelle l'importance de l'eau pour les équations politiques en Asie centrale où l'agriculture est encore un secteur pivot pour l'économie de la région. L'absence d'une gestion cohérente de l'eau héritée du régime soviétique et le système que Moscou a déterminé pour les pays en amont et en aval se trouvent au cœur du sujet. D'après ce système, le Kirghizstan et le Tadjikistan en tant que pays en amont libéraient, au printemps et en été, quelque quantité de leurs réservoirs hydrauliques envers le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, des pays en aval. En échange, ils recevaient du gaz et du charbon de ces dits-pays. Pourtant, ce système s'est effondré avec la chute de l'Union soviétique.⁵²⁵

Le Kirghizstan et le Tadjikistan, issus d'une économie en développement, ont changé leur stratégie afin de gagner plus de contrôle sur leurs ressources hydrauliques et les utiliser pour leur production électrique.⁵²⁶ À cet égard, ils se sont mis à produire leur propre énergie par l'intermédiaire des centrales hydroélectriques en brisant leur indépendance aux pays en amont. Ainsi, le Kirghizstan a construit la centrale hydroélectrique Kambarata-2 en 2010 et a commencé à établir le Kambarata-1. La construction du barrage de Rogun au Tadjikistan est encore en cours malgré les plaintes de l'Ouzbékistan qui a peur que cela affecte négativement ses récoltes de coton. Quant à l'Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Turkménistan, ils ont besoin d'une plus grande source en eau pour leur secteur agricole en développement et leur population en croissance.

articles/item/13376-fixing-the-aral-sea-disaster-towards-environmental-cooperation-in-central-asia?.html, consulté le 21 novembre 2017.

⁵²⁴Pour plus d'information sur « le Fond international pour sauver la mer Aral » voir <http://ec-ifas.waterunites-ca.org/about/index.html>, consulté le 21 novembre 2017.

⁵²⁵ Isabel Post, « Water and Politics in Central Asia », *the McGill International Review*, le 9 janvier 2018, <https://www.mironline.ca/water-politics-central-asia/>, consulté le 19 janvier 2018.

⁵²⁶ International Crisis Group, *Central Asia: Water and Conflict*, Asia Report No. 34, Osh-Brussel, 2002, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/uzbekistan/central-asia-water-and-conflict>, consulté le 21 novembre 2017.

Sur ce point, ils ne veulent pas que leur approvisionnement hydraulique soit interrompu par les nouvelles politiques de leurs voisins en amont. Au lieu d'échanger leurs ressources énergétiques contre l'eau, ces trois pays préfèrent les vendre sur le marché international.⁵²⁷

Pour surmonter les défis en ressources hydrauliques en Asie centrale, l'ONU et le gouvernement tadjik ont récemment co-organisé "la Conférence internationale sur la Décennie d'action 2018-2028 sur l'Eau et le développement durable" qui a eu lieu les 20 et 21 juin 2018 à Douchanbé. Cette conférence a été réalisée dans le cadre du lancement de la Décennie internationale 2018-2028 d'action « Eau pour le développement durable », adoptée à l'Assemblée générale de l'ONU dans la résolution 71/222 le 21 décembre 2016.⁵²⁸ Même si la conférence a permis de raviver la diplomatie de l'eau et la coopération transfrontalière en ouvrant un dialogue inclusive à multi-niveaux et intersectoriel entre les parties concernées, il n'était pas possible de trouver une solution raisonnable sur le dit-sujet.⁵²⁹ Face à ce tableau, avec pour arrière-plan le passé soviétique, le sujet de l'eau constitue un problème régional important qui risque de s'aggraver pour les pays turcophones en Asie centrale.

Le statut de la Caspienne est aussi un autre enjeu que l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan ont hérité de l'ère soviétique. Jusqu'à l'indépendance de ces pays turcophones, seuls deux États riverains, l'Iran et l'URSS, avaient un contrôle sur la Caspienne en se basant sur les accords conclus en 1921 et en 1940. L'URSS contrôlait la partie majeure de la Caspienne en y exerçant une domination navale complète. Suivant la dissolution de l'Union soviétique, le nombre des pays riverains a augmenté passant de 2 à 5 avec une multiplication des conflits d'intérêts liés à la répartition des ressources en hydrocarbure et à leur transfère au marché international. Avec la signature de la Déclaration d'Alma-Ata le 21 décembre 1991, les pays turcophones riverains à la mer Caspienne ont affirmé reconnaître les documents juridiques internationaux signés pendant

⁵²⁷ David Trilling, « Water Wars in Central Asia », **Foreign Affairs**, le 24 août 2016, <https://www.foreignaffairs.com/gallerys/2016-08-24/water-wars-central-asia>, consulté le 20 novembre 2017.

⁵²⁸ Pour plus d'information sur la dite conférence voir <https://tj.ambafrance.org/Participation-a-la-conference-internationale-sur-la-decennie-2018-2028-d-action>, consulté le 30 juin 2018.

⁵²⁹ Pour analyser les résultats de la dite conférence voir <https://unrcca.unmissions.org/%E2%80%9Cwater-sustainable-development%E2%80%9D-conference-dushanbe>, consulté le 30 juin 2018.

l'ère soviétique. Néanmoins, ces documents n'étaient pas suffisants pour la détermination du statut de la Caspienne. Par ailleurs, les négociations entre toutes les parties riveraines ont duré pendant des dizaines d'années. Cela a certainement empêché la réalisation d'une coopération économique régionale à travers la mer Caspienne.

Deux options se présentent pour la détermination du statut juridique de la Caspienne.⁵³⁰ La première option, celle d'accepter la Caspienne comme un lac, permettrait soit l'utilisation en commun (*condominium*) soit la répartition en secteur national de la Caspienne. La deuxième option, celle de la mer semblerait être plus compliquée pour plusieurs raisons. Dans ce cas, la soumission à la Convention de l'ONU sur le droit de la mer de 1982 serait nécessaire, déterminant ainsi pour chaque pays riverain les limites des eaux territoriales, des zones économiques exclusives et des plateformes continentales. La détermination de la Caspienne comme une mer fermée ou semi-fermée ou bien une mer de statut unique changerait aussi l'application des modalités de cette convention.⁵³¹ En examinant les positions des pays riverains sur le statut de la Caspienne, il est lieu de constater une diversité des positions entre les pays riverains dont l'objectif serait certainement d'exploiter au maximum les ressources en hydrocarbures à leur disposition.

Après la découverte, en 1998, des gisements au large des côtes, la Russie qui, au départ, était pour la considération de la Caspienne comme un lac s'est rapprochée de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Ainsi, elle a signé un accord bilatéral avec le Kazakhstan en 1998 et l'Azerbaïdjan en 2001 sur la division selon une ligne médiane, suivi d'un accord tripartite en 2003 par lequel le nord de la Caspienne a été partagé. Avec ce partage, 18% revenait à l'Azerbaïdjan, 19% à la Russie et 27% au Kazakhstan. Cela a divisé le fond marin selon une ligne médiane modifiée. De part cet accord, la surface maritime de ces pays est donc considérée comme ouverte à la navigation de tous les pays riverains. Cet accord est évidemment critiqué par l'Iran et le Turkménistan. En tant que pays possédant le côté le plus court, l'Iran refuse le principe de la ligne médiane soutenant que la Caspienne est un lac et donc le partage parmi les pays riverains. Ainsi, l'Iran serait dans

⁵³⁰ Fazil Zeynalov, **les Ressources pétrolières et gazières de l'Azerbaïdjan : La transformation d'un pays en un hub énergétique régional**, Montréal : Éditions Publibook, 2015, p. 165-167.

⁵³¹ Pour analyser la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 voir http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf, consulté le 21 novembre 2017.

l'intention d'augmenter son partage actuel de la mer passant de 14 à 20%. Quant au Turkménistan, qui change très souvent de position, il semblerait être en faveur pour un partage de la Caspienne en partie égale.⁵³²

Après 21 années de négociations pendant lesquelles se sont tenues 49 réunions d'experts et 4 réunions au niveau des présidents, les cinq pays riverains ont fini par accepter en 2017, un projet de traité pour l'utilisation de la mer Caspienne. Ce traité a été signé par les chefs d'État des cinq pays riverains le 12 août 2018 à Aktau. Il est prévu que 15 miles à partir de leur côté passent sous la souveraineté nationale des pays riverains. 25 miles à partir de leur côté constitueront leur zone de pêche. Le reste de leur espace maritime sera la partie impartiale ouverte à une utilisation commune. Le fond sous-marin de la Caspienne sera divisé en zones entre les pays adjacents et les pays face à face. La question du partage entre chaque pays sera conclue plus tard. Les pays riverains par lesquels les oléoducs et les gazoducs passeront devront conclure un accord bilatéral entre eux.⁵³³ S'il est appliqué, cet accord ouvrira une nouvelle page pour les pays riverains de la Caspienne. Il serait pertinent de noter que le temps perdu pour le règlement d'un tel sujet géostratégique a aussi retardé le développement socio-économique de cette région.

Les effets des développements régionaux sur le state building

En plus des problèmes territoriaux issues de l'héritage soviétique, les développements régionaux ayant des effets sécuritaires demeuraient et constituent encore un autre défi que les pays turcophones devaient résoudre pendant leur *state building*. Ces développements qui ont commencé avec la guerre civile au Tadjikistan qui a eu lieu entre 1992-1997, ont continué avec l'intervention militaire des États-Unis en Afghanistan en 2001. Suite à cette intervention, les tendances de radicalisation dans les pays turcophones sont devenues un sujet qui y tient à cœur. En raison des révolutions qui ont succédé en Eurasie, dès 2003 en Géorgie jusqu'en 2005 au Kirghizstan, les dirigeants des

⁵³² Azad Garibov, « Are the Littoral States Close to Signing an Agreement on the Legal Status of the Caspian Sea? », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 14, Issue: 61, le 8 Mai 2017, <https://jamestown.org/program/littoral-states-close-signing-agreement-legal-status-caspian-sea/>, consulté le 21 Novembre 2017.

⁵³³ Allia Raimbekova, « 5 Ülke Hazar Denizi'nin Hukuki Statüsü Üzerine Anlaştı », Anadolu Ajansı, le 12 août 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/5-ulke-hazar-denizinin-hukuki-statusu-konusunda-anlasti/1228982>, consulté le 12 septembre 2018.

autres pays turcophones ont commencé à s'inquiéter de la tournure que pourraient prendre les événements. Suite à la guerre russo-géorgienne en date de 2008 et l'annexion illégale en 2014 de la Crimée par la Russie, les pays turcophones ont ressenti une menace pour la préservation de leur intégrité territoriale.

La guerre civile au Tadjikistan

Le Tadjikistan a été ravagé par une guerre civile entre 1992 et 1997 causant la mort de 50 000 personnes, seulement après 9 mois d'indépendance. Cette guerre qui opposait les forces néo-communistes aux islamistes fondamentalistes a ravivé les conflits claniques, régionaux et ethniques. La guerre civile a eu des prolongements au-delà de ses frontières avec des répercussions économiques et des conflits ethniques dans les autres pays d'Asie centrale. Pays voisin de l'Afghanistan, cela n'a fait qu'augmenter l'interaction et la coopération entre les groupes fondamentalistes dans les deux pays. Ainsi, pendant la guerre civile, les forces d'opposition ont pu se réfugier et trouver une base de lancement d'opérations à la frontière de l'Afghanistan.⁵³⁴

Sachant que 25 % de la population du Tadjikistan est composée d'Ouzbeks, il est clair que l'Ouzbékistan, inquiet de voir la menace d'anarchie se répandre dans la région, s'est aussi senti concerné par la guerre civile.⁵³⁵ La fragilité du Tadjikistan qui a même persisté après la guerre avec sa transformation vers un hub pour les réseaux fondamentalistes et criminels était une source inquiétante pour la sécurité de tous les pays de l'Asie centrale. Ce risque semblait être plus élevé en Ouzbékistan, sachant que les opposants qui ne voulaient pas participer au gouvernement tadjik unifié se sont associés au Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) créé en 1998 avec l'aide des Talibans dont le but était de renverser le président Karimov et d'installer un État islamique en Ouzbékistan.⁵³⁶

⁵³⁴ Fiona Hill, « Central Asia and the Caucasus: The Impact of the War on Terrorism », dans Adrian Karatnycky, Alexander J. Motyl et Amanda Schnitzer (éd.), **Nations in Transit 2003**, Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2003, p. 40.

⁵³⁵ Rob Kevlihan, « Insurgency in Central Asia: A case study of Tajikistan », **Small Wars & Insurgencies**, Vol.27: 3, 2016, p. 418-419.

⁵³⁶ Pour plus d'information consultez le livre suivant: Ahmed Rashid, **the Resurgence of Central Asia: Islam or nationalism?**, London : Oxford University Press, 1994.

La guerre civile tadjik a entraîné de nouvelles craintes concernant les mouvements de radicalisation en Asie centrale. En effet, le mouvement islamique le Hizb-ut-Tahrir al-Islami, qui œuvre pour le retour du califat et l'application de la loi islamique dans le monde musulman, a acquis, à partir de la moitié des années 1990, une large popularité dans la région et particulièrement en Ouzbékistan. Par conséquent, le président Karimov a pris des mesures sévères pour briser l'influence de ce mouvement.⁵³⁷ Il a mené une politique similaire contre le MIO soutenu par les Talibans, qui n'était pas seulement une menace pour l'Ouzbékistan mais aussi pour les autres pays turcophones d'Asie centrale et le Tadjikistan.⁵³⁸ Composé de radicaux qui avaient participé au conflit afghan, le MIO a aussi établi des liens avec d'abord Al-Qaïda et plus récemment avec « l'État islamique en Irak et en Syrie » (ISIS). Même si avec le temps, son influence a diminué, le MIO a établi de nouveaux groupes terroristes comme l'Union jihadistes islamique et le Jamaat Ansarullah responsables de plusieurs attaques terroristes dans les différentes parties d'Asie centrale.⁵³⁹ Dans un tel contexte, prendre des mesures contre la radicalisation, dès la moitié des années 1990, est un sujet prioritaire des politiques du *state building* de ces pays turcophones. La fermeté du régime de Karimov non seulement contre le MOI mais aussi contre tout mouvement politique, qu'il soit religieux ou pas, tant qu'il constitue une menace contre son autorité, illustre bien les mesures prises à ce sujet.⁵⁴⁰

L'opération militaire en Afghanistan

Au lendemain des attaques du 11 septembre, les pays turcophones ont répondu positivement à l'appel des États-Unis de la guerre contre le terrorisme. L'intervention militaire américaine en Afghanistan les a placés au centre de la campagne anti-terroriste.⁵⁴¹ L'Ouzbékistan et le Kirghizstan ont permis aux États-Unis d'utiliser

⁵³⁷ Adeeb Khalid, « L'Islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », **Revue internationale et stratégique**, Vol. 64, No. 4, 2006, p. 106.

⁵³⁸ Ali Faik Demir, « Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite », dans Eretan Efegil et Pınar Akçalı (éd.), **Orta Asya'nın Sosyo-Kültürel Sorunları: Kimlik, İslam, Milliyet ve Etnisite**, İstanbul : Gündoğan Yayınları, 2003, p.112.

⁵³⁹ Erlan Karin, « Central Asia : Facing Radical Islam », **Notes d'Ifri/Russie.Nei.Visions**, No:98, 2017, p. 20-24,

⁵⁴⁰ Akçalı, « Nation-state building in Central Asia... », p.106.

⁵⁴¹ Hélène Pradon, « Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale », **AFRI**, Volume IV, 2003, p. 161.

respectivement les bases militaires aériennes de Karshi-Khanabad et de Manas⁵⁴², installations militaires importantes durant cette lutte. L'Azerbaïdjan a également soutenu de façon active le combat des États-Unis contre le terrorisme. En effet, la section 907 de la Loi de 1992 sur le soutien à la liberté (*Freedom Support Act*) rendait impossible l'appui technique et militaire à l'Azerbaïdjan prétextant le conflit avec le Haut-Karabakh.⁵⁴³ En échange de leur appui dans la guerre contre le terrorisme, les États-Unis ont aussi fourni une aide militaire et économique supplémentaire aux pays turcophones y compris l'Azerbaïdjan.

Basé juridiquement sur le partenariat pour la paix avec l'OTAN, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont aussi soutenu la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), en Afghanistan dont la commande a été dirigée par l'Afghanistan à partir de 2003. Ainsi, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et l'Azerbaïdjan ont fourni les réseaux ferroviaires et/ou routiers par lesquels le matériel militaire non meurtrier a été transporté vers l'Afghanistan.⁵⁴⁴ L'Azerbaïdjan a aussi envoyé une unité militaire pour soutenir la FIAS en 2002, unité qui a été élargie en 2008.⁵⁴⁵

La présence militaire des États-Unis et de l'OTAN n'était pas vu d'un bon œil par la Russie même si ce dernier était un partenaire important de la lutte contre le terrorisme. Par conséquent, la Russie s'est mise à développer ses propres mécanismes pour balancer l'influence croissante des États-Unis. À cet égard, elle a eu recours à l'OTSC. Aussi, la Chine et la Russie n'ont pas hésité à montrer leur mécontentement vis-à-vis de la présence militaire états-unienne et de l'OTAN par l'intermédiaire de l'OCS. Ainsi, les membres de l'OCS ont commencé à hausser leur voix contre la présence américaine dans la région. En 2005, au sommet des présidents des États membres de l'OCS qui s'est déroulé à

⁵⁴² Ces bases militaires aériennes ont été fermées en 2005 en Ouzbékistan et en 2014 au Kirghizstan.

⁵⁴³ Pour voir les détails de la section 907 de la Loi du Soutien à la Liberté des États-Unis voir https://www.congress.gov/bill/102nd-congress/senate-bill/2532/text_SEC.907, consulté le 25 novembre 2017.

⁵⁴⁴ Pour plus d'information sur le sujet voir https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_107957.htm, consulté le 25 novembre 2017.

⁵⁴⁵ Après la fin du FIAS en décembre 2014, il a commencé à contribuer à la mission dirigée par l'OTAN (baptisée Resolute Support) pour entraîner, conseiller et assister les forces et les institutions sécuritaires afghanes. Pour plus d'information sur le sujet voir https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49111.htm, consulté le 26 novembre 2017.

Astana, ils ont demandé à la coalition anti-terroriste de déterminer une date finale pour mettre fin à la présence militaire américaine dans la région comme prévue par la déclaration de ce sommet.⁵⁴⁶

Les « révolutions de couleur » en Eurasie

Les « révolutions de couleur » désignant une série de soulèvements qui a eu lieu en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 et au Kirghizstan en 2005 représentaient aussi une période de tournant pour les pays turcophones. Ainsi, elles ont engendré un changement des gouvernements pro-russes. Alors que les États-Unis et l'Occident ont considéré ce changement comme un pas vers la démocratisation de la région, la Russie l'a perçu comme un complot organisé par les États-Unis pour lutter contre l'influence russe en Eurasie.⁵⁴⁷

Pour les autres pays turcophones, la révolution des Tulipes en 2005 au Kirghizstan présentait une menace pour la préservation de l'autorité et de la stabilité des pays et l'élargissement de cette vague vers leur propre territoire dans la deuxième décennie après leur indépendance. À titre illustratif, rappelons-nous de la réaction du président Karimov face aux événements d'Andijan⁵⁴⁸ en 2005 pendant lesquels l'armée ouzbèke a tiré feu sur les manifestants en causant la mort d'une centaine d'Ouzbèkes.

Le président Karimov s'était défendu en justifiant cette prise de mesure comme une réponse contre la radicalisation religieuse du pays. Reste à savoir si derrière ces raisons religieuses, ne se cacheraient pas non plus des raisons socio-économiques pour justifier d'un tel acte. De même, une autre interrogation qui viendrait à l'esprit serait de savoir si le président Karimov aurait manipulé cet événement pour réprimer l'opposition et affermir

⁵⁴⁶ La déclaration du sommet mentionné est accessible à <http://eng.sectesco.org/documents/>, consulté le 15 octobre 2017.

⁵⁴⁷ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », **le Courrier des pays de l'Est**, No:1057, 2006/5, p.4.

⁵⁴⁸ Il y a eu des manifestations pour la mise en prison de 23 hommes d'affaires en 2004, accusés de faire partie d'un mouvement islamiste appelé Akromiyya et de se préparer à renverser le régime de Karimov. En effet, ces manifestants ont commencé leur démonstration d'une manière sans armée. Mais le 12 mai 2005 un groupe armé entre les manifestants a attaqué la prison et a libéré les accusés et les autres prisonniers. Ensuite, ils ont occupé la mairie et ont pris en otage des fonctionnaires locaux en demandant la libération de tous les prisonniers religieux détenus y compris du leader de l'Akromiyya. Suite à ces demandes, l'armée a ouvert le feu sur les manifestants en causant la mort de plus d'une centaine d'Ouzbeks. Pour plus d'information visitez Sébastien Peyrouse, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », **Revue internationale et stratégique**, N°64, 2006/4, p.81-82.

son régime.⁵⁴⁹ Cette réaction du président Karimov a été critiquée par la communauté internationale. L'UE a initié un embargo d'armes envers l'Ouzbékistan prenant la décision de ne pas accorder de visas aux fonctionnaires de haut niveau suite au refus par le président Karimov de l'ouverture d'une intégration internationale sur l'évènement.⁵⁵⁰ Les États-Unis ont gelé l'aide financière de 50 millions dollars à l'Ouzbékistan. Par conséquent, l'Ouzbékistan a décidé de fermer la base militaire aérienne utilisée par les États-Unis pour ses opérations en Afghanistan.⁵⁵¹ Les « révolutions de couleur » ont donc laissé place à l'inquiétude chez les pays turcophones qui ont accordé la priorité à la préservation de la sécurité et de la stabilité. Au lendemain de la révolution des Tulipes, ils ont affermi leur pouvoir afin de prévenir un tel tourment politique. Cela a résulté par le durcissement de l'attitude des gouvernements sur l'opposition et l'imposition de nouvelles restrictions juridiques et bureaucratiques sur les activités des organisations non-gouvernementales (ONG) occidentales sur leur territoire.⁵⁵²

La guerre russo-géorgienne et l'annexion illégale de la Crimée

La guerre russo-géorgienne en 2008 concernant les régions sécessionnistes géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, et l'annexion illégale de la Crimée en 2014 par la Russie ont montré jusqu'où pouvait aller l'attitude agressive de la Russie dans la géographie post-soviétique. En effet, ces événements étaient liés au désaccord qui a agrandi entre l'Ouest et la Russie après l'élargissement de l'OTAN à partir de 2004 vers les frontières de la Russie. De toute façon, ce désaccord a affecté négativement les pays turcophones qui ont essayé de positionner leur politique étrangère sans endommager leurs liens avec la Russie. La guerre russo-géorgienne de 2008 et la reconnaissance des territoires sécessionnistes sud-caucasiens par la Russie ont remis en cause l'intégralité

⁵⁴⁹ Ibid.

⁵⁵⁰ John C.K. Daily, « The Andijan disturbances and their implications », **Central Asia-Caucasus Analyst**, le 29 juin 2005, <http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/10049-analytical-articles-caci-analyst-2005-6-29-art-10049.html>, consulté le 16 juin 2017.

⁵⁵¹ Robin Wright et Ann Scott Tyson, « U.S. Evicted From Air Base In Uzbekistan », *Washington Post*, le 30 juillet 2005, <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2005/07/29/AR2005072902038.html>, consulté le 19 octobre 2017.

⁵⁵² Alexander Cooley, « These Colors May Run: The Backlash against the U.S.-Backed 'Democratic Revolutions' in Eurasia », dans Cory Welt (éd.), **After the Color Revolutions, Political Change and Democracy Promotion in Eurasia**, Washington : Ponars Eurasia, 2010, p. 63-65.

territoriale de la Géorgie. Cela constituait un développement inquiétant pour les autres pays postsoviétiques y compris les pays turcophones avec un héritage territorial semblable de leur propre intégrité territoriale.⁵⁵³

L'annexion illégale en 2014 de la Crimée par la Russie a été un autre événement menaçant l'intégrité territoriale dans cette géographie postsoviétique. La crise politique en Ukraine qui est apparue, en 2014, entre le gouvernement pro-russe et les protestants pro-européens, a continué avec le renversement du président pro-russe et le déclenchement d'une guerre séparatiste à l'Est de l'Ukraine avec le soutien de Moscou. La crise politique en Ukraine s'est transformée en une guerre séparatiste à l'Est du pays durant laquelle la Russie a joué un rôle assez critique. Dans ce contexte, l'annexion illégale de Crimée par la Russie a causé la montée d'inquiétude chez les pays turcophones concernant la protection de leur propre intégrité territoriale.

Tous les pays turcophones n'ont pas réagi de la même façon face à cette annexion illégale. L'Azerbaïdjan a, par exemple, *de facto* condamné la session de Crimée et son annexion illégale à Moscou refusant que cela ne constitue un exemple pour le conflit du Haut-Karabakh.⁵⁵⁴ Sachant qu'il existe encore un nombre significatif de minorités russes sur leur territoire, Astana et Bichkek ont exprimé leur compréhension et leur reconnaissance vis-à-vis du referendum de Crimée réalisé le 16 mars 2014 et qui a résulté par un fait accompli.⁵⁵⁵ De toute façon, malgré les différences qui se distinguent dans leur réaction officielle, l'annexion illégale de la Crimée par la Russie a rappelé le traumatisme des pays turcophones vis-à-vis de l'intégrité territoriale qui est une partie intégrale de leur *state building* processus.⁵⁵⁶

⁵⁵³ Julien Thorez, « Géorgie-Ossétie-Russie: Une guerre à toutes les échelles », **EchoGéo**, le 13 février 2009, <http://journals.openedition.org/echogeo/10890>, consulté le 21 mai 2018.

⁵⁵⁴ Cavid Veliyev, « Azerbaijan's Approach to the Crimean Crisis », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 11 Issue: 73, le 17 avril 2014, <https://jamestown.org/program/azerbaijans-approach-to-the-crimean-crisis/>, consulté le 1 décembre 2017.

⁵⁵⁵ Pour voir les déclarations officielles du Kazakhstan et du Kirghizstan sur ce sujet visiter les sites d'internet suivants : http://www.inform.kz/en/mfa-s-statement-on-referendum-in-the-crimea_a2640276, https://www.un.int/kyrgyzstan/statements_speeches/statement-ministry-foreign-affairs-kyrgyz-republic-situation-ukraine-0, consulté le 1 décembre 2017.

⁵⁵⁶ Ainis Razma, « the Geopolitics of Central Asia after the Annexation of Crimea in 2014 », **Lithuanian Annual Strategic Review**, Volume 13, 2014-2015, p.130-132.

Les développements régionaux ont eu des effets sur la préservation de la sécurité et de la stabilité dans les pays turcophones. Ainsi, ces développements n'ont pas seulement affecté leur politique étrangère mais aussi leur politique interne. Les pays turcophones ont dû faire face aux effets de la guerre civile tadjik, de l'intervention militaire en Afghanistan, de la montée de la radicalisation dans leur territoire, des « révolutions de couleurs » ainsi que de la guerre russo-géorgienne et de l'annexion illégale de la Crimée en même temps qu'ils essayaient de renfoncer leur *state building* processus. L'existence de ce genre de problèmes variés et complexe ont rendu la fin de ce processus encore plus difficile.

Le *state building* des pays turcophones a été un processus compliqué à cause des problèmes internes hérités de leur héritage soviétique ainsi que des développements régionaux et internationaux. D'une part, ces pays qui ont gagné leur indépendance après sept décennies ont dû établir leur État et leur système politique avec toutes leurs composantes nécessaires. D'autre part, ils ont fait des efforts pour se faire accepter à la communauté internationale, préserver leur intégrité territoriale, régler les conflits avec leurs voisins, consolider la sécurité et la stabilité dans leur pays, empêcher l'extension des problèmes sécuritaires dans leur région vers leurs territoires et échapper à la compétition d'influence entre la Russie et les États-Unis en Eurasie à laquelle la Chine a aussi participé.

La multi-dimensionnalité et la pluralité des défis que les pays turcophones nouvellement indépendants ont rencontrés a retardé leur processus du *state building*. Il est possible d'admettre que ce processus est encore en cours à différent degré pour ces pays. Ce retardement a aussi influencé négativement le développement de la régionalisation sachant que la priorité de ces pays était de surmonter les enjeux internes, bilatéraux et régionaux. En parallèle au processus de *state building*, il était aussi question des processus de *nation building* et de *national identity building*. Dans cette perspective, il serait utile d'analyser en détail les mesures prises par les pays turcophones concernant ces deux derniers concepts afin de mieux comprendre leurs effets sur la régionalisation.

b-Le *nation building* et le *national identity building* chez les pays turcophones

Après leur 'indépendance, les nouvelles Républiques turcophones se sont aussi engagées dans un processus de *nation building* et *national identity building*. Ainsi, ces pays indépendants se sont mis à créer une vraie conception de la nation et de l'identité nationale en ayant recours à une dé-russification et une dé-soviétisation. Pourtant, cela n'a pas été si facile puisque les origines du concept de « nation » chez ces nouvelles Républiques turcophones remontaient aux politiques de nationalités et de langues établies par l'Union soviétique et prenaient pour base la formule artificielle d'une ethnie et d'un territoire pour l'établissement de l'identité soviétique.⁵⁵⁷ Ainsi ils ont fait face à des défis comme l'existence de minorités russes ou autres et l'appartenance étroite aux sous-identités. Pour surmonter ces défis, les nouveaux États turcophones ont recouru à de multiples instruments.

b.a-Les défis majeurs et la politique menée par les États turcophones

Rappelons que dans les pays turcophones résidaient des minorités russes ainsi que de différentes origines. La minorité russe était vraiment dominante au Kazakhstan et au Kirghizstan. L'existence de ces sous-identités qui n'ont pas été abolies, pas même pendant l'ère soviétique, représentait un autre défi à relever pour les pays turcophones dans leur étape du *nation building* et du *national identity building*.

La diversité et la division ethniques

D'un point de vue territorial et démographique, les pays turcophones ont hérité des soviétiques un taux élevé de minorités. Il existait déjà une minorité russe remarquable spécialement dans les pays turcophones d'Asie centrale. Aussi, des millions de personnes venant d'Asie centrale vivaient dans la région mais en dehors de leur république nationale.⁵⁵⁸ Par exemple, encore aujourd'hui, il existe plus d'Ouzbeks à l'étranger, qu'à

⁵⁵⁷ John Glenn, **the Soviet Legacy in Central Asia**, New York: St. Martins Press, 1999, p. 49.

⁵⁵⁸ Martha Brill Olcott, **Central Asia's Second Chance**, Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p. 29-31.

l'intérieur des frontières, notamment en Afghanistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan. Dans cette perspective, l'existence de minorités russes ou bien des minorités en provenance d'autres pays soviétiques aurait compliqué la tâche du *nation building* la rendant plus problématique. Face à ce tableau, la politique générale menée pour le *nation building* dans les pays turcophones reposait davantage sur des critères ethniques que la citoyenneté. Mais cette politique s'est réalisée d'une manière attentive et équilibrée pour ne pas causer une instabilité dans ces pays nouvellement indépendants.⁵⁵⁹

Bâtir un concept de nationalité et d'identité nationale était plus délicat pour le Kazakhstan et le Kirghizstan puisqu'il se trouvait des Russes sur leur territoire respectif. Par exemple, en 1989, alors que les Kazakhs constituaient 39,5% de la population, le pourcentage des Russes s'élevait à 37,6%.⁵⁶⁰ Le taux des Kazakhs n'a pu atteindre les 50% de la population qu'à partir de 1999.⁵⁶¹ Il fallait donc trouver les moyens adéquats pour intégrer ces minorités russes dans le processus de *nation building*.

L'immigration des Russes qui représentaient les couches qualifiées de la société au sein de la vie politique et économique constituait un autre danger pour le processus de *state building*.⁵⁶² Face à cette difficulté, le président Nazarbaïev a mené une politique plus équilibrée en prenant soin de ne pas exclure les Russes. Une éventuelle exclusion risquait d'animer les mouvements séparatistes russes qui dominent le Nord du pays. D'une manière semblable, d'après les statistiques réalisées en 1989, 21,4% de la population était composé de Russes contre 51,9 % de Kirghizes.⁵⁶³ Cette existence excessive a aussi orienté le Kirghizstan à se concentrer plutôt sur l'idée d'une identité partagée par tout le monde au lieu de valoriser excessivement les symboles historiques ou bien les origines ethniques.⁵⁶⁴ Ainsi, le Kirghizstan a été le pays à avoir conservé le plus de statues de Lénine parmi les autres pays turcophones.⁵⁶⁵

⁵⁵⁹ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p.259-262.

⁵⁶⁰ Barbara A. Anderson et Brian D. Silver, « Growth and Diversity of the Population of the Soviet Union », **Annals of the American Academy of Political and Social Sciences**, No. 510, July 1990, p. 158.

⁵⁶¹ Renata Matuszkiewicz, « the Language Issue in Kazakhstan: Institutionalizing New Ethnic Relations After Independence », **Economic and Environmental Studies**, Vol.10, No.2, June 2010, p.216.

⁵⁶² Özdoğan, op.cit., p. 43.

⁵⁶³ Anderson et Silver, op.cit., p. 158.

⁵⁶⁴ Özdoğan, op.cit., p. 59.

⁵⁶⁵ Gürbüz, op.cit., p. 177.

En Ouzbékistan, les Russes étaient moins dominants par rapport au Kazakhstan et au Kirghizstan (71% en 1989).⁵⁶⁶ Pourtant, il existerait une minorité tadjik remarquable avec l'émergence de la culture tadjik. À l'indépendance du pays, même si les Tadjiks ne constituaient que 5% de la population en Ouzbékistan, leur impact culturel était bien plus grand. Ainsi, le président Karimov a appliqué le processus de *nation building* et de *national-identité building* sans pour autant pointer du doigt l'ethnie dominante. Le contraire risquait de causer une instabilité constante dans le pays. Donc, bien que l'Ouzbékistan soit passé par une « ouzbékisation » cela ne s'est pas réalisé à l'encontre des Tadjiks ni des autres groupes minoritaires du pays.⁵⁶⁷

En Azerbaïdjan, les Azerbaïdjanais constituent l'ethnie fondatrice et dominante (82,5% en 1989).⁵⁶⁸ Sous la présidence d'Eltchibeï, il existait une accentuation de l'ethnicité turque. Cette approche n'était certainement pas accueillie positivement par les autres groupes ethniques dans le pays y compris les Lezghines et les Talishes qui risquaient de proclamer leur indépendance.⁵⁶⁹ Déjà, juste après son indépendance, le pays avait dû faire face à un traumatisme concernant l'invasion de ses territoires. C'est pourquoi, l'apparition de nouveaux problèmes territoriaux ou ethniques risquait de mener le pays vers un chaos encore plus profond. Alors, dès son arrivée au pouvoir, le président Heydar Aliev a décidé de mener une politique qui n'était pas délibérément basée sur l'ethnicité turque. Dans cette perspective, pour assurer la stabilité, la sécurité et l'intégrité territoriale du pays, il a favorisé l'idée de la citoyenneté azerbaïdjanaise. Ainsi il a évité d'utiliser une rhétorique pan-turquiste.⁵⁷⁰

Le Turkménistan où l'ethnie majoritaire et fondatrice est composée de Turkmènes (71.4% en 1989)⁵⁷¹, est, dès l'indépendance entré dans une autre forme de *nation building*. Le président Niazov a interprété la nationalisation du Turkménistan par le renforcement du culte de la personnalité. Il a pratiqué une version moderne de l'approche « l'État c'est moi ». À titre indicatif, tous les 19 février, depuis 1999, sa date de naissance est célébrée

⁵⁶⁶ Anderson et Silver, op.cit., p. 158.

⁵⁶⁷ Vladimir Fedorenko, « Central Asia: From Ethnic to Civic Nationalism », **Rethink Institute Paper**, March 2012, p.16-17.

⁵⁶⁸ Anderson et Silver, op.cit., p. 158.

⁵⁶⁹ Tokluoğlu, « Azerbaycan », p. 53.

⁵⁷⁰ Entretien avec Musa Qasimli, membre de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan et l'historien, le 6 avril 2018, Bakou.

⁵⁷¹ Anderson et Silver, « Growth and Diversity of the Population of the Soviet Union », p. 158.

comme jour national du drapeau. En 2002, il n'a pas hésité à changer le nom des jours de la semaine et des mois et a donné, à la place, son nom adopté, le nom de sa mère, le nom de son livre « *Ruhnama* », les noms des héros turkmènes et le statut de « neutralité » appliqué dans le pays. Mais, son successeur Berdimuhamedow a changé ces mesures et est revenu à la norme dès son arrivée au pouvoir en 2007.⁵⁷²

Le président Niazov avait publié son livre « *Ruhnama* » en deux volumes sortis en 2001 et en 2004. Dans ce livre, figuraient des informations sur l'histoire, la culture, la croyance et la structure sociétale des Turkmènes ainsi que les conseils du président Niazov au peuple turkmène. À sa publication, les idéologues nationaux ont proclamé le Turkmenbachy comme « le Prophète de la nation turkmène ». Des citations prises du livre ont pris leur place sur les monuments historiques, les mosquées et les minarets. De plus, le président Niazov a rendu obligatoire la lecture de ce livre dans les écoles, les universités, les institutions étatiques et même les mosquées. Enfin, des questions portant sur le livre ont été posées pendant les examens de la fonction publique.⁵⁷³ Des historiens au Turkménistan ont été chargés de créer des liens avec le président Niazov, sa famille et les héros légendaires comme Oghouz Khan, Sultan Sanjar etc. Finalement, au de-là de la *nation building*, tout cela n'a servi qu'au renforcement du culte de la personnalité du président turkmène.⁵⁷⁴ Ce genre de mesures prises par Niazov n'a fait qu'engendrer la « Niazovisation » de la société turkmène au lieu de sa « Turkménisation ». Le culte de Berdimuhamedow, à la mort de son prédécesseur a commencé à remplacer graduellement celui du Turkmenbachy.⁵⁷⁵

La forte persistance des sous-identités

L'existence des sous-identités chez les peuples turcophones qui ont continué à exister pendant le régime soviétique et qui continue encore aujourd'hui présente un autre défi complexe à relever dans la région pour le *nation building* et le *national identity*

⁵⁷² Abel Polese et Slavomir Horák, « A tale of two presidents: personality cult and symbolic nation building in Turkmenistan », **Nationalities Papers**, Vol. 43:3, 2015, p.462.

⁵⁷³ Erdoğan Yıldırım, « Türkmenistan: Aşiretten Ulusa », dans Ayşegül Aydingün et Çiğdem Balım (éd.), op.cit., p. 452-454.

⁵⁷⁴ Polese et Horák, op.cit., p.462.

⁵⁷⁵ Yıldırım, op.cit., p. 452-454.

building. Ainsi, pour fabriquer une identité nationale, il était indispensable de dissoudre les identités familiales, tribales ou régionales qui constituaient les composantes des sous-identités des peuples turcophones. En jetant un coup d'œil à l'état de ces sous-identités, il est force de constater qu'en Ouzbékistan, le pouvoir est partagé par trois clans régionaux, à savoir celui de Tachkent, de Samarkand et de Ferghana. Par exemple, tous les deux présidents du pays sont originaires du clan de Samarkand.⁵⁷⁶

Similairement, au Kazakhstan, l'organisation en confédérations tribales incarnée par les trois hordes (petite, moyenne, grande), joue un rôle structurant dans la société et la répartition des pouvoirs. La grande horde d'où le président Nazarbaïev en est originaire domine la vie politique. La moyenne horde contrôle la vie intellectuelle tandis que la petite horde bénéficie désormais d'une partie de la rente issue de l'exploitation des hydrocarbures à l'ouest du pays. Le président Nazarbaïev attribue une importance spéciale à équilibrer l'existence des représentatives de ces hordes dans l'administration étatique. Les sous-identités sont également puissantes au Turkménistan. Ainsi parmi les cinq grandes tribus dans le pays, les tribus de Yomud et Tekke apparaissent comme des sous-identités dominantes qui sont politiquement compétitive. En effet, les présidents précédents et actuels du pays sont originaires de la tribu Tekke.⁵⁷⁷

En Azerbaïdjan, il existe deux groupes qui détiennent des positions bureaucratiques clés dans le pays. Le premier groupe est composé d'Azerbaïdjanais nés sur le territoire de la République socialiste d'Arménie et rapatriés au XX^e siècle en Azerbaïdjan au cours de plusieurs vagues d'émigration forcée. Le second groupe constitue les originaires de l'enclave du Nakhitchevan. Ces deux groupes soutiennent leurs membres et s'entraident pour gagner une position importante dans l'administration étatique.⁵⁷⁸ Par ailleurs, la famille du président actuel d'Azerbaïdjan née sur le territoire de la République socialiste d'Arménie et forcée à immigrer par les Arméniens à l'enclave du Nakhitchevan détient de la sorte des liens avec ces deux groupes en question.

⁵⁷⁶ Tariq Saeedi, « Karimov: Succession and legacy – Part One, News Central Asia », **News Central Asia**, le 5 septembre 2016, <http://www.newscentralasia.net/2016/09/05/karimov-succession-and-legacy-part-one/>, consulté le 5 décembre 2017.

⁵⁷⁷ Cariou, **L'Asie centrale...**, p. 79.

⁵⁷⁸ Viatcheslav Avioutsii, « Les clans en Azerbaïdjan », **le Courrier des pays de l'Est**, Vol. 1063, No. 5, 2007, p. 67-79.

Au Kirghizstan, les sous-identités appartiennent au Nord ou au Sud du pays. Le Nord est plus développé économiquement et plus homogène ethniquement, comparé au Sud qui est moins développé économiquement et qui possède une population ouzbèke considérable.⁵⁷⁹ Le Nord et le Sud semblent être en concurrence pour l'acquisition et la préservation du pouvoir. Par exemple, le président Akaev venait du Nord, et le président Bakiev du Sud.⁵⁸⁰ Alors que le président actuel vient du Sud et son prédécesseur est aussi originaire du Sud. En analysant les sous-identités, il serait pertinent de constater qu'ils ont un effet remarquable sur la détermination du pouvoir politique. Par ailleurs, il n'est pas si facile de dissoudre ces sous-identités pendant le processus de *nation building*. Cela dit, malgré cette pluralité, chaque pays œuvre pour l'établissement d'une identité unitaire.

b.b-Les instruments utilisés pour le *nation building* et le *national identity building*

Les pays turcophones ont eu recours à de multiples instruments afin d'assurer l'intériorisation du *nation building* et le *national identity building* par leurs citoyens. À cette fin, parmi les instruments en question figurent la politique linguistique, la création de nouveaux symboles nationaux ou la revitalisation de ceux qui existaient déjà avant la période soviétique, la réécriture de l'histoire en y effaçant les traits soviétiques, la reconsidération des questions de religion et d'identité supranationale. À cet égard, d'abord nous analyserons la politique linguistique mise en œuvre par les pays turcophones et après les outils culturels en usage à cette fin.

La politique linguistique mise en œuvre par les pays turcophones

Il est fort de constater que la politique linguistique était un outil essentiel pour effacer les traces soviétiques.⁵⁸¹ En effet, en 1989, pendant la période soviétique, les langues nationales des pays turcophones s'étaient vues octroyer le statut de langues d'État.

⁵⁷⁹ Maxim Ryabkov, « the North–South cleavage and political support in Kyrgyzstan », **Central Asian Survey**, 27:3-4, 2008, p. 306.

⁵⁸⁰ Erica Marat, « March and after: what has changed? What has stayed the same? », **Central Asian Survey**, Vol. 27:3-4, 2008, p.230-231.

⁵⁸¹ Garibova, op.cit., p. 32.

Pourtant, il serait pertinent de constater que la plupart des citoyens, en fait, ne connaissaient pas leurs propres langues. Ainsi, après l'indépendance, les lois promouvant la langue nationale, à savoir celle du groupe ethnique titulaire, ont été adoptées. Par conséquent, ces pays se sont mis à dynamiser leur langue nationale dans tous les domaines afin de briser la dominance de la langue russe.⁵⁸² Ainsi, en 1992, l'Azerbaïdjan et en 1993, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont adopté l'alphabet latin alors que le Kazakhstan et le Kirghizstan ont préservé l'alphabet cyrillique. À cette fin, dans les trois premiers pays, des commissions de réformes de la langue ont été établies pour dé-russifier et nationaliser les alphabets. L'Azerbaïdjan a choisi de baser son alphabet sur l'alphabet commun turc qui a été adopté par des experts ressortissants des pays et des peuples turcophones, au Symposium des alphabets turcs contemporains entre les nations (*Milletlerarası Çağdaş Türk Alfabeleri Sempozyumu*) qui s'est déroulé les 18-20 novembre 1991 à Istanbul à l'Université de Marmara. Pourtant en latinisant leur alphabet, les Turkmènes et les Ouzbeks n'ont pas fait référence à l'alphabet commun turc de 34 lettres constitué de 29 lettres prises de l'alphabet turc avec 5 lettres supplémentaires (ä, x, q, ñ, w) qui avaient été adoptées à cette réunion.⁵⁸³ A trois reprises, en 1993, en 1995 et en l'an 2000, ces deux pays ont eu recours à des changements dans leur alphabet.⁵⁸⁴ A cet égard, au cours de ce processus de nationalisation, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont préféré distinguer leur alphabet de celui des autres alphabets turcophones.

Dans la même lignée, l'usage des langues nationales tant dans le système législatif et juridique que dans la vie bureaucratique est devenu essentiel.⁵⁸⁵ En même temps, un grand effort a été fourni pour institutionnaliser et promouvoir les langues nationales dans la bureaucratie étatique et en politique.⁵⁸⁶ La dé-soviétisation et la dé-russification des langues se sont réalisées à des rythmes différents et en parallèle avec la composition démographique, les propriétés économiques et sociales ainsi que les liens existants des élites bureaucratiques dans chaque pays. En même temps, afin d'empêcher les éventuels mouvements séparatistes des minorités, ils ont accordé une importance à la protection des

⁵⁸² Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 254.

⁵⁸³ Ahmet Bican Ercilasun, « Tarihten Geleceğe Türk Dili », **Yeni Türkiye**, 1997, No1.5, p. 187-191

⁵⁸⁴ Erdal Şahin, « Türk Dünyasında Yazı Birliği: Latin Alfabesi Temelinde Yeni Türk Alfabeleri », **Yeni Türkiye**, Sayı: 53, 2013, p. 451-452.

⁵⁸⁵ Cariou, **L'Asie central ...**, p. 64-65.

⁵⁸⁶ Akçalı, « Nation-state building in Central Asia... », p.101.

langues minoritaires.⁵⁸⁷ D'après les politiques similaires menées, il serait possible de classer les pays turcophones en deux groupes comme «le Kazakhstan et le Kirghizstan» et « l'Ouzbékistan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan ». À la base de ce regroupement se trouve le choix des trois derniers pays qui passèrent à l'alphabet latin dans les années 1990 alors que les deux premiers restèrent fidèles à l'alphabet cyrillique.

Le Kazakhstan et le Kirghizstan

Prenant en considération le taux élevé des minorités Russes au Kazakhstan et au Kirghizstan, à côté des langues nationales, le russe s'est vu alloué une place à part entière. Dans la première constitution kazakhe de 1993, la langue kazakhe a été acceptée comme la langue d'État et le russe comme langue de communication entre les différentes ethnies. Dans l'article 7 de la Constitution de la République de Kazakhstan, en vigueur depuis 1995, le kazakh a obtenu le statut d'État et la langue russe est officiellement utilisée dans les institutions et les administrations locales sur une base égalitaire avec la langue kazakhe.⁵⁸⁸ Ainsi, le russe s'est vu attribué un statut officiel. Mais il est vrai que malgré cela, il existe un effort remarquable de la part de l'État pour étendre l'usage du kazakh à la vie quotidienne et dans le secteur public. Notons justement que les candidats pour la présidence sont obligés de réussir l'examen en langue kazakh, tant à l'écrit qu'à l'oral, il s'agit là d'un exemple remarquable concernant ce sujet.

Les efforts de l'État kazakh pour renforcer l'usage du kazakh a continué dans la deuxième décennie après l'indépendance du pays. Par ailleurs, les programmes étatiques adoptés pour les années 2001-2010 et 2010-2020, soulignaient la nécessité de prendre les mesures nécessaires.⁵⁸⁹ Cela inclut le lancement des cours gratuits de langues et la préparation des matériaux électroniques pour faciliter cet apprentissage. Avec le « Projet des Trois Langues » initié en 2007 par le président Nazarbaïev, en plus du kazakh et du russe, l'anglais a aussi gagné un terrain important dans le système éducatif du Kazakhstan.

⁵⁸⁷Garibova, op.cit., p. 38.

⁵⁸⁸Pour voir la Constitution ci-dessus visitez le site officiel d'internet du Parlement de la République de Kazakhstan, <http://www.parlam.kz/en/constitution>, consulté le 2 Janvier 2018.

⁵⁸⁹ Garibova, op.cit., p.53.

De plus, l'Université de Nazarbaïev, établie par l'initiative du président Nazarbaïev, a commencé à fournir une éducation universitaire en langue anglaise.⁵⁹⁰ Cela était certes lié à la volonté des autorités kazakhes de s'intégrer d'avantage au système politique et économique international. Dans la même perspective, le président Nazarbaïev a signé, le 26 octobre 2017, un décret concernant la transition de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin, transition qui devrait se réaliser étape par étape jusqu'en 2025.⁵⁹¹ Avec ce décret, la nouvelle rédaction de l'alphabet latin composé de 32 lettres a été acceptée le 12 février 2018.⁵⁹² Ce changement d'alphabet faciliterait le renforcement de l'ouverture du Kazakhstan vers le monde et la consolidation de coopération entre les pays turcophones qui utilisent aussi l'alphabet latin.⁵⁹³

Parmi les États turcophones, le Kirghizstan est le pays qui a eu le plus de problèmes pour le renforcement du statut de la langue nationale. D'après l'Article 10 de la Constitution de la République kirghize adoptée en 2010, le kirghize est désigné comme la langue d'État et le russe comme langue officielle.⁵⁹⁴ Ainsi, le Kirghizstan est le seul pays turcophone accordant au russe un statut officiel. Pourtant, constitutionnellement, le président est dans l'obligation de maîtriser le kirghize et de réussir un examen pour le démontrer. Les fonctionnaires du secteur public doivent aussi avoir une connaissance approfondie du kirghize. Le programme adopté pour le développement de la langue étatique durant la période 2000-2010, similairement aux mesures prises au Kazakhstan, a mis en évidence la préparation de nouveaux matériaux éducatifs ainsi que de nouvelles méthodes pour étendre la connaissance du kirghize. Pendant l'ère soviétique, la langue utilisée dans les études supérieures était le russe et avec l'indépendance, le kirghize a aussi commencé à être langue d'étude. Dans cette perspective, pour renforcer l'utilisation du

⁵⁹⁰ Aydingün et Tüfekçioğlu, « Avrasya'nın Merkezinde Dünyaya Açılan Ülke: Kazakistan », p. 101-104.

⁵⁹¹ Aigul Sherniyaz, « President signs decree on transition to Latin based Kazakh alphabet », **Egemen Kazakhstan**, le 27 octobre 2017, <https://en.egemen.kz/article/president-signs-decree-on-transition-to-latin-based-kazakh-alphabet>, consulté le 2 janvier 2018.

⁵⁹² « The version of the kazakh alphabet based on latin graphics was modified », **News of Turkic Academy**, le 22 février 2018, http://twesco.org/tr/news/v_alfavit_na_latinitse_vneseny_izmeneniya/, consulté le 5 janvier 2018.

⁵⁹³ Entretien avec Iskander Akylbayev, directeur exécutif du Conseil de Kazakhstan sur les relations internationales (Council of Kazakhstan on International Relations), le 6 juin 2018, Almaty.

⁵⁹⁴ La traduction de la Constitution en anglais ci-dessus est accessible à https://www.constituteproject.org/constitution/Kyrgyz_Republic_2010.pdf?lang=en, consulté le 19 novembre 2017.

kirghize, l'Université turco-kirghize de Manas au Kirghizstan a certes joué un rôle important en offrant un enseignement à la fois en kirghize et en turc. L'utilisation de la langue kirghize est aussi promue dans les institutions et les écoles étatiques.⁵⁹⁵

L'Ouzbékistan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan

En comparaison au Kazakhstan et au Kirghizstan, la mise en place de la politique linguistique a été moins compliquée en Ouzbékistan dont la population est plus homogène. Cette homogénéité a facilité le passage à l'alphabet latin jouant un rôle très important pour la nationalisation de la langue titulaire. En effet, l'Ouzbékistan est considéré comme le pays le plus rapide d'Asie centrale à réussir l'acceptation de la suprématie et la dé-russification de la langue ouzbek.⁵⁹⁶ 2005 a été fixée comme date ultime pour l'usage de l'ouzbek pour la correspondance et la documentation dans les institutions étatiques.⁵⁹⁷ Bien que le nouveau alphabet ouzbek a été en vigueur dès 1996, la complétion du passage à l'alphabet latin a été fixée d'abord pour 2000 puis prolongée jusqu'en 2010.⁵⁹⁸ Ce prolongement est une indication importante pour montrer que le passage à l'alphabet latin a pris un temps considérable dans ce pays. Quant au Turkménistan il est le premier parmi les pays turcophones à avoir décidé de passer à l'alphabet latin et à avoir bloqué fermement l'usage de la langue russe. Pour illustrer cette décision, notons qu'en l'an 2000 seul un journal pouvait être publié en langue russe.⁵⁹⁹ Malgré ces démarches, l'expansion de l'apprentissage et de l'usage du turkmène et son intériorisation dans la société turkmène a aussi pris du temps au Turkménistan.

En Azerbaïdjan, pendant la période d'Elchibei, « la langue turque » a été acceptée comme langue étatique et a pris sa place dans la législation du pays en 1992. Pourtant, pendant la période d'Heydar Aliev, l'azerbaïdjanais figurait dans la première Constitution de 1995 comme langue officielle.⁶⁰⁰ En 2000, l'un des critères pour devenir un

⁵⁹⁵ Gürbüz, op.cit., p. 185.

⁵⁹⁶ Jacob Landau et Barbara Kellner-Heinkele, **Language Politics in Contemporary Central Asia, National and Ethnic Identity and the Soviet Legacy**, London: I.B Tauris&Co. Ltd., 2012, p.51-76.

⁵⁹⁷ Garibova, op.cit., p. 83.

⁵⁹⁸ Çiğdem Balım et Emre Gürbüz, « O'zbekistan Respublikası : Özbekistan Modeli », dans Ayşegül Aydingün et Çiğdem Balım (éd.), op.cit., p.272.

⁵⁹⁹ Garibova, op.cit., p. 96.

⁶⁰⁰ Tokluoğlu, « Azerbaycan », p. 72.

fonctionnaire étatique était la connaissance de l'azerbaïdjanais. Avec l'adoption d'une loi pour l'application de la langue d'État en 2001, la politique linguistique pour répandre l'azerbaïdjanais a pu être appliquée de façon effective et planifiée. Dès 2003, l'usage de l'azerbaïdjanais est devenu obligatoire pour la correspondance officielle, diplomatique et durant les cérémonies étatiques.⁶⁰¹ L'Azerbaïdjan a aussi commencé à diffuser dès 2009 des séries télévisées turques qui sont déjà très populaires en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans les Balkans avec doublage par soucis que le turc, très proche de l'azerbaïdjanais, ne prenne le dessus.⁶⁰² Par ailleurs, tout comme dans les autres pays turcophones, l'usage de l'anglais s'est aussi répandu en Azerbaïdjan avec la hausse en nombre des institutions fournissant un enseignement en anglais parallèlement aux efforts d'adaptation à la globalisation de la région.⁶⁰³

Même si l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont passés à l'alphabet latin, il faut préciser qu'ils ont eu besoin d'un peu de temps pour l'intériorisation de cet alphabet et la nationalisation de leur langue. Malgré tous les efforts fournis pour l'adoption d'un nouvel alphabet et la nationalisation des langues titulaires, au sein des générations précédentes et dans la vie quotidienne l'usage du russe a continué à être utilisé.

Les outils culturels en usage pour le *nation building* et le *national identity building*

Dans le processus du *nation building* et du *national identity building*, outre les politiques linguistiques, les pays turcophones ont aussi créé des symboles pour se distancer de ceux en vigueur pendant l'ère soviétique. Ainsi, plusieurs symboles culturels et historiques ont été ranimés.

La glorification des symboles nationaux

Après leur indépendance, la nationalisation des symboles culturels était au centre de la politique des pays turcophones. Les légendes nationales remontant à la période avant l'invasion des Russes ont été réintroduites dans la littérature et dans la vie quotidienne.

⁶⁰¹ Garibova, op.cit, p.115.

⁶⁰² Entretien fait avec Araz Gurbanov, chercheur dans le Centre des recherches stratégiques auprès du président azerbaïdjanais, le 5 avril 2018, Bakou.

⁶⁰³ Garibova, op.cit., p. 114-120.

À cet égard, la légende de Manas qui donne des informations sur l'histoire, la morale et les lois des Kirghizes présentant la légende la plus longue du monde est devenue un point de référence national essentiel au Kirghizstan.⁶⁰⁴ Des héros historiques comme Tamerlan et son grand fils Ulug Bey en Ouzbékistan ainsi que Kene Sari au Kazakhstan, perçus comme des figures nationales, ont acquis une importance primordiale.⁶⁰⁵ D'autre part, des poètes comme Nizami Ganjavi en Azerbaïdjan et Mahdum Kulu au Turkménistan, ainsi que Ali Şir Nevai en Ouzbékistan, ignorés pendant la période soviétique, ont été réintroduits dans la littérature de ces pays. De plus, la plupart des statues de Staline ont été remplacées par les statues de ces figures dans ces pays.⁶⁰⁶ Sur la même lignée, des médailles et des titres héroïques ont commencé à être distribués dans les pays turcophones nouvellement indépendants. La terminologie administrative du régime soviétique a aussi été remplacée. Ainsi, *kengash* en Ouzbékistan ou *kenesh* au Kirghizstan a remplacé le *soviet* en russe.⁶⁰⁷ Les noms russes des rues et des villes ont été rapidement rebaptisés.⁶⁰⁸ Par exemple, le nom de la ville de *Frunze*, du nom d'un leader bolchévique, est devenu Bichkek. De même, le nom de la ville de *Krasnovodsk* est devenu Turkmenbachy, et celui de *Tselinograd* d'abord Akmola et ensuite Astana, et enfin *Kirovabad* a été rebaptisé Ganja.⁶⁰⁹

Avec leur indépendance, les pays turcophones ont aussi commencé à valoriser leurs traditions bannies pendant l'ère soviétique. Ainsi, ils ont commencé à célébrer vivement le Novruz qui est une fête traditionnelle dans la géographie turcophone et persanophone pour fêter l'arrivée du printemps. Jusqu'aux années 1980, les autorités soviétiques avaient interdit la célébration de cette fête qu'ils considéraient comme un évènement religieux. Dès les années 1980, les ethnographes soviétiques ont expliqué que cette fête n'avait pas de connotation religieuse. Ainsi, les autorités soviétiques ont accordé la permission de célébrer le Novruz calmement et de façon non-officielle.⁶¹⁰ Une fois indépendants, les États turcophones ont déclaré le 21 mars comme fête nationale du Novruz et les célébrations, dont la durée diffère de pays en pays, ont eu lieu avec des festivals.

⁶⁰⁴ Gürbüz, op.cit., p. 175.

⁶⁰⁵ Balım et Gürbüz, op.cit., p.257.

⁶⁰⁶ Kurubaş, op.cit., p.125.

⁶⁰⁷ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 245.

⁶⁰⁸ Cariou, **L'Asie centrale...**, p. 64-65.

⁶⁰⁹ Kurubaş, op.cit., p.125.

⁶¹⁰ Beşir Mustafayev, « Adriyatik'ten Çin Seddine Uzanan Nevruz Geleneği », **Avrasya Uluslararası Araştırmalar Dergisi**, Vol: 2, No:3, Temmuz 2013, p.61.

Des artistes, des auteurs et des intellectuels ont assisté à la validation et à l'intériorisation de tous les nouveaux symboles mentionnés ci-dessus. La fierté nationale était aussi exprimée et élaborée à travers la nouvelle architecture de ces nouveaux pays turcophones ainsi que dans les peintures monumentales et les sculptures qui décoraient les espaces publics. Malgré tous ces changements, conscient des difficultés à éradiquer d'un coup un passé soviétique de 70 ans, certains symboles soviétiques y compris les signes et l'iconographie de la vie quotidienne ont été préservés.⁶¹¹ Cependant, l'intériorisation de ces changements par les peuples turcophones n'allait certes ne pas se faire du jour au lendemain.

Un autre défi à relever pour accélérer le processus du *nation building* et du *national identity building* était la réécriture de l'histoire en y écartant la version soviétique.⁶¹² Cette tâche paraissait encore plus difficile sachant que la plupart des livres en bibliothèques était en russe comme le résultat de l'écriture idéologique par Moscou. En effet, les auteurs, les historiens et les poètes avaient été encouragés par le régime soviétique à glorifier le système soviétique. Par exemple, les œuvres des poètes kirghizes Moldo et Satılgan, qui complimentaient Lénine, avaient été traduites en 15 langues respectives des Républiques soviétiques.⁶¹³ Face à ce tableau, dès leur indépendance, les peuples turcophones ont réécrit leur histoire en décrivant les Russes comme des colonisateurs et en soulignant que les Républiques turcophones avaient prospéré dans les années 1930 et avant, et ce malgré les pressions d'abord russes, puis soviétiques.⁶¹⁴ De plus, ils ont rappelé que les peuples turcophones vivaient déjà dans ces territoires bien avant l'invasion des Russes et du régime soviétique. La référence faite par les leaders et les intellectuels kazakhs au premier Khanat kazakh établi au XV^e siècle et la considération des émeutes de 1916 et de 1986 contre les régimes tsariste et soviétique comme des tentatives victorieuses en voie de l'indépendance doivent notamment être perçues dans cette perspective.⁶¹⁵ Similairement, la célébration, en 2003, de la 2200^eme année de l'État

⁶¹¹ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 245.

⁶¹² Akçali, « Nation-state building in Central Asia... », p.101.

⁶¹³ Bacık, op.cit., p. 70-97.

⁶¹⁴ Roy, **La Nouvelle Asie centrale...**, p. 249.

⁶¹⁵ Taras Kuzio, « History, Memory and Nation Building in the Post-Soviet Colonial Space », **Nationalities Papers**, Vol. 30, No. 2, 2002, p. 258.

kirghize et la considération de la révolte d' « Urkun » de 1916 contre les forces tsaristes comme une guerre nationale d'indépendance présente des efforts semblables de la part des autorités kirghizes.⁶¹⁶

La reconsidération des questions de religion et d'identité ethnique supranationale

En ce qui concerne le *nation building* et le *national identity building* processus, la religion a aussi eu un rôle important à jouer. En effet, bien que l'islam fasse partie intégrante, à différents degrés, de la vie quotidienne des pays turcophones dont les populations sont à majorité musulmane, après leur indépendance, il y avait risque que les mouvements religieux radicaux remplissent le vide idéologique causé avec la chute du communisme.⁶¹⁷ À cet égard, suite aux guerres civiles en Afghanistan et au Tadjikistan, le radicalisme religieux dans cette partie du monde s'est aggravé mettant en contact direct les radicaux afghans avec ceux d'Asie centrale. Face à cette situation, en essayant d'empêcher la radicalisation dans leur territoire, les leaders de ces nouvelles Républiques ont essayé de cohabiter avec l'islam et ont utilisé la carte de la religion pour légitimer leur pouvoir. Dans ce cadre, ils ont accompli le pèlerinage à la Mecque, ils ont rouvert les mosquées inactives pendant l'ère soviétique. Ils ont aussi adhéré à l'OCI. Tous ces développements ont fait naître de nouvelles discussions à deux tranchants, concernant d'une part l'islamisation du pays et d'autre part la re-traditionalisation de leur société.⁶¹⁸ Quoi qu'il en soit, les leaders saluaient l'héritage culturel de l'islam et ses valeurs morales.⁶¹⁹ Tout en continuant à mener une politique religieuse officielle, ils ont exercé un contrôle sur les institutions religieuses.⁶²⁰ Par exemple, ils ont construit dans chaque État, des directions des affaires religieuses liées au Conseil des ministres ou à la présidence de l'État sur le modèle du « *Diyanet* » en Turquie.⁶²¹ De plus, ils ont fait des efforts pour empêcher l'influence religieuse qui pouvait venir de l'extérieur de leur frontière.⁶²²

⁶¹⁶ Marlène Laruelle, « the Paradigm of nationalism in Kyrgyzstan. Evolving narrative, the sovereignty issue, and political agenda », **Communist and Post-Communist Studies**, No:45, 2012, p. 40.

⁶¹⁷ Demir, « Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite », p. 110.

⁶¹⁸ Olivier Roy, « Islam et politique en Asie centrale », **Archives de sciences sociales des religions**, No.115, 2001, p. 49-61.

⁶¹⁹ Khalid, op.cit., p. 106.

⁶²⁰ Olcott, **Central Asia's Second Chance**, p. 32-35.

⁶²¹ Roy, **La Nouvelle Asie Centrale...**, p. 238-239.

⁶²² Roy, « Islam et politique en Asie centrale », p. 49-61.

Les leaders des pays turcophones ont essayé d'empêcher la dominance de l'islam comme pouvoir politique qui risquerait de fragiliser la sécurité et d'ébranler leur légitimité.⁶²³ Ainsi, il a été question d'interdire les partis politiques à tendance islamique.⁶²⁴ Il s'agissait là d'une précaution prise pour empêcher la pénétration du wahhabisme risquant d'encourager les mouvements radicaux religieux. L'Ouzbékistan, composé de peuples sédentaires et possédant une culture islamique plus dominante que le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Turkménistan, se sentait plus menacé par l'apparition de ces dits-mouvements.⁶²⁵ Donc, dans les pays turcophones d'Asie centrale, de l'étatisation au danger de la radication, l'islam a joué un rôle primordial non seulement durant le processus de *national identity building* mais aussi au sein du *national building* ainsi que du *state building*.

Concernant la formation de leur identité nationale, les nouveaux pays turcophones ont aussi fait attention à un autre aspect de la question. Au début, ils étaient très attentifs à ne pas s'associer avec une identité supranationale politique, ethnique ou religieuse. Ainsi, ils ont refusé tout nouvel ensemble supranational en valorisant les caractères nationaux qui étaient en train de se fabriquer.⁶²⁶ Sur ce point, même si ce n'était pas facile, ils ne voulaient pas que la Russie s'immisce dans leurs affaires intérieures. La possibilité que le vide politique apparu suite à la dissolution de l'Union soviétique soit rempli par l'Iran dérangeait la Russie et l'Occident. Une influence d'origine iranienne risquait d'enflammer le radicalisme religieux tout en causant la déstabilisation de la région. Face à un tel danger, la Turquie avec ses institutions étatiques laïques et démocratiques constituait un exemple d'après les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest qui la considéraient comme leur allié.⁶²⁷ Pourtant, même si le fait d'avoir en commun avec la Turquie des traits ethniques, linguistiques, religieux et culturels était important pour les pays turcophones, ils ne voulaient pas que cela ombrage leurs efforts pour l'établissement

⁶²³ Mustafa Aydın, « Geçiş Sürecinde Kimlikler: Orta Asya'da Milliyetçilik, Din ve Bölgesel Gerginlikler », dans Mustafa Aydın (éd.), **Küresel Politikada Orta Asya**, Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2005, p.245-256.

⁶²⁴ Shireen T. Hunter, **Central Asie Since Independance**, Washington D.C., Preager Publishers, 1996, p.37.

⁶²⁵ Demir, « Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite », p.112.

⁶²⁶ Roy, **La Nouvelle Asie Centrale...**, p. 243.

⁶²⁷ Gün Kut, « Yeni Türk Cumhuriyetleri ve Uluslararası Ortam », dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, p.15.

et le renforcement de leur identité nationale. Ainsi, en dépit de ces liens avec la Turquie, au lieu d'entrer sous le parapluie d'une union culturelle ou politique turcophone, ils ont préféré mettre l'accent sur leur propre identité nationale.⁶²⁸

Dès l'indépendance, concernant le processus de *nation building* et de *national identity building*, les pays turcophones ont dû faire face à deux obstacles significatifs : 1) l'existence d'une minorité importante russe ou non-russe dans leur territoire suite à l'héritage territorial et démographique soviétique. 2) l'existence de sous-identités présentes pendant l'ère soviétique et influentes sur le pouvoir politique. Ainsi, ils ont eu recours à plusieurs instruments pour re-fabriquer leur nation et leur identité nationale en les dé-russifiant et dé-soviétisant. Comme dans l'exemple actuel du Kazakhstan qui essaie de passer à l'alphabet latin, les pays turcophones juste après 25^e anniversaire de leur indépendance continuent encore de prendre des mesures pour la complétion de ce processus qui nécessite une transformation complexe. À partir de leur indépendance, afin de réaliser cette transformation, ils ont mis en œuvre toutes les nouvelles méthodes, de la politique linguistique à la politique religieuse. Dans un tel contexte, déployer des efforts pour relancer la régionalisation entre les pays turcophones ne figurait pas en tête de leur agenda.

Durant les processus de *state building*, *nation building* et *national identity building*, les pays turcophones ont dû faire face aux difficultés héritées de l'Union soviétique. Leur priorité consistait donc à les surpasser en re-fabriquant leur État, leur nation et leur identité. Ils ont dû compléter cette re-fabrication compréhensive en un laps de temps limité alors que normalement cela risque de durer des décennies. La nécessité de mener ces trois processus en même temps a constitué un enjeu difficile en soi. Face à cette difficulté, ils ont préféré ne pas s'identifier avec une identité supranationale, spécialement durant les premières années de leur indépendance. Ainsi, au début, ce tableau ne présentait pas un climat favorable pour la reprise de leur régionalisation qui a été interrompue pendant le

⁶²⁸Yoshihiro Kimura, « Central Asia and the Caucasus-Nationalism and Islamic Trends », dans Şükrü S. Gürel, Şamil Ünsal ve Yoshihiro Kimura (éd), **Turkey in a Changing World with special reference to Central Asia and the Caucasus**, Tokyo: Institute of Developing Economies/ Middle East Studies Series, 1993, p. 194.

régime soviétique. Afin de mieux comprendre la situation face à laquelle se trouvaient les pays turcophones, il serait pertinent d'analyser aussi la transition économique vécue au sein des pays turcophones nouvellement indépendants.

2-L'héritage économique soviétique des nouvelles Républiques turcophones et les efforts déployés pour la transition

Tout comme le processus du *state building*, du *nation building* et du *national identity building*, tout en acquérant leur souveraineté et leur indépendance, les nouvelles Républiques turcophones ont aussi hérité d'un passé économique soviétique lourd. Cet héritage a rendu leur transformation économique difficile dès le début des premières années de leur indépendance en retardant son accomplissement. Dans cette perspective, il serait pertinent d'analyser les caractéristiques de cet héritage, ses effets sur les économies nationales et les mesures prises à cette fin. Ce faisant, nous analyserons leurs effets sur la régionalisation.

a-L'héritage soviétique économique sur les pays turcophones

Les problèmes économiques transitoires des pays turcophones nouvellement indépendants remportent à dernières décennies de l'Union soviétique. L'économie soviétique a dû affronter des problèmes majeurs en 1960, problèmes qui se sont aggravés dans les années 1970 et 1980. Une économie dominée par l'État ne semblait plus être effective en Union soviétique. À son arrivé au pouvoir, Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste, a essayé de relever les défis économiques sans pour autant aller à la source du problème. Les réformes économiques, mises en place par Gorbatchev et dirigées sous le *Glasnost*, ont engendré des difficultés dans tous les secteurs y compris l'agriculture, l'industrie et les services. Ainsi, pendant la période soviétique, les pays turcophones ont fait face à de réelles difficultés avec un taux élevé du chômage et une hausse de l'inflation jusqu'à trois chiffres.⁶²⁹

⁶²⁹ Peimani, op.cit., p. 9-10.

Face à un tel tableau, les pays turcophones nouvellement indépendants avaient deux tâches difficiles à réaliser : 1) L'établissement d'une économie nationale en passant d'une économie planifiée et centralisée de modèle soviétique à une économie de marché. 2) L'adaptation à la nature compétitive de l'économie mondiale. Cette double tâche compliquait le processus de la transition économique.

a.a-La dépendance structurelle en économie

Le système économique de l'URSS était basé sur une planification centrale déterminée par l'État. Seul l'État était responsable de déterminer la structure économique, de décider du volume de la production et de fixer les prix. En établissant un tel modèle économique, l'URSS avait rendu les autres Républiques dépendantes d'elle et les unes des autres. La Commission du Plan d'État qui planifiait l'économie soviétique déterminait les schémas de production et de distribution au sein de l'Union sans prendre en considération ni les particularités des économies des dites-Républiques, ni leurs structures démographiques ou environnementales. Dans cette logique, chaque République devait se spécialiser dans un domaine économique précis. Le but principal de cette répartition était de créer une interdépendance économique entre les Républiques soviétiques, les unes spécialisées dans les industries de transformation et les autres chargées de produire et de fournir les matières premières. Moscou tirait avantage de cette complexité en se présentant comme un intermédiaire indispensable et fournissait des subventions en cas de problème afin d'aider les Républiques financièrement si besoin en était. Par conséquent, aucune République soviétique sauf la Russie ne pouvait être auto-suffisante. Cela risquait de causer de graves problèmes dans les structures économiques et environnementales des pays turcophones après leur indépendance. À titre indicatif, rappelons que l'Union soviétique n'avait pas hésité à assécher le lac d'Aral pour se procurer plus de coton en provenance d'Ouzbékistan.⁶³⁰

⁶³⁰ Richard Pomfret, « Constructing market-based economies in central Asia: A natural experiment? », **the European Journal of Comparative Economics**, Vol. 7, No. 2, p.455.

Le régime soviétique a préservé l'Asie centrale et le Caucase où se trouvent les Républiques soviétiques turcophones moins prospères en comparaison à la partie européenne de l'URSS.⁶³¹ Les champs de spécialisations des Républiques du Caucase et de l'Asie centrale, y compris les pays turcophones, étaient l'agriculture, la métallurgie et l'hydrocarbure.⁶³² En effet, Moscou considérait les pays turcophones comme des fournisseurs en matières premières, et ne déployait aucun effort pour le développement des moyens industriels nécessaires dans ces pays. D'ailleurs, les usines industrielles en Asie centrale n'étaient autres que des installations démontées en provenance des Républiques soviétiques de l'Ouest sous danger, pendant la deuxième Guerre mondiale et transportées dans cette région.⁶³³ Elles n'étaient donc pas équipées de moyens modernes de production. Ainsi, après avoir acheté la matière première à un prix très bas, l'URSS la traitait soit en Russie soit dans une autre République soviétique avant de la revendre à un prix élevé.⁶³⁴ En résultat, ces pays ne pouvaient donc pas bénéficier de l'avantage économique de leur propre matière première et à ce titre restaient dépendants des autres notamment au sujet du traitement des ressources. Les pays turcophones ne faisaient qu'exporter leurs matières premières vers Moscou. Par conséquent, en exploitant les ressources naturelles et humaines de ces pays, l'URSS a aussi, en même temps, entravé leur développement socio-économique.⁶³⁵

Moscou avait désigné le coton comme le produit agricole de spécialisation en Asie centrale. À cet égard, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizstan produisaient 96% de la demande en coton de l'Union soviétique. Une grande partie de cette production était envoyée en dehors de ces pays pour sa transformation en produit de textile. Par conséquent, malgré un taux élevé de production de cette matière première, ces pays ne pouvaient fabriquer que 4% des produits de textile en coton de l'Union soviétique.⁶³⁶ En échange du coton, les pays turcophones de l'Asie centrale et le

⁶³¹ Matha Brill Olcott, « Central Asia's Political Crisis », dans Dale F. Eickelman (éd.), **Russia's Muslim Frontier**, Bloomington: Indiana University Press, 1993, p.54.

⁶³² Bacık, op.cit., p. 97.

⁶³³ Richard Pomfret, **the Economics of Central Asia**, New Jersey: Princeton Press, 1995, p. 26.

⁶³⁴ Peimani, op.cit., p. 15.

⁶³⁵ Rahimov, op.cit., p.301.

⁶³⁶ Baymirza Hayit, **Sovyetlerde Türklüğün ve İslam'ın Bazı Meseleleri**, İstanbul : Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı Yayınları, 2000, p.79.

Tadjikistan recevaient des produits alimentaires.⁶³⁷ Donc, avec les déficiences en matière de productivité, bien que les dits-pays étaient riches en céréales, ils ne pouvaient pas être autonomes pour la production de leur propre alimentation et dépendaient des ordres de Moscou pour un sujet si important concernant la survie de leurs citoyens.⁶³⁸ En 1992, un an après avoir acquiert son indépendance, le Turkménistan a continué d'importer les 2/3 de ses produits alimentaires, la moitié de ses produits laitiers et la totalité de son besoin en sucre, victime du modèle économique soviétique même après la chute de l'URSS.⁶³⁹

Parmi les Républiques turcophones, l'Ouzbékistan apparaissait comme le principal pays spécialisé dans la culture du coton. En 1990, 54% des terres cultivables de ce pays servaient à la récolte du coton. Pourtant, malgré le développement intensif de la culture du coton, celui-ci n'a pas été suivi par le développement de l'industrie du textile. Seule une petite partie du coton était exploitée et le reste envoyé aux usines de textiles en Russie, en Ukraine, dans les autres Républiques ou exportés par Moscou. L'Ouzbékistan produisait 60% du fil de coton pour l'Union soviétique, mais ses propres usines n'étaient en mesure d'utiliser que 10% de cette matière première.⁶⁴⁰ Cette culture du coton a aussi causé un désastre environnemental en Ouzbékistan et au Kazakhstan en affectant les autres pays d'Asie centrale et en asséchant le lac d'Aral dont les conséquences persistent encore de nos jours.⁶⁴¹

Similaire au cas ouzbek, le Kazakhstan qui produisait annuellement en moyenne 22 à 25 millions de tonnes de blé, devait acheter 80% de son besoin en farine de Moscou à cause du modèle soviétique. En dépit de ses réserves riches en pétrole, d'après les exigences de la division du travail de l'économie soviétique, Moscou s'est plutôt intéressé aux matières premières kazakhes, notamment le métal. Celles-ci étaient, à leur tour, envoyées, comme dans les exemples précédents, à Moscou et aux Républiques de l'Union soviétique pour leur finalisation et les produits en métaux étaient importés à des prix

⁶³⁷ Peimani, op.cit., p. 15.

⁶³⁸ Hunter, op.cit., p.68.

⁶³⁹ Peimani, op.cit., p. 15.

⁶⁴⁰ Rustam Dosumov, « Uzbekistan: A National Path to the Market », dans B. Rumer (éd.), **Central Asia in Transition: Dilemmas of Political and Economic Development**, New York, London: M.E., Sharpe, 1996, p. 139.

⁶⁴¹ Olcott, **Central Asia's Second Chance**, p. 29-31.

exorbitants. Les zones d'extraction charbonnière du Kazakhstan constituaient la source principale en matières premières de l'industrie de métallurgie pour la région de l'Oural.⁶⁴² Au service de l'économie soviétique, comme dans l'exemple du coton, du blé ou des produits métaux, les pays turcophones ont été victimes, après leur indépendance, de problèmes structurels économiques dans l'incapacité de diversifier leur économie.

Les carences industrielles ont constitué un autre problème hérité de la politique économique de l'URSS. Dans l'ordre, d'abord l'Asie centrale puis le Caucase du Sud étaient les régions les moins industrialisées et les plus pauvres de l'Union soviétique. L'industrie pétrochimique était relativement développée en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Turkménistan et Moscou n'avait pas contribué technologiquement à cette industrie. Comparées à leur richesse, les ressources de pétrole et de gaz en Azerbaïdjan n'étaient pas complètement exploitées pendant l'ère soviétique. Moscou avait intentionnellement laissé le gisement de gaz dans ce pays sous-développé pour que le gaz russe continue d'être importé. Ainsi les raffineries de pétrole en Azerbaïdjan étaient complètement dépendantes des pièces de rechange en provenance de Moscou. De même, les ressources pétrolières au Kazakhstan n'étaient pas assez exploitées parce qu'elles étaient considérées comme une sauvegarde à utiliser.⁶⁴³ De plus, malgré les riches gisements, dus à l'insuffisance de son industrie, le Kazakhstan n'avait d'autre choix que d'importer le gaz d'Ouzbékistan et le pétrole brut de Russie.⁶⁴⁴ Même si le Kazakhstan, qui hébergeait la base spatiale de Baïkonour, avait la capacité de produire des transporteurs et des lanceurs de missiles ainsi que des avions militaires, et l'Ouzbékistan pouvait fabriquer des avions de chasse, les méthodes industrielles qu'ils utilisaient tous les deux étaient tant dépassées qu'ils avaient besoin d'un investissement remarquable pour leur renouvellement. Les usines au Kirghizstan n'étaient même pas capables de traiter les produits majeurs tels que la laine, le coton et le tabac. À la veille de leur indépendance, les pays turcophones se trouvaient face à un problème de diversification concernant leur industrie, problème qui perdura après la chute de l'URSS.

⁶⁴² Anar Somuncuoğlu, **Kazakistan ve Özbekistan Ekonomileri Geçiş ve Büyüme Stratejileri**, Ankara: ASAM, 2001, p. 46-47.

⁶⁴³ Halil Akıncı, « Türk Cumhuriyetleri Arasındaki Siyasi İlişkiler: Değerlendirme, Sorunlar ve Öneriler » dans Murat Yılmaz (éd.) **Bağımsızlıklarının 20. Yılında Cumhuriyetleri Toplantısı Konuşmalar**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2012, p. 191.

⁶⁴⁴ Peimani, op.cit., p. 18.

a.b-Le besoin de la main d'œuvre qualifiée et la dépendance infrastructurelle

Un autre défi à relever par les Républiques turcophones soviétiques concernait la persistance de Moscou à développer la main d'œuvre russe et celle des peuples slavophones au sein de l'URSS. Par conséquent, les peuples allogènes, avec une connaissance très limitée, ne pouvaient pas jouer un rôle digne dans la vie économique de ces Républiques et développer leur capacité vocationnelle. Pendant la période soviétique, la plupart des ouvriers et des gestionnaires dans les usines ou bien les installations industrielles des pays turcophones étaient soit russes, soit d'origine slave. Les Turcs ne représentaient que 10% de la main d'œuvre qualifiée dans les pays turcophones en Asie centrale.⁶⁴⁵ Donc à l'indépendance, les États turcophones manquaient d'experts nationaux et avec les vagues d'émigration des russes et des slaves, ils étaient dépourvus d'une portion considérable des ouvriers qualifiés.⁶⁴⁶ Par conséquent, ils se sont mis à former une nouvelle génération nationale composée de techniciens, d'ouvriers et de gestionnaires etc.

L'URSS avait rendu les économies des pays turcophones dépendantes d'elle non seulement par sa politique économique mais aussi par ses moyens physiques. Au cœur de cette dépendance figurait le fait que les pays turcophones n'avaient pas accès aux hautes mers et qu'ils ne pouvaient accéder à la mer Baltique et à la mer Noire qu'en traversant les territoires de la Russie soviétique.⁶⁴⁷ Fort de cet avantage, Moscou a construit toutes les infrastructures de transport et de communication, y compris ceux des pays turcophones, privilégiant ses propres besoins et priorités. C'est ainsi que le réseau routier et ferroviaire des Républiques turcophones reliant le Nord au Sud passait par Moscou, rendant encore plus difficile les échanges sociaux et économiques.⁶⁴⁸

⁶⁴⁵ Hayit, *Sovyetlerde Türklüğün ve İslam'ın Bazı Meseleleri*, p.83.

⁶⁴⁶ Hunter, op.cit., p.69.

⁶⁴⁷ Mustafa Öztürk, « Orta Asya Türk Cumhuriyetlerinin Ekonomik Durumlarına Bakış », dans Mim Kemal Öke (éd.), *Geçiş Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri*, İstanbul: Alfa Yayınları, 1999, p. 273-278.

⁶⁴⁸ Martha Brill Olcott, « Rivalry and Competition in Central Asia », dans Werner Hermann et Johannes F. Linn (éd.), *Central Asia and the Caucasus, At the Crossroads of Eurasia in the 21st Century*, London: Sage, 2011, p. 36.

Notons aussi que, l'écartement des rails des chemins de fer était plus large en Union soviétique par rapport à ceux en Europe. Ainsi, un train en provenance de la région post soviétique ne pouvait pas traverser l'Europe sans changer son matériel d'écartement. À l'origine, ce système daté du régime tsariste était établi pour entraver une invasion militaire dans les territoires russes. Cette différence technique a constitué un autre facteur qui entravait les relations des pays soviétiques avec le reste du monde, problème en l'occurrence encore d'actualité.⁶⁴⁹

Moscou avait aussi conçu dans les pays soviétiques les infrastructures énergétiques d'après sa propre politique économique. Ces infrastructures de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan passaient par les territoires de la Russie contemporaine. Par exemple, l'Azerbaïdjan produisait 80% du pétrole de l'Union soviétique pendant la deuxième Guerre mondiale.⁶⁵⁰ En 1991, cela représentait 71,4% de la production cumulée en Union soviétique.⁶⁵¹ Parallèlement, les oléoducs en Azerbaïdjan s'allongeaient au Nord, vers la Russie, empêchant le lien infrastructurel direct avec le reste du monde.⁶⁵²

En outre, les raffineries au Nord du Kazakhstan exploitaient le pétrole en provenance de la Russie au lieu d'exploiter ses propres réserves parce qu'il n'existait pas d'oléoduc qui pouvait transporter le pétrole exploité dans les autres parties du pays. Le gazoduc du Kazakhstan avait aussi été établi par rapport à la Russie en passant par l'Ouest du lac d'Aral vers la région d'Oural.⁶⁵³ Cette dépendance physique vis-à-vis de Moscou concernant les infrastructures énergétiques a eu des conséquences économiques défavorables pour les pays turcophones compliquant leur revitalisation économique après leur indépendance.

⁶⁴⁹ Pour plus d'information sur le sujet voir "Rail Road in Russie", http://factsanddetails.com/russia/Education_Health_Transportation_Energy/sub9_6d/entry-5155.html, consulté le 5 décembre 2018.

⁶⁵⁰ Cavid Veliyev, *Azerbaycanın Dış Politikasında Enerji Boyutu*, (Ankara Üniversitesi Yayınlanmamış yüksek lisans tezi), Ankara, 2006, p.47.

⁶⁵¹ Aitor Ciarreta et Shahriyar Nasirov, « Impact of Azerbaijan's Energy Policy on the Development of the Oil Sector », *International Association for Energy Economics*, Fourth Quarter 2010, p. 43.

⁶⁵² Svante Cornell, *Azerbaijan Since Independence*, New York: Routledge, 2011, p.225.

⁶⁵³ Hunter, op.cit., p.70-71.

Dans le cadre du système mentionné ci-dessus, le commerce entre les pays turcophones et Moscou, entre eux ou avec les autres Républiques soviétiques se faisait d'après la carte de route déterminée par Moscou. Isolés du reste du monde suivant les exigences de Moscou, ils n'avaient ni les institutions ni les législations financières appropriées pour un passage réussi d'une économie planifiée à une économie de marché ne sachant pas non plus comment agir une fois en interaction avec les pays ou bien les organisations en dehors de la zone soviétique. Ce manque de connaissance a aussi affecté négativement la transition économique des pays turcophones après leur indépendance.

Quand les pays turcophones ont déclaré leur indépendance, ils faisaient face à un héritage soviétique économique lourd qui rendait difficile l'établissement de leur économie nationale. Le système économique de ces pays basé sur la collectivisation, la planification et la centralisation, n'était pas compatible avec l'économie de marché qu'ils visaient. Rien de plus difficile pour les dits-pays que d'effacer un passé s'étalant sur sept décennies et une industrialisation sous-développée, des réseaux de transports, de communications et de livraisons fixés sur Moscou, une lacune considérable en main-d'œuvre qualifiée et en capitaux ainsi que des institutions et des législations financières inappropriées. Par conséquent, il est compréhensible que la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché ait pris plus de temps que prévu, expliquant de la sorte le retard pour l'établissement d'une coopération économique régionale entre les pays turcophones et le développement de leur régionalisation.⁶⁵⁴

b-La transition économique des pays turcophones après leur indépendance

Avant leur indépendance, les pays turcophones isolés de l'économie mondiale et avec une qualité de production loin des standards mondiaux, n'étaient pas familiers aux concepts tels que l'économie de marché, la privatisation etc. Leur importation et exportation étaient contrôlées par Moscou. Ils devaient, avant tout, établir, à partir de zéro, un nouveau système bancaire national et des systèmes législatifs financiers et

⁶⁵⁴ Nesrin Sungur, « Yeniden Yapılanma Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri ve Geçiş Sorunları », dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, p. 226.

commerciaux.⁶⁵⁵ Tâche qui s'est avérée être encore plus difficile sachant qu'avant la dissolution de l'Union soviétique, l'État fournissait tous les services sociaux y compris ceux concernant l'éducation, la santé, la garde des enfants, l'assurance vieillesse etc.⁶⁵⁶

Les ressources financières nécessaires pour accroître les investissements étaient insuffisantes en raison de la dépendance à Moscou. Dans ce cadre, jusqu'à la dissolution du bloc soviétique, le Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), établie en 1949 par Staline, faisait figure d'entraide économique entre les pays communistes et leur fournissait l'aide nécessaire en cas de besoin.⁶⁵⁷ Le Conseil était si actif que les pays turcophones ont perdu leur culture d'entrepreneuriat qu'ils possédaient avant la domination russe en tant qu'acteurs économiques importants de la Route de la Soie.

À la chute du système centralisé, les relations économiques des pays turcophones avec les autres Républiques ex-soviétiques ont été compromises. Sachant qu'historiquement ils n'avaient pas de liens économiques directs avec les autres États du monde, ils urgeaient d'établir de nouvelles relations économiques au plus vite. De plus, ils avaient besoin de recevoir une aide étrangère à grande échelle pour renouveler leur technologie, les réseaux de transport, de communication et de livraison d'énergie ainsi que pour le développement de leurs ressources naturelles comme le pétrole, le gaz, l'or etc. Il leur était donc nécessaire de faire des réformes économiques de façon radicale. Enfin, leur inaccessibilité aux mers les rendait dépendants aux destinations commerciales de l'ancien régime soviétique jusqu'à ce qu'ils trouvent des voies alternatives. Cela leur a forcé de trouver des solutions pour surmonter cette difficulté primordiale qui serait un enjeu critique pour leur structure économique.⁶⁵⁸

⁶⁵⁵ Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, **Globalizing Central Asia: Geopolitics and Challenges of Economic Development**, New York: Routledge, 2013, p. 286.

⁶⁵⁶ Hunter, **op.cit.**, p. 77.

⁶⁵⁷ Şahin Yaman, « 15. Yılında Türk Cumhuriyetlerinde Ekonomik Reformlar », dans Orhan Kavuncu et Alaaddin Korkmaz (éd.), **Bağımsızlıklarının 15. Yılında Türk Cumhuriyetleri**, Ankara : TOBB Yayınları, 2008, p. 14.

⁶⁵⁸ Ibid., p. 16.

b.a-Les problèmes économiques communs aux États turcophones nouvellement indépendants

Concernant le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, les États turcophones se sont engagés à entreprendre des réformes économiques, chacune à des rythmes différents.⁶⁵⁹ Ils ont d'abord consenti à abandonner le rouble pour créer, à partir de 1993, leur devise nationale. Ensuite, ils ont eu recours aux réformes suggérées par le FMI et la Banque nationale.⁶⁶⁰ Parallèlement à ces mesures, à l'indépendance, les dits-pays sont entrés dans une période de récession transitionnelle en faisant face à des problèmes similaires comme la diminution de leur produit intérieur brut (PIB), l'augmentation de l'inflation, l'augmentation du chômage et une baisse des niveaux de vie.⁶⁶¹

En ce qui concerne les réformes économiques, deux tendances se sont développées en Asie centrale. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont appliqué « la thérapie de choc » en suivant les programmes déterminés par le FMI, alors que l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont préféré adopter une approche plus graduelle.⁶⁶² Quant à l'Azerbaïdjan, les réformes économiques n'ont pu gagner un élan qu'après le cessez-le-feu de la guerre du Haut-Karabakh et de la signature du « Contrat du siècle » en 1994.⁶⁶³ Dans l'effort de créer une économie nationale, en même temps, ils ont essayé de surmonter les crises économiques régionales et globales. À l'exception du Kirghizstan, ils ont aussi été touchés par les fluctuations engendrées par les prix de pétrole et de gaz. Dans cette perspective, il serait pertinent de se pencher d'abord sur le déroulement économique général de ces pays pour ensuite analyser l'application des réformes et leur performance économique jusqu'en 2020 qui date après la célébration de 25^e année de leur indépendance.

⁶⁵⁹ Gül Turan ve İlter Turan, « Türkiye'nin Diğer Türk Cumhuriyetleriyle İlişkileri », dans Faruk Sönmezoglu (éd.), **Türk Dış Politikasının Analizi**, İstanbul: Der Yayınları, 2004, p. 932.

⁶⁶⁰ Roy, **La Nouvelle Asie Centrale...**, p. 272.

⁶⁶¹ Hunter, op.cit., p.70-71.

⁶⁶² Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, **Géopolitique de la Nouvelle Asie Centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre**, Genève : Graduate Institute Publication, 2006, p.43.

⁶⁶³ Richard Pomfret, « Central Asia after Two Decades of Independence », **UN-WIDER: Working Paper**, No. 2010/53, May 2010, p.2.

En dépit de l'héritage soviétique, les pays turcophones ont dû changer la structure de leur économie et ce faisant ils ont été confrontés à de sérieux problèmes économiques durant les dix premières années après l'acquisition de leur indépendance. C'est pourquoi, d'une manière similaire, le taux de leur croissance par PIB par habitant était négatif entre les années 1991 et 1995. Cette croissance a diminué jusqu'à -24.3% en Azerbaïdjan en 1993, à -11.6% au Kazakhstan en 1991, à -20.1% au Kirghizstan en 1994, à -19.4% en 1994 et à -13.3 en Ouzbékistan en 1992.

Tableau 3. Le PIB par habitant croissance (annuel en %) et le PIB par habitant (\$US constants de 2010) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1991-2001

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Croissance du PIB par habitant (% annuel)											
Azerbaïdjan	-2.2	-23.8	-24.3	-20.8	-12.8	0.3	4.8	9	6.5	10.2	9.1
Kazakhstan	-11.6	-5.2	-8.6	-11.3	-6.6	2	3.3	-0.2	3.7	10.1	13.7
République kirghize	-9.3	-14.9	-15.5	-20.1	-6.4	5.5	8.3	0.6	2.1	4.2	4.3
Turkménistan	-7.3	-17.4	-1.3	-19.4	-9.2	4.7	-12.8	5.7	15.1	4.3	3.2
Ouzbékistan	-2.6	-13.3	-4.5	-7	-2.7	-0.2	3.2	2.6	3.2	2.4	2.9
PIB par habitant (\$ US constants de 2010)											
Azerbaïdjan	3,049	2,325	1,761	1,395	1,216	1,220	1,278	1,392	1,482	1,633	1,781
Kazakhstan	5,210	4,937	4,513	4,002	3,739	3,815	3,941	3,934	4,078	4,492	5,107
République kirghize	994	846	715	571	535	565	612	615	628	654	683
Turkménistan	3,444	2,846	2,808	2,264	2,054	2,151	1,876	1,983	2,283	2,381	2,459
Ouzbékistan	972	843	805	748	728	727	750	770	794	813	837

Source : La Banque mondiale

Un autre problème commun à ces Républiques concernait le taux d'inflation. Entre les années 1991-1994, le taux d'inflation des pays turcophones a atteint un niveau insupportable avec 1385% en Azerbaïdjan en 1994, 1546% au Kazakhstan en 1994, 830% au Kirghizstan en 1992, 3089% au Turkménistan et 1078% en Ouzbékistan en 1993. Ces taux d'inflation sont passés à 2 chiffres pour l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à partir de 1996 et pour le Kirghizstan à partir de 1995. Quant au Turkménistan et à l'Ouzbékistan, le taux d'inflation est resté élevé pendant ces années.

Tableau 4. L'inflation, déflateur du PIB (annuel en %) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1991-2001

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Inflation, déflateur du PIB (% annuel)											
Azerbaïdjan	83.5	1065.3	747.6	1385.2	545.7	26.4	9.2	-1.0	2.2	12.5	2.5
Kazakhstan	96.4	1472.2	1243.5	1546.7	160.9	38.9	16.1	5.7	13.3	17.4	10.2
République kirghize	134.7	830.2	754.4	180.9	42.0	35.3	19.3	9.1	37.6	27.2	7.3
Turkménistan	106.2	3089.2	1134.0	952.3	705.7	1014.3	61.7	17.6	23.0	23.5	32.3
Ouzbékistan	90.7	712.1	1078.9	1238.6	370.9	81.6	66.1	39.0	44.1	47.3	45.2

Source : La Banque mondiale

Face à la hausse du chômage, les salaires dans les pays turcophones ont en contrepartie baissé. En effet, avec tous ces bouleversements, le niveau de vie des populations résidentes dans les pays turcophones a baissé considérablement.⁶⁶⁴ Par ailleurs, les démarches entreprises pour la privatisation ont cassé les structures kolkhoziennes traditionnelles tout en engendrant un risque de déstabilisation sociale, surtout que certaines privatisations ont débouché sur des transferts de propriété de l'État à des groupes de solidarité causant des problèmes de corruption.⁶⁶⁵

Finalement, les pays turcophones ont pu atteindre une croissance économique positive à partir de 1996 face aux différentes fluctuations économiques. Ainsi, notons que la crise économique en Russie en 1998 a affecté négativement la croissance économique des pays turcophones. En effet, la Russie a continué à être le premier partenaire commercial des pays turcophones qui ont aussi entretenu des liens étroits avec les pays de la CEI. Par exemple, en 1995, l'exportation des pays turcophones vers la CEI constituait 50% de leur exportation totale et l'importation de ces pays constituait 59% de leur importation totale. Pourtant dès 1999, la performance économique de ces pays dépendait des ressources énergétiques à leur disposition de la question s'ils possèdent des ressources énergétiques ou non.

⁶⁶⁴Hunter, *op.cit.*, p.70-71.

⁶⁶⁵Roy, *La Nouvelle Asie Centrale...*, p. 272-273.

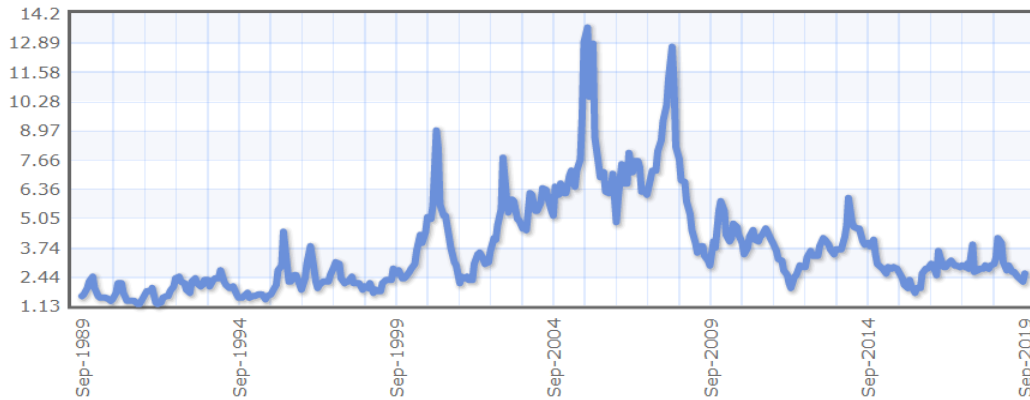


Figure 2. Le prix du gaz naturel en \$ US/ MMBtu dans le monde
Source: Indexmundi

Entre 1999 et 2008, suite à l'augmentation globale des prix de pétrole et de gaz, la situation économique en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan s'est améliorée considérablement et ce malgré les fluctuations. Les répercussions positives des réformes économiques entreprises les dix premières années ont été visibles dans les pays turcophones y compris au Kirghizstan.⁶⁶⁶ Cependant, la crise financière mondiale de 2008-2009 a affecté négativement ce tableau en ralentissant la croissance. Cela a présenté également une indication pour que ces pays continuent leur privatisation, diversifient leur économie, renforcent leur industrialisation et soutiennent leurs petites et moyennes entreprises.⁶⁶⁷

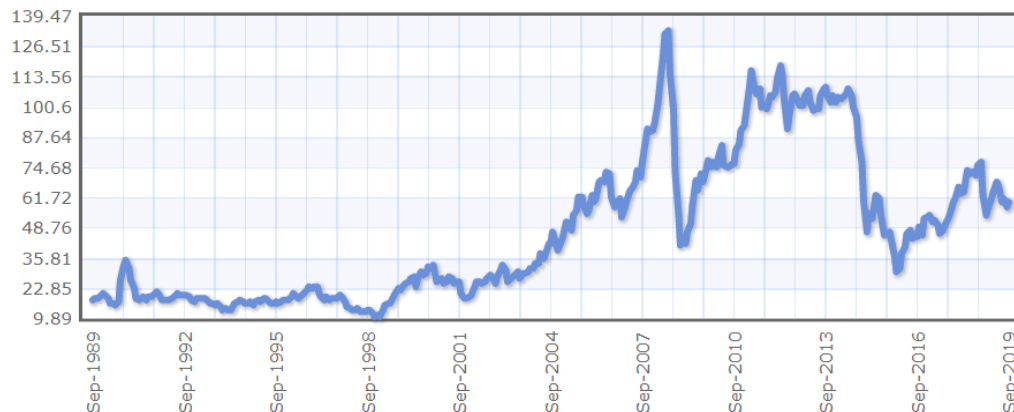


Figure 3. Le prix du pétrole brut en \$ US/baril dans le monde
Source : Indexmundi

⁶⁶⁶ Yaman, op.cit., p. 14.

⁶⁶⁷ Entretien avec Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

Le déclin, en 2014, des prix des marchandises comme le pétrole, le gaz, les métaux et les matières premières agricoles a causé une détérioration économique dans ces pays. Prenant en considération les relations économiques avec la Russie, la situation économique des Républiques s'est aggravée suite à la récession économique russe causée par la diminution des prix de pétrole et de la valeur du rouble ainsi que les sanctions économiques imposées par l'Ouest à cause de son annexion illégale de Crimée à partir de 2014. Le ralentissement économique de 2014, apparu en Chine, pays qui a un taux d'investissement remarquable dans les pays turcophones en Asie centrale et la demande élevée en besoin énergétique ont aussi affecté négativement ce tableau. Comme résultat de ces développements, les monnaies nationales de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan ont été dépréciées, l'inflation a augmenté, la balance des paiements s'est détériorée et la croissance a d'avantage ralenti dans tous les pays turcophones. Enfin, la détérioration de l'économie russe a aussi eu des effets négatifs particulièrement sur l'économie kirghize et ouzbèke. À cause de la fragilité de l'économie russe, les transferts des fonds des travailleurs migrants en Russie couvrant un pourcentage remarquable du PIB du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan ont également chuté.⁶⁶⁸

Tableau 5. Le PIB par habitant croissance (annuel en %) et le PIB par habitant (\$US constants de 2010) des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 2002-2018

	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Croissance du PIB par habitant (% annuel)									
Azerbaïdjan	8.6	8.3	33.0	8.3	3.5	0.9	1.5	-4.1	0.5
Kazakhstan	9.8	8.8	9.5	2.0	5.8	3.3	2.7	-0.3	2.7
République kirghize	-0.9	5.7	2.0	7.4	-1.7	-1.8	1.9	2.2	1.6
Ouzbékistan	2.7	6.2	6.1	7.3	5.5	6.6	5.4	4.3	3.3
Turkménistan	-0.7	3.9	9.7	13.2	7.5	9.1	8.3	4.4	4.5
PIB par habitant (\$ US constants de 2010)									
Azerbaïdjan	1,965	2,328	3,921	5,267	5,843	5,725	6,073	5,813	5,769
Kazakhstan	5,607	6,648	7,917	8,698	9,071	9,923	10,646	10,583	11,166
République kirghize	676	757	763	880	880	904	1,002	1,042	1,087
Ouzbékistan	864	946	1,061	1,229	1,377	1,547	1,734	1,909	2,027
Turkménistan	2,440	2,594	3,181	3,949	4,439	5,463	6,399	6,987	7,648

Source: La Banque mondiale

⁶⁶⁸ Uuriintuya Batsaikhana , « Marek Dabrowski, Central Asia—twenty-five years after the breakup of the USSR », *Russian Journal of Economics*, Vol.3, No.3, 2017, p. 311.

Tous ces développements ont eu des conséquences visibles sur le PIB par habitant et le taux de croissance annuelle du PIB par capita comme ci-dessus. Donc, malgré certaines fluctuations, à la deuxième décennie de leur indépendance, les données macro-économiques des pays turcophones ont montré un développement remarquable plus particulièrement entre les années 2002-2008. Cela leur a permis de renforcer le processus pour l'établissement d'une économie nationale. Pourtant depuis 2009, soit à cause de la crise financière mondiale, soit à cause de la chute des prix des ressources énergétiques ou des problèmes économiques nationaux, la tendance du développement économique n'a pas été linéaire. Cela dit, en comparant les statistiques économiques des dix premières années après l'indépendance, il faut admettre que malgré tout, le développement économique des pays turcophones a été remarquable. Cependant, il serait pertinent de se demander si ces pays ont réalisé avec succès le passage à l'économie de marché qui est un élément important pour le renforcement de régionalisation.

b.b-L'étude de performance de la transition économique des États turcophones

Prenant en considération les développements ci-dessus, dès leur indépendance, les pays turcophones se sont trouvés dans une transformation économique fluctueuse. À cet égard, il serait utile d'examiner d'abord chaque pays pour mieux comprendre les caractéristiques transitoires de cette transformation. Ensuite, nous analyserons la performance de leur transition économique d'une manière comparative.

L'analyse des économies de transition des États turcophones

Dans cette partie, nous observerons de près les méthodes que les États turcophones ont utilisées depuis leur indépendance jusqu'en 2020 dans le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché.

Le Kazakhstan

À l'indépendance, le Kazakhstan a suivi une « thérapie de choc » en ce qui concerne les réformes économiques entreprises et les politiques de privatisation. Durant les dix premières années de son indépendance, les grands monopoles (électricité, chemins de fer,

hydrocarbures) sont restés entre les mains de l'État, même que ce dit-processus a été dénommé privatisation de la nomenklatura étatique.⁶⁶⁹ Bien entendu, ceci a été accompagné par une augmentation du taux de corruption.⁶⁷⁰ En possession des 3% des réserves pétrolières mondiales et étant le 20^e plus grand possesseur de réserves de gaz au monde,⁶⁷¹ le Kazakhstan a été considéré comme le pays le plus prometteur concernant sa revitalisation économique. Cela dit, le Kazakhstan n'a pas trouvé, jusqu'en 1999, les moyens adéquats pour initier de nouvelles découvertes de pétrole en *offshore* et la construction de nouveaux oléoducs. Par conséquent, la Russie a continué à réguler les flux et à prélever les tarifs sur le pétrole kazakh qui passait par ses territoires jusqu'à cette date. Comme la Russie était un partenaire économique important pour le commerce extérieur du Kazakhstan, la crise économique et financière de 1998 en Russie a eu une influence très défavorable sur l'économie du pays. Après la crise en Russie, la dévaluation de la devise kazakhe a stimulé l'exportation et a encouragé les décideurs politiques à mieux comprendre les mécanismes de l'économie de marché. L'augmentation du prix du pétrole à partir de 1999 a renforcé le développement positif du commerce qui a été accompagné par les découvertes du pétrole *offshore* et de la construction de nouveaux oléoducs.⁶⁷²

Pendant la première décennie de son indépendance, la transition du Kazakhstan a été similaire à celle du Kirghizstan avec une libéralisation moins complète du commerce mais avec un secteur financier plus effectif et une infrastructure renouvelée. Cela a changé positivement dans la deuxième décennie après son indépendance et le Kazakhstan est devenu l'une des économies les plus performantes au monde.⁶⁷³ En effet, en 2010, le Kazakhstan est devenu l'économie dominante de la région et Almaty s'est transformé en un centre financier régional prééminent. Malgré les effets de la crise globale financière entre 2008-2009, le Kazakhstan a pu s'en sortir facilement sachant qu'il a alloué avec

⁶⁶⁹Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, « Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale », **Autrepart**, Vol. 48, No. 4, 2008, p. 13-23.

⁶⁷⁰Hunter, op.cit., p.80.

⁶⁷¹Le Kazakhstan est le producteur le plus grand du monde de l'uranium et il y existe aussi un large secteur de l'agriculture. Pour plus d'information sur les ressources énergétiques du pays voir « Kazakhstan », **World Energy Council**, <https://www.worldenergy.org/data/resources/country/kazakhstan/gas/> et « Kazakhstan 2018 Index », **Economic Freedom of Heritage Foundation**, <https://www.heritage.org/index/country/kazakhstan>, consulté le 17 décembre 2017.

⁶⁷²Pomfret, « Central Asia after Two Decades ... », p.8.

⁶⁷³Ibid., p. 1-4.

succès ses réserves économiques accumulées pendant les années marquées par l'augmentation du prix du pétrole.⁶⁷⁴ De plus, comme le résultat des négociations entamées en 1996, le Kazakhstan a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2015 facilitant son accès aux marchés étrangers, diminuant la taille de son économie clandestine et stimulant un flux d'investissement étranger vers le pays.⁶⁷⁵

En coopération avec la Russie et le Bélarusse, grâce à l'Union douanière eurasiatique qui visait à exercer un tarif extérieur commun, le Kazakhstan est entré en 2010 dans un processus d'intégration économique régionale avec pour résultat l'établissement, en 2015, de l'UEEA pour la libre circulation des marchandises, des services, de la main d'œuvre et des capitaux entre les pays membres de cette. Pourtant, comme les tarifs extérieurs communs sont réglés d'après des tarifs déterminés par la Russie et qui sont plutôt élevés comparés à ceux des autres pays membres, des experts affirment que l'UEEA ne serait pas avantageux économiquement pour le Kazakhstan. Ils précisent que même si l'UEEA offre un accès direct à un marché économique plus grand, les tarifs extérieurs élevés causent une perte réelle de son revenu.⁶⁷⁶ Vu de ce point, les avantages économiques probables de l'adhésion du Kazakhstan à l'UEEA constituent un point d'interrogation.

Comme conséquence de la forte baisse des prix pétroliers en 2014, la diminution de la croissance économique au Kazakhstan a montré la dépendance de l'économie kazakhe face au secteur pétrolier. Le pays a pris certaines mesures y compris la dévolution, en février 2014, du tengé de 20% contre le dollar pour normaliser sa croissance économique. Pour diversifier et moderniser son économie, les autorités kazakhes ont commencé à fournir un effort remarquable. Ainsi les programmes étatiques pour le développement dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de l'innovation et de l'infrastructure ont commencé à s'implanter. En 2012, le président Nazarbaïev a dévoilé « la Stratégie-Kazakhstan 2050 » définissant les nouvelles orientations du développement économique,

⁶⁷⁴ Pomfret, « Constructing market-based economies ... », p.457.

⁶⁷⁵ Aitolkyn Kourmanova, « Kazakhstan and the WTO: A New Era », **CSIS**, le 2 juillet 2015, <https://www.csis.org/analysis/kazakhstan-and-wto-new-era>, consulté le 20 décembre 2018.

⁶⁷⁶ David G. Tarr, « The Eurasian Economic Union of Russia, Belarus, Kazakhstan, Armenia, and the Kyrgyz Republic: Can It Succeed Where Its Predecessor Failed? », **Eastern European Economics**, Vol.54:1, 2016, p.1-5.

social, politique et culturel du Kazakhstan jusqu'en 2050. Ce document qui a succédé à « la Stratégie de développement du Kazakhstan jusqu'en 2030 », adoptée en 1997, indique les objectifs suivants pour le développement économique: Assurer la diversification, le développement industriel et technologique, et le gain de compétitivité de l'économie nationale; passer graduellement à une voie de développement «verte» et faire entrer le Kazakhstan parmi les 30 pays les plus développés.⁶⁷⁷ La réalisation de l'exposition internationale sur le thème de l'Energie future à Astana en 2017 et l'ouverture du Centre financier international d'Astana en 2018 sont d'importantes mesures à cet égard.

En 2015, le gouvernement kazakh a lancé un programme de réformes institutionnelles de grande ampleur nommé les « 100 pas concrets, un État moderne pour tous » avec pour but le renforcement de la gouvernance et la réduction du rôle de l'État dans l'économie.⁶⁷⁸ Cela a été suivi par un nouveau plan de privatisation pour la période 2016-2020. Dans le cadre de cette vague, jusqu'en 2018, environ 400 entreprises ont été privatisées avec la perspective que les entreprises stratégiques y inclus la voie aérienne nationale *Air Astana*, la compagnie nationale de pétrole et de gaz *KazMunayGaz* et la compagnie nationale de nucléaire *Kazatomprom* soient privatisées jusqu'en 2020.⁶⁷⁹ Cela a aussi inclut le lancement de l'initiative « Gouvernement ouvert » afin de créer un État transparent responsable, d'intensifier la lutte contre la corruption et d'utiliser les nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité de l'administration publique.

En 2017, le président Nazarbaïev a annoncé la nouvelle stratégie de développement nommé « la Troisième modernisation : la compétitivité globale » comme but d'accélérer la modernisation et la digitalisation des secteurs clés de l'économie, de diversifier l'économie vers les secteurs non liés aux hydrocarbures, de fortifier le système bancaire et de renforcer le secteur privé dans le pays en réduisant le rôle de l'État kazakh

⁶⁷⁷ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.amb-kazakhstan.fr/Documents/Kazakhstan-2050%20%28version%20francaise%29.pdf>, consulté le 20 décembre 2018.

⁶⁷⁸ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://kisi.kz/en/pages/national-plan-%E2%80%9C100-precise-steps%E2%80%9D>, consulté le 13 décembre 2018.

⁶⁷⁹ Aidana Yergaliyeva, « Privatisation plan misses 2018 targets, could meet 2020 deadlines », **The Astana Times**, le 13 décembre 2018, <https://astanatimes.com/2018/12/privatisation-plan-misses-2018-targets-could-meet-2020-deadlines/>, consulté le 30 décembre 2018.

dans l'économie.⁶⁸⁰ Pourtant, malgré toutes ces initiatives, le secteur privé n'a pas encore vraiment gagné de dynamisme au Kazakhstan. D'ailleurs, les petites et moyennes entreprises constituent seulement 1/3 de l'emploi.⁶⁸¹

En dépit des efforts de diversification de l'économie kazakhe, la dépendance au secteur d'hydrocarbure continue toujours. Les combustibles minéraux y compris le pétrole représentent 63.5% de son exportation totale. L'Italie (17.9%), la Chine (11.9%), le Pays-Bas (9.8%), la Russie (9.3%) et la Suisse (6.4%) constituent les premiers pays de destination. Concernant son importation qui est basée sur la machinerie, l'équipement, les produits métaux et alimentaires, la Russie couvre la plus grande partie avec 38.9 % suivie de la Chine (16.1%), de l'Allemagne (5.1%) et des États-Unis (4.3%).⁶⁸²

Le Kirghizstan

Similaire au Kazakhstan, pour le passage à l'économie de marché, le Kirghizstan a aussi suivi une « thérapie de choc » après son indépendance. L'agriculture et les ressources minérales et hydrauliques représentent les principaux secteurs économiques du Kirghizstan qui est le premier pays turcophone à avoir introduit, en 1993, sa propre monnaie, devenue convertible en 1995. À partir de 1993, le pays a établi les liens avec le FMI et reçu un prêt systématique de cette institution financière pour la transformation structurelle de son économie.⁶⁸³ Les réformes économiques des années 1990 avaient trois objectifs clés comme la libéralisation et la décentralisation de la gestion de l'État; la stabilisation macroéconomique et l'introduction de la monnaie nationale, la restructuration économique, la dérégulation ainsi que la privatisation de l'économie.⁶⁸⁴

⁶⁸⁰ EBRD, **Transition Report 2017-2018:Sustainable Growth**, London, 2017, <https://www.ebrd.com/transition-report-2017-18>, consulté le 15 décembre 2018.

⁶⁸¹ World Bank, **Kazakhstan Country Economic Update/The Economy is Rising: It is Still Oil About Oil**, Washington, D.C., 2017, consulté le 15 décembre 2018.

⁶⁸² « Economy of Kazakhstan », **CIA Factbook**, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/kz.html>, consulté le 30 octobre 2019.

⁶⁸³ Pomfret, « Central Asia after Two Decades ... », p.6.

⁶⁸⁴ Rafis Abazov, « Policy of economic transition in Kyrgyzstan », **Central Asian Survey**, Vol.18:2, 1999, p. 204.

Grâce à ces mesures prises, le Kirghizstan était considéré comme le pays turcophone à avoir un marché très prometteur et ce malgré son insuffisance en richesse d'hydrocarbure. De 1993 à 1998, le Kirghizstan était considéré comme le pays le plus réformiste parmi les pays d'Asie centrale.⁶⁸⁵

En ce qui concerne la privatisation, le Kirghizstan a montré une performance remarquable dès 1991. De 1991 à 1992, elle s'est concentrée sur les entreprises de commerce, la restauration collective et le service consommateur. La privatisation des entreprises de production industrielle à grande et moyenne échelle, des transports et de la construction a été réalisée pendant la période 1992-1997. La phase suivante qui a duré 3 ans, de 1998 à 2001, a engendré la privatisation des grandes entreprises stratégiques qui opéraient dans les secteurs monopolisés de l'économie et dans le domaine de la non-production.⁶⁸⁶ Cette phase a coïncidé avec l'adhésion, en 1998, du pays à l'OMC. À partir de 2001, la privatisation a continué jusqu'à nos jours.

Le Kirghizstan a été le pays turcophone à recevoir le plus grand soutien de la part des institutions financières internationales. Il a ainsi bénéficié d'un afflux en capitaux des ressources multilatérales et bilatérales. Bien que l'économie kirghize ait commencé à se développer, elle a été négativement affectée par la crise économique russe de 1998 dont la faiblesse du secteur financier kirghize était l'une des raisons. Par ailleurs, cela a montré que même si les réformes économiques réalisées dans le pays étaient impressionnantes en théorie, leurs implications restaient faibles et l'économie kirghize encore fragile. La faible institutionnalisation de l'économie a entravé le développement de la performance économique du pays même dans les années 2000.⁶⁸⁷ L'instabilité politique engendrée par la révolution des Tulipes en 2005 et les émeutes à Och en 2010 a aussi affecté négativement ce développement. Le processus des réformes économiques a tout de même continué durant la deuxième moitié de 2000.

⁶⁸⁵ Pomfret, « Central Asia after Two Decades ... », p.10.

⁶⁸⁶ « Economy of Kyrgyzstan », **Investment Promotion and Protection Agency of the Kyrgyz Republic**, <http://www.invest.gov.kg/en/about-kyrgyzstan/economy/>, consulté le 15 décembre 2018.

⁶⁸⁷ Pomfret, « Constructing market-based economies ... », p.453.

La stratégie nationale de développement soutenable pour la période 2013-2017 et approuvée en 2013 avait un tel caractère réformiste. Le programme développé pour appliquer cette stratégie a présenté la première étape de la transition du pays vers un nouveau modèle de développement soutenable pour assurer la croissance économique stable, réduire la pauvreté et les disparités régionales, renforcer le secteur privé, reformer la gouvernance dans le secteur public et prendre des mesures dans la lutte contre la corruption. Pour la première fois dans l'histoire postsoviétique du pays, le gouvernement a pris une décision inhabituelle pour revitaliser la pratique de planification pour les cinq prochaines années.⁶⁸⁸

Une autre mesure prise par le Kirghizstan concernait son adhésion à l'UEEA en 2015 avec l'espoir de renforcer son économie par l'augmentation de taux du commerce et de l'investissement étranger. Par conséquent, le gouvernement kirghize a commencé à harmoniser ses lois et ses régulations pour s'adapter aux standards de l'Union. L'adhésion à celle-ci a augmenté la mobilité des travailleurs kirghizes vers la Russie. Pourtant, le niveau du commerce et des investissements n'a pas su répondre aux attentes. Les tarifs extérieurs communs élevés de l'UEEA ont aussi augmenté les tarifs exercés sur la Chine par le Kirghizstan qui réexportait les marchandises chinoises vers les pays postsoviétiques. En effet, la réexportation des marchandises importées de la Chine constituait 20% du PIB du Kirghizstan. Ce système a donc dû changer avec l'adhésion du Kirghizstan à l'UEEA.⁶⁸⁹ Le Kirghizstan devait aussi harmoniser son système intérieur régulateur avec les standards de l'UEEA, particulièrement dans le domaine de l'agriculture et de l'exportation alimentaire. Par conséquent, il semblerait encore difficile, pour le moment, de prédire les conséquences de l'adhésion du Kirghizstan à l'UEEA.⁶⁹⁰

⁶⁸⁸ IMF, **The Kyrgyz Republic Poverty Reduction Strategy Paper**, Country Report, No. 14/247, Washington, D.C., 2014, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14247.pdf>, consulté le 15 décembre 2018.

⁶⁸⁹ Joshua Kucera, « Why the Eurasian Union Has Been A 'No Brainer' for Kyrgyzstan », **Analitical Media Eurasian Studies**, le 4 février 2018, <http://greater-europe.org/archives/4300>, consulté le 16 décembre 2018.

⁶⁹⁰ Voir l'article suivant pour examiner les avantages et les désavantages économiques que l'adhésion à l'UEEA posent pour le Kirghizstan: David G. Tarr, « The Eurasian Economic Union of Russia, Belarus, Kazakhstan, Armenia, and the Kyrgyz Republic: Can It Succeed Where Its Predecessor Failed? », **Eastern European Economics**, Vol.54:1, 2016, p. 1-22.

La Chine continue à se situer au premier rang parmi les cinq premiers pays importateurs vers le Kirghizstan avec un taux de 38.1%. La Chine est suivie de la Russie (20.8%), du Kazakhstan (16.5%), de la Turquie (5%) et des États-Unis (4%). Les produits en question se concentrent sur le pétrole, le gaz, la machinerie, l'équipement, les produits chimiques et alimentaires. Pour ce qui est de l'exportation, il s'agit de produits minerais et des concentrés de métaux précieux, ainsi que de pierres précieuses. La Suisse (59.1%), l'Ouzbékistan (9.4%), le Kazakhstan (5.1%), la Russie (4,9) et le Royaume-Uni (4%) se trouvent parmi les cinq partenaires essentiels du Kirghizstan.⁶⁹¹

Le Kirghizstan continue de fournir les efforts nécessaires pour réformer son économie en prenant d'importantes mesures pour sa digitalisation. Notamment, le projet *Taza Koom*, signifiant la société ouverte, a été annoncé par l'ancien président Atambaïev. Le *Taza Koom* est un programme national concernant la transformation digitale du Kirghizstan pour établir un État ouvert et transparent, élever le niveau de vie des citoyens et améliorer l'environnement des affaires. Il constitue une composante-clé de la Stratégie nationale du développement soutenable pour les années 2018-2040. Il vise à transformer l'économie du pays basée sur une main d'œuvre peu qualifiée et l'usage des ressources naturelles vers un pays innovateur basé sur l'économie digitale, la technologie, les innovations et le savoir. Le *Taza Koom* est aussi modalisé pour éradiquer la corruption gouvernementale par la minimalisation du facteur humain avec l'automatisation des processus et des procédures administratifs, et l'assurance digitale des services publics.⁶⁹²

Malgré toutes les réformes, le développement économique du Kirghizstan reste encore, à l'heure actuelle fragile. En effet, le gouvernement kirghize serait encore dépendant des aides étrangères pour financer son déficit budgétaire annuel qui représente environ 3 à 5% de son PIB. De plus, les envois des travailleurs migrants qui se trouvent principalement en Russie et au Kazakhstan correspondent à plus de ¼ de son PIB.⁶⁹³ De même, son économie qui est aussi dépendante de la valeur de l'or constituant la moitié de

⁶⁹¹ « Economy of Kyrgyzstan », **CIA Factbook**, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/kg.html>, consulté le 31 octobre 2019.

⁶⁹² Pour plus d'information sur le sujet voir <http://tazakoom.kg/site/concept/22>, consulté le 12 décembre 2018.

⁶⁹³ « Economy of Kyrgyzstan », op.cit.

ses produits d'exportation représente environ 10% de son PIB. Le pays ne peut pas transformer dans sa totalité ses ressources hydrauliques en un avantage économique sachant qu'il doit faire face à l'opposition du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, deux pays en aval concernant la construction des barrages sur la rivière de Syr-Darya.⁶⁹⁴

La ressource hydraulique kirghize est très précieuse non seulement pour l'Asie centrale mais aussi pour l'Asie du Sud. Dans ce cadre, le Kirghizstan s'est engagé dans un projet concernant la création d'une ligne de haute tension entre l'Asie Centrale et l'Asie du Sud (CASA-1000). Ce projet, dont la moitié du financement est fourni par la Banque mondiale, permettra d'exporter vers l'Afghanistan et le nord-ouest du Pakistan, l'excédent en électricité kirghize et tadjik. Pourtant, malgré les efforts, ce projet n'est pas encore finalisé. Donc en dépit des obstacles économiques, le Kirghizstan prend les mesures nécessaires pour améliorer sa gouvernance à l'échelle nationale et locale. En même temps, il fait aussi un effort pour réduire la corruption. De plus, comme dans le cas du CASA-1000, il s'engage dans des projets régionaux qui pourraient contribuer au développement socio-économique non seulement en Asie centrale mais aussi en Asie du Sud.⁶⁹⁵

L'Ouzbékistan

L'Ouzbékistan, seul pays turcophone doublement enclavé, a choisi l'approche graduelle du développement économique dans lequel l'État a joué un rôle essentiel pour diriger les réformes en gardant sa distance avec les formules de réformes économiques des institutions internationales.⁶⁹⁶ Contrairement au Kazakhstan et au Kirghizstan, l'Ouzbékistan a suivi une approche prudente dans l'application du marché libre, de la privatisation et du libre-échange.⁶⁹⁷ En échange, il a introduit un système basé sur la substitution de l'importation par un contrôle étatique ferme. Déjà en 1993, le président Karimov avait critiqué les politiques économiques des autres pays postsoviétiques dans sa

⁶⁹⁴Fuad Shahbazov, « Will Central Asia Fight Over Water Resources », **Forbes**, le 5 février 2017, <https://www.forbes.com/sites/realspin/2017/02/06/will-central-asia-fight-over-water-resources/#289d195b4c1f>, consulté le 10 décembre 2018.

⁶⁹⁵Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.casa-1000.org/>, consulté le 16 décembre 2018.

⁶⁹⁶ Ainsi, il a introduit sa devise nationale en 1993 avec un processus qui a duré 10 mois tandis qu'au Kirghizstan ce passage a pris seulement une semaine.

⁶⁹⁷ Halil Burak Sakal, « Politics of Trade, Energy and Economic Development in Uzbekistan », **Perceptions**, Volume XXII-Number 1, 2017, p. 53.

publication intitulée « Construire l'avenir : l'Ouzbékistan, un modèle pour la transition à l'économie de marché ».⁶⁹⁸ Tout en protégeant le pays face aux chocs extérieurs, cette approche a rendu l'interférence économique de l'État davantage comme une règle qu'une exception. En effet, en tant qu'ancienne capitale régionale de l'Asie centrale soviétique, Tachkent détenait un certain avantage économique. L'infrastructure y compris le réseau des transports et les canaux d'irrigation était relativement plus développée en Ouzbékistan comparé aux autres pays turcophones. Grâce à cet avantage, l'Ouzbékistan a, les dix premières années après son indépendance, introduit la libéralisation des prix et des nouvelles lois dans le secteur bancaire et a graduellement attiré les investissements étrangers.⁶⁹⁹

La croissance des prix du coton en 1992-1995 a joué un rôle très important pour la restauration de l'économie ouzbèke. Pourtant, le prix du coton a chuté en 1996 à cause de l'augmentation du contrôle étatique sur les prix allant à l'encontre du principe de l'économie de marché. En effet, la croissance du PIB en Ouzbékistan a été la plus remarquable parmi les pays postsoviétiques dans les années 1990. L'économie ouzbèke a souffert d'une récession transitionnelle moins grave par rapport aux autres pays postsoviétiques. De plus, elle a pu, relativement, être épargnée de la crise en Russie en 1998 contrairement au Kazakhstan et au Kirghizstan. Comparé à 1989, la valeur du PIB était bien meilleure en 2002, faisant de l'Ouzbékistan le premier pays postsoviétique à avoir regagner le même niveau qu'avant l'indépendance. Le bilan législatif de l'Ouzbékistan sur l'économie était moins réformiste mais son implication était plus effective par rapport au Kirghizstan. D'ailleurs, bien que l'approche graduelle soit plus favorable pour les pays postsoviétiques la « thérapie de choc » a tout de même dominé la littérature grâce au succès économique du modèle ouzbek.⁷⁰⁰

Au début de la deuxième décennie après l'indépendance, le gouvernement ouzbek a entrepris des initiatives pour la libéralisation de l'économie et la réduction de l'intervention étatique. À partir de 2002, les démarches nécessaires pour l'ouverture de

⁶⁹⁸Islam Karimov, **Building the Future: Uzbekistan, its own model for transition to a Market Economy**, Tashkent : Uzbekistan Publishers, 1993.

⁶⁹⁹Hunter, op.cit., p.81

⁷⁰⁰Pomfret, « Constructing market-based economies ... », p.453.

l'économie ouzbek à une économie mondiale ont été de vigueur. Par conséquent, entre les années 2005 et 2007, un programme de privatisation a été introduit. Pourtant, ce programme, comme les précédents efforts de privatisation, a été critiqué pour être l'appropriation de la propriété étatique par les membres de l'ancienne nomenklatura communiste devenus hommes d'affaires.⁷⁰¹ De plus, à cause du contrôle sur les prix et les grandes subventions financières dans le secteur agricole et énergétique ainsi que le rôle très limité du secteur privé, l'économie ouzbèke était loin d'être passée à l'économie de marché. Enfin, les événements d'Andijan qui ont causé, en 2005, une instabilité politique et économique dans le pays ont affecté négativement le processus de réforme économique.

Comme l'Ouzbékistan n'était pas un pays intégré à l'économie mondiale, il n'a pas été touché par la crise financière globale de 2009. De même, la hausse des prix des ressources énergétiques entre les années 1999-2008 n'a pas affecté l'économie ouzbèke puisqu'il était plus ou moins autosuffisant en pétrole et en gaz. Cependant, la détérioration de l'économie russe qui a commencé en 2014 a certes eu des répercussions sur la situation économique en Ouzbékistan où 3 millions d'Ouzbeks vivent comme travailleurs migrants. Les transferts financiers de ces travailleurs ont diminué de plus de 50% en 2015. Comme ces transferts constituent environ 12% du PIB de l'Ouzbékistan, ce dernier a compris que les développements économiques, même à l'extérieur de ses frontières, pouvaient aussi avoir des effets significatifs à l'intérieur du pays. La chute dans les prix des principaux produits de son exportation comme le coton, le gaz naturel et l'or a aggravé la situation économique dans le pays.⁷⁰² Tout cela a été interprété en tant que signaux pour la nécessité de réformer l'économie ouzbek et de compléter son passage à l'économie de marché. À cet égard, le président Karimov a adopté « le Programme des mesures à prendre pour les réformes structurelles, la modernisation et la diversification de production » dans la période 2015-2019.⁷⁰³

⁷⁰¹ Jean Radvanyi (éd.), **les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques**, Paris : Armand Colin, 2011, p. 212-223.

⁷⁰² Paul Stronski, « Uzbekistan at Twenty-Five: What Next? », **Carnegie Endowment for International Peace**, le 21 mars 2016, <http://carnegieendowment.org/2016/03/21/uzbekistan-at-twenty-five-what-next-pub-63083>, consulté le 20 décembre 2018.

⁷⁰³ « Uzbekistan seeks to ensure GDP's growth through economic modernization », **Azernews**, le 8 janvier 2016, <https://www.azernews.az/region/91447.html>, consulté le 20 décembre 2018.

Après l'élection, en 2016, du nouveau président, une série de réforme a été introduite par l'adoption de la stratégie de gouvernement pour le développement économique. Par ailleurs, l'année 2017 a été déclarée par le président Mirziyoyev comme l'année de dialogue avec le peuple et les intérêts humains. Pour exercer plus de réformes politiques et économiques en Ouzbékistan, il a approuvé « la Stratégie des actions pour le développement d'Ouzbékistan pour la période 2017-2021 » dans laquelle le développement et la libéralisation de l'économie apparaissent comme cruciaux pour renforcer la stabilité économique, augmenter sa compétitivité, maintenir un taux élevé de croissance, continuer les réformes structurelles et institutionnelles pour réduire le rôle de l'État dans l'économie, lutter contre la corruption, se concentrer sur la privatisation, attirer l'investissement direct et améliorer le climat d'affaire.⁷⁰⁴ La Banque centrale a aussi dévalué le som en septembre 2017 après l'adoption du décret par le président Mirziyoyev sur la libéralisation du marché des échanges.⁷⁰⁵ Pourtant, la transformation de l'économie ouzbèke en un marché économique libre avec un secteur privé fort est un processus de longue haleine.

Tout comme les autres pays turcophones, l'Ouzbékistan a aussi besoin de diversifier son économie. Aujourd'hui l'économie ouzbèke repose sur le secteur agricole. Ainsi, l'Ouzbékistan est le 6ème plus grand producteur de coton au monde.⁷⁰⁶ Avec le coton, le gaz naturel et l'or constituent les produits essentiels de son exportation. La Suisse (38.7%), la Chine (15.5%), la Russie (10.7%), la Turquie (8.6%) et le Kazakhstan (7.7%) sont les cinq premiers partenaires exportateurs du pays. La machinerie et l'équipement, les produits alimentaires et chimiques, les métaux ferreux et non-ferreux constituent les produits importés par l'Ouzbékistan. La Chine (23.7%), la Russie (22.5%), le Kazakhstan (10.7%), la République de Corée (9.8%) et la Turquie (5.8%) présentent les premiers partenaires pour l'importation du pays.⁷⁰⁷

⁷⁰⁴ « The World Bank in Uzbekistan », **World Bank**, <http://www.worldbank.org/en/country/uzbekistan/overview>, consulté le 21 décembre 2018.

⁷⁰⁵ Ksenia Galouchko, « This Currency's Sudden 50% Devaluation May Attract Bargain Hunters », **Bloomberg**, le 5 septembre 2017, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-09-05/50-devaluation-may-attract-bargain-hunters-to-uzbekistan-market>, consulté le 21 décembre 2018.

⁷⁰⁶ « Uzbekistan 2018 Index », **Economic Freedom of Heritage Foundation**, <https://www.heritage.org/index/country/uzbekistan>, consulté le 21 décembre 2018.

⁷⁰⁷ « Economy of Uzbekistan », **CIA Factbook**, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uz.html>, consulté le 21 décembre 2018.

Le Turkménistan

Le Turkménistan est le pays le moins réformiste pour le passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Le gouvernement turkmène a accordé une importance minimale au processus de réforme de son économie qui est dépendante de l'exportation du coton et des ressources énergétiques. De plus, le président Niazov a adopté une stratégie populiste en fournissant les nécessités primaires des ménages y compris l'eau, l'électricité et le gaz. Une partie significative des revenus a été dépensée pour soutenir les projets renforçant le culte de la personnalité du président et maintenir la sécurité interne. Pourtant malgré ces dépenses, comparées aux autres économies en transition, il n'a pas été question, avec l'indépendance, d'une chute radicale du niveau de vie des turkmènes grâce aux revenus obtenus par l'exportation du gaz et du pétrole. Ainsi, le gouvernement turkmène a pu suivre une stratégie très lente pour le passage à l'économie de marché en retardant les réformes nécessaires.⁷⁰⁸ Par ailleurs, la crise économique en Russie en 1998 a aussi eu des conséquences sur l'économie du Turkménistan dont le principal partenaire commercial était encore la Russie. De plus, le refus de la Russie d'acheminer le gaz turkmène vers l'Europe et l'arrêt de l'exportation du gaz turkmène vers l'Ukraine ont endommagé l'économie turkmène, menant jusqu'à l'endettement en 1998.⁷⁰⁹ Par conséquent, le 12^e plus grand pays producteur de gaz en possession de la 4^{ème} plus grande réserve gazière au monde, a dépensé un effort important pour établir de nouveaux gazoducs afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Russie et assurer son acheminement aux marchés alternatifs.⁷¹⁰

Sous la présidence de Niazov, entre 1991-2006, les mécanismes de la planification centrale ont été remplacés par une économie de marché ne fonctionnant pas correctement par une intervention dominante de l'État. Cette intervention a été plus ferme et moins développée par rapport à celle en Ouzbékistan. À cet égard, la plupart des activités économiques y compris la production de l'énergie et du coton était sous le contrôle

⁷⁰⁸ Mustafa Cesar, « Türkmenistan'ın Serbest Piyasa Ekonomisine Geçiş Sürecinde Onbeş Yıl: 1991-2006 », dans Kavuncu et Korkmaz (éd.), op.cit., p. 126.

⁷⁰⁹ Ibid., p.120- 123.

⁷¹⁰ Pomfret, « Central Asia after Two Decades ... », p.15.

étatique.⁷¹¹ La législation de la privatisation, sa planification et les institutions à l'appliquer étaient insuffisantes. De 1992 à 2005, seules certaines entreprises à petite échelle pouvaient être privatisées et les entreprises à grande échelle dans le domaine de l'énergie, des transports et de la télécommunication étaient tenues en dehors de la privatisation. De plus, le Turkménistan a continué à subventionner les produits et les services fondamentaux ainsi qu'à déterminer les prix pour les secteurs clés de l'économie comme la transportation. Il n'était donc pas possible de parler d'une libéralisation des prix en harmonie avec les exigences de l'économie de marché.⁷¹²

Bien que le changement du président en 2007 ait ranimé les attentes pour une transformation de la politique économique du pays, cela ne s'est pas avéré réel accord puisque son successeur a continué à implémenter la stratégie des transformations socio-économiques pour la période 2000-2010. Cette stratégie basée sur la substitution de l'exportation et l'augmentation de la production sur certains produits était dépourvue des mesures nécessaires pour la réussite du passage à une économie de marché. La montée du prix du gaz à partir de 1999 a résulté par l'amélioration de la performance économique du Turkménistan sans pour autant l'application des réformes économiques concrètes.⁷¹³ En 2010, le gouvernement turkmène a adopté « le Programme national pour le développement socio-économique dans la période 2011-2030 ». Le programme envisage la diversification de l'économie en reconnaissant l'importance des réformes structurelles et institutionnelles. Il aussi met l'accent sur la privatisation des petites et moyennes entreprises. Malgré cette bonne volonté, l'application de ce programme continue à un rythme très lent.⁷¹⁴

Avec sa structure isolée des marchés globaux financiers, le Turkménistan n'a pas tellement été affecté par la crise économique de 2009. En revanche, le désaccord avec la Russie concernant l'acheminement du gaz a causé la diminution de la croissance économique et le taux de son exportation. Avec la construction des gazoducs du

⁷¹¹ Ibid., p.5.

⁷¹² Cesar, op.cit., p.126- 137.

⁷¹³ Pomfret, « Central Asia after Two Decades ... », p.15.

⁷¹⁴ « Turkmenistan - 1-Openness to & Restriction on Foreign Investment », **Helping US Companies Export**, <https://www.export.gov/article?id=Turkmenistan-openness-to-foreign-investment>, consulté le 22 décembre 2018.

Turkménistan-Iran et Turkménistan-Chine, devenus opérationnels en 2010, le Turkménistan a surmonté ce défi et a assuré la diversification de ses routes pour acheminer ses ressources gazières. Par ailleurs, le Turkménistan souhaite aussi coopérer avec la Turquie pour livrer son gaz vers l'Europe. En outre, le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde n'a pas pu encore se réaliser pour cause financière.

Le Turkménistan a aussi fait un effort pour développer son infrastructure des transports. L'établissement, en 2014, de la route ferroviaire Kazakhstan-Turkménistan-Iran avec une capacité de transporter un cargo de 5 millions de tonnes constitue une mesure importante à cet égard.⁷¹⁵ Le Turkménistan s'est également engagé dans la réalisation du Couloir de transport et de transit de Lapis-lazuli avec l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Ces cinq pays ont signé un accord pour lancer ce nouveau couloir routier et ferroviaire qui reliera les infrastructures de transports des cinq pays en question permettant l'accès économique de l'Afghanistan aux marchés européens. Ainsi, le couloir connectera la province Herat en Afghanistan avec le port maritime de Turkmenbachi et les produits afghans transportés grâce à cette connexion pourront se déplacer vers Bakou par des ferrys seront, par la suite, transférés vers l'Europe, par la voie ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars ou bien les ports de la mer Noire. Ce projet qui contribuera au désenclavement de l'économie afghane servira aussi à la transformation du port de Turkmenbachi comme un important hub de transport dans le bassin de la mer Caspienne.⁷¹⁶

La chute des prix dans le secteur de l'énergie apparue en 2014 a montré au Turkménistan, les sévères conséquences de l'indépendance économique dans le secteur de l'hydrocarbure. En effet, cela a résulté par la diminution de la croissance économique, la réduction des revenus du gouvernement et des subventions gouvernementales dans certains secteurs. En 2014, le Banque centrale du Turkménistan a dévalué le manat de

⁷¹⁵ Joanna Lillis, « Kazakhstan, Turkmenistan and Iran Launch Railroad to Get Trade on Track », **Eurasianet**, le 3 décembre 2014, <https://eurasianet.org/s/kazakhstan-turkmenistan-and-iran-launch-railroad-to-get-trade-on-track>, consulté le 23 décembre 2018.

⁷¹⁶ Fuad Shahbazov, « Lapis Lazuli: A New Transit Corridor to Link Asia and Europe via the South Caucasus », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 14 Issue: 15, le 30 novembre 2017, <https://jamestown.org/program/lapis-lazuli-new-transit-corridor-link-asia-europe-via-south-caucasus/>, consulté le 23 décembre 2018.

19% et la différence entre le taux de change officiel et clandestin s'est agrandi.⁷¹⁷ Malgré les développements macro-économiques négatifs, certaines réformes pour la transition à l'économie de marché ont été prises pendant cette période. Par exemple, la loi sur la privatisation a été adoptée en 2014. Cette loi a mis l'accent sur la croissance de la compétitivité en augmentant la proportion des petites et moyennes entreprises dans l'économie. Mais elle n'a pas permis la vente des actions étatiques dans les domaines de l'énergie, des ressources hydrauliques et de l'aviation.⁷¹⁸

En 2017, un plan national de développement de la période 2018-2024, prévoyant la transformation des petites et moyennes entreprises comme le centre de l'économie turkmène a été adopté. En 2017, le gouvernement a cessé de distribuer gratuitement l'électricité, le gaz et l'eau à ses citoyens. Quand même, selon le rapport de transition de la BERD, le Turkménistan est le pays qui a connu l'évolution la plus basse concernant le score de qualité de transition parmi les pays en transition. Il existe des écarts significatifs pour la compétitivité, la résistance et la gouvernance avec une présence étatique encore lourde dans l'économie. Le pays a besoin de réformes pour le renforcement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises ainsi qu'une diversification de l'économie.⁷¹⁹

Le fait que l'exportation de l'hydrocarbure constitue 25% du PIB de l'économie turkmène montre la volatilité de celle-ci. Les autres produits d'exportation sont le coton, les produits pétrochimiques, le textile et les produits végétaux. Cette exportation dominée par le gaz naturel est majoritairement destinée pour la Chine qui est devenue le premier partenaire d'exportation du pays avec un taux de 83.7%. La Turquie et le deuxième partenaire d'exportation du Turkménistan avec un taux de 5.1%. D'autre part, la machinerie, l'équipement, les produits chimiques et alimentaires sont des biens importés du Turkménistan. Ainsi, la Turquie (24.2%), l'Algérie (14.4%), l'Allemagne (9.8%), la Chine (8.9%) et la Russie (8%) font partis des cinq premiers pays d'où le Turkménistan importe ses biens.⁷²⁰

⁷¹⁷ « Economy of Turkmenistan », **CIA Factbook**, <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/tx.html>, consulté le 30 octobre 2018.

⁷¹⁸ EBRD, **Transition Report 2017-2018: Sustainable Growth**, London, 2017, <https://www.ebrd.com/transition-report-2017-18>, consulté le 24 décembre 2018.

⁷¹⁹ Ibid.

⁷²⁰ « Economy of Turkmenistan », op.cit.

L'Azerbaïdjan

La transition économique après l'indépendance de l'Azerbaïdjan est généralement divisée en deux périodes. La première période qui a été caractérisée par le chaos économique et la régression concernent les années allant de 1991 à 1995. À partir de 1996, début de la deuxième période, le pays a connu une augmentation concernant sa stabilité macroéconomique et son développement économique.⁷²¹ En effet, le processus de libéralisation des prix et les activités économiques étrangères ont commencé pendant la première période de la transition. Le programme étatique concernant le développement des affaires en Azerbaïdjan pour la période 1993-1995 a été adopté en 1993 en déterminant la direction des réformes économiques. Pourtant, l'instabilité politique, l'augmentation des dépenses militaires dues à la guerre de Haut-Karabakh, l'émergence d'un million d'Azerbaïdjanais déplacés ont causé le déclin de l'économie azerbaïdjanaise. Le système de protection sociale s'est aussi effondré. Même s'il existait aussi des développements positifs comme l'établissement de la Banque nationale et de la monnaie nationale, les conditions initiales de transition n'étaient pas favorables à l'implantation des réformes pour le passage à l'économie de marché.

À partir de 1994, suite à un cessez-le-feu entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens ainsi qu'à la signature du « Contrat du siècle » entre le gouvernement d'Azerbaïdjan et les 13 entreprises de pétrole de huit pays pour l'exploitation de trois champs pétrolifères « Azeri-Chirag-Guneshli » dans la mer Caspienne, en Azerbaïdjan⁷²², l'économie azerbaïdjanaise a commencé à se redresser. Ce contrat a facilité une croissance des revenus grâce à l'arrivée considérable des investissements étrangers. Cela a aussi stimulé les activités économiques dans d'autres secteurs relatifs au pétrole.⁷²³

⁷²¹« Economic Reforms in Azerbaijan », **Heydar Aliyev Foundation**, http://www.azerbaijan.az/Economy/Reforms/reforms_01_e.html, consulté le 20 décembre 2018.

⁷²²13 entreprises (Amoco, BP, McDermott, Unocal, SOCAR, LukOil, Statoil, Exxon, TPAO, Pennzoil, Itochu, Ramco, Delta) de 8 pays (Azerbaijan, USA, Great-Britain, Russia, Turkey, Norway, Japan, Saudi Arabia) se sont engagées dans le projet. Pour plus d'information voir <http://en.president.az/azerbaijan/contract>, consulté le 20 novembre 2018.

⁷²³Anar Valiyev, « Azerbaijan's Economic Model and its Development Since Independence », dans **South Caucasus-20 Years of Independence**, Bonn: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, p.218-221.

À partir de 1996, une série de document étatique a été mise en vigueur pour soutenir le développement des petites et moyennes entreprises, l'amélioration socio-économique des régions et la diversification économique vers les secteurs non-pétroliers. Le secteur pétrolier est malgré tout resté la force motrice de l'économie de l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, en 1999, le Fond de pétrole étatique a été établi pour canaliser les revenus accumulés de l'exportation du pétrole vers les secteurs prioritaires de l'économie et les projets socio-économiques.⁷²⁴

Avec l'opérationnalisation, de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2006, l'Azerbaïdjan a trouvé l'opportunité d'ouvrir un nouveau couloir pour transporter son pétrole vers les marchés internationaux à une période où les prix de pétrole étaient assez élevés. L'opérationnalisation du gazoduc en 2007 a aussi permis le transport du gaz du champ Shah-Deniz vers la Turquie en marquant le point de départ pour une livraison du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe.⁷²⁵ Le gazoduc trans-anatolien (TANAP) et trans-adriatique (TAP) dont les constructions remontent à 2015 et à 2016 constituent deux projets prometteurs pour le renforcement de cette livraison. Le TANAP qui traverse la Turquie, et le TAP qui relie la Turquie au Sud de l'Italie en passant par la Grèce et l'Albanie, composant clé du couloir gazier Sud, achemineraient le gaz extrait du gisement de Chah Deniz-2 de l'Azerbaïdjan vers la Turquie et puis vers l'Europe. Par conséquent, il est prévu qu'au début, avec une capacité de 16 milliards de mmc, le TANAP, inauguré le 12 juin 2018 à Eskişehir⁷²⁶ avec la participation des chefs d'État de la République de Turquie, de la République d'Azerbaïdjan, de la République turque de Chypre du Nord, de la République de Serbie et de la République d'Ukraine livrera 6 mmc à la Turquie à partir de 2018 et 10 mmc à l'Europe d'ici 2019.⁷²⁷

⁷²⁴« General Information on Azerbaijani Economy », **Heydar Aliyev Foundation**, http://www.azerbaijan.az/portal/Economy/General/general_e.html, consulté le 20 décembre 2018.

⁷²⁵Novruz Mammadov, « Azerbaijan's foreign policy during past 25 years since independence », dans Ilgar Gurbanov (éd.), **the Role of Azerbaijan in Regional and Global Arena: Realities and Perspectives Post-Conference Evaluation Report**, Baku: Center for Strategic Studies, 2017, p.14-15.

⁷²⁶« Trans Anadolu Doğalgaz Boru Hattı (TANAP) açıldı », **NTV**, le 12 juin 2018, https://www.ntv.com.tr/ekonomi/trans-anadolu-dogalgaz-boru-hattitanapacildi,oWdT1oKaxEC_ZCsPIC6Uw, consulté le 10 décembre 2018.

⁷²⁷Noémie Rebière, « De la Caspienne à la Turquie : les enjeux du corridor gazier sud européen », **Hérodote**, No. 155, 2014/4, p. 81-82.

Pourtant, la dépendance renforcée en hydrocarbure amène un risque de *dutch disease* vis-à-vis de la structure économique de l'Azerbaïdjan.⁷²⁸ Conscient d'un tel risque, l'Azerbaïdjan tente donc de renforcer ses secteurs économiques non-pétroliers. Les documents « l'Azerbaïdjan 2020: la Vision pour l'Avenir » et « le Programme étatique pour le développement de l'Industrie en Azerbaïdjan concernant les années 2015-2020 » accordent l'importance à la modernisation industrielle, à son amélioration structurelle et à l'augmentation du potentiel d'exportation des industries non-pétrolières.⁷²⁹ Par ailleurs, l'effet négatif du déclin, en 2014, des prix du pétrole causant deux vagues de dévaluation du manat d'abord en février puis en décembre 2015 a montré une fois de plus la nécessité et l'importance d'une diversification économique en Azerbaïdjan.⁷³⁰

Dans ce cadre, un projet important concernant la diversification économique d'Azerbaïdjan est la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars faisant du pays l'un des centres de transport international. Cette ligne inaugurée en 2017 mesure 7000 km plus court par rapport au chemin de fer du Nord. Il est prévu que cette ligne diminue le temps de transport des marchandises entre Beijing et London passant de 45-62 jours à 12-15 jours. Au départ, il transportera 1 million de passagers et 6.5 millions de tonnes de marchandises et puis en 2034 cette quantité passera à 3 millions de passagers et à 17 millions de tonnes de marchandises.⁷³¹ Le chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars, connu aussi comme « la Route de la Soie ferroviaire », constitue la partie primordiale du Couloir moyen (*Middle Corridor*) de transport qui passe par la mer Caspienne reliant la Chine à l'Europe. *Marmaray*, tunnel ferroviaire sous-marin reliant les parties asiatique et européenne d'Istanbul inauguré en 2013, le troisième pont *Yavuz Sultan Selim* sur le Bosphore opérationnalisé et les efforts de rénovation des réseaux ferroviaires de Turquie

⁷²⁸Micheal Kaser, « The Economic and Social Impact of Systemic Transition in Central Asia and Azerbaijan », dans Amineh et Houweling (éd.), op.cit., p.145.

⁷²⁹« Azerbaijan Industry Report », **Azerbaijan Export & Investment Promotion Foundation**, <http://www.azpromo.az/uploads/files/pages/1ec919fa38c755fadd588a71bf98a287.pdf>, consulté le 19 décembre 2018.

⁷³⁰Ingilab Ahmadov, « Center for Security Studies Azerbaijan's New Macroeconomic Reality: How to Adapt to Low Oil Prices », **Center for Security Studies (CSS)**, le 6 mai 2016, <http://www.css.ethz.ch/en/services/digital-library/articles/article.html/196792/pdf>, consulté le 19 décembre 2018.

⁷³¹« Bakü-Tiflis-Kars demiryolu hattı ile yük taşıma süresi de en az 33 gün kısaldı », **Habertürk**, le 31 octobre 2017, <http://www.haberturk.com/baku-tiflis-kars-demiryolu-hatti-ile-yuk-tasima-suresi-de-en-az-33-gun-kisaldi-1693632-ekonomi>, consulté le 15 décembre 2018.

constituent les composants complémentaires de ce Couloir moyen. Le chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars, soutenu aussi par le Kazakhstan, jouera un rôle primordial concernant le développement économique des pays qui le traversent.⁷³²

Tout en essayant de diversifier son économie, l'Azerbaïdjan déploie aussi tous ses efforts pour lutter contre le problème de corruption.⁷³³ Le service ASAN qui a été établi en 2012 par un décret présidentiel comme agence étatique pour délivrer les services publics et les innovations sociales constitue un développement remarquable à ce sujet. Cette agence assure aux citoyens azerbaïdjanais l'accès facile à plus de 240 services concernant 10 entités gouvernementales différentes, allant de l'enregistrement des naissances au dédouanement de façon uniforme et coordonnée.⁷³⁴ Ainsi, grâce aux services proposés par ASAN qui a introduit un modèle de gouvernance électronique (*e-governance*), il est devenu possible de réaliser toutes ces activités par un guichet unique (*one-stop shop*). Les services sont disponibles en ligne. Les citoyens peuvent visiter les centres de service à Bakou ou bien dans les autres villes. Il s'agit aussi d'offices mobiles qui se déplacent à travers le pays par lesquels les citoyens peuvent accéder à plusieurs services publics. Cette agence qui a reçu, en 2015, le Prix de l'ONU pour le service public, offre une transparence concernant ces services, contribue à l'élimination des conditions susceptibles à la corruption pendant les livraisons et renforce le système de gouvernance électronique du pays.⁷³⁵

La structure économique de l'Azerbaïdjan est essentiellement encore basée sur le secteur d'hydrocarbure. Le pétrole et le gaz constituent 90% de cette exportation. Les cinq premiers partenaires d'exportations sont l'Italie (23.2%), la Turquie (13.6%), Israël (7.3%), la Russie (5.4) et l'Allemagne (5%). D'autre part son importation est basée sur la

⁷³² Fuad Shahbazov, « Baku-Tbilisi-Kars Railway to Become Central Asia's Gateway to Europe », **the Central Asia-Caucasus Analyst**, le 7 décembre 2017, <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13486-baku-tbilisi-kars-railway-to-become-central-asias-gateway-to-europe.html>, consulté le 15 décembre 2018.

⁷³³ Boris Z. Rumer, **Central Asia at the End of the Transition**, New York : Routledge, 2005, p.6

⁷³⁴ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.asan.gov.az/en>, consulté le 16 décembre 2018.

⁷³⁵ OECD, **Fighting Corruption in Eastern Europe and Central Asia Anti-corruption reforms in Azerbaijan, 4th round of monitoring of the Istanbul Anti-Corruption Action Plan**, Paris: OECD, 2016, <http://www.oecd.org/corruption/anti-bribery/OECD-ACN-Azerbaijan-Round-4-Monitoring-Report-ENG.pdf>, consulté le 18 décembre 2018.

machinerie et l'équipement, les produits alimentaires, métaux et chimiques. Les cinq premiers partenaires d'importation de l'Azerbaïdjan sont la Russie (17.7%), la Turquie (14,8%), la Chine (9,9%), les États-Unis, (8.3%) et l'Ukraine. (5.3%).⁷³⁶

La performance comparative de la transition économique des États turcophones

Les efforts déployés pour la transition d'une économie planifiée à une économie de marché divergent de pays en pays. Cet effort est plus remarquable en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Kirghizstan comparé au Turkménistan et à l'Ouzbékistan. Par ailleurs, le tableau d'indicateur de transition de BERD des pays turcophones en 1992 (début des réformes), en 1996 (croissance économique positive), en 2002 (la décennie des réformes), en 2009 (crise globale financière) et en 2014 (dernière année des statistiques de la BERD) ci-dessous nous fournit l'opportunité de voir la performance de chaque pays turcophone concernant sa transition économique.

En analysant le tableau suivant, nous constatons que les dix premières années après leur indépendance, seuls l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont pu passer au-dessus du pointage 3 en ce qui concerne la privatisation à petite échelle, la libéralisation des prix et le système de commerce. Sur ce point, la performance de l'Ouzbékistan et du Turkménistan a été plus lente et fragile. Pourtant, comparé au Turkménistan, l'Ouzbékistan a pu marquer le pointage 3 pour une privatisation à petite échelle et 2.7 pour une privatisation à grande échelle en 2002. En 2009, la croissance de la privatisation à petite échelle a été nuancée au Turkménistan et en Ouzbékistan. En 2014, il apparaît que malgré les développements positifs en matière de privatisation, différents de pays en pays, la gouvernance et la restructure d'entreprise ainsi que la politique de concurrence se trouvaient encore dans un état fragile chez tous les pays, le Turkménistan venant en dernière position. En effet, il est possible de constater qu'en 2019, la performance de ces États turcophones a encore besoin d'une amélioration.

⁷³⁶ « Economy of Azerbaijan », **CIA Factbook**, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aj.html>, consulté le 1 novembre 2019.

Tableau 6. La situation de transition économique dans les États turcophones nouvellement indépendants

		1992	2002	2009	2012	2014
AZERBAIDJAN	Privatisation à grande échelle	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0
	Privatisation à petite échelle	1,0	3,7	3,7	3,7	3,7
	Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	1,7	2,0	2,0	2,0
	Libération de prix	2,7	4,0	4,0	4,0	4,0
	Système de commerce	1,0	3,7	4,0	4,0	4,0
	Politique de concurrence	1,0	2,0	2,0	1,7	1,7
KAZAKHSTAN	Privatisation à grande échelle	1,0	3,0	3,0	3,0	3,0
	Privatisation à petite échelle	2,0	4,0	4,0	4,0	4,0
	Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0
	Libération de prix	2,7	4,0	4,0	3,7	3,7
	Système de commerce	1,0	3,3	3,7	3,7	3,7
	Politique de concurrence	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0
KIRGHIZSTAN	Privatisation à grande échelle	2,0	3,0	3,7	3,7	3,7
	Privatisation à petite échelle	2,0	4,0	4,0	4,0	4,0
	Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0
	Libération de prix	2,3	4,3	4,3	4,3	4,3
	Système de commerce	2,0	4,3	4,3	4,3	4,3
	Politique de concurrence	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0
TURKMENISTAN	Privatisation à grande échelle	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Privatisation à petite échelle	1,0	2,0	2,3	2,3	2,3
	Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Libération de prix	1,0	2,7	2,7	3,0	3,0
	Système de commerce	1,0	1,0	2,0	2,3	2,3
	Politique de concurrence	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
OUZBEKISTAN	Privatisation à grande échelle	1,0	2,7	2,7	2,7	2,7
	Privatisation à petite échelle	1,0	3,0	3,3	3,3	3,3
	Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	1,7	1,7	1,7	1,7
	Libération de prix	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
	Système de commerce	1,0	1,7	2,0	1,7	1,7
	Politique de concurrence	1,0	2,0	1,7	1,7	1,7

Source : La BERD

La scala de mesure pour les indicateurs peut varier de 1 à 4+, où 1 représente très peu ou zéro changement d'une économie planifiée et 4+ représente les standards d'une économie de marché industrialisée.

Pour ce qui est de la liberté économique en référence à l'Index 2019 de *l'Heritage Foundation* qui mesure le niveau de cette liberté dans 186 pays basés sur la liberté de commerce et des affaires ainsi que l'investissement et les droits de propriété, les pays turcophones n'apparaissent pas être aussi efficaces que souhaité. Depuis leur indépendance, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Azerbaïdjan seraient plus performants en

comparaison avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan. En 2019, seuls le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Azerbaïdjan peuvent atteindre le statut de « libre modérément » tandis que l'Ouzbékistan est considéré « plutôt non-libéré » et le Turkménistan « réprimé » en termes de liberté économique.

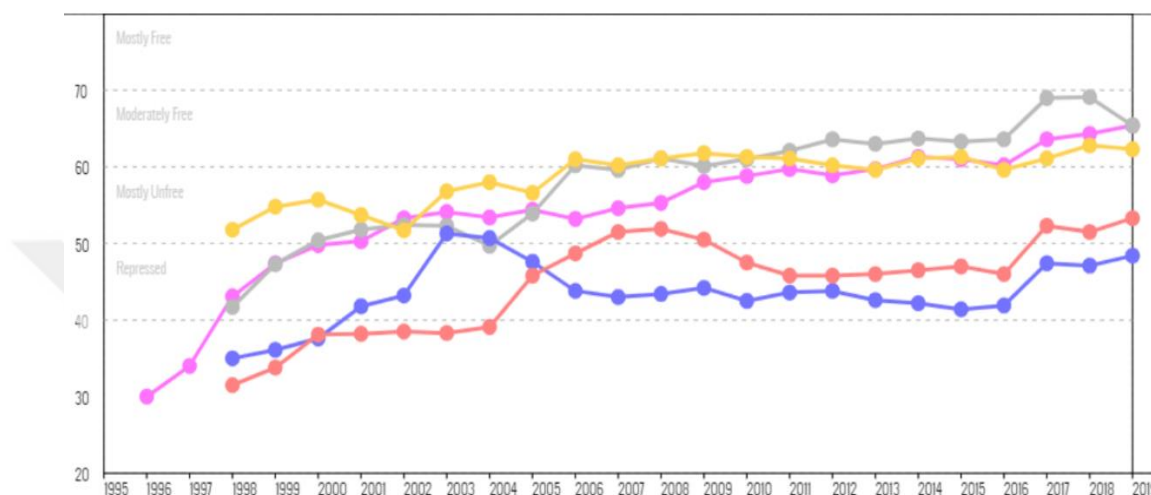


Figure 4. L'index de liberté économique des États turcophones nouvellement indépendants entre les années 1995-2018

Source : Heritage Foundation

Rose : Azerbaïdjan ; Gris : Kazakhstan ; Jaune : Kirghizstan ; Rouge : Ouzbékistan ; Bleue : Turkménistan

Malgré tous les efforts déployés pour lutter contre la corruption, défi de longue date, les statistiques de « Corruption Perceptions Index » montraient en 2019, que parmi 180 pays, sur un pointage de 100, l'Azerbaïdjan a 25 points et le Kazakhstan a 31 points, alors que le Kirghizstan a 29 points, l'Ouzbékistan 23 points et le Turkménistan 20 points. Donc, ces pays ont encore loin de 100 points ce qui signifie être dépourvu de corruption.

Tableau 7. Les scores d'index de corruption de cinq États turcophones en 2019

Pays	CPI Score en 2019
Azerbaïdjan	25
Kazakhstan	31
Kirghizstan	29
Ouzbékistan	23
Turkménistan	20
Moyenne Régionale	25,6

Source: Transparency International, Corruption Perception Index en 2019

Quand nous analysons la facilité de faire des affaires selon les standards mondiaux dans les pays turcophones nouvellement indépendants, nous faisons face à un tableau compliqué. Cependant, selon *Doing Business Index of the World Bank* en date de 2019, l'Azerbaïdjan montre une meilleure performance par rapport aux autres pays turcophones en termes de facilité et se classe 25^e pays parmi 190. Il est suivi du Kazakhstan au 28^e rang ainsi que du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan qui se trouvent respectivement aux 70^e et 76^e rangs. De part, l'absence de données fiables, le Turkménistan n'apparaît pas dans cet index.⁷³⁷

Les pays turcophones ne couvrent pas non plus une place remarquable dans leur taux d'exportation et d'importations mutuelles. D'ailleurs, seule la Turquie apparaît comme un partenaire significatif du commerce avec le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan. Sur ce sujet, les statistiques montrent qu'il y a une nécessité à accroître le taux de commerce entre les pays turcophones. Par ailleurs, la Chine serait un partenaire remarquable des pays pour l'importation et l'exportation. Il faudrait donc noter que la place dominée par la Russie, pendant les dix premières années de l'indépendance, comme partenaire commercial indispensable de ces pays turcophones serait en train de changer en faveur de la Chine. Par ailleurs, l'initiative « la ceinture et la route » avancée en 2013 par le président Xi Jinping attribue à la hausse du commerce entre la Chine et les pays d'Asie centrale par le biais du développement de la connectivité infrastructurelle entre eux.⁷³⁸

En conclusion, dans la première décennie après leur indépendance, la préoccupation primaire des pays turcophones a été d'établir et de renforcer leur économie nationale. Avec l'héritage économique soviétique, le passage d'une économie planifiée à une économie de marché a été très difficile. À l'indépendance, les nouvelles Républiques ont dû créer leur économie nationale à partir de zéro. Ainsi, ces pays ont suivi différents

⁷³⁷ World Bank, **Doing Business 2019: Training for Reform**, Washington, D.C., 2019, https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf, consulté le 30 octobre 2019.

⁷³⁸ Catherine Putz, « What's Next for the Belt and Road in Central Asia? », **the Diplomat**, 17 Mai 2017, <https://thediplomat.com/2017/05/whats-next-for-the-belt-and-road-in-central-asia/>, consulté le 10 juin 2018.

modèles de réformes économiques. Pourtant, tous ces cinq pays ont été confrontés à des problèmes économiques semblables allant de la hausse de l'inflation de façon extrême à l'augmentation de la corruption. De plus, leur dépendance économique à la Russie a spécialement continué pendant la première décennie après leur indépendance. Donc, ces défis ne leur a pas permis d'initier une coopération économique effective pour une plateforme régionale qui incluait aussi la Turquie. La mise en place de l'économie nationale des pays turcophones nouvellement indépendants semblait prioritaire pour une régionalisation turcophone.

À partir de la fin de la première décennie de leur indépendance, plus particulièrement avec la montée du prix des ressources énergétiques, entre 1999-2008, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont gagné un avantage sur le développement économique. Le Kirghizstan a pu renforcer son économie jusqu'à la fin de l'année 2000. Dans la deuxième décennie de leur indépendance, les pays turcophones ont pu se redresser économiquement même si leur économie restait encore vulnérable face aux crises économiques régionales et globales. Cette amélioration économique leur a offert une perspective pour se concentrer sérieusement sur la coopération économique régionale à la fin des années 2000. Cela a certainement contribué à la relance de la régionalisation.

Malgré tous leurs efforts, il semblerait difficile de dire qu'ils ont totalement réussi leur transition économique suivant le 25^e anniversaire de leur indépendance. Le renforcement du secteur privé, la privatisation à grande échelle, la croissance du rôle des petites et moyennes entreprises, la diversification de leur économie et l'éradication totale de la corruption se trouvent entre les défis à surmonter. La transition économique en cours présente aussi des obstacles importants pour le développement du degré de la régionalité. En outre, il existe encore une nécessité pour le développement du taux de commerce entre ces pays, dans un contexte où la Chine est devenue un partenaire privilégié dans le domaine du commerce et où la Russie ne détient plus une place si dominante qu'auparavant.

Les pays turcophones sont entrés dans une transition multidimensionnelle après leur indépendance. Ainsi, malgré l'héritage soviétique lourd, ils ont dû mener leur *state building*, leur *national building* et leur *national identity building* ensemble et en même temps qu'ils se sont engagés à passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Ce faisant, ils se sont concentrés sur des sujets comme la création d'un système étatique et sa consolidation, la reconnaissance de leur indépendance par la communauté internationale, l'établissement de leur identité nationale, la résolution des conflits territoriaux hérités de l'ère soviétique, la préservation de leur intégrité territoriale, la minimisation des effets des développements régionaux sur leur sécurité et leur transition à l'économie de marché malgré l'héritage soviétique dominant. Dans ce cadre, il semblerait possible de noter qu'ils aient marqué un développement assez remarquable en un laps de temps si court. Pourtant, il faudrait aussi admettre que cette transition complexe n'est pas totalement finie dans ces pays turcophones et qu'ils continuent à dépenser de l'énergie avec une ampleur différente pour la compléter.

Dans la transition multidimensionnelle et complexe mentionnée ci-dessus, même si l'indépendance de ces pays a ouvert une porte essentielle pour revitaliser la mémoire historique, culturelle et linguistique commune entre les peuples turcophones, il faudra attendre que ces pays soient prêts politiquement, culturellement et économiquement pour rattraper le retard concernant le développement du niveau de leur régionalité. Ainsi, il serait possible d'affirmer qu'à partir de la fin des années 2000, les conditions de ces pays sont devenues aptes à un tel développement. Pourtant, après leur indépendance, il serait possible de parler de traits de passage du « complexe régional » à la « société régionale » concernant la régionalisation turcophone qui a été suspendue pendant la période soviétique, d'après la catégorisation de Hettne mentionnée dans la partie théorique de la thèse. Dans cette perspective, nous analyserons le rôle joué par la Turquie, en tant que premier pays à reconnaître l'indépendance de ces États et nous examinerons son impact sur la relance de la régionalisation turcophone dans la partie suivante.

C-Les efforts de coopération déployés par la Turquie envers les États turcophones

Pour discuter le rôle joué par la Turquie et mesurer son impact sur la relance de la régionalisation parmi les États turcophones, nous examinerons d'abord le déroulement des relations entre la Turquie et ces pays depuis leur indépendance en 1992 jusqu'en 2020. Ce faisant, nous aurons l'occasion de mieux comprendre le contenu des efforts de coopération déployés par la Turquie envers ces États avec leurs réussites et leurs limites. Cela sera suivi par l'analyse des mesures prises par Ankara envers ces pays sur le plan développemental et économique ainsi que culturel et éducatif au cours de la même période. Ainsi, nous interrogerons les effets de ces mesures pour l'approfondissement de la régionalisation turcophone.

1-Le plan politico-diplomatique

Dès que nous analysons le déroulement des relations politico-diplomatiques entre la Turquie et les autres pays turcophones, nous constatons qu'il est possible de parler de trois périodes différentes. Ainsi, la première période, allant de 1991 à 1995, a été marquée par l'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques. À partir de 1995 et jusqu'en 2001, cela s'est transformé en la reconnaissance des limites et des questions problématiques dans les relations. La troisième période qui peut être considérée comme l'institutionnalisation des relations et leur rationalisation a commencé en 2001 et continue encore aujourd'hui, au lendemain de 25^e anniversaire de l'établissement des liens diplomatiques.⁷³⁹ Il faut admettre que les développements régionaux ont aussi joué un rôle important pour la détermination de cette catégorisation. Dans cette partie, avant d'analyser ces trois périodes en question, nous examinerons d'abord le processus qui a abouti à la reconnaissance de l'indépendance des États turcophones par la Turquie.

⁷³⁹ La détermination des périodes a été faite en se basant sur des différentes lectures : Mustafa Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler », dans Baskın Oran (éd.) **Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşı'ndan Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar Cilt III : 2002-2012**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2013, p. 463-531; Gül Turan ve İlter Turan, « Türkiye'nin Diğer Türk Cumhuriyetleriyle İlişkileri », dans Faruk Sönmezoğlu (éd.), **Türk Dış Politikasının Analizi**, İstanbul : Der Yayınları, 2004, p. 915-936, Yaşar Sarı, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », dans Kemal İnat, Ali Arslan et Burhanettin Duran (éd.), **AK Parti'nin 15 Yılı : Dış Politika**, İstanbul : SETA Yayınları, 2017, p.421-449.

a-Les relations entre la Turquie et les États turcophones avant leur indépendance

L'effondrement de l'Union soviétique était un fait inattendu en Turquie ainsi que dans le monde. Aucun acteur n'était donc préparé à surmonter les nouveaux défis imposés par ce tournant historique. Alors qu'aux États-Unis nombreux étaient les soviétologues experts de l'Union Soviétique, en Turquie, malgré sa proximité géographique avec celle-ci, les experts de la question restaient insuffisants et ne détenaient pas de connaissances profondes suffisantes de la situation politique, économique et culturelle dans les États soviétiques turcophones.⁷⁴⁰ Donc, cette lacune rendait plus difficile la détermination des politiques appropriées envers les nouvelles Républiques indépendantes turcophones. La Turquie a accueilli avec enthousiasme et joie la déclaration d'indépendance des six pays musulmans dont cinq sont des pays turcophones, avec une population s'élevant à 60 millions d'habitants et résidents sur 6 million km². Cela a fini par enflammer des sentiments pan-turquistes au niveau des peuples des deux côtés.⁷⁴¹

En effet, l'apparition de nouveaux pays turcophones au sein de la communauté internationale a ajouté une nouvelle dimension à la politique étrangère de la Turquie. Dans son discours prononcé le 1er septembre 1991 pendant l'ouverture de la Grande Assemblée nationale de Turquie, le président Turgut Özal a souligné l'opportunité historique, à ne pas rater et qui ne se présentait qu'une fois tous les 400 ans, offrant aux Turcs la possibilité de devenir un leader régional.⁷⁴² Ce développement est apparu au moment où la Turquie était justement soucieuse de perdre son importance stratégique en tant que flanc Sud de l'OTAN contre la menace soviétique en date de la Guerre froide. Parallèlement, la demande officielle de la Turquie pour l'ouverture des négociations d'adhésion à la CEE a été refusée le 18 décembre 1989 avec un avis présageant que cette ouverture n'était pas envisageable avant 1993. Cette réponse a été une déception à deux tranchants pour la Turquie, tant politique qu'économique, en particulier chez les hommes d'affaires turcs qui voulaient accéder au marché européen grâce aux capitaux accumulés avec le passage de

⁷⁴⁰ Turan et Turan, op.cit.,, p. 915-916.

⁷⁴¹ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler », dans Oran (éd.), **Türk Dış Politikası ...**, p.370.

⁷⁴² Turgut Özal, « TBMM'nin 18. Dönem 5. Yasama Yılı Açılış Konuşması », **TBMM Tutanak Dergisi**, Cilt:63, 1. Birleşim, le 1 septembre 1991, <https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d18/c063/tbmm18063001.pdf>, consulté le 25 décembre 2018.

la Turquie à l'économie de marché.⁷⁴³ Face à un tel tableau, l'indépendance des pays turcophones présentait une vaste opportunité pour Ankara afin de développer la coopération avec eux dans le cadre d'un bénéfice commun. Le fait que la Turquie partageait des liens linguistiques, historiques et culturels avec ces peuples constituait le fondement essentiel de cette coopération.

a.a-Les relations datées avant l'effondrement de l'URSS

Le développement des relations avec la Turquie et les pays turcophones remontent à bien avant l'effondrement de l'Union soviétique. La gestion de ces relations limitées dépendait de Moscou. À titre illustratif, Süleyman Demirel, au cours de sa visite en Union soviétique, en septembre 1967, en tant que premier ministre turc avait aussi visité Tachkent et Bakou.⁷⁴⁴ Turgut Özal, d'abord en tant que premier ministre entre les années 1983-1989, puis en tant que président entre les années 1989-1991, avait trouvé, grâce au rapprochement plutôt économique entre Ankara et Moscou, l'occasion d'être en contact avec les pays turcophones déjà avant la chute de l'Union soviétique.⁷⁴⁵ Özal avait aussi rendu visite à la République soviétique d'Ouzbékistan lors d'une visite officielle en Union soviétique en 1986.⁷⁴⁶

Les relations en majorité culturelles incluaient les visites de certains chanteurs et artistes turcs en Azerbaïdjan et aux pays d'Asie centrale soviétique ainsi que celle de leurs homologues soviétiques en Turquie. À titre illustratif, les auteurs turcs comme Orhan Kemal et Aziz Nesin étaient très connus dans les pays turcophones ainsi que les livres de Tchinghiz Aïtmatov⁷⁴⁷, auteur kirghize connu par ses œuvres écrites sur la fraternité

⁷⁴³ Philip Robins, « Between Sentiment and Self-Interest: Turkey's Policy toward Azerbaijan and the Central Asian States », **Middle East Journal**, Vol. 47, No. 4, Fall 1993, p. 595.

⁷⁴⁴ Nil Tuncer, « Türk Dış Politikasında Liderler/Süleyman Demirel », dans Ali Faik Demir (éd.), **Türk Dış Politikasında Liderler**, İstanbul : Bağlam Yayınları, 2007, p. 226.

⁷⁴⁵ Dans le cadre de ce rapprochement, la Turquie avait décidé d'acheter du gaz de l'Union soviétique, les firmes turques de construction étaient entrées dans le marché soviétique et Moscou avait accepté de faire partie du projet de Coopération économique de la mer Noire qui pourrait se réaliser après la dissolution de l'Union soviétique.

⁷⁴⁶ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...** p. 23-24

⁷⁴⁷ Tchinghiz Aïtmatov est en fait l'auteur du livre « Selvi Boylum Al Yazmalım » qui a été filmé en Turquie en 1977 et a pris sa place dans les films turcs classiques.

turcophone même pendant l'ère d'Union soviétique ont été traduits en turc.⁷⁴⁸ De plus, la radio nommée « la Voix de la Turquie » appartenant à l'établissement de la radio et télévision de Turquie (TRT) faisait une diffusion en Azerbaïdjanais depuis 1967.⁷⁴⁹

Les conséquences politiques de *Glasnost* et *Perestroïka* de Gorbatchev en 1985 et la chute du mur de Berlin en 1989, ont permis à la Turquie d'entrer en contact avec les Républiques turques. Les premiers à bénéficier de cette ouverture ont été les entreprises privées et les individus. La presse en Turquie a montré une attention bien particulière aux développements survenus dans ces pays turcophones. Par conséquent, l'opinion turque a commencé à redécouvrir les autres Républiques turques et le monde turcophone. En retour, l'attention de ces Républiques vers la Turquie s'est également accrue. L'Azerbaïdjan soviétique avait une attitude proactive pour l'établissement de relations avec la Turquie. Par ailleurs, Ayaz Muttalibov, premier secrétaire du parti communiste d'Azerbaïdjan avait officiellement visité Ankara entre le 5-10 janvier 1990. Pendant cette visite, le drapeau de l'Union soviétique avait flotté au côté du drapeau azerbaïdjanais. Même si l'Azerbaïdjan était encore attaché à l'Union soviétique, deux accords concernant l'économie et les affaires culturelles ont été signés et mis en vigueur.⁷⁵⁰

Les bonnes relations politiques et économiques, remontant à 1980, entre la Turquie et Moscou présentaient un avantage pour le rapprochement entre le premier et les États soviétiques turcophones.⁷⁵¹ Le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, signé entre l'Union soviétique et la République de la Turquie pendant la visite officielle du président Özal à Moscou entre le 11-16 mars 1991, a légitimé le rapprochement de la Turquie avec les pays turcophones soviétiques qui ont tous déclaré leur souveraineté. En effet, l'article 16 de ce traité a servi de base à l'aspect juridique pour le développement des relations entre la Turquie et les pays soviétiques turcophones. D'après cet article, « *les deux pays se sont mis d'accord pour soutenir le développement des relations entre la*

⁷⁴⁸ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

⁷⁴⁹ Zakir Avşar, « Türkiye Cumhuriyetleri Arasında İletişim », **Avrasya Etüdleri**, Cilt :3, Sayı :1, 1996, p. 104.

⁷⁵⁰ Pendant les visites officielles suivantes au niveau du ministre culturel et du premier ministre azerbaïdjanais à Ankara, d'autres accords ont été conclus et cela s'est réalisé avant la déclaration de souveraineté et d'indépendance d'Azerbaïdjan. Bilal Şimşir, "Turkey's relations with Central Asian Turkic republics (1989-1992)", **Turkish Review Quarterly Digest**, Vol. 6, Summer 1992, p.13.

⁷⁵¹ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p. 17-24

*République de la Turquie et les Républiques qui constituaient l'Union soviétique en croyant que cela contribuerait au développement des relations entre Ankara et Moscou. Les parties ont aussi convenu d'encourager le développement des contacts et de la coopération entre les villes et les autorités locales ». D'après l'article 17, « elles ont également décidé de soutenir l'éducation des langues des peuples de l'Union soviétique en Turquie et du turc dans l'Union ».*⁷⁵² En effet, ces articles ont fourni l'opportunité d'établir des relations directes entre ces pays turcophones et la Turquie. Ainsi, après Moscou, le président Özal qui avait visité la République soviétique d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan a signé des traités de coopération.⁷⁵³ De plus, il a aussi inauguré l'ouverture du Consulat général de Turquie à Bakou.⁷⁵⁴ Suivant cette visite, Nazarbaïev, président de la République soviétique du Kazakhstan, a rendu visite, le 25 septembre 1991, à Ankara. Il était le premier leader turcophone à avoir effectué une telle visite après la signature du traité entre la Turquie et l'URSS. Ainsi, il a été le premier dirigeant à demander l'aide de la Turquie concernant le développement, l'attrait des investisseurs étrangers et l'éducation des cadres bureaucratiques modernes dans le passage à l'économie de marché.⁷⁵⁵ Jusqu'à la déclaration de l'indépendance des pays turcophones, 21 visites de haut niveau et la signature de 20 accords ont constitué l'agenda des relations entre la Turquie et les États turcophones.⁷⁵⁶

a.b-L'arrière-plan de la reconnaissance de l'indépendance des États turcophones par la Turquie

La décision de reconnaître l'indépendance de ces pays était le résultat du rapport de la délégation du ministère des Affaires étrangères de Turquie qui avait visité, le 12-29 septembre 1991, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Cette délégation présidée par l'ambassadeur Bilal Şimşir incluait le directeur du département économique Kurtuluş Taşkent et le premier conseiller

⁷⁵² Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.540.

⁷⁵³ Kut, op.cit.,p. 12.

⁷⁵⁴ Erel Tellal, « Rusya ile İlişkiler », dans Baskın Oran (éd.), **Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Oldular, Belgeler ve Yorumlar, Cilt II :1980-2001**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2001, p. 540-541.

⁷⁵⁵ Cenk Başlamış, « Nazarbayev Türkiye'ye gelmeden önce Milliyet'e konuştu », **Milliyet**, le 26 juin 1991, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1991/09/26>, consulté le 28 décembre 2018.

⁷⁵⁶ Şimşir, « Turkey's relations with Central Asian ... », p.14.

de l'Ambassade de Turquie à Moscou, Halil Akıncı.⁷⁵⁷ Les propos de Tiziano Terzani, un journaliste italien assis dans l'avion à côté de Halil Akıncı pendant leur voyage au Turkménistan sont significatifs pour comprendre les paramètres de la coopération initiée avec les pays turcophones. Terzani explique dans son livre que le diplomate Halil Akıncı avait l'air de se rendre à une réunion qui avait été retardée depuis des siècles. Ainsi, il le décrit comme un jeune qui était sûr de trouver un homologue qui l'attendait.⁷⁵⁸

Alors que la délégation était en route, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan avaient déjà déclaré leur indépendance. Avant une reconnaissance prématurée de l'indépendance de ces pays, la Turquie a d'abord préféré comprendre les développements sur le terrain. En parallèle avec la désintégration de l'Union soviétique, Moscou soutenait l'établissement de l'union des pays indépendants postsoviétiques. Par conséquent, la question de savoir si l'indépendance de ces pays était irréversible dominait les débats en Turquie ainsi qu'au sein de la communauté internationale. Cependant, notons que l'opinion publique turque était pour la reconnaissance immédiate de ces indépendances.⁷⁵⁹ Le ministère des Affaires étrangères de Turquie avait envoyé la délégation mentionnée ci-dessus dans un tel climat en informant le ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique avant son départ vers les pays turcophones. Cette délégation était le premier groupe étranger envoyé pour analyser les développements sur le terrain et féliciter la souveraineté et l'indépendance de ces nouveaux pays. Dans le cadre de son mandat, la délégation allait visiter les leaders au pouvoir et en opposition dans ces pays et demander leurs attentes de la Turquie.⁷⁶⁰ D'après le rapport final de la délégation, la Turquie avait une mission historique et une grande responsabilité vis-à-vis de ces pays frères qui étaient dans l'attente d'une aide. La délégation a constaté que dans ces pays

⁷⁵⁷ Une autre délégation présidée par l'ambassadeur İsmet Bırsel a été aussi envoyée à visiter l'Ukraine, le Moldove, la Géorgie et l'Arménie pour comprendre les développements sur le terrain.

⁷⁵⁸ Tiziano Terzani, **Goodnight, Mister Lenin: A Journey Through the End of the Soviet Empire**, London: Picador, 1993, p.292.

⁷⁵⁹ Juste après la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan, le ministère des Affaires étrangères de la Turquie a publié l'explication suivante : « *la Turquie accueille, avec des sentiments positifs et la compréhension, la décision d'indépendance des peuples fraternels de l'Azerbaïdjan avec qui elle partage des valeurs historiques et culturelles communes* ». Il a aussi ajouté l'espoir et le souhait de la Turquie que cette décision pourrait aboutir à son but, à des fins désirées et à la volonté des peuples d'Azerbaïdjan, dans le cadre de la réorganisation du voisin du nord de la Turquie et par le biais des négociations de paix entre les parties. Şimşir, « Turkey's relations with Central Asian... », p.14.

⁷⁶⁰ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

alors que d'une part le système communiste s'effondrait, d'autre part, leur composition multiethnique héritée de l'Empire russe se dissolvait. Elle en a conclu que ces pays souhaitaient la reconnaissance par la Turquie de leur indépendance et ce de façon irréversible, devenant ainsi le premier pays à agir de la sorte. En résumé, la délégation a décidé qu'il serait raisonnable de reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan et des pays d'Asie centrale. En plus de la reconnaissance, la délégation en est arrivée à la conclusion qu'il était essentiel de soutenir le processus de *state building* de ces États-nations. Ainsi, la Turquie devait aider ces pays en leur transférant son expérience pour l'établissement d'un État-nation et d'une économie de marché. Ce faisant, il était essentiel qu'elle établisse une politique étatique concrète pour développer ses relations avec les pays turcophones sans pour autant négliger Moscou.⁷⁶¹

De plus, la Turquie devait soutenir les pays turcophones pour la formation de nouveaux cadres bureaucratiques et l'établissement de nouvelles institutions. De même, il était nécessaire d'ouvrir des consulats généraux (sauf en Azerbaïdjan car il en existait déjà un) qui allaient devenir dans un avenir proche des ambassades. Dans la même lignée, l'ouverture de centre d'enseignement de la langue turque (TOMER) dans chaque capitale semblait importante. Similairement encourager leur passage à l'alphabet latin et l'envoi d'imprimeries ou encore inviter des groupes d'enfant de pays turcophones à la célébration de la Fête de la souveraineté nationale et des enfants du 23 avril en Turquie. En outre, ces pays allaient subir quelques années plus tard une crise économique, les forçant à allouer de la Turquie des crédits financiers ainsi que des aides en aliments et en médicaments, encourageant aussi la communauté internationale à prendre des mesures similaires. De plus, la délégation a aussi recommandé de prendre en charge de la porte-parole de ces pays au sein de la communauté internationale.⁷⁶²

Le rapport final de la délégation précisait qu'il était nécessaire de transformer et d'équiper les institutions en Turquie qui s'occuperaient des relations avec le monde turcophone. Ainsi, il fallait faire certaines révisions départementales au sein du ministère des Affaires étrangères de Turquie pour une adaptation réussie aux exigences du monde turcophone. De plus, il était primordial d'assurer la coordination des mesures à prendre

⁷⁶¹ Ibid.

⁷⁶² Ibid.

par différentes institutions et le ministère des Affaires étrangères vers les États turcophones nouvellement indépendants. Pour conclure, tout en mettant l'accent sur l'importance stratégique, politique, économique et culturelle des développements dans les Républiques turcophones, la délégation a souligné l'importance de l'application, dans la mesure du possible, de politiques réalistes.⁷⁶³ Ce rapport a donc déterminé les outils de politique étrangère qui seraient utilisés par la Turquie envers les pays turcophones dans les années suivantes. Pourtant, l'application de cette politique qui contenait des paramètres assez réalistes n'était pas si facile.

En se basant sur les recommandations du rapport mentionné ci-dessus, la Turquie a reconnu, le 9 novembre 1991, l'indépendance de l'Azerbaïdjan.⁷⁶⁴ Deux heures après la déclaration du Kazakhstan, la Turquie a reconnu, le 16 décembre 1991, l'indépendance des pays turcophones ainsi que des autres pays post-soviétiques. Il est important de souligner que cette reconnaissance précède l'effondrement officiel de l'URSS qui a eu lieu le 25 décembre 1991. Ainsi, elle est devenue le premier pays à reconnaître l'indépendance des États turcophones avec qui elle détenait déjà des liens linguistiques, culturels et historiques. La prochaine étape consistait à ouvrir des ambassades.⁷⁶⁵ Règle de réciprocité diplomatique, ces pays ont, à leur tour, ouvert leur première ambassade en Turquie.⁷⁶⁶ Ainsi, le fait que la Turquie est devenue le premier pays qui a reconnu l'indépendance des États turcophones sont toujours apprécié par les leaders, les fonctionnaires et les peuples de ces pays.⁷⁶⁷ Islam Karimov, le président d'Ouzbékistan en visite officielle à Ankara le jour où la Turquie a reconnu l'indépendance de l'État ouzbek a exprimé sa joie en ajoutant que désormais l'Ouzbékistan allait suivre la voie de la Turquie.⁷⁶⁸

⁷⁶³ Ibid.

⁷⁶⁴ « Les relations politiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie », <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-azerbaycan-siyasi-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 29 décembre 2018.

⁷⁶⁵ Kut, op.cit., p. 12.

⁷⁶⁶ Harun Yılmaz et Mustafa Durmuş, « Son Yirmi Yılda Türkiye'nin Orta Asya'ya Yönelik Dış Politikası ve Bölgedeki Faaliyetleri », dans Ayşegül Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), op.cit., p.487.

⁷⁶⁷ Cet argument est le résultat des observations réalisées par la candidate de doctorat lors de ses visites en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Kirghizstan ainsi que ses contacts avec les Turkmènes et les Ouzbeks dans la période 2012-2018.

⁷⁶⁸ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p.154.

b-Les trois périodes des relations entre la Turquie et les pays turcophones

La reconnaissance officielle de l'indépendance des cinq nouveaux pays turcophones a ouvert une nouvelle page pour la politique étrangère de la Turquie qui a gagné en dynamisme ainsi qu'une confiance en soi. Cette nouvelle période marquée par l'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques a été suivie par de nombreuses visites officielles et des coopérations dans plusieurs domaines entre la Turquie et les nouvelles Républiques. La reconnaissance des limites et des questions problématiques, et l'institutionnalisation des relations avec leur rationalisation ont constituées les deux étapes suivantes dans leurs relations.

b.a-L'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques

En Turquie, l'indépendance des pays turcophones a été acclamée avec joie. Ainsi, le président Özal et le premier ministre Demirel malgré leurs divergences en politique intérieure partageaient une vision similaire vis-à-vis des pays turcophones. En parallèle, le président Özal répétait que « *le 21^e siècle serait le siècle du monde turcophone* » et le premier ministre Demirel faisait référence à « *l'apparition d'un monde turcophone allant de l'Adriatique jusqu'à la Grande Muraille de Chine* ». Contrairement à la connaissance générale, cette dernière citation n'est pas une nouvelle expression inventée par le premier ministre Demirel. Il s'agissait d'un *motto* précédemment utilisé par Henry Kissinger qui a été modérateur à la conférence intitulée « *la Turquie qui possède de vastes opportunités pour la coopération régionale et globale* » dans le cadre du Forum économique mondial réalisé, à Davos, du 31 janvier au 1^{er} février 1992.⁷⁶⁹ En effet, le slogan de Kissinger formulé « de l'Adriatique vers la mer de Chine » a été repris par Demirel qui l'a transformé en « de l'Adriatique vers la Grande Muraille de Chine » pour empêcher une possible réaction de la part de Beijing contre une telle référence.⁷⁷⁰ Le premier ministre Demirel avait réuni les leaders des autres Républiques turcophones à Davos en marge de ce forum.

⁷⁶⁹ Kut, op.cit., p. 13 ; Güven Sak, « From the Adriatic Sea to Great Wall of China », **Hürriyet Daily News**, le 12 août 2017, <http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/guven-sak/from-the-adriatic-sea-to-the-great-wall-of-china-116644>, consulté le 28 décembre 2018.

⁷⁷⁰ Entretien avec Monsieur Gün Kut, maître de conférences à la Faculté de science politique et des relations internationales à l'Université de Boğaziçi, conseiller politique du premier ministre Demirel dans les années 1992-1994, le 19 juin 2018, Istanbul.

Cette réunion avait une signification symbolique sachant qu'il était question de la première réunion entre les présidents d'Azerbaïdjan, de Kazakhstan, d'Ouzbékistan et le premier ministre de Turquie. Pendant cette réunion, le président Karimov a exprimé que l'État ouzbek allait prendre la Turquie pour modèle. Pendant cette réunion, les pays turcophones devenus récemment indépendants ont souligné l'importance du soutien de la Turquie pour la consolidation de leur indépendance. En effet, cette réunion constituait un pas important pour comprendre les attentes des pays turcophones.⁷⁷¹

Après Davos, le premier ministre Demirel qui s'était rendu aux États-Unis entre les 10-15 février 1992, a présenté, au président Bush, le plan contenant les 13 points concernant le rôle que la Turquie pourrait jouer pour faciliter l'intégration des nouveaux pays au Caucase et en Asie centrale sur le plan démocratique et laïque basé sur une économie de marché.⁷⁷² Dans les messages transmis à Davos et à New York, le premier ministre Demirel avait aussi souligné que la Turquie, en tant que pays démocratique avec une population majoritairement musulmane avait réussi la modernisation, la démocratisation et le passage à l'économie de marché. Elle était désormais prête à aider ces pays sans avoir un agenda caché et l'intention de créer une zone d'influence.⁷⁷³ En exprimant la volonté de la Turquie à coopérer avec les autres acteurs internationaux, il a suggéré de fournir une aide financière et technique à ces pays pour qu'ils puissent se tenir debout par soi-même. D'ailleurs, au cours de la conférence de presse du 24 février 1992, il a annoncé que pendant sa visite aux États-Unis, ils ont décidé avec le président Bush que les États-Unis, le Japon et l'Europe enverraient, avec la Turquie, une aide financière à ces pays turcophones.⁷⁷⁴

Dans les discours délivrés aux États-Unis, le premier ministre Demirel a mentionné qu'interpréter l'aide offerte par la Turquie vers les pays turcophones comme un acte pan-turquiste serait une grande distorsion de la réalité. Il a souligné que la Turquie ne

⁷⁷¹ Sami Kohen, « Demirel Türk Liderliyle Buluştu », **Milliyet**, le 3 février 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/02/03>, consulté le 29 décembre 2018.

⁷⁷² Tuncer, op.cit., p. 231.

⁷⁷³ Entretien avec Monsieur Gün Kut, maître de conférences à la Faculté de science politique et des relations internationales à l'Université de Boğaziçi, conseiller politique du premier ministre Demirel dans les années 1992-1994, le 19 juin 2018, Istanbul.

⁷⁷⁴ Süleyman Demirel, **Başbakan Sayın Süleyman Demirel'in 24.02.1992 Tarihli Basın Toplantısı**, Ankara :Başbakanlık Basımevi, 1992, p. 28.

considérerait pas sa mission comme le fardeau de l'« homme blanc » et qu'elle ne planifiait en aucun cas entrer dans une compétition de zone d'influence avec aucun pays de la région.⁷⁷⁵ En outre, le ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin pendant sa visite à Moscou le 25 janvier 1992 a donné le message à la Russie que l'attitude de la Turquie vers les États turcophones ne contenait pas des aspects pan-turquistes.⁷⁷⁶ Afin d'éviter les spéculations concernant l'éventualité de ranimer les mouvements pan-turquistes, la Turquie a participé, les 9 et 10 mai 1992, à Achgabat, au sommet des pays turcophones de l'Asie centrale et l'Iran, où elle a montré sa volonté à ne pas être isolée des développements régionaux et de sa tendance à agir avec les autres pays intéressés à la région. D'autre part, le président Nazarbaïev a aussi précisé que le mouvement coopératif entre les pays turcophones ne devait pas être considéré comme un acte pan-turquiste. Il a souligné qu'il fallait considérer la coopération entre les pays turcophones comme la considération positive des efforts des États européens à se réunir.⁷⁷⁷

La question de savoir si la Turquie constituait « un modèle » pour les pays turcophones était une question posée assez fréquemment au début. De plus, par crainte que le régime islamique de l'Iran ne soit influant dans ces pays, les États-Unis et l'Europe ont encouragé la Turquie à être un modèle. En parallèle, les académiciens américains et européens publiaient des œuvres encourageant la Turquie et faisant référence à sa proximité linguistique et culturelle.⁷⁷⁸ En outre, au début, Moscou qui était face à une choque due à la dissolution de l'Union soviétique partageait les craintes similaires sur l'infiltration du régime iranien dans les pays turcophones. De plus, elle ne souhaitait pas que les pays turcophones avec une large minorité russe n'entrent dans une phase d'instabilité.⁷⁷⁹ Ainsi, s'occupant des effets de sa propre dissolution, elle ne réagirait pas directement de manière négative à la discussion que la Turquie devienne un modèle pour

⁷⁷⁵ Entretien avec Monsieur Gün Kut, maître de conférences à la Faculté de science politique et des relations internationales à l'Université de Boğaziçi, conseiller politique du premier ministre Demirel dans les années 1992-1994, le 19 juin 2018, Istanbul.

⁷⁷⁶ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁷⁷⁷ Fikret Bila, « İstanbul'da Türk Liderler Zirvesi », *Milliyet*, le 20 juillet 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Tacikistan%20Cumhurbaskani/>, consulté le 20 octobre 2018.

⁷⁷⁸ Graham E. Fuller, *Turkey faces East: New Orientations Towards the Middle East and the Old Soviet Union*, CA: Rand Corporation, 1992, p.V-IX.

⁷⁷⁹ Kut, op.cit., p. 15,

les pays turcophones. Pourtant, il serait correct de dire que dès leur indépendance, Moscou suivait de près le rapprochement entre la Turquie et ces pays avec l'inquiétude qu'Ankara s'y engage dans une perspective pan-turquiste.⁷⁸⁰

En effet, au début des années 1990, les leaders des pays turcophones indépendants ont affirmé qu'ils allaient adopter le système démocratique, laïc et constitutionnel de la Turquie basé sur le marché économique. C'est dans ce cadre que le président Karimov a répété à plusieurs occasions qu'ils avaient choisi le « modèle turc ».⁷⁸¹ Au cours de sa visite en Asie centrale, en août 1992, les leaders kazakhs, ouzbeks et kirghizes au pouvoir et ceux de l'opposition ont clairement exprimé à Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, accompagnée de Hikmet Çetin à l'époque président du dit-Conseil, qu'ils préféraient suivre le « modèle turc ».⁷⁸² Ainsi, au début, l'idée que la Turquie soit un « modèle » a été soutenue tant par les pays turcophones que par les États-Unis et l'Europe tandis que la Russie restait plutôt silencieux sur ce sujet.

Au fur et à mesure que les États-Unis et l'Europe ont réalisé que l'Iran shiite n'avait pas l'intention d'exporter sa révolution dans ces pays sunnites ils ont retiré leur soutien au « modèle turc ». En outre, l'engagement de la Turquie avec les pays turcophones a commencé à gêner davantage la Russie qui ne voulait pas abandonner son contrôle sur la région.⁷⁸³ De plus, même si ce n'était pas dans l'agenda de la politique étrangère de la Turquie, les discours émotionnels répétés par les leaders turcs concernant l'établissement d'« un arc turcophone » et leur rhétorique sur « la création d'un monde turc allant de l'Adriatique jusqu'à la Muraille de Chine » ont également effrayé les pays turcophones. Par ailleurs, ces États nouvellement indépendants ne voulaient pas entrer sous le contrôle

⁷⁸⁰ Entretien avec Monsieur Cenk Başlamış, ancien représentant du journal Milliyet à Moscou, le 29 mai 2018, Istanbul.

⁷⁸¹ Fikret Bila, « Orta Asya Ayakta Durabilmeli », *Milliyet*, le 28 avril 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/04/28>, consulté le 20 novembre 2018.

⁷⁸² En effet, en tant que président du Conseil de l'Europe, le ministre Hikmet Çetin, a fait accepter aux autres pays du Conseil la visite de Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, vers les pays turcophones. Pour la première fois ces pays accueillait une délégation européenne à un niveau si élevé. Par ailleurs, les leaders de ces pays ont exprimé leur appréciation à la Turquie pour avoir organisé une visite si importante juste après leur indépendance. En outre, la secrétaire générale du Conseil était aussi contente de trouver l'occasion de mieux analyser la situation dans ces pays nouvellement indépendants. Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁷⁸³ Mehmet Seyfettin Erol et Aidarbek Amirbek, « Soğuk Savaş Sonrası Dönemde Rusya'nın Dış Politikasında Yakın Çevre ve Orta Asya », *Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi*, No. XIV/1, Yaz 2014, p. 164.

d'« un nouveau grand frère » qui remplacerait la Russie.⁷⁸⁴ De plus, la crise économique de 1994 en Turquie engendrant des troubles politiques internes a montré que le modèle économique turc présentait aussi certaines limites. Donc, la Turquie n'offrait plus un modèle économique attrayant pour les pays turcophones.⁷⁸⁵ De même, il était dorénavant évident aux yeux des pays turcophones que les relations turco-européennes n'étaient pas aussi fortes que pensées. Dès lors, au lieu de suivre le modèle du « grand frère », les pays turcophones ont commencé à se concentrer à mettre en place leur propre modèle politique et économique.⁷⁸⁶ Ils ont commencé par développer leurs relations politiques et économiques avec les autres pays dans un environnement où ils dépendaient encore militairement et économiquement de la Russie.⁷⁸⁷

Au-delà des discussions sur le fait d'être un modèle ou pas, il est vrai qu'après la reconnaissance par la Turquie de l'indépendance des pays turcophones, un nombre important de visites officielles entre ces pays ont été réalisés. Par ailleurs, le président Karimov, le président Niazov, le président Akaev et le président Muttalibov ont effectué, en un laps de temps très restreint des visites à Ankara.⁷⁸⁸ Ils ont continué à visiter Ankara fréquemment les années prochaines. Durant ces visites, les pays turcophones ont exprimé à la Turquie leurs besoins et leurs attentes. Par exemple, lors de sa première visite officielle, le président Akaev a ouvertement précisé qu'ils attendaient l'aide de la Turquie dans tous les domaines décrivant la Turquie comme « l'étoile du matin » qui les aiderait à surpasser cette période difficile. Par conséquent, à la fin de cette visite, pour affronter la crise humanitaire à laquelle ils étaient confrontés la Turquie a immédiatement fourni, à ce pays, une aide alimentaire et médicale d'un montant de 530 millions TL.⁷⁸⁹

⁷⁸⁴ Martha Brill Olcott, **Central Asia's New States: Independence, Foreign Policy and Regional Security**, Washington, D.C: The United States Institute of Peace Press, 1996, p. 27.

⁷⁸⁵ Entretien avec Rustam Burnashev, membre de la faculté des sciences sociales à l'université kazake-allemande, le 6 juin 2018, Almaty.

⁷⁸⁶ Roy, **La Nouvelle Asie Centrale...**, p. 42.

⁷⁸⁷ Gareth M. Winrow, « Turkey's Relations with the Transcaucasus and the Central Asian Republics », **Perceptions**, Vol.1, No.1, March-May 1996, p. 136.

⁷⁸⁸ Cengiz Çandar, « Değişmekte olan Dünyada Türkiye'nin Bağımsızlıklarını Kazanan Yeni Türk Cumhuriyetleriyle İlişkileri », Sabahattin Şen (éd.), **Yeni Dünya Düzeni ve Türkiye**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 1994, p. 133- 134.

⁷⁸⁹ Mehmet Seyfettin Erol, « Bağımsızlıktan Günümüze Türkiye-Kırgızistan İlişkileri », dans Mustafa Aydın (éd.), **Türkiye'nin Avrasya Macerası 1989-2006 (Avrasya Üçlemesi II)**, Ankara: Nobel Yayınları, 2006, p.405-406.

Pour effectuer une visite de retour, d'abord, le ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin a réalisé une visite à Bakou, à Achgabat, à Douchanbe, à Almaty, à Bichkek, à Tachkent et à Kiev du 28 février au 6 mars 1992 avec une délégation de 140 personnes.⁷⁹⁰ Après lui, le premier ministre Demirel a visité entre le 27 avril et le 3 mai 1992 les États du Caucase et de l'Asie centrale, avec une délégation de 220 personnes. À l'occasion de cette visite, Alparslan Türkeş, leader du Parti d'Action nationaliste de l'opposition (*Milliyetçi Hareket Partisi*) et connu par son affinité pour les peuples turcophones à l'étranger, avait accompagné le premier ministre Demirel. Cette délégation incluait les représentants des ministères concernés mais aussi des fonctionnaires de haut niveau en provenance des secteurs de l'économie, de la télécommunication, des médias, des transportations et de l'éducation. Avec cette visite, le premier ministre Demirel est devenu le premier leader turc à avoir visité tous les pays turcophones.⁷⁹¹

Au cours de visites mentionnées ci-dessus, Demirel a transmis des messages semblables en soulignant que la Turquie se sentait responsable vis-à-vis de ses frères et ses sœurs avec lesquels ils partageaient une langue, une religion, des valeurs morales et culturelles communes. Il a accentué l'empressement de la Turquie à les aider pour qu'ils deviennent des membres respectés, honorables et égaux de la communauté internationale. En soulignant que la Turquie était prête à les aider, il a expliqué que grâce à la coopération et à la solidarité qui existait entre les pays turcophones, il était possible de rattraper les années de gloire de la Route de la Soie. Il a aussi rappelé que la Turquie n'avait pas un agenda pan-turquiste ou impérialiste et que l'intérêt porté pour cette région était fondé sur des liens historiques fraternels.⁷⁹² Ainsi il les a assuré que la Turquie allait être un ardent défenseur de leurs intérêts au sein des organisations internationales en les défendant sur la scène internationale.⁷⁹³

⁷⁹⁰ Nur Batur, « Türkiye'den Gövde Gösterisi », **Milliyet**, le 28 février 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/02/28>, consulté le 30 décembre 2018.

⁷⁹¹ Fikret Bila, « Demirel: Pantürkist, emperyalist değiliz, nüfuz sahası aramıyoruz », **Milliyet**, le 29 avril 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/04/29>, consulté le 30 décembre 2018.

⁷⁹² Ibid.

⁷⁹³ Mustafa Aydın, « Global Değişim ve Genişleyen Türk Dünyası: Türkler ve Türkiler », dans Şaban H. Çalış, İhsan Dağı et Ramazan Gözen (éd.), **Türkiye'nin Dış Politika Gündemi : Kimlik, Demokrasi, Güvenlik**, Ankara : Liberte Yayınları, 2001, p. 279.

De retour à Ankara, à l'évaluation de cette visite avec ses conseillers, le premier ministre Demirel a constaté que la Turquie faisait face à une vérité du monde turcique et qu'ainsi lui revenait la responsabilité d'établir une coopération non-conventionnelle et multidimensionnelle avec ces pays nouvellement indépendants en contribuant à leur processus de *state building*, *nation building* et leur transition à l'économie de marché.⁷⁹⁴ Au cours de cette visite, plusieurs traités de coopération ont été signés sur le plan politique, économique et culturel. Précédant la visite, les experts et les académiciens de la question avaient été consultés pour déterminer les propositions à formuler aux leaders de ces pays vis-à-vis des institutions à établir et de leurs législations à rédiger. Par ailleurs, pendant la dite-réunion, le premier ministre Demirel a présenté aux leaders un exemple de constitution, expliquant les missions des institutions comme la Cour constitutionnelle, la Cour de cassation, la Cour des comptes, et le Conseil d'État dont ils étaient dépourvus.⁷⁹⁵ L'annonce du projet de « 10 000 étudiants » qui devait permettre à 2000 étudiants originaires des pays turcophones de poursuivre leurs études en Turquie constituait aussi l'un des points culminants de cette visite. Il était prévu que ces étudiants apprennent d'abord la langue turque avant de poursuivre leur éducation. Demirel a aussi annoncé que leurs soldats pouvaient fréquenter les écoles militaires turques.⁷⁹⁶

D'autre part, un autre résultat concret de cette visite portait sur le fait que les leaders turcophones ont accepté l'invitation du premier ministre Demirel concernant leur participation à un sommet organisé à Istanbul, en 1992, pour inciter la coopération régionale entre les pays turcophones. Pourtant, la promesse faite de fournir un crédit à l'importation et d'accorder une aide extérieure s'élevant à 1.1 milliards dollars était un pas qui dépassait les moyens économiques de la Turquie.⁷⁹⁷ Cette déclaration a fait preuve du décalage qui existait entre les promesses faites et la capacité économique de la Turquie influençant de la sorte les relations des années futures.

⁷⁹⁴ Entretien avec Monsieur Gün Kut, maître de conférences à la Faculté de science politique et des relations internationales à l'Université de Boğaziçi, conseiller politique du premier ministre Demirel dans les années 1992-1994, le 19 juin 2018, Istanbul.

⁷⁹⁵ Ibid.

⁷⁹⁶ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p.193.

⁷⁹⁷ Mustafa Aydın, « Türkiye'nin Orta Asya ve Kafkasya Politikası », dans Mustafa Aydın (éd.), **Küresel Politikada Orta Asya (Avrasya Üçlemesi I)**, Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2003, p.110.

Suite à cette visite, le président Özal a effectué une visite officielle aux pays turcophones, accompagné d'une délégation de 221 personnes composée de plus de 100 hommes d'affaires turcs du 4 au 15 avril 1993. Très peu de temps après cette visite le président Özal est tombé malade et est décédé le 17 avril 1993. Pendant cette visite, le renforcement des relations économiques faisait partie de l'agenda des leaders turcophones. Ainsi, le président Özal s'était concentré sur les projets à réaliser pour la transformation de la Turquie en un hub énergétique entre les pays turcophones et l'Europe.⁷⁹⁸ Il est vrai que les années 1991-1993 ont été marquées par une intensification de la coopération avec les pays turcophones. Par ailleurs, au premier anniversaire de leur indépendance, plus de 1 200 délégations turques ont effectué des visites dans la région. En effet, dans certains cas, les délégations visitaient ces pays sans recevoir une invitation officielle. Ainsi, la Turquie a rendu obligatoire la présence d'une invitation des autorités pour les délégations turques qui voudraient s'y rendre visite. Comme le résultat des liens établis, deux années après leur indépendance, plus de 140 traités ont été signés entre la Turquie et ces pays dans les domaines politiques, militaires, économiques et culturels.⁷⁹⁹

En outre, la Turquie a aussi réalisé des transformations au sein de son propre système bureaucratique afin de mieux répondre aux exigences des pays turcophones. Au ministère des Affaires étrangères de Turquie, le directeur général responsable de s'occuper des relations avec ces pays a été réorganisé. Ainsi, le directeur général qui était responsable des relations avec l'URSS s'est transformé en directeur général responsable des relations avec la Communauté des États Indépendants avec les départements de l'Asie centrale, du Caucase et des Pays slaves.⁸⁰⁰ Pour assurer la coordination avec ces pays, l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) a été établie en 1992 au sein du ministère des Affaires étrangères de la Turquie.⁸⁰¹ En effet, avec l'établissement de cette institution qui est passée en 1999 sous l'égide du premier ministre, la Turquie y a intégré la dimension d'une aide pour le développement en politique étrangère.⁸⁰² De plus,

⁷⁹⁸ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p. 220-240.

⁷⁹⁹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

⁸⁰⁰ Ibid.

⁸⁰¹ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p. 178.

⁸⁰² Les activités de TIKA seraient examinées en détail dans le plan économique de cette partie avec la note qu'ils ont servi au renforcement de capacité dont les pays turcophones indépendants avaient besoin dans leur processus de *state building*.

un ministère d'État a été rendu responsable pour guider les relations avec les pays turcophones. Avec cette transformation interne, la Turquie a concentré son assistance à ces pays dans les domaines de la diplomatie, de l'éducation, de l'économie, de la télécommunication, des transports, de la culture et des médias en facilitant leur intégration à la communauté internationale.

En tête de liste figurait la formation d'un nouveau cadre bureaucratique afin de contribuer au développement de ces pays. En effet, ces pays turcophones n'avaient pas de services diplomatiques développés. Pourtant, ils avaient besoin de diplomates compétents non seulement pour renforcer leur indépendance et s'intégrer dans le système international mais aussi pour trouver une aide étrangère pour redresser leur économie. À cet égard, ils ont accepté l'offre de la Turquie pour les guider sur le plan diplomatique.⁸⁰³ À titre illustratif, le ministère des Affaires étrangères de Turquie a entamé un programme éducatif pour les diplomates de ces pays.⁸⁰⁴ Ce programme éducatif n'était pas seulement limité aux diplomates. Déjà en 1992, 20 économistes et 100 banquiers étaient venus en Turquie dans ce but.⁸⁰⁵ De plus, la Turquie a toujours répondu positivement aux demandes des pays turcophones pour la modernisation de leur service militaire et policier.⁸⁰⁶ À partir de 1992, la Turquie a immédiatement commencé à contribuer à la formation des élites des pays turcophones en accueillant des milliers d'étudiants dans les universités en Turquie avec le projet de « 10 000 étudiants ». De plus, en 1992, elle a ainsi ouvert ses institutions militaires pour la formation des étudiants militaires des pays turcophones.⁸⁰⁷

Dans le domaine de la communication, alla a doté chaque République turque avec une centrale digitale de télécommunication d'une capacité de 2500-3000 abonnés et a installé 10 000 lignes d'échanges dans les grandes villes. Petit à petit, les services de télécommunication moderne ont commencé à fournir leurs services même dans les

⁸⁰³ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁸⁰⁴ Turan et Turan, op.cit., p. 916.

⁸⁰⁵ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p. 180.

⁸⁰⁶ Saadettin Gömeç, « Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri Üzerine Bir Değerlendirme », **Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Vol. 11, Kış 2007, p. 119.

⁸⁰⁷ Yılmaz et Durmuş, op.cit., p.504.

endroits les plus reculés.⁸⁰⁸ Pour ce qui est des réseaux de transports, à leur indépendance, l'accès aux pays turcophones ne pouvait se faire que par un transit par Moscou. Dans ces conditions, en 1992, des vols directs de la compagnie aérienne *Turkish Airlines* (THY) en provenance d'Istanbul allant à Bakou, Tachkent et Almaty ont été opérationnels et les années suivantes, cela s'est également étendu vers Achgabat et Bichkek.⁸⁰⁹ En ce qui concerne le domaine culturel, plusieurs symposiums ont été organisés pour encourager les nouveaux pays turcophones à utiliser l'alphabet latin et assurer la formulation d'un alphabet turcophone commun.

La Turquie a également aidé les États turcophones pour la reconnaissance de leur indépendance sur la scène internationale. Par exemple, elle a convaincu les États-Unis, qui avaient reconnu l'indépendance de l'Arménie, de faire de même avec l'Azerbaïdjan au nom de garder l'équilibre et la stabilité politiques au Caucase.⁸¹⁰ Par ailleurs, l'un des objectifs d'Ankara était d'ouvrir les artères nécessaires pour le rattachement de ces pays à la scène internationale.⁸¹¹ Dans cette perspective, la Turquie a été un ardent défenseur de leur adhésion à l'ONU et les autres organisations internationales.⁸¹² Pour ce qui de l'adhésion des pays turcophones au FMI et à la Banque mondiale, la Turquie y a adopté une position pionnière. Dans les années 1992 et 1993, sachant que certains pays turcophones n'étaient pas en possession de machines de fax au service des missions diplomatiques, les demandes pour adhérer aux organisations internationales ont été envoyées par l'intermédiaire des ambassades turques établies dans les nouvelles capitales. Certains pays ont seulement envoyés des papiers à en-tête qui ont été remplis par les diplomates turcs pour faciliter leur demande d'adhésion.⁸¹³ Ce dernier était un exemple pertinent concernant l'assistance fournie par la Turquie à ces pays pour faciliter leur intégration dans la communauté internationale. Un autre exemple était le fait que le

⁸⁰⁸ Umut Arık, « Türkiye'nin Azerbaycan ve İç Asya Devletlerine İnsani, Ekonomi ve Teknik Yardım Politikaları », Erol Manisalı (éd.), **Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği**, İstanbul : Kıbrıs Araştırmaları Vakfı, 1993, p. 34-36.

⁸⁰⁹ Robins, op.cit.,p. 604.

⁸¹⁰ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

⁸¹¹ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁸¹² Kiaras Gharabahi, « Development Strategies for Central Asia in the 1990s: In Search of Alternatives », **Third World Quarterly**, Vol.15, No:1, 1994, p.103-110.

⁸¹³ Akıncı, « Türk Cumhuriyetleri Arasındaki Siyasi İlişkiler... », p.192-194.

représentant permanent auprès de l'ONU à New York et l'ambassadeur à Bonn de l'Azerbaïdjan ont siégé dans les missions diplomatiques de Turquie dès que les missions azerbaïdjanaises ont été établies dans ces villes.⁸¹⁴

La Turquie s'est aussi confrontée à ceux qui s'opposaient à l'adhésion de ces pays à certains mécanismes internationaux. Par exemple, à la suite de la chute de l'URSS, les États-Unis et certains pays européens ont voulu établir certaines préconditions comme le passage au régime démocratique et le respect des droits de l'homme en acceptant les nouveaux membres post-soviétiques au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Notant la nécessité d'intégrer ces nouveaux acteurs étatiques dans le système international au plus vite, la Turquie a soutenu l'adhésion de tous les pays postsoviétiques y compris des pays turcophones au CSCE sans conditions préalables.⁸¹⁵ Par conséquent, tous les États turcophones ont adhéré au CSCE le 30 janvier 1992. En outre, avec les efforts déployés par Ankara, l'Azerbaïdjan a participé en février 1992 à l'OCEMN. Toujours avec le soutien de la Turquie, tous les pays turcophones ont adhéré à l'OCE et à l'OCI. La Turquie était aussi pionnière pour canaliser les aides de la communauté internationale vers les pays turcophones. À titre illustratif, la Turquie a fait ajouter le sujet de l'allocation d'une aide financière aux pays turcophones dans l'agenda de la conférence qui a eu lieu en janvier 1992 concernant l'aide aux membres de l'Union des pays indépendants.⁸¹⁶

La politique dynamique de la Turquie vers les pays turcophones au début des années 1990 ne se limitait pas aux relations bilatérales. Dans la perspective d'intensifier la coopération entre les nouveaux pays turcophones dans les plateformes régionales, la Turquie a initié, en 1992, le processus des sommets des États turcs⁸¹⁷ qui a constitué l'arrière-plan du Conseil turcique établi en 2009. L'Organisation internationale pour la culture turcique (TURKSOY) créé en 1993 à Ankara et qui se définissait comme l'UNESCO du monde turcophone devait assurer la coopération entre les pays et les

⁸¹⁴ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

⁸¹⁵ Nîlûfer Yalçın, « BDT'nin AGİK Üyeliği Tartışılıyor », **Milliyet**, le 26 février 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/01/26>, consulté le 30 décembre 2018.

⁸¹⁶ Turan Yavuz, « Türkiye'ye Aktif Rol », **Milliyet**, le 25 janvier 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1992/01/25>, consulté 30 décembre 2018.

⁸¹⁷ Le nom de ce processus a été changé en 1996 comme « le sommet des chefs d'État des Républiques turcs » et est devenu « le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays turcophones » en 1998.

peuples turcophones dans le domaine culturel. Il serait pertinent de noter que durant les années 1991-1993, la Turquie a déployé un très grand effort multidimensionnel pour établir et renforcer les relations avec les pays turcophones. Mais ces efforts ont dû faire face à certaines difficultés qui ont empêché le renforcement de la régionalisation entre les pays turcophones comme nous examinerons dans la dernière grande partie. De toute façon, il faudrait tout de même noter que l'attente d'une coopération régionale si rapide et intensifiée alors que les États turcophones avaient d'autres préoccupations dans leur agenda de politiques intérieure et étrangère, semblait irréaliste.

En faisant le bilan des relations entre la Turquie et les pays nouvellement indépendants entre les années 1991-1995, nous constatons que leurs liens ont été établis avant la dissolution de l'URSS et la déclaration de leur indépendance. Pourtant ces liens étaient plutôt guidés par le ton des relations entre Ankara et Moscou. À la suite de l'indépendance de ces pays, il a été questionné d'un dynamisme remarquable avec les visites réciproques, l'initiation des programmes de renforcement de capacité initiés par la Turquie dans les domaines allant de la diplomatie à l'économie. Par exemple, vers la fin de 1994, la Turquie a accordé 78 million dollars d'aide humanitaire vers les pays d'Asie centrale avec l'ouverture d'un crédit d'EXIMBANK, l'agence nationale turque de crédit aux exportations, d'un montant de 610 milliards dollars.⁸¹⁸

L'établissement de TIKA, des vols directs entre Istanbul et les capitales des États turcophones etc. étaient des outils importants pour l'application de la politique étrangère turque en se basant sur les recommandations du rapport de la délégation du ministère des Affaires étrangères qui avait visité ces pays. La Turquie a donc dépensé une grande énergie pour aider les pays turcophones dans plusieurs domaines. Il ne s'agissait pas là que de paroles ou d'un simple enthousiasme mais d'objectifs bien réalistes.⁸¹⁹ Pourtant, en raison de l'absence d'une institutionnalisation, les liens avec ces pays étaient plutôt guidés par les leaders eux-mêmes. Ainsi, les promesses économiques faites par les leaders

⁸¹⁸ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p. 197.

⁸¹⁹ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

turcs à ces pays pouvaient passer au-delà de la capacité économique d'Ankara.⁸²⁰ Il était donc primordial de suivre une stratégie planifiée pour assurer une coopération effective entre la Turquie et ces pays.

En outre, l'initiation des mécanismes régionaux y compris le sommet des États turcs constituait une importante mesure pour raviver la régionalisation entre les pays turcophones. Tous les pays turcophones n'étaient pas prêts à une régionalisation si rapide alors qu'ils devaient d'abord privilégier leur politique interne et étrangère. De plus, la Russie était soucieuse de l'engagement de la Turquie concernant la coopération régionale. En outre, les États-Unis et l'Europe avaient mis de côté leur rhétorique défendant que la Turquie présentait un « modèle » pour les pays turcophones. Donc, le moment et les conditions ne semblaient pas favorables pour accroître le niveau de régionalité entre la Turquie et les pays turcophones. À cet égard, cela constituait un bon exemple pour illustrer que quand toutes les parties concernées ne sont pas prêtes pour une relance de la régionalisation, les efforts pour augmenter leur coopération régionale ne peuvent pas aboutir aux conséquences envisagées. Cela prouvait que les attentes réciproques des acteurs régionaux et leurs capacités ainsi que les facteurs régionaux et internationaux devaient être bien calculés avant de parler du renforcement d'une régionalisation congelée en pause pendant des décennies.

b.b-La reconnaissance des limites et des questions problématiques

La deuxième période des relations de la Turquie avec les pays turcophones a commencé avec la mort du président Özal et plus particulièrement en 1995 et a duré jusqu'en 2001. Durant ces années, l'enthousiasme de la Turquie et des autres pays turcophones à resserrer les relations a décliné. En fait, le président Demirel avait déterminé la stratégie d'Ankara envers ces pays selon laquelle la Turquie continuerait à protéger et renforcer l'indépendance irréversible de ces États ainsi qu'accorder du soutien politique, économique et technique pour leur intégration avec le monde dans tous les domaines s'appropriant la laïcité, la démocratie et le modèle développement basé sur

⁸²⁰ Eugene Rumer, « The United States and Central Asia: In Search for a Strategy » dans Eugene Rumer, Dmitri Trenin et Huasheng Zhao (éd.), **Central Asia: Views from Washington, Moscow and Beijing**, London: M.E. Sharpe, p. 27-29.

l'économie de marché. Ankara coopérait aussi avec ces pays afin que leurs ressources énergétiques puissent aboutir aux marchés mondiaux en traversant le Turquie.⁸²¹ Pourtant, il n'était pas facile d'appliquer tout à fait cette stratégie. De plus, en comparant l'enthousiasme existant au sein des différents gouvernements, il est possible de distinguer une baisse de l'attention vers la région turcophone suite à la période 1991-1995.⁸²²

Dans cette deuxième période, il était lieu de reconnaître les limites et les questions problématiques qui apparaissaient dans les relations. La situation économique et politique en Turquie et dans les pays turcophones ainsi que la conjoncture régionale et internationale ont joué un rôle essentiel à cet égard. L'arrivée au pouvoir des gouvernements de coalition courte durée ainsi que les effets des crises économiques en 1994 et en 2001 en Turquie faisaient parties des facteurs intérieurs concernant la diminution du dynamisme réussi jusqu'à présent dans les relations entre la Turquie et les autres États turcophones. Par exemple, les ministres des Affaires étrangères turques qui ont assumé ce poste à partir de 1994 après Hikmet Çetin jusqu'à İsmail Cem dans les années 1997-2002 n'ont été en fonction qu'une année voire moins. De plus, le ministre Çetin avait fait également un effort personnel pour l'établissement de relations étroites avec les pays turcophones. Avec le ministre Cem, les relations avec l'Europe et particulièrement la Grèce figuraient au premier plan de l'agenda de la politique étrangère turque.⁸²³ Les instabilités survenues dans la politique interne en Turquie se sont reflétées aux relations avec les pays turcophones.

En effet, cette période correspondait à la compréhension que la Turquie n'était pas prête économiquement et politiquement pour répondre toute seule aux besoins de ces pays nouvellement indépendants. De plus, l'agenda prioritaire de la politique étrangère d'Ankara a glissé du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe. La reconnaissance de son statut de candidat par l'Union européenne en 1999 a donné l'espoir à la Turquie de compléter son adhésion le plus vite possible. Ainsi, elle a canalisé ses efforts pour réaliser

⁸²¹ Cenk Başlamış, « Demirel'in Orta Asya Planı », **Milliyet**, le 27 juillet 1998, <http://www.milliyet.com.tr/1998/07/27/dunya/dun00.html>, consulté le 29 décembre 2019.

⁸²² Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁸²³ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.470.

les réformes qu'elle devait faire à cet égard. De plus, elle a aussi dû se confronter aux attaques terroristes perpétrées la sécurité et la stabilité dans ses territoires. Comme résultat de tous ces développements, bien que la Turquie ait essayé de continuer à renforcer ses liens avec ces États, elle a déployé une grande partie de son énergie et accordé toute son attention aux relations avec l'Europe.⁸²⁴

Pendant la présidence de Demirel, la Turquie s'est distancée de se pencher sur les liens historiques et ethniques concernant ses relations avec les pays turcophones. Ainsi, Ankara a davantage pris en considération la conjoncture régionale et internationale. Conscients que l'Occident présentait de nouvelles opportunités meilleures que celles offertes par la Turquie, les pays turcophones ont commencé à établir des relations directes avec ces premiers. Ils ont essayé de différencier et de multiplier leurs partenaires pour trouver les moyens nécessaires de réaliser leur transformation multidimensionnelle dans les domaines politiques, économiques et culturels. De plus, avec la pression de la Russie qui faisait sentir son intérêt incontournable sur la région, les pays turcophones aussi ont dû se distancier de la Turquie. Ils ont alors décidé de déterminer eux-mêmes la direction et l'intensité de leurs relations avec la Turquie.⁸²⁵

Il s'agissait aussi de raisons découlées de la part des pays turcophones qui limitaient la coopération entre la Turquie et les pays turcophones dans cette deuxième période. En effet, rappelons que le *state building*, *national building*, *national identity building* ainsi que le passage à l'économie de marché de ces pays étaient des processus en cours. Dans cet état de transition, les États turcophones ne possédaient pas les moyens nécessaires pour entamer une coopération soutenable avec un autre pays que la Russie, y compris la Turquie.⁸²⁶ La fragilité de leur politique interne et de leur économie, l'absence de législations nécessaires et l'incapacité de leur système bancaire figuraient parmi les raisons qui rendaient encore plus difficile le renforcement économique entre la Turquie et ces pays récemment indépendants.⁸²⁷

⁸²⁴ Ibid. p.470-474.

⁸²⁵ Yılmaz et Durmuş, op.cit., p.496.

⁸²⁶ Cenk Başlamış, « the Last Ten Years in Eurasia », dans İsmail Soysal (éd.), **Turkish Views on Eurasia**, Istanbul: the ISIS Press, 2001, p. 154-155.

⁸²⁷ Olcott, **Central Asia's New States...**, p. 26.

Dans la deuxième période des relations, il y a aussi eu des tensions entre la Turquie et quelques pays turcophones. Même si les relations avec le Kazakhstan et le Kirghizstan ont continué à se développer dans un climat normal, certaines crises d'une ampleur différente sont apparues avec l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Les relations diplomatiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan avaient commencé dans une atmosphère très cordiale et cette cordialité avait continué avec le président Eltchibeï entre 1992-1993 qui avait suivi une politique de proximité avec la Turquie dérangeant la Russie. La Turquie a poursuivi la même approche chaleureuse avec le nouveau président Aliiev. Pourtant, les décisions du nouveau président au sujet de la ratification de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI et le rapprochement avec la Russie et l'Azerbaïdjan ont dérangé les milieux ultranationalistes en Turquie en soulignant le risque que Baku ne s'éloigne d'Ankara.⁸²⁸ De plus, la Turquie n'a pas pu obtenir que la part de 2,5% dans le consortium pétrolier international créé pour le « contrat du siècle » qui lui avait été promis pendant la présidence d'Eltchibeï et a dû se contenter de 1,75%.⁸²⁹ Face à un tel tableau, l'ingérence de quelques citoyens et des membres du service secret turc face à la tentative de coup d'État vers le président Aliiev commise en 1995 par les forces spéciales de sécurité de l'Azerbaïdjan guidées sous la direction du colonel Rovshan Javadov, a ébranlé la confiance dans les relations entre les deux pays. De plus, la rumeur courait que quelques bureaucrates turcs se sont aussi mêlés à cette affaire. Le président Aliiev a pu échapper saint et sauf à cette tentative grâce à l'information fournie par le président Demirel.⁸³⁰

La dite mise en garde du président turc était la preuve concrète que la Turquie au niveau étatique était contre un tel développement. Le premier ministre turc Tansu Çiller durant sa visite à Bakou en avril 1995 pendant laquelle elle a signé l'accord qui augmenté la part de la Turquie de 1,75 à 6,75% dans le consortium du « contrat du siècle », a essayé convaincre le président Aliiev d'éliminer les soucis vers la Turquie concernant cette tentative. L'amitié personnelle renforcée entre les deux présidents a certes contribué à l'amélioration des liens entre Ankara et Bakou qui sont passés par un stade assez délicat.⁸³¹

⁸²⁸ Faruk Sönmezoğlu, *Son Onyıllarda Türk Dış Politikası 1991-2015*, İstanbul: Der Yayınları, 2016, p. 337.

⁸²⁹ Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul: Bağlam Yayıncılık, 2003, p. 254.

⁸³⁰ Cornell, op. cit., p. 86-87.

⁸³¹ Sönmezoğlu, *Son Onyıllarda Türk Dış Politikası...*, p. 338-339.

Les relations entre la Turquie et l'Ouzbékistan dans la deuxième période ont eu des conséquences plus graves. Les problèmes diplomatiques entre Ankara et Tachkent se sont concentrés sur le nom de Mohammed Solih, rival politique de Karimov à la première élection présidentielle et dirigeant du parti de l'opposition *Erk* en Ouzbékistan. Comme résultat des pressions dans la politique interne de ce pays, Solih s'est réfugié en Turquie. Ankara n'a pas répondu positivement à la demande de l'Ouzbékistan pour l'extradition de cette figure politique et par conséquent, l'Ouzbékistan a rappelé son ambassadeur à Ankara. Le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Çetin a rendu visite à l'Ouzbékistan en accordant une garantie pour la résolution de la crise de Solih et a invité le président Karimov en Turquie. Pendant la visite de Karimov à Ankara en juin 1994, Solih a été envoyé en Allemagne où il y est resté jusqu'en 1996. Salih a pu retourner en Turquie en 1996 avec l'invitation du premier ministre Necmettin Erbakan, leader du parti *Refah* qui avait une vision islamiste et qui n'a effectué aucune visite à un pays turcophone pendant son mandat.⁸³² Mécontent de ce développement, Tachkent a demandé le retour de 1784 étudiants qui poursuivaient leur éducation en Turquie dans le cadre du projet «10 000 étudiants » réclamant que Solih les endoctrinait contre le régime de Karimov. De plus, l'Ouzbékistan a aussi affirmé que ces étudiants étaient sous l'influence d'activités fondamentalistes religieuses en croissance depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition *Refahyol* en Turquie.⁸³³

La Turquie a finalement accepté d'extrader Solih en 1998.⁸³⁴ Cette extradition a été suivie par une autre crise reliée à un attentat à la bombe qui a eu lieu le 16 février 1999 à Tachkent. Cet attentat considéré par Karimov comme une tentative d'assassinat contre lui dans laquelle Solih faisait partie a encore causé une escalade de la tension entre les deux pays. Le président ouzbèke a accusé l'ancien premier ministre Erbakan de soutenir certains agresseurs responsables de cette tentative d'assassinat dont deux citoyens ouzbèkes qui ont fui vers la Turquie. Il a demandé de l'extradition de ces citoyens ouzbèkes. Pourtant, le processus juridique à ce sujet a pris du temps en Turquie. Par

⁸³² Bahar Bakır, « Türk Dış Politikasında Liderler/Necmettin Erbakan », dans Ali Faik Demir (éd.), **Türk Dış Politikasında Liderler**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007, p. 406.

⁸³³ Defne Yazıcıoğlu, « Özbekistan'dan öğrenci ambargosu », **Hürriyet**, le 25 août 1997, <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/ozbekistandan-ogrenci-ambargosu-39261263>, consulté le 30 décembre 2018.

⁸³⁴ Erkin Ekrem, « Türkiye Özbekistan İlişkilerinin Yeni Dönemi », **Aljazeera Türk**, le 14 août 2014, <http://www.aljazeera.com.tr/gorus/turkiye-ozbekistan-iliskilerinin-yeni-donemi>, consulté le 17 décembre 2018.

conséquent, comme représailles, le régime ouzbek a arrêté les activités des hommes d'affaires turcs en Ouzbékistan, a fermé 12 écoles turques sur 24 en Ouzbékistan et a demandé le retour de 234 étudiants ouzbeks.⁸³⁵ Pour finir, la Turquie a accepté d'extrader les citoyens ouzbeks pour empêcher la détérioration des relations mais elle a aussi protesté les développements en rappelant son ambassadeur en Ouzbékistan à Ankara.⁸³⁶

Avec l'arrivée au pouvoir du nouveau président turc Ahmet Necdet Sezer, les relations turco-ouzbèke se sont améliorées. La crise entre les deux pays a pu être surmontée d'une certaine manière avec la déclaration du nouveau président turc, en 2000, affirmant le soutien d'Ankara sans conditions à Tachkent dans son combat contre le terrorisme. En octobre 2000, deux accords ont été signés entre Ankara et Tachkent concernant l'aide de l'équipement militaire que la Turquie allait fournir et la formation des troupes militaires ouzbèkes spécialisées dans le contre-terrorisme en Turquie. Ainsi, les deux présidents ont publié deux communiqués concernant la lutte conjointe contre le terrorisme, le trafic narcotique et les crimes ainsi que la coopération politique. Malgré toutes ces démarches, l'absence de confiance a fait son apogée pendant les événements d'Andijan en 2005.⁸³⁷

Les relations entre la Turquie et le Turkménistan a aussi connu des moments difficiles bien qu'ils étaient moins graves en comparaison avec l'Ouzbékistan. Le Turkménistan qui a déposé son statut de neutralité permanent à l'ONU en 1995 voulait assurer l'acheminement de son gaz vers les marchés européens et considérer la Turquie pour l'un de ses partenaires primordiales à cet égard en diminuant sa dépendance face à la Russie pour l'exportation de son gaz à l'étranger. Par ailleurs, les leaders turcs avaient promis au président Niazov l'établissement du gazoduc qui acheminerait le gaz turkmène vers l'Europe en passant par la Turquie. Ainsi le président Demirel avait même participé

⁸³⁵ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler ... », p. 471-473.

⁸³⁶ « Özbekistan'la Gerilim », **Sabah**, le 15 juin 1999, <http://arsiv.sabah.com.tr/1999/06/15/d06.html>, consulté le 20 décembre 2018.

⁸³⁷ Muharrem Sarıkaya, « Kerimov: Türkiye Güvenilir Ortağıdır », **Hürriyet**, le 17 octobre 2000, <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=-190208>, consulté le 29 décembre 2018; « Özbekistan Cumhurbaşkanı Kerimov ile Başbaşa ve Heyetlerarası Görüşmelerin Ardından Basına Yaptıkları Açıklama », Türkiye Cumhuriyeti Cumhurbaşkanlığı, le 16 octobre 2000, <http://www.tccb.gov.tr/ahmet-necdet-sezer-konusmalari/495/56920/ozbekistancumhurbaskani-kerimov-ile-basbasa-ve-heyetlerarasi-gorusmelerin-ardindan-basinayaptiklar.html>, consulté le 29 décembre 2018.

à la cérémonie symbolique de la pelletée de terre de ce gazoduc en 1994 à Achgabat.⁸³⁸ Pourtant, la Turquie a aussi conclu un accord en 1997 avec la Russie valable pendant 25 ans pour l'établissement du gazoduc « Courant Bleu ». Cet accord a déçu le Turkménistan qui pensait que la Turquie accorderait la priorité au projet du gazoduc turkmène.⁸³⁹ Ainsi, Achgabat a exprimé son mécontentement en affirmant qu'Ankara n'avait pas utilisé sa préférence en faveur du Turkménistan et cela a suscité des tensions entre les deux pays.⁸⁴⁰

En 1999, un autre sujet qui a tendu les relations entre le Turkménistan et la Turquie concernait l'apparition du nom des hauts fonctionnaires turkmènes dans le rapport de scandale de *Susurluk* qui a relevé les liens illégaux entre « l'État profond », la politique et la mafia en Turquie. En peu de temps, cet état négatif dans les relations bilatérales s'est aggravé avec la tentative d'assassinat commise envers le président Niazov le 25 novembre 2002. L'allégation qu'il existait des citoyens turcs parmi les agresseurs a présenté un autre sujet de mécontentement entre les deux pays.⁸⁴¹

La Turquie a continué à faire des efforts pour renforcer ses liens bilatéraux et régionaux avec les nouveaux pays turcophones dans le période entre 1995-2001 testant en quelque sorte de nouveaux mécanismes de coopération. La Turquie a continué à enseigner aux étudiants des États turcophones et ce malgré l'existence des problèmes dans l'application du projet « 10 000 étudiants ». Aussi, les étudiants militaires des pays turcophones ont continué leur formation au sein des institutions militaires en Turquie. Par exemple, jusqu'en 1998, plus de 2300 étudiants militaires des pays turcophones ont été diplômés de ces académies militaires en Turquie. Le Centre d'éducation du programme de partenariat pour la paix de l'OTAN accordant une formation militaire à tous les pays postsoviétiques y compris les pays turcophones a été ouvert à Ankara en 1998.⁸⁴² En outre, le nombre des visites a atteint un niveau normal en comparaison à la première période des relations. De plus, pendant ces visites, le discours n'était plus basé sur la rhétorique que « le 21^e siècle allait être le temps des Turcs ».

⁸³⁸ « Çetin: Türkmenistan Doğal Gazı Türkiye'den Geçecek », *Milliyet*, le 1 mai 1994, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/Arsiv/1994/05/>, consulté le 29 décembre 2018.

⁸³⁹ Mehmet Saray, *Türk Dünyasında Neler Oldu?*, İstanbul : Boğaziçi Yayınları, 2014, p. 137-138.

⁸⁴⁰ Elnur İsmayilov et Türkan Budak, « Bağımsızlık Sonrası Türkmenistan'ın Enerji Politikası », *Bilge Strateji*, Vol :6, No : 11, Automne 2014, p.30.

⁸⁴¹ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.472.

⁸⁴² Yılmaz et Durmuş, op.cit., p.504.

Cette deuxième période a aussi connu d'autres difficultés. À titre illustratif, les sommets des leaders turcs n'ont pas pu se tenir de façon régulière contrairement à ce qui a été prévu. L'engagement du Turkménistan et de l'Ouzbékistan à ces sommets a diminué. Le sommet de Bichkek en 1995 et de Tachkent en 1996 ont été les dernières réunions de ce mécanisme où les deux pays ont chacun été représentés au niveau du président. Le Turkménistan, avançant son statut de neutralité permanente a participé au sommet d'Astana en 1998 et de Baku en 2000 avec la participation du président du Parlement. Pourtant, en 2001, il a participé au sommet d'Istanbul au niveau du président. D'autre part, l'Ouzbékistan qui avait certaines hésitations concernant la coopération régionale et qui a eu des problèmes diplomatiques avec la Turquie a été représentée au niveau du président au sommet d'Astana en 1998, mais au niveau du président du parlement au sommet de Bakou en 2000 et d'Istanbul en 2001.⁸⁴³

Dans cette deuxième période, la différence d'approche entre les pays turcophones est devenue plus claire sur certains sujets comme le conflit du Haut-Karabakh et la reconnaissance de la République turque de Chypre du Nord etc. De plus, le Kazakhstan et le Turkménistan ont aussi montré leur mécontentement au sujet de la conclusion d'un accord par l'Azerbaïdjan avec un consortium international en 1995 sur les ressources énergétiques dans la mer Caspienne sans trouver de résolution à la question du statut de ce bassin.⁸⁴⁴ La Turquie a dépensé une énergie remarquable pour la continuité de ce mécanisme de coopération régionale. Au cours de ces sommets, il a été souligné que cette coopération régionale n'avait pas été menée contre un autre pays. Ces sommets, qui seront analysés en détail au chapitre suivant, ont été critiqués pour ne pas être assez productifs et les déclarations signées n'ont pas abouti à des résultats tangibles restant plutôt comme une simple liste de souhaits. Pourtant, il est vrai que l'organisation des sommets a fourni une plateforme utile pour que les pays turcophones puissent communiquer davantage entre eux et comprendre leurs divergences et leurs ententes.⁸⁴⁵

⁸⁴³ Les déclarations des sommets sont accessibles au site officiel du Conseil turcique, <http://www.turkkon.org/tr-TR/1992-2010-zirveler-sureci/4/911>, consulté le 1 septembre 2018.

⁸⁴⁴ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.399.

⁸⁴⁵ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

Cette deuxième période a aussi été marquée par le développement des relations turco-russe. La Turquie a admis qu'il serait nécessaire de répondre aux préoccupations de Moscou en renforçant des relations avec les États turcophones.⁸⁴⁶ Ainsi, prenant en considération la doctrine d'«étranger proche » de la Russie, la Turquie a essayé de soulager son voisin en précisant son soutien absolu à l'intégrité territoriale et la stabilité de Moscou en condamnant les actes des groupes extrémistes et terroristes. Ankara a approuvé cette vision en entretenant des relations avec les peuples turco-musulmans vivant dans les frontières de la Russie par l'intermédiaire de Moscou. De plus, la Turquie a aussi clairement exprimé qu'elle n'avait aucune intention de contester le rôle important de la Russie au Caucase et en Asie centrale. Ce faisant, elle n'a tout de même pas hésité à critiquer Moscou qui n'a pas respecté les provisions sur le Caucase selon le Traité sur les forces conventionnelles, qui a apporté son soutien aux Arméniens rendant difficile la résolution du conflit de Haut-Karabakh et qui a intervenu dans la politique intérieure des pays turcophones.⁸⁴⁷ Pourtant, les nouvelles doctrines militaire et politique que la Russie avait déclarées en 2000 étaient étonnantes pour la Turquie en démontrant que Moscou avait l'intention de suivre une politique plus active dans la géographie postsoviétique.

La signature du « Plan de coopération en Eurasie : des relations bilatérales au partenariat multidimensionnel » par les ministres des Affaires étrangères des deux pays le 16 novembre 2001 à New York a ouvert une nouvelle période non seulement pour leurs relations bilatérales mais aussi pour les liens de la Turquie avec les pays turcophones. Ce document a constitué l'une des mesures importantes qui a engendré le passage de la compétition à la collaboration concernant leurs politiques au Caucase et en Asie centrale.⁸⁴⁸ Le dit-plan a indiqué l'accord conclu entre les deux parties sur le renforcement de la paix, de la stabilité, du droit international, de la démocratie, des droits de l'homme et du développement soutenable en Eurasie. Il a précisé que cette compréhension commune et les nouvelles opportunités de coopération apporteraient une nouvelle dimension, une profondeur et une perspective aux relations bilatérales. Le plan a aussi confirmé que Moscou et Ankara intensifieraient leur coopération contre le terrorisme

⁸⁴⁶ Graham E. Fuller, « Turkey's New Eastern Orientation », dans Graham E. Fuller et Ian O. Lesser (éd.), **Turkey's New Geopolitics; from the Balkans to Western China**, Londra: Westview, 1993, p. 86.

⁸⁴⁷ Aydın, « Türkiye'nin Orta Asya ve Kafkasya Politikası... », p.134-135.

⁸⁴⁸ Mithat Çelikpala, « Rekabet ve İşbirliği İkiliğinde Yönünü Arayan Türk-Rus İlişkileri », **Bilig**, Vol :72, Kış 2015, p.129-130.

international qui était dorénavant une ressource de menace importante en Eurasie et un sujet de tension entre les deux pays. Par conséquent, le plan a déclaré que la Turquie et la Russie développeraient des stratégies communes qui contribueraient à la résolution des problèmes régionaux.⁸⁴⁹ Le document était significatif pour l'établissement d'une approche coopérative en Turquie et en Russie au sujet de leurs politiques étrangères vers l'Eurasie.⁸⁵⁰ En effet, cette approche constituait aussi l'expression d'une attitude coopérative de ces pays vers les États turcophones.

L'attitude coopérative entre Ankara et Moscou a complété le parallélisme dans la politique de la Turquie et des États-Unis vers les pays turcophones. En effet, l'Asie centrale et le Caucase ne constituaient pas une priorité dans l'agenda des États-Unis dans les années 1995-2001. L'intérêt des États-Unis s'était plutôt focalisé vers le Moyen-Orient et parallèlement les pays turcophones ne couvraient qu'une place mineure dans son agenda. Il serait donc juste d'affirmer qu'avant le 11 septembre, les États-Unis avaient un engagement limité au Caucase et en Asie centrale.⁸⁵¹ Les ressources énergétiques de la mer Caspienne concernaient l'intérêt américain vers cette région pour diminuer sa dépendance au golfe Persique.⁸⁵² À cet égard, ils ont soutenu les projets de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum pour l'acheminement des ressources énergétiques vers l'Europe en traversant leur allié la Turquie. En effet, ce soutien a contribué à la réalisation de ces projets qui ne possédaient pas seulement une valeur économique mais aussi géopolitique, respectivement en 2005 et en 2007.

Ainsi, les années 1995-2001 ont constitué une période où la Turquie et les pays turcophones ont fait face aux limites de leur coopération. Contrairement à ce qu'il a été envisagé dans les années 1991-1995, il n'était donc plus possible de parler d'une coopération bilatérale ou régionale rapide et approfondie entre la Turquie et les États turcophones. Par ailleurs, les problèmes découlant des deux parties freinaient aussi une

⁸⁴⁹ Pour examiner le texte du dit-Plan voir <http://www2.tbmm.gov.tr/d22/7/7-0660c.pdf>, consulté le 2 mars 2018.

⁸⁵⁰ Erel Tellal, « Avrasya'da Türkiye-Rusya İlişkileri », dans Mustafa Aydın et Çağrı Erhan (éd.), **Beş Deniz Hafzasında Türkiye**, Ankara : Siyasal Kitabevi, 2006, p. 57-58.

⁸⁵¹ Olga Oliker et David Shlapak, **U.S. Interests in Central Asia: Policy Priorities and Military Roles**, Washington D.C.: Rand Corporation Project Air Force, 2005, p.31

⁸⁵² Fiona Hill, « the Caucasus and Central Asia: How the United States and its Allies Can Stave off a Crisis », **Brookings**, le 1 mai 2001, <https://www.brookings.edu/research/the-caucasus-and-central-asia-how-the-united-states-and-its-allies-can-stave-off-a-crisis/>, consulté le 13 mars 2018.

telle coopération. Cela est devenu plus explicite pendant les réunions des sommets des leaders turcs réalisées durant cette période. Contrairement aux grandes attentes, ce processus n'a pas pu constituer un mécanisme effectif pour renforcer la coopération régionale. Pourtant jusqu'en 2001, les sommets sont restés la seule plateforme où les représentants de tous les pays turcophones se réunissaient autour d'une même table pour discuter de leurs intérêts communs.

Les problèmes diplomatiques que la Turquie a vécus avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui n'étaient pas des acteurs assez coopératifs, ont aussi eu des effets négatifs sur la coopération régionale. Consciente du mécontentement de la Russie concernant sa politique dynamique envers les pays turcophones, la Turquie a changé de politique et a essayé d'éliminer les soucis de son voisin. Ainsi, elle a pris les mesures nécessaires pour démontrer qu'elle ne suivait pas de politique pan-turquiste et qu'elle n'avait pas l'intention de soutenir les initiatives qui pourraient endommager le rôle remarquable de Moscou dans cette région. Cela a fini par affecter positivement le développement des relations entre la Turquie et les pays turcophones dans les années suivantes.

b.c-L'institutionnalisation des relations et leur rationalisation

La troisième période allant de 2001 à 2020 peut être considérée comme le stade d'institutionnalisation et de rationalisation des liens entre Turquie et les pays turcophones. Il existait des facteurs liés aux changements dans la politique étrangère de la Turquie, à la transformation politique, économique et culturelle chez les États turcophones et à la compétition sévère incitée entre la Russie, les États-Unis et la Chine vis-à-vis le Caucase et l'Asie centrale aboutissant à un tel résultat. À cet égard, Ankara a commencé à utiliser des outils plus institutionnels en renforçant ses relations avec ces pays dans les domaines bilatéraux et régionaux.

Il faut admettre que la politique étrangère de la Turquie envers les pays turcophones n'était pas assez structurée entre les années 2001-2007. En effet, le président Ahmet Necdet Sezer qui était au pouvoir entre les années 2000-2007, à l'opposé de ses prédécesseurs les présidents Demirel et Özal, ne suivait pas de politiques actives avec les

pays turcophones.⁸⁵³ En outre, quand l'AK Parti est arrivé au pouvoir, en Turquie, en 2002, en tête de ses priorités figuraient les relations avec l'UE et les pays du Moyen-Orient. De plus, il y avait le pressentiment que les relations avec le Caucase et l'Asie centrale viendront deuxième plan.⁸⁵⁴ Par ailleurs, dans son ouvrage « Profondeur stratégique » d'Ahmet Davutoğlu, conseiller en chef du premier ministre et du président (2003-2009), ministre des Affaires étrangères (2009-2014) et premier ministre (2014-2016) a déterminé la doctrine de l'AK Parti en matière de la politique étrangère jusqu'en 2016. Nous pouvons dire qu'il n'est pas possible de se référer à une importance primordiale attribuée directement aux relations avec les pays turcophones dans cette doctrine.⁸⁵⁵ Pourtant, dans le cadre de la politique « zéro problème avec les voisins » qui est devenu une rhétorique essentielle de la politique étrangère turque pendant le mandat de Davutoğlu, la valeur accordée au renforcement des relations culturelles et économiques avec les pays dans les régions où la Turquie fait partie a présenté les fondements de la politique étrangère d'Ankara vers les États turcophones.⁸⁵⁶

À cet égard, les États turcophones ont commencé à gagner graduellement plus de terrain dans la politique étrangère de la Turquie à partir de 2007. Ainsi, la Turquie visant à devenir un hub régional énergétique s'est premièrement concentré sur les projets concernant l'acheminement des ressources énergétiques en provenance des États turcophones par ses territoires vers l'Europe.⁸⁵⁷ De plus, le renforcement des relations bilatérales et multilatérales dans les domaines économique, commercial, culturel, social et politique est devenu une partie importante de la politique étrangère d'Ankara vers ces pays. La contribution à leur processus de *state building* et *nation building* qui est encore en cours ainsi que le soutien à la résolution pacifique des conflits au Caucase et en Asie centrale ont continué de présenter les sujets auxquels la Turquie attribue l'importance depuis la déclaration de l'indépendance de ces pays.⁸⁵⁸

⁸⁵³ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et le premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

⁸⁵⁴ Sönmezoğlu, *Son Onyıllarda Türk Dış Politikası...*, p. 722-723.

⁸⁵⁵ Pour plus d'information sur le dit-livre, Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik*, Istanbul, Küre Yayınları, 2001.

⁸⁵⁶ Sönmezoğlu, *Son Onyıllarda Türk Dış Politikası...*, p. 466-470.

⁸⁵⁷ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p. 466-468.

⁸⁵⁸ « La Politique étrangère de la Turquie vers le Caucase du Sud », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/sub.tr.mfa?f6dc3bbf-8a73-4504-8a32->

Après le 11 septembre, la Turquie a aussi accru la coopération militaire avec les pays turcophones particulièrement dans les domaines de la sécurité des frontières et du combat contre le terrorisme. Cette coopération était importante pour empêcher l'infiltration des groupes terroristes de l'Afghanistan vers l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizstan.⁸⁵⁹ Dans le domaine militaire ainsi que politique, économique et culturel, tirant des leçons des anciennes périodes, Ankara a évité de ne pas prendre d'initiatives qui pousseraient les autres pays turcophones à croire que la Turquie essaye d'agir comme un « grand frère ».⁸⁶⁰ Ainsi, la Turquie a guidé une politique basée sur le principe d'égalité en ce qui concerne ces relations avec les États turcophones.

Les relations entre la Turquie et les États turcophones se sont, dans une large mesure, libérées des politiques orientées par les leaders et ont commencé à s'institutionnaliser à partir de 2007. En effet, pour les pays turcophones qui étaient habitués à établir des relations au niveau des leaders, cela présentait un nouveau développement qui les a amenés à questionner l'importance attribuée par la Turquie. Pourtant, cette institutionnalisation paraissait utile pour surmonter la confusion d'autorité et de combler les lacunes institutionnelles dans les relations, résultat des politiques menées dans les années 1990. De plus, cela a permis à toutes les parties de faire des analyses plus réalistes dépourvues des émotions, à la différence du début des relations. Les transformations politiques, économiques et culturelles considérables réalisées jusqu'au début des années 2000 chez les pays turcophones, comme élaboré dans la partie précédente de la thèse, ont aussi facilité cette institutionnalisation et rationalisation. Par ailleurs, ayant marqué une amélioration considérable dans leur processus de *state building*, *nation building* et *national identity building*, les pays turcophones se sont rapprochés d'un tel développement. De même, les liens et les réseaux de coopération que la Turquie et les pays turcophones avaient établis pendant les années 1990 ont gagné en maturité contribuant justement à cette institutionnalisation.⁸⁶¹

[4f77c75f4809](http://www.mfa.gov.tr/sub.tr.mfa?ede60537-9169-4b35-a43b-1471fc7eaf08) et « la Politique étrangère de la Turquie vers l'Asie centrale », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/sub.tr.mfa?ede60537-9169-4b35-a43b-1471fc7eaf08>, consulté le 12 décembre 2018.

⁸⁵⁹ Ali M. Koknar, « Turkey's Security Relations in Central Asia », Ariel Cohen (éd.), **Eurasia in Balance: The US and the Regional Power Shift**, Aldershot, Ashgate, 2005, p.101-126.

⁸⁶⁰ Sönmezoğlu, **Son Onyillarda Türk Dış Politikası...**, p. 725.

⁸⁶¹ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p. 470-471.

En effet, reformulant sa politique étrangère envers les États turcophones dans la troisième période de ses relations avec la États turcophones, la Turquie se trouvait face à face un tableau assez compliqué. Il s'agissait une compétition entre les États-Unis, la Russie et la Chine pour établir une zone d'influence sur cette région. L'intervention militaire des États-Unis en Afghanistan a fait de ce premier un acteur d'influence en Asie centrale et au Caucase. La Russie a commencé à montrer son mécontentement vis-à-vis de cet intérêt américain dans son « arrière-cour » même si c'était dans le but de combattre le terrorisme et même s'il y eu une coopération entre les deux pays lors de l'opération militaire en Afghanistan. Par ailleurs, comme examiné dans la partie précédente de la thèse, la tension montée entre la Russie et les États-Unis a eu des effets négatifs sur le Caucase et l'Asie centrale. De plus, après son arrivé au pouvoir en Russie en 2000, le président Poutine a suivi une politique stratégique vers les pays turcophones prenant en considération leurs inquiétudes sur le danger de radicalisation. Ainsi, la Russie a resserré les liens de coopération avec ces pays dans le domaine de la sécurité.⁸⁶²

En outre, l'administration Obama a initié en 2011 le projet de « Nouvelle Route de la Soie » pour l'Asie centrale et l'Afghanistan dans le but d'intégrer la région et de stimuler son potentiel comme zone de passage entre l'Europe et l'Asie de l'Est. Cette initiative, annoncée par Hillary Clinton, l'ancien secrétaire d'État américain, durant sa visite en Inde, avait pour objectif de relier l'Asie centrale à l'Asie du Sud dans les domaines des marchés de l'énergie, du commerce, du transport, de la douane et des frontières, des affaires et des contacts humains.⁸⁶³ Par le biais de cette initiative, les États-Unis envisageaient de transformer l'Afghanistan en un hub entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud pour garantir le flux d'énergie et des autres commodités. L'annonce de cette initiative américaine chez cet important allié qui est à la fois un puissant acteur économique avait une portée plus que symbolique. Cette fois, les États-Unis avaient joué sur la carte économique pour s'engager avec l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Bien que le projet américain consiste essentiellement à l'assurance de l'intégration économique et

⁸⁶² Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁸⁶³ Pour plus d'information voir « U.S. Support for the New Silk Road » sur le site officiel du département d'État des États-Unis, <https://web.archive.org/web/20181119091913/https://www.state.gov/p/sca/ci/af/st/newsilkroad/>, consulté le 25 décembre 2018.

politique de l'Afghanistan, il semblerait pertinent de préciser que la continuité de la stabilité en Asie centrale par le renforcement de la coopération économique régionale faisait aussi partie des priorités au lendemain du retrait des troupes américaines et de l'OTAN en Afghanistan.⁸⁶⁴ Pourtant, ce projet qui avait un agenda assez ambitieux n'a pas vu le jour en raison de l'instabilité politique qui a persisté en Afghanistan.

Malgré le départ de ses troupes de l'Afghanistan en 2014, les États-Unis ont continué à porter une attention particulière à la région. Ainsi, au lieu d'adopter une stratégie centralisée que sur l'Afghanistan, ils ont opté pour le renforcement de la coopération avec les pays d'Asie centrale. Par conséquent, en 2015, ils ont initié le format « C5+1 » réunissant les ministères des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Turkménistan, du Tadjikistan et le secrétaire d'État américain pour échanger leurs vues sur les problèmes communs à la région de l'Asie centrale.⁸⁶⁵

La Chine, un autre acteur important de la scène internationale, a, à son tour, décidé de faire partie activement de ce tableau compliqué. À cet égard, la Chine a commencé à mener une politique étrangère plus active sur la région à partir des années 2000 soit par l'intermédiaire de l'OCS soit par le renforcement des relations bilatérales. Même si, Moscou et Beijing œuvrent pour des intérêts communs vis-à-vis de l'Asie centrale, en particulier pour ce qui concerne la prévention de l'engagement américain dans la région, l'attaque de la Chine dans le but de renforcer sa coopération économique avec les pays de l'Asie centrale n'a pas reçu un bon accueil en Russie. À titre illustratif, le commerce net de la Chine avec la région de l'Asie centrale, entre 2009 et 2010 a dépassé, pour la première fois, celui de la Russie. La Chine est devenue, en 2010, le premier importateur du gaz turkmène détrônant la Russie, numéro un pour la période précédente de 2008 à 2009.⁸⁶⁶ Ainsi, le projet chinois « la ceinture et la route » englobe la construction d'un vaste réseau d'infrastructure de transports, de télécommunications et de pipelines reliant

⁸⁶⁴ Younkyoo Kim et Fabio Indeo « The new great game in Central Asia post 2014: The US “New Silk Road” strategy and Sino-Russian rivalry », **Communist and Post-Communist Studies**, Vol.46, No.2, June 2013, p. 277-279.

⁸⁶⁵ Anvar Samadov, « C5+1 : les États-Unis renforcent l'attention à l'Asie centrale », Agence nationale d'information d'Ouzbékistan, le 15 janvier 2018, <http://uza.uz/fr/politics/c5-1-les-tats-unis-renforcent-l-attention-l-asie-centrale-15-01-2018>, consulté le 29 décembre 2018.

⁸⁶⁶ Kim et Indeo « The new great game in Central Asia post 2014... », p. 277.

la Chine vers l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe. Cette initiative porte sur cinq composantes majeures comme la coordination politique, la connectivité infrastructurelle, le commerce sans restriction, l'intégration financière et le renforcement des liens entre les individus. Cette initiative devrait impliquer plus de 1 trillion de dollars en investissement, pour le développement de l'infrastructure des ports, des routes, des voies ferrées, des aéroports ainsi que des centrales électriques et des réseaux de télécommunication. Ce projet, dont la portée géographique s'étend de jours en jours, dernièrement avec l'inclusion, en mars 2019, de l'Italie faute d'une stratégie commune de l'Union européenne⁸⁶⁷, touche plus de 90 pays représentant environnement 65% de la population mondiale et un tiers du PIB mondiale. Le financement du projet se fait par un fond spécial créé par Beijing y consacrant un budget de 54.5 milliards de dollars.⁸⁶⁸

Au sein même des frontières chinoises, l'initiative touche dix provinces, y compris la région autonome du Xinjiang où les Ouïgours forment la moitié de la population suite à la politique chinoise de réinstallation des chinois dans cette région. D'après les autorités chinoises, les projets comme « la ceinture et la route » servent au développement économique de cette région, octroyant à la fois les moyens nécessaires à l'autorité centrale pour accroître son contrôle. Pourtant, les Ouïgours et les autres peuples musulmans turcophones vivant au Xinjiang ne se bénéficient pas d'un tel développement économique. De plus, Beijing a récemment durci le contrôle vers eux sous prétexte de « lutte contre le terrorisme ». À ce titre, plus d'un million d'Ouïgours sont détenus dans des camps d'internement décrits par les chinois comme des « camps de rééducation par le travail ». Dans les rapports onusiens, cet acte de la Chine vers les Ouïgours est considéré comme un emprisonnement massif et illégal, et les autorités chinoises y sont appelées à finir l'abolition des droits de l'homme des Ouïgours et des autres minorités musulmanes emprisonnés dans les dit-camps. Pourtant, les pays turcophones, en raison des relations politiques et économiques qu'ils entretiennent avec la Chine ne s'expriment pas haut et fort contre cette injustice.⁸⁶⁹ De même, aucun pays turcophone ou majoritairement

⁸⁶⁷ Valbona Zeneli, « Italy Signs on to Belt and Road Initiative: EU-China Relations at Crossroads? », **the diplomat**, le 3 avril 2019, <https://thediplomat.com/2019/04/italy-signs-on-to-belt-and-road-initiative-eu-china-relations-at-crossroads/>, consulté le 10 avril 2019.

⁸⁶⁸ Pour plus d'information sur «la Ceinture et la Route » voir le site d'internet officiel de la BERD, <https://www.ebrd.com/what-we-do/belt-and-road/overview.html>, consulté le 10 avril 2019.

⁸⁶⁹ Pour plus d'information sur le sujet voir le document du comité de l'ONU, daté le 30 août 2018, pour l'élimination de la discrimination raciale sur ses observations concernant le report périodique de la Chine,

musulman n'a co-signé la lettre, en date du 8 juillet 2019, adressée par 22 pays au Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, et au président du Conseil des droits de l'Homme dans lequel « ils ont demandé à la Chine de respecter ses obligations internationales ainsi que les droits humains et les libertés fondamentales, y compris la liberté de religion ou de croyance, au Xinjiang et partout en Chine ».⁸⁷⁰

Les gouvernements des pays turcophones situés sur la Route de la Soie historique ont trouvé les sous-projets économiques dans le cadre de « la ceinture et la route » attrayants. Pourtant, la dite-initiative chinoise est à l'origine de nombreuses inquiétudes perçue comme un projet au service de l'hégémonie économique et culturelle de la Chine et comme un piège d'endettement en raison de la réalisation des travaux infrastructurels.⁸⁷¹ Tandis que l'administration Trump a une approche très critique vers cette initiative chinoise en affirmant que les pays engagés auront un coût politique au-delà de la valeur économique qu'ils produiront, ce projet met les relations sino-russes dans une position délicate. Au début, Moscou était très suspicieux envers cette initiative ayant peur de mettre en péril ses intérêts dans la région eurasiatique. Pourtant, les deux pays ont signé, en 2015, une déclaration conjointe de coopération pour la construction des projets communs de l'UEEA et de « la ceinture et la route ». En 2018, un traité de coopération sur l'économie et le commerce a été signé entre la Chine et l'UEEA comprenant les effets positifs sur le renforcement de la collaboration entre Moscou et Beijing dans le cadre de cette initiative chinoise. Même si la Russie est devenue plus coopérative vis-à-vis de l'implication de ce projet, ce dernier apparaît au cœur des luttes d'influence en Asie centrale entre la Chine et la Russie.

https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/CHN/CERD_C_CHN_CO_14-17_32237_E.pdf, consulté le 10 avril 2019.

⁸⁷⁰ Ben Westcott and Jo Shelley, « 22 countries sign letter calling on China to close Xinjiang Uyghur camps », CNN, le 11 juillet 2019, <https://edition.cnn.com/2019/07/11/asia/xinjiang-uyghur-un-letter-intl-hnk/index.html>, consulté le 20 juillet 2019.

⁸⁷¹ Pour plus d'information sur « la ceinture et la route », voir Roman Vakulchuk et Indra Overland, « China's Belt and Road Initiative Through the Lens of Central Asia », dans Fanny M. Cheung et Ying-yi Hong (éd.), **Regional Connection under the Belt and Road Initiative: the Prospects for Economic and Financial Cooperation**, London: Routledge, 2019, p.115-133; Marlène Laruelle (éd.), **China's Belt and Road initiative and its impact in Central Asia**, Washington, D.C: George Washington University, 2018, p.x-xi.

Face à des ambitions que portaient les trois grands acteurs mentionnés ci-dessus, la Turquie a fait le choix de reformuler ses relations avec les pays turcophones⁸⁷². Cette approche basée sur l'institutionnalisation et la rationalisation a également été appréciée par les pays turcophones (à l'exception de l'Ouzbékistan jusqu'en 2016) qui voulaient diversifier leur politique étrangère pour ne pas se coincer dans la compétition de zone d'influence entre ces trois grands acteurs. En outre, le fait qu'Ankara a continué à s'entendre bien avec Moscou en dépit de certaines fluctuations, a facilité le renforcement de coopération entre la Turquie et les États turcophones à la fois sur les plans bilatéral et régional. Parmi ces fluctuations, la crise diplomatique éclatée entre les deux pays après que la Turquie a abattu le 24 novembre 2015 un bombardier Su-24 russe qui avait violé son espace aérien à la frontière avec la Syrie a montré que les relations turco-russes pouvaient encore passer par des tournants difficiles possédant un risque d'effet sur la coopération de la Turquie avec les pays turcophones.

Il s'agit de deux aspects de l'institutionnalisation et la rationalisation de la politique étrangère turque pour les pays turcophones : 1) Le renforcement des relations bilatérales et 2) L'utilisation des plateformes régionales. Sur le plan régional, il est vrai qu'entre les années 2001-2006, les sommets des États turcs ne pouvaient pas se réunir pour différentes raisons. Au cours du 9^{ème} sommet en 2009 en Azerbaïdjan, une structure institutionnelle a été mise en place par le biais de la signature de l'Accord de Nakhitchevan le 3 octobre 2009 aboutissant à la création du Conseil turcique avec son secrétariat permanent à Istanbul. À partir de la 10^{ème} réunion en 2010 à Istanbul, ces sommets ont commencé à être organisés sous l'égide du Conseil turcique. Par ailleurs, la Turquie, en tant que pays hôte de la TURKSOY à Ankara depuis 1993 a soutenu l'établissement de l'Assemblée parlementaire des pays turcophones (TURKPA) en 2008 à Bakou, de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique à Bakou en 2012. Donc, comme il serait examiné en détail dans la troisième grande partie, à partir de 2007, Ankara a accéléré ses efforts pour l'initiation et le développement des mécanismes institutionnels pour le développement de la régionalisation entre les pays turcophones. En ce qui concerne les liens bilatéraux de la Turquie avec les États turcophones, il faudrait faire une analyse l'État par l'État pour mieux comprendre leurs effets sur la régionalisation.

⁸⁷² Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p. 471.

Les relations turco-ouzbèkes

L'Ouzbékistan était le seul pays turcophone, jusqu'à la mort du président Karimov en 2016, à faire exception dans les relations avec la Turquie. En effet, ce n'est qu'à partir de 2000 que les deux pays ont commencé à coopérer dans le domaine de la sécurité. Par conséquent, comme le résultat des accords entre les deux pays, Ankara a octroyé, en 2004, les équipements et les matériaux éducatifs militaires à Tachkent pour contribuer au combat ouzbèke contre le terrorisme. Pourtant l'utilisation de véhicules militaires procurés par la Turquie pendant le massacre d'Andijan en 2005 pour réprimer les démonstrations civiles contre le président Karimov a mis les autorités turques dans une situation assez difficile. Le soutien accordé par la Turquie à la proposition de l'ONU pour la surveillance des événements d'Andijan par une commission d'enquête indépendante et son vote en faveur de la Résolution (A/RES/60/174) sur « la Situation des droits de l'homme en Ouzbékistan », adoptée le 16 décembre 2005 par l'Assemblée générale de l'ONU critiquant le gouvernement ouzbèke pour son attitude pendant cette crise n'ont pas été appréciés par Tachkent.⁸⁷³ Par ailleurs, à partir de cette date, les tensions entre les deux pays ont graduellement augmenté. De plus, la permission accordée en 2005 du retour en Turquie de Mohammed Solih qui a été déporté en 1998 est restée un sujet problématique. Comme un reflet de la tension accouru, l'Ouzbékistan n'a pas participé au sommet des États turcs en 2006, en 2009 et en 2010 et n'est pas devenue un État fondateur du Conseil turcique.⁸⁷⁴

Le président Erdoğan en tant que premier ministre turc a effectué l'une de ses premières visites en Ouzbékistan en 2003. La Turquie a aussi fait des efforts après 2007 pour ranimer les relations avec ce pays. À la suite d'une longue pause, la première réunion entre les ministres des affaires étrangères des deux pays s'est réalisée le 28 septembre 2012 à New York. L'année 2016 a été un tournant pour Ankara et Tachkent. Le vice-premier ministre Tuğrul Türkeş a participé aux funérailles de l'ancien président Karimov.

⁸⁷³La dite-résolution est accessible au site d'internet suivant de l'ONU où les résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa 60e session se trouvent, http://www.un.org/fr/doc_uments/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/174, consulté le 10 avril 2019.

⁸⁷⁴ Sönmezoğlu, *Son Onyıllarda Türk Dış Politikası...*, p. 729-730.

De plus, le président Erdoğan a visité la tombe de Karimov en novembre 2016 à Samarkand au retour du Pakistan. Au cours de cette visite, il s'est aussi réuni avec le président intérimaire Mirzioïev. En 2016 et 2017, les visites officielles réciproques au niveau des ministres ont augmenté de façon remarquable.⁸⁷⁵ La visite du président Mirzioïev, le 25-26 octobre 2017, a été un développement historique pour le rapprochement entre les deux pays comme la première visite au niveau du président après 20 années. Par ailleurs, les deux présidents ont annoncé, à l'occasion de cette visite, que le niveau des relations bilatérales est passé au partenariat stratégique. Au total, 24 traités ont été signés au cours de cette visite. Et les parties ont convenu à développer leurs liens sur tous les domaines y compris l'économie, le tourisme et les affaires culturelles.⁸⁷⁶

En résultat de la coopération ranimée entre Ankara et Tachkent, la Turquie a commencé à contribuer au développement de la capacité de ce pays dans différents domaines. À titre illustratif, à la suite de la demande des autorités ouzbèkes, l'ancien parlementaire turc très expérimenté sur le secteur de tourisme Sadık Badak a commencé à travailler à partir de la fin de 2017 en tant que conseiller principal au sein du Comité étatique pour le tourisme en Ouzbékistan.⁸⁷⁷ La partie ouzbèke a aussi demandé l'arrivée d'experts turcs pour une courte durée en Ouzbékistan afin de partager leur connaissance et expérience avec leurs homologues ouzbèkes dans les domaines techniques comme le développement des législations, l'établissement des unions des hommes d'affaire et l'amélioration du secteur agricole etc.

En effet, la visite officielle du président Erdoğan en Ouzbékistan qui a eu lieu du 29 avril-au 1er mai 2018 était significative dans le sens qu'il représentait le désir d'Ankara d'assister Tachkent sur tous les champs en besoin. À l'occasion de cette visite, il a été affirmé que la Turquie était prête à offrir tous les soutiens à ce pays fraternel qui passait par un période de transition afin de ré-ouvrir ses frontières à la communauté internationale. Ainsi, plus de 25 traités dans divers domaines y compris la culture, le tourisme et

⁸⁷⁵ Yaşar Sarı, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », dans Kemal İnat, Ali Arslan et Burhanettin Duran (éd.), **AK Parti'nin 15 Yılı : Dış Politika**, İstanbul : SETA Yayınları, 2017, p. 436-438.

⁸⁷⁶ « Nombreux accords signés entre la Turquie et l'Ouzbékistan », TRT, le 26 octobre 2017, <http://www.trt.net.tr/francais/turquie/2017/10/26/nombreux-accords-signes-entre-la-turquie-et-l-ouzbekistan-834450>, consulté le 20 avril 2019.

⁸⁷⁷ « Advisor from Turkey to start work at State Tourism Committee of Uzbekistan », Uzdaily, le 4 novembre 2017, <https://www.uzdaily.com/articles-id-41466.htm>, consulté le 20 avril 2019.

l'économie ont été signés et le Conseil de coopération stratégique de haut niveau entre la Turquie et l'Ouzbékistan a été établi lors de cette visite.⁸⁷⁸ Les visites mutuelles de haut niveau ont continué pendant les années 2018 et 2019 servirent à la surveillance de l'application de ces traités. En effet, déjà en mars 2018, le *THY* a commencé ses vols directs entre Istanbul et Samarkand.⁸⁷⁹ De plus, à partir de février 2018, l'Ouzbékistan avait décidé de ne plus demander de visa des citoyens turcs pour un séjour de 30 jours. Pour les touristes ouzbèkes de visite en Turquie, la durée de leur séjour a été établie à 90 jours suite à une décision unilatérale de la Turquie.⁸⁸⁰

Les relations turco-kazakhes

Concernant le Kazakhstan, le degré des relations a abouti au niveau de partenariat stratégique avec la visite du président Nazarbaïev en octobre 2009 à Ankara, à la suite des visites officielles accélérées au niveau du président, du premier ministre et des ministres pendant les années 2003-2009. Le Conseil de coopération stratégique de haut niveau Turquie-Kazakhstan a été établi entre les deux pays pendant la visite du président Erdoğan en mai 2012 au Kazakhstan en tant que premier ministre. De plus, le président Nazarbaïev considéré comme l'*Aksakal* du monde turcophone avait de bonnes relations tant avec l'ancien président Abdullah Gül que le président actuel Erdoğan. Cela s'est reflété sur la croissance des visites mutuelles régulières entre les deux pays pour de différentes occasions. L'exemption réciproque d'une demande de visa pour les citoyens kazakhs et turcs pour un séjour de 30 jours a aussi facilité l'interaction entre Ankara et Astana au niveau des peuples. Récemment, la Turquie a augmenté la durée de ce séjour à 90 jours par une décision unilatérale.⁸⁸¹

⁸⁷⁸ « Türkiye ile Özbekistan arasında 5 milyar dolar ticaret hacmi hedefliyoruz », le site officiel de la Présidence de la République de Turquie, le 30 avril 2018, <https://www.tccb.gov.tr/haberler/410/92380/turkiye-ile-ozbekistan-arasinda-5-milyar-dolar-ticaret-hacmi-hedefliyoruz.html>, consulté le 20 avril 2019.

⁸⁷⁹ Bahtiyar Abdukerimov, « THY İstanbul-Semerkant uçuşlarını başlattı », Anadolu Agency, le 16 mars 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/sirkethaberleri/turizm/thy-istanbul-semerkant-ucuslarini-baslatti/644027>, consulté le 1 avril 2019.

⁸⁸⁰ Pour analyser la dite décision qui est accessible au Journal officiel de la Turquie voir <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2018/11/20181111-2.pdf>, consulté le 1 avril 2019.

⁸⁸¹ La dite-décision est accessible au Journal officiel de la Turquie, <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2018/11/20181111-2.pdf>, consulté le 1 septembre 2019.

Les deux pays ont établi une coopération étroite sur le plan régional et international. Ainsi, ensemble, ils ont joué un rôle de force motrice pour l'établissement des mécanismes institutionnels de coopération régionale comme le Conseil turcique, la TURKPA et l'Académie turcique. De plus, la Turquie a contribué à l'institutionnalisation de la CICA qui avait été initiée par le Kazakhstan et l'a présidée entre les années 2010-2014. De même, la Turquie a soutenu le Kazakhstan pour qu'il assume la présidence de l'OSCE en 2010 et sa réussite d'obtenir un siège temporaire au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2017-2018.⁸⁸²

En outre, le président Nazarbaïev a joué un rôle primordial pour la résolution de la crise de jet entre Ankara et Moscou. La Turquie a exprimé son appréciation au Kazakhstan pour ses efforts à surmonter cette crise. La coopération entre Ankara et Astana concernant les crises régionales ayant des effets internationaux a également été visible dans le cadre du conflit en Syrie. Par ailleurs, en tant qu'État garant avec la Russie et l'Iran, la Turquie fait partie de la plateforme d'Astana, initiée par le Kazakhstan en 2015. En effet, cette plateforme soutenant le processus de Genève pour la résolution du conflit, constitue un mécanisme régional important pour « parvenir à des ententes sur le terrain pour stabiliser le cessez-le-feu dans les territoires syriens, créer des zones de désescalade et fournir une aide humanitaire à la population ». ⁸⁸³

Les relations turco-kirghizes

La Turquie a montré sa solidarité avec le Kirghizstan pendant les périodes de turbulences politiques dans ce pays. Au cours de la « révolution des Tulipes » en 2005 et des événements d'Och en 2010, Ankara n'a pas hésité à offrir son aide à ce pays pour que la stabilité et la paix s'y rétablisse. Erdoğan en tant que premier ministre a rendu, le 1^{er} et le 2 février 2011, une visite au Kirghizstan pendant laquelle le niveau des relations entre les deux pays a été élevé au partenariat stratégique par l'établissement du Conseil de coopération stratégique de haut niveau Turquie-Kirghizstan.

⁸⁸² Sarı, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », p.425.

⁸⁸³ Ogün Duru, «Pourparlers d'Astana: Déclaration commune des délégations turque, russe et iranienne», **Anadolu Agency**, le 24 janvier 2017, <https://www.aa.com.tr/fr/politique/pourparlers-d-astana-d%C3%A9claration-commune-des-d%C3%A9l%C3%A9gations-turque-russe-et-iranienne/734021>, consulté le 24 avril 2019.

À la suite de la première réunion de ce Conseil, la Turquie a effacé la dette du Kirghizstan d'un montant de 50 millions de dollars et lui a fait un don de 10 million de dollars en plus de 21 million de dollars qui lui en avait octroyé en 2010.⁸⁸⁴

Les relations entre les deux pays ont régressé ces dernières années. Premièrement, l'attitude de l'ancien président Atambaïev, soutenant la Russie au sujet de la crise de l'avion de combat russe abattue par la Turquie en novembre 2015, pour violation de l'espace aérien, a été une source de tension entre Ankara et Bichkek. De même, le fait que le président Atambaïev n'a pas répondu positivement aux appels d'Ankara pour la clôture des écoles appartenant à la confrérie guleniste en tant qu'organisation terroriste (FETO/PDY)⁸⁸⁵ déclarée par Ankara depuis 2015 et qui a effectué le 15 juillet 2016 une tentative échouée de coup d'État en Turquie, a détérioré les relations entre les deux pays et ceci a perduré jusqu'à l'élection, en novembre 2017, de Sooronbay Jeenbekov, président actuel du Kirghizstan.⁸⁸⁶

Avec le changement de président au Kirghizstan, les relations entre les deux pays ont commencé à s'améliorer. Par ailleurs, le président Jeenbekov a visité le 9-11 avril 2018 la Turquie et a eu des réunions avec le président, le premier ministre et le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Au cours de cette visite, six différents accords ont été signés entre les deux pays.⁸⁸⁷ Le président Erdoğan a aussi rendu une visite officielle au Kirghizstan juste avant le 6ème sommet du Conseil turcique qui a eu lieu le 3 septembre 2018 à Issyk Koul. Ainsi, il a co-présidé la 4ème réunion du Conseil de coopération stratégique et assisté la cérémonie d'ouverture des troisièmes jeux nomades.

À la suite du sommet du Conseil turcique, les relations turco-kirghize ont gagné un nouvel élan. Les visites mutuelles de haut niveau ont continué en 2019. En outre, pour les peuples des deux pays, il s'agit d'une interaction continue malgré les crises temporaires

⁸⁸⁴ « Kirgizistan'a 10 milyon dolar hibe », **Sabah**, le 28 octobre 2011, <https://www.sabah.com.tr/ekonomi/2011/10/28/kirgizistana-10-milyon-dolar-hibe>, consulté le 16 avril 2019.

⁸⁸⁵ « İstanbul Emniyeti ilk kez 'FETÖ' dedi », **Hürriyet**, le 21 février, 2015, <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/istanbul-emniyeti-ilk-kez-feto-dedi-28257875>, consulté le 15 avril 2019.

⁸⁸⁶ Sarı, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », p.431-432.

⁸⁸⁷ « Cumhurbaşkanı Ceenbekov'un Türkiye ziyareti », **Kırgız Ulusal Haber Ajansı**, le 11 avril 2018, <http://kabar.kg/tur/news/cumhurba-kan-ceenbekovun-turkiye-ziyareti/>, consulté le 17 avril 2019.

dans les relations diplomatiques. Par ailleurs, le Kirghizstan n'applique pas de visas aux citoyens turcs pour les voyages touristiques alors que les citoyens kirghizes n'ont pas besoin de visa pour un séjour de 90 jours à chaque entrée.⁸⁸⁸

Les relations turco-turkmènes

Les relations entre la Turquie et le Turkménistan sont considérés comme une “fraternité d’os” par les autorités turkmènes.⁸⁸⁹ Avec l’arrivée au pouvoir du président Berdimuhammedov en 2007 qui a coïncidé au début de la présidence d’Abdullah Gül en Turquie, la coopération entre les deux pays s’est ranimée après une période de pause. Ainsi, les visites réciproques au niveau des présidents ont gagné de l’élán à partir de 2010 d’une manière plus intensive par rapport aux autres pays turcophones d’Asie centrale.⁸⁹⁰ En effet, cette coopération se concentre sur les domaines de la construction, de l’énergie et des transports. Par ailleurs, les firmes turques de construction ont effectué au Turkménistan plus de 1400 projets avec un montant plus de 50 milliards dollars.⁸⁹¹ De plus, la Turquie a aussi renforcé ces relations avec le Turkménistan dans le domaine énergétique. Ainsi, les deux pays coopèrent pour assurer l’acheminement du gaz turkmène par le gazoduc TANAP vers l’Europe.⁸⁹²

La crise de l’avion abattu entre Moscou et Ankara a été suivie par l’embargo appliqué par la Russie pour les produits turcs. Alors que la Russie interdisait le passage des camions turcs au marché d’Asie centrale, le Turkménistan, quant à lui, a mené une politique favorable envers la Turquie. Dans cette perspective, il a réduit les frais de passage des camions passant par la mer Caspienne. Il a aussi accru l’effectif des services de traversier entre les ports de Bakou et Turkmenbachy pour le passage par

⁸⁸⁸ « Les Services consulaires », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/sub.fr.mfa?a25425f5-f0ee-43ca-9c9d-48d599e8a120>, consulté le 1 septembre 2019.

⁸⁸⁹ « Les Relations politiques entre la Turquie et le Turkmenistan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-turkmenistan-siyasi-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 10 février 2019.

⁸⁹⁰ Sarı, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », p.433-434.

⁸⁹¹ « Les relations politiques entre la Turquie et le Turkmenistan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-turkmenistan-siyasi-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 10 février 2019.

⁸⁹² Melis Kobal, « TANAP’la Türkmen gazına AB yolu », **Alzazeera Türk**, le 24 février 2014, <http://www.aljazeera.com.tr/al-jazeera-ozel/tanapla-turkmen-gazina-ab-yolu>, consulté le 2 septembre 2019.

la mer Caspienne. Cela a facilité le transfert des produits turcs par le Turkménistan aux pays asiatiques.⁸⁹³ En outre, Ankara a signé, le 15 novembre 2017, l'Accord sur la mise en place d'un couloir routier et ferroviaire baptisé Lapis Lazuli entre l'Afghanistan, le Turkménistan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Ainsi, elle est devenue un partenaire important avec Achgabat de ce mécanisme régional de transport qui servirait le transport des produits afghans au marché international.⁸⁹⁴

La Turquie a encouragé l'établissement d'un mécanisme trilatéral avec le Turkménistan et l'Azerbaïdjan pour la résolution des questions frontalières à la mer Caspienne entre Achgabat et Bakou. Ainsi, ce mécanisme s'est réuni trois fois au niveau des ministres des Affaires étrangères entre les années 2014-2015 pour ensuite s'élever au niveau des présidents. Il s'agit aussi des contacts accrus entre les peuples de deux pays. En ce qui concerne le régime de visa entre Ankara et Achgabat dès que les citoyens turcs ont besoin du visa pour aller au Turkménistan, les Turkmènes n'ont pas besoin de visa pour un séjour de 30 jours.⁸⁹⁵

Les relations turco-azerbaïdjanaises

Les relations multidimensionnelles entre la Turquie et l'Azerbaïdjan sont à un niveau de partenariat stratégique. Les visites officielles de haut niveau qui continuent de façon intensive constituent la force motrice de cette proche relation. Par ailleurs, l'habitude est que le président élu récemment rende visite à son homologue. Pendant ces visites, la rhétorique d'« une nation et deux États » est soulignée et les deux parties font appel à la résolution du conflit de Haut-Karabakh par des moyens pacifiques dans le cadre de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Azerbaïdjan. Ainsi, la Turquie continue à soutenir les efforts de Minsk Group pour trouver une solution soutenable à ce conflit gelé.

⁸⁹³ SARI, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », p.434-436.

⁸⁹⁴ Kamila Aliyeva, « Five nations agree to create Lapis Lazuli transport corridor », *Azernews*, le 15 novembre 2017, <https://www.azernews.az/business/122298.html>, consulté le 1 septembre 2019.

⁸⁹⁵ « Les Services consulaires », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/sub.fr.mfa?a25425f5-f0ee-43ca-9c9d-48d599e8a120>, consulté le 30 octobre 2019.

La coopération dans les domaines de l'énergie et des transports constitue un sujet essentiel en commun dans l'agenda des deux pays. Ainsi l'opérationnalisation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2005 et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum en 2007 a renforcé la collaboration énergétique en la plaçant au centre des relations entre ces deux pays turcophones. Le gazoduc TANAP, qui est devenu opérationnel le 12 juin 2018 constitue une autre dimension importante de cette coopération.⁸⁹⁶ En outre, la voie ferrée Bakou-Tbilissi-Kars, inaugurée le 30 octobre 2017 et qui fournit un transport ininterrompu entre Pékin et Londres via la Turquie, a constitué un autre point important des relations turco-azerbaïdjanaises. À l'occasion de la cérémonie d'inauguration le président Erdoğan a souligné la haute valeur économique de ce projet pour les pays par lesquels passe la voie ferrée et son rôle important pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité régionales. Ainsi, cette voie ferrée a fait partie des efforts communs d'Ankara et de Bakou pour favoriser l'utilisation du Couloir moyen passant par la mer Caspienne et allant jusqu'à la Chine dans le cadre de la revitalisation de Route de la Soie.⁸⁹⁷

En effet, les liens intimes entre les deux pays ont passé une période difficile pour une durée temporaire. Bakou a suivi de près le processus de normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie qui a commencé en 2008 avec la « diplomatie du football » et qui a continué par la signature des protocoles pour l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays et le développement des relations bilatérales, à Zurich, en Suisse. Les protocoles ont été transférés aux parlements turcs et arméniens pour leur ratification. Pourtant, la Turquie a précisé clairement que cette ratification n'était pas possible sans la résolution du conflit de Haut-Karabakh.⁸⁹⁸ Par ailleurs, la déclaration du président arménien connotant, le 1^{er} mars 2018, les protocoles signés mais non-ratifiés de « nuls et non avenue » a congelé pour le moment une normalisation des relations entre les deux pays. Le sentiment qu'un rapprochement entre Ankara et Erivan pouvait se réaliser

⁸⁹⁶ « Les relations politiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-azerbaycan-siyasi-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 10 février 2019.

⁸⁹⁷ « Bakü-Tiflis-Kars Demiryolu Projesi, Yeni İpek Yolu'nun Halkalarından Birisidir », le site officiel de la Présidence de la République de Turquie, le 30 octobre 2017, <https://www.tccb.gov.tr/haberler/410/86167/baku-tiflis-kars-demiryolu-projesi-yeni-ipek-yolunun-halkalarindan-birisidir.html>, consulté le 10 février 2019.

⁸⁹⁸ Sami Kohen, « Ermenistan'la protokoller öldü mü? », **Milliyet**, le 19 février 2015, <http://www.milliyet.com.tr/yazarlar/sami-kohen/ermenistan-la-protokoller-oldu-mu--2016440/>, consulté le 10 février 2019.

malgré la persistance du conflit de Haut-Karabakh avait ennuyé Bakou.⁸⁹⁹ En 2009, la réaction de l'Azerbaïdjan s'est concrétisée par la hausse du prix du gaz acheminé vers la Turquie et la conclusion d'un autre accord de gaz entre Bakou et Moscou. De plus, le président Aliiev n'a pas participé à la cérémonie de signature de l'accord sur le projet gazoduc de Nabucco⁹⁰⁰, qui s'est tenu le 13 juillet 2009 à Ankara, sous prétexte qu'il avait une réunion prédéterminée avec les officiels de la compagnie pétrolière BP à Londres.⁹⁰¹ À partir de 2010, les relations turco-azerbaïdjanaises ont été remises sur les rails. De plus, la Turquie a vivement soutenu l'Azerbaïdjan pendant son élection en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour les années 2012 et 2013.

L'étroitesse des relations entre les deux pays a été prouvée au cours de la crise de l'avion abattu entre Ankara et Moscou. À la suite de cette crise diplomatique, quand la Russie a fait attendre les camions turcs aux douanes russes les empêchant de passer en Géorgie, l'Azerbaïdjan a ouvert ses portes pour faciliter leur passage. Par conséquent, avec l'appui de l'Azerbaïdjan, les produits turcs pouvaient être transportés aux pays d'Asie centrale par l'utilisation du Couloir transcaspien.⁹⁰² Pourtant, le régime de visa reste un sujet nécessitant que la partie azerbaïdjanaise prenne des mesures. D'après la procédure actuelle, les citoyens azerbaïdjanais sont exemptés de visa pour un séjour d'une durée de 30 jours en Turquie. À partir du 1 septembre 2019, les citoyens turcs sont devenus aussi exemptés de visa pour un séjour de la même durée.⁹⁰³ Avant, ils avaient dû obtenir un visa même si cela peut être réalisé à l'aéroport et d'une manière assez simplifiée.⁹⁰⁴

⁸⁹⁹ Sönmezoğlu, *Son Onyillarda Türk Dış Politikası...*, p. 703-705.

⁹⁰⁰ Le projet gazoduc de Nabucco qui envisageait l'acheminement du gaz azerbaïdjanais à travers la Turquie, la Bulgarisation et la Roumanie vers le Hongrie et l'Autriche est devenu en 2013 caduque pour la décision d'initier des projets de TANAP et de TAP qui ont également le but d'acheminer le gaz azerbaïdjanais vers l'Europe. « Nabucco Projesi tarih oldu », *Milliyet*, le 18 novembre 2013, <http://www.milliyet.com.tr/nabucco-projesi-tarih-oldu/ekonomi/detay/1793995/default.htm>, consulté le 10 février 2019.

⁹⁰¹ Mustafa Aydın, « Azerbaycan, Türkiye-Ermenistan Anlaşmasının Neresinde ? », *Türkiye Ekonomi Politikaları Araştırma Vakfı*, Politika Notu, Septembre 2009, p. 4. http://www.tepav.org.tr/upload/files/1271313033r6785.Azerbaycan_Turkiye_Ermenistan_Anlasmasinin_Neresinde.pdf, consulté le 11 février 2019.

⁹⁰² Ünal Tüysüz, « Güney Kafkasya ile İlişkilerde İmkan ve Sınırlar », dans Kemal İnât, Ali Arslan et Burhanettin Duran (éd.), *AK Parti'nin 15 Yılı: Dış Politika*, İstanbul : SETA Yayınları, 2017, p.473-475.

⁹⁰³ « Les Services consulaires », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/sub.fr.mfa?a25425f5-f0ee-43ca-9c9d-48d599e8a120>, consulté le 10 septembre 2019.

⁹⁰⁴ Zeynep Güranlı, « Azerbaycan'la vize muafiyetine İran engeli », *Hürriyet*, le 18 février 2012, <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/azerbaycanla-vize-muafiyetine-iran-engeli-19942775>, consulté le 20 février 2019.

Pour renforcer d'avantage leurs relations, le Conseil de coopération stratégique de haut-niveau Turquie-Azerbaïdjan a été établi en 2010 au niveau des présidents. La Turquie a aussi initié des mécanismes trilatéraux de coopération régionale avec l'Azerbaïdjan comme dans le cas des réunions régulières entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran. Les réunions trilatérales Turquie-Azerbaïdjan-Géorgie et Turquie-Azerbaïdjan-Turkménistan ont été établies et améliorées au niveau des présidents. De plus, le mécanisme trilatéral de coopération entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Pakistan a également été établi en 2017. En outre, la réalisation d'un sommet trilatéral au niveau des présidents entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine est prévue dans un avenir proche. La Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan ont aussi décidé d'établir un autre mécanisme tripartite au niveau des affaires étrangères.⁹⁰⁵

En résumé, la troisième partie concernant les relations entre 2001 et 2020 a été marquée par une rationalisation et une institutionnalisation graduelle dans les relations avec la Turquie et les États turcophones. En effet, ces relations ont plutôt gagné un dynamisme à partir de 2007 coïncidant à la suite de l'arrivée au pouvoir de l'AK Parti pour la deuxième fois. Depuis cette date, la coopération sur l'énergie ainsi que le transport a gagné d'importance au sein de la politique de la Turquie envers les pays turcophones. Donc, dans cette troisième période, la Turquie s'est plutôt servie de ces moyens économiques pour renforcer ses liens avec les États turcophones. De plus, le mécanisme du Conseil de coopération stratégique de haut-niveau établi entre la Turquie et les autres États turcophones à l'exception du Turkménistan a joué un rôle significatif pour le développement de relations bilatérales. En effet, ce mécanisme qui fonctionne comme un Conseil des ministères en commun sert à la réunion régulière des ministères de deux parties pour discuter des intérêts mutuels. Donc, il présente une plateforme où les deux parties se trouvent dans un contact continue et par conséquent comprennent mieux leurs attentes mutuelles dans le cadre d'une relation de type égal. De plus, les mécanismes trilatéraux initiés par la Turquie avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan constituent un exemple pertinent pour montrer l'effort déployé par Ankara afin de renforcer les relations entre les États turcophones et leurs voisins dans les régions

⁹⁰⁵ « Les Relations politiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-azerbaycan-siyasi-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 20 février 2019.

partagées. En outre, l'établissement des institutions de coopération régionale comme le Conseil turcique en 2009 a ouvert une nouvelle page pour la coopération entre les pays turcophones dans le cadre d'une institution régionale.

Le fait que les États turcophones dans cette troisième période et plus particulièrement à partir de 2007 sont devenus plus puissants dans le domaine politique, économique et culturel a préparé un climat favorable pour le développement de leurs relations avec la Turquie. Donc, à l'exemption de l'Ouzbékistan jusqu'en 2016, malgré certaines fluctuations, les liens bilatéraux ont été améliorés. Le dynamisme acquis dans la troisième période au sein des relations bilatérales dans un état de rationalisation et institutionnalisation a aussi servi au renforcement de la régionalité turcophone. La restauration des liens entre la Turquie et l'Ouzbékistan à partir de 2016 a constitué un développement important contenant un grand potentiel pour l'amélioration de la régionalisation parmi les États turcophones. De plus, il est évident que la compétition sévère entre la Russie, les États-Unis et la Chine pour gagner plus de terrain d'influence sur l'Asie centrale et le Caucase a aussi orienté les pays turcophones de se concentrer davantage sur une telle régionalisation comme un outil important pour la diversification de leur politique étrangère.

Les relations politico-diplomatiques entre la Turquie et les États turcophones se sont passées par trois étapes différentes mentionnées ci-dessus. Pendant ces étapes, la Turquie a toujours essayé de développer la coopération avec ces pays frères même si elle n'a pas pu de temps en temps utiliser les moyens appropriés à cet égard. Ces étapes ont été influencées par les développements en Turquie, dans les États turcophones ainsi que les politiques des acteurs comme la Russie, les États-Unis et dernièrement la Chine envers le Caucase et l'Asie centrale. Pendant la première période marquée par l'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques entre années 1991-1995 en initiant des projets assez réalistes. Pourtant, les deux parties ont reconnu les limites et les questions problématiques dans leurs relations entre les années 1995-2001. À partir de 2001 débutant la troisième période et plus particulièrement depuis 2007, la Turquie et, à l'exception de l'Ouzbékistan, les pays turcophones se trouvent dans une relation plus rationalisée et institutionnalisée. Pourtant, Ankara et Tachkent qui avaient passé des crises sérieuses ont dû attendre jusqu'en 2016 pour modéliser leurs liens bilatéraux d'une manière similaire.

La troisième période a aussi témoigné le renforcement du degré des régionalité entre les pays turcophones. Ainsi, cela a pris une relance remarquable à partir de 2007 dans un environnement où la Turquie, les États turcophones et la conjoncture régionale sont devenus plus prêts pour le renforcement d'une régionalisation turcophone.

Après avoir encadré les différentes périodes de leurs relations politico-diplomatiques marquées ci-dessus, il serait nécessaire d'analyser les efforts de coopération déployés par Ankara envers les pays turcophones plus particulièrement au niveau du développement et de l'économie ainsi que sur le plan culturel et éducatif avec le but d'examiner de près les instruments utilisés par la Turquie à cet égard. Ainsi, nous nous interrogerons d'une manière détaillée sur les limites et les réussites de ces instruments concernant le développement de la régionalité entre les pays turcophones.

2-Le plan développemental et économique

Les contributions de la Turquie aux pays turcophones sur le plan développemental et économique méritent une analyse plus approfondie afin de pouvoir examiner leurs effets sur la régionalisation. En effet, ces contributions jouent un rôle de fil conducteur pour le développement des relations économiques ainsi que politiques entre Ankara et ces pays turcophones.

a-Les mécanismes utilisés par la Turquie pour le développement économique des pays turcophones

Avec l'indépendance des pays turcophones, la Turquie a adopté des mesures sur le plan développemental et économique pour leur venir en aide. Dans cette perspective, le rôle joué par la TIKA est indéniable. Par ailleurs, dans le cadre du développement du secteur privé dans les pays turcophones, le mérite revient aux contributions faites par le Conseil des relations économiques étrangères (DEIK) ainsi que les crédits financiers fournis par l'EXIMBANK.

a.a. La TIKa et l'assistance de développement

La TIKa, établie en 1992 au sein du ministère des Affaires étrangères de Turquie, a été l'institution primordiale pour contribuer au développement économique des pays turcophones. En possession d'un budget indépendant, elle a été tenue responsable de coordonner la politique d'Ankara sur le domaine de la coopération ainsi que les aides de développement octroyées en premier lieu aux États turcophones et plus généralement à tous les pays du Caucase et de l'Asie centrale qui ont gagné leur indépendance de l'Union soviétique. En effet, la première mission de la TIKa a été de coordonner et d'assurer la coopération entre la Turquie et les pays turcophones nouvellement indépendants dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la culture, de l'art, de l'histoire, de l'ethnographie, de la langue, de l'alphabet, du tourisme, de l'administration, de la justice, de la sécurité, de la science et de la technologie.⁹⁰⁶ L'établissement d'une telle institution constituait une nouvelle ouverture pour la politique étrangère d'Ankara.

Avec ce large éventail de mandat, Ankara visait à contribuer à la réussite des réformes concernant le *state building*, le *nation building* et le *national identity building* de ces États ainsi que de les assister dans le passage à l'économie de marché. Suivant l'établissement de son siège à Ankara, le premier bureau de coordination de programme de la TIKa a été ouvert au Turkménistan. En peu de temps, la TIKa a ouvert six représentations en Eurasie avec la chute de la Yougoslavie, de nouveaux bureaux se sont installés dans les Balkans. En 1999, la TIKa a été rattachée à l'Office du premier ministre turc en gagnant ainsi une personnalité légale. À partir de 2003, de nouveaux bureaux se sont établis au Moyen-Orient et en Afrique.⁹⁰⁷ En 2011, en gardant le même acronyme un changement de nom a eu lieu de sorte que la nouvelle appellation de la TIKa est désormais l'Agence de Coopération et de Coordination.⁹⁰⁸ En 2018, elle a été transférée sous l'égide du ministère de la Culture et du Tourisme.

⁹⁰⁶ Bülent Aras, « Turkey's policy in the former Soviet South », **Turkish Studies**, Vol:1, No:1, 2000, p. 36-58.

⁹⁰⁷ Hakan Fidan et Rahman Nurdun, « Turkey's role in the global development assistance community: the case of TIKa (Turkish International Cooperation and Development Agency) », **Journal of Southern Europe and the Balkans**, Vol:10, No:1, April 2008, p.104-105.

⁹⁰⁸ Pour plus d'information sur la TIKa voir <http://www.TIKa.gov.tr/tr/sayfa/tarihce-222>, consulté le 1 septembre 2018.

La TIKa a apporté aux pays turcophones nouvellement indépendants l'aide humanitaire alimentaire nécessaire. Par ailleurs, elle a exécuté des projets portant sur un large domaine se concentrant sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités vis-à-vis de la banque et de la banque centrale, de la fiscalité, du tourisme, de la douane, de la diplomatie, de la gouvernance publique, de l'assurance, de l'agriculture et de l'industrie. Ainsi, elle a eu une contribution incontestable pour le développement du secteur privé et particulièrement des petites et moyennes entreprises dans ces pays qui manquaient d'expérience et de capacité. À ce titre, la mise en place du Centre du développement du secteur privé d'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)-TIKA à Istanbul en 1994 pour l'éducation des fonctionnaires venant des pays de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Europe de l'Ouest issus de la transition économique était une mesure importante dont les pays turcophones ont pu bénéficier.⁹⁰⁹ De plus, la TIKa a aussi organisé plusieurs conférences afin de traiter les problèmes économiques et sociaux auxquels les nouveaux États indépendants étaient confrontés.

À partir de 1995, la TIKa a concentré ses efforts sur les travaux de coopération dans les sphères de l'éducation et de la culture. Ainsi, elle a initié des projets pour ranimer l'héritage commun des peuples turcophones sur les domaines linguistiques, culturels et éducatifs en coopération avec les autorités étatiques reliées de la Turquie comme nous l'analyserons en détail dans la partie suivante. Elle a également commencé à construire des écoles, des bibliothèques, des laboratoires et à fournir des aides techniques aux universités dans ces pays. Parallèlement, par l'intermédiaire des programmes de formation professionnelle conduits pour les citoyens des pays turcophones, elle a contribué à l'éducation d'une nouvelle génération dans la bureaucratie et le secteur privé de ces pays.

Dès les années 2000, outre l'expérience acquise par les pays turcophones dans le domaine du développement, les activités de la TIKa se sont aussi concentrées sur les projets de renforcement de capacité.⁹¹⁰ Durant toute cette période, l'Agence a aussi établi

⁹⁰⁹ Ahmet Bozbey, « Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı (TIKA) », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yılığ** 2013, Ankara : Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, p.616-617.

⁹¹⁰ Pour plus d'information sur la TIKa voir <http://www.TIKA.gov.tr/tr/sayfa/hakkimizda-14649>, consulté le 1 septembre 2018.

des hôpitaux, des cliniques etc. en fournissant les équipements nécessaires pour contribuer au développement du système sanitaire dans ces États. De plus, grâce aux constructions infrastructurelles, comme les routes, les ponts, les réseaux de distribution d'eau, elle a aussi contribué au développement de leurs services sociaux. En outre, notons qu'elle s'est aussi engagée dans la restauration des monuments historiques appartenant à l'héritage commun des peuples turcophones dans cette région tout en contribuant de la sorte au développement du tourisme. En analysant le tableau ci-dessous, il est fort de remarquer qu'entre les années 1992-2002, l'aide de développement fournie par la TİKA aux pays turcophones était de 46.688.174 dollars au total dont plus de la moitié revenait au Kazakhstan. En effet, prenant en considération que le montant total fourni par la TİKA remontait à 66.024.000 de dollars, l'aide octroyée aux pays turcophones constituait plus de 70% de ce montant.⁹¹¹

Tableau 8. Les aides de la TİKA aux pays turcophones entre les années 1992-2002 (dollars)

	Entre les années 1992-2002
Azerbaïdjan	7.678.833
Kazakhstan	26.693.875
Kirghizstan	5.516.581
Turkménistan	4.397.669
Ouzbékistan	2.401.216
Total	46.688.174

Source : Données obtenues directement de la TİKA

La TİKA, en coopération avec les autres institutions turques en Turquie, a essayé de transférer aux pays turcophones la connaissance et l'expérience détenues par la Turquie. Par exemple, la TİKA a soutenu l'Organisation pour le développement des petites et moyennes industries–KOSGEB, concernant l'organisation des programmes de formation pour l'amélioration des petites et moyennes entreprises dans ces pays. Dans ce cadre, des services de consultations ont été fournis et le modèle des sites des petites industries utilisé en Turquie y ont été présentés aux pays turcophones.⁹¹² Un transfert similaire s'est aussi

⁹¹¹ « Türkiye Acil İnsani Yardımlarda Dünya Dördüncüsü Oldu », **Anadolu Ajansı**, le 10 décembre 2013, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turkiye-acil-insani-yardimlarda-dunya-4uncusu-oldu/198587>, consulté le 20 février 2019.

⁹¹² Öner Kabasakal, « Türk Cumhuriyetlerinin Ekonomik Kalkınmalarında TİKA'nın Rolü », **Dış Ticaret Dergisi**, Özel Sayı, Ocak 2002, p. 12.

réalisé pour le développement du système bancaire et de l'industrie en introduisant les modèles des zones industrielles organisés par ces États. Parmi les nombreux projets que la TIKa a conclu dans les pays turcophones il est possible d'énumérer les projets d'apiculture, d'irrigation et de la culture en serre en Azerbaïdjan; la restauration du mausolée d'Ahmad Yasawi à Turkestan, l'ouverture d'un lycée pour les turcs d'Ahiska à Almaty au Kazakhstan ; la mise en protection des inscriptions d'Orkhon et la construction d'un musée dans lequel les versions originelles de ces monuments ont été transférées en Mongolie⁹¹³; la modernisation de la télévision ouzbèke grâce à la fourniture d'équipements et à une formation professionnelle, les projets liés à l'hospitalisation des enfants et des bébés en Ouzbékistan et l'ouverture d'une polyclinique avec une capacité de 150 patients à Och, ainsi que d'un hôpital complet au Kirghizstan.⁹¹⁴ Comme nous pouvons le voir, la TIKa a fourni un effort remarquable en matière de projets afin de pouvoir répondre aux exigences locales des pays turcophones.⁹¹⁵

Tableau 9. Les aides de la TIKa aux pays turcophones entre les années 2003-2018 (milliers de dollars)

Pays/Année	2003	2005	2007	2009	2011	2013	2015	2017	2018
Azerbaïdjan	174	779	1.678	3.340	1.566	2.263	4.065	1.079	1.054
Turkménistan	1.326	409	727	1.582	894	959	2.295	243	118
Ouzbékistan	243	595	1.189	1.819	776	2.384	2.427	2.610	16.661
Kirghizstan	334	561	1.426	1.418	6.681	2.464	12.557	10.904	5.103
Kazakhstan	143	458	1.005	1.271	12.897	5.447	3.772	702	782

Source : Données obtenues directement de la TIKa

La TIKa a été critiquée pour avoir transférée son attention des peuples turcophones vers les régions de l'Afrique et du Moyen-Orient. Pourtant, d'après les données de 2018, le montant de l'aide financière accordé par la TIKa était 216 millions en dollars et en moyenne 11% des ressources financières de la TIKa, soit un montant de 23.718 millions en dollars a été dépensé dans les projets et les activités des pays

⁹¹³ Levent Uluçer, « Moğolistan'daki Orhun Müzesi törenle açıldı », **Hürriyet**, le 6 octobre 2008, <http://www.hurriyet.com.tr/mogolistandaki-orhun-muzesi-torenle-acildi-10050363>, consulté le 15 février 2019.

⁹¹⁴ Le site officiel de la TIKa, les Rapports des activités, https://www.TIKA.gov.tr/tr/yayin/liste/TIKA_faaliyet_raporlari-22, consulté le 1 mars 2019.

⁹¹⁵ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

turcophones comme le montre le tableau précédent.⁹¹⁶ De plus, parallèlement aux développements survenus dans le passage à l'économie de marché et l'adoption des mécanismes étatiques aux standards internationaux, les projets de la TİKA dans les pays turcophones ont commencé à se concentrer sur le renforcement de la capacité des experts, des projets infrastructurels, ainsi que des aides humanitaires en rapport avec les besoins immédiats.⁹¹⁷ Aujourd'hui, la TİKA n'est plus le seul instrument que la Turquie possède en matière d'aide au développement et les autres institutions gouvernementales turques aussi la fournissent aux pays turcophones. Rappelons que durant les dix premières années qui ont suivi l'indépendance des pays turcophones la TİKA a tout de même joué un rôle primordial dans le développement de ceux-ci. En parallèle à la diversification de la politique étrangère de la Turquie, la TİKA s'est rependue en inaugurant de nouvelles représentations à travers le monde et ses actions se sont divisées en se canalisant vers les autres régions aussi.

a.b-Le DEİK, l'EXIMBANK et le développement du secteur privé

Le DEİK constitue un autre mécanisme effectif pour la sphère de développement en particulier dans le cadre du secteur privé des pays turcophones. Établi en 1986 pour mener les relations économiques extérieures de la Turquie, pour analyser les opportunités d'investissements dans le pays et à l'étranger et pour contribuer à accroître le taux d'exportation⁹¹⁸, avec l'indépendance des pays turcophones les conseils d'affaires au sein du DEİK se sont élargis vers ces derniers. Ainsi les conseils d'affaires turco-azerbaïdjanais, turco-kazakh, turco-kirghize et turco-turkmène, établis en 1991, ont été suivis par le conseil d'affaire turco-ouzbek formé en 1993 sous le conseil turco-eurasien.⁹¹⁹ Alors qu'en Turquie ces conseils étaient composés des représentants des entreprises

⁹¹⁶ « TİKA'nın yardımları Türkiye'nin yardımlarının (8,12 milyar dolar) sadece yüzde 2,7'sini oluşturuyor », **Anadolu Ajansı**, le 20 mai 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/TIKAnin-yardimlari-turkiyenin-yardimlarinin-sadece-yuzde-2-7sini-olusturuyor/1180043>, consulté le 2 septembre 2018 ; « Türkiye kalkınma yardımlarında dünya sıralamasında », **Anadolu Ajansı**, le 18 avril 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turkiye-kalkinma-yardimlarinda-dunya-siralamasinda/1121436>, consulté le 2 septembre 2018.

⁹¹⁷ Bozbey, op.cit., p.616-617.

⁹¹⁸ A partir de 2017, avec une nouvelle loi adoptée, le DEİK a été totalement responsable de la conduite des relations extérieures du secteur privé de la Turquie en tant qu'organisation de la « diplomatie d'affaire ». <https://www.deik.org.tr/deik-deik-hakkinda>, consulté le 5 septembre 2018.

⁹¹⁹ Pour plus d'information sur le sujet voir <https://www.deik.org.tr/is-konseyleri#>, consulté le 2 septembre 2018.

entretenant des relations économiques et commerciales avec ces pays, dans les États turcophones il était question des institutions commerciales sous le contrôle étatique ou des ministères responsables des relations économiques extérieurs.⁹²⁰ Au fur et à mesure, en parallèle au développement du secteur privé dans ces pays, le profil des membres de l'aile des conseils dans les pays turcophones a aussi changé.

À partir de leur indépendance, le DEIK a organisé la participation des hommes d'affaires turcs aux délégations accompagnant les leaders turcs vers les pays turcophones. Cette participation était très utile pour eux afin de mieux connaître la situation économique et analyser les opportunités économiques dans les pays de la région. De plus, le DEIK a également organisé les visites des hommes d'affaires étrangers vers ces pays. En ce faisant, le DEIK a incité l'arrivée des investisseurs soit turcs soit étrangers dans la région.⁹²¹ En agissant ainsi, le DEIK a contribué à introduire la mentalité du secteur privé dans ces États turcophones qui justement essayaient de passer de l'économie socialiste et planifié vers l'économie de marché. Le DEIK avec ces conseils d'affaires des pays turcophones qui fonctionnent activement a joué et continue de jouer un rôle important pour le renforcement des liens du secteur privé entre la Turquie et les États turcophones.

L'EXIMBANK, institution officielle qui accorde des crédits d'exportation était aussi un des instruments détenus par Ankara pour le développement des liens économiques entre la Turquie et les pays turcophones. Cette institution bancaire a octroyé une série de crédits pour soutenir les exportations et les investissements des firmes turques vers les États turcophones. L'accord des crédits se faisait de deux façons : une partie était directement accordée aux firmes turques pour qu'elles investissent et l'autre partie allait aux gouvernements des pays turcophones pour qu'ils payent les firmes turques concernées. Au début, les crédits d'EXIMBANK encadraient l'exportation des produits de consommation comme la nourriture, les médicaments, les équipements médicaux, le textile, les transports et les machines etc. pour répondre aux besoins immédiats de ces pays. À partir de 1995, afin de contribuer aux efforts de développement dans ces pays, l'EXIMBANK a commencé à accorder des crédits pour le financement des projets. Ces projets impliquaient la construction des hôtels, des aéroports, des centres commerciaux,

⁹²⁰ Turan et Turan, op.cit., p. 931.

⁹²¹ Ibid., p. 931-935.

des hôpitaux ainsi que des facilités industrielles de textile, de télécommunication et d'énergie. À cet égard, un montant de 928.8 millions de dollars a été accordé aux pays turcophones par l'EXIMBANK jusqu'à aujourd'hui. Un montant de 893.47 millions de dollars de crédit soit l'équivalent de 96% du montant mentionné ci-dessus, ont été rendus effectifs. La dette d'un montant de 38.4 millions de dollars de l'Azerbaïdjan a été sujet à un accord de délai tandis que ce montant était de 151.9 millions de dollars pour le Kazakhstan et de 48 millions de dollars pour le Turkménistan. Au final, ces pays ont pu payer leurs dettes. En outre, les crédits accordés à l'Ouzbékistan ont été remboursés à temps. Suite à la demande du Kirghizstan, dans le cadre de l'accord sur l'annulation de la dette signée entre la Turquie et ce dernier, un montant de 49.23 millions de dollars de dette du Kirghizstan a été accepté comme subvention par Ankara.

Tableau 10. Les crédits d'EXIMBANK qui ont été rendus effectifs aux États turcophones dans la période 1992-2018

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2003	2016	2017	2018	En total millions de dollars
Azerbaïdjan (Dollar)		22,31	56,58	11,26	1,31	-	14,46	5,45	-	-	-	10,62	1,71	123,70
Azerbaïdjan (Euro)														
Kazakhstan (Dollar)		12,62	80,39	35,29	39,53	42,93	2,36	-	-	-	-	-		213,29
Kazakhstan (Euro)											0,16			
Kirghizistan (Dollar)		9,55	16,21	7,12	8,94	6,31	-	-	-	-	-	-		48,13
Kirghizistan (Euro)														
Ouzbékistan (Dollar)	2,85	131,73	7,40	12,31	47,86	59,91	53,54	31,45	-	22,05	0,56	2,70	1,73	374,99
Ouzbékistan (Euro)												0,76	-	
Turkménistan (Dollar)		55,68	32,22	1,29	-	0,82	13,10	24,85	4,99	-	0,40	-		133,35
Turkménistan (Euro)														
														893,47

Source : Données obtenues directement de l'EXIMBANK

À l'analyse du tableau ci-dessus, il est possible de constater que durant les années 1993-1999, l'EXIMBANK a accordé un montant remarquable de crédits aux firmes turques pour leurs exportations et leurs investissements vers les États turcophones et à ces pays eux-mêmes. Au total, le plus grand montant de crédits a été accordé aux firmes

turques situées en Ouzbékistan et au gouvernement ouzbek. Parmi les projets financés par l'EXIMBANK figuraient la construction de l'aéroport de Bakou en Azerbaïdjan, des hôtels d'Astana, d'Ankara, d'Alatau et de Medeo ainsi que l'établissement d'une usine de pâtes au Kazakhstan, des usines de sucre et des hôtels à Tachkent et Dustlik en Ouzbékistan et la modernisation de la raffinerie de Turkmenbachy au Turkménistan.⁹²²

Le montant des crédits promis par les leaders turcs au cours de leur première visite a dépassé les faits dans la réalité. En effet, les sommes promises au premier abord sous l'effet de l'exaltation n'ont pas vu le jour. L'aide financière prévue par Ankara correspondait à 80% de ses réserves en devise.⁹²³ De plus, la crise financière de 1994 en Turquie a porté un coup à la capacité économique du pays, pourtant déjà limitée. Par conséquent, la Turquie s'est trouvée face à de sérieuses difficultés pour répondre aux besoins en crédits et en liquidités de ces pays. En revanche, à la même époque, l'Union européenne a pu fournir 3 milliards d'euros par le biais de son programme d'assistance technique et de coopération à la CEI.⁹²⁴ Ainsi, les affinités linguistiques ainsi que les liens historiques et culturels qui existaient entre la Turquie et les pays turcophones ont été mis en marge face aux financements acheminés par les États-Unis, l'Europe, le Japon et la Corée.

L'application du mécanisme de crédits a aussi été confrontée à certains problèmes engendrés par les pays turcophones. À titre illustratif, certains pays turcophones ont dû retarder le remboursement des crédits empruntés à l'EXIMBANK pour financer les projets des entreprises turques. L'inexpérience des pays turcophones concernant l'obtention des crédits en provenance de l'étranger, leur utilisation effective et leur remboursement avec intérêt ainsi que l'incapacité des institutions établies à cet égard ont fait en sorte que ces pays n'ont pas su bénéficier de ces crédits de façon efficace.⁹²⁵ Malgré toutes les complications, l'allocation de ces crédits a tout de même incité le déplacement d'intérêt des holdings ou encore des petites et moyennes entreprises turques vers les pays

⁹²² Mehmet Dikkaya, « Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri arasındaki Ekonomik İlişkiler », **Bilig Dergisi**, No.9, Bahar 1999, p.4-10.

⁹²³ Turan et Turan, op.cit., p. 929.

⁹²⁴ Orah Morgil, « Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İşbirliğinin Geliştirilmesi », **Yeni Türkiye**, No. 15, 1997, p. 773-777.

⁹²⁵ Dünyamalı Veliyev, « Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İşbirliği : Sorunlar, Perspektifler », **Avrasya Dosyası**, Azerbaycan Özel, Vol. 7, No. 1, İlkbahar 2001, p.106.

turcophones. Les dits-crédits ont facilité l'accès des firmes turques aux pays turcophones aussi bien en termes d'exportation que de construction. Sur le long terme, la plupart de ces firmes sont devenues des investisseurs directs dans ces pays. Il serait donc adéquat d'affirmer que durant les premières années de leur indépendance ces crédits ont contribué à une stimulation réelle de l'économie dans les pays turcophones.⁹²⁶

Les hommes d'affaires turcs étaient avantageux par rapport à leur homologue étranger puisqu'ils pouvaient s'adapter plus facilement à la vie locale et apprendre les langues de ces pays. Bien que certains aient saisi cet avantage, il est tout de même vrai qu'une partie des hommes d'affaires turcs n'ont pas su utiliser à bon escient les opportunités qui leur ont été offertes par Ankara pour une ouverture économique vers ces pays. À titre indicatif, rappelons que l'absence de qualité dans les produits exportés de la Turquie vers ces États est apparue comme un des problèmes majeurs dans le développement des relations économiques. De plus, il s'est avéré que certaines firmes turques avaient importé des produits des pays turcophones sans effectuer un paiement.⁹²⁷ Par conséquent, ces pays ont fini par perdre leur confiance vers le secteur privé turc. Similairement, certains obstacles ont aussi trouvé genèse chez les pays turcophones. À cet égard, l'absence d'un système régulier bancaire et d'assurance, des règlements législatifs et administratifs ainsi que des mécanismes compensatoires ont rendu encore plus laborieux la survie des firmes turques au sein de ces nouveaux marchés.⁹²⁸ Avec le temps, bien que la Turquie et les pays turcophones aient su surmonter malgré tous ces obstacles, celles-ci ont tout de même limité l'expansion des relations économiques.

En ce qui concerne le développement du secteur privé dans les pays turcophones, il est important de remarquer que la Turquie a pris des mesures importantes. Ainsi elle a contribué également au développement du secteur bancaire dans les pays turcophones. Ainsi, les banques turques ont ouvert des branches dans ces pays et ont établi de nouvelles banques en coopération avec les banques locales par le biais de la jointe venture.⁹²⁹ Ces

⁹²⁶ Robins, op.cit.p. 608-609.

⁹²⁷ Kara, **Turgut Özal ve Türk Dünyası...**, p.184-198.

⁹²⁸ Olcott, **Central Asia's New States...**, p. 26.

⁹²⁹ Par exemple, par la participation de la Banque turque *Ziraat* avec un pourcentage de 46%, la Banque turque commerciale a été ouverte en 1995 en Azerbaïdjan. La Banque internationale Kazakhstan-Ziraat a été construite avec la participation de 35% de la Banque *Ziraat* en 1993. Au Kirghizstan, la Banque Demir a aussi acheté 60% des actions de la Banque internationale Demir-Kirghize établie en 1997. En Ouzbékistan,

banques ont commencé à fournir des services internationaux bancaires. À cet égard, les banques turques ont partagé leurs connaissances et expériences avec ces banques nouvellement établies dans les pays turcophones.⁹³⁰ La Turquie a aussi coopéré avec les autres banques internationales pour le renforcement du système bancaire dans ces pays. À titre illustratif, comme résultat de la coopération entre l'UE, le BERD, le Trésor et l'Union des banques turques un centre régional sur l'éducation du système bancaire a été établi à Tachkent pour la formation des banquiers kirghizes, kazakhes mais aussi tadjiks (bien qu'ils ne soient pas turcophones).⁹³¹

Pour résumer, malgré certaines lacunes, la Turquie a réussi à contribuer aux pays turcophones sur le plan développemental et économique. Malgré certaines fluctuations cela a laissé des traces positives pour la relance de la régionalisation.

b-Le déroulement des relations économiques et commerciales

En observant les relations économiques et commerciales entre la Turquie et les pays turcophones, nous constatons que le secteur de la construction détient une place importante. Il faut aussi analyser de près les échanges commerciaux et les investissements réalisés entre la Turquie et ces pays pour mieux comprendre la situation.

b.a-Le secteur de la construction

La Turquie a remporté beaucoup de réussite dans le secteur de la construction et des travaux publics dans les pays turcophones. En effet, les entreprises turques de construction constituaient la force motrice pour une pénétration économique de la Turquie dans ces pays. Ainsi, dès le début de l'indépendance des pays turcophones, les firmes turques ont commencé à construire des bâtiments administratifs, des aéroports, des hôtels, des barrages, des installations pétrolières etc. Pour n'en citer que quelques-uns, notons l'aéroport d'Achgabat, les installations touristiques à Turkmenbachy, une usine d'autobus

la Banque turco-ouzbek a été établie en 1993 dont 60% des actions appartenaient à la Banque *Ziraat*. D'autre part, la Banque *Ziraat* a acheté les actions de 50% de la Banque commerciale turco-turkmène.

⁹³⁰ Öner Kabasakal, « Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleri ile Ekonomik ve Ticari İlişkileri », **Avrasya Etüdleri Dergisi**, (Bağımsızlığın 10. Yılında Türk Cumhuriyetleri Özel Sayısı), Yaz 2001, p. 42.

⁹³¹ Turan et Turan, op.cit., p. 935.

à Samarkand, l'hôtel d'Ankara à Almaty, la plupart des nouveaux bâtiments d'administration à Astana et la route reliant Bichkek et Och sans oublier les travaux de rénovation de la raffinerie de Boukhara etc. Il est possible de multiplier ces exemples dont l'ampleur a joué un rôle essentiel pour la reconstruction structurelle et infrastructurelle dans ces pays.

D'après les chiffres obtenus en 2019, les projets entrepris par les firmes turques de construction dans les pays turcophones ont atteint une valeur dépassant les 86 milliards de dollars. Dans ce cadre, le Turkménistan vient en tête avec la réalisation par les firmes turques de constructions de projets dépassant les 50 milliards dollars. En effet, le Turkménistan présente le deuxième marché principal dans ce domaine pour les firmes turques de construction après la Russie. Le Turkménistan est suivi par le Kazakhstan avec une valeur dépassant 21 milliards de dollars et par l'Azerbaïdjan avec 12 milliards de dollars. Pour l'Ouzbékistan, il est question de 2.8 milliards de dollars et de 692 millions pour le Kirghizstan.⁹³² Par ailleurs, ces montants nous montrent la place primordiale de ce secteur pour les relations économiques entre la Turquie et les pays turcophones.

b.b-Les échanges commerciaux et les investissements

Depuis l'indépendance des pays turcophones les échanges commerciaux avec la Turquie sont restés assez modestes. Les relations économiques étaient plutôt conditionnées par le niveau des relations politiques sauf pour le cas de l'Ouzbékistan qui détenait des liens commerciaux importants et ce malgré les périodes de crise dans les relations diplomatiques. Au début des relations économiques avec ces pays, le « commerce de valise » a certes joué un rôle important concernant les flux de commerce entre la Turquie et les pays turcophones. Pourtant, par exemple, en 1996, alors que la part d'exportation de la Turquie vers les pays turcophones correspondait à environ 0,7%, ce taux était de 3,21% pour son importation.⁹³³

⁹³² « Les Relations avec l'Asie centrale », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/turkiye-orta-asya-ulkeleri-iliskileri.tr.mfa> et la note d'information « Turkish Contracting in The International Market », préparée par l'Union des firmes turques de construction, https://www.tmb.org.tr/doc/file/TCIM_February_2019.pdf, consulté le 1 octobre 2019.

⁹³³ Pour plus d'information sur le sujet voir http://tuik.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1046, consulté le 19 septembre 2019.

Tableau 11. L'exportation de la Turquie vers les pays turcophones et les pays de l'Union européenne (2008-2018) millions en dollars

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Exportation totale de la Turquie	132.027	102.143	113.883	134.91	152.46	151.803	157.61	143.84	142.53	156.994	167.921
Exportations vers les pays membres de l'Union européenne	63.38	47.012	52.685	62.346	59.194	62.837	68.227	63.747	68.065	73.592	83.549
Part de l'exportation vers les pays l'Union européenne dans son exportation totale (en pourcentage %)	48,0%	46,0%	46,2%	46,2%	38,8%	41,4%	43,3%	44,3%	47,8%	46,9%	49,8%
Exportations vers les pays turcophones	3.749	3.399	3.921	5.04	5.841	6.908	7.108	5.29	3.992	4.165	3.965
Part de l'exportation vers les pays turcophones dans son exportation totale (en pourcentage %)	2,8%	3,3%	3,4%	3,7%	3,8%	4,6%	4,5%	3,7%	2,8%	2,7%	2,4%

Source : L'Institut statistique de Turquie (TUIK)

En examinant l'exportation effectuée par la Turquie vers les pays turcophones entre les années 2008-2018, il serait juste de conclure que la moyenne en pourcentage de cette exportation⁹³⁴ constitue 3,4% de l'exportation totale de la Turquie. En outre à l'analyse de l'importation⁹³⁵ effectuée par la Turquie aux pays turcophones pendant la même

⁹³⁴Les essentiels produits d'exportation de la Turquie vers les pays turcophones sont comme suivant :

Azerbaïdjan : les meubles, les produits de la construction automobile, les produits de l'industrie sidérurgique, les métaux précieux et les produits de construction. <http://www.mfa.gov.tr/azerbaycan-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 20 septembre 2019.

Kazakhstan : les produits et les accessoires de bijouterie, les produits plastiques, les équipements de construction et les tapis. <http://www.mfa.gov.tr/kazakistan-cumhuriyeti-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 20 septembre 2019.

Turkménistan : les produits de coton et de textile, l'énergie, les produits chimiques et agraires. <http://www.mfa.gov.tr/turkmenistan-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 20 septembre 2019.

Ouzbékistan : les produits d'hygiène, les médicaments, la remorque, les produits plastiques et les machines de traitement des aliments. <http://www.mfa.gov.tr/ozbekistan-cumhuriyeti-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 20 septembre 2019.

Kirghizstan : les produits et les accessoires de bijouterie, les produits de textile, les tapis, les produits d'hygiène et les machines électroniques. <http://www.mfa.gov.tr/kirgizistan-cumhuriyeti-ekonomik-iliskileri.tr.mfa>, le consulté 20 septembre 2019.

⁹³⁵ Les produits essentiels d'importation de la Turquie des pays turcophones comme suivant :

Azerbaïdjan : l'aluminium brut, les éthylènes polymères, les huiles de pétrole, les hydrocarbonés acides, les peaux d'animaux à fourrure, les gaz de pétrole et les autres hydrocarbures gazeux, le plomb brut et les fils de coton. <http://www.mfa.gov.tr/azerbaycan-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 21 septembre 2019.

Kazakhstan : le pétrole brut, le gaz naturel, le cuivre raffiné et ses amalgames, le zinc et l'aluminium brut, le blé et le plomb brut. <http://www.mfa.gov.tr/kazakistan-cumhuriyeti-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 21 septembre 2019.

Turkménistan : Le métal travaillé, les appareils ménagers, les produits électroniques, les produits industriels, alimentaires et de textile, les produits de construction, les véhicules de transport et les médicaments. <http://www.mfa.gov.tr/turkmenistan-ekonomisi.tr.mfa>, consulté 21 septembre 2019.

Ouzbékistan : le cuivre, ses produits et ses amalgames, le zinc brut, les fils de coton, l'engrais et les légumes conservés, le plomb brut et la soie. <http://www.mfa.gov.tr/ozbekistan-cumhuriyeti-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 21 septembre 2019.

période, nous constatons qu'elle se limite entre 1,4% de l'importation totale de la Turquie. Ces pourcentages, qu'ils soient en exportation ou importation sont assez bas. Cela est inférieur d'une manière significative de son exportation vers les pays d'UE et d'importation des pays de l'Union. En effet, le fait que les produits d'exportation des pays turcophones ne soient pas tout à fait compatibles avec les produits d'importation de la Turquie est un facteur qui a joué un rôle important dans ce tableau.⁹³⁶ Pourtant, il est vrai qu'il est évident de prendre des mesures nécessaires pour améliorer le taux d'importation et d'exportation entre la Turquie et les pays turcophones.

Tableau 12. L'importation (à l'exclusion des importations en énergie) de la Turquie des pays turcophones et des pays de l'Union européenne (2008-2018) millions en dollars

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Importation totale de la Turquie	201.964	140.928	185.544	240.84	236.55	251.661	242.18	207.23	198.62	233.804	223.047
Importation des pays de l'Union européenne	74.408	56.509	72.179	91.128	87.448	92.264	88.547	78.545	77.368	84.988	80.624
Part de l'importation en provenance des pays membres de l'Union européenne dans son importation totale (en pourcentage %)	36,8%	40,1%	38,9%	37,8%	37,0%	36,7%	36,6%	37,9%	39,0%	36,4%	36,1%
Importation des pays turcophones	3.242	1.872	2.924	3.642	3.558	3.6	2.997	2.688	2.605	3.185	2.953
Part de l'importation en provenance des pays turcophones dans son importation totale (en pourcentage %)	1,6%	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%	1,4%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,3%

Source : TUIK

Dans le domaine de l'investissement, depuis l'indépendance des pays turcophones, les cercles financiers ont essentiellement investi dans le secteur du textile, de la télécommunication, du tourisme, des aliments et des services. Les appels d'offres considérés comme importants incluant ceux liés au pétrole, au gaz naturel et à l'or ont été remportés par les firmes occidentales. Les offres liées à l'oléoduc de Bakou-Tbilissi-Ceyhan, le gazoduc de Bakou-Tbilissi-Erzurum, le ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars et le gazoduc TANAP qui est devenu opérationnel récemment ont constitué des exceptions à ce sujet.⁹³⁷

Kirghizstan : les haricots secs, le coton, les ferrailles de cuivre et d'aluminium, les légumes conservés, l'or, les fruits frais et secs, le plomb et l'aluminium bruts. <http://www.mfa.gov.tr/kirgizistan-cumhuriyeti-ekonomik-iliskileri.tr.mfa>, consulté le 21 septembre 2019.

⁹³⁶ Hakan Güneş, « Türkiye-Orta Asya İlişkileri », dans Faruk Sönmezoğlu, Nurcan Özgür Baklacioğlu et Özlem Terzi (éd.), *XXI. Yüzyılda Türk Dış Politika Analizi*, İstanbul : Der Yayınları, 2012, p.728.

⁹³⁷ Ibid., p.728.

L'essentiel des investissements de la Turquie s'est concentré en Azerbaïdjan avec un montant de 11 milliards de dollars.⁹³⁸ En première moitié de 2019, la Turquie se classe en 9^e position parmi les plus grands investisseurs au Kazakhstan constituant 2,7% des investissements étrangers totales dans le pays. Les firmes turques y ont réalisées au total un investissement de 4 milliards de dollars.⁹³⁹ Il serait juste de constater que le montant d'investissement effectué par la Turquie est inférieur dans les trois autres pays turcophones. En effet, le taux d'investissement atteint 1 milliard de dollars en Ouzbékistan et au Kirghizstan et il est question d'environ 413 millions de dollars au Turkménistan. Ces dernières années, parallèlement au développement de leur économie, les firmes dans certains pays turcophones ont aussi commencé à faire des investissements en Turquie. Ainsi, l'investissement des firmes azerbaïdjanaises en Turquie a abouti à 11.2 milliards de dollars entre les années 2002-2018.⁹⁴⁰ La firme pétrolière azerbaïdjanaise *SOCAR* a aussi investi 6.3 milliards de dollars pour la construction de la raffinerie pétrolière d'Aliğa située à Izmir qui a été inaugurée le 19 octobre 2018.⁹⁴¹ En outre, l'investissement des firmes kazakhes en Turquie a atteint plus 1 milliard de dollars.⁹⁴² À l'examen de la situation des échanges commerciaux et des investissements mentionnés ci-dessus, il est fort de constater que ce domaine n'est pas assez effectif pour la relance de la régionalisation entre les pays turcophones. Il s'agit tout de même de développements positifs et ce particulièrement les dernières années malgré les limites.

En conclusion, la Turquie soutient les pays turcophones dans différents domaines depuis leur indépendance. La TİKA a conduit des projets importants sur le développement de ces pays. Le DEİK et les crédits d'EXİMBANK ont constitué les outils essentiels que

⁹³⁸ Vahap Munyar, « Azerbaycan 10.1 milyar getirdi 11.7 milyar dolar çekti », **Hürriyet**, le 16 mars 2018, <http://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/vahap-munyar/azerbaycan-10-1-milyar-getirdi-11-7-milyar-dolar-cekti-40773786>, consulté le 20 octobre 2018.

⁹³⁹ Ayşe Böcüoğlu Bodur, « Kazakistan'dan Türkiye'ye yatırımlarınızda üs olabilirsiniz mesajı », **Anadolu Ajansı**, le 4 novembre 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/kazakistandan-turkiye-ye-yatirimlarinizda-us-olabilirsiniz-mesaji/1634996>, consulté le 4 novembre 2019.

⁹⁴⁰ « L'économie d'Azerbaïdjan », le site officiel du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, <http://www.mfa.gov.tr/azerbaycan-ekonomisi.tr.mfa>, consulté le 1 novembre 2019. <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/azerbaycanin-yurt-disinda-en-fazla-yatirim-yaptigi-ulke-turkiye/812093>, consulté le 20 octobre 2018.

⁹⁴¹ « Dev yatırım Star rafineri açılıyor », **Hürriyet**, le 18 octobre 2018, <https://www.trthaber.com/haber/ekonomi/dev-yatirim-star-rafinerisi-aciliyor-389904.html>, consulté le 25 octobre 2018.

⁹⁴² Ayşe Böcüoğlu Bodur, « Kazakistan'dan Türkiye'ye yatırımlarınızda üs olabilirsiniz mesajı », **Anadolu Ajansı**, le 4 novembre 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/kazakistandan-turkiye-ye-yatirimlarinizda-us-olabilirsiniz-mesaji/1634996>, consulté le 4 novembre 2019.

la Turquie a utilisés et continue d'utiliser afin de contribuer au développement de leur système économique. Par ailleurs, Ankara a joué un rôle vital pour l'intériorisation du concept du secteur privé dans ces pays qui étaient tenus jusqu'à cette date à l'écart des concepts de l'économie de marché. Enfin, la Turquie a contribué aux autorités de ces pays afin de leur transmettre son savoir-faire concernant la collaboration avec les hommes d'affaires étrangers. Il a tout de même été question de problèmes découlant des deux parties. Ainsi, l'aide dynamique en provenance d'Ankara n'a pas pu continuer. Les hommes d'affaires turcs ont été confrontés aux difficultés engendrées par les lacunes en termes de régulation dans les systèmes économiques de ces pays. Pourtant, l'attitude de certaines entre eux a nui le développement des relations économiques et commerciales entre la Turquie et les États turcophones. Malgré toutes les difficultés, en général, les hommes d'affaires turcs ont eu des succès et ce spécifiquement dans les domaines de « la banque » et de « la construction ».

Depuis leur indépendance, bien que les liens commerciaux entre les pays turcophones aient connu une certaine amélioration, le taux d'exportation et d'importation détient une part minimale. Par ailleurs, il est à noter que les investissements turcs dans ces pays sont en hausse. Parallèlement, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont commencé à investir en Turquie ces dernières années. Donc à l'analyse de cette situation, nous pouvons constater que dans le plan développemental et économique, malgré certaines améliorations, il existe des limites concernant les relations économiques entre la Turquie et les pays turcophones. Ainsi ces limites empêchent l'approfondissement de la régionalisation entre les pays turcophones.

3-Le plan culturel et éducatif

Sur le plan culturel et éducatif, depuis l'indépendance des pays turcophones, la Turquie a pris plusieurs mesures pour raviver l'héritage historique et linguistique en commun avec les pays turcophones par l'intermédiaire de son soutien à leur système scolaire et universitaire. Pour la première fois dans son histoire, elle a commencé à concevoir des projets dans ces domaines sans expérience à priori ni plans stratégiques.

Dans cette partie, nous examinerons d'abord les projets et les activités culturels et éducatifs spécifiques pour ensuite analyser la contribution de la Turquie à la vie scolaire et universitaire dans les pays turcophones prenant en considération ses effets sur la régionalisation.

a-Les projets et les activités culturels et éducatifs spécifiques

Parmi les initiatives entreprises afin de renforcer les liens culturels et éducatifs avec les pays turcophones, viennent en tête de liste le projet de « 10 000 étudiants », la préparation des manuels sur l'alphabet, la langue, la littérature et l'histoire en commun. De plus, la Turquie a aussi mené d'autres initiatives telles que la diffusion de nouvelles sous-chaines du TRT. Dans cette perspective, pour la conduite de plusieurs initiatives spécifiques dans les domaines culturels et éducatifs, la TIKA a joué un rôle important.

a.a-Le projet de « 10 000 étudiants »

Le projet avait pour but d'accroître le niveau d'éducation dans les pays et les communautés turcophones, de répondre au besoin d'une main d'œuvre qualifiée et de former les nouveaux cadres bureaucratiques tout en établissant des relations amicales avec la Turquie. L'établissement d'un pont d'amitié et de fraternité soutenable au sein du monde turcique constituait l'essentiel de tous les objectifs. En effet, ce projet qui allait avoir besoin d'un budget assez élevé a été critiqué à la Grande Assemblée nationale turque. Mais, en croyant à sa nécessité, le premier ministre Demirel l'a défendu en disant que s'il s'agissait d'un besoin de budget supplémentaire, moins d'un barrage pourrait être fait en Turquie.⁹⁴³ Donc, cela montrait la détermination de la Turquie de former les nouvelles générations dans les pays turcophones par l'intermédiaire de ce projet.

Au début, le projet n'incluait que les cinq pays turcophones pour s'élargir par la suite aux autres communautés turques. Plusieurs institutions étatiques ont pris action dans l'application de ce projet: le ministère d'État qui s'occupait des relations avec les

⁹⁴³ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

Républiques et les communautés turques, le ministère de l'Éducation nationale, le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK), la Direction générale des crédits et des bourses pour l'enseignement supérieur, le TOMER, la TIKA et le ministère des Affaires étrangères turques.⁹⁴⁴

À cet égard, pendant la période allant de 1992 à 1993, avec l'initiative du premier ministre Demirel, la Turquie a accueilli 3000 lycéens et 7000 étudiants boursiers de l'État et le projet a continué dans les années suivantes jusqu'en 2012.⁹⁴⁵ Pendant la période 1992-2012, chaque année un nouveau quota d'environ 1500 étudiants a été partagé entre les républiques turcophones et les communautés turques à travers le monde. Le nombre des élèves du secondaire a diminué avec le temps. En 2012, la Turquie a réorganisé son système de bourse de façon à intégrer le projet de « 10 000 étudiants » dans le mécanisme « les Bourses de la Turquie » sous la Présidence des Turcs à l'Étranger et des Communautés Apparentées (YTB) dont l'égide a été transférée en 2018 du Premier ministre au ministère de la Culture et du Tourisme.⁹⁴⁶

Avec le projet de « 10 000 étudiants » la Turquie s'est lancée pour la première fois dans une initiative d'une si grande ampleur pour la formation des étudiants étrangers. Dans cette perspective, des mesures législatives ont été mises en vigueur afin de pouvoir mettre en œuvre le dit-projet. Ainsi, il a été question de plusieurs amendements législatifs qui ont été approuvés pour réguler la sélection des étudiants, leur logement et les bourses octroyées. La réalisation d'un tel changement de si grande ampleur en si peu de temps a été très laborieuse et il y a tout de même eu des lacunes dans sa gestion.

En outre, l'engagement d'institutions différentes s'est avéré être problématique pour assurer la coordination entre celles-ci. De plus, les étudiants qui s'étaient inscrits à des cours de langue turque pour une durée de six mois au centre linguistique TOMER n'avaient pas atteint le niveau requis pour la réussite de leur étude universitaire.⁹⁴⁷

⁹⁴⁴ Yüksel Kavak ve Gülsün Atanur Başkan, « Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleri ve Türk ve Akraba Topluluklarına Yönelik Eğitim Politika ve Uygulamaları », **Hacettepe Üniversitesi Eğitim Dergisi**, Vol. 20, 2001, p. 97-98.

⁹⁴⁵ Nadir Devlet, « Türkiye'nin Avrasya'ya Yönelik Kültür Politikaları », dans Mustafa Aydın (éd.), **Türkiye'nin Avrasya Macerası** 1986-2006, Ankara : Nobel, 2007, p. 181.

⁹⁴⁶ Le YTB a été établi en 2010. Pour plus d'information sur les programmes au sein « des Bourses de la Turquie » coordonnés par le YTB, voir <https://www.turkiyeburslari.gov.tr/turkiye-burslari/burs-programlari/>, consulté le 1 janvier 2019.

⁹⁴⁷ Saray, **Türk Dünyasında Neler Oldu ?**, p. 61.

La différence du niveau d'éducation entre les écoles secondaires en Turquie et dans ces pays, l'insuffisance des bourses fournies aux étudiants, les conditions précaires des logements et l'absence des services d'orientation pour faciliter leur adaptation en Turquie ont empêché l'obtention de résultats escomptés dans le cadre du projet.

Il s'agissait également des problèmes provenant des pays fournisseurs des étudiants turcophones. À la source de certains problèmes se trouvaient les critères de sélection des étudiants visiteurs. En effet, loin d'une perspective objective, la priorité a été accordée aux enfants des élites. Par ailleurs, les obstacles liés à la non-équivalence des diplômes perduraient et les opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés étaient insuffisantes. Face à ce tableau, déjà en 2001, parmi les étudiants en provenance des pays turcophones 49,1% avaient perdu leur bourse soit par absentéisme soit parce qu'ils n'avaient pas renouvelé leur inscription universitaire ou encore en raison de l'échec scolaire.⁹⁴⁸ Les milieux éducatifs turcs ont aussi proposé l'établissement, en Turquie, d'une université d'Eurasie qui serait en charge de l'enseignement de tous les étudiants venant des pays turcophones. Par manque d'un budget nécessaire, ce projet n'a pas vu le jour. Par ailleurs, le budget alloué à la TIKA pour contribuer au financement du projet de « 10 000 étudiants » a été retiré par la Trésorerie à cause de la crise économique déclenchée en Turquie à partir de 1994.⁹⁴⁹

Le projet de « 10 000 étudiants » a montré qu'au-delà des instruments nécessaires d'autres paramètres doivent être pris en compte pour la poursuite soutenable d'une telle initiative. En effet, dans le cadre de ce projet, 32 000 étudiants sont arrivés en Turquie entre les années 1992 et 2012 mais seuls 9541 étudiants ont réussi à obtenir leur diplôme.⁹⁵⁰ Bien que la proportion de réussite ait été inférieure aux objectifs fixés, n'oublions pas de préciser que parmi les diplômés se trouvaient de futurs ministres, politiciens, bureaucrates, académiciens et ambassadeurs.⁹⁵¹ À titre illustratif, Abzal Saparbekuly, ambassadeur actuel de la République du Kazakhstan en Turquie a poursuivi

⁹⁴⁸ Kavak ve Başkan, op.cit., p.100-112.

⁹⁴⁹ Saray, *Türk Dünyasında Neler Oldu ?*, p. 65- 68.

⁹⁵⁰ Selim Öztürk, *Büyük Öğrenci Projesinden Türkiye Bursları Projesine Geçiş Süreci ve Türkiye'nin Öğrenci Politikasındaki Değişim*, T.C. Başbakanlık Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluğu Başkanlığı, Yayınlanmamış Uzmanlık Tezi, Ankara, 2014, p. 71.

⁹⁵¹ Güneş, op.cit., p.735.

ses universitaires à Ankara pendant les premières années du projet « 10 000 étudiants ».⁹⁵² De plus, Rachid Meredov, ministre des Affaires étrangères du Turkménistan, fait aussi parti des étudiants qui ont fait leurs études en Turquie dans le cadre de ce projet.⁹⁵³

D'après les statistiques du YTB, jusqu'en 2019, plus de 30 000 étudiants en provenance des pays turcophones ont continué leur étude universitaire en Turquie. Malgré l'accroissement du nombre de bourses accordées aux étudiants en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique, il est à noter que les étudiants originaires de l'Asie centrale continuent à former un pourcentage significatif en Turquie.⁹⁵⁴ À cet égard, malgré ses lacunes, il faut admettre que le projet de « 10 000 étudiants » était une mesure remarquable prise par Ankara pour inciter la coopération entre la Turquie et les pays turcophones dans le domaine éducatif.

a.b-La préparation des manuels sur l'alphabet, la langue, la littérature et l'histoire communs

La préparation des manuels sur l'alphabet, la langue, la littérature et l'histoire communs figuraient parmi les projets en priorité de la Turquie concernant les pays turcophones. Ainsi, dans le cadre du projet prévoyant un alphabet commun la TIKKA a invité, à Ankara, les 8-10 mars 1993, les experts de cinq pays turcophones pour une conférence sur un alphabet commun. À cette fin, une commission composée de ces dits-experts a été mise en place. Au bout de trois jours de discussions, en prenant pour base les résultats de la conférence qui a eu lieu les 18-20 novembre 1991 à l'Université de Marmara avec la participation de 26 scientifiques venant de 12 communautés turcophones de l'ex-Union soviétique, la Commission a adopté un alphabet en commun composé de 34 lettres⁹⁵⁵ prévu pour être utilisé dans le domaine éducatif, pour la correspondance officielle et les œuvres littéraires écrites dans les pays turcophones. En effet, cette décision

⁹⁵² Entretien avec Monsieur Abzal Saparbekuly, ambassadeur de la République de Kazakhstan à Ankara, le 12 décembre 2018, Ankara.

⁹⁵³ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

⁹⁵⁴ Mehmet Köse, « Türk Konseyi Diasporaları Görmezden Gelinemez », *YTB*, le 4 mars 2018, <https://www.ytb.gov.tr/haberler/turk-konseyi-diasporalari-gormezen-gelinemez>, consulté le 21 décembre 2018.

⁹⁵⁵ Cet alphabet a été déjà mentionné dans cette recherche doctorale sous le sous-titre « les instruments utilisés pour le *nation building* et le *national identity building* ».

faisait figure de conseil soumis à l'approbation des chefs d'État et de gouvernements turcs. Il était prévu que le groupe permanent de travail des experts de l'alphabet et de l'orthographe qui allait se réunir régulièrement sous la coordination de la TIKa examine la mise en vigueur du dit-projet.

De plus, au cours des entretiens avec leurs homologues turcophones, les hommes politiques en Turquie leur ont promis de fournir gratuitement des imprimeries en latin pour faciliter le passage à l'alphabet commun. Un technicien de la TIKa et le directeur de l'école de l'imprimerie du ministère de l'Éducation nationale turc ont été envoyés à ces pays turcophones pour examiner les imprimeries existantes et déceler les besoins existants. Suite au rapport de la délégation, bien qu'ils se soient mis d'accord sur la nécessité d'imprimeries à moyennes échelles, ils ont fini par envoyer des imprimeries à petites échelles.⁹⁵⁶

Les travaux sur la rédaction des manuels de littérature, de langue, des dictionnaires et d'histoire communs ont commencé sous la coordination de la TIKa. Les partenaires de trois premiers projets étaient la Fondation de langue turque (*Türk Dil Kurumu*) alors que celui du dernier était la Fondation de l'histoire turque (*Türk Tarih Kurumu*). Le ministère de l'Éducation nationale turc faisait aussi parti du protocole signé par ces dites institutions le 29 mars 2013 pour la conduite des projets. Suite à cette ratification, 50 scientifiques originaires des pays turcophones et de la Fédération de Russie se sont installés à Ankara pour une période de deux années pour réaliser les projets sur la littérature, la langue et le dictionnaire en commun.⁹⁵⁷

D'autre part, après une visite aux pays turcophones dans le but d'un travail préparatoire pour la rédaction d'un manuel d'histoire en commun, la première réunion des historiens du monde turcique a été organisée les 5-9 septembre 1994 à Ankara. Comme résultat de cette conférence, deux historiens par pays turcophones sont arrivés le 14 mars 1995 à Ankara et y ont séjourné plus d'un an pour préparer un livre d'histoire en commun de 5 tomes qu'ils prévoyaient utiliser dans toutes les républiques turcophones. Bien que les textes fussent prêts, la publication du livre n'a pu voir le jour. En résumé, à cause de

⁹⁵⁶ Saray, *Türk Dünyasında Neler Oldu ?*, p.74-80.

⁹⁵⁷ Ibid., p. 74-86.

certaines problèmes financiers et ainsi que du manque de coordination parmi les projets mentionnés ci-dessus, seuls les livres de littératures et de grammaires turciques en commun ont pu être publiés.⁹⁵⁸ Les efforts dépensés sur ce domaine n'ont pas atteint les résultats prévus.

a.c-Les autres initiatives mises en place pour resserrer les relations culturelles

Parmi les autres initiatives mises en place par la Turquie pour resserrer les relations culturelles avec les pays turcophones, l'établissement des chaînes diffusant des émissions vers ses pays, la publication des œuvres sur l'héritage culturelle, historique et littéraire en commun, l'établissement des nouvelles institutions pour diffuser la langue, l'histoire, la culture et l'art turcs, ainsi que les activités de l'Assemblée d'amitié, de fraternité et de coopération des États et des communautés turques comme une plateforme civile méritent une analyse plus détaillée.

Dans le but de jouer un rôle connecteur entre les peuples turcs d'Anatolie et les pays turcophones, la Turquie a aussi commencé à diffuser, dès 1992, des émissions télévisées de la chaîne nationale TRT par « TRT Eurasie » et « TRT Int ».⁹⁵⁹ Pourtant, n'ayant pas préparé des émissions spécifiques pour la région, elles n'ont pas réussi à attirer l'attention des peuples turcophones. Par ailleurs, le fait que ces émissions n'étaient diffusées qu'en langue turque figurait parmi une des raisons importantes qui expliquait la faiblesse du nombre de téléspectateurs. TRT Eurasie a d'abord été nommé « TRT Türk » en 2001 avant de devenir « TRT Avaz » en 2009. Ce n'est qu'à partir de cette date que la Turquie a mené une politique d'émission plus structurée avec la préparation d'émissions spécifiques pour les peuples turcophones vivant au Caucase, en Asie centrale et dans les Balkans résultant par un intérêt plus vif de la part des spectateurs. Ainsi, grâce aux émissions réalisées en turc, en azerbaïdjanais, en kazakh, en kirghize, en turkmène et en ouzbek, la chaîne télévisée TRT Avaz est devenue une sorte de chaîne commune des pays turcophones.⁹⁶⁰

⁹⁵⁸ Ibid., p. 74-86.

⁹⁵⁹ Nadir Devlet, « Yeni Türk Cumhuriyetleri Açısından Türkiye ile İşbirliğinin Önemi », dans Erol Manisalı, *Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği*, İstanbul: TİKA ve Kıbrıs Araştırmaları Vakfı, 1993, p.17.

⁹⁶⁰ Pour plus d'information voir <https://www.trt.net.tr/francais/content/Trt-Tv>, consulté le 5 janvier 2019.

La Turquie a accéléré la publication des œuvres sur l'héritage culturelle, historique et littéraire en commun. L'objectif était d'inciter une compréhension commune de la turcité tant en Turquie que dans les pays turcophones. Toutes les activités concernant la préparation des œuvres sur les légendes, les personnages historiques et spirituels en commun et l'organisation des activités sur cet héritage ont été soutenues par Ankara. De plus, pour approfondir les connaissances sur la région, la TIKA a encouragé la réalisation d'une série de livres portant sur les domaines historique, linguistiques et économique des peuples turcs. À cette fin, la revue des sciences sociales *Eurasian Studies* et le bulletin économique *Eurasian File* ont été imprimés et le livre de Radloff sur les inscriptions d'Orkhon a été réédité.⁹⁶¹

Le Centre culturel d'Atatürk du Haut Conseil d'Atatürk de la Culture, de la Langue et de l'Histoire (*Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu*) transféré en 2018 de l'Office du premier ministre turc à la Présidence de la Turquie, fait aussi parti des institutions qui a réalisé des activités pour raviver la connaissance sur l'héritage commun dans la région turcophone. À cet égard, le Centre a organisé une série de symposiums sur le « Monde turcique ». Depuis 1994, ce centre publie le magazine *Bilge*, qui se concentre sur ce sujet. De plus, le centre a mis en place un projet d'une grande ampleur portant sur la littérature du monde turque. Ainsi, des encyclopédies en 9 tomes sur l'histoire de la littérature du monde turc et en 8 tomes sur les personnalités littéraires du monde turc ainsi qu'une anthologie des textes littéraires du monde turc ont été préparées par ce centre.⁹⁶² Pourtant, le Haut Conseil a quand même été critiqué pour n'avoir pas réalisé assez d'activités effectives pour approfondir les liens culturels entre les peuples turcophones.⁹⁶³

L'Assemblée d'amitié, de fraternité et de coopération des États et des communautés turques soutenue par la TIKA et établie en 1993 constituait un autre mécanisme des relations culturelles. Cette assemblée qui réunissait les représentants des peuples turcophones y compris ceux de Russie, de la Chine, de l'Iran et des Balkans a perduré jusqu'en 2009. Cette Assemblée qui a continué à se réunir en Turquie

⁹⁶¹ Bozbey, op.cit., p.616-617.

⁹⁶² Dursun Dağasan, « Türk Dünyası Edebiyatı Projesi ve 1997 Taşkent Toplantısı », **Bilge**, No. 14, 1994, p. 10-12.

⁹⁶³ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.510.

annuellement dans les années suivantes jusqu'en 2001 a plutôt été une plateforme où les participants ont partagé leurs opinions et sentiments pour renforcer la coopération régionale entre les pays turcophones en parlant de l'établissement d'une union turcique. Ainsi, ce mécanisme de coopération qui s'est rassemblé, après 5 ans d'arrêt, en 2006 à Antalya en 2007 à Bakou et en 2009 à Bichkek. Il est resté plutôt une plateforme civile qui organise des réunions dans lesquelles seules les rhétoriques sentimentales s'exprimaient.

La Turquie a construit plusieurs établissements qui avaient entre autres pour mission le renforcement des relations avec les pays turcophones. TOMER⁹⁶⁴ était une source essentielle pour l'apprentissage du turc aux jeunes turcophones. L'Institut *Yunus Emre* qui a été établi en 2007 et dont l'objectif est de présenter à travers le monde l'histoire, la culture, la langue et l'art turcs est aussi devenu un moyen de resserrer les relations avec les pays turcophones. Parmi ces 56 bureaux à travers le monde, l'Institut a aussi une représentation à Bakou et à Astana.⁹⁶⁵ Le YTB a aussi joué un rôle pour le renforcement des liens avec les peuples turcophones, à ce titre elle cible non seulement le développement des relations avec les citoyens turcs résidants à l'étranger mais aussi entre les communautés turcophones.⁹⁶⁶ En outre, en ouvrant des départements de turcologie dans les universités des pays turcophones, la TIKA a aussi contribué à la formation de la langue turque dans ces États.⁹⁶⁷

En résumé, la Turquie a lancé plusieurs projets spécifiques sur le plan culturel et éducatif. Parmi eux, malgré toutes les lacunes, le projet « 10 000 étudiants » qui existe aujourd'hui sous l'égide des bourses de la Turquie a été une reprise stratégique et utile pour bâtir un pont avec les jeunes des pays turcophones. Pour ce qui est de la préparation des manuels sur la langue et l'alphabet en commun, les démarches ont été décevantes. La préparation d'un manuel d'histoire en commun par l'Académie turcique n'a été effective qu'à la 25^e année de l'indépendance des pays turcophones montrant les problèmes de gestion en temps et énergie pour ce genre de projet pour ranimer l'héritage culturel des peuples turcophones. Il est à noter qu'il n'y a pas assez de coordinations pour la gestion

⁹⁶⁴ Le premier TOMER a été établi au sein de l'Université d'Ankara en 1984.

⁹⁶⁵ Pour plus d'information voir <https://www.yee.org.tr/>, consulté le 10 janvier 2019.

⁹⁶⁶ Pour plus d'information voir <https://www.ytb.gov.tr/en/corporate/institution>, consulté le 10 janvier 2019.

⁹⁶⁷ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

des activités culturelles et éducatives. L'existence en Turquie de nombreuses institutions qui s'occupent de certains aspects des relations avec les peuples turcophones, montre la nécessité d'un plan stratégique et d'une coordination véritable pour renforcer les liens culturels et éducatifs entre la Turquie et les États turcophones.

b-La contribution de la Turquie à la vie scolaire et universitaire dans les pays turcophones

Parallèlement aux projets spécifiques culturels et éducatifs, la Turquie a commencé à ouvrir des écoles et des universités dans les pays turcophones pour contribuer à la formation d'une main d'œuvre qualifiée. Cela s'est réalisé sous l'égide des institutions étatiques ou des associations privées. L'insuffisance d'un financement économique pour cause de crise économique déclenchée en 1994 en Turquie a permis l'entrée en scène des acteurs privés. Le ministère de l'Éducation nationale turca accordé sa permission aux établissements privés pour l'ouverture des écoles turques dans ces pays. En contrepartie, ils devaient obtenir l'autorisation des gouvernements dans les pays d'accueil.⁹⁶⁸

b.a-L'ouverture d'établissements scolaires et universitaires par les institutions étatiques turques

Le ministère de l'Éducation nationale de la Turquie, le YÖK et la Présidence des affaires religieuses turques se sont engagés pour l'ouverture d'établissements scolaires et universitaires dans les pays turcophones. Ainsi, le dit-ministère a rapidement ouvert 19 écoles parmi lesquelles nous pouvons compter deux écoles primaires et 17 lycées.⁹⁶⁹ Les enseignants, les manuels et autres matériels nécessaires venaient de Turquie. Aujourd'hui, les établissements qui se trouvent en Azerbaïdjan (une école primaire, un collège et un lycée), au Kirghizstan (une école primaire, deux collèges, deux lycées et un centre pour l'enseignement de la langue turque), en Ouzbékistan (une école primaire, un collège et un lycée) et au Turkménistan (une école primaire, un collège et un lycée) permettent une coopération éducative proche entre la Turquie et les autres pays turcophones.⁹⁷⁰

⁹⁶⁸ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.385.

⁹⁶⁹ Saray, *Türk Dünyasında Neler Oldu ?*, p. 67-68.

⁹⁷⁰ Pour plus d'information sur le sujet voir le site d'internet du ministère de l'Éducation nationale turc, <http://yveg.meb.gov.tr/www/yurt-disi-okullarimiz/icerik/366>, consulté le 1 novembre 2019.

La Turquie a aussi ouvert deux universités conjointes au Kazakhstan et au Kirghizstan. Suite à la première visite officielle du premier ministre Demirel faite au Kazakhstan, il a été décidé de transformer l'Université de Turkistan établie en 1991 au Kazakhstan en une institution conjointe nommée l'Université internationale turco-kazakh d'Ahmad Yasawi. Comme le mausolée de Yasawi se trouve à Turkistan depuis des siècles, ce nom a justement été choisi pour raviver l'héritage intellectuel et spirituel d'Ahmad Yasawi, héritage commun chez les peuples turcophones. L'accord entre les deux pays pour l'établissement de cette université a été signé pendant le premier sommet des chefs d'État des pays turcophones en 1992 à Ankara.⁹⁷¹ Ainsi, en étant la première université internationale ouverte au Kazakhstan, elle a joué un rôle exemplaire pour la coopération entre le Kazakhstan et les autres pays dans le domaine universitaire. De plus, l'existence de cette université à Turkistan, a contribué au développement socio-économique de cette ville située au Sud du Kazakhstan.⁹⁷²

La mission de l'Université est, depuis 1994-1995, de former les étudiants originaires des pays et des communautés turcophones pour objectif celui de générer la conscience turcique et de former des individus qui pourront contribuer à la vie scientifique et sociétale. De plus, le symbole de fraternité et de solidarité représenté par Yasawi été repris comme l'un des objectifs principaux de l'université. L'enseignement se fait en kazakh, turc, russe et anglais.⁹⁷³

L'Université où plus de 13 000 étudiants étudient possède neuf facultés, une école professionnelle, six centres de recherche scientifique et un institut des études d'Eurasie avec un cadre académique composé plus de 900 personnes, propose aussi des programmes d'enseignement à distance en turc sous la coordination de la présidence du conseil d'administration situé à Ankara.⁹⁷⁴ En effet, depuis son établissement, l'Université contribue aux études sur le monde turc en répandant la turcophonie et l'identité turcique. Dans cette perspective, l'Université publie depuis 1996, quatre fois par an, en turc et en

⁹⁷¹ Nursulu Çetin, « Hoca-Ahmet Yesevi Uluslararası Türk Kazak Üniversitesi », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yılığ 2013**, Ankara : Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, p.616-617.

⁹⁷² Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

⁹⁷³ Pour plus d'information voir le site d'internet officiel de l'Université internationale turco-kazakh de Hodja Ahmet Yesevi, <https://www.ayu.edu.tr/universitemiz>, consulté le 1 novembre 2019.

⁹⁷⁴ Ibid.

anglais la revue *Bilig* journal scientifique sur les affaires sociales.⁹⁷⁵ À ce titre, les congrès de turcologie, effectifs depuis 2002 constituent l'une de ses activités importantes. L'université qui préside l'Union des universités turcophones établie au sein du Conseil turcique pour la période de 2018-2020 contient un agenda de contribuer d'avantage à la coopération entre les États turcophones dans le domaine universitaire.⁹⁷⁶ En outre, il existe également des critiques que le nombre des étudiants venant de Turquie à cette Université pourraient s'accroître.⁹⁷⁷

L'Université turco-kirghize de Manas a été inaugurée en 1998 lors de la visite officielle du président Süleyman Demirel après la signature de l'accord pour son établissement en 1995. Cette université située à Bichkek et qui enseigne depuis 1997-1998 a comme objectif celui de développer les relations éducatives et culturelles entre les deux pays et d'assurer la collaboration entre la Turquie et les pays turcophones nouvellement indépendants dans le cadre de leur histoire, leur culture et leur civilisation communes.⁹⁷⁸ Notons que Süleyman Demirel a été désigné recteur honoraire de la dite-Université. En tant que première université internationale établie dans le pays, cette Université a été un exemple pour les autres universités internationales qui allaient s'établir au Kirghizstan.

Pour le moment, avec 382 académiciens, 9 facultés, 2 instituts, 4 écoles professionnelles et 6 centres d'application, l'Université enseigne à 5796 étudiants venant de 16 pays y compris la Turquie et les pays turcophones. La langue d'enseignement est le turc et le kirghize tandis que certains programmes sont en russe, en anglais et en chinois.⁹⁷⁹ En effet, l'Université qui a présidé l'Union des universités turcophones au sein du Conseil turcique maintient une position active pour répandre la turcophonie et contribuer au

⁹⁷⁵ Aslı Çandarlı Şahin, « Türk Dünyası ile Kültürel İlişkiler Bağlamında Yapılandırılan Kurum ve Kuruluşlar », **Turkish Studies International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic**, Volume 12/26, 2017, p. 94.

⁹⁷⁶ Au 5^e sommet du Conseil turcique, le président Nazarbaïev, a proposé de transformer l'Université internationale turco-kazakhe d'Ahmad Yasawi en une université commune du monde turc. Pourtant, cette proposition n'a pas été acceptée par la Turquie qui a soutenu l'idée de préserver cette université comme telle et d'établir une autre université à part entière pour le monde turc.

⁹⁷⁷ Devlet, « Türkiye'nin Avrasya'ya Yönelik Kültür Politikaları... », p. 184.

⁹⁷⁸ Yaşar Sarı, « Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yılı 2013**, Ankara : Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, p.621-622.

⁹⁷⁹ Pour plus d'information voir le site d'internet officiel de l'Université turco-kirghize de Manas, <http://www.manas.edu.kg/index.php/tan%C4%B1t%C4%B1m-filmi>, consulté le 1 novembre 2019.

renforcement des relations entre les États turcophones dans le domaine universitaire.⁹⁸⁰ Pourtant, bien que toutes les deux universités mentionnées ci-dessus aient significativement contribué à ce sujet, elles ont aussi été critiquées concernant la nécessité d'améliorer leurs standards au niveau global.

Dans le cadre de l'importance attribuée par Ankara à la formation des cadres religieux dans les pays turcophones, la Présidence des affaires religieuses turques transférée de l'égide du premier ministre à la Présidence en 2018 a aussi ouvert des facultés de théologies et des lycées religieux dans les pays turcophones.⁹⁸¹ De plus, cette institution y a aussi ouvert des cours religieux pour les enfants et les adultes.⁹⁸² Elle a aussi fourni aux pays turcophones des livres et des brochures sur l'Islam et a formé les élites religieuses de ces pays en Turquie.⁹⁸³ Enfin, en plus de la contribution faite au système éducatif, cette institution a aussi conduit des projets pour la construction et la restauration des mosquées dans ces États. Elle a aussi guidé l'établissement du Conseil islamique d'Eurasie en 1995 avec son secrétariat à Ankara pour développer la coopération entre les institutions religieuses et les communautés islamiques dans les domaines de l'éducation et des services religieux en Eurasie. Ainsi, depuis sa première réunion organisée à Ankara en 1995, le Conseil est devenu instrumental pour une réunion régulière des représentants religieux des Balkans et du Caucase ainsi que des États turcophones pour discuter des opportunités existantes pour assurer la coopération.⁹⁸⁴

Les écoles et les universités établies par les institutions étatiques de la Turquie dans les pays turcophones jouent un rôle important pour le renforcement des relations entre les pays turcophones. À cet égard, cela peut être considéré comme une mesure concrète pour élever une nouvelle génération consciente des liens éthiques, culturels et historiques en commun entre les peuples de ces pays.

⁹⁸⁰ Aslı Çandarlı Şahin, « Türk Dünyası ile Kültürel İlişkiler Bağlamında Yapılandırılan Kurum ve Kuruluşlar », **Turkish Studies International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic**, Volume 12/26, 2017, p. 94.

⁹⁸¹ Güneş, op.cit., p.739.

⁹⁸² Shirin Akiner « Sovyet Sonrası Orta Asya Cumhuriyetlerinde Modernleşme, Siyaset ve İslam », (traduit par Barış Öngel), **Türkler**, C. 19, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları, 2002, p. 41-46.

⁹⁸³ Güneş, op.cit., p.739.

⁹⁸⁴ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://avraysaislamsurasi.diyaret.gov.tr/en-US/Content/Detail/1/>, consulté le 18 novembre 2018.

b.b-Les écoles et les universités établies par les institutions privées en Turquie

Parmi les institutions scolaires établies par les acteurs privés dans les pays turcophones, nous examinerons dans l'ordre, l'Association du monde turcique (*Türk Dünyası Vakfı*) et la confrérie guléniste en tant qu'une organisation terroriste (FETO/PDY) déclarée par Ankara depuis 2015.⁹⁸⁵

L'Association du monde turcique représente la première institution privée qui a entamé des études sur le monde turc en publiant des livres et des journaux ainsi qu'en organisant des activités sociales et culturelles. Créée en 1980 par Turan Yazgan, académicien et fervent défenseur de l'unité des peuples turcophones, elle a accordé une grande importance au rassemblement des peuples turcophones sous le dénominateur d'une langue commune. Dans cette perspective, l'Association a ouvert non seulement des centres culturels, des lycées mais aussi des facultés, des départements et des écoles professionnelles au sein des universités dans les pays où résident les peuples turcophones. En ce qui concerne les pays turcophones nouvellement indépendants, l'Association a établi une faculté de gestion, des départements d'économie et de relations internationales au sein de l'Université étatique de Bakou, des facultés de gestion, de relations internationales, de sciences sociales et d'éducation au sein de l'Université d'Économie et d'Entrepreneuriat du Kirghizstan en y assurant un enseignement en turc. Cette association a aussi établi un lycée au Kazakhstan. Par conséquent, malgré les moyens limités, cette association a contribué au développement des systèmes universitaire et scolaire dans ces pays frères.⁹⁸⁶

La confrérie guléniste FETO/PDY a aussi ouvert des établissements scolaires et universitaires depuis 1992 dans les pays turcophones. Notons tout de même que sa présence dans la région remonte à avant la chute de l'Union soviétique. Jusqu'en 2014, date à laquelle où Ankara a commencé à considérer cette organisation comme une menace pour sa sécurité et sa stabilité, ces établissements ont été soutenus par les bureaucrates et les gouvernements en Turquie croyant qu'ils jouaient un rôle important pour répandre la langue et la culture turques. En fait, bien que des investigations concernant la communauté

⁹⁸⁵ «İstanbul Emniyeti ilk kez 'FETÖ' dedi », *Hürriyet*, le 2 février 2015, <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/istanbul-emniyeti-ilk-kez-feto-dedi-28257875>, consulté le 15 avril 2019.

⁹⁸⁶ Saray, *Türk Dünyasında Neler Oldu* ?, p. 67-68.

ont été en cours en Turquie à partir de 1997, ses écoles à l'étranger qui organisaient des activités comme les olympiades internationales de langue turque étaient hors de questionnement. En outre, quand ces écoles ont commencé à opérer dans les pays turcophones, il y a eu des questionnements pour savoir si les outils utilisés n'étaient pas pour endoctriner et islamiser les élèves ainsi que les absorber dans des réseaux illégaux. Comme les activités visibles de ces établissements se concentraient davantage sur l'élargissement de la turcophonie et le resserrement des relations éducatives et culturelles en apparence, les inquiétudes sur leur rôle au sujet de l'islamisation et leurs activités illégales ont été négligées.⁹⁸⁷

Les autorités locales dans les pays turcophones soutenaient ces écoles et universités considérant le niveau d'éducation offert assez élevé. Par ailleurs, ces écoles accueillaient les enfants des familles élites et attribuaient des bourses aux enfants prometteurs des familles modestes. Par conséquent, plusieurs étudiants diplômés de ces institutions ont occupé des positions importantes dans les cadres bureaucratiques et académiques ainsi que dans le secteur privé dans les pays turcophones. De ces écoles, il en existait plus de 84 à la fin des années 1990. De plus, ils disposaient aussi de leur propre média. Le journal *Zaman* publié en langues locales avec un tirage élevé et les stations de radio étaient des instruments importants pour l'endoctrinement des peuples turcophones. De même, la communauté organisait des réunions dans le cadre du Mouvement de Dialogue en Eurasie qui publiait aussi un magazine en turc et en russe.⁹⁸⁸

L'Ouzbékistan a été le premier État turc à comprendre que cette organisation terroriste constituait un danger remarquable pour la région turcophone. Tachkent soupçonnait l'ingérence des membres de cette communauté dans les troubles au sein de la politique interne du pays. De plus, les autorités ouzbèkes ont révélé des liens entre les enseignants de ces écoles et la CIA. Par conséquent, l'Ouzbékistan a fermé en 2000 une vingtaine de lycées, un centre de langue et une école internationale situés dans le pays. La même organisation détenait plus de 14 lycées et une université au Turkménistan. En 2011, seules deux de ces écoles sont restées ouvertes après la décision du gouvernement turkmène de diminuer l'influence de ce mouvement et de reformer le système d'éducation

⁹⁸⁷ Güneş, op.cit., p.735.

⁹⁸⁸ Aydın, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler... », p.506-508.

nationale.⁹⁸⁹ En 2015, suite à la demande des autorités turques, Achgabat a aussi fermé les écoles restantes.⁹⁹⁰ Alors qu’au Kazakhstan il existait, avant la tentative échouée du coup d’État par FETO/PDY qui a eu lieu le 15 juillet 2016, une trentaine d’écoles et une université, au Kirghizstan, la présence du mouvement était plus grande que dans les autres pays turcophones avec une trentaine d’établissements comprenant des lycées, des écoles primaires, des centres de préparation aux concours universitaires ainsi qu’une université.⁹⁹¹

Suite à l’appel des autorités turques, l’Azerbaïdjan avait déjà commencé à fermer ces écoles en 2014.⁹⁹² Pourtant en août 2016, s’y trouvait encore une dizaine d’écoles, une université, une radio et une chaîne de télévision.⁹⁹³ À la tentative du coup d’État manqué en Turquie, l’Azerbaïdjan a été le premier pays turcophone à répondre positivement à l’appel d’Ankara pour la fermeture de ces établissements dans le domaine de l’éducation, des médias et du monde des affaires.⁹⁹⁴ Les autorités kazakhes se sont aussi engagées dans une coopération étroite avec Ankara pour lutter contre les cibles de ce mouvement dans les mêmes domaines que l’Azerbaïdjan.⁹⁹⁵ En outre, les autorités kirghizes ont aussi commencé à mener une collaboration pour fermer les dits établissements à partir de 2018.⁹⁹⁶ En effet, la Fondation *Maarif* de Turquie, établie en 2016, est la seule institution, en plus du ministère de l’Éducation nationale, en possession d’une autorisation légale pour

⁹⁸⁹ Talat Enveroviç, “FETÖ’nün Asya yapılanması ve CİA Bağlantısı”, *Star Gazetesi*, le 13 novembre 2016, <http://www.star.com.tr/acik-gorus/fetonun-asya-yapilanmasi-ve-cia-baglantisi-haber-1158170/>, consulté le 1 novembre 2019.

⁹⁹⁰ Ahmet Topal, « Türkmenistan'dan Paralel okullara darbe », *Sabah*, le 15 décembre 2015, <https://www.sabah.com.tr/gundem/2015/12/15/turkmenistandan-paralel-okullara-darbe>, consulté le 1 novembre 2019.

⁹⁹¹ Les chiffres ont été pris de l’article publié le 1 août 2016 de Bayram Balci, un académicien français d’origine turque qui a plusieurs publications sur le structure de ce mouvement dans les pays turcophones. L’article est accessible sur <https://ovipot.hypotheses.org/14419>. Il est aussi l’auteur du livre suivant : **Missionnaires de l’islam en Asie centrale, les écoles turques de Fethullah Gülen**, Paris: Maisonneuve & Larose et Institut français d’études anatoliennes, 2003.

⁹⁹² « Azerbaijan shuts down ‘Gülen-linked’ schools », *Hürriyet Daily News*, le 19 juin 2014, <http://www.hurriyetdailynews.com/azerbaijan-shuts-down-gulen-linked-schools-67988>, consulté le 1 novembre 2019.

⁹⁹³ Merve Şebnem Oruç, « FETÖ’s overseas structuring », *Middle East Observer*, le 15 septembre 2016, <https://www.middleeastobserver.org/2016/09/15/fetos-overseas-structuring/>, consulté le 1 novembre 2019.

⁹⁹⁴ Çağır Kasapoğlu, « Bazı ülkeler Gülen okullarını kapatmaya neden direniyor? », *BBC Türkçe*, le 2 août 2016, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-36950705>, consulté le 20 octobre 2019.

⁹⁹⁵ Abdullah Karakuş, « Kazakistan FETÖ komisyonu kurdu », *Milliyet*, le 16 décembre 2016, <http://www.milliyet.com.tr/yazarlar/abdullah-karakus/kazakistan-feto-komisyonu-kurdu-2362588/>, consulté le 31 octobre 2019.

⁹⁹⁶ «Köklerini kazımak boynumuzun borcu », *Milliyet*, le 10 avril 2018, <http://www.milliyet.com.tr/koklerini-kazimak-boynumuzun-borcu-siyaset-2644654/>, consulté le 30 octobre 2019.

l'ouverture d'établissements à but éducatif à l'étranger au nom de la République de Turquie. Cette Fondation fait des efforts importants pour prendre en son contrôle les quelques écoles de FETO/PDY encore ouvertes dans certains pays turcophones.⁹⁹⁷

b.c-Les autres initiatives sur le domaine de l'éducation

La Turquie a aussi guidé d'autres initiatives pour inciter la coopération entre les pays turcophones dans le domaine de l'éducation. Ainsi, comme dans le domaine développemental, la TIKA qui a joué un rôle remarquable sur ce point. Elle a coordonné l'organisation des réunions du Conseil permanent des recteurs du monde turcique en 1993, 1995 et 1996. Au cours de ces réunions le sujet primordial portait sur l'assurance de l'équivalence des diplômes entre les universités turques et ceux des pays turcophones. En effet, il était requis que la Turquie donne une équivalence des diplômes en sciences sociales et physiques ainsi qu'en médecine. Pour la délégation turque, cela semblait possible pour les sciences sociales et physiques. Pourtant, pour accorder une équivalence des diplômes de médecine, il était évident que les standards de renseignement dans ces pays devaient être les mêmes qu'en Turquie.⁹⁹⁸ En outre, le ministère de l'Éducation nationale turc et la TIKA ont aussi conduit des programmes de formation professionnelle sur plusieurs domaines pour les citoyens des pays turcophones.⁹⁹⁹

En résumé, l'établissement des écoles et des universités par le ministère de l'Éducation nationale turc, le Conseil de l'enseignement supérieur et la Présidence des affaires religieuses turques dans les pays turcophones était un pas important pour contribuer à la vie scolaire et universitaire de ces pays. En effet, les établissements ouverts par les institutions étatiques d'Ankara dans ces États ont servi à la formation d'une main d'œuvre significativement qualifiée dans plusieurs domaines. De plus, les programmes de formation professionnelle menés pour leurs citoyens sur un large éventail a contribué à cette formation. Pourtant, Ankara aurait dû être plus prudente en accordant la permission pour l'ouverture des lycées, des universités ou des associations culturelles etc. aux

⁹⁹⁷ Selma Kasap, « Türkiye Marif Vakfı 70 ülkeyle temas kurdu », **Anadolu Ajansı**, le 20 décembre 2017, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turkiye-marif-vakfi-70-ulkeyle-temas-kurdu/1009792>, consulté le 3 novembre 2019.

⁹⁹⁸ Saray, **Türk Dünyasında Neler Oldu?**, p. 87-90.

⁹⁹⁹ Kavak ve Başkan, op.cit., p. 96-97.

institutions privées en s'interrogeant plus attentivement sur leur mission et leur vision. Alors que d'une part, les établissements ouverts par l'Association du monde turque a prouvé sa volonté de contribuer à renforcer les liens éducatifs entre la Turquie et ces pays, d'autre part, le FETO a défié la confiance des cadres bureaucratiques turcs en mettant en danger ses relations avec ces pays. Cela a montré la nécessité pour la mise en place d'un plan stratégique dans le domaine de l'éducation vers les États turcophones.

Dans les domaines politico-diplomatique, développemental et économique ainsi qu'éducatif et culturel, la Turquie a initié des projets importants de coopération dans les pays turcophones depuis leur indépendance. La Turquie, en tant que premier pays qui a reconnu leur indépendance, a déployé un effort remarquable pour aider ces pays turcophones. Cela a incité la régionalisation turcophone qui était en pose pendant la période soviétique. Plus spécifiquement, pendant la période 1991-1995 qui a marqué la première période des relations fort en enthousiasme, optimisme et grandes attentes réciproques, Ankara les a aidés pour leur *state building*, leur *nation building* et le passage à l'économie de marché sans rien attendre au retour. En effet, la Turquie s'est engagée sérieusement pour consolider les relations coopératives entre les pays turcophones pendant les années 1991-1995. Pourtant, malgré son enthousiasme et sa volonté d'aider les pays turcophones nouvellement indépendants, les efforts d'Ankara sont restés limités. L'absence d'un plan stratégique à long terme de la part de la Turquie vers le monde turcophone y a aussi joué un rôle significatif. En effets, tous les gouvernements en Turquie n'ont pas montré le même degré d'attention vers la coopération turcophone. Par ailleurs, le processus de *state building*, *nation building* et *national identity building* des pays turcophones qui a continué une longue durée a aussi empêché d'assurer une coopération intensifiée entre la Turquie et les pays turcophones dans un cadre régional. Par conséquent, durant la deuxième période des relations entre les années 1995-2001, l'état de coopération est resté limité. Même s'il existait un mécanisme de sommet qui réunissait les leaders des pays turcophones, les relations entre les pays turcophones se sont plutôt déroulées sur le plan bilatéral. À partir de 2001 et plus particulièrement après 2007, la Turquie s'est concentrée sur l'institutionnalisation de ces relations avec les pays turcophones et leur rationalisation. Ce faisant, elle a commencé à dépenser plus d'énergie afin de renforcer la coopération régionale entre les acteurs turcophones.

En analysant les outils utilisés par la Turquie sur les plans développemental-économique et éducatif-culturel pour coopérer avec les pays turcophones, nous remarquons qu'il existe une hausse du nombre de projets initiés. Sur le plan développemental-économique, l'établissement de la TIKA et la conduite de ses projets en Asie centrale, les crédits accordés par l'EXIMBANK vers ces pays, les visites organisées par le DEIK pour la pénétration des hommes d'affaires dans cette région et le succès des hommes d'affaires turcs dans le secteur de la construction dans ces pays font partie des mesures les plus remarquables prises par la Turquie. Sur le plan éducatif-culturel, l'implémentation du projet de « 10 000 étudiants », la diffusion des émissions vers ces pays par le TRT Eurasie et le TRT Int, l'ouverture des écoles et des universités par les autorités étatiques turques dans ces pays constituent des mesures qui ont contribué au renforcement de la coopération entre la Turquie et les pays turcophones. Pourtant, malgré leurs effets positifs sur la coopération régionale turcophone, ces mesures n'ont pas abouti aux succès soutenables pour le renforcement de coopération dans le monde turcophone. De plus, leur efficacité a même été remise en cause par la Turquie en aboutissant à certains changements pour leur réalisation.

Les mesures mentionnées ci-dessus prises par la Turquie ne pouvaient pas parvenir aux résultats visés en ce qui concerne une relance rapide et forte de la régionalisation. En effet, les pays turcophones pouvaient aussi faire plus d'efforts pour changer ce résultat. En outre, la conjoncture régionale et internationale n'était pas prête pour rattraper le temps perdu pour la régionalisation entre les pays turcophones. De toute façon, l'espoir de voir les pays turcophones entamer un processus de régionalisation rapide avec l'élévation du degré de régionalité n'a pas été si réaliste. Par ailleurs, il fallait attendre l'établissement des conditions adéquates provenant de la Turquie, des pays turcophones ainsi que de la conjoncture régionale et internationale pour que la régionalisation entre les pays turcophones gagne plus de momentum.

De toute façon, les mesures prises par la Turquie vers les pays turcophones pour établir et renforcer les relations politiques, économiques et culturelles ont réactivé la régionalisation turcophone. Par ailleurs, il faut admettre que les projets de coopération initiés par la Turquie vers les pays turcophones, malgré leurs lacunes, ont semé les germes d'une régionalisation plus approfondie à l'avenir. En résultat, leur niveau de régionalité a

abouti à la « société régionale » qui a été développé par les interactions intensifiées entre la Turquie et les pays turcophones et les tentatives de coopération régionale du premier. Ainsi, l'établissement du Conseil turcique en 2009, sous la direction de la Turquie et du Kazakhstan, en tant qu'organisation régionale spécifique pour renforcer la coopération multilatérale entre les pays turcophones, a été une décision critique pour initier une régionalisation plus systématique et institutionnalisée entre les pays turcophones. Par ailleurs, les conditions de la part des États turcophones, celles de régionales et internationales ont été convenable pour cette initiation dans le cadre du bon *timing*. Dans la grande partie suivante, nous examinerons le Conseil turcique pour évaluer si cette organisation contribue à la hausse du niveau de régionalité turcophone de la « société régionale » à la « communauté régionale » d'après la catégorisation de Hettne que nous avons examiné dans la partie théorique de la thèse.

III-LE RÔLE DU CONSEIL DE COOPERATION DES PAYS TURCOPHONES FACE À LA RÉGIONALISATION

Cette grande partie portera sur le processus de création du Conseil turcique. Ainsi, il s'agira de se pencher sur le processus des sommets des États turcophones, la création du Conseil, ses objectifs, sa structure et les méthodes qui y sont appliquées. Par la suite, nous étudierons les sommets du Conseil turcique, les activités de ce Conseil ainsi que sa collaboration avec les autres pays, les organisations et les initiatives internationales. Enfin, nous évaluerons le rôle du Conseil en tant que l'organisation régionale sur le développement du degré de régionalité sachant que le nouveau régionalisme n'analyse pas ce rôle en détail dans son cadre théorique, comme expliqué dans la partie théorique de la présente recherche. À cette fin, nous nous pencherons sur les réussites et les limites du Conseil turcique. L'objectif sera de déterminer si le degré de régionalité est passé de la « société régionale » à la « communauté régionale ».



Carte 3. Les pays membres et le pays observateur du Conseil turcique en 2019
Source : Mapchart.net

A-Le Conseil de coopération des pays turcophones : un mécanisme de coopération régionale

Avant de s'aborder la structure et les objectifs des institutions en relation avec le Conseil turcique, mécanisme de coopération régionale, il serait pertinent d'observer le processus des sommets qui a débuté en 1992 et qui a duré 17 ans, aboutissant à la décision de la création du Conseil turcique.

1-Le processus des sommets des États turcophones

Comme expliqué précédemment, le processus des sommets des États turcophones a commencé en 1992 suite au développement de la coopération et de l'interaction entre la Turquie et les nouveaux États turcophones indépendants. Jusqu'en 2010, le processus en question se tenait de façon irrégulière et avec le temps le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont commencé à s'en détacher. Durant ce processus, une déclaration était diffusée à la fin de chaque sommet. Dans ces déclarations, qui n'étaient pas structurées de façon systématique, les décisions des sommets précédents étaient à l'ordre du jour mais aucun sujet spécifique n'y semblait figurer. En outre, les dites-déclarations servent de pistes pour mieux comprendre les étapes qui ont mené à la création du Conseil turcique.

Ces déclarations ont d'une part, souligné l'histoire, la langue et la culture communes aux peuples turcophones et d'autre part, affirmé la fraternité, la solidarité et la coopération entre ces derniers. Dans cette perspective, ces déclarations ont affirmé qu'à la base des relations et de la coopération entre les États turcophones figuraient les principes d'indépendance, de souveraineté, du respect de l'intégrité territoriale, du principe d'égalité et de non-ingérence dans les affaires internes. Les déclarations émises ont souligné l'importance de la dite-coopération pour l'établissement de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement économique en Eurasie. Dans cette perspective, l'intérêt d'une coopération régionale a été souligné à plusieurs reprises. Par ailleurs, les principes acceptés par la déclaration de l'ONU, les accords d'Helsinki et le CSCE, qui deviendra par la suite l'OSCE, ont figuré comme un autre point commun des dites-déclarations. Aussi, l'importance de la protection de l'unité territoriale ainsi que de

l'intangibilité des frontières par la force ont y été soulignées. Il apparaît clairement qu'une attention particulière est portée à la préservation de l'unité territoriale des États turcophones récemment indépendants de la tutelle de l'URSS. D'autre part, l'expression, à plusieurs reprises, de l'engagement à l'économie de marché est un indicateur du modèle économique que suivront les États turcophones. Il a été précisé dans la déclaration de sommet que ce processus en question ne visait aucun pays en particulier et qu'ils étaient ouverts à toutes les interactions possibles pour une coopération régionale et mondiale.¹⁰⁰⁰ Dans ce cadre, il est possible de diviser ce processus de sommet en deux parties. La première partie qui est du sommet d'Ankara en 1992 au sommet d'Istanbul en 2001 est composée plutôt des fluctuations en vue de la régionalisation tandis que la deuxième partie qui est du sommet d'Antalya en 2005 au sommet d'Istanbul en 2010 contient des éléments plus concrets pour le développement de la régionalisation.

a-Du sommet d'Ankara au sommet d'Istanbul : les fluctuations en vue de la régionalisation

Il serait pertinent de noter que les sujets de coopération qui figurent dans chaque déclaration sont en harmonie avec ceux du Conseil turcique. Au premier sommet qui s'est déroulé sous les auspices du président Turgut Özal et du premier ministre Süleyman Demirel, à Ankara, les 30 et 31 octobre 1992, ont participé les chefs d'État azerbaïdjanais Aboulfaz Eltchibéï, kazakh Nursultan Nazarbaïev, kirghize Askar Akaev, ouzbek Islam Karimov et turkmène Saparmourad Niazov. La participation à haut niveau de tous les pays a été interprétée comme l'importance qui est accordée, dès le début, au processus.¹⁰⁰¹

Le développement de la coopération bilatérale et multilatérale entre les États turcophones et la prise d'action commune au sein des organisations internationales concernant les problèmes internationaux et les régions sous tension ont été renouvelés à maintes reprises à la déclaration du sommet d'Ankara. En parallèle à la décision d'une action collective au sein des organisations internationales, les États participants ont insisté sur l'importance des groupes de travail afin de développer des projets communs dans le

¹⁰⁰⁰ Pour les déclarations de sommet durant le processus des sommets des États turcs voir www.turkkon.org, consulté le 10 septembre 2018.

¹⁰⁰¹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

domaine des transports et de la communication, de l'industrie, de l'énergie, de l'agriculture, de l'éducation et de la culture. Similairement, l'importance de la coopération parlementaire entre les divers pays a aussi été d'actualité. À la fin du premier sommet, il était fort de constater qu'il s'agissait d'une coopération multidimensionnelle.¹⁰⁰² La courte déclaration de deux pages et demie du sommet d'Ankara, à l'opposé des futures déclarations, a souligné l'importance de la coopération commune, sans pour autant s'attarder sur les projets.

Il serait pertinent de noter les divergences qui sont apparues au sommet d'Ankara entre les chefs d'État concernant certains sujets. À titre illustratif, à l'exception de l'Azerbaïdjan, les autres pays participants n'ont pas consenti à la proposition du président Özal de créer un marché commun turcophone ainsi qu'une banque de développement et d'investissement. Les demandes de garantie en provenance d'Ankara concernant la mise en relation de la Turquie avec les gazoducs et oléoducs qui passeront par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont pas forcément eu des répercussions positives. Aussi, les demandes de la Turquie de soutenir l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh ont été réfutées par les autres pays refusant de se confronter avec la Russie.¹⁰⁰³ Enfin, l'initiative de la Turquie de publier une déclaration commune pour la reconnaissance de Chypre du Nord par tous les États turcophones a aussi été refusée.

Ainsi, ce sommet qui s'est tenu dans le but de mettre en place les bases d'une coopération régionale politique a aussi été l'occasion de souligner les différences et les limites existantes. Par ailleurs, il y a lieu d'observer que la Turquie et les autres pays n'ont pas accordé la même importance à ce processus en termes de coopération régionale. Dans cette perspective, le chef d'État ouzbek Karimov a émis son avis en précisant qu'une formation « supranationale » n'avait aucun intérêt. Nazarbaïev, chef d'État kazakh, s'est

¹⁰⁰² « La déclaration du sommet d'Ankara en 1992 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/11_AnkaraBildirisi1992_1.DevletBaskanlariZirvesi_20140418_104048.pdf, consulté le 20 septembre 2018.

¹⁰⁰³ La considération du conflit du Haut-Karabakh par la Turquie, pris en considération avec l'équilibre régional comme un problème interne de l'Azerbaïdjan au début n'a pas été apprécié par ce dernier. En effet, avec l'aggravation du conflit au détriment de ce pays turcophone, la Turquie a quitté sa position plutôt neutre sur le sujet et a condamné l'Arménie d'élargir son occupation sur les territoires azerbaïdjanais et de fermer sa porte frontalière en 1993 et son espace aérien en 1994. De plus, en tant que membre du groupe de Minsk établi au sein de l'OSCE pour la résolution du conflit, dans cette plateforme ainsi qu'au sein de l'ONU, elle est devenue vocale pour le règlement pacifique du conflit et la terminaison de l'occupation arménienne sur les territoires azerbaïdjanais. Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul : Bağlam Yayıncılık, 2003, p.164-165.

opposé à tout mécanisme de coopération basée sur des critères religieux ou ethnique et a exprimé son refus de participer à toute relation considérée comme inégale.¹⁰⁰⁴ De la sorte, ce premier sommet a été l'occasion d'exposer les attentes des pays pour une éventuelle coopération régionale et les divergences qui y existaient.

En principe, il a été convenu que le deuxième sommet se tiendrait à Bakou en 1993. Cependant, en raison des troubles politiques internes en Azerbaïdjan, le décès du président Özal et les pressions exercées par Moscou sur les pays turcophones pour les empêcher de participer à un tel processus de coopération régionale, le deuxième sommet n'a pu se tenir qu'en 1994, en Turquie. À ce deuxième sommet, organisé par le président Süleyman Demirel, les 18 et 19 octobre 1994, ont participé les mêmes chefs d'État ainsi que le chef d'État azerbaïdjanais Heydar Aliiev. Dans le cadre d'une coopération culturelle, parmi les sujets abordés figuraient la publication d'un dictionnaire commun des dialectes turcs ainsi que la protection, la restauration et la promotion de l'héritage historique commun. Par conséquent, dans la déclaration du sommet, les chefs d'État ont souligné l'importance de la TURKSOY du point de vue de la coopération culturelle et ont décidé de commémorer les personnalités importantes pour le monde turcophone ainsi que leurs actions et de célébrer ensemble les moments historiques importants de la culture turque. Par ailleurs, l'importance d'accorder des bourses et par la même occasion la possibilité de solidifier les liens de coopération ont été consolidées. La nécessité de développer la coopération interuniversitaire et de donner suite aux programmes d'échanges des étudiants boursiers a été soulignée. Une importance spéciale a été accordée au développement de la coopération commerciale tout en restant fidèle aux obligations internationales. Dans la même lignée, la coopération en économie et dans le transport a été à l'ordre du jour. L'intérêt du rétablissement de la Route de la Soie pour le développement de la coopération entre les peuples en Eurasie a été également pris en main. Les pays ont aussi exprimé leur satisfaction à voir le transfert des lignes de gazoduc et d'oléoducs en direction de l'Europe et de la Méditerranée en passant par la Turquie.¹⁰⁰⁵

¹⁰⁰⁴ Nursultan Nazarbayev, **Yüzyıllar Kavşağında**, Almatı. Kazakistan Büyükelçiliği Yayınları, 2012, p.216-218.

¹⁰⁰⁵ « La déclaration du sommet d'Istanbul en 1994 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/10_IstanbulBildirisi_19942.Devlet_Baskanlari_Zirve_Bildirisi20140418103924.pdf, consulté le 22 septembre 2018.

Concernant les sujets de politiques internationales, le deuxième sommet s'est déroulé dans une atmosphère plus positive. Les parties se sont mises en accord pour la résolution du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le cadre de l'ONU tout en prenant en considération le respect de l'unité territoriale de l'Azerbaïdjan. Malgré les demandes des présidents Aliiev et Demirel, un sujet aussi clair et net que l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan par l'Arménie n'a pas été défini comme un acte « agressif » par les États turcophones dans la déclaration du sommet, ayant peur de la Russie en tant que l'allié primordiale d'Erivan dans la région. Par ailleurs, dans la déclaration du sommet d'Istanbul une importance particulière a été accordée aux problèmes de sécurité régionale en comparaison avec la déclaration précédente. Ainsi, les pays signataires ont essayé de trouver des solutions permanentes et justes aux conflits au Tadjikistan et en Afghanistan, ils se sont consultés concernant la Bosnie-Herzégovine et la question chypriote et ont affirmé que l'ONU et la CSCE devaient jouer un rôle plus actif dans la résolution des conflits régionaux. De plus, à cette occasion, ils ont rappelé l'importance de rassembler les ressources existantes ainsi que les efforts afin de normaliser la situation écologique de la mer d'Aral. En effet, ce dernier sommet a résulté par une expansion du champ d'action de la coopération régionale.

De façon générale, ce sommet a été l'occasion de mieux interpréter les priorités des parties. En effet, les chefs d'État ont exprimé, à la fin du sommet, leur volonté de prolonger le processus en cours. Il a été convenu que les ministres de la Culture et de l'Éducation se réuniraient à des intervalles réguliers. Il a été agréé que les chefs d'État, les ministres des Affaires étrangères ou les hauts représentants des ministères des Affaires étrangères se réuniraient pour l'application des décisions prises et la préparation du prochain sommet. Il a aussi été décidé que les pays turcophones se soutiendraient au sein des organisations internationales. Cela dit, malgré ces développements positifs, les pays membres n'ont pas déployé d'efforts particuliers pour l'institutionnalisation du processus des sommets. Les conditions nécessaires à un tel changement n'étaient pas réunies. L'attitude de Moscou qui avait tendance à considérer les anciens pays de l'Union soviétique comme son « arrière-cour » et son appréhension de voir une certaine tendance de « pan-turquisme » s'accroître ont certes eu une influence négative sur le dit-processus.

L'appel urgent du chef d'État Eltsine, au lendemain du sommet d'Istanbul, de réunir les pays de la CEI est certes un exemple illustratif du sujet. Moscou a exprimé sa réticence face à l'appel de la Turquie, aux nouvelles Républiques turcophones, de quitter l'utilisation du rouble afin d'affirmer leur indépendance.¹⁰⁰⁶

Les mêmes chefs d'État du sommet précédant ont participé au sommet organisé les 27 et 29 août 1995 à Bichkek par le président Akaev. À la différence des sommets précédents, il a été décidé que les ministres concernés se réuniraient pour l'assurance des liens de transport direct et de transit, la facilitation de la libre circulation des services et des capitaux, l'amélioration des conditions de travail des hommes d'affaires et l'élimination des obstacles entravant les activités commerciales, bancaires et d'assurances. Pour ce qui est du développement des liens culturels et humains, les pays membres ont souligné l'importance d'établir des institutions communes pour l'éducation, l'organisation de festivals et de jours culturels ainsi que le développement de la coopération des outils de communications de masse tout en exprimant leur contentement de voir la fondation des universités turco-azerbaïdjanaise, turco-kazakhe et turco-kirghize.

L'importance de la lutte contre le trafic de substance illicite et la nécessité d'une coopération internationale a été, pour la première fois, à l'ordre du jour dans la déclaration du sommet de Bichkek. Les États signataires ont renouvelé la nécessité d'établir une politique commune pour lutter contre le commerce illicite d'armes à feu et de drogues. Les chefs d'État ont aussi affirmé leur détermination concernant la lutte contre le terrorisme et l'importance de la coopération internationale à cette fin. Il a été convenu que les chefs d'État et les ministres des Affaires étrangères se réuniraient régulièrement pour le suivi de la mise en pratique des décisions adoptées, la préparation des prochains sommets et la consultation des conflits régionaux et internationaux. Dans ce cadre, il s'est agi d'avancées concrètes approfondissant la coordination d'une coopération entre les États turcophones.¹⁰⁰⁷

¹⁰⁰⁶ Cenk Başlamış, « Rus basını da Demirel'in ziyaretini yakından izliyor », **Milliyet**, le 1 mai 1992, <http://gazetearsivi.milliyet.com.tr/>, consulté le 22 septembre 2018.

¹⁰⁰⁷ « La déclaration du sommet de Bichkek en 1995 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/09_Biskek_Bildirisi_1995_3.DevletBaskanlariZirve_Bildirisi_20140418_103851.pdf, consulté le 22 septembre 2018.

Les mêmes chefs d'État qui ont participé au sommet de Bichkek étaient présents au sommet organisé le 21 octobre 1996, à Tachkent, par le président Karimov. En plus de la coopération éducative et culturelle, l'importance de la coopération économique a aussi été d'actualité. Dans cette perspective, il a été question, d'une manière détaillée d'une coopération concernant le tourisme, secteur qui inclut à la fois la culture et l'économie. Ainsi, il a été décidé de préparer et de réaliser un programme commun intitulé « l'amélioration de la Route de la Soie » pour la revitalisation et la protection du patrimoine culturel commun par l'intermédiaire du développement de l'infrastructure nécessaire et des routes touristiques.

Les chefs d'État ont fait part de leur souhait d'établir le cadre juridique nécessaire pour faciliter la coopération économique entre les personnalités réelles et juridiques pour la mise en place d'un marché commun de biens, de services, de capitaux et de main-d'œuvres dans le respect des obligations internationales. L'article en question de la déclaration a offert les pistes d'une volonté future d'établir un marché commun entre les parties. Il a été question, pour la première fois, de détailler la coopération avec les acteurs régionaux et autres. Les chefs d'État ont fait part de leur soutien au projet TRACECA développé par l'Union européenne dans l'objectif de relier l'Asie à l'Europe. De même, ils ont apporté leur appui à la route Asie centrale-Afghanistan-Pakistan faisant partie du couloir « Nord-Sud ». Par ailleurs, ils ont énuméré les mesures à prendre pour le développement économique. À ce titre, tout en rappelant l'importance de l'investissement pour l'amélioration de la qualité éducative et professionnelle, le développement de la main-d'œuvre, la formation des cadres et la spécialisation, il a aussi été décidé de réunir les efforts pour répandre les nouvelles technologies non seulement pour la production des biens concurrents mais aussi pour les nouvelles entreprises.¹⁰⁰⁸

Le sommet de Tachkent est particulièrement important dans le sens qu'il a été l'occasion pour la création d'un secrétariat du sommet des États turcophones. À ce titre, les ministères des Affaires étrangères des États participants ont été chargés de sa réalisation. Il a été défini que le secrétariat sera responsable de la coordination des documents, de la préparation des réunions, de l'organisation des colloques pour la

¹⁰⁰⁸ « La déclaration du sommet de Tachkent en 1996 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/08_Tas_kent_Bildirisi19964.DevletBaskanlariZirveBildirisi_20140418_103822.pdf, consulté le 22 septembre 2018.

promotion de la culture et de la langue turque ainsi que de la publication des ressources concernant l'histoire des peuples turcs. Notons tout de même que le sommet de Tachkent a été le dernier en date réunissant les six chefs d'État. En effet, suivant ce sommet, la présence de l'Ouzbékistan s'est affaiblie de façon considérable.

Bien que prévu pour 1997, le prochain sommet n'a pu se réunir qu'en 1998, dans la nouvelle capitale du Kazakhstan, à Astana, sous l'égide de Nazarbaïev. Le Turkménistan était représenté par son président du Parlement. Ce changement de position était en étroite relation avec la position de neutralité du Turkménistan, déclarée en 1995, par le chef d'État Turkmenbachy au 50^e anniversaire de la création de l'ONU. En accord avec cette décision, le Turkménistan a commencé à se distancier de toute coopération régionale, en tant qu'une mesure pour garder sa neutralité.¹⁰⁰⁹

Similairement aux déclarations précédentes, la déclaration du sommet d'Astana¹⁰¹⁰ a renouvelé l'importance de la coopération dans les domaines de l'économie, du tourisme, de l'énergie, de la communication, de l'environnement, de l'éducation, de la culture et de la science. De plus, l'importance de l'initiative entreprise par le Kazakhstan pour la réunion de la CICA a été soulignée. Par ailleurs, les chefs d'État participant au sommet ont salué la résolution du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le cadre des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU et les efforts déployés par l'OSCE. Ils ont aussi apporté leur soutien au processus de paix au Tadjikistan et ont fait appel à la résolution du conflit en Afghanistan par la participation de l'ONU et de l'OCI.

Une des décisions importantes du sommet d'Astana concernant la coopération régionale a porté sur l'acceptation du règlement du secrétariat pour le sommet de Tachkent.¹⁰¹¹ Il a été convenu que les ministères des Affaires étrangères seraient en charge du contrôle du secrétariat. Il était prévu, selon le règlement, que le secrétariat exercerait ses fonctions dans la capitale du pays organisateur. Le secrétariat allait exécuter ses activités selon un plan d'action préparé par le pays hôte et approuvé par les ministères des Affaires étrangères. Il était de la responsabilité du pays hôte de fournir les moyens et les

¹⁰⁰⁹ Terzioğlu, "Uluslararası Hukuk Açısından ", op.cit., p.69-76.

¹⁰¹⁰ « La déclaration du sommet d'Astana en 1998 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/07_AstanaBildirisi1998_5.DevletBaskanlariZirveBildirisi_20140418_103743.pdf, consulté le 23 septembre 2018.

¹⁰¹¹ Pour le règlement du dit-Secrétariat voir http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Daimi_SekretaryaTuzugu_1998_20140417_194332.pdf, consulté le 23 septembre 2018.

conditions nécessaires au bon fonctionnement du secrétariat. Il a été convenu que ce dernier prendrait note des décisions prises, s'assurait de leur suivi et préparerait les documents nécessaires. À cette fin, il était dans le droit de demander aux États turcophones les documents requis. Les États participants au sommet allaient muter un représentant au secrétariat. Dans cette perspective, il était prévu de mettre en place un secrétariat ambulant et *ad hoc*. Cependant, aucun secrétariat responsable de ses fonctions n'a été établi à l'époque. La suspension d'une telle décision a constitué un obstacle à l'institutionnalisation de la coopération régionale. L'établissement d'un secrétariat permanent et responsable n'a vu le jour qu'avec la création du Conseil turcique.

La Turquie, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont participé au sommet organisé par Heydar Aliev, le 8 avril 2000, au niveau de leurs chefs d'État alors que le Turkménistan et l'Ouzbékistan étaient représentés par leur président du Parlement. À la veille du XXI^e siècle, les parties prenantes ont souligné l'importance d'une coopération reposant sur l'égalité et les intérêts réciproques. À la différence des sommets précédents, celui-ci a été l'occasion de renouveler l'intérêt de l'ouverture de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ainsi que des autres projets d'oléoduc traversant le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, l'Europe et la mer Caspienne. Par ailleurs, les chefs d'État se sont concentrés à consolider la coopération pour ranimer, d'un point de vue commercial, la Route de la Soie. Tout soutien apporté à ce titre était considéré comme un moyen de faire connaître au monde entier le potentiel économique de la région.

Par ailleurs, concernant la coopération de la sécurité, le sommet de Bakou a été l'occasion de soutenir les efforts déployés par l'ONU, l'OSCE et les autres organisations internationales concernant la paix et la sécurité ainsi que de réunir les informations pour une lutte plus efficace contre le trafic de drogue. Aussi, les pays participants au sommet de Bakou ont voté en faveur de l'établissement d'un Secrétariat permanent en Turquie, ce qui pouvait être interprété comme l'intention de l'institutionnalisation de la coopération régionale. À court terme, cette volonté n'a pourtant pas été retenue.¹⁰¹²

¹⁰¹² « La déclaration du sommet de Bakou en 2000 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/06_BakuBildirisi2000_6.DevletBaskanlariZirveBildirisi_20140418_103714.pdf, consulté le 24 septembre 2018.

Au sommet organisé par le président turc Ahmet Necdet Sezer, les 26 et 27 septembre 2001, à Istanbul, les chefs d'État de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Kirghizstan ainsi que le président de l'Assemblée de l'Ouzbékistan étaient présents. Quant au Turkménistan, il y a participé en tant qu'invité spécial de la Turquie. La déclaration du sommet d'Istanbul qui coïncidait avec le 10^e anniversaire de l'indépendance des États turcophones, a renouvelé les mêmes résolutions que les sommets précédents. À cette occasion, il a été précisé que la renaissance de la Route de la Soie était l'occasion de contribuer au développement économique et touristique de la région. Aussi, afin de garantir la durabilité des projets dans le domaine de l'énergie, les chefs d'État ont rappelé l'importance des investissements dans la région par les institutions financières internationales et privées.¹⁰¹³

En décidant, au sommet d'Istanbul, d'accélérer le rythme des travaux pour la coopération régionale et internationale, les chefs d'État ont fait passer le message qu'ils n'avaient pas obtenu les résultats attendus du processus des sommets. Le sommet suivant n'a pu se tenir que cinq ans plus tard à Antalya alors qu'il était prévu pour 2002 à Achgabat, signe d'une irrégularité dans la conduite du processus en question. L'Ouzbékistan n'a pas participé aux prochains sommets et le Turkménistan y a été représenté à différents niveaux. Par ailleurs, afin de respecter le principe de souveraineté entre les États turcophones et d'éviter tout quiproquos, l'appellation « les États parlant la langue turque », en vigueur jusqu'au sommet de Bakou, a été remplacé par « les États turcophones ».¹⁰¹⁴

b-Du sommet d'Antalya au sommet d'Istanbul : des mesures prises en faveur de la régionalisation

Le prochain sommet s'est donc réuni le 17 novembre 2006, avec cinq ans de retard, à Antalya sous l'auspice de la Turquie. Au sommet organisé par le président Ahmet Necdet Sezer, étaient présents les chefs d'État de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Kirghizstan. Quant au Turkménistan, il a été représenté par son ambassadeur. Tous les

¹⁰¹³ « La déclaration du sommet d'Istanbul en 2001 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/05_Istanbul2001_7.Devlet_BaskanlariZirvesiBildirisi0140418103624.pdf, consulté le 24 septembre 2018.

¹⁰¹⁴ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

participants de la réunion ont accepté la proposition de Nazarbaïev, président du Kazakhstan, d'établir une coopération régionale inclusive et organisée avec les États turcophones volontaires.¹⁰¹⁵ À la différence des sommets précédents, la lutte commune contre le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme, la propagation des armes de destruction massive et toutes menaces de crimes organisés étaient en tête de l'agenda. Après le 11 septembre 2001, une attention particulière a été portée sur les événements qui se sont déroulés en Afghanistan, en Irak, en Palestine et au Liban et l'urgence de continuer à contribuer à la paix durable et de soutenir les actions entreprises par la société internationale. Il a été question de souligner la nécessité de préserver la souveraineté ainsi que l'intégrité territoriale de l'Irak et de garantir le respect des droits et des libertés de toutes les parties du peuple irakien ainsi que des peuples d'origine turque.

Le processus de coopération concernant le transport et l'énergie a eu des retombées positives. Dans cette perspective, l'importance stratégique de l'ouverture de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et de l'achèvement de la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum a été renouvelée avec la perspective de multiplier les projets transcaspiens similaires. Le projet du chemin de fer Kars-Ahılkelek-Tbilissi-Bakou, prévu au départ pour le transport rapide des voyageurs et des marchandises entre l'Asie et l'Europe a été perçu comme une nouvelle opportunité pour développer le transport international entre les États turcophones et pour contribuer à l'économie des pays de la région. Tous ces efforts ont démontré l'importance accordée par les États turcophones à la coopération régionale et mondiale concernant les sujets de l'énergie et du transport. De plus, afin de faciliter l'interaction entre les peuples turcophones, les chefs d'État ont insisté, pour la première fois de façon si déterminée, sur la facilitation de l'obtention des visas ainsi que sur l'accélération des processus.¹⁰¹⁶

Concernant les conflits régionaux, à l'inverse des tentatives passées, les chefs d'État se sont mis d'accord pour soutenir un plan compréhensif proposé par l'ONU et mettre fin à l'isolation du peuple chypriote turc. Ils ont aussi rappelé, au sujet du conflit du Haut-

¹⁰¹⁵ Aidarbek Amirbek, Almasbek Anuarbekuly et Kanat Makhanov, « Türk Dili Konuşan Ülkeler Entegrasyonu: Tarihsel Geçmişi ve Kurumsallaşması », **ANKASAM Bölgesel Araştırmalar Dergisi**, Vol.1, No.3, 2017, p.184.

¹⁰¹⁶ « La déclaration du sommet d'Antalya en 2006 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/04_AntalyaBildirisi2006_8.Devlet_BaskanlariZirvesiortakbildirisi_20140418_103555.pdf, consulté le 25 septembre 2018.

Karabakh, l'importance de parvenir à une solution pacifique tout en garantissant l'indépendance, l'intégrité territoriale et la préservation des frontières de l'Azerbaïdjan, sans référence aux résolutions de l'ONU qui n'ont pas été appliquées, à l'inverse des déclarations précédentes.

Il est fort de constater que dans la déclaration du sommet d'Antalya une place spéciale a été accordée aux initiatives des pays membres. Dans cette perspective, la candidature du Kazakhstan à la présidence de l'OSCE en 2009 et les développements positifs concernant la candidature de la Turquie à l'UE ont été accueillis favorablement. Il était question de la certitude qu'une adhésion de la Turquie à l'UE allait contribuer au développement politique, économique et sociétal de la région et accroître les échanges entre l'UE et la région. Le soutien mutuel pour la candidature de la Turquie (2009-2010), du Kazakhstan (2010-2011) et du Kirghizstan (2012-2013) comme membres non-permanents du Conseil de sécurité de l'ONU été souligné dans la déclaration du sommet. Suite à ce sommet, les déclarations n'étaient plus rédigées seulement en langue turque et russe mais en azerbaïdjanais, kazakh, kirghize et turc. Ce changement n'était pas que symbolique. En effet, il a montré l'importance accordée à la souveraineté égale entre tous les acteurs engagés dans ce processus de coopération régionale et le but de développer la coopération entre les dits-pays dans ce cadre.¹⁰¹⁷

Suite aux développements positifs résultant du sommet d'Antalya pour le renforcement du processus de ces sommets, le président Aliiev a accueilli l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie à l'occasion du sommet des pays turcophones organisé à Nakhitchevan, les 2 et 3 octobre 2009. Ce sommet a une importance particulière en raison de la ratification du traité fondateur du Conseil turcique permettant l'établissement d'une structure institutionnelle. Dans la déclaration du sommet de Nakhitchevan¹⁰¹⁸, il était prévu que le Conseil turcique soit un outil clé pour renforcer les relations entre les pays turcophones. Tout en faisant référence aux décisions du sommet précédant, les chefs d'État ont fait savoir que l'approfondissement de la coopération en Eurasie passe par la coopération entre les pays turcophones. À cette fin, ils ont confirmé

¹⁰¹⁷ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰¹⁸ « La déclaration du sommet de Nakhitchevan en 2009 », http://www.turkkon.org/trTR/nahcivan_bildirisi/4/56/56/290, consulté le 25 septembre 2018.

la réalisation de visites officielles mutuelles. Tout en soulignant l'importance d'une coopération basée sur la langue, l'histoire et la culture communes, parmi les objectifs du Conseil figuraient le développement des projets visant à accroître le degré des relations commerciales-économiques, scientifiques-techniques et sociales.¹⁰¹⁹ Il était prévu que l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum contribueraient à la sécurité énergétique et au développement durable de l'économie des pays de la région. À cette fin, l'accroissement de la capacité du Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le lien du Kazakhstan au port d'Aktau a été mentionné dans la déclaration du sommet. Cette a aussi mis en évidence le fait que la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars allait accroître le volume du transport entre l'Europe et l'Asie tout en contribuant au développement économique ainsi qu'à la sécurité et à la stabilité.

À l'occasion de ce sommet qui s'est concentré sur différents sujets allant de la science au tourisme, de l'art au sport, les pays signataires ont rappelé l'importance de la reconfiguration de l'Afghanistan et la mise en place d'une coopération pour la reconstruction pacifique du pays ainsi que la préservation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Irak. Les chefs d'État ont salué les progrès de la Turquie concernant son adhésion à l'UE. Ils ont fait part de leur attente au sujet des paramètres onusiens du conflit chypriote. Ils ont aussi rappelé l'importance de la résolution du conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le cadre du respect de l'indépendance, de l'unité territoriale et de l'intégrité des frontières azerbaïdjanaises. Pour ce qui est de la coopération régionale, les États participants ont enregistré l'importance de la rendre plus effective l'OCI et l'OCE, dont les pays turcophones en sont membres.

Au sommet de Nakhitchevan, les chefs d'État ont renouvelé leur soutien à la TURKPA créée par l'accord d'Istanbul en 2008 pour l'accroissement de la coopération entre les Parlements et ont souligné l'importance de la TURKSOY pour la collaboration culturelle. C'est dans le but de préserver le vaste patrimoine culturel turc et avec l'initiative de l'Azerbaïdjan qu'il a été décidé de l'établissement du fond TURKSOY. Avec la création, en 2012, du Conseil turcique, le fond en question deviendra la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique.

¹⁰¹⁹ Ibid.

La dernière réunion du processus des sommets s'est tenue le 16 septembre 2010, à Istanbul, sous l'égide du président Abdullah Gül. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan y ont participé au degré de leur chef d'État. Le chef d'État du Turkménistan s'est tenu présent en tant qu'invité du pays hôte. Les participants ont fait part de leur conviction que grâce au Conseil turcique la collaboration entre les pays membres allait acquérir une structure institutionnelle tout en contribuant positivement à la collaboration régionale.¹⁰²⁰ Ils ont aussi salué les efforts entrepris pour l'établissement d'un secrétariat permanent à Istanbul. Halil Akıncı, dernier ambassadeur en date de Turquie à Moscou, diplomate de carrière qui a passé une grande partie de sa carrière s'occupant des pays du monde turcophone a été élu, en 1992, secrétaire général du Conseil turcique avec l'approbation des quatre chefs d'État. À l'occasion du sommet de l'anniversaire de la signature du traité de Nakhitchévan, le 3 octobre, les participants ont décidé de célébrer cette date comme la journée de coopération des pays turcophones.

Une des nouveautés de la déclaration du sommet d'Istanbul a concerné la décision d'adopter une attitude commune au sein des organisations régionales et internationales. Par ailleurs, la création, à Bakou, d'une fondation privée dans le but de préserver le patrimoine culturel turcique s'est avérée essentielle. De même, les pays participants au sommet ont souligné l'importance de l'Académie turcique, à Astana, pour le développement de la collaboration académique. Dans cette perspective, les chefs d'État se sont mis d'accord sur la création d'un musée d'histoire turcique et d'une bibliothèque turcique dans l'objectif de contribuer à l'expansion de la turcologie. C'est dans ce cadre qu'il a donc été convenu de la création d'une unité inter-universitaire. Par ailleurs, parmi les mesures prises pour accroître la coopération économique se trouvent la décision de fonder, juste après le Conseil turcique, un Conseil d'affaires des pays turcophones. Il a aussi été décidé d'établir une Banque de développement des pays turcophones et une entreprise commune d'assurance.¹⁰²¹

¹⁰²⁰ « La déclaration du sommet d'Istanbul en 2010 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/01_a_IstanbulBildirisi_16Eylul2010_Turkce_20140418_102924.pdf, consulté le 28 septembre 2018.

¹⁰²¹ Ibid.

Par ailleurs, tout en soulignant l'importance de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum et du Bakou-Tbilissi-Kars dans le domaine de l'énergie et du transport, la dite-déclaration a mentionné, pour la première fois, à propos de la sécurité et de la politique, les conflits en Afghanistan, en Irak, en Chypre et au Haut-Karabakh, la candidature de la Turquie à l'UE, l'attaque d'Israël contre le convoi transportant de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza et enfin l'importance de trouver une solution au problème du programme nucléaire iranien. Il a aussi été question de célébrer le 20^e anniversaire de l'indépendance des pays turcophones et de fixer les dates et lieux des prochains sommets : en 2011 à Almaty et en 2012 à Bichkek comme le premier et deuxième sommet du Conseil turcique.

Malgré toute la bonne volonté des pays participants, l'absence d'un secrétariat permanent a été un vrai handicap pour l'application et le suivi des décisions adoptées. En effet, au lieu de se concentrer sur des thèmes en particulier, les États turcophones ont discuté des questions d'actualité concernant les problèmes internationaux et régionaux et les possibilités de futures collaborations. Cependant, malgré toutes les lacunes existantes et l'absence d'une régularité au niveau des réunions et des États participants, l'existence même d'un tel processus a été perçue comme l'espoir d'une coopération régionale durable.¹⁰²² Les pays participants ont décidé, au sommet d'Antalya, tenu en 2006, de la création d'un secrétariat. Pourtant, les conditions nécessaires au développement de la collaboration régionale n'ont pu être réunies qu'en 2009. Le secrétariat du Conseil turcique, créé en 2009, incluant les quatre pays turcophones et dont le siège se trouve à Istanbul, est en exercice depuis 2010. Un tel mécanisme régional permanent pouvait enfin être mis en place au bout de 19 années d'indépendance des États turcophones post-soviétiques. C'est pourquoi, il a fallu du temps pour que les facteurs endogènes et exogènes, qui ont été mentionnés dans le chapitre précédent, soient réunis pour vraiment approfondir une coopération régionale. Cela montre bien l'importance du moment choisi pour le renforcement d'une telle coopération.

¹⁰²² Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

2-L'établissement du Conseil turcique : ses objectifs, sa structure et ses méthodes

Avec la création du Conseil turcique, les États turcophones se sont réunis, pour la première fois, sous l'égide d'une structure de collaboration régionale.¹⁰²³ Le 11^e président de la République de Turquie Abdullah Gül et le chef d'État du Kazakhstan Nursultan Nazarbaïev, connu aussi comme *Aksakal* du monde turcophone, ont joué un rôle déterminant dans ce processus. Nazarbaïev avait nommé en personne Baghdad Amreyev pour la création du Conseil. Ce dernier avait servi comme ambassadeur du Kazakhstan à Ankara entre 2008 et 2011 et a été le troisième secrétaire du Conseil turcique en 2018. Le soutien apporté par l'Azerbaïdjan et le Kirghizstan a facilité l'édification d'une telle plateforme de coopération régionale. La non-participation de l'Ouzbékistan et du Turkménistan a certes eu des répercussions négatives. Les États turcophones ont, malgré la réticence de l'Ouzbékistan et le statut de neutralité accepté par le Turkménistan et officialisé auprès de l'ONU en 1995, décidé d'entamer un tel processus.

Le fait d'inclure ou pas l'Ouzbékistan et le Turkménistan a fait l'objet de longs débats en initiant ce processus.¹⁰²⁴ Prenant en considération les possibles retards en cours de route, il a été convenu d'entamer le processus avec les quatre États présents. Ces derniers ont laissé une porte ouverte à une future adhésion de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Halil Akıncı, le secrétaire général fondateur du Conseil turcique, a expliqué la situation comme suit : « *Il y a six mâts dans le jardin du Secrétariat. Quatre mâts appartiennent aux drapeaux des pays membres, les deux autres sont réservés pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan quand ils seront prêts.* »¹⁰²⁵ En effet, l'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique en 2019 en tant qu'État membre a démontré l'importance de l'état de préparation pour faire partie d'une telle organisation régionale. Le rapprochement entre le Conseil et le Turkménistan dans les dernières années, malgré le statut de neutralité permanent du dernier aussi demeure une évidence importante à cette fin.

¹⁰²³ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰²⁴ Ibid.

¹⁰²⁵ Ibid.

a-Le Traité de Nakhitchévan en tant que document fondateur du Conseil turcique

Dans le traité de Nakhitchévan¹⁰²⁶ qui constitue le document fondateur du Conseil turcique, figurent les objectifs et la structure de la collaboration régionale. Dans la partie introduction du dit-accord, les pays signataires ont formulé leur souhait d'approfondir la collaboration régionale sur la base d'une histoire, d'une langue, d'une culture et d'une tradition communes aux pays turcophones. Par ailleurs, ils ont fait part de leur détermination à agir ensemble pour l'établissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale dans un contexte multipolaire. Ils ont exprimé leur attente d'un mécanisme de coopération mis en place dans le but de mettre en avant les possibilités de collaboration entre les peuples et les États. Dans l'introduction du traité, les pays signataires ont exprimé la nécessité de poursuivre la coopération régionale dans le cadre de la confiance réciproque, des intérêts réciproques et le respect du principe d'égalité et des différences culturelles tout en précisant la poursuite des liens existants entre le processus des sommets et le Conseil. Par ailleurs, les pays membres ont aussi enregistré dans la partie introductive du traité leur attachement aux principes et aux normes du droit international incluant les objectifs et les principes de l'ONU ainsi que les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et la non-violation des frontières reconnues internationalement.

Il était clairement prévu, dans le premier article du traité de Nakhitchévan, que le Conseil turcique présenterait un caractère international. Le même premier article listait les objectifs et les responsabilités du Conseil. Parmi ces derniers figuraient la prise d'une action commune concernant les affaires de politiques extérieures, la lutte contre le terrorisme et toute formation illégale. Les sujets de la collaboration régionale incluaient un champ d'action très large : le commerce, l'économie, l'environnement, la culture, la science-technologie, le militaire-technique, l'éducation, le transport, le crédit et les finances. D'ailleurs, dans la partie des objectifs et des responsabilités, il a été question d'une interaction régionale dans les domaines de la science, de la technologie, de

¹⁰²⁶ « Le traité de Nakhitchévan daté du 3 octobre 2009 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Nahcivan_Anlasmasi_Turkce_20140417_193951.pdf, consulté le 26 septembre 2018.

l'éducation, de la santé, de la culture, du sport et du tourisme. La promotion du vaste patrimoine culturel et historique a fait partie des sujets cruciaux pour une collaboration concernant les médias et la publication.

Afin d'approfondir la collaboration économique tant voulue depuis des années, d'importantes décisions ont été prises concernant d'une part la création des conditions propices au commerce et à l'investissement et d'autre part la facilitation des réglementations concernant les douanes et la circulation des biens, des services et des capitaux ainsi que l'arrangement des transactions bancaires. Les pays turcophones se sont concentrés à agir ensemble tout en développant des projets basés sur le développement économique, social et culturel. Par ailleurs, parmi les devoirs et les responsabilités du Conseil ont aussi figuré, dans le cadre des principes et des normes du droit, le respect de la primauté du droit, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'aide juridique réciproque et la collaboration face aux conflits juridiques.

Dans son sens général, les objectifs et les devoirs cités avaient pour but l'établissement d'une collaboration institutionnalisée. À la différence des déclarations précédentes du processus des sommets, l'accord de Nakhitchévan a mis en évidence les moyens nécessaires pour atteindre une collaboration multilatérale. C'est justement dans cette perspective que le troisième article a été rédigé en encadrant la structure à utiliser à cette fin.

b-La structure du Conseil turcique favorable à la régionalisation

La structure du Conseil turcique concerne le Conseil des chefs d'État, le Conseil des ministres des Affaires étrangères, le Comité des fonctionnaires supérieurs, le Conseil des anciens (des *Aksakal*) et le secrétariat permanent.¹⁰²⁷ Le Conseil des chefs d'État (DBK en turc) est l'organe principal de la prise des décisions du Conseil turcique. Il est chargé d'apporter des solutions aux problèmes internationaux contemporains ainsi que de déterminer les thèmes de collaboration du Conseil et ses champs d'actions. Mis à part les

¹⁰²⁷ « Le traité de Nakhitchévan daté du 3 octobre 2009 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Nahcivan_Anlasmasi_Turkce_20140417_193951.pdf, consulté le 26 septembre 2018.

situations exceptionnelles, le Conseil des chefs d'État est supposé se réunir une fois par an. Dans les faits, la réunion du Conseil des chefs d'État correspond au sommet du Conseil turcique. Tout comme pour le processus des sommets, les déclarations des sommets sont aussi signées par les chefs d'État à la fin de chaque réunion annuelle. Il est prévu que le pays qui organise le sommet soit désigné selon un ordre alphabétique en langue anglaise. Le pays hôte de la réunion du dit-Conseil est, jusqu'à la prochaine réunion, le président du terme du Conseil.

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères (DIBK en turc) est en charge de déterminer et d'évaluer les sujets dans l'agenda du Conseil turcique qui seront discutés au Conseil des chefs d'État, de confirmer le personnel et la situation économique du secrétariat. Il est dans le droit de faire des déclarations au nom du Conseil turcique. Ce Conseil qui se réunit juste avant la réunion annuelle du Conseil des chefs d'État, peut aussi se réunir de façon exceptionnelle. Le ministère des Affaires étrangères du pays hôte exerce les responsabilités de la présidence du terme du Conseil turcique, jusqu'à la prochaine sommet.

Le Comité des hauts fonctionnaires (KMK en turc) est composé des représentants des ministères des Affaires étrangères. Il est responsable de coordonner les activités du secrétariat, de présenter les documents projets du secrétariat au DIBK et après au DBK pour leur approbation. Les réunions de ce Comité précèdent celles du Conseil des ministres des Affaires étrangères. Par le biais de ce comité, les fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères des pays membres se réunissent et se communiquent d'avantage entre eux.

Une autre structure du Conseil turcique est le Conseil des anciens (les *Aksakal*). Ce dernier se base sur le règlement adopté au sommet d'Almaty en 2011.¹⁰²⁸ Cette structure en tant qu mécanisme de conseil puise ses sources dans le concept des *Aksakal* qui réunit les personnalités respectées et les sages dans les sociétés turcophones. Ainsi, il est composé d'une personnalité respectée dans chaque pays membre, ayant déjà effectué des travaux sur le monde turcique.¹⁰²⁹ Les décisions adoptées aux seins des réunions du

¹⁰²⁸ « Regulation for the Staff of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 57.

¹⁰²⁹ Fin 2018, les représentants du Conseil des Anciens sont comme suit : le député Fattah Heydarov, représentant de l'Azerbaïdjan, Adil Akhmetov, représentant du Kazakhstan, ancien adjoint du Ministre des

Conseil d'*Aksakal* s'ajoutent à l'ordre du jour des réunions ministérielles en parallèle avec le sujet de coopération concernée. Ensuite, elles figurent dans l'agenda des sommets des chefs d'État.

Le secrétariat a été créé en tant qu'organe exécutif permanent chargé d'aider le Conseil à exécuter ses tâches et ses objectifs. Parmi les obligations du secrétariat figurent la prise de mesures administratives, organisationnelles, protocolaires et techniques ainsi que la préparation, la classification et l'archivage des documents nécessaires. Le secrétariat figure aussi comme un lieu d'échange des documents et des informations transmis par les États membres ainsi que les organisations et les forums internationaux. Parmi ses responsabilités figurent aussi la publication d'informations générales sur le Conseil turcique, l'achèvement des tâches requises par les autres organes du Conseil et le report des activités financières au KMK. De plus, le secrétariat est chargé de signer des accords avec le consentement de toutes les parties ainsi que d'acheter et de vendre des biens. Il est aussi dans le droit d'être demandeur et défendeur, d'ouvrir des comptes en banque. Ainsi, le secrétariat est dans le droit d'être signataire d'un traité, l'un des éléments de sa personnalité juridique. Dans cette perspective, il a été question, en 2011, avec l'agrément du DIBK, de la signature du traité du pays hôte entre le gouvernement de la République de Turquie et le Conseil de coopération des pays turcophones. Il est clairement défini dans le dit-accord que le secrétariat a une personnalité juridique internationale.¹⁰³⁰

Le secrétariat est composé du secrétaire général, de ses adjoints, des directeurs de projet et des chercheurs. À sa tête se trouve le secrétaire général. Suite à la suggestion du DIBK, il a été décidé que le secrétaire général serait nommé par le DBK, selon l'ordre alphabétique en langue anglaise des pays membres, dans un ordre rotatif pour une durée non-renouvelable de trois ans.¹⁰³¹ Le DBK est en mesure de nommer, pour une durée non-renouvelable de trois ans, le secrétaire général adjoint parmi les citoyens de tous les États

affaires étrangères et ancien ambassadeur à Londres, l'auteur Beksultan Zhakiev, représentant du Kirghizstan et le Prof. Dr. Mustafa İsen, représentant de la Turquie, ancien secrétaire général de la Présidence et le député. Les mutations ont lieu tous les quatre ans par les pays membres.

¹⁰³⁰ Terzioğlu, « Uluslararası Hukuk Açısından ... », op.cit.,53-54.

¹⁰³¹ Les chefs d'État ont une fois fait exception à la règle pour la durée du poste du secrétaire général fondateur l'ambassadeur Halil Akinci. Aussi, la durée du poste du second secrétaire général Ramil Hasanov a de facto dépassé les 3 ans. Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil, n'a pu prendre ses fonctions qu'après le sommet de Colpon-Ata en septembre 2018.

membres, à l'exception du pays dont le secrétaire général est ressortissant. Quant aux fonctionnaires du secrétariat, ils sont élus dans le cadre de la législation des pays membres. Les diplomates du secrétariat, choisis parmi les pays membres et mutés en tant que fonctionnaires avec un statut international pour une durée de trois, renouvelable une fois, exercent leur fonction dans le cadre du principe de neutralité.¹⁰³² Pour réfuter toute sorte de mesure nuisant à l'harmonie du travail du secrétariat, le secrétaire général, ses adjoints et les autres fonctionnaires sont dans l'obligation de respecter le principe de neutralité.¹⁰³³

L'anglais et les langues des pays membres sont acceptés comme langues officielles du secrétariat dont le siège se situe à Istanbul et ces langues sont utilisées pour les correspondances et les réunions. De la sorte, l'utilisation de l'anglais et des langues des pays membres pour les correspondances et les réunions est assurée. De plus, avec le traité de Nakhitchévan un système de « présidence » a été établi. Selon ce mécanisme, le pays hôte est désigné, jusqu'au prochain DBK, président du Conseil turcique. Parmi les différentes responsabilités du pays exerçant la présidence se trouve, entre autre, la représentation du Conseil dans l'arène internationale.¹⁰³⁴

Le 15^e article du traité de Nakhitchévan, incluant les domaines particuliers de coopération du Conseil turcique, permet l'établissement des contacts et du dialogue avec les organisations et les forums internationaux en montrant que ce mécanisme régional a l'intention de faire partie de la coopération mondiale. Par ailleurs, la présence de l'article 16 du traité qui accorde aux États, aux organisations internationales et aux forums internationaux le statut d'observateur prouve que le Conseil agira dans une approche de coopération complète. De plus, l'article 19 qui précise que les droits et obligations des pays membres découlant des accords internationaux signés précédemment sont en vigueur, est un indicateur concret de leur engagement face à ces accords.¹⁰³⁵

¹⁰³² « Regulation for the Staff of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p.29-34.

¹⁰³³ « La déclaration du sommet de Nakhitchévan en 2009 », http://www.turkkon.org/tr/TR/nahcivan_bildirisi/4/56/56/290, consulté le 25 septembre 2018.

¹⁰³⁴ Ibid.

¹⁰³⁵ « Le traité de Nakhitchévan daté du 3 octobre 2009 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Nahcivan_Anlasmasi_Turkce_20140417_193951.pdf, consulté le 26 septembre 2018.

Il est question dans l'article 4 de ce traité, au chapitre concernant les différents types de coopération, de TURKPA, établie dans le but d'approfondir la coopération entre les parlements et de TURKSOY qui œuvre depuis 1993 au développement des relations culturelles entre les pays turcophones. Ainsi, la référence faite aux structures de coopération créées avec le processus des Sommets indique que ce nouveau mécanisme de coopération agira en harmonie avec les structures précédentes. En effet, ces organisations constitueront les institutions affiliées/reliées au Conseil turcique.¹⁰³⁶

Les documents adoptés au sein du Conseil turcique ont déterminé les structures institutionnelle et financière de ce dernier, le tout en harmonie avec l'esprit du traité de Nakhitchévan. Dans ce cadre, les « règles de procédure¹⁰³⁷ » adoptées en 2011 au sommet d'Almaty et approuvées par le DBK, expliquent en détail le fonctionnement du Conseil : la procédure à suivre pour une demande d'adhésion, les obligations du pays exerçant la présidence, l'obtention du statut d'observateur au sein du Conseil turcique, le procédé d'invitation aux réunions du DBK et du DIBK, la réalisation de réunions ordinaires et extraordinaires. Il est prévu, dans le document en question, qu'au minimum les deux tiers des pays membres soient représentés et que toutes les résolutions et propositions soient acceptées à l'unanimité.

Un autre document adopté par le DBK au sommet d'Almaty de 2011 concernait le « règlement du personnel ».¹⁰³⁸ Le document en question réglemente le recrutement et le licenciement ainsi que la rémunération du personnel du Conseil turcique. Il détermine aussi le fonctionnement du secrétariat dans le but d'atteindre les objectifs qui figurent dans le traité de Nakhitchévan. Les responsabilités du secrétariat y sont expliquées en détail. Les tâches des différents employés du secrétariat sont définies et si applicable leurs privilèges et immunités diplomatiques. Par ailleurs, dans la Règle IV du document il est question de la règle de non-ingérence des pays membres aux fonctionnaires du secrétariat. Cela sous-entant l'indépendance du personnel, peu importe leur origine, et le respect de cette règle par les pays membres. En outre, le « traité du pays hôte » signé en décembre 2011 par Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères de l'époque et Halil Akıncı,

¹⁰³⁶ Ibid.

¹⁰³⁷ « Rules of Procedure of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 43-46.

¹⁰³⁸ « Regulation for the Staff of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 29-40

premier secrétaire générale du Conseil turcique, est le document qui détermine le statut du bâtiment du secrétariat et des employés ainsi que leur privilège et leur immunité diplomatiques. La personnalité juridique internationale du Conseil y est soulignée tout en rappelant, par le traité de Nakhitchévan, l'attachement à la législation turque.¹⁰³⁹

L'accord des principes financiers, signé au cours de la réunion DBK qui s'est déroulée au sommet de Bichkek du Conseil turcique, en 2012, constitue le document de référence de la structure financière du Conseil. La contribution des pays membres au budget du Conseil est délimitée par ce document. Dans ce cadre, la contribution financière de la Turquie, en tant que pays hôte, est de 8/15. Cette proportion est de 4/15 pour le Kazakhstan, de 2/15 pour l'Azerbaïdjan et de 1/15 pour le Kirghizstan. Les revenus et les dépenses du Conseil ainsi que la gestion du budget figurent aussi dans le dit-document.¹⁰⁴⁰

Comme mentionné ci-dessus, le Conseil turcique est structuré d'une manière assez simple avec les mandats spécifiques de ses sous-mécanismes de coopération régionale. De plus, les documents fondateurs du Conseil encadrent bien à la fois le système de son fonctionnement que les domaines de coopération. À cet égard, cette structure facilite la prise de décisions au sein du Conseil constituant ainsi un atout majeur pour le renforcement de la coopération régionale et l'approfondissement de la régionalisation entre les pays turcophones.

c-Les méthodes utilisées par le Conseil turcique pour le développement de la coopération régionale

Dès sa fondation, le Conseil turcique s'est basé sur une coopération respectueuse du principe d'égalité entre les pays membres dans le cadre d'un agenda de collaboration ciblée. Cette perspective permette l'engagement de tous les acteurs concernés avec une approche inclusive et axée sur les résultats.¹⁰⁴¹ Les leçons tirées du passé et les expériences vécues ont orienté les pays membres de se concentrer sur une coopération concrète par un

¹⁰³⁹ « Host Country Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Secretariat of the Turkic Council regarding the Secretariat of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 15-22.

¹⁰⁴⁰ « Agreement on the Financial Rules of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p.49-54.

¹⁰⁴¹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier Secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

mécanisme de coopération multilatérale où les décisions sont prises et mises en œuvre rapidement. L'objectif recherché, tel que précisé dans les déclarations du Conseil turcique, est l'établissement d'une coopération multilatérale en incluant de nouveaux domaines d'action tout en respectant les obligations des pays membres. Ainsi, le respect au principe d'égalité entre les pays est toujours présent. À titre illustratif, non seulement les réunions de sommet mais aussi les réunions au niveau des ministres et les réunions techniques se sont déroulées en alternance, à chaque fois dans un pays différent.

L'objectif recherché est de transformer la coopération bilatérale existante entre les pays membres en une coopération multilatérale. Il serait pertinent de noter que les sommets du Conseil turcique organisés au niveau des chefs d'État, qui seront analysés en détail dans les chapitres suivants, se sont focalisés, à l'opposé du précédant processus des sommets, sur des sujets bien concrets. Ainsi, il a été question d'établir les efforts de régionalisation sur des fondements concrets et spécifiques. Dans cette perspective, le premier sommet du Conseil turcique qui s'est réalisé les 20 et 21 octobre 2011, à Almaty, a porté sur la coopération économique. Le deuxième sommet, réalisé les 22 et 23 août 2012, à Bichkek, concernait la coopération dans les domaines éducatifs, scientifiques et culturels. Au troisième sommet, organisé les 15 et 16 août 2013 à Qabala, il a été question de prendre en main le transport et la connectivité. Le quatrième sommet de Bodrum, réalisé les 5 et 6 juin 2014, s'est concerné sur la coopération dans le domaine du tourisme. Le cinquième sommet, des 10 et 11 septembre 2015, à Astana, a traité des médias et de l'information. Le sixième sommet des 2 et 3 septembre 2018 à Tcholponata s'est concentré la jeunesse et des sports nationaux. Enfin, le septième sommet réalisé les 14-15 octobre 2019 à Bakou défendait le soutien apporté aux petites et moyennes entreprises. Le choix des sujets pris en main durant le sommet montre que le Conseil se focalise sur les thèmes que soit les pays membres ont besoin plus de coopération ou bien soit qu'ils peuvent offrir un soutien les uns aux autres grâce à leurs avantages comparatives. À ce titre, il est possible de noter que les sujets économiques viennent en tête, suivis des autres domaines présentant de nouvelles possibilités de coopération.¹⁰⁴²

¹⁰⁴² Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

La concentration sur une collaboration technique dans différents domaines présente un aspect puissant de la coopération régionale au sein du Conseil turcique.¹⁰⁴³ À cet égard, l'existence des groupes de travail dans tous les champs de coopération permettrait de déterminer les exigences de la coopération et les mesures à prendre avec une approche ascendante. Ainsi, par l'intermédiaire de ces groupes de travail, les hauts fonctionnaires des pays membres se réunissent régulièrement pour trouver des solutions aux obstacles que la coopération régionale doit faire face et générer de nouveaux moyens pour la renforcer. Par ailleurs, les sujets discutés dans ces groupes sont portés à l'agenda des réunions ministérielles et à la fin, ils sont reflétés sur la déclaration adoptée aux sommets des chefs d'État qui constitue la carte routière à suivre jusqu'au prochain sommet. Même si ces sommets et les réunions ministérielles sont plus visibles, le travail essentiel pour la coopération régionale passe par le groupe de travail.

Afin d'obtenir des résultats concrets pour renforcer la coopération régionale, la structure du Conseil turcique permet à l'engagement du secteur privé et du milieu académique d'une manière interactive pour bien déterminer les exigences du domaine de coopération concernée et les outils à utiliser. Ainsi, si besoin est, les représentants du secteur privé et les académiciens sont aussi invités aux réunions ministérielles et à celle du groupe de travail. En effet, un grand effort est dépensé pour promouvoir la coopération entre le secteur public et le secteur privé ce qui s'avère être une nécessité pour les pays turcophones nouvellement indépendants. En ce faisant, les obstacles éventuels et présents à la coopération sont d'abord mis sur le tapis au sein des groupes de travail pour ensuite être pris en main dans les réunions au niveau des ministres.¹⁰⁴⁴ Avec une approche similaire, le Conseil turcique consulte aussi les académiciens pour prendre en considération les aspects théoriques de la coopération régionale dans les domaines spécifiques. Enfin, toutes les parties qui s'occupent du sujet de coopération peuvent se trouver autour de la même table pour discuter de la façon de renforcer la régionalisation entre les pays turcophones et essayer de l'appliquer sur le terrain.

¹⁰⁴³ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier Secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰⁴⁴ Ibid.

L'approche inclusive constitue l'un des outils importants du Conseil turcique.¹⁰⁴⁵ Dans ce cadre, les autres pays turcophones sont aussi invités aux réunions de groupe de travail et ministérielles pour englober la coopération régionale. Les autres pays régionaux, selon le contenu de l'intérêt commun peut aussi attendre les activités du Conseil turcique sur invitation. En outre, afin d'harmoniser la coopération régionale avec la coopération mondiale, les représentants des organisations internationales avec lesquelles il serait pertinent de collaborer, à commencer par l'ONU sont aussi invités aux dites-réunions au cours desquelles les possibilités de projets dans le cadre de la coopération régionale sont discutées. Rappelons qu'en 2016, Talep Rifai, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, avait participé à la troisième réunion du Conseil turcique des ministres du Tourisme. Cette participation a été aussi une occasion importante pour approfondir les relations entre le Kirghizstan et l'Organisation mondiale du tourisme.

Le Conseil turcique constitue un dépôt primordial pour la documentation de la coopération régionale et le secrétariat permanent joue un rôle essentiel pour la fabrication de cette documentation et la mise en place des décisions, des activités et des projets inscrits dans les documents fabriqués. En effet, le secrétariat détermine l'ordre du jour de toutes les réunions en consultation avec les pays membres. Les décisions prises par les pays membres aux réunions sont transformées en procès-verbal par le secrétariat. Par la suite, le dit-document est envoyé aux ministères des Affaires étrangères et aux ministères concernés par une note diplomatique et fait son suivi jusqu'à la prochaine réunion. À cet égard, le secrétariat suit de près l'application des décisions prises et en cas d'omissions fait les rappels nécessaires. Toutes les discussions sont sauvegardées et le secrétariat est chargé de leur suivi.¹⁰⁴⁶ Les documents signés par les ministres sont présentés à l'approbation des chefs d'État au sommet du Conseil turcique. Grâce à cette documentation, la coopération régionale au sein du Conseil ne reste plus dans la théorie mais se base sur une prise de décision systématique et une mise en œuvre rapide. Ainsi l'existence d'un mécanisme permanent facilite l'obtention de ces résultats différemment du processus des sommets de 1992 à 2010.

¹⁰⁴⁵ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹⁰⁴⁶ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

La structure et les objectifs du Conseil turcique ainsi que ses documents fondateurs et complémentaires sont désignés pour le développement de la régionalisation entre les pays turcophones. Les méthodes utilisées mentionnées ci-dessus certainement facilitent ce développement. En effet, l'idée de l'amélioration de coopération régionale entre les pays turcophone ne se limite pas au Conseil turcique. Dans cette perspective, il est important d'examiner de près les institutions affiliées/reliées au Conseil pour mieux comprendre cette idée.

3-L'analyse des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique

Le Conseil turcique englobe tous les mécanismes officiels de coopération turcophone tels que TURKSOY, TURKPA, le Conseil d'affaires turcique, l'Académie turcique ainsi que la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. Même si de temps en temps des discussions concernant le statut des liens entre d'une part le Conseil et d'autre part TURKSOY et TURKPA apparaissent comme les derniers ont été établis avant, le Conseil présente l'institution centrale dans laquelle les pays membres expriment leur volonté politique pour renforcer la coopération régionale. Les dites-organisations sont aussi considérées comme des organisations-frères de coopération turcique. Donc, il est possible de faire face à différentes catégorisations en ce qui concerne les relations de ces institutions avec le Conseil turcique.

Le Conseil se place au cœur de la coopération entre les pays turcophones. En effet, les activités et les décisions prises par les dites-organisations figurent dans la déclaration du sommet du Conseil turcique. De plus, sous le patronage du Conseil turcique sont régulièrement organisées des réunions de coordination entre ces organisations de coopération. En regardant de plus près le fonctionnement de ces organisations, il est possible de mieux comprendre les efforts de régionalisation entre les États turcophones. Ainsi, il est possible de grouper ces organisations en tant que ceux établies avant l'établissement du Conseil turcique et ceux fondées par l'initiative du Conseil turcique. Ce groupement nous permettra d'analyser en détaille les liens entre ces institutions et le Conseil turcique.

a-TURKSOY et TURKPA: les institutions de la coopération turcique établies avant le Conseil turcique

Le traité portant sur la fondation et les activités de TURKSOY¹⁰⁴⁷ a été signé en 1993 entre les ministres de la Culture de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et de la Turquie. Composé de neuf articles, le traité en question rappelle les objectifs de l'organisation : assurer d'avantage la communication entre les peuples d'origine turcique et parlant la langue turque, contribuer à la préservation de la culture et l'art des peuples et des pays turcophones ainsi que la transmission de ces valeurs aux futures générations. Considéré comme l'UNESCO du monde turcophone, l'adhésion à la TURKSOY de tous les pays turcophones d'un point de vue culturel et artistique est indéniable. Notons que le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont, une fois de plus, préféré se tenir à distance pour les travaux de TURKSOY. En outre, depuis 1998, la République turque de Chypre du Nord, les Républiques autonomes rattachées à la Fédération de Russie comme le Tatarstan, le Bachkirie, la République de l'Altaï, la République de Sakha, le Touva et la Khakassie ainsi que la République autonome locale de Gagaouzie rattachée à la Moldavie, ont rejoint la TURKSOY à titre de membre observateur.¹⁰⁴⁸

Les activités de TURKSOY, dont le secrétariat général est établi à Ankara et qui est composé d'un secrétaire général, d'un secrétaire général adjoint et des représentants des pays membres, sont déterminées par le Conseil permanent des ministres de la Culture des pays turcophones. Cela expliquerait d'ailleurs la raison pour laquelle les réunions réalisées au plus haut niveau sont celles des ministres de la Culture. Il existe aussi au sein de la TURKSOY une structure de coordinateur de mandat. Les membres du Conseil permanent élisent le coordinateur du terme par consensus, fonction exercée par le ministre responsable des Affaires culturelles de TURKSOY pour une année. Le pays hôte de la réunion ministérielle annuelle commence à exercer cette responsabilité. Les décisions prises au sein du Conseil permanent sont appliquées par le secrétaire général de TURKSOY qui est nommé par ce Conseil par un terme de trois années d'une manière

¹⁰⁴⁷ Pour analyser le dit-traité fondateur voir https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARAR_LAR/kanuntbmmc077/kanuntbmmc077/kanuntbmmc07703973.pdf, consulté le 30 septembre 2018.

¹⁰⁴⁸ Firat Purtaş, « Cultural Diplomacy Initiatives of Turkic Republics », *Perceptions*, Vol. XXII, No. 1, 2017, p. 94-98.

renouvelable.¹⁰⁴⁹ La signature, en 1994, du “Protocole concernant le statut du bâtiment international et des représentants nationaux de TURKSOY” a permis l’établissement des conditions de travail de ce dernier en tant qu’institution diplomatique.¹⁰⁵⁰ Bien que le règlement concernant les objectifs et les missions de TURKSOY ainsi que le règlement du personnel et des affaires financières aient été adoptés en 1997, à Almaty. Les nouveaux règlements adoptés, à Bakou, en 2009, a invalidé les premiers. Ces règlements ont rendu la structure de la TURKSOY plus institutionnalisée. Durant ce processus, le Secrétariat du Conseil turcique a soutenu celui de TURKSOY.¹⁰⁵¹ Par ailleurs, le traité de TURKSOY entre la Turquie et le pays hôte n’a pu être signé qu’en 2010 entre le ministre turc des Affaires étrangères et le secrétaire général de TURKSOY.¹⁰⁵² Les activités organisées par cette institution de coopération turcique seront analysés en détail dans le chapitre suivant.

TURKPA, dont le secrétariat permanent se trouve à Bakou, concerne, depuis 2008, date de sa création, la coopération parlementaire. En effet, similairement à l’Assemblée parlementaire de l’OSCE et de l’OTAN, la TURKPA constitue l’aspect parlementaire de la coopération turcophone. Comme le précise le traité d’Istanbul, document fondateur, l’objectif de TURKPA est de développer la coopération parlementaire entre les pays membres que sont l’Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie par le biais du rapprochement des législations sur la base d’une culture et d’une langue communes.¹⁰⁵³ Le traité du pays hôte entre l’Azerbaïdjan et TURKPA est en vigueur depuis 2010. Mettant en avant ses liens historiques et culturels, l’Assemblée nationale de la Hongrie a joint, en 2014, TURKPA, active sur l’arène mondiale, en tant que membre observateur en référant les liens culturels entre les peuples turcophones et les Hongrois.¹⁰⁵⁴

¹⁰⁴⁹ Entretien avec Monsieur Fırat Purtaş, secrétaire générale adjoint de la TURKSOY, le 2 février 2019, Ankara.

¹⁰⁵⁰ Pour les détails des documents officiels de la TURKSOY voir Hatice Şengül, **TÜRKSOY 10. Yıl (1992-2002)**, Ankara : TÜRKSOY Yayınları, 2006.

¹⁰⁵¹ Entretien avec Monsieur l’ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰⁵² Pour analyser le dit-traité voir <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2011/08/20110827-2.htm>, consulté le 30 septembre 2018.

¹⁰⁵³ Pour analyser le dit-traité fondateur voir https://www.tbmm.gov.tr/ul_kom/turkpa/kurulus.htm, 30 septembre 2018.

¹⁰⁵⁴ Ercan Durdular, « Parliamentary Assembly of Turkic-Speaking Countries (TurkPA): Beyond Parliamentary Diplomacy », **Perceptions**, Vol. XXII, No.1, 2017, pp. 123-125.

Similaire au Conseil turcique, TURKPA est aussi composé d'un secrétaire général et de trois secrétaires adjoints ainsi que des représentants des parlementaires des pays membres. Le secrétaire général est élu par l'Assemblée générale de TURKPA pour une durée de quatre ans. Le mécanisme de présidence est aussi en vigueur au sein de TURKPA. À la présidence est élu, en alternance, suivant un ordre alphabétique en langue anglaise, un président parmi les présidents des Assemblées générales des pays membres, pour une durée d'un an. Les réunions de l'Assemblée général réunissant les présidents des Assemblées nationales des pays membres sont organisés et le Conseil constitué de ces derniers compose la superstructure de TURKPA.¹⁰⁵⁵

Parmi les responsabilités de TURKPA figurent: le partage de "l'expérience parlementaire" entre les pays membres, l'harmonisation de la législation, le développement de la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'environnement, la coopération entre les médias afin de faciliter la diffusion de l'information, l'établissement des conditions nécessaires au commerce, le développement des projets de coopérations régionales en particulier dans les domaines de l'énergie et du transport et la considération des sujets politiques dans le cadre des intérêts communs.¹⁰⁵⁶ Dans le cadre de ces responsabilités, au sein de TURKPA se trouve quatre commissions permanentes : les affaires juridiques et les relations internationales ; les sujets sociaux, culturels et humains ; la coopération économique ; les ressources naturelles et environnementales.

Tout comme pour le Conseil turcique, il est question, dans les travaux menés par TURKPA, du respect du principe d'indépendance, de souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence aux frontières étatiques. Par ailleurs, TURKPA dont les activités seront examinées dans la partie suivante est le mécanisme qui mène la diplomatie parlementaire afin d'approfondir la coopération régionale et culturelle.¹⁰⁵⁷

¹⁰⁵⁵ Pour analyser le dit-traité fondateur voir https://www.tbmm.gov.tr/ul_kom/turkpa/kurulus.htm, le 30 septembre 2018.

¹⁰⁵⁶ « TURKPA as an inter-parliamentary organization: Tasks and objectives », **TURKPA : 10 Years (2008-2018)**, Special Edition, Baku : TURKPA Publication, 2018, p.22.

¹⁰⁵⁷ « Message of Secretary General of TURKPA », **TURKPA : 10 Years (2008-2018)**, Special Edition, Baku : TURKPA Publication, 2018, p. 4-5.

b-Le Conseil d'affaires turcique, l'Académie turcique, la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique fondés par l'initiative du Conseil turcique

En plus du développement de la coopération culturelle et parlementaire, dans le but d'approfondir les relations économiques entre les pays turcophones, le Conseil d'affaires turcique a été établi en 2011, à Almaty, au sein du Conseil turcique, à l'occasion du premier sommet des États turcophones.¹⁰⁵⁸ Le mécanisme qui a inclut l'organisation des confédérations nationales des entrepreneurs d'Azerbaïdjan, la chambre nationale des entrepreneurs de la République de Kazakhstan "Atameken", la chambre de commerce et d'industrie du Kirghizstan et le président de l'Union des chambres de commerce et des bourses de marchandises de Turquie (TOBB) ainsi que du DEIK a constitué le principal moyen de coopération du secteur privé des pays membres du Conseil turcique. La dite-structure a formé une plateforme permettant aux hommes d'affaires des pays membres d'agir autour d'objectifs communs.

Parmi les objectifs du Conseil d'affaires turcique il s'est trouvé l'accroissement des investissements réciproques, l'instauration d'un contexte de dialogues entre le secteur privé et public, l'évaluation commune des besoins, des opportunités et des obstacles du monde du travail, la promotion d'un partenariat entre le secteur privé et public, l'harmonisation des conditions juridiques et administratives des pays membres afin de développer les relations économiques, la diffusion d'informations concernant les politiques économiques et commerciales des pays membres et enfin l'organisation de formations professionnelles afin de développer les domaines de spécialisation. De plus, le Conseil d'affaires turcique a été aussi chargé de délimiter les difficultés commerciales et économiques existantes entre les pays membres et de rédiger des rapports proposant des solutions de remédiation. Il a été convenu que le Conseil d'affaires se réunirait au minimum une fois par an pour réviser les réussites et analyser les opportunités dans les domaines du commerce, des investissements, de l'industrie, de la technologie, des finances ainsi que des relations bilatérales et internationales. Par conséquent, il a été question d'une avancée importante pour le développement des relations économiques et

¹⁰⁵⁸ Pour le document fondateur du Conseil d'affaires turcique voir <http://www.turkkon.org/assets/dokuman/Turk-Is-Konseyi-Kurulus-Anlasmasi-Ingilizce.pdf>, consulté le 5 octobre 2018.

commerciales, un moyen important de la régionalisation entre les États turcophones. À cet égard, les pays membres ont décidé d'établir une Chambre commune du Commerce et de l'Industrie qui remplacerait le Conseil d'affaires turcique. Cette Chambre, établi en 2019, dont le Secrétariat permanent sera dirigé par la TOBB vise à suivre une coopération plus systématique dans le domaine économique en priorisant la stimulation de collaboration entre les petites et moyennes entreprises des pays membres.¹⁰⁵⁹

Mis à part l'économie, dans le but d'accroître la collaboration dans le domaine de l'éducation et de la science, c'est au deuxième sommet du Conseil turcique, consacré à la coopération « éducative, scientifique et culturelle », réalisé en 2012, à Bichkek, que l'Académie turcique a été fondée par la signature apposée par les ministres en charge. En vérité, l'Académie turcique a été établie en 2010 au Kazakhstan en tant qu'institution nationale et c'est en 2012 qu'il a été question de sa transformation en une organisation internationale. C'est pourquoi, l'Académie, dont le siège se trouve à Astana, est à la fois une organisation internationale avec un statut diplomatique mais aussi une institution académique poursuivant des recherches scientifiques.

Parmi les dirigeants se trouvent un président, son adjoint et les ministres de l'éducation de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan et de la Turquie qui font partis du Conseil scientifique. Il a été précisé que le premier président de l'Académie turcique, dotée d'une structure de présidence, serait le Kazakhstan. Il a aussi été décidé que les présidents suivants seront, selon l'ordre alphabétique en anglais, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan et la Turquie. Le président et le président adjoint sont mutés pour une période renouvelable de quatre ans par les chefs d'État au sommet du Conseil turcique suite à la proposition du Conseil scientifique. Par ailleurs, les chercheurs mutés par le président peuvent travailler selon les conditions requises par le traité.¹⁰⁶⁰ Dans ce cadre, mis à part les citoyens kazakhs, les chercheurs kirghizes, ouzbeks, ouïgours et tatars y travaillent actuellement.

¹⁰⁵⁹ Alia Reimbekova, « Türk Konseyi'nde ticaret ve sanayi atılımı », **Anadolu Ajansı**, le 17 mai 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/turk-konseyinde-ticaret-ve-sanayi-odasi-atilimi/1481091>, consulté le 20 mai 2019.

¹⁰⁶⁰ «Agreement on the Establishment of the Turkic Academy », **Booklet of Turkic Council's...**, p.71-76.

À l'analyse du traité fondateur de l'Académie turcique, parmi les objectifs et les devoirs figurent : la promotion et la coordination des recherches pour le développement et la protection des langues, de la littérature et de la culture turciques, le soutien aux recherches scientifiques et à la collaboration internationale, la continuation des recherches sur l'histoire et l'ethnographie turciques, la réalisation de recherches sur le patrimoine culturel des pays turcophones et la contribution de ce patrimoine à la civilisation mondiale et enfin la stimulation des travaux menés par les milieux scientifiques, culturels et éducatifs ainsi que les institutions étatiques en question. L'Académie turcique est aussi en charge de la préparation des livres de classe et de la formation doctorale des chercheurs. Parmi les articles du traité fondateur de l'Académie figurent la nécessité de former une littérature commune incluant les ressources verbales et écrites de l'Antiquité et la mise au point d'un alphabet commun en vigueur pour toutes les langues turciques, bien que la réalisation de ces objectifs soit assez difficile. La possibilité d'accorder aux organisations internationales ou aux pays le statut de pays observateur au sein de l'Académie est également exprimée dans le traité fondateur.¹⁰⁶¹

“La Décision approuvant les principes du fonctionnement”, document complémentaire de l'Académie turcique, a été adoptée, en 2014, par les ministres des Affaires étrangères au sommet de Bodrum. Cependant, l'aboutissement des accords complémentaires et des documents¹⁰⁶² a pris plus de temps que prévu. Les objections formulées par le Kazakhstan, pays hôte de l'Académie, y ont certes joué un rôle. Dans cette perspective, « le règlement du personnel de l'Académie turcique » a été adopté au sommet de Tcholponata. C'est aussi à l'occasion de ce sommet que le traité portant sur les affaires financières de l'Académie a été signé par les ministres des Affaires étrangères. Le « Protocole concernant le montant de contributions obligatoires des États membres au budget de l'Académie turcique », complémentaire au traité financier et concernant la contribution obligatoire des pays membres, a été signé au sommet en question. Pourtant, fin 2018, le traité du pays hôte entre l'Académie et le gouvernement du Kazakhstan n'était toujours pas signé.

¹⁰⁶¹ Ibid.

¹⁰⁶² Les données concernant les processus de négociations et de signatures des documents de l'Académie turcique seront analysées dans la partie portant sur les sommets du Conseil turcique.

La Fondation pour la culture et le patrimoine turcique est une autre institution fondée dans le cadre de l'organisation de la collaboration turcophone. La création d'une telle structure a été proposée par le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, le 3 octobre 2009, au 9^e sommet des chefs d'État des pays turcophones et soutenu par les chefs d'État du Kazakhstan, du Kirghizstan et de la Turquie. Cette décision a été adoptée au 10^{ème} sommet des chefs d'État des pays turcophones organisé le 16 septembre 2010, à Istanbul. Le traité fondateur de la dite-fondation qui possède un statut d'organisation internationale a été signé le 23 août 2012 à l'occasion du sommet de Bichkek du Conseil turcique.¹⁰⁶³

Dans le traité fondateur de la fondation pour la culture et le patrimoine turcique, dont le siège se trouve à Bakou¹⁰⁶⁴, y sont décrits les objectifs et les activités de celle-ci comme la protection et la promotion de la culture et du patrimoine turcique. Parmi ces responsabilités figurent l'apport de fonds pour la restauration des œuvres relatives à la culture et au patrimoine turcique, la facilitation de la résolution des enjeux techniques et scientifiques pour la protection de ce patrimoine ainsi que l'appui apporté aux chercheurs travaillant dans ces domaines. Citons aussi l'organisation de conférences, de séminaires et de foires, le financement des compétitions, des festivals et des tournois, l'encouragement des arts et de l'artisanat traditionnels et la protection des droits de propriétés intellectuelles. Le traité fondateur précise que la fondation poursuivra ses activités en collaboration avec TURKSOY afin d'éviter tout risque de duplication.

La dite-fondation possède un Conseil composé des représentants des pays membres avec un président à sa tête. Tout comme pour l'Académie turcique, le premier président de la fondation, élu au sommet des chefs d'État des pays turcophones, pour une durée renouvelable de quatre ans doit être de nationalité azerbaïdjanais. En regardant de plus près les documents complémentaires¹⁰⁶⁵ de la fondation, il est possible de remarquer que le traité des principes financiers a été signé, en 2018, au sommet Tcholonata du Conseil turcique en même temps que l'adoption des décisions relatives aux règlements du personnel et du fonctionnement. C'est au même sommet que le traité entre la République

¹⁰⁶³ « Charter of the Culture and Heritage Foundation », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 63-67.

¹⁰⁶⁴ Ibid.

¹⁰⁶⁵ Les données concernant les processus de négociations et de signatures des documents de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique seront analysées dans la partie portant sur les sommets du Conseil turcique.

d'Azerbaïdjan et la fondation a été accepté. Cependant, similairement à l'Académie turcique, le « Protocole concernant le montant obligatoire de contributions des États membres au budget de la fondation pour la culture et le patrimoine turcique» au sujet du financement des pays membres n'a pas été signé au sommet en question.

En addition aux institutions mentionnées ci-dessus, au sommet d'Astana de 2015, la mise en place d'un centre de la civilisation des nomades sous l'égide du Conseil turcique suite à la proposition du Kirghizstan a été à l'ordre du jour. À l'occasion de ce sommet, le traité fondateur du dit-centre a été adopté. L'objectif du centre a été déterminé comme la promotion du sport et des activités sportives ainsi que de la culture nomade. Au même sommet ont été signés le traité relatif aux principes financiers du centre ainsi que le "Protocole concernant les contributions obligatoires des États membres au budget du centre de la civilisation des nomades". Le traité du pays hôte, signé entre le gouvernement du Kirghizstan et le dit-Centre, et les principes du fonctionnement du centre ont été approuvés par les ministres des Affaires étrangères. Il a aussi été question de l'adoption du règlement concernant le personnel. L'objectif recherché est la mise en place, dans chaque pays membre du Conseil turcique, d'une institution relative à la coopération turcique. Dans cette perspective, la signature des documents fondateurs et complémentaires relatifs à l'établissement de la dite-institution a été réalisée suite à la proposition de la partie kirghize. Toutefois, suite à la retraite du Kirghizstan à ce sujet, la fondation du dit-Centre n'a plus fait partie de l'agenda du Conseil turcique en 2018.

Depuis 2014 sont organisées de façon régulière des réunions de coordination sous l'égide du Conseil turcique pour agencer les travaux de coordination entre les structures frères du Conseil turcique. L'ordre du jour de ces réunions porte sur la préparation d'un plan d'action commun pour la coordination et la collaboration interinstitutionnelles, l'organisation de réunions et de conférences communes, l'échange d'informations sur les activités, la désignation des points de communication avec les autres institutions, la participation réciproque aux réunions et la consultation réciproque des contacts à hauts niveaux. Ces réunions de coordination présentent une étape importante pour l'harmonisation des institutions de collaboration et l'assurance de la coordination entre eux.

Nous essayerons de répondre à la question de savoir si l'harmonisation entre les dites-institutions a été assez respectée et s'il y a eu lieu des cas de duplication dans le chapitre suivant en analysant les activités de ces institutions. Par ailleurs, du fait qu'il a fallu attendre 2018 pour la signature du traité des principes financiers de l'Académie turque et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turque, les dites-institutions n'ont pas pu être complètement actives par faute de financement suffisant. De plus, l'abandon de l'idée d'un centre de civilisation des nomades qui a occupé l'agenda du Conseil turque pendant une longue durée, peut être considéré comme une perte de temps. L'établissement de la Chambre turque commune du commerce et de l'industrie en remplaçant le Conseil d'affaires turque qui manquait un secrétariat permanent semble à stimuler la coopération économique entre les pays turcophones.

Les institutions-frères instituées avant ou après le Conseil turque ont œuvré pour le développement de la collaboration turcophone dans différents domaines, allant de l'économie au monde des affaires, en passant par l'éducation, la culture ainsi que l'archéologie. Tous les efforts déployés à cette fin ont permis aux peuples turcophones de mieux se connaître et de promouvoir, à l'échelle internationale, cette collaboration régionale. Le Conseil turque est en étroite relation avec les autres institutions turcophones. Les réunions de coordinations, réalisées par l'appui du Conseil, sont une preuve concrète de ces contacts. Il est question d'une participation active aux réunions du Conseil turque et des autres institutions. Les secrétaires généraux et les présidents de ces institutions participent aux réunions du DBK et prennent la parole aux réunions du DIBK. D'ailleurs, les points concernant les dites-institutions étaient reflétés aux déclarations de sommet signées par les chefs d'État par l'intermédiaire du secrétariat du Conseil turque. Par ailleurs, précisons que le secrétariat du Conseil turque a joué un rôle crucial durant la préparation des traités fondateurs du Centre de la civilisation des nomades qui a perdu de son importance par la suite, de la Fondation pour la culture et le patrimoine turque, de l'Académie turque et du Conseil d'affaires turque. Toutes les délibérations ont eu lieu au cours des réunions du KMK au sein du Conseil et les processus d'acceptation, d'approbation et de ratification ont pris place durant les réunions du DBK ou du DIBK du Conseil turque. Ainsi, le Conseil a contribué au développement

des organisations-frères de coopération.¹⁰⁶⁶ Nous analyserons en détail, dans les prochaines parties, les décisions de réformes prises par les chefs d'État aux sommets Tcholponata et Bakou afin de les rendre plus effectives.

En analysant le processus des sommets, précédant la création du Conseil turcique, la fondation du Conseil turcique, la détermination de ses objectifs et les méthodes à appliquer ainsi que la structure des organisations-frères du Conseil et leur lien comme mentionné ci-dessus, nous constatons que tout cela est désigné pour l'approfondissement de la régionalisation et de l'accroissement du degré de régionalité de façon théorique. Il sera question, dans la partie suivante, d'une analyse détaillée de la mise en pratique.

B-Le Conseil de coopération des pays turcophones et l'inter-régionalisme

Il sera question dans ce chapitre d'analyser les décisions prises aux sommets et à réunions réalisées dans le cadre du Conseil turcique. Nous nous attarderons aussi sur les champs d'action du Conseil dans les domaines politique, économique, culturel, éducatif et humain. Enfin, sera mis sur le tapis les relations existantes entre le Conseil, les autres pays et les organisations internationales.

1-Les sommets du Conseil turcique

Les sommets du Conseil turcique, en tant que continuation du processus des sommets des États turcs, sont à la base du processus de collaboration régionale des pays turcophones. Ils présentent le mécanisme au plus haut niveau pour l'expression de la volonté politique par les chefs d'État visant l'approfondissement de la collaboration régionale. Dans cette perspective, les sommets du Conseil turcique, réalisés autour d'un thème précis, à l'inverse du processus des sommets, sont l'occasion, pour les chefs d'État des pays turcophones, de se rencontrer régulièrement et de poser leur signature à la déclaration publiée à la fin de chaque sommet.

¹⁰⁶⁶ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

Les ministres des Affaires étrangères se réunissent à l'occasion du premier jour des sommets et les réunions DBK ont lieu le deuxième jour. Par ailleurs, les ministres concernés par les thèmes des sommets, y sont représentés par leurs délégués. Le secrétaire général présente aux chefs d'État des rapports oraux et écrits concernant les travaux du Conseil en date depuis le dernier sommet réalisé. Le secrétaire général du Conseil turcique est responsable de l'application des décisions prises par les chefs d'État au cours des sommets reflétées par les déclarations dont la préparation est faite par le Secrétariat par le biais d'un texte en anglais.¹⁰⁶⁷

a-Les traits communs dans les déclarations des sommets du Conseil turcique

Les déclarations du sommet du Conseil turcique sont à la fois une analyse des actions passées et une carte de route des actions futures. À l'analyse des déclarations, à l'opposé du processus des sommets des États turcs, il est possible de remarquer que les champs de collaboration se fractionnent en chapitres. À titre illustratif, les collaborations passées ou futures effectuées dans les champs d'action de la politique extérieure, de l'économie ou de la culture sont regroupées de façon à y voir plus clair. Malgré quelques changements concernant la nomination, suite au sommet de Bodrum, le sujet des sous-chapitres a été déterminé dans ses grandes lignes. Il est possible de noter une catégorisation des articles comme suit : l'économie, la politique extérieure, la sécurité, les affaires sociales et humaines ainsi que l'éducation et les travaux scientifiques. La collaboration dans le monde turcique a été ajoutée à la déclaration à l'insu du sommet d'Astana, en 2015. Les travaux réalisés dans le cadre du Conseil turcique sont prioritaires dans les déclarations des sommets. Il est aussi question de faire référence aux activités et aux projets réalisés ou qui seront réalisés, à titre individuel, par chaque pays membres dans les domaines concernés. Les sujets concernant les questions régionales et globales sont classés sous les chapitres correspondants. Ainsi, les déclarations des sommets du Conseil turcique peuvent être considérées comme un ensemble de documents permettant une mise en place systématique de la coopération régionale.

¹⁰⁶⁷ Terzioğlu, "Uluslararası Hukuk Açısından ...", p.60-61.

Dans toutes les déclarations des sommets du Conseil turcique figure la volonté de développer les relations basées sur une histoire, une langue, une identité et une culture communes et de fortifier la solidarité existante. De plus, dans toutes les déclarations du sommet des Conseils turciques, il est question de l'importance du respect du principe de souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du non recours à la force ou à la menace de force. Dans ce cadre, l'engagement aux accords d'Helsinki ainsi qu'aux principes de l'ONU et de l'OSCE y est rappelé. Un autre sujet à l'ordre du jour des déclarations porte sur la collaboration avec les organisations internationales. Dans ce cadre, il est question de faire référence à la nécessité de renforcer les efforts déployés par le Conseil pour l'obtention d'un statut d'observateur au sein de l'Assemblée générale de l'ONU et de l'OCI et d'approfondir les relations avec les organisations telles que l'OCE et l'OSCE.

Dans la déclaration du sommet d'Almaty et celles qui ont suivi, les pays membres ont formulé l'importance d'une action commune pour la défense des intérêts communs des États turcophones. Les autres domaines d'actions communes mentionnées dans ces déclarations concernent la lutte contre le terrorisme, la discrimination, l'extrémisme, les organisations intra-frontalières, le trafic humain, l'immigration clandestine, le trafic de drogue et d'armes. La lutte contre le changement climatique, l'utilisation durable des ressources hydrauliques, le désarmement nucléaire, le développement durable figurent aussi parmi les déclarations de somme parallèlement à leur apparence dans l'agenda global. Dans cette perspective, la coopération régionale est mise en relation avec la coopération internationale dans les documents en question.

Il apparaît que les sujets de sécurité sont abordés sans exception dans toutes les déclarations. Dans ce cadre, chaque déclaration de sommet apparaît comme un appel pour la résolution pacifique du problème du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, problème considéré comme un obstacle essentiel à la coopération régionale et à la stabilité du Caucase du Sud. Similairement, toutes les déclarations rappellent, au sujet de la question chypriote, l'importance d'une solution négociée sous les auspices de l'ONU en se basant sur une division égalitaire de l'île. Aussi, en parallèle aux événements régionaux, la situation en Irak, en Afghanistan et en Syrie fait aussi partie de l'ordre du jour. Ce n'est qu'au bout

de longues négociations que les pays membres sont en mesure de formuler des politiques communes, qui au départ peuvent diverger sur certains points. L'existence d'une telle volonté concernant les sujets délicats de politiques extérieures est importante à elle seule pour le développement de la collaboration régionale. Enfin, notons qu'à chaque occasion, les pays membres ont formulé leur souhait de pouvoir intégrer le Turkménistan et l'Ouzbékistan au processus de cette collaboration régionale.

Outre les traits communs dans les déclarations, chaque sommet apporte une nouvelle dimension à la coopération régionale au sein du Conseil turcique. À cet égard, il est primordial d'analyser ces sommets et les déclarations adoptées pendant ces réunions de haut niveau pour mieux analyser la volonté politique des pays membres vis-à-vis le renforcement de la régionalisation.

b-Les sommets du Conseil turcique sur un thème spécifique de coopération régionale

En analysant chaque sommet du Conseil turcique, il est fort de constater que le premier sommet a été organisé à Almaty avec le thème de coopération économique. En effet, ce choix de thème a été fait par exprès parallèlement à l'importance attribué à ce domaine dans l'agenda du Conseil turcique.¹⁰⁶⁸ De plus, le sommet réalisé sous l'égide du chef d'État kazakh Nursultan Nazarbaïev, les 20 et 21 octobre 2011, a correspondu au 20^e anniversaire de l'indépendance des pays turcophones d'une manière symbolique. La représentation de la Turquie s'est faite au niveau du premier ministre adjoint en raison des attentats terroristes et celle de l'Azerbaïdjan et du Kirghizstan au niveau de leur chef d'État. À l'occasion de ce sommet, les chefs d'État ont adopté "le traité du pays hôte"¹⁰⁶⁹ signé entre le gouvernement turc et le secrétariat du Conseil turcique, les règles de procédures du secrétariat, le règlement du Conseil des Anciens et le règlement du personnel du Conseil turcique.¹⁰⁷⁰

¹⁰⁶⁸ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰⁶⁹ Pour le document en question voir http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Ev_Sahibi_Ulke_Anlasmasi1_20140417_194044.pdf, consulté le 30 novembre 2018.

¹⁰⁷⁰ « La déclaration du sommet d'Almaty en 2011 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/1_Zirve_BildirisiTR_20140418_102727.pdf, consulté le 30 novembre 2018.

Le sommet d'Almaty a présenté une nouvelle étape pour développer la collaboration et les relations bilatérales et multilatérales entre les pays de la région. Dans la déclaration d'Almaty¹⁰⁷¹, les pays participants ont formulé leur dévouement aux déclarations publiées à l'insu des dix sommets du processus des sommets et leur satisfaction à voir le Conseil turcique comme une institution internationale avec la signature du traité de Nakhitchévan. De plus, ils ont noté que les liens et la solidarité renforcés entre les pays turcophones approfondiront la coopération régionale et internationale en Eurasie.

La déclaration du sommet d'Almaty fait référence au rôle, à la mission et à la vision du secrétariat du Conseil turcique. Les chefs d'État ont rappelé l'importance du secrétariat, organe principal de coordination entre les pays turcophones, et de son rôle crucial concernant le développement des relations régionales. Ils ont exprimé la nécessité d'une sensibilisation sur ses activités par le biais des moyens de communication de masse et des institutions et ont conclu que le secrétariat du Conseil turcique aura un statut d'observateur dans les réunions internationales des pays membres. Ainsi, l'ensemble de ces décisions a été prise pour équiper le secrétariat du Conseil turcique comme un organe suprême de la coopération régionale turcophone et d'accroître la sensibilisation vis-à-vis de ses travaux. Par ailleurs, la responsabilité d'assurer la coordination et la coopération entre les États membres concernant leur candidature face aux activités et aux organisations internationales a été accordée au secrétariat du Conseil turcique.

Au sommet d'Almaty, les pays ont formulé leur souhait de développer les relations commerciales et économiques sur le principe d'égalité et de réciprocité et d'y inclure les domaines allant de la communication à l'énergie en passant par le tourisme. Dans la lignée des décisions prises à la première réunion des ministres de l'Économie des pays membres du Conseil turcique réalisée avant le sommet, les chefs d'État ont salué la mise en place de groupes de travail pour l'amélioration du contexte d'investissement et la diversification de l'économie. Ils ont soutenu la réalisation des projets dans le cadre du modèle de coopération entre le secteur privé et public en fortifiant les liens dans le monde des affaires parmi les pays turcophones.

¹⁰⁷¹ Ibid.

Les pays participants ont rappelé l'importance des ressources énergétiques du bassin de la mer caspienne pour la sécurité énergétique de l'Europe. À ce titre, ils ont précisé que les projets de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum contribuent non seulement à la sécurité énergétique mondiale mais aussi au développement économique durable des pays de la région. La déclaration fait aussi référence à la ligne Bakou-Tbilissi-Kars et souligne son importance pour le développement de la communication entre les pays turcophones tout en précisant la contribution qu'elle aura à l'accroissement du volume commercial dans la région eurasiennne ainsi qu'à la collaboration économique et au développement régional. Cela dit, la formulation de la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des technologies entre les pays membres comme principal objectif de la collaboration économique ne semblerait pas forcément être applicable sachant que la Turquie est sujette à l'Union douanière européenne. L'idée d'une Union des entreprises d'assurance pour la protection de toutes les transactions commerciales n'a pas vu le jour en raison des différences sur le sujet. Un autre sujet qui n'a pas vu le jour concerne le « fond de recherche scientifique » dans le domaine éducatif. Il serait donc pertinent de constater que la réalisation des objectifs fixés par les chefs d'État, dans les limites temporaires données, n'était pas forcément systématique.

Le deuxième sommet du Conseil turcique s'est réalisé les 22 et 23 août 2012 à Bichkek sous le thème de « la coopération éducative, scientifique et culturelle ». Au sommet organisé par le chef d'État de l'époque du Kirghizstan Almazbek Atambaïev, la Turquie et le Kazakhstan y ont participé au niveau des chefs d'État et l'Azerbaïdjan au niveau de son premier ministre. À l'occasion de ce sommet, le traité des principes financiers du Conseil turcique, les traités fondateurs de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique ont été signés.¹⁰⁷² Par ailleurs, les secrétaires généraux adjoints du Conseil turcique de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ont aussi été nommés à l'occasion de ce sommet. Le drapeau officiel du Conseil turcique a été accepté durant la deuxième réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique organisée le 22 août 2012 à Bichkek. Ce drapeau représente les symboles de

¹⁰⁷² « La déclaration du sommet de Bichkek en 2012 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Biskek_Bildirisi_Turkce_imzali_20140418_102501.pdf, consulté le 1 décembre 2018.

quatre pays membres : la couleur du drapeau kazakh, le soleil du drapeau kirghize, le croissant de lune du drapeau turc et l'étoile du drapeau azéri. À la réunion du 23 août 2012 réalisée au niveau des chefs d'État, le drapeau officiel du Conseil turcique a été adopté.¹⁰⁷³ Ce drapeau représente une étape importante pour le renforcement du concept de régionalité au sein des pays membres du Conseil turcique et la diffusion à l'échelle mondiale de ce partenariat.¹⁰⁷⁴

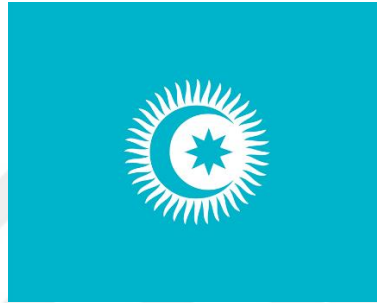


Figure 5. Le drapeau du Conseil turcique
Source : Le Conseil turcique

La déclaration du sommet de Bichkek¹⁰⁷⁵, plus courte que celle du sommet d'Almaty, apparaît davantage comme une évaluation des accomplissements réalisés depuis le dernier sommet et les projections futures. En harmonie avec les thèmes du sommet, les sujets culturels, éducatifs et scientifiques y ont été pris en considération. Dans cette perspective, les chefs d'État ont adopté les décisions des réunions des ministres de l'Éducation et de la Culture des pays membres réunis avant le sommet. Les chefs d'État ont formulé leur contentement à la création de l'Académie turcique et à la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. En s'attardant aux articles de la déclaration concernant la collaboration culturelle, il est à noter que les chefs d'État ont fait appel pour l'accélération du processus de proposition de nouveaux éléments du patrimoine turcique comme héritage commun de l'UNESCO. La proposition de la République kirghize de réaliser des "jeux nomades" afin de raviver et soutenir les traditions des peuples turcophones, où le Secrétariat du Conseil turcique jouera un rôle prépondérant durant le

¹⁰⁷³ Amirbek, Anuarbekuly et Makhanov, op.cit., p.187.

¹⁰⁷⁴ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰⁷⁵ « La déclaration du sommet de Bichkek en 2012 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Biskek_Bildirisi_Turkce_imzali_20140418_102501.pdf, consulté le 1 décembre 2018.

processus de préparation, a eu beaucoup de retombés positifs. Ceci a été suivi par la proposition de fonder une Union des écrivains et des cinéastes des pays turcophones. Par ailleurs, en se référant aux réalisations à succès des 19 dernières années de la TURKSOY, il apparaît que l'importance de fortifier la base financière et institutionnelle de l'organisation a été à l'ordre du jour. Pour ce qui est de la collaboration éducative, il a été question d'un vœu d'harmonisation entre les livres d'histoire. Dans ce cadre, au sommet des chefs d'État de Bichkek, tous les travaux concernant l'écriture des livres d'histoire et leur intégration dans les curriculums nationaux, ont été promus. Dans la même perspective, la création d'une Union des universités turcophones, sous l'auspice du secrétariat du Conseil turcique, a été mis sur le tapis.

Pour ce qui de la coopération économique, thème du précédent sommet, les décisions prises au niveau technique jusqu'au deuxième sommet du Conseil turcique, ont été approuvées par la déclaration du sommet de Bichkek. Le développement du cadre légal dans l'objectif d'améliorer le contexte d'investissement, l'analyse de la complémentarité dans le domaine du commerce international, l'accroissement des programmes communs pour l'amélioration des capacités de compétitions des entreprises à petites et moyennes échelles et la réalisation d'un portal pour la promotion des investissements communs ont fait partie des décisions prises dans le cadre de la coopération. Cependant, malgré le soutien apporté à la proposition du Kirghizstan de mettre en place "un Fond de développement du Conseil turcique" n'était toujours pas en vigueur en 2018. Par ailleurs, l'organisation régulière de réunions entre les ministres des Transports des pays membres et les institutions chargées des sujets douaniers constituera l'objet d'un processus de collaboration.

Concernant les sujets de coopération en politique étrangère et de sécurité, mis à part les sujets récurrents, il a été décidé que les ministres des Affaires étrangères des pays membres, sous l'égide du président en termes de Conseil, se réuniraient régulièrement de façon non-officielle dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU. De plus, il a été précisé que le statut de membre temporaire de l'Azerbaïdjan au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2012-2013 était dans l'intérêt des pays turcophones. La présence d'un pays turcophone au sein de l'ONU a été perçue comme l'occasion d'agir en tant que le porte-parole de tous les États turcophones. De même, l'appel concernant l'accélération

des efforts conjoints pour le renforcement de la représentation du Conseil turcique au sein de l'OSCE et dans les autres organisations régionales et internationales était aussi une importante mesure prise au sujet du développement de la régionalité entre les pays membres.

Le troisième sommet du Conseil turcique s'est réalisé dans la ville azerbaïdjanaise de Qabala les 15 et 16 août 2013. En harmonie avec la décision de réaliser annuellement un sommet, le thème de ce dernier a été « le transport et la connectivité ». La Turquie, le Kazakhstan et le Kirghizstan y ont participé au niveau de leur président. En réponse à l'invitation du pays hôte, Sapardurdy Toyliyev, le Premier ministre adjoint du Turkménistan, y a aussi participé. Dans le cadre du sommet en question, les ministres des Affaires étrangères des pays membres ont signé « le Protocole de coopération ». À la même occasion, les ministres se sont exprimés au sujet des événements qui se sont produits la veille en Égypte par un communiqué de presse commun. Les ministres du Transport et des ministères concernés ont formulé leur satisfaction à voir le développement de la coopération sous l'auspice du Conseil turcique. Dans le cadre du sommet, le 20^e anniversaire de la fondation de TURKSOY a été célébré par un événement culturel. Par ailleurs, en prenant en considération les contributions réalisées par l'ambassadeur Halil Akıncı, premier secrétaire général du Conseil turcique, à l'institutionnalisation du secrétariat, il a été décidé qu'il serait avantageux de prolonger la durée de son poste. Ainsi, il a été accepté, à titre exceptionnel, d'un prolongement d'un an.

À l'analyse de la déclaration du sommet de Qabala du Conseil turcique¹⁰⁷⁶, il apparaît que la coopération concernant le transport et la douane a été détaillée. Les décisions et les documents adoptés durant les réunions des ministres des Transports et des directeurs des administrations douanières ont été approuvés dans la déclaration des chefs d'État. Au sujet du transport, l'importance de fortifier la coopération régionale afin d'accroître la productivité dans ce domaine a été soulignée. Les chefs d'État ont aussi rappelé l'importance du chemin de fer BTK ainsi que de la mer Caspienne et de la mer de

¹⁰⁷⁶ « La déclaration du sommet de Qabala en 2013 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/format_deklarasyon_TR_20140418_102229.pdf, consulté le 2 décembre 2018.

Marmara reliant le couloir économique Est-Ouest connu aussi comme le couloir central. Ils ont exprimé leur soutien au Projet « le Vent de Soie » de la Turquie permettant la connexion rapide et sécuritaire des réseaux Trans-Europe et Trans-Asie. Pour ce qui est des sujets douaniers, il a été décidé de la mise en pratique des mécanismes adéquats pour la simplification des processus d'importations et d'exportations et du soutien des moyens de transports basés sur les technologies modernes et de l'information. Afin de développer la coopération douanière, la collaboration avec les organisations internationales et les parties tierces a aussi été encouragée.

Par ailleurs, les chefs d'État ont reconnu dans la déclaration de sommet la collaboration existante dans les domaines de la culture, des sciences et de l'éducation. Ils ont estimé à sa juste valeur le comité de terminologie créé au sein du Conseil turcique et la mise au point d'un alphabet commun ainsi que l'adoption de termes communs. Au sommet de Qabala où il a été décidé d'accélérer la préparation des livres d'histoire et de littérature communes, les pays participants ont suggéré l'enseignement des langues parlées dans les pays membres. Les ministères et les institutions étatiques concernés ont été chargés de la réalisation des objectifs de l'Union des universités turcophones. Pour ce qui est du domaine économique, la décision d'inclure davantage le secteur privé attire l'attention.

Nous remarquons qu'il est aussi question, au sein de la déclaration du sommet de Qabala, de la collaboration concernant le sport et la diaspora ainsi que les questions de sécurité outre les sujets de coopération déjà existante. Dans ce cadre, le secrétariat du Conseil turcique et les ministères en question étaient chargés d'organiser les premiers jeux universitaires. Par ailleurs, les chefs d'État ont aussi adopté les documents nécessaires au projet de coopération de la diaspora turcophone. Le processus de coopération sécuritaire, entamé par le secrétariat au niveau des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères a été jugé à sa juste valeur. Les chefs d'État ont fait part de leur souhait de poursuivre régulièrement les réunions de ce processus. Ils ont aussi apprécié la formulation de l'opinion commune adoptée par les pays membres au sujet de l'Afghanistan au cours de la réunion du processus d'Istanbul/le cœur de l'Asie à Almaty. Un autre sujet qui a aussi été appréciée était l'obtention, par le Conseil, en 2012, du statut d'observateur au sein de l'OCE.

Le thème du quatrième sommet du Conseil turcique réalisé à Bodrum les 4 et 5 juin 2014 a été la « coopération touristique ». Le sommet a été organisé par le président turc de l'époque, Abdullah Gül et avec la participation du président azerbaïdjanais Ilham Aliev, du président kazakh Nursultan Nazarbaïev ainsi que du président kirghize Almazbek Atambaïev. Le chef d'État turkmène Gurbanguly Berdimuhamedow a participé au sommet en tant qu'invité du pays hôte. Au sommet, la décision adoptant les principes de travail de l'Académie turcique ainsi que les décisions pour la nomination du deuxième secrétaire générale et les secrétaires généraux adjoints kazakh et kirghize du Conseil turcique avec la nomination du président de l'Académie turcique a été acceptée. De plus, suite à la proposition du président azerbaïdjanais, il a été décidé de prolonger d'un an la fonction de secrétaire général de l'ambassadeur Halil Akıncı afin de pouvoir profiter au maximum de son expérience. Dans ce cadre, la Turquie a décidé de ne pas muter de secrétaire général adjoint pendant un an.

En analysant la déclaration du sommet de Bodrum¹⁰⁷⁷, il y a lieu de constater le parcours achevé dans le domaine de la collaboration touristique et l'adoption des décisions prises par les ministres du Tourisme réunis avant le sommet en question. Dans cette perspective, les chefs d'État ont fait part de leur souhait d'œuvrer ensemble afin de profiter des avantages réciproques. Dans ce cadre, ils ont ordonné, sans perdre de temps, la mise en place d'un voyage organisé conjoint intitulé « la Route de la Soie moderne » englobant les destinations touristiques des pays membres sur la Route de la Soie, le tout organisé par un groupe formé des représentants du secteur privé et public. Par ailleurs, les chefs d'État ont fait appel pour que la Turquie continue à organiser des séminaires de formations professionnelles dans le domaine du tourisme. De plus, le Conseil turcique a formulé la nécessité de réaliser des voyages pour les représentants du tourisme et les journalistes afin d'augmenter leur connaissance sur la région.

Au quatrième sommet, les chefs d'État ont soutenu la participation active du secteur privé aux groupes de travail au sein du Conseil et ont fait appel à une tenue régulière des réunions du Conseil d'affaires turcique. Ils ont renouvelé leur détermination concernant la simplification du commerce entre les pays turcophones et ont mis en valeur

¹⁰⁷⁷ « La déclaration du sommet de Bodrum en 2014 », http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/format_deklarasyon_TR_20140418_102229.pdf, consulté le 3 décembre 2018.

l'importance de la fortification de la collaboration dans les domaines du transport et de la douane. Dans cette perspective, ils ont souligné l'importance de développer les réseaux de chemins de fer comme moyen de transport efficace et sûr entre l'Asie et l'Europe et ont remarqué sa contribution à l'augmentation du volume de commerce. Dans ce cadre, suite à l'initiative du secrétariat, les pays membres ont salué la création de "le comité de coordination des transports" dans le but de régler les problèmes rencontrés sur le terrain.

Pour ce qui est des sujets de politique extérieure et de sécurité, les chefs d'État ont fait part de la nécessité d'une coordination au niveau des ministres des Affaires étrangères pour la protection des intérêts communs. Ils ont aussi apporté leur soutien à l'interaction entre le Conseil turcique et les organisations régionales et internationales. Les chefs d'État, qui ont formulé la nécessité de la continuation des consultations entre les pays membres pour les sujets de sécurité, ont, à propos de la crise en Ukraine, une des crises régionales de l'époque, fait appel aux parties concernées pour une résolution pacifique par le biais du dialogue et de la réconciliation. En addition à cette position, la Turquie a aussi fait enregistrer une référence à ses efforts et ses contacts concernant la situation des Tatares de Crimée dans la déclaration du sommet de Bodrum, expression unilatérale figurant rarement dans les déclarations. En raison des différentes opinions concernant cette crise, l'article sur l'Ukraine a été sujet à de nombreux débats. À ce titre, c'est suite à la demande de la Turquie que la partie concernant les Tatars de Crimée a été enregistrée dans le dit-document. Malgré les lacunes, la formulation d'une décision commune vis-à-vis de la question ukrainienne s'expliquerait, en grande partie, par une attitude régionale.

Dans le cadre de la collaboration concernant les sujets sociaux et humanitaires, les chefs d'État ont apporté leur soutien aux premier jeux nomades organisés par le gouvernement kirghize et le secrétariat du Conseil turcique, les 8 et 14 septembre 2014, au lac Issyk Koul. Ils ont aussi formulé leur soutien aux premiers jeux des universités turcophones qui devait, à l'origine, être organisé en 2015 par la Turquie mais qui n'a pu être réalisé qu'en 2018 en Azerbaïdjan. L'acceptation du « Régulation de l'Union des universités turcophones »¹⁰⁷⁸, figurant à la base de la collaboration entre les universités du monde turcique s'est faite par la déclaration du sommet de Bodrum. Par ailleurs, les chefs

¹⁰⁷⁸ « Regulation for the Staff of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's...**, p. 87-93.

d'État qui ont fait part de leur souhait de protéger le patrimoine culturel tel que les légendes turciques et la richesse culinaire turcique ont annoncé qu'ils allaient postuler pour que celles-ci figurent dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Bien qu'ils aient aussi soutenu l'établissement de centres régionaux pour la solidification des liens entre les membres de la diaspora parlant la langue turque, ce sujet a pris une autre tournure par la suite. Enfin, les chefs d'État ont ordonné la poursuite des travaux pour la création d'une chaîne de télévision commune d'enseignement.

Le cinquième sommet qui a eu pour thème « la collaboration des médias et de l'information » s'est déroulé les 10 et 11 septembre 2015 à Astana. Au sommet organisé par le président kazakh Nursultan Nazarbaïev, le président de la République azerbaïdjanaïse Ilham Aliev, le président de la République kirghize Almazbek Atambaïev et le président de l'Assemblée générale de Turquie İsmet Yılmaz ont participé.¹⁰⁷⁹ Le premier ministre adjoint du Turkménistan, Sapardurdy Toyliev y a participé en tant qu'invité. La date du sommet a intentionnellement coïncidé avec les célébrations du 550^e anniversaire du Khanat kazakh et dans ce cadre, les chefs d'État participant au sommet ont aussi, de la sorte, ont assisté aux célébrations. Les chefs d'État ont adopté la décision désignant le secrétaire adjoint turc du Conseil turcique et le président du fond du patrimoine et de la culture turcique.

Le développement de la coopération des médias et de l'information a pris place en tête de la déclaration du sommet d'Astana.¹⁰⁸⁰ Les initiatives entreprises au sein du secrétariat pour la collaboration entre les chaînes nationales et les agences de presses des pays membres ont été appréciées au sommet et à cette fin, ils ont encouragé la création « d'une télévision turcique internationale ». Les travaux menés ont aussi porté sur l'analyse des exemples tels que les chaînes « BBC, France 24, Euronews, Al Jazeera world » mais en raison de la baisse du prix du pétrole et des difficultés financières rencontrées au Kazakhstan et en Azerbaïdjan, un tel projet avec un gros budget est apparu difficile à réaliser sur le court terme.

¹⁰⁷⁹ Le président Erdoğan n'a pas pu assister au sommet en raison des événements terroristes et des développements en politique intérieure.

¹⁰⁸⁰ « La déclaration du sommet d'Astana en 2016 », <http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/astana-tr.pdf>, consulté le 5 décembre 2018.

Mis à part le transport, la douane et le tourisme, les autres sujets pris en main pendant le sommet d'Astana ont porté sur les services, les énergies alternatives et le développement des technologies d'informations et de communications. À propos de la collaboration économique, le voyage organisé de la Route de la Soie moderne a de nouveau été à l'ordre du jour. Afin de promouvoir ce projet, les chefs d'État ont soutenu la participation active du secteur public et privé en le rendant plus attractif pour les touristes.

Un autre sujet d'actualité a été la collaboration en matière des transports. Dans ce cadre, les chefs d'État ont accentué l'importance des réseaux de chemins de fer comme moyen efficace et durable de communication. Ils ont salué la mise en exerce du « traité relatif à l'établissement du comité de coordination des lignes trans-caucasienne de transports internationaux » et les efforts déployés par ce Comité pour l'organisation du premier container par voie ferrée en partance de la Chine, passant par le Kazakhstan, avant d'arriver en Azerbaïdjan. Ils ont souligné l'importance de l'amélioration de l'infrastructure pour le transport, de l'accroissement des possibilités de passage transit ainsi que le développement du potentiel concurrentiel du couloir TRACECA et du commerce international. Ils ont aussi salué le fait d'inviter le port Turkmenbachi, du Turkménistan au processus des ports-frères au sein du Conseil turcique.

Pour ce qui est de la coopération de politique étrangère et de sécurité, elle concerne "la carte routière du Conseil turcique au sujet de son obtention le statut de pays observateur au sein de l'Assemblée générale de l'ONU", divulguée durant la réunion non-officielle des ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique, organisée le 26 septembre 2014, à New York. Dans le cadre de la dite-carte routière, les chefs d'État ont exprimé leur soutien aux activités organisées par le Conseil turcique avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Dans cette perspective, avec la déclaration du sommet d'Astana, les activités que le Conseil turcique organise avec les organes spécialisés de l'ONU ont commencé à avoir une place prépondérante dans les déclarations des sommets. Par ailleurs, la prolongation de trois ans du statut d'observateur du Conseil turcique au sein de l'OCE, l'approfondissement de ces relations avec l'OSCE, le processus d'Istanbul/le cœur de l'Asie, la CICA, l'OCE, l'UE et l'ONU. Les mémorandums

d'accord signés avec l'Organisation mondiale de la douane, l'organisation mondiale du tourisme de l'ONU et le Centre international pour la sécurité dans le sport ont eu des retombées positives. Il serait tout à fait justifié de dire que le secrétariat du Conseil turcique a déployé tous les efforts nécessaires, avant et après le sommet d'Astana, pour accroître la collaboration avec les organisations internationales.

Dans la partie concernant la collaboration sociale et culturelle de la déclaration du sommet d'Astana, les pays membres ont exprimé leur joie concernant l'ouverture, à Kiev, le 24 décembre 2014, du Centre de la diaspora régionale du Conseil turcique. Ils ont aussi apporté leur soutien à l'organisation, en 2016, de la réalisation des deuxièmes jeux nomades en République de Kirghizstan ainsi que de camps sportifs et des festivals pour jeunes. Pour ce qui est de la collaboration éducative et scientifique, les pays membres ont fait part de leur souhait de voir l'achèvement du livre d'histoire commune. Les décisions prises à l'Assemblée générale de l'Union des universités turcophones ont été aussi enregistrées.

La déclaration a aussi mentionné les projets de la TIKa ainsi que les fouilles et les recherches poursuivis, par l'Académie turcique, dans les montagnes d'Altaï. Les chefs d'État ont salué la préparation, par l'Académie turcique, du "document de réflexion concernant l'intégration dans le monde turcique" et ont fait appel pour la préparation du dit-document qui sera finalisé au sommet de Tcholponata. Dans la dernière partie de la déclaration du sommet, les pays membres ont exprimé leur joie à voir la participation, depuis le sommet de Bodrum, du Turkménistan et de la Hongrie et leur souhait de voir tous les pays, y compris l'Ouzbékistan, à participer davantage.

Un autre sujet important de la déclaration du sommet d'Astana a concerné la finalisation de la fondation de l'Académie turcique, de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique et du centre de la civilisation des nomades. Dans ce cadre, les versions finales des traités financiers de l'Académie et de la Fondation prévues d'être adoptées au sommet de Tcholponata ont, pour la première fois, été signées durant ce sommet. Par ailleurs, le document réglementant la contribution obligatoire des pays membres du Conseil turcique aux trois institutions a aussi été signé à l'occasion de ce sommet. Mis à part ces sujets, le Conseil des ministres des Affaires étrangères a adopté les traités du pays

hôte de ces trois institutions turcophones de coopérations et la décision relative aux documents concernant les principes de fonctionnement du centre et de la fondation. Cependant, les ministres des Affaires étrangères, en agissant de la sorte, ont ressenti le besoin de ratifier un protocole explicatif. Le protocole intitulé l'institutionnalisation de chacune des trois institutions, affirme qu'en cas de nécessité le Conseil turcique est dans le droit de faire des changements en harmonie avec les règlements nationaux des pays. De plus, il a été décidé que le processus de ratification nationale de ces documents ne pourrait être déclenché sans l'approbation de tous les pays expliquant qu'il n'y a pas de modifications supplémentaires à faire. D'ailleurs, les parties se sont mises d'accord sur le fait que les changements porteront sur les points techniques et non sur le contenu. L'insistance des Kirghizes pour la création d'un centre de la civilisation des nomades et l'affirmation qu'en contrepartie ils ratifieraient les traités relatifs aux autres institutions ont abouti à une situation compliquée au sommet d'Astana. D'ailleurs, le processus suivant relatif aux documents en question n'a pas été en harmonie avec le dit-protocole. Le comité des hauts fonctionnaires du Conseil turcique a continué ses négociations jusqu'au sommet de Tcholponata, en 2018. La décision suivante de retrait des Kirghizes de la création d'un centre de civilisation des nomades a encore plus compliqué les choses. En effet, les autorités kirghizes ont pris cette décision sans donner d'explication nette. Mais, en retirant leur proposition concernant l'établissement de ce centre, il était sous-entendu qu'ils ne contribueraient pas au financement de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. Ce retrait s'expliquerait donc par des raisons financières.¹⁰⁸¹ C'est pourquoi, comme nous pouvons le voir dans cet exemple, la ratification des documents sans qu'il y ait une vraie collaboration mais plutôt en raison des pressions existantes, a eu des conséquences négatives sur la collaboration régionale.

Le sixième sommet n'a eu lieu qu'en 2018 et non en 2016 comme prévu. Pour la première fois, depuis le début des sommets du Conseil turcique, un sommet n'a pas été organisé l'année suivante. La raison de ce retard s'explique par le fait que les dates proposées par le Kirghizstan, pays hôte, ne convenaient pas aux autres pays pour des raisons internes comme par exemple l'organisation des élections nationales. La tension

¹⁰⁸¹ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

entre la Turquie et le Kirghizstan a aussi eu des répercussions sur ce changement de date. Suite aux pressions exercées par le Secrétariat pour le choix d'une date, le sixième sommet du Conseil turcique a été organisé le 3 septembre 2018, sous le thème de « la jeunesse et des sports nationaux », dans la ville de Tcholponata, près du lac Yssyk Koul. La réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères s'est réunie, dans le cadre du sommet, la veille, à savoir le 2 septembre, à Bichkek. L'année 2018 a coïncidé avec le 90^e anniversaire de la naissance de Tchinghiz Aïtmatov, célèbre écrivain du monde turcophone. Le sommet a aussi été l'occasion de célébrer cet événement. Les chefs d'État qui ont participé au sommet ont aussi assisté à l'ouverture des troisièmes jeux mondiaux nomades.¹⁰⁸²

Au sommet organisé par le président de la République kirghize ont participé le président azerbaïdjanais Aliiev, le président kazakh Nazarbaïev et le président turc Erdoğan. Le président ouzbek Chavkat Mirzioïev et le premier ministre hongrois Viktor Orban ont participé à la réunion des chefs d'État du sommet en tant qu'invités du pays hôte. Pour la première fois, l'Ouzbékistan a participé à un sommet du Conseil turcique et a été représenté au niveau présidentiel. Dans ce cadre, le changement du chef d'État en Ouzbékistan a eu des conséquences positives sur l'ouverture régionale du pays, les relations avec la Turquie et le souhait de développer les relations avec le secrétariat du Conseil turcique. Cependant, malgré toutes les attentes, les Ouzbeks n'ont pas exprimé leur volonté d'adhérer au Conseil turcique pendant ce sommet. Pourtant, en s'adressant au sommet, le président Mirzioïev a fait part de l'aspiration de son pays de participer aux réunions et aux projets du Conseil turcique. Il a aussi mentionné l'appréciation pour le projet d'un voyage organisé de la Route de la Soie moderne et le souhait d'y inclure les villes historiques comme Boukhara et Khiva ainsi que le désir d'accroître la coopération économique avec le Conseil. C'est pourquoi, bien qu'il n'y ait pas eu une évolution concernant l'adhésion de l'Ouzbékistan, le sommet de Tcholponata a été l'occasion de développer ses relations avec le Conseil turcique.¹⁰⁸³

¹⁰⁸² Kanat Altynbayev, "Turkic Council summit in Kyrgyzstan brings hope of greater co-operation", **Central Asia News**, le 12 septembre 2018, https://central.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_ca/features/2018/09/12/feature-01, consulté le 10 décembre 2018.

¹⁰⁸³ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

La participation de la Hongrie, pays non-turcophone, constitue un autre point important du sommet. Les relations entre le Conseil turcique et la Hongrie sont en progrès depuis quelque temps. La Hongrie a fait part de son souhait de participer au sommet en tant que pays observateur. Les autorités hongroises ont fait part de cette volonté à l'occasion de la réunion des hauts fonctionnaires avant le sommet de Tcholponata. La Hongrie était représentée au niveau de son ministre à la réunion des ministres des Affaires étrangères. L'adhésion de la Hongrie à l'Académie turcique en tant que pays observateur a été acceptée à l'occasion de cette réunion. Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, en s'adressant aux chefs d'État, a exprimé, une fois de plus, son intention d'élever les relations avec le Conseil turcique au niveau de pays observateur. Le Premier ministre Orbán a justifié cette demande par les liens culturels et historiques communs de la Hongrie avec les pays turcophones et a exprimé ouvertement son désir de mettre en place une coopération régionale, en plus des relations bilatérales avec les pays turcophones. Ainsi, à la fin du sommet, les pays membres du Conseil turcique ont signé la déclaration accordant à la Hongrie le statut de premier pays observateur du Conseil turcique.¹⁰⁸⁴

Autre point important du sommet de Tcholponata a certes été le changement du secrétaire général. Le citoyen kazakh Baghdad Amreyev a été muté par les chefs d'État en tant que troisième secrétaire général. Ainsi, le mandat du second secrétaire général qui s'était prolongé de facto à 4 ans, en raison de la non-réalisation du sommet, s'est donc achevé. Le secrétaire général adjoint turc du Conseil turcique et le président kazakh de l'Académie turcique ont été renommés à la fin du sommet.¹⁰⁸⁵

La déclaration du sommet de Tcholponata¹⁰⁸⁶ incluant les événements passés des trois dernières années est plus longue, comparée aux déclarations précédentes, présentant 92 articles. À la différence des autres déclarations, il est fort de constater, dans ce cas, qu'en plus des relations avec les pays turcophones, une place particulière est consacrée aux entreprises de coopérations personnelles réalisées ou qui seront réalisées par les pays

¹⁰⁸⁴ Ibid.

¹⁰⁸⁵ "Press Release of the Sixth Summit of the Turkic Council", **Turkic Council website**, le 3 septembre 2018, https://www.turkkon.org/en/haberler/press-release-of-the-sixth-summit-of-the-turkic-council_1670, consulté le 10 décembre 2018.

¹⁰⁸⁶ « La déclaration du sommet de Tcholponata en 2018 », [http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/6th_Summit_Declaration_\(Cholpon_Ata\)_in_Turkish_20181221_112049.pdf](http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/6th_Summit_Declaration_(Cholpon_Ata)_in_Turkish_20181221_112049.pdf), consulté le 10 décembre 2018.

membres dans la région eurasiennne. Dans la dite-déclaration, dans le cadre du sommet, la coopération concernant les sujets de la jeunesse et du sport se distingue particulièrement. Les chefs d'État ont donné leur consentement pour la réalisation des quatrièmes jeux mondiaux nomades en 2020, pour la première fois, dans un autre pays et sous l'égide de la Turquie. Les décisions prises au cours des réunions des ministres de la Jeunesse et du Sport, organisées en 2016 et 2017, ont été aussi adoptées dans la déclaration. Ils ont apporté leur soutien à la réalisation de camps internationaux de jeunesse, de festivals et des tournois de sports. De plus, ils ont encouragé la création d'une plateforme de jeunesse du Conseil turcique et la mise en exerce d'un Forum de jeunes dirigeants.

Concernant la coopération économique, les chefs d'État ont approuvé les décisions prises par les ministres de l'Économie des pays membres qui se réunissent à intervalle régulière et qui ont chargé le secrétariat d'initier le plus vite possible la préparation du rapport de recherche concernant la complémentarité des pays membres dans le domaine du commerce, qui est un projet qui figure dans l'agenda du Conseil depuis longtemps. Dans la déclaration du sommet, les chefs d'État ont aussi fait appel au soutien des institutions économiques des pays membres par le fonctionnement effectif du portail internet d'investissement du Conseil turcique, récemment renouvelé. De plus, l'importance de la poursuite du partage de la connaissance et de l'expérience vis-à-vis du développement des entreprises à petites et moyennes échelles a été mise en avant. Une nouveauté sur le domaine économique était le soutien que les chefs d'État ont, pour la première fois, accordé à l'utilisation de la devise nationale pour le commerce entre les pays turcophones, prenant en considération les risques de fluctuations monétaires dans le commerce mondial, comme proposé par la délégation de la Turquie. Les pays ont fait part de leur contentement concernant la coopération entamée suite au sommet d'Astana relative aux technologies de la connaissance et de la communication et aux sujets d'énergies alternatives ainsi qu'à la coopération renforcée concernant les domaines du tourisme, des transports et des douanes.

Pour les sujets de politiques étrangère et de sécurité et les relations avec les institutions internationales, le secrétariat du Conseil turcique a fortifié ses relations avec les organisations internationales. Dans ce cadre, les mémorandums d'accords signés, en 2016, entre le Conseil turcique et le PNUD, le Bureau des Nations Unies pour

la coopération Sud-Sud (UNOSSC) et l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) ont été salués. Ils ont aussi fait part de leur satisfaction à voir la réalisation d'événements communs avec les institutions en question et le souhait de poursuivre la concrétisation d'autres projets. De plus, les autres points salués dans la déclaration du Sommet sont: le mémorandum d'accord signé avec le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) de l'OCI, la prolongation de trois ans du statut de pays observateur du Conseil turcique au sein de l'OCI, la participation aux réunions ministérielles de l'OSCE, l'atelier réalisé avec l'Organisation mondiale de la douane. Pour la première fois, une place spéciale a été accordée aux objectifs de développement durable. Dans ce cadre, les chefs d'État ont fait part de leur contentement concernant les efforts de chaque pays pour la mise en application des objectifs de l'agenda 2030 du développement durable. Ainsi, la déclaration du sommet de Tcholponata a été la preuve concrète que le Conseil turcique suit et suivra de près l'agenda du développement international.

Concernant les sujets relatifs à la société, les médias et les relations culturelles, les sujets émanant sont comme suit : la fortification de la coopération avec la diaspora turque, la continuité des travaux entamés dans le domaine des médias et de la coopération ainsi que la coopération entre les chaînes de télévision et les agences d'informations et enfin la tenue régulière de réunions du Conseil des anciens. Les pays membres ont formulé leur contentement concernant le soutien des valeurs communes de la chaîne télévisée TRT Avaz et de voir la continuité des efforts. Il a aussi été question de soutenir les pays membres à intégrer TRT Avaz et les autres chaînes nationales à leur système de câble, de satellite et d'IP. De plus, parmi les autres sujets mis en avant figurent la réalisation des projets comme les lieux sacrés du monde turcique et les 100 personnalités importantes du monde turcique, la multiplication des efforts pour l'acceptation par l'UNESCO de la « Journée internationale de la langue turcique » et l'inclusion de nouveaux lieux à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Il a été question de citer les cérémonies commémoratives des personnalités importantes du monde turcophone, tels que Heydar Aliiev, Tchinghiz Aïtmatov, Magzhan Zhumabaev, Gara Garaev à réaliser par l'Académie turcique et la TURKSOY. Les pays membres ont ainsi exprimé l'importance de la prise de conscience des travaux et des personnalités cruciaux aux pays turcophones.

À propos de la coopération éducative et scientifique, les chefs d'État qui ont fait appel pour la finalisation d'un livre commun d'histoire englobant la période allant jusqu'au 15^e siècle, ont salué la décision de la Turquie d'inclure le dit-livre à son cours d'histoire turcique et du Kazakhstan de l'utiliser comme livre de référence. Il a été question de faire appel aux autres pays pour qu'ils suivent le même modèle et à l'Académie turcique pour qu'elle double ses efforts concernant la préparation des livres communs de géographie et de littérature. Les chefs d'État en sont arrivés à la conclusion que la décision du Kazakhstan d'adopter l'alphabet latin contribuerait à accroître la communication entre les langues turques et permettrait d'avoir une place globale prépondérante. Il a été décidé de continuer les échanges entre les collégiens et lycéens voir même d'y inclure les enseignants et les experts. De même, les chefs d'État ont félicité l'Union des universités turcophones pour leurs travaux et ont exprimé leur joie de voir la mise en pratique de la première étape du processus d'Orkhon en tant qu'un programme d'échange au niveau universitaire. De plus, dans la déclaration, les pays membres ont formulé leur soutien à la Fondation *Maarif* de Turquie créée dans le but d'organiser des activités éducatives ou de fonder des centres éducatifs et culturels dans les pays turcophones.

TURKSOY, l'Académie turcique, TURKPA et la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique ont été inclus dans la partie concernant la coopération institutionnelle dans le monde turcophone. Ainsi, l'importance de développer l'intégration par les institutions et les organes de la coopération turcique a aussi été soulignée. À cet égard, les chefs d'État ont adopté « la décision relative à la réforme des organisations de coopération des pays turcophones » et ils ont chargé le secrétaire général du Conseil turcique de préparer un document de réflexion pour accroître l'effectivité de l'intégration turcique en consultation avec les organisations affiliées/reliées au Conseil turcique et les pays membres prenant en considération l'importance de développer d'avantage les institutions de coopération turcophone dans le cadre d'une nouvelle architecture. Ce document, dont l'idée a été initiée par le Kazakhstan, sera préparé jusqu'au septième sommet du Conseil qui aura lieu en 2019 en Azerbaïdjan. Le mot "intégration" apparaît comme ambitieux. Dans la partie théorique de la présente thèse, il a été indiqué que l'intégration visait une structure supranationale. Dans la pratique et dans les traités fondateurs, il n'est pas

question d'un modèle supranational pour la coopération turcique. L'utilisation du concept '« intégration » ne reflète pas tout à fait la coopération turcophone renforcée par le Conseil turcique et l'accroissement de la régionalisation. Pourtant il est souvent question d'une référence erronée au dit-concept dans la région post-soviétique quand il est question d'une coopération régionale. Cependant, les travaux de réformes entamés sont significatifs pour l'obtention de résultats effectifs pour le fonctionnement plus effectif du Conseil turcique et ses institutions-frères. Cette interprétation de la décision et la mise en pratique d'une telle initiative sans pour autant apporter de changements au processus d'institutionnalisation du Conseil turcique, jouent un rôle prépondérant pour le renouvellement des organisations internationales et l'exerce de la coopération de façon plus effective.

En plus de la dite-déclaration, trois autres documents ont été adoptés au sommet Tcholponata. Il s'agit entre autre du document conceptuel sur l'intégration des pays turcophones, document rédigé par l'Académie turcique et revu par les pays membres et le secrétariat. Ce document qui, de par son nom parait ambitieux, est assez court du point de vue de son contenu. Ce document, qui mentionne les principaux principes de la coopération du traité de Nakhitchévan ainsi que les objectifs et fonctions de la coopération entre les État turcophones, explique dans le détail un programme d'« intégration » entre les pays turcophones. Selon l'état de préparation des États, il est explicité qu'il sera question d'une « intégration » à deux niveaux : « multi-degré » et « multi-vitesse ». Le document en question mentionne aussi que la non-participation d'un des État turcophone au processus de coopération ou aux étapes d'« intégration » ne produira pas des résultats négatifs pour ce processus. Le passage à l'étape suivante de l'intégration est prévu de se réaliser au rythme et choix personnel des États. Il a été précisé que la coordination du processus se fera avec le Conseil turcique. Étant donné qu'il s'agit d'un premier document, certaines clarifications semblent primordiales.

Les autres documents adoptés dans le cadre du sommet Tcholponata sont la déclaration commune à l'occasion du 90^e anniversaire de l'auteur Tchinghiz Aïtmatov et la déclaration commune vis-à-vis l'accroissement de la coopération pour la jeunesse et les sports nationaux. Bien que les sujets des déclarations communes ne soient pas politiques, ils transmettent tout de même des messages importants contribuant au développement de

la régionalisation. Suite à la proposition de l'Azerbaïdjan, pays hôte du prochain sommet, et les échanges établis avec les pays membres, il a été décidé que le thème du prochain sommet en 2019 serait « les petites et moyennes entreprises ».¹⁰⁸⁷

Le septième sommet du Conseil turcique organisé au 10^e anniversaire de sa création s'est tenu à Bakou, les 14 et 15 octobre 2019 sous l'égide du chef d'État Ilham Aliev avec pour thème « le soutien aux petites et moyennes entreprises ». Étaient présents au sommet, le premier président de la République du Kazakhstan et président honoraire du Conseil turcique Nazarbaïev, le président de la République kirghize Jeenbekov, le président de la République de Turquie Erdoğan, le président de la République d'Ouzbékistan Mirzioïev et le premier ministre de Hongrie Orbán. Le Turkménistan était représenté par le président adjoint du Conseil des ministres Purli Agamyradov.

Tout comme les précédentes déclarations, la déclaration du sommet de Bakou¹⁰⁸⁸ est aussi composée de sous-chapitres. Ainsi, en plus des chapitres récurrents tels que la coopération dans le domaine de l'économie, de la politique étrangère/de la sécurité, les relations avec les institutions internationales, les affaires sociales et culturelles, la coopération dans le domaine éducative et scientifique ainsi que la coopération institutionnelle dans le monde turcique. Pour la première fois, un sous-chapitre concernant les questions d'organisation s'y est ajouté. Composée de 104 articles, elle a la particularité d'être le document le plus long jusqu'à présent. Elle s'est penchée sur les initiatives qui ont influencé la coopération entre les pays membres du monde turcique. Dans le cadre de l'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique, à la différence des précédentes déclarations, la déclaration de Bakou, tout comme les autres documents, ont été, pour la première fois, signé par le président ouzbek Mirzioïev et rédigé en langue ouzbek.

La partie introduction de la déclaration du sommet a été l'occasion de célébrer le 10^e anniversaire de la fondation du Conseil turcique et de préciser que la décision de l'Ouzbékistan d'adhérer au Conseil a eu des répercussions positives. Il a été précisé que la décision d'adhésion de l'Ouzbékistan allait contribuer à fortifier la solidarité entre les

¹⁰⁸⁷ Dinmuhammed Amedbek, « Le monde turcique en 2019 », **ANKASAM**, 10 février 2019, <https://ankasam.org/2019-da-turk-dunyasi/>, consulté le 10 mars 2019.

¹⁰⁸⁸ « La déclaration du sommet de Bakou en 2019 », obtenue du secrétariat du Conseil turcique sur demande, le 30 octobre 2019.

pays membres et à développer la coopération pour la protection de l'intérêt commun et pour la prospérité entre les peuples turcophones. Dans le cadre de la coopération économique, une attention particulière a été accordée à la nécessité de développer des projets durables au sein de la Chambre turcique commune du commerce et de l'industrie qui a été récemment créée au sein du Conseil turcique. Les chefs d'État ont apporté leur soutien pour l'obtention d'un statut international juridique, en harmonie avec la juridiction turque, au Secrétariat de la dite-chambre mis en place au sein de la TOBB. Il a aussi été question d'apporter le soutien aux formations organisées par TOBB, en 2019 à Istanbul, pour les représentants des chambres de commerce et de l'industrie des pays membres. Les sujets économiques mis en avant ont porté sur l'accroissement du partage des données et de l'expérience entre les institutions économiques, le développement de la coopération technique de la standardisation à l'accréditation des sujets dans le domaine commercial et la finalisation des travaux pour la création d'un Fond turcique commun d'investissement. En plus, il a été question de rappeler l'importance du rapport préparé par le SESRIC sur la complémentarité du commerce international des pays membres du Conseil turcique et les conditions propices à l'investissement. Enfin, les pays membres ont été encouragés à finaliser le « Document stratégique pour faciliter le commerce », document initié par la Turquie dans le but d'accroître le commerce général entre les pays membres.

Dans la déclaration du sommet de Bakou, il a été question de rappeler l'importance de la coopération concernant l'efficacité en matière énergétique, en plus du sujet de l'énergie renouvelable, sujet à l'ordre du jour du Conseil turcique. Par ailleurs, concernant les sujets de transportation, sujet prépondérant du Conseil, tout comme dans les déclarations précédentes, il a été question de renouveler l'importance de la création, par les pays membres, des conditions nécessaires pour que le corridor de transport trans-caspien soit un itinéraire efficace, durable et sans interruption entre l'Est et l'Ouest. Une nouvelle idée pour inclure le potentiel commercial-logistique de la Hongrie dans ce corridor a vu le jour. Aussi, l'importance d'une coopération plus profonde entre les ports-frères des pays membre du Conseil turcique a été à l'ordre du jour. Enfin, les initiatives mises en place dans le domaine de renforcer la coopération sur le système intégré d'exécution qu'utilisent les douanes ainsi que la réalisation des ateliers portant sur des sujets particuliers ont eu des répercussions positives.

En comparaison avec les précédentes déclarations, il est fort de constater que la déclaration de Bakou s'est concentrée aux sujets d'innovation ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication. La déclaration a encouragé la coopération sur les institutions des pays membres qui s'occupent de la gouvernance et les services électroniques. Il a été question de renforcer la coopération entre les institutions des pays membres sur le partage d'expériences entre les services étatiques, l'e-gouvernement et les e-services. Sous l'initiative de la Turquie, les États participants se sont mis d'accord pour la mise en place d'une coopération multilatérale concernant les sujets de la signature numérique et de l'administration électronique. La dite-déclaration a aussi soutenu la décision de gérer un système de satellite commun pour répondre aux demandes régionales et globales des pays membres. L'initiative de la Turquie de réserver un service spécial dans le satellite de communication TURKSAT pour la diffusion des chaînes nationales de télévision des pays membres pour une durée déterminée qui est accentuée dans la déclaration. Par ailleurs, le sujet de la cybercriminalité a figuré pour la première fois dans la déclaration de Bakou et dans cette perspective, il a été décidé de la mise à jour de fournir des formations professionnelles aux logiciens nationaux.

À la différence des déclarations précédentes, cette fois une moindre importance a été accordée à la coopération touristique. Un appel pour la promotion et la mise en place effective du projet du voyage organisé commun sur la Route de la Soie a été d'actualité. Aussi, il a été question de la mise en place du projet «des capitales touristiques situées sur la Route de la Soie » initié par le Conseil turcique et l'OCE. En outre, en tant qu'un autre nouveau projet dans le domaine économique, les chefs d'État ont chargé le secrétariat et les Centres de recherches de politique étrangère des pays membres de préparer un « Atlas géo-économique du monde turcique ».

En ce qui concerne la section portant sur la coopération en politique étrangère et sécuritaire, il s'est agi moins de référence à la collaboration avec les autres organisations internationales dans la déclaration de Bakou comparé aux déclarations d'Astana et de Tcholponata, comme cela est resté assez faible au cours de l'année précédente. Par ailleurs, dans cette même section, l'article qui semble être d'une grande importance est celui concernant le soutien apporté par les chefs d'État des pays membres à l'opération turque « Source de paix », à la lutte contre le terrorisme, au respect de l'intégrité

territoriale de la Syrie, à la protection des populations locales syriennes du joug des organisations terroristes ainsi qu'au retour volontaire et sécurisé des réfugiés syriens. Dans le cadre de cet article, le Kazakhstan a fait appel à la continuation du dialogue mis en place dans le cadre du « processus d'Astana » afin d'assurer une paix durable. D'ailleurs, suite aux réticences de l'Occident au sujet de l'opération en question, cet article, interprété comme le soutien apporté par les pays turcophones à la Turquie, a fait la une des journaux.¹⁰⁸⁹

Dans le cadre de coopération socio-culturelle, les programmes conduits au sein du Conseil turcique sur le développement de capacité et le partage d'expérience au sujet de la diaspora entre les pays membres a eu des retombés positifs dans la déclaration de Bakou. À l'occasion du 10^e anniversaire du traité de Nakhitchévan, la diffusion des programmes promouvant l'importance du Conseil turcique et les mesures prises au sujet des nécessités techniques facilitant la diffusion dans les pays membres de programmes, films, séries télévisées etc. ont été encouragées. Cette déclaration qui a promu, à différentes occasions, la coopération dans le domaine de la jeunesse et du sport, thème du sommet précédant, a aussi mis en avant les travaux entrepris par TURKSOY, l'Académie turcique et la Fondation pour la culture et du patrimoine turcique. Dans le but de la proclamation, au sein de l'UNESCO, de la « Journée internationale de la langue turque », le secrétariat a été chargé de la coordination entre les travaux menés par les commissions nationales pour l'UNESCO et les efforts déployés par les organisations de la coopération turcique. En outre, dans la section concernant la coopération éducative et scientifique, l'innovation a porté sur la mise en place de programmes d'échanges éducatifs entre les experts, l'intégration de nouvelles universités turques et hongroises à l'Union des universités turcophones ainsi que le développement de la coopération avec les universités ouzbeks et turkmènes.

Le point le plus important de la section concernant la coopération institutionnelle dans le monde turcique a porté sur le comité de coordination créé dans le cadre du document de réflexion préparé par le secrétariat et approuvé par les chefs d'État. Le dit-

¹⁰⁸⁹ Ruslan Rehimov, « Türk Konseyinden Barış Harekatı'na destek », **Anadolu Ajansı**, le 15 juillet 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/baris-pinari-harekatı/türk-konseyinden-baris-pinari-harekatina-destek/1614508>, consulté le 30 octobre 2019.

comité se compose des secrétaires généraux du Conseil turcique, de TURKPA et de TURKSOY ainsi que des présidents de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. Le comité en question, qui a été établi sous la présidence du secrétaire général du Conseil turcique, a comme objectif l'assurance de la coordination et de la coopération entre les organisations de coopération turcique ainsi que d'éviter la répétition d'activités similaires. Parmi les fonctions du comité figurent l'harmonisation des activités des organisations membres ainsi que la désignation des sujets prioritaires à l'avenir. Le processus de réforme, sujet d'actualité pendant et après le sommet de Tcholponata a pu aboutir à un fin avec la prise de cette décision sans un changement radical dans l'architecture des organisations reliées et affiliées au Conseil turcique.

Dans la partie concernant l'organisation, il a été question de féliciter Nazarbaïev, dans le cadre des contributions faites pour l'assurance de l'union dans le monde turcique et la création des organisations de coopération turcique en l'honorant au titre de président honoraire du Conseil turcique suite à une décision prise par les chefs d'État à l'occasion de ce sommet. En outre, la participation du Turkménistan au septième sommet du Conseil turcique a été prise comme un développement important. Dans la même logique, la participation effective de la Hongrie en tant que pays observateur ainsi que l'inauguration, le 19 septembre 2019, d'un bureau de représentation du conseil turcique à Budapest sous l'égide du gouvernement hongrois ont été appréciés dans la déclaration de Bakou. Dans cette section, les chefs d'État ont aussi approuvé la « Déclaration commune », en tant que document à part sur lequel ils se sont mis d'accord concernant l'adhésion de la République de l'Ouzbékistan au Conseil turcique. Dans la déclaration de Bakou, les chefs d'État ont exprimé leur joie à l'adhésion de l'Ouzbékistan comme pays membre, coïncidant avec le 10^e anniversaire du traité de Nakhitchévan, traité fondateur du Conseil turcique, ajoutant que cette décision historique allait être l'occasion d'ouvrir une nouvelle page pour l'évolution du monde turcique. Ils ont exprimé leur conviction que l'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique allait être l'occasion d'enchaîner sur une nouvelle ère sous le drapeau unificateur de Conseil turcique et d'assurer un avenir brillant aux relations fraternelles reposant depuis des siècles sur des bases solides.¹⁰⁹⁰

¹⁰⁹⁰ Aidana Yergaliyeva, « Turkic Council approves Uzbekistan's membership, awards Nazarbayev Higher Order of Turkic World », **Astana Times**, le 18 octobre 2019, <https://astanatimes.com/2019/10/turkic->

Au sommet de Bakou qui a permis le renforcement de l'institutionnalisation et l'élargissement du Conseil turcique, il a été décidé, suite à une décision prise par les chefs d'État, que les personnalités contribuant à la fortification de la coopération entre les peuples turcophones, à l'approfondissement des relations entre les pays membres et au développement de la visibilité du Conseil turcique sur la scène internationale se verront décerner « la légion d'honneur du monde turcophone ». Suite à la décision des chefs d'État, la première légion a été remise à Nazarbaïev. Le sommet de Bakou a aussi été l'occasion de la re-nomination officielle de la présidente de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique ainsi que du secrétaire adjoint de ressortissant azerbaïdjanais du Conseil turcique.¹⁰⁹¹

Au cours de la réunion du comité des ministres d'Affaires étrangères qui a eu lieu une journée avant la réunion présidentielle, les décisions concernant l'établissement de l'office de représentation du Conseil turcique en Hongrie, son document des principes de travail ainsi que sa réglementation du personnel et la nomination de son chef ont été approuvées. Aussi, les exigences pour l'octroi du statut de pays observateur auprès de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique ont été réglementées dans cette réunion et la Hongrie est devenue le premier pays qui a obtenu ce statut.¹⁰⁹²

En plus des documents signés par les chefs d'État et les ministres des Affaires étrangères, la publication spéciale intitulée « le Conseil turcique : le 10^e anniversaire de la signature du traité de Nakhitchévan » préparée par le secrétariat et le Centre d'Analyse des relations internationales d'Azerbaïdjan à l'occasion de cette anniversaire a marqué le sommet de Bakou comme un bilan des accomplissements du Conseil turcique sur la coopération régionale pendant les dix premières années.¹⁰⁹³ Cette publication est composée des articles des chefs d'État des pays membres, le discours du premier ministre hongrois ainsi que les articles des secrétaires généraux/présidents des organisations de

[council-approves-uzbekistans-membership-awards-nazarbayev-higher-order-of-turkic-world/](https://www.inform.kz/en/turkic-council-foreign-ministers-sign-a-package-of-documents-in-baku_a3575200) consulté 30 octobre 2019.

¹⁰⁹¹ Ibid.

¹⁰⁹² « Turkic Council Foreign Ministers sign a package of documents in Baku », **Kazinform**, le 14 octobre 2019, https://www.inform.kz/en/turkic-council-foreign-ministers-sign-a-package-of-documents-in-baku_a3575200, consulté le 30 octobre 2019.

¹⁰⁹³ Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019.

coopération turcique et les directeurs des centres de politiques étrangères des pays membres. Ainsi, elle demeure aussi comme un document de projection pour la régionalisation entre les pays turcophones et la coopération renforcée dans la région.

Il serait pertinent de noter que les déclarations du Conseil turcique prises en main au-dessus, incluant les projets de coopérations régionales, servent de carte routière pour les institutions en exercent. Du point de vue de la coopération, des attentes et des instructions concernant les projets communs, les déclarations du Conseil turcique semblent être plus systématiques, comparées aux déclarations du processus précédent des sommets. Cependant, dans les déclarations des deux processus de sommet nous remarquons des similitudes au niveau des sujets pris en main, à savoir de la politique étrangère à l'économie, des transports au tourisme, de l'éducation à la science. Ainsi, les déclarations du sommet du Conseil turcique seraient des cartes routières d'une vision de coopération régionale basée sur les expériences passées et la connaissance. Par ailleurs, il est possible de remarquer les projets comme la création d'un fond de développement du Conseil turcique ou la mise en place d'une télévision turcophone commune internationale n'ont pu voir le jour et ce malgré les requêtes des chefs d'État. Pourtant, des projets alternatifs ont été entamés suite aux projets caducs par le secrétariat. De façon générale, il est possible d'évoquer la présence d'une collaboration complète avec une approche orientée sur les résultats. Afin de mieux comprendre la façon dont les requêtes exprimées dans les déclarations de sommet du Conseil turcique sont appliquées du point de vue de la régionalisation, il serait adéquat de se pencher sur les activités du Conseil turcique.

2-Les activités du Conseil turcique sur le plan politique, économique et éducatif-culturel-humain

Le Conseil turcique, en tant qu'organisation internationale assez récente vu que le secrétariat a pris position de ses fonctions en 2010, poursuit ses activités de coopération selon trois directions : politique, économique et éducatif-culturel-humain. Celles-ci se subdivisent en sous-sections. L'objectif de tous les travaux est de mettre en place des activités et des projets communs. Dans cette perspective, en plus des mécanismes des groupes de travail et des réunions ministérielles, des mécanismes supplémentaires de coopération ont aussi été mis en place.

a-La coopération politique

À l'analyse des travaux entamés dans le domaine politique, la présence du Conseil des ministres des Affaires étrangères gagne de l'importance. L'ordre du jour de ces réunions est préparé par le secrétariat et le ministère des Affaires étrangères du pays hôte et est, par la suite, envoyé aux pays membres pour demander leur opinion. La finalisation se fait à la réunion des hauts fonctionnaires, avant la réunion des ministres des Affaires étrangères. Le modérateur est le ministre des Affaires étrangères du pays hôte. Le secrétaire général du Conseil turcique présente au ministre des Affaires étrangères un rapport sur les activités réalisées. Ces réunions sont l'occasion de la signature, par les ministres des Affaires étrangères, des documents et de la finalisation des déclarations des sommets, le lendemain, soumis à l'approbation des chefs d'État.¹⁰⁹⁴ Par ailleurs, au cours de ces réunions, les pays membres font part, par le biais de déclarations communes, de leur « attitude commune » sur certains sujets. « La déclaration commune du Conseil des ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique concernant les événements en Egypte » adoptée en 2013 par le Conseil des ministres des Affaires étrangères à l'occasion du sommet de Qabala est certes un exemple illustratif du sujet.¹⁰⁹⁵

La détermination d'une « attitude commune », partagée avec l'opinion publique, est une étape importante pour le développement de la régionalisation. La déclaration commune faite à l'occasion du 90^e anniversaire de l'écrivain Tchinghiz Aïtmatov et adoptée au sommet de Tcholponata en 2018 était bien plus qu'un document faisant part de la coopération dans les domaines de la jeunesse et des sports nationaux.¹⁰⁹⁶ Ces dits-documents illustrent l'existence d'une compréhension commune entre les pays. Similairement, les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil turcique font des déclarations communes au sein d'autres organisations avec lesquelles ils sont en

¹⁰⁹⁴ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹⁰⁹⁵ « Mısır'da yaşananlar İslam ve Arap dünyası için utanç », **Anadolu Ajansı**, le 16 août 2013, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/misirda-yasananlar-islam-ve-arap-dunyasi-adina-utanc/225351>, consulté le 2 février 2019.

¹⁰⁹⁶ « Press Release of the Sixth Summit of the Turkic Council », **Turkic Council**, le 3 septembre 2018, https://www.turkkon.org/en/haberler/press-release-of-the-sixth-summit-of-the-turkic-council_1670, consulté le 3 février 2019.

coopération. Ainsi, « l'approche commune concernant l'Afghanistan »¹⁰⁹⁷ déclarée à la troisième réunion des ministres du processus d'Istanbul pour l'Afghanistan, réalisée en avril 2013 et « la déclaration commune sur les relations entre le Conseil turcique et l'OSCE »¹⁰⁹⁸, exprimé à la 20^{ème} réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, réalisée en décembre 2013 à Kiev sont des exemples concrets du sujet. D'ailleurs, la référence aux relations entre le Conseil turcique et l'OSCE à l'occasion cette réunion du Conseil des ministres de l'OSCE est devenue une tradition. Ainsi, l'intention commune des pays membres du Conseil de développer les relations entre le Conseil turcique et l'OSCE peut être posée au sein de l'OSCE, composé de 59 pays participants.

Les ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique se réunissent aussi à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU à New York de façon non-officielle. Durant ces réunions, les ministres revoient les questions de politiques étrangères et les possibilités pour développer leur relation avec l'ONU ainsi que les autres organisations internationales. D'ailleurs, le Conseil turcique œuvre, depuis 2012, pour l'obtention d'un statut d'observateur au sein du Conseil général de l'ONU. À ce titre, les représentants auprès de l'ONU des pays membres du Conseil turcique se consultent régulièrement au sujet des politiques à suivre. La position commune à l'issue de ces négociations est exposée aux sessions portant sur le statut d'observateur du sixième comité de l'ONU. La rencontre plus fréquente des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil turcique soit dans un format officiel soit non-officiel engendre certainement les efforts nécessaires pour mettre en place une « attitude commune » comme exprimée au sein des documents fondateurs du Conseil.¹⁰⁹⁹ Par ailleurs, les recherches académiques ont montré que les pays membres ont tendance à agir communément au sein de l'ONU et ce bien plus que dans le passé. À ce titre, dans l'article rédigé par Muhittin Kaplan, Abdullah Yuvac et Shatlyk Amanov et intitulé « Une nation, plusieurs voies ? Cohésion extérieure des pays

¹⁰⁹⁷ « Information Note on the Cooperation Council of Turkic Speaking States », **Turkic Council**, septembre 2014, p.5., https://www.turkkon.org/assets/dokuman/INFORMATION_NOTE.pdf, consulté le 5 décembre 2019.

¹⁰⁹⁸ « Joint Statement by the Ministers of Foreign Affairs of the Member States of the Turkic Council at the 20th Meeting of the OSCE Ministerial Council », Ref.No.: MC.DEL/6/13, le 5 décembre 2013, <https://www.osce.org/mc/109296?download=true>, consulté le 10 décembre 2019.

¹⁰⁹⁹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

membres du Conseil turcique à l'Assemblée générale de l'ONU »¹¹⁰⁰, il a été question d'analyser les votes au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, de 1993 à 2011, des pays membres du Conseil turcique. Suite à cette analyse, il s'est avéré que les pays membres ont commencé à voter similairement et de façon coordonnée, en particulier après 2007. De plus, les pays membres du Conseil turcique ont exprimé leur soutien réciproque pour toute adhésion temporaire au Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, la présence d'un pays membre du Conseil turcique au sein du Conseil de sécurité de l'ONU est perçue comme l'occasion d'exprimer les décisions communes prises au sein du Conseil turcique.¹¹⁰¹

Les négociations de sécurité, en place depuis 2013 au sein du Conseil turcique, constituent un mécanisme permettant l'échange d'opinions entre les pays membres à propos des sujets de sécurité régionale et internationale. Dans ce cadre, la première session de la consultation sur la sécurité, à laquelle ont participé les hauts fonctionnaires responsables des ministères des Affaires étrangères, s'est réalisée en 2013, à Bakou. La deuxième session a eu lieu en 2014 à Astana et la troisième session en 2016 à Ankara. Les sujets mis en avant, au cours de ces négociations sont : les conflits régionaux et leurs conséquences sur la sécurité régionale et globale, les possibles contributions à la sécurité en Afghanistan, la prévention de l'extrémisme violent, la lutte contre les terroristes étrangers et l'accroissement des relations avec les organisations internationales. À ce titre, la réunion des représentants des pays membres et la délibération de sujets délicats comme la sécurité constituent une étape importante pour la compréhension mutuelle des positions des pays membres dans la voie de l'approfondissement de la régionalisation.

Le Protocole de coopération¹¹⁰² signé entre les ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique, à l'occasion du troisième sommet organisé à Qabala est un document important du point de vue du développement des relations régionales et de la mise en place d'une approche commune. Selon le dit-protocole, les parties se sont mises d'accord pour

¹¹⁰⁰ Muhittin Kaplan, Abdullah Yuvaç, Şatlyk Amanov, « One Nation, Many Voices? External Cohesion of the Turkic Council States in the United Nations General Assembly », 1993-2011, *Bilig*, No.74, 2015, p.125-150, <http://bilig.yesevi.edu.tr/yonetim/icerik/makaleler/509-published.pdf>, consulté le 10 février 2019.

¹¹⁰¹ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹¹⁰² Pour le document en question voir http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Isbirligi_Protokolu_TR_20170608_1_13732.pdf, consulté le 15 février 2019.

l'accroissement des délibérations thématiques concernant les sujets régionaux entre les pays membres. Cela englobe aussi la défense des intérêts communs et la coopération dans le cadre de l'ONU et des autres organisations régionales et internationales dont les pays membres adhèrent. Il est aussi question de l'échange de publications susceptibles d'intéresser les pays membres et le Secrétariat ainsi que de la coopération pour la représentation du Conseil turcique au niveau national et international. Par ailleurs, une place importante est accordée au sujet de l'éducation. Dans ce cadre, il a été décidé de mettre en place une formation pour le personnel diplomatique. Enfin, un autre sujet qui figure dans le Protocole concerne la réalisation de réunions et de séminaires par les ministères des Affaires étrangères des pays membres sur le renforcement de coopération au sein du Conseil turcique, les sujets de sécurité internationale ainsi que les sujets protocolaires et consulaires.

En référence à l'article en question du Protocole de coopération entre les ministères des Affaires étrangères, le programme de formation des jeunes diplomates a été mis en place en 2014.¹¹⁰³ Le programme en question est organisé chaque année dans un pays différent, sélectionné selon l'ordre alphabétique. Dans ce cadre, plus de 130 jeunes diplomates ont été formés jusqu'en 2019 dans les programmes effectifs en Turquie, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Kirghizstan. L'Ouzbékistan et la Hongrie ont aussi, à leur tour, participé à certains programmes. Dernièrement, les diplomates turkmènes ont également participé au programme dont la sixième session a eu lieu en mai 2019 à Bakou.¹¹⁰⁴

Les dits-programmes sont constitués de deux aspects. Dans la première partie, les participants prennent des cours concernant l'histoire turcique, les relations régionales et internationales ainsi que politiques et économiques. Par ailleurs, les diplomates ayant servi auparavant dans la région forment leurs jeunes collègues concernant la diplomatie et la correspondance diplomatique. En même temps, il est question d'enseigner le kiptchak aux diplomates turcs et azerbaïdjanais et le dialecte oghuz aux diplomates kazakh et kirghize. Ces cours de langue sont l'occasion pour mettre en avant les ressemblances entre les deux

¹¹⁰³ Pour plus d'information sur le dit-programme voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/political-cooperation_1/junior-diplomats-training-program_6, consulté le septembre 2019.

¹¹⁰⁴ Entretien avec Madame Zhyldyz Uzakova, directrice de projet au Conseil turcique et diplomate kirghize, le 25 octobre 2019, Istanbul.

dialectes. Les jeunes diplomates visitent le ministère des Affaires étrangères, le Parlement et si lieu est les monuments comme les mausolées dans les pays hôtes. Il est aussi question de la visite, accompagné d'un guide, des lieux historiques et culturels importants du point de vue des pays turcophones. Parmi les jeunes diplomates en formation certains sont par la suite mutés dans un des pays membres du Conseil turcique trouvant ainsi l'occasion de mettre en pratique leur connaissance théorique. Ce programme éducatif permettant aux jeunes diplomates d'être plus conscient de la région turcophone est en quelque sorte un investissement pour le développement d'une coopération turcophone. Vu de ce point de vue, ce programme éducatif est plus qu'une formation professionnelle. Les participants prennent conscience de leur particularité culturelle et historique communes.¹¹⁰⁵

Le second aspect de ce protocole concerne le processus de coopération mis en place entre les centres officiels de recherche de politiques extérieures des pays membres du Conseil turcique. Le mémorandum d'accord signé en 2015 entre le Centre des recherches stratégiques sous le patronage du président azerbaïdjanais, l'Institut des recherches sous le patronage du président kazakh, l'Institut national des recherches stratégiques de la République kirghize et le Centre des recherches stratégiques au sein du ministère des Affaires de la Turquie constituent la base juridique du processus en question.¹¹⁰⁶ Ce mémorandum précise que la politique extérieure, le droit international, les relations économiques, la sécurité globale et régionale, le développement, la globalisation, la régionalisation seront prioritaires dans la coopération régionale. De plus, il est question du partage de publications, de la préparation de nouvelles publications en coordination avec le secrétariat, de la conduite de recherches communes concernant les questions globales et régionales ainsi que de la réalisation de conférences, de réunions et de programmes éducatifs.

Dans cette perspective, les dits-centres de recherches se sont réunis, jusqu'à présent, cinq fois. Dans le cadre de ces réunions les conférences intitulées « les opportunités et les obstacles du Conseil turcique » et « le Conseil turcique : dixième anniversaire du traité de

¹¹⁰⁵ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier Secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul

¹¹⁰⁶ Pour le document en question voir

[http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/MoU among Foreign Policy Centers 20170608 122318.pdf](http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/MoU%20among%20Foreign%20Policy%20Centers%2020170608%20122318.pdf), consulté le 15 mai 2019.

Nakhitchevan ont été réalisées ». Ainsi, ces réunions ont été l'occasion d'une prise de conscience des travaux menés par le Conseil. Par ailleurs, la publication du «Cinquième sommet du Conseil turcique : un acteur prometteur de la coopération régionale en Eurasie»¹¹⁰⁷, avec la collaboration des centres officiels de recherches, du secrétariat et du Centre de recherche stratégique du ministère des Affaires étrangères de Turquie (SAM) est un résultat concret de ce processus de coopération. Dans cette publication commune préparée à l'occasion du sommet d'Astana figurent les articles des directeurs des centres officiels de politiques étrangères des pays membres et des secrétaires généraux et présidents des institutions en relation avec le Conseil turcique. Les travaux actuels du Conseil et les attentes du Conseil pour l'accroissement de la coopération régionale entre les pays turciques sont évalués. Cette publication commune présentée aux chefs d'État au sommet d'Astana est disponible pour l'opinion publique internationale. Dans ce cadre, la dite-publication commune a été un moyen important pour accroître la visibilité du Conseil au sein des pays membres et sur la scène internationale.¹¹⁰⁸

Un autre résultat concret du processus de coopération entre les centres officiels de recherches en politique étrangère est la réalisation du programme de stage, dans le cadre de la décision prise le 25 mai 2016 à la troisième réunion qui a eu lieu à Astana. Suite à ce programme de stage, il a été question de la rédaction du rapport intitulé « Les Pays membres du Conseil turcique : l'infrastructure, le commerce, la logistique, les transports ».¹¹⁰⁹ Ce rapport est, comme son nom l'indique, une analyse du potentiel des pays turcophones dans les domaines de l'infrastructure, du commerce, de la logistique et de la communication. Dans ce cadre, il est précisé que le volume des relations commerciales actuelles pourrait être bien meilleur. Il apparait, dans le rapport, que le projet « la ceinture et la route » de la Chine serait l'occasion d'accroître le volume d'échange commercial non seulement entre les États turcophones mais aussi sur un

¹¹⁰⁷ Turkic Council, **Fifth Summit of the Turkic Council: A Rising Actor in Regional Cooperation in Eurasia**, Istanbul: Turkic Council and SAM joint publication, 2015, <http://www.turkkon.org/en-US/5th-summit-of-the-turkic-council-special-publication/301/1644/1644/2014>, consulté le 15 octobre 2018.

¹¹⁰⁸ Pour plus d'information sur le dit-processus de coopération voir, https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/political-cooperation_1/cooperation-among-foreign-policy-research-centers_7, consulté le 15 octobre 2018.

¹¹⁰⁹ Mahir Humbatov et Kazim Sarı, « Turkic Council Countries: Infrastructure, Trade, Logistics and Transportation », **Center for Strategic Studies**, SAM Review, Vol. 18-19, Novembre 2017, https://www.academia.edu/36894440/Trans-Caspian_Cooperation_Overcoming_the_Curse_of_Land_lockedness, consulté le 15 octobre 2018.

itinéraire allant de l'Europe à la Chine. Le rapport souligne la nécessité de fortifier le réseau du transport routier Ouest-Est sur la route historique de la Soie et dans ce cadre l'importance du projet ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars. La nécessité de l'harmonisation de l'infrastructure technique et le développement de la coopération entre les États turcophones sont une fois de plus renouvelés.

Un autre résultat concret de la coopération entre les centres de recherches de politiques étrangères est la publication spéciale préparée par le secrétariat du Conseil turcique et SAM en Turquie pour le sixième sommet réalisé à Tcholponata. Cette spéciale publication intitulée «25^e anniversaire de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Kirghizstan et la contribution de la Turquie au développement et à la coopération de la région turcique »¹¹¹⁰ reprend le passage à l'économie de marché des États turcophones ainsi que leurs étapes de « *state building, nation building et national identity building* ». L'évolution des relations de la Turquie avec ces pays est aussi prise en main dans cette publication. La publication spéciale préparée en collaboration avec la partie azerbaïdjanaise et le secrétariat pour l'occasion du dixième anniversaire de la signature du traité de Nakhitchevan et présentée au septième sommet des chefs d'État constitue un autre produit concret de coopération engendrée dans ce domaine.

Un autre domaine concerne la coopération entre les diasporas des pays membres. Le secrétaire général, l'ambassadeur Halil Akinci¹¹¹¹ a rappelé, à maintes reprises, l'importance de réunir les forces des diasporas turcophones démographiquement importante mais pourtant pas assez influentes. Dans ce cadre, il a été question de tenir trois réunions sur le sujet au niveau des ministres et des présidents des institutions en question et le «groupe de contact» pour les sujets techniques s'est réuni cinq fois.¹¹¹² Suite à ces réunions, «le document de stratégie d'activité commun des diasporas turcophones » a été adopté en 2013. Le document de stratégie commune a été renouvelé en 2018, à la

¹¹¹⁰ Turkic Council, **25th Anniversary of Independence of Azerbaijan, Kazakhstan and Kyrgyzstan and Turkey's Contribution to Development and Cooperation in Turkic Region**, Istanbul: Turkic Council-SAM joint publication, 2018, <https://www.turkkon.org/assets/pdf/yayinlar/ozel-yayin-azerbaycan-kazak-istan-ve-kirgizistanin-bagimsizliginin-25yili-ve-turkiyenin-turk-bolgesinde-kalkinma-ve-isbirligine-kat-kisi-10-en.pdf>, consulté le 17 septembre 2018.

¹¹¹¹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul

¹¹¹² Pour plus d'information sur le dit-processus de coopération voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/diaspora_5/ministerialcontact-group-meetings_37, consulté le 17 octobre 2019.

troisième réunion ministérielle. Par ailleurs, à la même réunion, un plan d'action commune concernant les mesures concrètes à prendre en 2019 au sujet de la coopération entre les diasporas turcophones a été adopté. Aussi, il a été question de la signature d'un mémorandum d'accord de coopération bilatérale des diasporas entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.

À la même réunion, les pays participants ont aussi décidé d'organiser, en 2019, le second Forum de diaspora sous l'égide de la Turquie, dans le but de solidifier l'esprit d'unité entre les diasporas turcophones et les institutions en charges de celles-ci, d'approfondir les liens entre les citoyens des pays membres résidents à l'étranger et de permettre une prise de conscience des valeurs communes.¹¹¹³ D'ailleurs, le premier forum réalisé en 2013 à Bakou a eu beaucoup de succès avec la participation des institutions étatiques en provenance de 50 pays et la participation de 600 représentants y compris des chefs des organisations de diasporas.

Dans le cadre du premier document de stratégie, l'établissement d'un centre de diaspora a été à l'ordre du jour du Conseil turcique. Dans ce cadre, le premier centre de diaspora régional a été ouvert en 2014 à Kiev au sein de l'institution azerbaïdjanaise de la diaspora dans cette ville. Ce centre a réalisé, en septembre 2015, une marche « contre le terrorisme » avec la participation de 200 représentants des diasporas des pays membres du Conseil turcique. Par la suite, en janvier 2016, avec la participation des représentants de 60 diasporas turcophones un panel intitulé « le rôle du Conseil turcique dans l'intensification de la coopération parmi la diaspora turcophone » a été organisé en Ukraine. Pourtant, d'après le document de stratégie renouvelé au lieu d'établir de nouveaux centres dans les autres pays, dans l'agenda du Conseil turcique figure le renforcement de coopération entre les institutions de diaspora et l'initiation de formations professionnelles. D'ailleurs, le programme d'échange d'expérience entre les institutions des diasporas des pays membres du Conseil turcique a pris place en février 2019 à Bakou. À la dite-réunion, l'Azerbaïdjan et la Turquie, pays actifs concernant les affaires de diaspora, ont fait une présentation à propos des bases juridiques des institutions et ont cité

¹¹¹³ « Ytb, Türk Konseyi Diaspora Çalışmalarında Aktif Rol Üstleniyor », **Anadolu Ajansı**, 8 novembre 2018, <https://www.haberler.com/ytb-turk-konseyi-diaspora-calismalarinda-aktif-rol-11415932-haberi/>, consulté le 18 septembre 2019.

les activités de ces dernières dans leur pays et à l'étranger. Les parties se sont mises d'accord pour l'échange de données et de documents à propos des structures des institutions. D'autres décisions à l'ordre du jour de la coopération ont porté sur la préparation de formations pour le développement de l'efficacité des diasporas turcophones en Allemagne et aux États-Unis ainsi que la célébration conjointe de la fête de Novruz.¹¹¹⁴ D'ailleurs, le premier programme du développement de capacité des diasporas turcophones a eu lieu à Berlin, en mars 2019, avec un concert organisé par la TURKSOY pour la dite célébration. Cela a été suivi par le deuxième programme qui a été réalisé à New York en septembre 2019.¹¹¹⁵

En analysant les autres travaux concernant la coopération de la diaspora, à l'occasion de la visite effectuée aux États-Unis, en mai 2015, du secrétaire général de l'époque du Conseil turcique, diverses activités ont été réalisées à New York. Dans ce cadre, le secrétaire général s'est réuni avec les représentants des pays turciques et le Consul général de Turquie à New York. Le comité du Conseil turcique qui a assisté au festival de la journée turcophone, a participé à la cérémonie de la levée du drapeau, considérée comme un moment symbolique. Durant la cérémonie, le secrétaire général et le consul général de la Turquie à New York ont levé, ensemble, au sommet du mât les drapeaux de la République de Turquie et du Conseil turcique.¹¹¹⁶ Par ailleurs, le secrétaire général du Conseil turcique a discuté avec les ministres de la diaspora et les responsables des institutions de la diaspora les étapes à suivre sur le sujet. En résumé, le secrétariat soutient les pays membres au sujet de la diaspora. Ainsi, il contribue au renforcement de la coopération bilatérale et au développement de la coopération régionale. Pourtant, il est vrai que les pays membres du Conseil turcique n'ont pas adopté une position commune concernant de sujets critiques. Dans ce cadre, il faut admettre qu'ils ne se sont pas exprimés, ni sur la scène régionale ni internationale, contre la politique d'oppression subie par les Tatars de Crimée et les Ouïgours.

¹¹¹⁴ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/uye-devletlerin-diaspora-kurumlari-arasinda-tecrube-degisimi-programi-ve-turk-konsevi-besinci-diaspora-temas-grubu-toplantisi-8-9-subat-2019-tarihlerinde-baku%60de-gerceklestirildi/3/54/5101>, consulté le 18 octobre 2019.

¹¹¹⁵ Pour plus d'information sur le sujet voir https://www.turkkon.org/tr/haberler/turk-dili-konusan-diasporalar-icin-birinci-kapasite-gelistirme-egitim-programi-ve-turk-konsevi-nevruz-konseri-almanyanin-baskenti-berlinde-duzenlenmistir_1783, consulté le 18 octobre 2019.

¹¹¹⁶ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/Haber-Arsivi/3/1056/1565>, consulté le 18 octobre 2019.

Un autre processus en cours qui concerne la coopération politique dans le cadre du Conseil turcique est la mission internationale d'observateur pour les élections politiques dans les pays membres. Dans ce cadre, une délégation composée des fonctionnaires du secrétariat et des représentants des pays membres exerce une telle mission. Ainsi, 14 comités internationaux ont été envoyés par le Conseil turcique pour observer les élections présidentielles et parlementaires ainsi que les référendums en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizstan et en Turquie.¹¹¹⁷ Ces élections, menées depuis deux ans, en collaboration avec TURKPA, sont l'occasion pour les délégués du Conseil turcique de s'entretenir avec les présidents et les officiers des administrations électorales concernées. Cette mission d'observation permet aux pays membres de mieux connaître les particularités ainsi que les règlements des systèmes électoraux de l'autre. Les rapports rédigés suite aux observations sont partagés avec les organisations internationales concernées, avec l'OSCE en tête.

Le conseil des Anciens, un des principaux organes du Conseil turcique s'est réuni 11 fois dans le cadre de ces réunions. Dans la lignée de la tradition d' *Aksakal* des pays turcophones, les conseils émis par le Conseil turcique servent de guide pour le secrétariat. Par ailleurs, les réunions des hauts fonctionnaires se sont réalisées 22 fois jusqu'en janvier 2019, depuis 2011, date de l'établissement du secrétariat. La répétition fréquente des réunions est une preuve concrète de l'importance accordée au Conseil turcique par les ministères des Affaires étrangères des pays membres.¹¹¹⁸

Dans l'ensemble, il est fort de constater l'accroissement du volume des relations, grâce aux réunions dites techniques, entre les ministres des Affaires étrangères et les autres ministères ainsi que les institutions concernées à propos des sujets de coopération. Les

¹¹¹⁷ Des délégations d'observateurs formées au sein du Conseil turcique ont pris fonction au cours des élections suivantes : les élections présidentielles au Kirghizstan en octobre 2011, les élections parlementaires au Kazakhstan en janvier 2012, les élections présidentielles en Azerbaïdjan en octobre 2013, les élections présidentielles en Turquie en août 2014, les élections parlementaires au Kirghizstan en octobre 2015, les élections parlementaires en Azerbaïdjan en novembre 2015, les élections parlementaires en Turquie en juin et novembre 2015, les élections parlementaires au Kazakhstan en mars 2016, le référendum constitutionnel au Kirghizstan en décembre 2016, les élections parlementaires du sénat au Kazakhstan en juin 2017, les élections présidentielles au Kirghizstan en octobre 2017, les élections présidentielles en Azerbaïdjan en avril 2018, les élections présidentielles et parlementaires en Turquie en juin 2018 et les élections présidentielles anticipées au Kazakhstan en juin 2019.

¹¹¹⁸ Pour plus d'information sur le sujet voir <https://www.turkkon.org/en/haberler/22nd-meeting-of-the-senior-officials-committee-soc-of-the-turkic-council-convened-on-3-4-september-2019-in-baku> 1874, consulté le 10 septembre 2019.

recherches de déclarations et d'attitudes communes contribuent à l'internationalisation de la régionalisation entre les pays membres. Cette situation est lisible dans les déclarations communes faites suite aux sommets de l'OSCE et du Conseil turcique. Grâce au programme de formation commune pour des jeunes diplomates, la coopération régionale entre les pays turcophones prend une place importante dans leur carrière comme un investissement pour l'avenir. Les publications communes des centres de recherche de politiques étrangères des pays membres en collaboration avec le secrétariat ont eu des conséquences pour le développement de la coopération régionale et la prise de conscience du Conseil turcique sur l'arène internationale. Comme il a été visible durant le processus de coopération de la diaspora, en plus de la coopération régionale, le Conseil turcique a facilité la coopération bilatérale entre les pays membres. Toutes démarches réalisées dans le cadre de la coopération politique contribuent certainement au développement de la régionalisation mais la question si elles sont suffisantes reste comme un point d'interrogation.

b-La coopération économique

La coopération économique a une place prépondérante au sein du Conseil turcique comme vu dans le fait que le premier sommet à Almaty a été accordé à la coopération économique. À ce propos, 11 réunions de groupe de travail et 9 réunions ministérielles ont eu lieu jusqu'en 2020. Le secteur privé est aussi impliqué dans ce processus d'une manière renforcée. Il existe, parmi les agences d'investissement des pays membres du Conseil turcique, un mémorandum d'accord de coopération. Par ailleurs, les pays membres ont apposé leur signature aux mémorandums de compréhension sur l'exploration des possibilités vis-à-vis de l'échange d'expériences sur le climat d'investissement ainsi que sur le domaine des statistiques d'investissement et le document de coopération entre les institutions gouvernementales soutenant les entreprises à petites et moyennes échelles des pays membres du Conseil turcique. Parmi d'autres, les travaux sur la signature des mémorandums concernant l'établissement de coopération entre les zones économiques spéciales sont finalisés.¹¹¹⁹

¹¹¹⁹ Zarema Shaukenova, « Turkic Council: Achievements and Prospects », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p. 87-88.

La 8^e réunion ministérielle, organisée le 17 octobre 2019 par le ministre kirghize de l'Économie, a été une étape importante pour la coopération économique. La Hongrie était représentée par son ambassadeur. L'objectif de la réunion était de fortifier la coopération économique par le biais de nouveaux projets tels que l'établissement d'un Fond turcique commun d'investissement et encore d'une Chambre turcique commune du commerce et de l'industrie. Dans cette perspective, tout en soulignant l'importance de la coopération pour faciliter les relations commerciales, les pays membres ont rappelé que cela passait par la coopération dans les domaines du transport et de la douane. À l'occasion de la dite-réunion, les prix attribués au monde turcophone des affaires ont été distribués. Dans ce cadre, *Turkish Petroleum Corporation* (TPAO), la firme kazakh *TOO Ordabasykus*, la firme kirghize *ABADA* et la firme azéri *TANAP* ont reçu leur prix pour leur contribution considérable à la coopération économique. Il est prévu qu'un tel système de prix pourrait promouvoir le développement des investissements réciproques dans les pays membres du Conseil turcique.¹¹²⁰ La dernière réunion ministérielle a eu lieu à Astana le 3 juillet 2019 suite à la 11^{ème} réunion du groupe de travail économique avec la participation, une fois de plus, de la délégation hongroise qui paraît très active pour un engagement de la coopération économique avec les pays membres du Conseil turcique.¹¹²¹

Le Conseil d'affaires turcique au sein du Conseil turcique a été doté de la mission de contribuer à la coopération économique entre le pays turcophones. Pourtant le manque d'un secrétariat du premier limitait la concrétisation de son vrai potentiel. De toute façon, ce Conseil s'est réuni 6 fois jusqu'à la dernière réunion qui a eu lieu le 14 décembre 2019 à Tachkent suite à la proposition du président ouzbek Mirzioïev qu'il a exprimé pendant le sommet de Tcholponata. Accompagnés des hauts représentants des institutions des pays membres, le rôle crucial du secteur privé pour l'accroissement du volume commercial dans la région a été souligné durant cette réunion dans laquelle le Turkménistan a été aussi représenté. Les parties ont confirmé l'importance de la coopération avec les autres partenaires souhaitant investir dans la région et la nécessité

¹¹²⁰ Pour les décisions prises à la dite-réunion voir <http://www.turkkon.org/en-US/the-8th-meeting-of-ministers-in-charge-of-economy-of-turkic-council-was-held-in-bishkek-on-17-october-2018/301/352/352/4950>, consulté le 15 décembre 2019.

¹¹²¹ Pour les décisions prises à la dite-réunion voir https://www.turkkon.org/en/haberler/the-9th-meeting-of-ministers-in-charge-of-economy-of-turkic-council-will-be-held-in-nur-sultan-on-3-july-2019_1845, consulté le 20 septembre 2019.

de l'institutionnalisation des mécanismes de coopération concernant le commerce et les investissements mutuels.¹¹²² Le fait que la réunion a eu lieu en Ouzbékistan et que le Turkménistan y a aussi participé est le signe d'une volonté commune de la part de tous les pays turcophones pour approfondir la coopération économique.

Par ailleurs, dans le cadre des activités du Conseil d'affaires turcique, des forums de travail ont été organisés pour réunir les hommes d'affaires des différents secteurs et réaliser des entretiens. À titre illustratif, 600 hommes d'affaires et des experts en provenance des pays membres du Conseil turcique et de la Hongrie ont participé au forum organisé en 2019 à Astana. Ce type de forum est l'occasion pour les hommes d'affaires d'être en contact direct les uns avec les autres et d'évaluer les opportunités d'affaires susceptibles de contribuer à la coopération économique. Par ailleurs, le site portal d'investissement, l'initiative du secrétariat du Conseil turcique vise à développer les relations d'affaires et les investissements entre les pays turcophones avec la contribution des pays membres. Il est prévu qu'avec l'adhésion au site portal d'un nombre important d'entreprises par l'initiative des institutions économiques des pays membres, les possibilités de coopération économique seront agrandies.¹¹²³

L'établissement de la Chambre turcique commune de commerce et d'industrie, le 17 mai 2019, à Astana avec son secrétariat permanent à Istanbul sous l'égide de la TOBB présente un tournant décisif pour la coopération économique au sein du Conseil turcique. Avec cette initiative qui remplacerait le Conseil d'affaires turcique, la coopération multilatérale au sein du Conseil dans le domaine du commerce et de l'industrie a finalement été institutionnalisée.¹¹²⁴ La première assemblée générale de la Chambre s'est déroulée le 31 juillet 2019 à Istanbul où les parties ont accentuées sur leur volonté de soutenir d'avantage les projets des entreprises à petites et moyennes échelles installées dans les pays membres. Ainsi elles ont souligné l'importance de l'établissement du Fond turcique d'investissement pour puiser ses ressources financières au service des projets

¹¹²² Pour les décisions prises à la réunion voir <http://www.turkkon.org/en-US/secretary-general-of-the-turkic-council-baghdad-amreyev-chaired-the-turkic-business-council-meeting-held-on-14-december-2018-in-tashkent/301/352/5049>, consulté le 5 mars 2019.

¹¹²³ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹¹²⁴ Elif Feryat Yeşilyurt, « Turkic Council trade's chamber open in Istanbul », **Anadolu Ajansı**, le 31 juillet 2019, <https://www.aa.com.tr/en/economy/turkic-councils-trade-chamber-opens-in-istanbul/1546119>, consulté le 15 septembre 2019.

concernés.¹¹²⁵ De toute façon, le dit-Fond contient un potentiel énorme pour financer les projets qui pourraient fortifier la régionalisation entre les pays turcophones. Il est prévu que le montant de ce fond, dont les réunions techniques concernant son établissement sont toujours en cours, atteigne les 600 à 700 millions de dollars, somme octroyée pour la réalisation des projets en communs.¹¹²⁶ De plus, l'ouverture des *turkic trade houses* dans les pays membres sont aussi à l'ordre du jour dans le domaine de la coopération économique. Le fait que le thème du septième sommet du Conseil turcique, organisé en Azerbaïdjan, ait été « le soutien à la coopération entre les entreprises à petites et moyennes échelles » montre l'intention des pays membres du Conseil d'approfondir les relations dans le domaine économique et plus particulièrement dans ce sous-aspect de l'économie qui couvre une place primordiale pour le développement économique.

Dans le cadre des travaux menés par le Conseil pour la coopération économique figurent des initiatives pour le développement de la capacité professionnelle et institutionnelle des pays membres. Une conséquence concrète a été la restructuration, selon l'exemple de TOBB, du processus d'adhésion de l'institution privée kazakh « Atameken ».¹¹²⁷ Par ailleurs, des résultats concernant le développement de la capacité des formations professionnelles sont directement visibles. Notons « le programme du Conseil turcique du partage des expériences sur le développement des entreprises à petites et moyennes échelles et des investissements étrangers » a été organisé sous l'égide du ministère turc de l'Économie et de la KOSGEB, les 26 et 30 avril 2018, à Ankara, avec la participation des experts ressortissants des pays membres. La continuation des formations professionnelles concernant les sujets économiques joue un rôle crucial pour la fortification de la coopération régionale et l'élévation au même niveau que les différents domaines de l'économie qui nécessite pour le développement de cette coopération.

¹¹²⁵ Pour les détails sur le sujet voir https://www.turkkon.org/tr/haberler/turk-dili-konusan-ulkeler-astana-ekonomik-forumu-cercevesinde-turk-konsevi-sekretaryasi-tarafindan-nur-sultanda-duzenlenen-imza-torende-ortak-ticaret-ve-sanayi-odasini-kurmuslardir_1824, consulté le 15 septembre 2019.

¹¹²⁶ « Türk dünyasının stratejik çatı kuruluşu: Türk Keneşi », *Anadolu Ajansı*, le 30 juillet 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turk-dunyasinin-stratejik-cati-kurulusu-turk-kenesi/1544776>, consulté le 20 octobre 2019.

¹¹²⁷ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

En plus de la préparation et de la coordination de toutes ces activités, le secrétariat du Conseil turcique est aussi en charge de participer aux organisations économiques régionales et internationales et de préparer des rapports à ce propos avant de les envoyer aux pays membres. Le forum régional de consultation d'Azerbaïdjan B-20, organisé dans le cadre du G-20, en 2015, à Bakou, le Forum économique international organisé en 2016, à Kiev, le Forum économique organisé annuellement au Kazakhstan illustrent ce type de collaboration. La dite-participation permet aussi de fortifier la coopération internationale dans le domaine économique. Le Conseil turcique qui depuis 2012 a un statut de membre observateur à l'OCE, participe aux réunions régionales et internationales de cette dernière. De plus, le Conseil et le SESRIC qui ont depuis 2016 un mémorandum de compréhension participent à leurs activités réciproques.¹¹²⁸ Ce n'est qu'en mid-2019 qu'il a été question de finaliser le rapport concernant le commerce international des pays membres et de survoler les conditions d'investissements par une collaboration du Conseil et du SESRIC.

La coopération dans les domaines du transport et de la douane est cruciale pour la fortification de la coopération régionale entre les pays membres du Conseil turcique. L'établissement d'un réseau stable, intégré et durable de transports maritime, routier et ferroviaire entre les pays membres tout le long du couloir Trans-Caucasie est important pour deux raisons. Grâce à un tel réseau de communication, la mobilité humaine pourra s'accroître. De même, ce sera l'occasion d'accroître les relations économiques et commerciales non seulement entre les pays membres mais entre tous les pays de la région. Dans cette lignée, la réunion des ministres du Conseil turcique s'est tenu quatre fois et le groupe de travail huit fois. Il est question d'un Protocole de coopération commune régulant les principes pour les relations entre les parties. De plus, afin d'apporter des solutions pratiques et concrètes aux problèmes rencontrés sur le terrain, un Conseil de coordination au niveau des ministres adjoints des pays membres a été mis en place. L'institution en question est un mécanisme de résolution de problèmes. Dans le cadre du mémorandum d'accord des ports-frères, signé entre les ports de Bakou, Aktau et Samsun, l'objectif visé est l'augmentation du flux de cargaison entre les ports-frères et

¹¹²⁸ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.sesric.org/event-detail.php?id=1459>, consulté le 17 septembre 2018.

l'accélération de la circulation sur la mer Caspienne d'une manière régulière. Le port Kurik au Kazakhstan a fait récemment partie de ce mécanisme. Il est aussi question de l'inclusion, en Turquie, d'un port situé au bord de la Méditerranée. Ce processus des ports-frères réunit les représentants du secteur privé et les dirigeants des ports. Par ailleurs, le port de Turkmenbashy a aussi été invité au processus des ports-frères suite à la demande des chefs d'État du Conseil turcique. En effet, les négociations entre les autorités portuaires, guidées par le secrétariat au sujet de l'organisation de navettes régulières et prévisible entre les ports de Bakou et Aktau dans la mer Caspienne sont encore à l'ordre du jour. De plus, les pays membres ont consenti à la préparation d'un tour commercial démonstratif le long du corridor Trans-Caucasie pour tester son efficacité et sa rentabilité. Le Conseil turcique a conclu un partenariat avec le port maritime de commerce internationale d'Aktau en organisant une session sur les perspectives national et international pour le développement de logistique infrastructurel le long du corridor trans-caspien dans le cadre de premier conférence et d'exposition des ports caspiens. L'établissement des zones de libre-échange tout au long du couloir de transport trans-caspien dans le but d'accroître le montant des cargos a marqué cette session qui s'est focalisée sur les projets d'infrastructures des pays membres. Ainsi, le Conseil turcique contribue à la prise de conscience sur la rentabilité économique de ce corridor et prend des mesures pour le rendre plus effective priorisant le fait que les pays turcophones augmentent leur coopération régionale le long de cette route.¹¹²⁹

Mis à part ces initiatives, le Conseil turcique déploie les efforts nécessaires pour une participation totale de tous les pays régionaux dans le processus de coopération des transports pour l'obtention des bénéfices communs.¹¹³⁰ À titre illustratif, la Turquie a, suite aux efforts du secrétariat, pris part, le 7 novembre 2014, au « Traité pour l'établissement d'un comité de coordination sur l'itinéraire de transport international Trans-Caucasien », signé entre le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. La Chine a aussi signé le dit document et avec les efforts conjoints des parties signataires, l'essai de conduite du premier conteneur en départ de la Chine allant en Azerbaïdjan passant par la

¹¹²⁹ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹¹³⁰ Pour plus d'information sur le dit-processus voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/transport_10/ministerialwg-meetings_11, consulté le 21 mai 2019.

Kazakhstan s'est réalisé avec succès.¹¹³¹ Avec le passage de la mer Caspienne qui dura 6 jours, il a été possible de constater que le volume du commerce entre l'Ouest et l'Est s'est accru considérablement et que le choix de ce couloir contribuerait à ranimer d'un point de vue commercial l'itinéraire historique de la Route de la Soie.¹¹³² D'ailleurs, selon les recherches, il a été prévu que par l'utilisation de ce corridor centralisé, le produit intérieur brut des pays régionaux augmenterait de 16-17%, cette proportion atteindrait les 50% d'ici l'an 2020 et qu'elle réduise de 30 à 35% le coût de transport des biens dans plusieurs domaines par rapport au transport maritime.¹¹³³

L'importance du dit-couloir a été visible notamment après la crise de l'avion entre la Turquie et la Russie suite à la violation de l'espace aérien de la Turquie par la Russie. Dans cette perspective, suite aux initiatives de l'association internationale des transporteurs (UND) située en Turquie, en relation étroite avec le Conseil turcique, les semi-remorques turcs, qui se sont vus interdits le passage par la Russie pour aller au Kazakhstan et au Turkménistan, ont atteint leur destination finale en traversant la mer Caspienne avec les bateaux Ro-Ro. Il a été question d'une réduction de 40% sur les frais de transit des semi-remorques allant en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et au Turkménistan et de 20% au transport avec les bateaux Ro-Ro traversant la mer Caspienne.¹¹³⁴ Les efforts déployés par le Conseil turcique pour mettre en avant le transport sur la mer Caspienne ont permis de transformer une crise en une opportunité.¹¹³⁵

¹¹³¹ Un bien produit à l'ouest de la Chine est transmis par voie maritime à l'Europe de l'Ouest en passant par le Canal de Suez en 45 jours et en parcourant 20 000 km. Cependant, en préférant la mer Caspienne comme lieu de passage, le même produit sera transmis de 10 à 12 jours, en parcourant 8500 km. S. Frederick Starr (éd.), **The New Silk Roads Transport and Trade in Greater Central Asia**, Upsala: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies, 2007, p. 5-6; Ömercan Kulaklıkaya, « Modern İpek Yolu: Orta Asya'nın Küresel Ekonomiye Açılan Kapısı », **TEPAV**, Değerlendirme Notu, 2013, p. 3-7, https://www.tepav.org.tr/upload/files/1361895321-7.Modern_Ipek_Yolu_Orta_Asya_nin_Kuresel_Ekonomiye_Acilan_Kapisi.pdf, consulté le 4 mai 2019.

¹¹³² Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/Haber-Arsivi/3/1056/2214>, consulté le 5 mai 2019.

¹¹³³ Pour plus d'information sur le sujet voir http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/Van_sunum_20141027_161048.pdf, consulté le 5 mai 2019.

¹¹³⁴ Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.ulasimonline.com/kara-ulasimi/72806/turk-tirlarina-alternatif-guzergahi-hazar-denizi-olarak-belirlendi.html>, consulté le 5 mai 2019.

¹¹³⁵ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

Par ailleurs, le Conseil turcique contribue aussi à l'accroissement de la coopération bilatérale dans le domaine du transport entre les pays membres. À titre illustratif, le Conseil turcique, a réuni, en novembre 2017, au siège du secrétariat à Istanbul, la délégation turque composée des responsables de l'association d'itinéraire international de transport trans-caspien (TITR), la délégation kazakh composée des responsables du points de passage de la frontière Horgos, du centre logistique et du port Kurik ainsi que les responsables du ministère turc des Transports et des Chemins de fer de la République de Turquie (TCDD). À la réunion, un mémorandum d'accord a été signé entre les responsables du point de passage de la frontière Horgos, le centre de logistique et l'UND. Par ailleurs, le Conseil turcique et le TITR ont collaboré pour la représentation de l'itinéraire trans-caucasien à l'exposition logistique des transports internationaux « Logitrans » organisée les 15 et 17 novembre 2017 à Istanbul.¹¹³⁶

Le Secrétariat du Conseil turcique est en contact direct avec les institutions internationales pour accroître la prise de conscience pour les projets nationaux et communs concernant le couloir de transport Trans-Caucasie. Dans ce cadre, le CEE-ONU la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP), le TITR, l'Organisation intergouvernementale pour le transport international par les voies ferrovières (OTIF), l'Organisation de coopération entre les chemins de fers (OSJD) et TRACECA sont les institutions internationales les plus actives sur le sujet. Par exemple, le Conseil turcique a organisé, en collaboration avec le CEE-ONU, en octobre 2015, à Istanbul, une réunion du groupe de travail. De plus, le Conseil a organisé, en mars 2016, en collaboration avec le ministère turc des transports, des affaires maritimes et de la communication et la participation des représentants du secteur privé un « Atelier inter-modal de l'itinéraire Trans-Caspien ». De plus, en assistant aux cérémonies d'ouverture, le Conseil turcique a exprimé son soutien à des projets comme le Pont Yavuz Sultan Selim et Osman Gazi en Turquie, le chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars en Azerbaïdjan et le port Turkmenbachy au Turkménistan.¹¹³⁷

¹¹³⁶ Pour plus d'information sur le dit-processus voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/transport_10_min_isterialwg-meetings_11, consulté le 21 mai 2019.

¹¹³⁷ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.40, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

Dans le cadre de la coopération douanière, dix réunions de groupe de travail et sept réunions au niveau des directeurs des administrations douanières se sont tenues. Le projet de la Route de la Soie-Caravansérail¹¹³⁸ de la Turquie qui englobe aussi les pays membres du Conseil est soutenu au sein de ce domaine de coopération. Ce projet, dans lequel un itinéraire a été désigné, s'occupe de délimiter les normes des frontières douanières sur cet itinéraire, de lister les obstacles aux passages pour ensuite les éliminer dans le cadre de ce projet.¹¹³⁹ En effet, suite aux travaux entamés dans le cadre du Conseil turcique, la Chine a officiellement été invitée à ce projet. De plus, effectuer des visites aux frontières douanières des pays membres, de soutenir la collaboration du secteur privé et public pour leur modernisation ainsi que de mettre au point un voyage organisé de la Route de la Soie moderne sont à l'ordre du jour. De plus, l'expansion et la reconnaissance réciproque de l'« Opérateur économique autorisé » facilitant de plusieurs façons les opérations douanières sont aussi dans l'agenda complet du Conseil. D'ailleurs, l'harmonisation des documents de passage selon les standards internationaux, la mise en place d'une coordination technique concernant l'échange des données entre les administrations douanières, le déploiement des efforts nécessaires dans la lutte contre le commerce illégal, le soutien des nouveaux mécanismes pour la simplification des procédures douanières d'importations/d'exportations font partis des domaines de travail du Conseil. Dernièrement, un mémorandum de compréhension a été signé sur la sauvegarde douanière pour renforcer la coopération à prévenir les crimes douaniers.¹¹⁴⁰

Les visites sur le terrain constituent une étape importante de la coopération douanière. À titre illustratif, une délégation du Conseil turcique constituée des représentants des pays membres et du secrétariat a visité, en septembre 2016, les points de passages situés dans la région de Torugart à la frontière du Kirghizstan et de la Chine et la région de commerce libre Horgos à la frontière du Kazakhstan et de la Chine ainsi que la frontière Altinok entre le Kazakhstan et la Chine. De plus, en octobre 2016, une autre délégation formée des représentants des pays membres et du secrétariat ont visité la

¹¹³⁸ Pour plus d'information sur le sujet voir <https://ab.ticaret.gov.tr/uluslararasi-projeler/ipek-yolu-girisimi-ve-kervansaray-projesi>, consulté le 20 mai 2019.

¹¹³⁹ Ibid.

¹¹⁴⁰ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.23, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

frontière douanière Kapikule à Edirne pour mieux connaître le système de Construction-Exploitation-Transfert (BOT) réalisé dans le cadre de la coopération du secteur privé et public par le ministère de la douane et du commerce de la République de Turquie et la TOBB dans le but de la modernisation des points de passages des frontières. Suite à des visites similaires et aux contacts bilatéraux, de nombreux points de passages des frontières au Kazakhstan ont été modernisés avec la participation de l'entreprise des douanes et du tourisme (GTI) de la TOBB.¹¹⁴¹

Les formations professionnelles réalisées dans le cadre de la coopération douanière jouent aussi un rôle important. La première formation, en date de mars 2015, à Ankara, pour les responsables des institutions douanières de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan et de la Géorgie a porté sur « les opérateurs économiques, le dédouanement et l'analyse de risque ». De plus, en collaboration avec le Comité douanier de la République d'Azerbaïdjan, les ateliers régionaux pour la facilitation des passages de douanes a eu lieu en janvier 2019 à Bakou avec la participation des représentants de la Géorgie.¹¹⁴²

Le Conseil suit de près l'actualité internationale dans le cadre de la coopération douanière. Dans cette perspective, il participe, depuis 2015, aux réunions de l'Organisation internationale de la douane. Aussi, le secrétaire général et les responsables de cette organisation participent aux réunions du Conseil turcique. Dans ce cadre, un atelier régional pour l'utilisation du système d'opérateur économique autorisé par tous les pays membres a été organisé en novembre 2018 en coopération avec cette organisation. Le Conseil turcique participe régulièrement aux ateliers internationaux avec la thématique du rôle des administrations douanières pour le développement et la facilitation du commerce entre les pays situés sur la Route de la Soie. Ainsi, le Conseil turcique défend une coopération complète ici aussi.¹¹⁴³

¹¹⁴¹ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹¹⁴² Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-azerbaycan-cumhuriyeti-devlet-gumruk-komitesi-ve-giz-ile-ortaklasa-olarak-28-ocak-2019-tarihinde-baku%60de-gumruk-gecislerinin-kolaylastirilmasi-konusunda-bolgesel-calistay-duzenlenmistir/3/54/54/5090>, consulté le 20 mai 2019.

¹¹⁴³ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.23, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

À l'analyse des travaux menés dans le cadre de la coopération du tourisme au sein du Conseil turcique, il est possible de discerner les efforts déployés pour le développement de la coopération entre les pays membres et la transformation de la Route de la Soie en un itinéraire touristique préféré. Dans ce cadre, il a été question de la réalisation de quatre réunions ministérielles et de douze réunions de groupe de travail incluant les représentants du secteur privé. La base juridique de cette coopération est assurée par « le Protocole de coopération commune dans le domaine du tourisme entre les pays membres » et « le Protocole de coopération commune entre les institutions conjointes du secteur privé des pays membres ».¹¹⁴⁴ Les travaux menés dans ce domaine se sont focalisés sur la préparation du « voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne », l'introduction du patrimoine de la Route de la Soie dans les pays membres et l'échange d'expérience dans le domaine touristique. Dans ce cadre, le Conseil turcique est en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme au sein de l'ONU et participe à la session annuelle, à Berlin, de la réunion ministérielle de la Route de la Soie de l'Organisation mondiale du tourisme. D'autre part, la participation du secrétaire général du dernier en tant qu'invité d'honneur à la troisième réunion du Conseil turcique des ministres du Tourisme organisé en 2016 à Tcholponata montre le développement des relations entre les deux organisations.¹¹⁴⁵

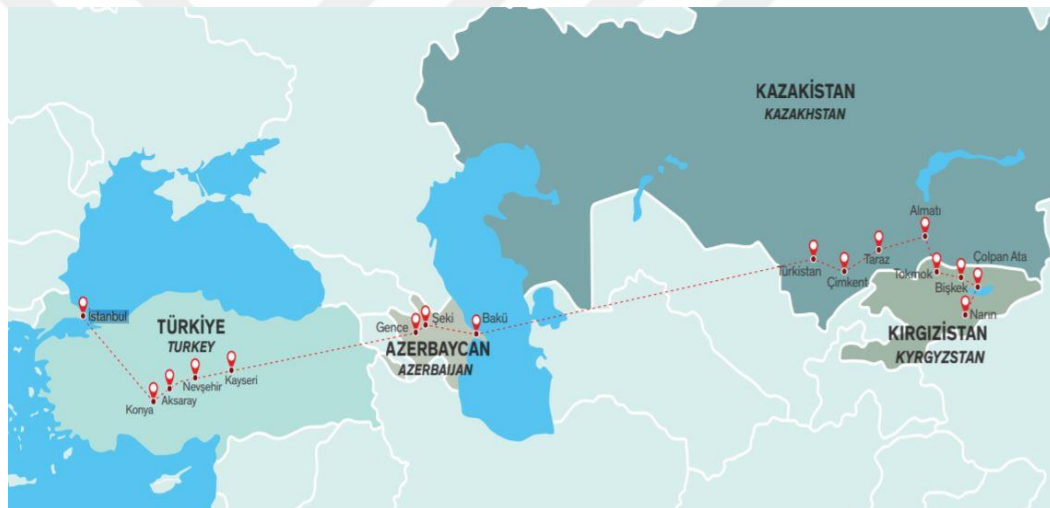
Le voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne est l'un des premiers projets concrets du Conseil. Les décisions prises dans les réunions ministérielles et les groupes de travail ainsi que les visites sur le terrain ont facilité la mise au point d'un itinéraire du voyage organisé. Les visites de terrain ont particulièrement été cruciales pour l'énumération des lacunes. Par ailleurs, en incluant, dès le début, le secteur privé, cela a contribué à la collaboration du secteur privé et public. L'application du projet a été possible avec le mémorandum d'accord fondateur signé dans le cadre d'un consortium du Conseil turcique composé de 11 agences de tourisme des pays membres.¹¹⁴⁶

¹¹⁴⁴ Pour les documents en question voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/isbirligi-anlasmalari/3/694>, consulté le 25 mai 2019.

¹¹⁴⁵ Pour plus d'information voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/tourism_6/ministerialwg-meetings_34, consulté le 26 mai 2019.

¹¹⁴⁶ Kuvanychbek Shadybekov, « The Cooperation Council of Turkic Speaking States: Main Stages and Prospects of Development », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p. 105-106.

Les dits-opérateurs de voyage organisé ont apposé leur signature au document intitulé « les codes internationaux d'éthiques de l'Organisation mondiale du tourisme », document considéré comme une carte de route pour un tourisme durable et responsable. En se réunissant régulièrement, les agences de tourisme ont eu l'occasion de s'informer sur les systèmes des autres pays. Par ailleurs, en tant qu'initiative importante pour l'application du projet, « la carte routière de la stratégie de communication du voyage organisé de la Route de la Soie moderne adoptée en 2016 par les ministres du tourisme », a été renouvelée pour la période 2019-2020 à l'occasion de la réunion ministérielle de 2018.¹¹⁴⁷



Carte 4. Les destinations du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne du Conseil turcique

Source : *Turkish Airlines Skylife Magazine*

Suite aux délibérations entre le secrétariat du Conseil turcique et les pays membres, il a été convenu qu'au sein du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne prendront place Istanbul, Konya, Aksaray, Cappadoce et Kayseri pour la Turquie; Ganja, Shaki, Qobustan ve Bakou pour l'Azerbaïdjan; Almaty, Turkistan, Chymkent, Taraz, Bichkek, Tokmok, Naryn et Issyk Koul (Tcholponata) pour le Kirghizstan. Le dit-voyage a été conçu à l'image des exemples dans les Baltiques et les Balkans, utilisant les moyens de transports routiers, aériens et ferroviaires allait durer 15 jours, soit en un grand itinéraire

¹¹⁴⁷ Pour les décisions de la quatrième réunion des ministres du tourisme du Conseil turcique voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-turizmden-sorumlu-bakanlar-toplantisi-astana%60da-basariyla-gerceklestirilmistir/3/54/54/4845>, consulté le 25 mai 2019.

soit en deux ou trois petits itinéraires. Ses destinations ont été déterminées à la suite des visites de terrain à chaque pays membre ou les experts ont mené une analyse de capacité touristique. Par ailleurs, le site web¹¹⁴⁸ présentant le voyage organisé commun qui a été préparé par le secrétariat du Conseil turcique donne de l'information sur son arrière-plan.

Le travail considérable de présentation de ce projet, considéré comme un projet exemplaire de la coopération, remonte à 2017, avec la participation de 59 journalistes, durant les mois d'avril et de mai 2017. 16 différents pays comme les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, l'Iran, le Singapour, la France, l'Allemagne, l'Autriche, le Qatar, la Pologne, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie y ont participé. En collaboration avec *Air Astana* et la compagnie aérienne d'Azerbaïdjan, *THY* a sponsorisé les visites de promotion de ce projet soutenu par le fond national de promotion de la République de Turquie, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Tourisme. À l'insu de ces initiatives, de nombreux articles ont été rédigés et les chaînes de télévision y ont accordé une place particulière.¹¹⁴⁹

Avec l'initiative du secrétariat du Conseil turcique, un article sur le voyage organisé de la Route de la Soie moderne a été publié dans la revue *SkyLife* de *THY*.¹¹⁵⁰ Grâce à cet article, qui fit la une, le dit-projet a été connu par un large public de 5 millions en 1 mois. De plus, dans le cadre d'une entente entre le Conseil turcique et le ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie, il a été convenu qu'un stand sera réservé au secrétariat pour la présentation du voyage organisé en commun de la Route de la Soie moderne à l'occasion des expositions en Turquie et aux expositions internationales auxquelles la Turquie participerait. Dans ce cadre, depuis 2018, le voyage organisé commun a été promu dans plusieurs expositions internationales, d'Istanbul à New York en passant par Shanghai. Il est prévu de poursuivre ces activités de promotion en 2019 aussi. De plus, le secrétariat du Conseil turcique présente le dit-projet dans les réunions de l'organisation internationale du Tourisme de l'ONU, le SESRIC et l'OCE.

¹¹⁴⁸ Pour le site web en question voir <http://www.modernsilkroadtour.com/>, consulté le 25 mai 2019.

¹¹⁴⁹ Pour illustrer les nouvelles concernant les voyages organisés voir <https://www.turizmgunlugu.com/2017/05/28/modern-ipek-yolu-ortak-tur-paketi-projesinin-tanitim-turu-tamamlandi/>, consulté le 25 mai 2019.

¹¹⁵⁰ Eli Hadzhieva, « Silk Road, Revived », *SkyLife Magazine*, Issue: Avril, 2018, <https://www.skylife.com/en/2018-04/the-silk-road-revived>, consulté le 25 mai 2019.

Dans le cadre de l'entente entre le secrétariat du Conseil turcique et TRT Avaz, un documentaire présentant l'itinéraire du voyage organisé de la Route de la Soie moderne a été préparé par le dernier. Ce documentaire a été visionné par les ministres des Affaires étrangères à l'occasion du sommet de Tcholpanata.¹¹⁵¹ Le Secrétariat organise aussi des expositions de photographies pour présenter le riche patrimoine culturel situé sur l'itinéraire de la Route de la Soie. À titre illustratif, sous l'égide de la Turquie, l'UNOSSC, à l'occasion de l'exposition mondiale de développement sud-sud organisée à Antalya en novembre 2017, a réalisé une exposition de photographie pour une prise de conscience de Route de la Soie en tant qu'itinéraire attrayant du tourisme. Des expositions similaires ont aussi eu lieu dans les pays membres et à l'occasion des réunions de l'UNESCO.¹¹⁵²

Mis à part les dits-efforts pour la promotion du voyage organisé de la Route de la Soie moderne, le secrétariat prend des mesures afin de le rendre intéressant et rentable. À cet égard, il est crucial que les compagnies aériennes donnent leur soutien au voyage organisé en commun. Ainsi, le secrétariat continue les négociations avec le *THY* pour obtenir la garantie de la vente des sièges au plus bas prix. Par ailleurs, il œuvre aussi pour inclure les villes de l'Ouzbékistan, autre pays turcophone qui se trouve au cœur de la Route de la Soie. En prenant en considération tous ces critères, il en ressort qu'il est de l'intérêt des pays membres de soutenir les initiatives du secrétariat et de déployer tout le personnel du secteur privé et public à cette fin. En effet, grâce au projet de la Route de la Soie moderne, il est prévu d'une part que les pays turciques connaissent davantage leur patrimoine culturel et historique commun et d'autre part une entrée importante de touristes en provenance des pays tiers est attendue. Selon les données de l'Organisation du tourisme de l'ONU, si l'on considère qu'un emploi sur dix concerne le tourisme et que 10% du PIB mondial provient des revenus touristiques¹¹⁵³, ce dit-projet devrait accroître les revenus économiques des pays membres et développer la coopération économique dans la région.

¹¹⁵¹ Pour plus d'information voir <http://www.turkkon.org/en-US/promotional-film-of-the-turkic-council-modern-silk-road-joint-tour-package-is-launched/301/352/352/4877>, consulté le 25 mai 2019.

¹¹⁵² Pour plus d'information voir https://www.turkkon.org/en/isbirligi-alanlari/tourism_6/ministerialwg-meetings_34, consulté le 26 mai 2019.

¹¹⁵³ Pour les données en question de l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU voir <http://www2.unwto.org/content/why-tourism>, consulté le 26 mai 2019.

Le voyage organisé de la Route de la Soie moderne est en même temps un projet de développement contribuant aux objectifs de développement durable. Dans ce cadre, par l'intermédiaire du Conseil turcique, les fonctionnaires du ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie ont donné, en 2019, une formation à 1000 personnels des autres pays membres du Conseil travaillant dans le secteur du tourisme dont plus de la moitié était composée de femmes. Ces formations professionnelles sont désignées comme exemplaires par les branches concernées de l'ONU. Ainsi, dans le rapport conjoint du Conseil turcique et de l'UNOSSC intitulé « Le Sud-Sud en action, le Conseil turcique : Comment le Conseil turcique instrumentalise la coopération Sud-Sud pour promouvoir le développement régional et global », cette formation est considérée une réussite importante. Ainsi, dans leur entretien, les personnes ayant reçu cette formation ont admis que leur chance de trouver du travail a augmenté après avoir y participé.¹¹⁵⁴

En tant que nouveau projet, le Conseil travaille pour l'établissement d'un système de visa commun applicable au voyage organisé de la Route de la Soie moderne. Dans ce cadre, « le visa de la Soie », prévu pour 2019 et accepté par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, permettant le passage d'un pays à l'autre avec seulement un visa est une étape importante dans le développement de la coopération et du potentiel touristiques de la région. Le Tadjikistan et le Kirghizstan sont en faveur du visa de la Soie et le Turkménistan souhaite y participer. Le Kazakhstan a proposé à l'Azerbaïdjan et à la Turquie d'y participer aussi.¹¹⁵⁵ Les pays membres du Conseil turcique continuent les débats pour la mise en place d'un visa commun.¹¹⁵⁶ Le Conseil a aussi initié en collaboration avec l'OCE le projet des « capitales touristiques » par lequel chaque année une ville des pays membres de ces organisations obtiendra ce statut et les activités pour promouvoir son potentiel touristique de seront menées pendant l'année en cours.¹¹⁵⁷

¹¹⁵⁴ Astrid Schnitzer-Skjonsberg, **South-South in Action, Turkic Council: How the Turkic Council uses South-South Cooperation to Promote Regional and Global Development**, New York: UNOSSC Publications, 2017, p.37-39, <https://www.unsouthsouth.org/2017/09/25/the-cooperation-council-of-turkic-speaking-states-the-turkic-council-2017/>, consulté le 19 mars 2019.

¹¹⁵⁵ Abdrasul İsakov, « Türk Dünyası İpek Vizesi », **ANKASAM**, 11 février 2019. <https://ankasam.org/turk-dunyasi-ipek-vizesi/>, consulté le 30 mai 2019.

¹¹⁵⁶ Baghdad Amreyev, « Building Momentum: The Turkic Council begins a new decade », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p.32.

¹¹⁵⁷ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

En regardant de près les efforts de coopération concernant les technologies de l'information et de la communication et les domaines de l'énergie alternative, il est à noter que ces deux sujets sont secondaires en comparaison avec les autres sujets du ressort de l'économie. Concernant la coopération sur les technologies de l'information et de la communication, quatre réunions de groupe de travail et trois réunions ministérielles ont été réalisés. De plus, une réunion ministérielle *ad hoc* a été organisée en septembre 2019 à Budapest en marge de la conférence internationale de l'Union internationale des télécommunications. À l'ordre du jour dans cette domaine de coopération figure la cyber-sécurité, le développement du projet « le réseau d'information à haute vitesse trans-eurasie (TASIM) », la fortification de l'infrastructure fibre optique dans la région, l'application des services satellites et l'e-gouvernement. La reconnaissance réciproque du certificat de cyber-signature par tous les pays membres, le développement des applications mobiles en commun dans le cadre des données ouvertes sur les domaines comme le tourisme, le commerce et l'éducation constituent les autres sujets de cette coopération. Par ailleurs, le secrétariat du Conseil turcique participe aux forums internationaux dans les autres pays et dans la région concernant les systèmes de communication et de télécommunication.¹¹⁵⁸

À propos de la coopération dans le domaine de l'énergie alternative, une réunion du groupe de travail a été réalisée jusqu'à présent. À l'ordre du jour figure la coopération en énergie renouvelable avec les centrales éolienne, solaire et hydraulique en tête, le développement des moyens d'investissement dans les pays membres, le partage des connaissances dans la formation des ingénieurs nucléaires, l'infrastructure nucléaire et l'extraction d'uranium. En outre, le secrétariat du Conseil turcique a participé au 23^{ème} congrès mondial de l'énergie organisé en 2016 à Istanbul, au 4^{ème} sommet international des centrales nucléaires organisé en 2017, à la réunion ministérielle de « la résolution des problèmes de l'énergie durable » organisée à Astana en 2017 et enfin au « 8^{ème} forum international de l'énergie pour le développement durable ». Aussi, le secrétariat a

¹¹⁵⁸ Jeyhun Aliyev, « Turkic Council hails Trans-Caspian Fiber Optic line », **Anadolu Ajansı**, <https://www.aa.com.tr/en/science-technology/turkic-council-hails-trans-caspian-fiber-optic-line/1652342>, consulté le 21 novembre 2019.

participé à des activités dans le cadre de l'Expo 2017 d'Astana pour thème essentiel « l'énergie future ». De plus, il a organisé des activités à Astana en marge du dit-Expo.¹¹⁵⁹

Dans le cadre de la coopération économique, il est possible de discerner une collaboration avec l'ONU et les autres institutions, non seulement dans les domaines de l'économie mais aussi du transport, de la douane, du tourisme et des énergies alternatives. En prenant en considération le fait que l'économie apparaît comme un « fil conducteur » pour le développement de la coopération économique régionale, il est possible d'admettre que la réalisation imminente de ces projets contribuera de façon considérable à la régionalisation. Dans ce cadre, tel qu'il est précisé dans les rapports onusiens, les programmes de formation professionnelle et de développement de la capacité institutionnelle sont vraiment importants. Le rôle à jouer par le Conseil turcique consiste à soutenir la coopération non seulement régionale mais aussi bilatérale entre les pays membres. Pourtant, la nécessité de mettre en place plus de projet commun comme le voyage organisé de la Route de la Soie moderne est flagrante. C'est pourquoi, il semblerait décisif que le Conseil turcique concrétise les initiatives dans le domaine de la coopération économique et finalise, au plus vite, les projets en cours.

c-La coopération dans les domaines éducatif, culturel et humain

Le Conseil turcique continue d'œuvrer pour accroître la coopération entre les pays turcophones en agissant dans les domaines culturels, éducatifs et humains. À cette fin, la coopération éducative est perçue par le Conseil turcique comme un investissement pour le futur. Dans ce cadre, les ministres de l'Éducation se sont réunis cinq fois et le groupe de travail sept. Un des sujets concernant la coopération porte sur la préparation de livres de cours en commun sur l'histoire, la géographie et la littérature. Par exemple, les responsables du secrétariat du Conseil turcique, ont, pendant dix jours, présidé les dernières négociations entre les historiens et les experts des pays turcophones concernant le livre d'histoire turcique préparé par l'Académie turcique et couvrant la période allant de l'Antiquité au 15^e siècle. Les livres de cours en commun ont depuis le début été à

¹¹⁵⁹ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.65-67, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

l'ordre du jour des ministres et des groupes de travail dans le cadre de la coopération éducative du Conseil turcique. Comme résultat des efforts fournis dans ce domaine de coopération, le cours de l'histoire turcique commune est devenu, pour les collégiens, un cours facultatif à partir de la période 2018-2019 en Turquie. En effet, le cours en question a aussi été intégré à leur programme hebdomadaire.¹¹⁶⁰ Ainsi, environ 30 mille élèves turcs ont choisi ce cours pendant cette période.¹¹⁶¹ Le contenu du livre d'histoire turcique commun est maintenant à l'étape de l'analyse finale par le ministère turc de l'éducation nationale. Par ailleurs, le livre projet, a commencé à être enseigné comme matériel de cours optionnel au Kazakhstan. La version finale du livre doit être approuvée par les ministres de l'Éducation des pays membres. Ainsi, il s'agit là d'un retard pour la finalisation du dit-livre comme les parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur tous les aspects à cause de certaines différences concernant la compréhension de leur histoire nationale. Pourtant, il est vrai que les efforts déployés pour l'écriture d'un tel livre commun ont engendré, pour la première fois, la mise en place d'un cours spécial sur l'histoire commune des peuples turcophones au sein du programme éducatif de certains pays membre du Conseil turcique.¹¹⁶²

Un autre sujet concernant la coopération éducative porte sur l'échange des étudiants de collège et lycée, en place depuis 2016. Les programmes d'échange, offrent la possibilité aux jeunes des pays turcophones de découvrir les valeurs culturelles en commun et les similitudes au niveau de la langue. Suite à la réussite de ce projet, il a été question de mettre en place un programme pour les professionnels de l'éducation. Un programme unique de jumelage d'écoles pour les élèves de l'école primaire et secondaire ainsi que du lycée des pays membres est aussi à l'ordre du jour du Conseil turcique dans le but de susciter la coopération entre les nouvelles générations des pays turcophones dès un âge plus jeune.¹¹⁶³

¹¹⁶⁰ Selma Kasap, «Türk dünyası, Türk tarihi dersinde buluşacak», **Anadolu Ajansı**, 3 avril 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/egitim/turk-dunyasi-turk-tarihi-dersinde-bulusacak-/1106708>, consulté le 15 juin 2019.

¹¹⁶¹ Pour plus d'information voir https://www.turkkon.org/en/haberler/fifth-meeting-of-the-ministers-of-education-of-the-turkic-council-convened-on-15-march-2019-in-bishkek_1774, consulté le 15 juin 2019.

¹¹⁶² Entretien avec Madame Zhyldyz Uzakova, directrice de projet au Conseil turcique et diplomate kirghize, le 25 octobre 2019, Istanbul.

¹¹⁶³ « Türk Konseyi Eğitim Bakanları Beşinci Toplantısı Bışkek'te düzenlendi. » **Kabar Haber Ajansı**, le 16 mars 2019, <http://kabar.kg/tur/news/turk-konseyi-e-itim-bakanlar-be-inci-toplant-s-bi-kekte-duzenlendi/>, consulté le 2 juin 2019.

L'Union des universités turcophones créée en 2013 au sein du Conseil turcique apparaît comme un projet concret pour la coopération universitaire.¹¹⁶⁴ Dans ce cadre, suite aux suggestions des pays membres, il a été convenu qu'une Assemblée générale se tiendra tous les deux ans dans le cadre du processus des universités. L'Université présidente¹¹⁶⁵ est élue par les pays membres et les membres de l'Union des universités turcophones, dont les travaux sont coordonnés par le secrétariat du Conseil turcique. Les membres sont passés de 18 à 22 en 2019.¹¹⁶⁶ Dans ce cadre, cinq réunions au niveau des recteurs et recteurs adjoints et 4 réunions de l'Assemblée générale ont vu le jour. De plus, durant la présidence de l'Université turco-kirghize de Manas, le site d'internet de l'Union a été créé diffusant les activités menées en coordination avec le Conseil turcique.¹¹⁶⁷

Le mécanisme essentiel de l'Union des universités turcophones porte sur le programme d'échange des académiciens et universitaires, intitulé le processus d'Orkhon.¹¹⁶⁸ Durant la préparation de la législation du dit-processus, le processus de Bologne en Europe et d'autres mécanismes similaires ont été analysés, des visites sur le terrain ont été réalisées et des rapports détaillés ont été rédigés par le secrétariat du Conseil turcique. De plus, des ateliers concernant le processus de Bologne, Erasmus Plus et le système de transfert des crédits européens ont été effectifs. Suite à l'adoption de la régulation du processus d'Orkhon, les parties ont réalisé, durant l'année académique 2017-2018, le premier programme d'échange en guise d'avant-projet. Il a été question

¹¹⁶⁴ Osman Mert, « Türk Konseyi Türk Üniversiteler Birliği ve Türk Üniversiteler Birliği I. Genel Kurulu », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, No : 53, 2015, p.281-289.

¹¹⁶⁵ L'Union des universités turcophones est dirigée selon un système de présidence. L'Université Atatürk de Turquie a été la première université chargée de la présidence entre 2013 et 2016. Entre 2016 et 2018, l'Université turco-kirghize de Manas était responsable de cette fonction. Depuis 2018, pour une durée de deux ans, l'Université internationale turco-kazakhe d'Ahmad Yasawi est responsable.

¹¹⁶⁶ Les universités fondatrices de l'Union sont : l'Université publique de Bakou en Azerbaïdjan, l'Université de médecine d'Azerbaïdjan, l'Université d'architecture et d'ingénieur d'Azerbaïdjan, l'Université nationale Al-Farabi au Kazakhstan, l'Université publique d'Eurasie L.N. Gumilyov, l'Université internationale turco-kazakhe d'Ahmad Yasawi, l'Université Nazarbaïev, l'Université nationale kirghize de Yusuf Balasaguni, l'Université des sciences humaines de Hüseyin Karasaev à Bichkek, l'Université internationale de Kirghizstan, l'Université turco-kirghize de Manas, en Turquie l'Université d'Istanbul, l'Université d'Ege, l'Université Atatürk, l'Université Osman Gazi d'Eskisehir. Depuis 2014, l'Union s'est élargie. En 2016, l'Université Bitlis Eren de Turquie a joint l'Union. En 2018, l'Université des langues d'Azerbaïdjan, l'Université Dosmukhamedov Atyrau de Kazakhstan et l'Université publique Och au Kirghizstan sont devenus les nouveaux membres de l'Union. En 2019, l'Université de Gazi, l'Université Ömer Halisdemir de Niğde, Université de Cappadocia de Turquie et l'Université de Szeged de Hongrie ont participé à la dite-Union.

¹¹⁶⁷ Pour le site web en question voir <http://turkunib.org/en/>, consulté le 3 juin 2019.

¹¹⁶⁸ Mert, op. cit., p.281-289.

d'atteindre 43 personnes des départements des relations internationales et des sciences sociales. Durant l'année académique 2018-2019, le programme de Turcologie a aussi été inclus à ce programme d'échange. Jusqu'à présent, 155 étudiants ont participé à ce programme d'échange.

L'Union des universités turcophones appartient un sous-mécanisme de coopération qui est le Conseil des étudiants dans lequel les jeunes des universités de l'Union sont représentés. Créé en 2016, ce Conseil organise des conférences et activités similaires pour une prise de conscience du Conseil turcique, commémore les personnalités chères au monde turcique et présentent aux jeunes turcophones les valeurs communes. En outre, les tournois de sports, au sein de l'Union des universités turcophones, sont un autre moyen de développer les relations mutuelles entre les jeunes universitaires ressortissants des pays turcophones. Aux jeux organisés en 2017, par l'Université turco-kirghize de Manas, l'ancien président de l'Union, 300 sportifs des pays membres y ont participé. L'Université internationale turco-kazakhe d'Ahmad Yasawi en tant que le président actuel de l'Union a initié le premier festival de culture et d'art du monde turcique comme une activité de l'Union réalisé en avril 2019.

Les travaux menés dans le cadre du Conseil, portant sur le domaine éducatif, allant du collège au lycée voire jusqu'à l'université, sont vraiment importants pour que les jeunes prennent conscience des valeurs communes qui les relient et se connaissent davantage. Il va de soi que tous ces projets de collaboration dans le domaine de l'éducation contribuent positivement au développement de la régionalisation entre les pays turcophones.

Dans le domaine éducatif, le Conseil turcique s'est aussi engagé pour la préparation d'un alphabet commun et d'une langue de communication commune pour les pays turcophones, projet qui remonte aux années 1990. À cet égard, il a été convenu de mettre en place un Comité de terminologie commune au sein du Conseil turcique. En effet, dans la partie de coopération culturelle de la déclaration de Bichkek datée de 2012, il a été décidé que les chefs d'État considéreraient, jusqu'en 2013, les nouveaux mots proposés par un comité de terminologie établi au sein du Conseil turcique. Au cours de l'unique réunion du Comité, les sujets pris en main ont été comme suit : la délimitation des méthodes à suivre durant les travaux pour le développement d'une terminologie

commune, la préparation de différents dictionnaires y compris celui des dialectes turciques et enfin les étapes à suivre pour la mise en place d'une terminologie commune. Dans ce cadre, parmi les décisions prises figurent d'une part, les verbes et les racines communes à prendre en considération pour la création d'un nouveau terme et d'autre part, les termes à utiliser en commun dans la vie courante et le domaine scientifique. Dans cette perspective, comme mesure il a été décidé que les termes suivants seront utilisés de la sorte : “dikuçak au lieu de helikopter (hélicoptère en turc)”, “ızalıcı au lieu de tarayıcı (le scanner en turc)”, “göçkün au lieu de heyelan” (le glissement de terrain en turc), “kurul au lieu de komite (le comité en turc)” et “keneş au lieu de konsey (le conseil en turc)”. Suite à cette décision, le Secrétariat a aussi commencé à utiliser le terme “Türk Keneşi” en justifiant cette décision par le fait que le mot “conseil” n'est pas d'origine turcophone tandis que le mot “keneş” existe dans les anciens dictionnaires du monde turcophone comme celle de *Dîvânu lugâti't-Türk* en date du 11^e siècle.¹¹⁶⁹

Dans le cadre d'une langue écrite commune, une décision importante concerne l'utilisation de l'alphabet commun adopté en 1991 au « symposium international des alphabets turciques contemporains » organisé à l'Université de Marmara à Istanbul avec un changement de deux lettres par les pays membres du Conseil turcique et sa promotion par l'Académie turcique. Ainsi, le Conseil turcique et l'Académie turcique ont commencé à utiliser ce nouvel alphabet illustré ci-dessous et les termes communs mentionnés ci-dessus. Même le Kazakhstan en a profité durant le passage à l'alphabet latin.¹¹⁷⁰

Aa	Ff	Kk	Öö	Üü
Əə	Gg	Qq	Pp	Vv
Bb	Ğğ	Ll	Rr	Ww
Cc	Hh	Mm	Ss	Xx
Çç	İi	Nn	Şş	Yy
Dd	İi	Ŋŋ	Tt	Zz
Ee	Jj	Oo	Uu	

Figure : L'alphabet commun utilisé par le Conseil turcique et l'Académie turcique
Source : Le Conseil turcique

¹¹⁶⁹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et le premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul.

¹¹⁷⁰ Entretien avec Darkhan Hydyralı, président de l'Académie turcique, le 3 septembre 2019, Issyk Koul.

Un autre sujet élaboré au sein du Comité de terminologie commun était les travaux de toponymie où un effort a été fourni pour que les noms des lieux au sein du monde turcophone soient écrits de façon identique. Il a aussi été décidé d'entamer la rédaction d'un dictionnaire de toponymie où figureraient la définition des noms et des termes géographiques ainsi que le passé historique de ces lieux. Ce processus a visé à contribuer à une meilleure connaissance de la géographie du monde turcophone par les peuples turcophones et à l'échelle mondiale. À la suite de la réunion unique de ce Comité pendant lequel quand même des décisions importantes ont été prises, ce sujet s'est glissé vers l'ordre du jour de l'Académie turcique qui présente une plateforme plus convenable pour ce genre d'étude académique.

Un autre domaine dans le cadre de coopération éducative, culturelle et humaine porte sur la coopération médiatique et informative. À ce sujet, il a été question, jusqu'à présent, de deux réunions ministérielles et de sept groupes de travail. Le protocole de coopération de travail commun et les protocoles de coopération entre les chaînes nationales de télévision, les agences nationales d'informations et les institutions publiques de radiodiffusion constituent la base juridique de la question.¹¹⁷¹ Bien que les ministres concernés aient adopté le document de réflexion pour la création d'une chaîne internationale d'informations turcique similaire à l'Al Jazeera, au France 24 etc., il n'y a eu aucun développement et en raison de son coût économique élevé, le projet a été abandonné.

Dans le cadre de la coopération médiatique et informative, il existe un groupe de contact constitué par les représentants des chaînes nationales de télévision. À titre illustratif, le 16 décembre 2016, au 25^e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan, la chaîne nationale d'Azerbaïdjan, du Kirghizstan et TRT ont diffusé des programmes sur le sujet. Cette politique de diffuser des programmes concernant les pays turcophones est toujours d'actualité. Ainsi, TRT Avaz se lance comme la chaîne commune des peuples turcophone en ouvrant tous ces moyens à l'usage de ses homologues dans les autres pays membres.¹¹⁷² De plus, l'organisation d'un Forum de média attribué au monde turcophone

¹¹⁷¹ Pour les documents en question voir www.turkkon.org, consulté le 20 février 2019.

¹¹⁷² Entretien avec Madame Gökçen Oğan, responsable des affaires extérieures et des projets de TRT Avaz, le 20 février 2019, Ankara.

par TRT Avaz en 2020, suite à dixième anniversaire de la signature du traité de Nakhitchevan établissant le Conseil turcique est à l'ordre du jour. La préparation des documentaires communs sur le patrimoine culturel turcique est aussi l'un des sujets abordés dans le cadre de cette coopération.¹¹⁷³

Les agences nationales d'informations des pays membres participent activement à la coopération multilatérale au sein du Conseil turcique. Dans ce cadre, ces agences accordent une place spéciale dans leur site web aux informations relatives aux institutions du Conseil turcique. De plus, à l'ordre du jour du Conseil turcique figure la mise en place des formations professionnelles dans le domaine des médias et de l'information. Pourtant, malgré les mesures prises, il serait pertinent d'affirmer qu'il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la collaboration dans un domaine si important pour tous les pays turcophones.¹¹⁷⁴

En prenant en considération la population assez jeune des pays membres du Conseil turcique et le rôle important joué par le sport auprès des jeunes, une coopération dans le domaine de la jeunesse et du sport a été mise en place dès 2015. En choisissant comme thème du 6^{ème} sommet du Conseil turcique « la jeunesse et les sports nationaux » le processus de coopération dans ce domaine a été accéléré. À ce titre, il y a eu trois réunions ministérielles et deux groupes de travail ainsi que beaucoup de projets et d'activités.

Une des activités porte sur l'organisation des premiers et seconds jeux mondiaux nomades. Au sommet de Bichkek en date de 2012 il a été décidé que les premiers jeux nomades seront organisés au Kirghizstan. Un comité d'organisation, formé du secrétariat du Conseil turcique et des institutions concernées des pays membres a décidé du choix des jeux et a préparé les régulations sur le sujet. Par ailleurs, la régulation des deuxièmes jeux nomades a été adoptée à la première réunion des ministres de la jeunesse et du sport des pays membres du Conseil turcique, en 2016, à Istanbul. Le Conseil turcique et le Centre international pour la sécurité dans le sport avec lequel le Conseil turcique a un mémorandum de compréhension ont préparé, durant les deuxièmes jeux nomades, un film

¹¹⁷³ Pour plus d'information sur le sujet voir https://www.turkkon.org/tr/haberler/turk-konseyi-enformasyon-ve-medyadan-sorumlu-bakanlar-ve-ust-duzey-memurlari-ikinci-toplantisi-7-mayis-2019-tarihinde-bakude-gerceklestirilmistir_1809, consulté le 21 février 2019.

¹¹⁷⁴ Entretien avec Madame Gökçen Oğan, responsable des affaires extérieures et des projets de TRT Avaz, le 20 février 2019, Ankara.

de promotion des jeux à l'échelle mondiale. Le dit-film a été diffusé dans la presse sportive des pays turques. 400 personnes en provenance de 19 pays ont participé aux premiers jeux, 1400 personnes ressortissant de 62 pays aux deuxièmes jeux et 3000 sportifs de 80 pays aux troisièmes jeux dont l'inauguration a eu lieu un jour avant le 6^{ème} sommet du Conseil turque. Il s'agit là d'une initiative importante pour l'interaction entre les peuples turques.¹¹⁷⁵ Le quatrième de ces jeux, organisé tous les deux ans, est prévu, pour la première fois en dehors du Kirghizstan, en Turquie, en 2020.

Dans le cadre des travaux menés pour ranimer les sports traditionnels du Conseil turque, le Conseil turque soutient les travaux de la confédération mondiale des ethno-sports située en Turquie et participe aux événements organisés. D'ailleurs, en février 2019, un mémorandum d'accord a été signé entre le Conseil turque et cette confédération dans le but de préserver les sports turques. Ainsi, le secrétaire générale du Conseil turque Baghdad Amreyev a reçu le prix d'« Homme d'État » pour ses efforts au développement des sports traditionnels par cette organisation en mars 2019.¹¹⁷⁶

En ce qui concerne les activités sportives, les premiers jeux sportifs universitaires du Conseil turque (Turkic Universiad) ont eu lieu en 2018 avec la participation de plus de 400 sportifs des pays membres dans 7 différentes branches sportives. Les dits-jeux qui seront organisés tous les deux ans, dans un autre pays membres du Conseil turque sont diffusés en direct sur la chaîne nationale de l'Azerbaïdjan. C'est l'occasion de réunir les jeunes sportifs partageant un patrimoine historique et culturel en commun. Cela constitue une étape importante pour renforcer les liens de fraternité et d'amitié entre les jeunes des pays membres du Conseil turque. À titre illustratif des autres jeux sportifs, dans le cadre de l'Union des universités turcophones, en plus du tournoi sportif universitaire organisé au Kirghizstan en 2017, l'Azerbaïdjan a été l'hôte, en 2017, du premier tournoi de kick bocks des pays membres du Conseil turque.¹¹⁷⁷

¹¹⁷⁵ Shadybekov, op.cit., p. 103-105.

¹¹⁷⁶ Pour plus d'information sur le sujet voir [http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-ve-dunya-etnospor-konfederasyonu-5-subat-2019-tarihinde-istanbul%E2%80%99da-bir-mutabakat-zapti-\(mou\)-imzalamistir/3/54/54/5096](http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-ve-dunya-etnospor-konfederasyonu-5-subat-2019-tarihinde-istanbul%E2%80%99da-bir-mutabakat-zapti-(mou)-imzalamistir/3/54/54/5096), consulté le 5 septembre 2019.

¹¹⁷⁷ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.48, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

Les camps internationaux de jeunesse du Conseil turcique sont un autre mécanisme important. Plus de 1000 jeunes en provenance des pays membres et des pays de la région ont participé aux camps organisés quatre fois en Turquie et au Kazakhstan. Ces camps contribuent à une prise de conscience du patrimoine historique et culturel commun ainsi qu'à fortifier les liens entre les jeunes turcophones. De plus, en 2016 et en 2018, en Azerbaïdjan et au Kirghizstan, ont été organisés des festivals avec la participation des jeunes ressortissants des pays turcophone et non-turcophones de la région. Dans ces festivals des réunions de tables rondes ont été organisées offrant aux jeunes la possibilité de discuter des problèmes communs de la région.¹¹⁷⁸

Un autre mécanisme important dans ce domaine de coopération est certes la plateforme de jeunesse mise en place à l'issue des décisions prises au cours des réunions des ministères de la Jeunesse et du Sport du Conseil turcique. Sa réglementation a été adoptée en 2017 au cours de la deuxième réunion ministérielle. L'objectif de cette structure, formée en suivant l'exemple de celles en Europe, est d'accroître la coopération et la coordination entre les jeunes ressortissants des pays membres par le biais de différents projets et activités tout en réunissant les jeunes sous un même toit pour leur offrir la possibilité de représentation. Cette plateforme composée des représentants des pays membres se réunit régulièrement avant les réunions ministérielles et possède un mécanisme de Conseil général. Ainsi, le premier assemblé général de la plateforme a été organisé le 13-14 octobre 2019 en marge du 7^e sommet du Conseil turcique.

La première activité de la plate-forme de jeunesse du Conseil turcique, à savoir le premier forum des jeunes dirigeants, a été organisée en novembre 2018, à Nakhitchevan, par le Conseil turcique et le ministère de la Jeunesse et du Sport de l'Azerbaïdjan. Au cours du forum qui a continué par des sessions interactives, il a été question de trouver les moyens de fortifier la coopération entre les jeunes, d'évaluer les attentes des jeunes résidents dans les pays membres, d'émettre des suggestions concernant les activités présentes et futures du Conseil turcique. Suite à la décision du président Nazarbaïev de déclarer l'année 2019, « année de la jeunesse », il est prévu que la collaboration dans le

¹¹⁷⁸ Ibid.

domaine de la jeunesse continue d'accroître dans l'agenda du Conseil turcique.¹¹⁷⁹ Par ailleurs, le deuxième forum s'est tenu en avril 2019 à Turkistan au Kazakhstan avec la participation de plus de 300 jeunes originaires des pays membres.

Le Conseil turcique est en étroite collaboration avec les organisations et les institutions internationales dans le domaine de la jeunesse et du sport. Dans ce cadre, la conférence intitulée « le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent » organisée les 20 et 21 octobre 2016, à Istanbul, par le Conseil et l'UNAOA a joué un rôle crucial. De plus, une réunion de dialogues de la jeunesse a été organisée avec l'UNAOA en décembre 2017 à Istanbul où il a été question d'aborder l'autonomisation des jeunes dans la lutte contre les problèmes sociaux. Par ailleurs, le secrétariat du Conseil turcique participe aux réunions de l'UNESCO aux sujets de la jeunesse. Le Conseil turcique réalise aussi des activités conjointes avec l'ICSS qui travaille pour la protection des valeurs éthiques sportives dans le cadre du mémorandum de compréhension existante entre les deux organisations. Par ailleurs, le Conseil turcique est devenu, en 2016, un membre fondateur de l'Alliance mondiale pour l'intégrité dans le sport qui est une initiative internationale pour la défense de la pureté et de l'intégrité sportives. De plus, un mémorandum de coopération a été signé, en avril 2019, entre le Conseil et le Forum de la Jeunesse de l'OCI. Les activités du Conseil turcique dans les domaines du sport et de la jeunesse sont un moyen de rassembler les jeunes des pays turcophones autour de valeurs communes. Il va de soi que chaque mesure prise dans ce contexte contribue à l'approfondissement de la régionalisation entre les pays turcophones.

Il est évident que sans la volonté des peuples, la volonté de régionalisation des États reste insuffisante. Dans ce cadre, tous les projets menés à tous les niveaux de l'éducation, au sujet de la terminologie commune, des médias et de l'information ainsi que du sport et de la jeunesse contribuent à développer les liens entre les peuples turcophones. Pourtant, il serait pertinent de questionner l'efficacité des travaux actuels et futurs à ce sujet et leur intériorisation par ces peuples.

¹¹⁷⁹Pour plus d'information sur le sujet voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-genc-liderler-forumu-nahcivan%60da-duzenlendi/3/54/54/5018>, consulté le 12 octobre 2019.

À l'analyse des activités politiques, économiques, éducatives, culturelles et humaines du Conseil turcique, organisation internationale assez jeune puisque la signature du traité fondateur remonte à 2009, il est fort de constater que le degré de régionalité entre les États et les peuples turcophones s'est accru de façon considérable. L'aspect multidimensionnel de ces activités dont le but ultime est la fortification de la coopération régionale fournit un atout important à cette fin. Par conséquent, grâce aux travaux du Conseil, il existe un accroissement considérable de l'interaction régionale entre les institutions étatiques et les peuples de ces pays. Pourtant, chaque mesure prise n'a pas forcément le même effet sur le renforcement de la régionalisation. Il existe tant d'activités et de projets différents dans les trois plans mentionnés ci-dessus qu'il serait justifié de se demander s'ils contribuent de la même façon au renforcement de la régionalisation. De plus, nous constatons aussi que certains projets comme l'établissement d'une chaîne internationale d'informations peuvent être mis de côté à cause de différentes raisons. Face à un tel tableau, l'intériorisation des aspects positifs de la coopération régionale par les peuples turcophones est une condition de la hausse du degré de régionalité. De même, comme mentionné dans la partie théorique de cette thèse, il est aussi nécessaire d'examiner les relations entretenues par le Conseil avec les autres acteurs majeurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région afin de comprendre la façon dont cette régionalisation est évaluée de l'extérieur.

3-La coopération du Conseil turcique avec les autres pays régionaux, extra-régionaux et les organisations internationales

Les relations qu'entretient une organisation régionale avec, en tête, les autres organisations régionales et internationales mais aussi les divers acteurs contribuent au développement de l'« inter-régionalisme » qui à son tour accroît le niveau de régionalisation comme nous l'avons expliqué dans la partie théorique de la présente recherche. Par ailleurs, le développement de la coopération entre une organisation régionale et des organisations internationales permet une progression continue de la coopération régionale et de la coopération internationale. Ceci contribue à développer la coopération entre les différents acteurs régionaux. D'ailleurs, notons que toute collaboration régionale et internationale entraîne la tendance de l'adoption d'une position commune par les pays membres de l'organisation régionale concernée.

Il est bien évident que le développement de l'inter-régionalisme passe avant tout par le développement de la coopération entre les acteurs régionaux. Dans ce cadre, il semblerait pertinent d'observer la progression des relations avec d'abord l'Ouzbékistan, devenu membre du Conseil turcique en 2019 et le Turkménistan, seul pays turcophone qui n'a pas adhéré à cette organisation régionale. En outre, le rapprochement entre le Conseil et la Hongrie en tant que pays situés en-dehors de la région mérite une attention particulière pour voir la position du premier vers l'inter-régionalisme. De plus, dans cette même logique, il semblerait pertinent d'observer les relations qu'entretient le Conseil turcique avec la Russie, la Chine et les États-Unis, trois acteurs importants dans la région avant de se pencher sur ses relations avec les organisations régionales et internationales.

a-L'adhésion de l'Ouzbékistan et la coopération avec le Turkménistan et la Hongrie

L'adhésion, en 2019, de l'Ouzbékistan au Conseil turcique a marqué une nouvelle page pour le Conseil turcique constituant la première étape de l'élargissement au dixième anniversaire de sa fondation.¹¹⁸⁰ Cette année a aussi témoigné du développement des relations avec un autre pays turcophone, à savoir le Turkménistan ainsi que le renforcement des liens avec la Hongrie qui a obtenu, en 2018, le statut d'observateur au sein du Conseil.

Le développement des relations entre le Conseil turcique et l'Ouzbékistan est un exemple pertinent pour analyser comment et pourquoi un pays régional qui a choisi de rester officiellement en dehors du processus de la régionalisation au sein du Conseil turcique a changé de position et a fini par devenir l'un des pays membres. Ce faisant, en 13 ans d'intervalle, l'Ouzbékistan a de nouveau adhéré à une organisation régionale. En effet, l'Ouzbékistan en tant que pays turcophone démographiquement et économiquement puissant a toujours fait partie de ce processus bien que cela fut à une ampleur différente.¹¹⁸¹ En effet, la position stricte de Karimov, l'ancien président ouzbek qui a choisi de distancer le pays de tous les processus de coopération était un facteur dominant

¹¹⁸⁰ Ceyda Acicbe, « Kuruluşunun 10. Yılında Türk Konseyi », **AVİM**, No.: 2019/65, le 9 novembre 2019, <https://avim.org.tr/tr/Yorum/KURULUSUNUN-10-YILINDA-TURK-KONSEYI>, consulté le 20 novembre 2019.

¹¹⁸¹ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, à Istanbul.

pour la non-adhésion du pays au Conseil turcique depuis son établissement. Pourtant, les liens entre l'Ouzbékistan et le Conseil se sont développées avec l'arrivée au pouvoir, en 2016, du président Mirziyoyev.¹¹⁸² À titre illustratif, l'ambassadeur ouzbek en Turquie a joint la troisième session de consultation sur la sécurité au sein du Conseil turcique et pour les réunions ministérielles suivantes qui ont porté sur l'économie et le tourisme, l'Ouzbékistan a été représenté par des hauts-fonctionnaires ouzbeks. Par ailleurs, les diplomates ouzbeks ont, pour la première fois, participé au programme éducatif des jeunes diplomates réalisé en 2018, en Turquie.¹¹⁸³ Il est remarquable que l'Ouzbékistan a essentiellement tenu à être présent au sein des réunions techniques. Les relations entre l'Ouzbékistan et le Conseil turcique ont pris un nouvel élan une fois que le président ouzbek a été convié au sommet Tcholponata des chefs d'État du Conseil turcique en 2018. Pour la première fois, en tant qu'invité du pays hôte, l'Ouzbékistan avait une place au sommet du Conseil turcique et il était représenté par son président. Pourtant le fait que l'Ouzbékistan n'avait pas déposé sa candidature pour devenir membre du Conseil à l'occasion de ce sommet, a été à l'origine d'un sentiment de déception auprès des pays membres. La signature des documents « l'instrument d'adhésion » et « l'instrument de ratification » par le ministre des Affaires étrangères de l'Ouzbékistan le 14 septembre 2019 a renversé cette déception. À cet égard, cet État turcophone est devenu membre de l'organisation suite à l'adoption de son adhésion par les chefs d'État des cinq pays à l'occasion du sommet de Bakou qui a eu lieu le 15 octobre 2019.

Plusieurs paramètres sont à prendre en considération pour mieux comprendre le déroulement des relations entre le Conseil turcique et l'Ouzbékistan. En premier lieu figure la volonté d'une ouverture en politique étrangère avec l'arrivée au pouvoir du nouveau président ouzbek. En effet, Tachkent a fait preuve de volonté à l'égard d'une coopération bilatérale et régionale. Dans ce cadre, l'Ouzbékistan, pays enclavé, a changé son approche dans sa politique vis-à-vis la résolution de ses problèmes avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et le Tadjikistan. L'Ouzbékistan a aussi activement pris position dans la coopération régionale pour tout sujet de sécurité

¹¹⁸² Umida Hashimova, « Uzbekistan Joins the Turkic Council », **the Diplomat**, le 23 septembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/uzbekistan-joins-the-turkic-council/>, consulté le 20 novembre 2019.

¹¹⁸³ « Özbekistan 17 yıl sonra Türk Konseyi Zirvesi'ne katılacak », **Milliyet**, le 2 septembre 2019, <http://www.milliyet.com.tr/ozbekistan-17-yil-sonra-turk-dunya-2735047/>, consulté le 20 novembre 2019.

concernant l'Afghanistan. Cette nouvelle période a également représenté un tournant dans les relations entre la Turquie et l'Ouzbékistan.¹¹⁸⁴ L'arrivée au pouvoir de Mirziyoyev a aussi été l'occasion d'effectuer les visites officielles entre les deux pays interrompues depuis longtemps. À l'ordre du jour de ces visites figurait l'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique. Cette volonté a été renouvelée à l'occasion de la visite du président turc Erdoğan en Ouzbékistan en 2016 et 2018 et pendant la visite du président ouzbek Mirziyoyev en Turquie en 2017.¹¹⁸⁵ Après son entretien avec le président turc, à Tachkent, en avril 2018, le président Mirziyoyev a annoncé que *« le président Erdoğan a fait part de son souhait de voir le drapeau ouzbek flotter au côté des autres drapeaux du Conseil turcique. Nous nous sommes mis d'accord à ce sujet. Dorénavant, le drapeau ouzbek va aussi flotter sur le bâtiment du Conseil turcique en Turquie. Il ne faut pas minimiser cette décision. L'Ouzbékistan va de nouveau participer, après de longues années d'absence, au prochain sommet qui se déroulera à Bichkek. »*¹¹⁸⁶ Face à un tel développement, Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique, a estimé qu'en cas d'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique *« ce premier, de par sa profondeur historique, sa population, son dynamisme, sera d'une grande contribution au Conseil qui continuera à développer ses projets dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la jeunesse et des sports, du tourisme et enfin des transports. L'Ouzbékistan sera une force pour le Conseil qui poursuivra de contribuer à la prospérité et à la paix régionale et internationale »*.¹¹⁸⁷

Suite à la déclaration du président Mirziyoyev concernant leur volonté d'accéder au Conseil turcique, le Secrétariat a effectué une visite à l'Ambassade de l'Ouzbékistan à Ankara et par la suite une délégation technique du Conseil turcique s'est rendue, en juillet 2018, en Ouzbékistan pour discuter des sujets portant sur l'économie et le tourisme.¹¹⁸⁸

¹¹⁸⁴ Jasur Salomov, « Mirziyoyev's Uzbekistan: Toward Openness and Real Democracy », **Centre International de Formation Européenne**, No.6, April 2019, p.8-12, https://www.cife.eu/Ressources/FCK/EUCACIS_Online%20Paper%20No%206%20Salomov_v2.pdf, consulté le 20 novembre 2019.

¹¹⁸⁵ « Özbekistan 17 yıl sonra Türk Konseyi Zirvesi'ne katılacak », **Milliyet**, le 2 septembre 2019,

<http://www.milliyet.com.tr/ozbekistan-17-yil-sonra-turk-dunya-2735047/>, consulté le 20 novembre 2019.

¹¹⁸⁶ « Özbekistan Cumhurbaşkanı Mirziyoyev : Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi'ne katılacağız », **Anadolu Ajansı**, le 4 avril 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/ozbekistan-cumhurbaskani-mirziyoyev-turk-dili-konusan-ulkeler-isbirligi-konseyine-katilacagiz/1131701>, consulté le 25 novembre 2018.

¹¹⁸⁷ « Türk Konseyi'nde Özbekistan memnuniyeti », **TRT Haber**, le 2 mai 2018, <https://www.trthaber.com/haber/dunya/turk-konseyinde-ozbekistan-memnuniyeti-363594.html>, consulté le 15 juin 2018.

¹¹⁸⁸ Pour plus d'information sur la dite-visite voir <http://www.turkkon.org>, consulté le 15 septembre 2018.

Sur la demande de l'Ambassade de l'Ouzbékistan à Ankara et des autorités ouzbeks, le Secrétariat leur a fait part des procédures judiciaires à suivre. Même si l'Ouzbékistan, malgré tous ces développements, n'a pas déposé sa candidature au Conseil turcique à l'occasion du sommet de Tcholponata, les déclarations du président Mirzioïev concernant l'établissement des relations, sur de solides bases, au moment propice, en particulier dans les domaines de l'économie, du commerce, des investissements, du transport, de l'innovation, du tourisme et de la culture, de l'éducation, de la science ont tiré l'attention. À ce titre, dans son discours prononcé à ce sommet, le président Mirzioïev a expliqué que l'Ouzbékistan était prêt à participer aux activités futures du Conseil turcique et qu'il était à leur avantage de contribuer au développement des relations bilatérales avec ce dernier.¹¹⁸⁹ Afin de poursuivre les dites-relations dans le cadre de la carte routière, la première visite du secrétaire général Baghdad Amreyev, les 18 et 19 juin 2019, en Ouzbékistan était d'une portée importante. Cette visite a permis l'établissement de contacts entre le secrétaire général, le ministère du Commerce extérieur et des investissements, le ministère de l'Économie et de l'Industrie, la Chambre de commerce et d'industrie et le Parlement de la République d'Ouzbékistan.

Suite à cette importante visite, le Forum de travail et d'investissement du Conseil turcique s'est réalisé à Tachkent le 5 octobre 2019 avec la participation de 600 hommes d'affaire et de responsables des pays turcophones et de la Hongrie.¹¹⁹⁰ Pour finir, l'Ouzbékistan a participé au sommet de Bakou des chefs d'État en tant que pays membre. À cet égard, le discours prononcé par le président Mirzioïev au cours de ce sommet a marqué l'intérêt mutuel de cette adhésion pour les deux parties.¹¹⁹¹ Pourtant, il est évident que l'émergence de ce pays dans tous les mécanismes de coopération au sein du Conseil turcique prendra du temps.

¹¹⁸⁹ Pour analyser en détail la dite-déclaration voir « Mirziyoev Says Uzbekistan Eager to Join Turkic Council », **RadioFreeEurope**, le 3 septembre 2018, <https://www.rferl.org/a/president-mirziyoev-says-uzbekistan-eager-to-join-turkic-council/29468091.html>, consulté le 15 septembre 2018.

¹¹⁹⁰ « Türk İş ve Yatırım Forumu Taşkent'te yapıldı », **Hürriyet**, le 5 octobre 2019, <http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/turk-is-ve-yatirim-forumu-taskente-yapildi-41344598>, consulté le 20 novembre 2019.

¹¹⁹¹ Ruslan Rehimov, « Türk Konseyi 7. Zirvesi'nde liderlerden önemli mesajlar », **Anadolu Ajansı**, le 15 octobre 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/turk-konseyi-7-zirvesinde-liderlerden-onemli-mesajlar/1614655>, consulté le 20 octobre 2019.

Pour ce qui concerne les relations entre le Conseil turcique et le Turkménistan, autre pays turcophone, il est fort de constater une certaine stagnation jusqu'en 2019. Dans le cadre de son statut de neutralité permanente, le Turkménistan s'est tenu à l'écart de toute coopération régionale, notamment avec le Conseil turcique. Néanmoins, le Turkménistan a toujours été représenté à différents niveaux, y compris celui du chef d'État, aux sommets du Conseil turcique en tant qu'invité du pays hôte. Aussi, le Turkménistan n'a pas manqué de participer aux événements sportifs et aux conférences internationales. Par ailleurs, en réponse à la lettre de félicitations du secrétaire général du Conseil turcique lors du 25^e anniversaire de l'indépendance du Turkménistan, le chef d'État turkmène Gurbanguly Berdimuhamedow a rappelé le statut de neutralité de son pays et a ajouté que « *le Turkménistan apprécie vraiment les perspectives de partenariat à long-terme avec les pays turcophones du Conseil turcique et déclare son engagement pour la garantie de la paix, de la sécurité et du développement durable au niveau global* ». ¹¹⁹²

La dite-déclaration est la preuve concrète d'une possibilité de dialogue pour le développement des relations entre le Conseil turcique et le Turkménistan. D'ailleurs, le Conseil turcique a réitéré sa position de respecter le statut de neutralité du Turkménistan suite à l'acceptation par l'Assemblée générale de l'ONU, le 2 février 2017, de la « Journée mondiale de neutralité ». ¹¹⁹³ Aussi, les hauts responsables du Conseil turcique ont assisté aux célébrations organisées à Merv, désignée en 2015 capitale culturelle du monde turcique par TURKSOY et à la cérémonie d'inauguration du port international maritime Turkmenbachi en mai 2018. Dans le cadre des actions prises pour l'amélioration des relations avec le Turkménistan, Baghdad Amreyev, secrétaire général du Conseil turcique, a effectué, les 10 et 12 juin 2019, la première visite officielle du Conseil au Turkménistan. À l'occasion de cette visite, il s'est entretenu avec Rachid Meredov, ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre de Turkménistan. Ce qu'il faut en retenir c'est l'importance accordée à l'approfondissement des relations économiques. Le ministre Meredov a précisé que le développement des mécanismes économiques et financiers était en harmonie avec la vision du Turkménistan de donner un nouvel élan à la coopération

¹¹⁹² Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹¹⁹³ Pour analyser le dit-message voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-genel-sekreteri-buyukelci-ramil-hasanov%E2%80%99un-12-aralik-turkmenistan%60in-tarafsizlik-gunu-vesilesiyle-mesaji/3/54/54/4450>, consulté le 16 septembre 2018.

économique, commercial et d'investissement aux pays voisinant la mer Caspienne. Suite à cette visite, le secrétariat a participé, le 12 août 2019, au premier Forum économique de la mer Caspienne, organisé par le président Berdimuhamedow, dans la région touristique nationale d'Avaza.¹¹⁹⁴ Pourtant le pays a été représenté au sommet de Bakou au niveau du premier ministre adjoint et non de son président. De toute façon, il est nécessaire de concrétiser la volonté réciproque de coopération entre les parties.

Les visites officielles du secrétaire général du Conseil turcique, durant l'été 2019, en Ouzbékistan et au Turkménistan ont été d'une importance cruciale pour l'obtention de résultats concrets vis-à-vis de l'engagement de ces deux acteurs turcophones dans la régionalisation entre les États turcs. Le fait que l'adhésion de l'Ouzbékistan a coïncidé avec la célébration du dixième anniversaire du Conseil turcique et que les relations avec le Turkménistan se sont développées à cette période sont certes deux données importantes déjà traitées dans la partie théorique de la présente thèse. Ainsi, nous avons déjà mentionné la possibilité de non-adhésion de tous les acteurs de la région aux mécanismes de coopération régionale. Sans pour autant être membre, le développement graduel des relations contribuerait au fur et à mesure à la hausse du degré de « régionalité » par un engagement dans le processus de régionalisation. Ainsi, la détermination du Conseil turcique à développer ses liens soit en invitant les bureaucrates ouzbèkes et turkmènes aux réunions du Conseil, soit en payant des visites à ces pays ont contribué à l'obtention d'un tel résultat.

Tous les efforts déployés depuis l'établissement du Conseil d'une manière cumulative ont abouti à la prise de décision à Tachkent de faire partie de cette organisation régionale. Ainsi, ces efforts ont également motivé le Turkménistan à s'approcher du Conseil avec la perspective d'adhésion ou bien l'obtention du statut d'observateur dans un avenir proche.¹¹⁹⁵ L'engagement renforcé de tous les pays turcophones au Conseil turcique fortifiera sa capacité d'acteur régional et sa manœuvre pour l'inter-régionalisme.

¹¹⁹⁴ Dilara Hamit, « Turkmenistan hosts head of Turkic Council », **Anadolu Agency**, le 13 septembre 2019, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/turkmenistan-hosts-head-of-turkic-council-/1503773>, consulté le 15 octobre 2019.

¹¹⁹⁵ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

Bien que le Conseil turcique entretienne des relations avec la Géorgie pour les douanes et le transport, avec le Qatar dans le domaine du sport et de la jeunesse et avec l'Espagne dans les relations touristiques, le développement rapide des relations avec la Hongrie, pays situé géographiquement en Europe et membre de l'OTAN ainsi que de l'UE, a marqué un tournant important pour l'élargissement de la coopération régionale et le développement de l'inter-régionalisme. L'actuel gouvernement hongrois, au pouvoir depuis 2010, a réitéré, à maintes reprises, l'origine en provenance de l'Asie centrale du peuple hongrois et donc l'importance accordée à l'approfondissement des relations avec les pays de la région dans le contexte de sa politique « ouverture à l'Est ». D'ailleurs, en 2014, la Hongrie a obtenu le statut de pays observateur à TURKPA et en 2017 a posé sa candidature comme pays observateur à l'Académie turcique. Son application pour obtenir le statut d'observateur au sein du Conseil turcique a été acceptée à la réunion des ministres des Affaires étrangères tenue à l'occasion du sommet de Tcholponata en 2018. Le premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré lors de ce sommet que « *les Hongrois sont les descendants des enfants d'Atilla, qu'ils ont des origines hunniques et que le hongrois partage la même origine que les « langues turques* »¹¹⁹⁶. En outre, au sommet de Bakou en 2019 pendant lequel, la Hongrie a obtenu le statut d'observateur au sein de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique, le premier ministre Orbán a réitéré l'importance qu'il attribue à la coopération avec le Conseil turcique dans le cadre des intérêts communs.¹¹⁹⁷ En effet, la participation de la Hongrie en tant que pays observateur montre qu'en plus du critère linguistique, le Conseil se fonde aussi sur d'autres critères comme le partage des origines ainsi que des intérêts communs.¹¹⁹⁸ De plus, cela a ouvert la voie pour la demande du même statut par les autres pays tels que la Finlande et l'Estonie qui parlent les langues ouraliennes comme la Hongrie.¹¹⁹⁹

¹¹⁹⁶ « Prime Minister Viktor Orbán's speech at the 6th Summit of the Cooperation Council of Turkic-speaking States », **Website of the Hungarian Government**, le 6 septembre 2018, <http://www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-orban-s-speech-at-the-6th-summit-of-the-cooperation-council-of-turkic-speaking-states>, consulté le 15 septembre 2018.

¹¹⁹⁷ « PM Orbán: Hungary can offer the Turkic Council a bridgehead to Europe and the EU », **About Hungary**, le 16 octobre 2019, <http://abouthungary.hu/news-in-brief/pm-orban-hungary-can-offer-the-turkic-council-a-bridgehead-tvero-europe-and-the-eu/>, consulté le 20 octobre 2019.

¹¹⁹⁸ Teoman Ertuğrul Tulun, « Macaristan'ın Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi'ne katılımı », **AVİM**, No: 2018/24, le 14 septembre 2018, <https://avim.org.tr/tr/Analiz/MACARISTAN-IN-TURK-DILI-KONUSAN-ULKELER-ISBIRLIGI-KONSEYI-NE-KATILIMI>, consulté le 20 septembre 2018.

¹¹⁹⁹ Ufuk Ulutaş et Oktay Tanrıseven, « The Turkic Council on the 10th anniversary of the Nakhchivan Agreement: A view from Turkey », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p. 117.

La Hongrie a, pour la première fois, pris part aux activités du Conseil turcique, en mai 2015, à Bakou, à l'occasion de l'établissement d'une coopération entre les Centres de recherches de politiques étrangères des pays membres du Conseil. Les représentants hongrois de l'Institut des relations internationales et commerciales étaient présents à la dite-réunion. Les responsables hongrois ont continué à participer aux réunions techniques de coopération, aux manifestations de jeunesse et de sport ainsi qu'aux réunions internationales. De plus, les diplomates hongrois en herbes ont été conviés au programme du Conseil turcique de formation des jeunes diplomates. Aussi, les responsables du Conseil ont été invités au congrès traditionnel de grande touran. Les autorités hongroises ont communiqué, par l'intermédiaire de leur représentation à Ankara et à Istanbul, leur volonté d'approfondir les relations. Dans le cadre du sommet de Tcholponata, au cours de la réunion des hauts fonctionnaires, l'application officielle du Hongrie pour obtenir le statut d'observateur au sein du Conseil turcique a été faite par l'ambassadeur hongrois au Kazakhstan qui est aussi accrédité au Kirghizstan. La Hongrie a officiellement déposé sa candidature le 2 septembre 2018, avant la réunion des ministres des Affaires étrangères pendant le dit-sommet. Le sujet a eu des retombés positifs au sommet des chefs d'État. Par ailleurs, l'organisation en Hongrie de la 5^{ème} réunion du Conseil des ministres du Transport, prévue pour 2020, ainsi que d'autres manifestations du groupe de travail et des ministres sont certes la preuve concrète que la Hongrie, plus qu'un pays observateur aura, dans les années à venir, un rôle actif dans les relations avec le Conseil. Par ailleurs, en avril 2019, l'adhésion de l'Université hongroise Szeged à l'Union des universités turcophones a offert à Budapest l'occasion de faire partie intégrante de la coopération éducative au sein du Conseil.¹²⁰⁰

La visite officielle, effectuée en janvier 2019, à Budapest, du secrétaire général Baghdad Amreyev afin de s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères et du Commerce Péter Szijjártó et le président de l'Assemblée générale László Kövér, représente la première initiative mise en place pour déterminer la carte routière à suivre dans le cadre du statut de pays observateur de la Hongrie. Par ailleurs, les parties ont pris en considération la suggestion de la Hongrie d'ouvrir une représentation du Conseil turcique à Budapest. Le ministre des Affaires étrangères Szijjártó et le président de

¹²⁰⁰ Amreyev, op.cit. p. 29-30.

l'Assemblée Kövér ont précisé qu'une telle délégation aurait des avantages à plusieurs niveaux : non seulement cela contribuerait à fortifier les relations entre le Conseil et la Hongrie mais servirait aussi à approfondir les relations avec l'UE, l'OSCE, le groupe de Visegard ainsi que d'autres institutions européennes et aiderait à renforcer la visibilité du Conseil turcique en Europe. Pendant cette visite, les responsables hongrois ont fait une proposition très importante pour l'avenir du Conseil turcique. À cet égard, ils ont offert l'ouverture d'un office du Conseil à Budapest. Un tel office également coordonnera les relations avec les institutions de coopérations turciques telles que TURKSOY, TURKPA, l'Académie turcique et la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique.¹²⁰¹ Suite aux délibérations, les pays membres du Conseil turcique ont accepté cette proposition hongroise et les parties ont commencé à prendre les mesures nécessaires à cette fin. En attribuant un immeuble qui fera office de bureau, les autorités hongroises ont montré leur détermination à ce sujet.¹²⁰² En peu de temps, l'Office de représentation du Conseil turcique en Hongrie a été inauguré à Budapest le 19 septembre 2019 avec la participation des ministres des Affaires étrangères des pays membres et de la Hongrie. Au cours de la cérémonie d'inauguration, les ministres et le secrétaire général ont souligné le fait que ce bureau constituera un pont non seulement entre le Conseil et la Hongrie mais aussi entre le Conseil et les autres pays et institutions européennes.¹²⁰³

Comme le montre le statut de pays observateur accordé à la Hongrie et les documents fondateurs du Conseil turcique, la coopération régionale initiée au sein du Conseil, loin d'être fermée est tout au contraire inclusive. C'est justement dans cette perspective qu'il faudrait interpréter les relations établies entre le Conseil et la Macédoine du Nord. Dans cette perspective, le ministre responsable des investissements étrangers de la Macédoine du Nord a effectué, en juillet 2019, une visite au Conseil.¹²⁰⁴

¹²⁰¹ Pour plus de détail sur la dite-visite voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/turk-konseyi-genel-sekreteri-baghdad-amreyev-macaristan%60a-resmi-bir-ziyarette-bulunmustur/3/54/54/5080>, consulté le 18 avril 2019.

¹²⁰² Pour l'explication de la Hongrie à ce sujet voir <https://www.haberler.com/cavusoglu-szijjarto-ortak-basin-toplantisi-12011939-haberi/>, consulté le 15 septembre 2019.

¹²⁰³ « Turkic Council inaugurates office in Budapest », **Anadolu Agency**, le 19 septembre 2019, <https://www.aa.com.tr/en/energy/energy-diplomacy/turkic-council-inaugurates-office-in-budapest/26673>, consulté le 25 septembre 2019.

¹²⁰⁴ Pour plus d'information sur la dite-visite voir https://www.turkkon.org/en/haberler/minister-of-state-in-charge-of-foreign-investments-of-north-macedonia-visited-the-turkic-council-secretariat-in-istanbul_1853, consulté le 15 septembre 2019.

De plus, le rapprochement de la République de Corée vers le Conseil turcique en donnant les signaux de demande pour un statut d'observateur est également une preuve que le Conseil aura plus de pays observateur à l'avenir.¹²⁰⁵

Les développements mentionnés ci-dessus concernant l'Ouzbékistan, le Turkménistan et la Hongrie sont importants pour l'acceptation du Conseil turcique comme acteur régional. Ainsi, cela montre qu'avec le renforcement du degré de régionalité entre les pays membres du Conseil turcique celui-ci devient un centre d'attraction pour les autres pays turcophones. Par ailleurs, avec l'adhésion de Tachkent au Conseil et le développement des relations entre le Conseil et le Turkménistan, cette organisation régionale peut se dresser comme un acteur puissant du système international en démontrant sa capacité pour approfondir d'avantage la régionalisation entre les pays turcophones. D'autre part, le statut de pays observateur accordé à la Hongrie constitue une étape importante pour l'aspect extérieur de la régionalisation au sein du Conseil turcique. Cela montre que la Hongrie, en tant qu'acteur en dehors de la région considère le Conseil comme un acteur régional par lequel elle peut développer ses relations avec les pays membres de cette organisation. Le statut de la Hongrie fournit aussi un outil pour le développement de l'inter-régionalisme entre le Conseil et les institutions européennes en représentant un facteur supplémentaire pour le renforcement de la régionalisation entre les pays turcophones.

b-Les liens avec la Russie, la Chine et les États-Unis

L'aspect inclusif de la coopération régionale au sein du Conseil turcique se manifeste aussi dans les relations du Conseil avec la Russie, la Chine et les États-Unis. C'est justement dans ce cadre que le secrétaire général du Conseil turcique a organisé une visite officielle à Moscou en février 2015 et s'est entretenu avec le ministre adjoint des Affaires étrangères russes. Après avoir communiqué les activités du Conseil turcique, il a été question de prendre en main différents sujets y compris l'obtention éventuelle du statut

¹²⁰⁵ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

d'observateur du Conseil au sein de l'Assemblée générale de l'ONU.¹²⁰⁶ Suite à la dite-visite, en réponse à l'attitude négative de la Russie entre 2011-2014 en réponse à l'obtention du statut d'observateur du Conseil au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, le secrétaire général du Conseil turcique s'est entretenu, en mai 2015, avec les représentants russes en poste à l'ONU et leur a fait part des objectifs et responsabilités du Conseil. Suite à cette démarche, la partie russe en a conclu qu'il était tout à fait justifié que ces quatre pays soient en étroite coopération et a exprimé son souhait de voir l'accord du statut d'observateur au Conseil turcique.¹²⁰⁷ À partir de cette date, la Russie n'a pas été réticente au sixième Comité de l'ONU ou ce sujet est traité prouve que les visites ont été effectives. Par ailleurs, en conviant les responsables russes à toutes les manifestations internationales, le Conseil turcique a fait preuve qu'il n'a pas d'intentions cachées vis-à-vis la coopération régionale. De plus, bien qu'il ne s'agisse pas d'un communiqué officiel, il est possible de lire, de temps en temps, dans les journaux russes, qu'éventuellement la Russie déposerait sa volonté d'obtention du statut d'observateur au Conseil turcique.¹²⁰⁸

Le Conseil turcique poursuit aussi ses discussions avec la Chine, pays à l'origine du projet « la ceinture et la route » en faveur de la revitalisation de la Route de la Soie historique. Les autorités chinoises ont été conviées aux réunions du Conseil, notamment pour ce qui concerne l'aspect économique, douanier, touristique et du transport en relation avec le projet. Ainsi, les projets de coopération susceptibles d'être menés avec la Chine figurent à l'ordre du jour du Conseil turcique. À titre illustratif, le secrétariat fait des efforts auprès des institutions touristiques de la Chine pour attirer les touristes chinois qui correspondent annuellement à 200 millions de personnes et suit de près les projets sur le domaine touristique dans le cadre de « la ceinture et la route ». De plus, le Conseil turcique cherche aussi à s'engager aux projets reliés dans les domaines de l'économie et du transport au sein de cette initiative de Beijing.¹²⁰⁹

¹²⁰⁶ Pour la dite-visite voir <http://www.turkkon.org/tr/haberler/turk-kenesi-genel-sekreteri-buyukelci-ramil-hasanov-rusya-federasyonu-disisleri-bakan-yardimcisi-sayin-gennadiy-gatilov-ile-gorustu> 343, consulté le 20 mai 2019.

¹²⁰⁷ Pour la dite-visite voir <http://www.turkkon.org/tr/haberler/turk-kenesi-genel-sekreteri-buyukelci-ramil-hasanov-rusya-federasyonunun-birlesmis-milletler-nezdindeki-daimi-temsalcisi-buyukelci-vitaly-churkini-ziyaret-etti> 445, consulté le 20 mai 2019.

¹²⁰⁸ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹²⁰⁹ Ibid.

Le Conseil turcique entretient des relations tant avec la Russie et la Chine qu'avec les États-Unis. Dans ce cadre, le secrétariat du Conseil turcique s'est entretenu avec les délégations américaines en visite en Turquie. De plus, les membres du secrétariat en visite à New York à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU ont participé aux différentes activités des institutions américaines sur divers sujets y compris la lutte contre l'extrémisme.¹²¹⁰ Cependant, le Conseil turcique ne fait toujours pas partie des organisations internationales reconnues par les États-Unis. Les représentants du Conseil turcique se sont rendus compte de cette réalité avec le processus de demande de l'obtention d'un visa américain nécessaire pour se déplacer à New York. Théoriquement, pour être reconnu officiellement comme organisation internationale, le Conseil doit d'abord postuler par écrit. La lettre de demande rédigée par le Conseil est transmise à la Maison Blanche par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères des États-Unis. En cas de reconnaissance au titre d'organisation internationale, il est question de la publication d'un décret présidentiel. À ce titre, le Conseil turcique n'a toujours pas pris les mesures nécessaires pour faire partie de la liste des organisations internationales reconnues par les États-Unis.¹²¹¹ Aux yeux des États-Unis, comme dans le cas pour la Russie et la Chine, le Conseil turcique n'apparaît pas comme un acteur régional. En effet, les États-Unis suivent une approche bilatérale dans leurs relations avec l'Azerbaïdjan et les pays de l'Asie centrale tandis qu'ils aussi mènent des liens avec les derniers dans le format de « C5+1 ».

Tandis que la régionalisation entre les pays turcophones augmente de jours en jours, la Russie, la Chine et les États-Unis observent de près les développements sans demander d'établir de relations officielles avec cette organisation. Pourtant, il est clair que le Conseil essaie de maintenir des liens avec ces trois acteurs importants pour la région en montrant que la coopération au sein du Conseil n'est pas dirigée contre un acteur en résultat de son approche inclusive qui est un aspect important de la régionalisation au sein de cette organisation.

¹²¹⁰ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.54-56, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

¹²¹¹ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

c-La coopération avec les autres initiatives et les organisations dans le cadre de l'inter-régionalisme

Les efforts déployés par le Conseil turcique afin de développer la coopération avec les autres initiatives et les organisations sont très significatifs pour le renforcement du régionalisme et de « l'inter-régionalisme ». Comme il a déjà été annoncé dans la section concernant les activités du Conseil, ce dernier est en étroite relation avec les institutions onusiennes, les organisations régionales ou encore internationales pour les sujets relatifs aux transports, aux douanes, au tourisme et à l'économie. Grâce à cette politique, le Conseil semble être plus présent sur la scène internationale. Dans cette perspective, il semble possible d'analyser le processus de coopération internationale du Conseil turcique en deux parties. La première partie concerne les efforts fournis par le Conseil, qui après avoir acquis le statut de pays observateur au sein de l'OCE, œuvre dorénavant pour l'obtention du même statut auprès de l'Assemblée générale de l'ONU et de l'OCI. La deuxième section porte sur les relations avec les organisations régionales et internationales établies par la signature d'un mémorandum d'accord.

Les demandes d'octroi de statut d'observateur du Conseil turcique auprès de l'Assemblée générale de l'ONU remontent à loin. Dans ce cadre, les représentations permanentes de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan et de la Turquie auprès de l'ONU, ont, au sixième comité chargé des questions juridiques, pendant la 66e session de l'Assemblée générale de l'ONU, présenté leur demande d'octroi du statut d'observateur au Conseil turcique.¹²¹² Cependant, comme il n'a pas été question d'une décision commune¹²¹³, la dite-demande a été repoussée à une date ultérieure.¹²¹⁴ Pendant la période 2011-2014, l'opposition avait pour origine le bloc mené par la Russie, l'Arménie et l'administration chypriote grecque de la Chypre du Sud. Après que l'UEEA

¹²¹² Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session sur l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de coopération des États de langue turcique, Ref.No. : A/ 66/141, datée du 6 mai 2012, <https://undocs.org/fr/A/66/141>, consulté le 15 novembre 2018.

¹²¹³ La prise de décision pour les sujets concernant le statut d'observateur dépend du principe de consensus selon le 6ème Comité de l'Assemblée générale de l'ONU et un vote est possible de façon exceptionnelle. Les pays membres du Conseil turcique ne préfèrent pas adopter une position faisant exception à la règle.

¹²¹⁴ Au sujet de repousser la prise de décision sur la dite demande à la 74e session de l'Assemblée Générale de l'ONU voir Rapport du sixième comité sur l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de coopération des États de langue turcique, Ref.No.: A/74/435, daté du 21 octobre 2019, <https://undocs.org/fr/A/74/435>, consulté le 30 octobre 2019.

a, à son tour, en 2015, présenté la même demande, ce sujet a commencé à être traité dans le cadre d'un « *package deal* » vis-à-vis de l'acceptation de la demande des deux organisations sans le veto réciproque de leur pays membres respectifs ou bien la rejection totale des dites-demandes.¹²¹⁵ Dans cette complexité, la demande du Conseil turcique n'a pas pu aboutir encore à l'obtention du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU. Pourtant, les pays membres du Conseil turcique prennent toutes les actions possibles pour l'obtention de ce statut. D'ailleurs, dans la « carte routière » adoptée en 2014, à la réunion des ministres des Affaires étrangères, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, figure l'intention d'approfondir les relations avec les institutions spécialisées de l'ONU. Il sera question d'une analyse détaillée de ce sujet ultérieurement.

Le processus relatif au statut d'observateur à l'OCI remonte à 2013. Suite à la décision prise à la réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil turcique en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, il a été question d'une progression rapide du processus dans le cadre du 13^e sommet islamique organisé par la Turquie en 2016. Le 201^e article du communiqué final de ce sommet rappelle que « *la Conférence soutient l'établissement d'une coopération entre l'OIC et le Conseil turcique dans le but d'établir un dialogue juridique futur* ». ¹²¹⁶ Un mémorandum de coopération a été signé par les secrétaires généraux des deux organisations en marge du premier sommet de l'OCI dans le domaine des sciences et de la technologie, organisé à Astana, en septembre 2017. La signature, en 2016, d'un mémorandum d'accord avec la SESRIC a constitué une mesure pour faciliter le processus d'obtention du statut d'observateur par le Conseil turcique au sein de l'OCI.

Tout comme le processus pour l'obtention du statut d'observateur auprès de l'ONU, celui au sein de l'OCI est toujours en cours. Le secrétaire général du Conseil turcique, les pays membres de l'OCI ainsi que les ambassadeurs en poste à l'OCI prennent les actions nécessaires à cette fin. Enfin, le 31 mai 2019, au sommet d'OCI organisé à la Mecque, l'appel de conclure la demande du statut d'observateur du Conseil en tant que processus

¹²¹⁵ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹²¹⁶ Pour examiner le dit-article voir <https://www.oic-oci.org/docdown/?docID=14&refID=5>, consulté le 20 octobre 2019.

en cours depuis huit ans, a été fait.¹²¹⁷ Pourtant malgré les mesures prises pour conclure ce processus, cet appel n'a pas encore été transmis en action pendant la terminaison de l'écriture de cette thèse.

Depuis 2012, le Conseil turcique détient le statut d'observateur à l'OCE à laquelle tous les membres du Conseil turcique sont membres. Au 12^{ème} sommet de l'OCE, organisé par l'Azerbaïdjan, en octobre 2012, le statut d'observateur du Conseil turcique a été approuvé. Depuis, le Conseil turcique participe régulièrement aux réunions des ministres et aux réunions régionales de l'OCE. Le statut accordé pour une période de trois ans a été renouvelé pour la deuxième fois en 2018, à Douchanbé à l'occasion de la 23^{ème} réunion des ministres de l'OCE. Le mémorandum d'accord, signé en 2014, entre l'OCE et le Conseil turcique, détaille les domaines de coopération et les champs d'actions.¹²¹⁸ Aussi, le mémorandum d'accord signé en 2018, à Tachkent, entre le Conseil turcique et la Chambre de commerce et de l'industrie de l'OCE soutient la coopération entre les deux institutions.

À la lumière des mémorandums d'accord signés par le Conseil turcique ou des relations établies avec les organisations régionales et internationales, il apparaît que l'ONU vient en priorité. Dans cette perspective, il est question d'actions communes avec le PNUD, l'UNOSSC, l'UNAOOC et l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU.¹²¹⁹ Il est aussi question d'une participation aux manifestations de l'UNESCO. Les initiatives entreprises avec le PNUD précèdent déjà le mémorandum d'accord. Dans ce cadre, la conférence intitulée « le rôle des technologies de la communication et de l'informatique dans le développement » a été organisée collectivement les 27 et 28 octobre 2015, à Istanbul, avec la participation, en majorité au niveau des ministres, de 15 pays et de plus de 150 hauts représentants.¹²²⁰ Cette conférence, financée par la TIKA, est une première pour le Conseil turcique du point de vue de cette participation si nombreuse. Une telle

¹²¹⁷ « Türk dünyasının stratejik çatı kuruluşu: Türk Keneşi », **Anadolu Ajansı**, le 30 juillet 2019, [https://www.aa.com.tr /tr/turkiye/turk-dnyasinin-stratejik-cati-kurulusu-turk-kenesi/1544776](https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turk-dnyasinin-stratejik-cati-kurulusu-turk-kenesi/1544776), consulté le 20 octobre 2019.

¹²¹⁸ Pour les documents en question voir http://www.turkkon.org/en-US/joint_protocols_-_mous_/301/737, consulté le 15 mars 2019.

¹²¹⁹ Ibid.

¹²²⁰ « Turkic Council, UNDP-RBEC co-organize conference on ICT for Development in Istanbul », **Kazinform**, le 27 octobre 2015, http://lenta.inform.kz/en/turkic-council-undp-rbec-co-organize-conference-on-ict-for-development-in-istanbul_a2832860, consulté le 16 mars 2019.

manifestation a réuni le Conseil turcique et le Bureau régional pour l'Europe et la CEI du PNUD situé à Istanbul, permettant un échange d'expérience et d'informations entre ces deux institutions. Notamment, les parties ont décidé de se focaliser conjointement sur la lutte contre l'extrémisme, le développement du tourisme rural et les sujets d'e-gouvernance. C'est dans ce cadre que le PNUD a été l'un des partenaires de la conférence intitulée « le rôle de la jeunesse dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent », organisée à Istanbul en 2016 avec le partenariat du Conseil turcique et de l'UNAOC. Par ailleurs, à l'occasion de « l'EXPO mondiale Sud-Sud pour le développement » organisée par l'UNOSSC, à Antalya, les 26 et 28 novembre 2017, sous l'égide de la République de Turquie, le Conseil turcique et le PNUD ont mis en place « un Forum de solutions ». À ce forum intitulé « les bonnes habitudes de la coopération Sud-Sud¹²²¹ pour la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD): le développement grâce à la transformation » a donné la parole aux spécialistes des pays membres et de la région, les participants ont présenté les projets de la coopération Sud-Sud ayant eu des contributions remarquables sur l'e-gouvernance, le transport, la douane et le tourisme.¹²²²

Il est fort de remarquer que les relations entre le Conseil turcique et l'UNOSSC ont pris un nouvel élan avec la signature, en 2016 d'un mémorandum d'accord. De plus, les directeurs de projet du Conseil turcique ont participé aux formations sur le soutien de l'ONU à la coopération Sud-Sud et triangulaire¹²²³, pour la mise en œuvre de l'agenda

¹²²¹ La coopération Sud-Sud est « ...un processus où deux ou plusieurs pays en développement poursuivent leurs objectifs soit particulier soit en commun de développer la capacité nationale par d'une part l'échange de connaissances, d'aptitudes, de ressources et de connaissances techniques et d'autre part les actions collectives régionales et interrégionales, incluant les gouvernements, les organisations régionales, les organisations non-gouvernementales, l'académie et le secteur privé pour leur intérêt personnel et/ou commun dans la région et en dehors. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, au contraire elle la complète. » Note du Secrétaire générale de l'ONU sur le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, Ref.No.: SSC/19/3, datée du 14 mars 2016, https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=SSC/19/3&referer=/english/&Lang=F, consulté le 16 mars 2019.

¹²²² Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.56-59, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

¹²²³ La coopération triangulaire renvoie « au développement dirigé par les acteurs du Sud et soutenu par les organisations multilatérales et/ou les associés du Nord. Cela implique des partenariats du Sud entre deux ou plusieurs pays en développement et soutenu par les pays développés/ou les organisations multilatérales pour mettre en place des programmes et des projets de coopération. » Note du Secrétaire générale de l'ONU sur le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, Ref.No.: SSC/19/3, datée du 14 mars 2016,

2030, organisées par l'UNOSSC et *United Nations System Staff College Knowledge Centre for Sustainable Development* produisant des conséquences positives sur l'échange d'expériences entre les deux organisations. De plus, les fonctionnaires du Secrétariat du Conseil turcique aussi participent aux autres ateliers de formation et des réunions régionales de l'UNOSSC. Par l'intermédiaire de cette interaction étroite avec cette institution onusienne, le Conseil a pris conscience du fait que la plupart de ses projets contribuent au développement de la coopération Sud-Sud et triangulaire ainsi que le développement durable dans la région.¹²²⁴

Dans cette perspective, avec le partenariat du Conseil turcique, l'UNOSSC a préparé le rapport intitulé : « Le Sud-Sud en action, le Conseil turcique : Comment le Conseil turcique instrumentalise la coopération Sud-Sud pour promouvoir le développement régional et global ». Le rapport en question a été le premier publié par l'UNOSSC au sujet de la contribution d'une organisation régionale à la coopération Sud-Sud. En marge de la 72^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, à la réunion de présentation du dit-rapport, étaient présents les agents des pays membres nommés aux représentations permanentes de l'ONU, les fonctionnaires en poste aux consulats à New York ainsi que les hauts responsables du PNUD, de l'UNAOC et de l'ONU. Le rapport analyse la contribution du Conseil turcique à la coopération Sud-Sud dans les domaines spécifique tels que le tourisme, la douane et la diplomatie.

Dans la conclusion du rapport, il était précisé que le Conseil turcique est, depuis 2009, date de sa fondation, un acteur actif et engagé pour le développement de la collaboration régionale. La coopération Sud-Sud apparaît comme un moyen effectif pour le développement des relations entre les pays turcophones et de plus en plus avec les autres pays. Dans un contexte où des solutions aux problèmes inter et intra-régionaux semblent imminents et qu'il existe un besoin croissant de l'apprentissage entre les pairs (*peer learning*) et du partage des connaissances (*knowledge sharing*), il semblerait que le Conseil turcique s'engage à suivre une politique proactive avec les acteurs multilatéraux influents pour le développement de la coopération Sud-Sud. À ce niveau, le Conseil

https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?Symbol=SSC/19/3&referer=/english/&Lang=F, consulté le 16 mars 2019.

¹²²⁴ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

turcique ferait aussi preuve d'exemple aux autres organisations. Le rapport a souligné que les sources de ce succès figureraient dans le traité de Nakhitchévan, traité fondateur du Conseil turcique qui nettement inclue la liste détaillée des domaines de coopération, le fait que dans chaque sommet un sujet de coopération technique est mis en main ainsi qu'il s'agit des programmes d'échange de connaissances et de développement de capacité. Enfin, il est question des réussites du Conseil turcique à propos de la collaboration avec les autres organisations internationales, le monde académique et le secteur privé afin de réaliser le programme du développement durable prévu pour 2030. Le rapport aussi rappelle l'importance de poursuivre les projets de coopération ainsi que de s'attarder sur les solutions à apporter aux nouveaux défis de développement. Le rapport signale que malgré les efforts pour la mise en place d'une coopération Sud-Sud en Eurasie, ceux-ci semblent insuffisants et il s'agit d'un manque de prise de conscience à cet égard. Face à un tel tableau, le Conseil turcique détient une position unique pour engendrer une prise de conscience entre les pays membres et les autres au sujet de la coopération Sud-Sud et triangulaire.¹²²⁵

Suite à la publication du dit-rapport, le Conseil turcique et l'UNOSSC ont entamé une nouvelle coopération. Ainsi, comme il a été précisé auparavant dans cette thèse, le Conseil turcique, qui était un des partenaires, a activement pris part dans les préparations de « l'EXPO 2017 du développement global Sud-Sud » organisée par l'UNOSSC, les 27 et 30 novembre 2017, à Antalya, sous l'égide de la Turquie et sous le thème de la « coopération Sud-Sud dans les domaines de la transformation économique, sociale et environnementale : 40^e anniversaire de l'adoption du plan d'action de Buenos Aires (BAPA+40) », réunissant 800 représentants de plus de 120 pays.¹²²⁶ À cette occasion, le Conseil turcique a organisé, le 30 novembre 2017, en collaboration avec l'UNOSSC, une table ronde sous le thème du « l'expérience citadine de la coopération Sud-Sud du tourisme pour le développement durable ». Les maires et les gouverneurs des pays membres du Conseil turcique ont, par l'intermédiaire de ce dernier, participé à cette

¹²²⁵ Astrid Schnitzer-Skjonsberg, **South-South in Action, Turkic Council: How the Turkic Council uses South-South Cooperation to Promote Regional and Global Development**, New York: UNOSSC Publications, 2017, p.51, <https://www.unsouthsouth.org/2017/09/25/the-cooperation-council-of-turkic-speaking-states-the-turkic-council-2017/>, consulté le 19 mars 2019.

¹²²⁶ Pour plus de détail sur le sujet voir <http://www.expo.unsouthsouth.org/2017-antalya/concept-note/>, consulté le 20 mars 2019.

réunion et ont présenté leur ville. Aussi, durant l'EXPO, il y a eu possibilité de visiter l'exposition de photographies prises durant la présentation du voyage organisé commun sur la Route de la Soie. Enfin, le secrétariat a aussi participé au « Forum général des directeurs » organisé en marge de l'EXPO et réunissant les représentants des institutions onusiennes. Au cours de la cérémonie de clôture de l'EXPO, le Conseil turcique a reçu le « prix 2017 d'appréciation » pour sa contribution à la réalisation de cet événement mondial. Le Conseil a aussi participé au dit EXPO 2018 organisé à New York.

Les relations avec l'UNAOC servent aussi d'exemple pour illustrer le développement des relations du Conseil turcique avec les organisations internationales. Le mémorandum d'accord signé entre ces deux organisations à l'occasion de la conférence intitulée « le rôle de la jeunesse dans la prévention et la lutte de la violence extrémiste : des approches holistiques de l'éducation à la non-radicalisation », co-organisée le 20-21 octobre 2016 à Istanbul constitue la base des relations entre les deux organisations. À cette organisation parrainée par la TIKA, étaient présents plus de 300 jeunes originaires de 40 pays et 50 conférenciers qui ont participé à 5 panels, à une session de réseautage et à 4 sessions de brainstorming. De par le fait que le PNUD, l'UNOSSC et le Centre international de la sécurité du sport étaient les partenaires de la conférence, le Conseil turcique a fait preuve d'une coopération étroite dans le domaine « de la violence extrémiste » avec les organisations concernées. Aussi, durant la conférence, il a été question de soutenir la campagne « l'union dans la lutte contre la violence extrémiste » initiée par l'OSCE. À l'occasion des ateliers consacrés à la lutte contre l'extrémisme, l'importance de développer des projets pour une utilisation correcte des médias et de fortifier le rôle de la jeunesse et de la femme a été soulignée.¹²²⁷

La coopération entre le Conseil turcique et l'UNAOC s'est aussi poursuivie durant les années suivantes. À l'occasion du dialogue de la jeunesse organisé à Istanbul, le 11 décembre 2017, les participants ont été informés des activités du Conseil turcique et du Fond de solidarité de la jeunesse de l'UNAOC. Profitant du second anniversaire de l'adoption de la décision 2250 concernant « la jeunesse, la paix et la sécurité », les participants ont discuté des possibilités mises à la disposition de la société internationale

¹²²⁷ Au sujet du dit événement international voir <https://www.turkkon.org/assets/pdf/yayinlar/siddete-varan-asiricilikla-mucadelede-gencligin-rolu-konferans-sonuclari-5-en.pdf>, consulté le 21 mars 2019.

pour lutter contre la violence extrémiste et pour inclure les jeunes au processus de paix.¹²²⁸ Enfin, le secrétaire général du Conseil turcique participe à la réunion ministérielle de l'UNAOOC dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU et les autres activités d'intérêt commun.

En parallèle à l'ONU, le Conseil turcique collabore aussi avec l'OSCE. Dans ce cadre, bien qu'il ne reçoive pas d'invitation directe en raison de l'opposition formulée par l'Arménie et l'administration chypriote grecque de la Chypre du Sud, le Conseil turcique participe, depuis 2012, en tant qu'invité du pays hôte, aux réunions du Conseil ministériel de l'OSCE. À cette occasion, les deux organisations prennent en main les moyens de développer la collaboration entre leurs Secrétariat. Entre 2011 et 2015, le secrétaire général du Conseil turcique s'est adressé à l'Assemblée permanente de l'OSCE rappelant l'attachement du Conseil aux principes de l'OSCE et à l'Acte final d'Helsinki. Dans ce cadre, il a été précisé que les deux organisations qui poursuivent le même objectif de développer la coopération en Eurasie, pourraient agir ensemble à l'avenir.¹²²⁹ En cas de réception d'une invitation du pays hôte, le Conseil turcique est en mesure de participer à la Conférence asiatique de l'OSCE ainsi qu'aux activités spéciales du Conseil comme « la Journée de la sécurité ». En échange, le Conseil turcique invite, à son tour, les représentants de l'OSCE à toutes ses manifestations afin de fortifier les relations entre les deux organisations.

Le Conseil turcique est aussi en relation avec l'OCEMN, la CICA, l'ANASE et l'UE. Les relations avec l'OCEMN se font par l'intermédiaire des secrétariats des deux organisations, en siège à Istanbul. Cependant, aucun mémorandum d'accord n'a été signé à ce jour en raison de l'opposition de certains pays membres de l'OCEMN. Par ailleurs, sous invitation, le Conseil turcique participe aux organisations de l'Assemblée parlementaire de l'OCEMN qui aussi siège à Istanbul.¹²³⁰

¹²²⁸ Au sujet des résultats de l'événement international en question voir [http://www.turkkon.org/en-US/the-turkic-council-and-the-united-nations-alliance-of-civilizations-\(unaoc\)-youth-dialogue-exchange-was-held-in-istanbul/301/352/352/4461](http://www.turkkon.org/en-US/the-turkic-council-and-the-united-nations-alliance-of-civilizations-(unaoc)-youth-dialogue-exchange-was-held-in-istanbul/301/352/352/4461), consulté le 21 mars 2019.

¹²²⁹ «Secretary General of Turkic Council addresses OSCE Permanent Council», le site web officiel de l'OSCE, le 15 décembre 2011, Vienna, <https://www.osce.org/pc/86279>, consulté le 21 mars 2019.

¹²³⁰ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.64, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

Pour ce qui concerne les relations avec la CICA, elles remontent à 2015, au niveau du secrétaire général et du directeur exécutif. Les deux organisations se sont mises d'accord pour développer la coopération entre leur Conseil de travail. Les relations avec l'ANASE remontent aussi à 2015, à l'occasion d'une visite du secrétaire général du Conseil turcique au siège de l'organisation à Jakarta mais elles n'ont pas abouti à la réalisation de projets concrets.¹²³¹

Les relations avec l'UE datent de 2015 dans le but de développer les relations régionales en Eurasie. Dans ce cadre, les représentants du secrétariat du Conseil turcique ont visité le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) situé à Bruxelles et à la suite les liaisons entre la délégation de l'UE en Turquie et le Conseil ont continué. Il est remarquable de noter qu'il n'est pas question d'une politique uniforme de l'UE vis-à-vis des pays turcophones. Dernièrement, c'est le 17 juin 2019 que l'UE a adopté une nouvelle stratégie par rapport à l'Asie centrale. Il s'agit là du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. La dite-stratégie concerne les sujets de l'énergie et des transports et le développement de la coopération sur la connectivité durable. Dans le dit-document de stratégie, il est question de défendre l'union des transports pour le réseau transeuropéen avec les réseaux de communication en Asie centrale et de confirmer l'importance de l'accroissement de la coopération pour les projets de connectivité du transport et de l'énergie commune profitant totalement des ressources de la mer Caspienne et de la mer Noire.¹²³² L'UE qui a muté, pour la première fois en 2005, un représentant spécial en Asie centrale, en plus du développement des relations avec les pays de la région, a mis en place sa première stratégie en 2007 portant, entre autre, sur les droits de l'homme, la suprématie du droit, la bonne gouvernance, le développement économique, les sujets de commerce, d'investissement, de transport et d'énergie ainsi que le changement climatique et l'éducation.¹²³³ L'Azerbaïdjan ne figure pas dans les dits-

¹²³¹ Turkic Council, **Annual Report for 2016**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2017, p.3 et 74, <https://www.turkkon.org/assets/pdf/yayinlar/turk-konsevi-2016-faaliyet-raporu-6-en.pdf>, consulté le 21 mars 2019.

¹²³² European Parliament Research Center, «New Strategy on Central Asia »,**Briefing Note**, Brussels, 2019, p.1-12, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633162/EPRS_BRI\(2019\)633162_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633162/EPRS_BRI(2019)633162_EN.pdf), consulté le 22 mars 2019. .

¹²³³ Council of European Union, **Document on the EU and Central Asia: Strategy for a New Partnership**, Ref. No.:10113/07, dated 31 may 2019, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/st_10113_2007_init_en.pdf, consulté le 21 mars 2019.

documents en raison de la définition de l'Asie centrale apportée par l'UE alors que l'Afghanistan y est évoqué. Par ailleurs, face au projet chinois en expansion « la ceinture et la route », il est remarquable que l'UE a ressenti le besoin d'actualiser sa politique vis-à-vis de l'Asie centrale.¹²³⁴ Cependant, sachant que la région en question ne fait pas partie des priorités de l'UE, il est possible de remarquer que le document de stratégie de 2019 n'est pas assez inclusif. Face à un tel tableau, prenant en considération les différences dans les relations de l'UE avec chaque membre du Conseil turcique, l'accroissement du dialogue entre les secrétariats de deux organisations semble urgent.

D'un autre côté, le Conseil turcique a montré son intention de participer au processus d'Istanbul-cœur de l'Asie en tant qu'organisation d'appui. D'ailleurs, les fonctionnaires du Conseil turcique participe, depuis 2011, aux réunions des ministres et des hauts-fonctionnaires responsables du dit-processus qui ont lieu dans les pays membres du Conseil. Cependant, en raison de l'opposition de certains pays, le Conseil turcique n'a pas pu intégrer le processus officiellement.¹²³⁵ En résumé, les relations avec l'UE, la CICA, l'ASEAN, l'OCEN et le processus d'Istanbul n'ont pas pu être institutionnalisées pour des raisons différenciées. À cet égard, il s'agirait de l'absence d'action en provenance de deux parties pour un tel résultat.

Que ce soit la nature des relations avec les deux pays turcophones, à savoir l'Ouzbékistan et le Turkménistan, ou avec le pays observateur la Hongrie, ou avec la Russie, la Chine et les États-Unis, ou encore avec les institutions de l'ONU ainsi que les organisations régionales, il est fort de noter que le Conseil turcique fait tout en son pouvoir pour approfondir les relations régionales et inter-régionales. Bien que le Conseil n'ait toujours pas, à l'heure actuelle, obtenu le statut d'observateur au sein de l'Assemblée générale de l'ONU et de l'OCI, notons que ses efforts déployés dans le but de développer la coopération régionale figurent dans les rapports onusiens comme preuve concrète qu'il participe à la régionalisation parmi les pays turcophones et l'inter-régionalisme entre les différentes régions. Cependant, ce n'est qu'avec le temps qu'il sera possible de mesurer

¹²³⁴ Teoman Ertuğrul Tulun, « EU's Central Asia Strategy 2019: Belated and Self Centered », **AVIM**, No: 2019/16, le 11 juillet 2019, https://avim.org.tr/en/Analiz/EU-S-CENTRAL-ASIA-STRATEGY-2019-BELATED-AND-SELF-CENTERED#_ftn7, consulté le 24 mars 2019.

¹²³⁵ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

l'ampleur de cette participation. La structure, les méthodes et les activités de cette organisation ont été désignées pour rattraper le temps perdu pour dynamiser la régionalisation entre les pays turcophones. Pourtant, malgré tout, chaque projet régional guidé ou coordonné par le Conseil turcique n'a pas forcément donné ses fruits. Dans cette perspective, il sera question, dans les sections suivantes d'analyser les effets des activités des institutions reliées et affiliées au Conseil turcique sur la coopération régionale et de s'attarder sur les réussites et les limites du Conseil en voie d'approfondissement de la régionalisation.

C-L'analyse de la coopération régionale entre les pays turcophones au-delà du nouveau régionalisme

Ce chapitre portera d'abord sur les activités des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique et de leurs conséquences sur la régionalisation. Ensuite nous analyserons les contributions du Conseil turcique à l'institutionnalisation de la coopération régionale et les obstacles rencontrés à cette fin. Ainsi, les limites provenant des pays membres et du fonctionnement du Conseil turcique vis-à-vis l'approfondissement de la régionalisation seront mises en question.

1-Les activités des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique et leurs liens avec la régionalisation

L'analyse des activités des institutions affiliées et reliées au Conseil turcique nous permettra de voir leurs liens sur le terrain avec le Conseil turcique et le rôle de leurs activités sur la régionalisation. Nous examinerons dans une première partie les activités de TURKSOY et de TURKPA, qui ont été fondés avant l'établissement du Conseil turcique, et dans une deuxième partie ceux de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique qui ont été créées après le fondement du Conseil. Comme nous avons pris en main le Conseil d'affaire turcique à la section portant sur les activités économiques du Conseil turcique, il ne sera pas question, à ce stade, d'une analyse détaillée de ses activités.

a-Les activités de la TURKSOY et de la TURKPA

TURKSOY réalise différentes activités afin d'accroître la coopération entre les pays membres dans les domaines de l'art et de la culture. Ainsi, il conduit la diplomatie culturelle du monde turcique.¹²³⁶ Il est possible de diviser en deux parties l'évolution de TURKSOY. Entre 1993 et 2008, TURKSOY a réalisé ses activités dans les pays membres et par la sorte le dialogue réciproque entre les pays membres ainsi que l'échange d'informations ont été au premier plan. Après 2008, dépassant les frontières nationales des pays membres, TURKSOY s'est ouvert au monde pour la présentation de la culture turcophone, notamment dans les pays européens, aux États-Unis et dans les pays musulmans.¹²³⁷

TURKSOY a joué un rôle important dans la reconnaissance mondiale du Novruz, une tradition commune au monde turcophone. Grâce à la politique culturelle menée par TURKSOY, la fête Novruz, dont la célébration était interdite durant la Russie soviétique est devenue un moyen efficace pour la présentation de la culture turcique à travers le monde. Avec l'indépendance des pays turcophones, la fête Novruz a commencé à être célébrée officiellement. Aussi, cette fête qui a longtemps été politisée en Turquie a commencé à y être célébrée. Face à ce tableau, suite à la proposition de la Turquie, de l'Iran, de l'Azerbaïdjan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan, du Pakistan et de l'Inde, Novruz a été inscrite comme un élément du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Aussi, suite aux initiatives de l'Azerbaïdjan, l'Assemblée générale de l'ONU a, le 23 février 2010, institué la « Journée internationale du Novruz » chaque année le 21 mars.¹²³⁸ En plus des festivités au siège de l'UNESCO et à l'Assemblée générale de l'ONU, mis à part les pays turcophones, TURKSOY organise des activités pour la célébration de l'arrivée du printemps dans les autres pays y inclut l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre.

¹²³⁶ Erman Akilli, «Turksoy, Turkic Council and Cultural Diplomacy: Transactionalism Revisited », **Bilig**, No.91, 2019, p.13-14.

¹²³⁷ Fırat Purtaş, « Kültürel diplomasi ve TÜRKSOY », **Medeniyet ve Kültür Araştırmalar Merkezi**, le 17 décembre 2013, <http://mekam.org/mekam/kulturel-diplomasi-ve-turksoy>, consulté le 24 mars 2019.

¹²³⁸ Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 23 février 2010 sur la journée internationale du Novruz, Ref.No.:A/RES/64/253, datée du 10 mai 2010, <https://undocs.org/fr/A/RES/64/253>, consulté le 24 mars 2019.

Tout comme pour Novruz, TURKSOY a réuni les artistes du monde turcophone dans les projets d'Opéra *Köroğlu* et l'oratorio de *Yunus Emre* et a fait connaître ces œuvres dans les États turcs ainsi qu'à travers le monde entier. À titre illustratif, l'Opéra *Köroğlu* de l'azerbaïdjanais Üzeyir Hacıbeyli a été mis en scène en 2009 à Bichkek, à Almaty, à Ankara et à Bakou et en 2010 à Istanbul pour le 1^{er} Festival international de l'opéra dans le cadre des activités de la capitale culturelle de l'Europe. Pour cet important projet sur *Köroğlu*, héros commun du monde turcophone, des membres de l'orchestra aux membres de la choral, des couturiers aux décorateurs en passant par les chorégraphes, les solistes et les figurants, plus de 250 artistes des pays membres ont été sollicités. Avec la réalisation de ce projet, il a été question d'un échange d'artistes et de répertoires entre les pays membres et de la création d'un nouveau mécanisme intitulé « le Comité des directeurs d'opéra et de ballet des pays membres de TURKSOY ».¹²³⁹

TURKSOY tente de transmettre l'héritage culturel grâce aux différentes commémorations, notamment la déclaration des années commémoratives consacrées à personnalités importantes du monde turcique et la diffusion des œuvres artistiques présentées sous différents dialectes et différentes langues. Dans cette perspective, TURKSOY a, pour la première fois, mis en place cette tradition des événements commémoratifs des personnalités remarquables en déclarant l'année de 2010 celle de Zeki Velidi Togan.¹²⁴⁰ L'année 2018 a été consacrée au littéraire kirghize Tchingiz Aïtmatov au 90^e anniversaire de sa naissance, au compositeur azéri Gara Garaev au 100^e anniversaire de sa naissance et au poète kazakh Magcan Cumabaev au 125^e anniversaire de sa naissance. Les événements commémoratifs et les conférences dans les pays turcophones ont continué pendant l'année 2019.¹²⁴¹

¹²³⁹Dusen Kasseinov, « the Importance of TURKSOY on the 10th anniversary of the Nakhchivan Agreement », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p. 43-44.

¹²⁴⁰Purtaş, « Kültürel diplomasi ve TÜRKSOY », **Medeniyet ve Kültür Araştırmalar Merkezi**, le 17 décembre 2013, <http://mekam.org/mekam/kulturel-diplomasi-ve-turksoy>, consulté le 24 mars 2019.

¹²⁴¹Pour plus d'information voir <https://www.turksoy.org/en>, consulté le 24 mars 2019.

Similaire à la désignation d'une capitale européenne de la culture, TURKSOY a, en 2012, mis en place le programme de la « capitale culturelle du monde turcophone » afin d'approfondir la coopération culturelle entre les peuples et les États turcophones. Les capitales culturelles du monde turcique ont été, dans l'ordre chronologique : Astana (Kazakhstan, 2012), Eskişehir (Turquie, 2013), Kazan (Tataristan, 2014), Merv (Turkménistan, 2015), Shaki (Azerbaïdjan, 2016), Turkistan (Kazakhstan, 2017), Kastamonu (Turquie, 2018) et Och (Kirghizstan, 2019). Au sommet Tcholponata, le président Mirziyoyev a suggéré la désignation de la ville Khiva en Ouzbékistan comme capitale culturelle en 2020. Le choix d'une capitale culturelle est l'occasion de présenter, aux peuples turcophones, les particularités historiques et culturelles des villes turciques mais aussi de leur faire gagner un profil international.¹²⁴²

TURKSOY, qui a été à l'origine des projets de présentation des opéras et des ballets, a aussi organisé des manifestations réunissant les artistes peintres et les photographes des peuples turcophones. L'Orchestre de chambre des jeunes de TURKSOY qui a fait triomphe à travers le monde a reçu, l'année de sa fondation, 3 médailles d'or aux *World Choir Games* en Europe. La choral de jeunesse de TURKSOY et l'Orchestre folklorique de TURKSOY, créé pour le 25^e anniversaire de l'indépendance des Républiques turcophones, font partie des exploits de cette organisation dans les domaines de la musique classique et traditionnelle. Parmi les autres accomplissements culturels, se trouvent les concerts des mélodies turciques et le festival des poètes turciques des montagnes de l'Altaï aux Balkans.¹²⁴³

Le protocole de coopération signé en 1996 entre TURKSOY et l'UNESCO a aidé à l'instauration des liens entre les deux organisations. TURKSOY a aussi signé des protocoles et a mis en place de nouveaux projets avec le Conseil de l'Europe, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) et l'Association internationale de coopération humaine des peuples de la Communauté des États indépendants (MFGS). À titre illustratif, « le dictionnaire encyclopédique des turcologues eurasiens » a été publié en collaboration avec MFGS. Au siège de

¹²⁴² Kasseinov op.cit., p. 45.

¹²⁴³ Mehmet Başbuğ et Sebahattin Sivrikaya, **25 Yıllık Tecrübenin Ardından Türk Keneşi** **Bünyesindeki Ülkelerde Kültür-Sanat İlişkileri, İş Birlikleri ve Etkileri**, Bişkek: Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi Yayınları, 2018, p.10-15.

l'ISESCO, à Rabat, a eu lieu l'exposition « le Monde turcique en photos » et au Kazakhstan a été organisé un séminaire intitulé « l'utilisation de la nouvelle technologie dans la catégorisation des documents des archives ». Toutes ces démarches y compris les activités culturelles organisées par TURKSOY dans le cadre des sommets du Conseil turcique plus qu'une collaboration entre les pays membres, ont été l'occasion de présenter la culture turcophone au monde.¹²⁴⁴

TURKPA en tant que branche parlementaire de la coopération turcophone travaille pour assurer l'aspect juridique de toutes les initiatives concernant la collaboration entre les pays turcophones. Ainsi il fait des efforts pour harmoniser les législations des États membres. En ce faisant, il œuvre à la solidification des liens entre les parlements des pays membres en facilitant l'échange d'expérience et d'informations sur les législations nationales, les règlements et les mises en pratique. Par ailleurs, par l'intermédiaire de TURKPA, les parlementaires des pays membres se sont penchés sur les sujets régionaux et mondiaux et ont veillé à avoir la même attitude face à divers sujets, étant dans une interaction constante.¹²⁴⁵

La tenue régulière des réunions des Assemblées générales auxquelles participèrent les présidents des parlements constitue un atout pour le développement de la branche parlementaire de la régionalisation. D'ailleurs, « les Commissions des affaires judiciaires et internationales ; des sujets sociaux, culturels et humains ; de la coopération économique et des ressources naturelles et de l'environnement » sont actives à ce sujet. Il est question, dans ces commissions de rendre effectif les travaux de TURKPA, d'accroître la contribution des institutions de coopération turcique à la coopération entre les États turcophones et la solidification de la coopération entre les pays turcophones au sein des organisations internationales. Par ailleurs, il est aussi question du renforcement des liens sociaux, culturels et humains, de la mise en place d'une terminologie turcique commune, de la formation des traducteurs qualifiés, de la gestion des catastrophes naturelles et des crises et de l'harmonisation des législations dans le secteur du cinéma. Les sujets des réunions, des rapports et des ateliers ont aussi porté sur le rôle des parlements dans le

¹²⁴⁴ Purtaş, « Cultural Diplomacy Initiatives of Turkic Republics », op.cit., p. 96-99

¹²⁴⁵ Altynbek Mamaşusupov, « The 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p.36-38.

système constitutionnel, la fortification de la coopération juridique entre les pays membres, l'analyse des systèmes législatifs, la mise en place d'une attitude commune concernant les sujets de cybercriminalité et d'antiterrorisme, la coopération économique, l'accroissement du commerce et des investissements réciproques, la diversification de l'économie et le soutien de l'initiative innovatrice, l'approfondissement de la collaboration dans les sujets du transport et de l'énergie, la recherche de nouvelles ressources naturelles dans la lutte contre la désertification et le réchauffement climatique.¹²⁴⁶

TURKPA suit, depuis 2010, par le biais de missions d'observation, les référendums, les élections législatives et présidentielles en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizstan et en Turquie. Ces missions d'observation sont composées des parlementaires des pays membres et des représentants du secrétariat de TURKPA. Ces observations se font selon les principes d'objectivité, de transparence et de neutralité qui figurent dans le cadre du code de conduite de l'observation internationale de l'ONU et en respectant les conseils de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe et les autres normes internationales. Depuis deux ans, le Conseil turcique et TURKPA travaillent de façon coordonnée à l'observation des élections sur le terrain.¹²⁴⁷

Dans le cadre de la coopération internationale, TURKPA possède un statut d'observateur auprès de l'Union interparlementaire, l'Union parlementaire de l'OIC, la CICA et l'Assemblée parlementaire de l'OCEMN. TURKPA participe aussi aux activités de l'Assemblée interparlementaire de CEI et l'Assemblée parlementaire de GUAM. Aussi, comme c'est le cas pour le Conseil turcique, avec l'initiative des pays membres du Conseil, TURKPA participe aux réunions du Conseil ministériel de l'OSCE en tant qu'invité du pays hôte. TURKPA participe aussi aux réunions de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Mis à part l'Assemblée de la Hongrie qui possède, depuis 2014, un statut d'observateur au sein de la TURKPA, « l'Union parlementaire de l'OCI » a aussi, depuis 2011, un statut d'observateur auprès de la TURKPA.¹²⁴⁸

¹²⁴⁶ Durdular, op.cit., p.122-127.

¹²⁴⁷ Ibid.,p.127-128.

¹²⁴⁸ Pour plus d'information voir <https://turk-pa.org/en>, consulté le 24 mars 2019.

b-Les activités de l'Académie turcique et de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique

L'Académie turcique forme la branche scientifique de la coopération turcophone. Dans le cadre de la coopération scientifique, l'Académie turcique prépare des publications, réalise des forums scientifiques et met en place des travaux portant sur l'héritage historique, littéraire et archéologique turcique. Dans ce cadre, en plus des livres d'archéologie et des almanachs, l'Académie turcique publie aussi des revues scientifiques et des livres académiques. Mis à part les revues *Recherches altaïennes et TURKIYAT* et *GLOBAL-Turk* où figurent des articles académiques sur le monde turcophone, la revue hebdomadaire *Turkic Weekly* est une source importante pour mieux comprendre le déroulement des événements politiques, sociaux, économiques et scientifiques du monde turcophone.¹²⁴⁹

D'autre part, l'Académie organise annuellement le Forum des sciences sociales réunissant les scientifiques, les intellectuels et les chercheurs turcophones travaillant la région. Ce forum encourage la réalisation de nouvelles recherches sur les domaines socio-économiques-vis-à-vis la coopération régionale entre les pays et les peuples turcophones. Aussi, parmi les projets de l'Académie figurent la propagation et le développement de la turcologie. Par ailleurs, l'Académie a mis en place un projet multimédia intitulé l'héritage des ancêtres (*Atalar Mirası*) qui reporte sur la toile le riche héritage culturel, le folklore et l'écriture des peuples turcs. L'Académie a aussi mis en place le projet *Türkbarometre* (le barometre turcique) afin de mesurer les données sociaux et économiques des peuples turcophones et de suivre l'établissement d'une identité commune. Dans le cadre du projet, ils ont d'abord commencé par faire une enquête auprès des jeunes de plus de 18 ans ressortissant des républiques turcophones. Les questions posées avaient pour but de comprendre à quel point les peuples turcophones se connaissaient et que faire pour améliorer la situation actuelle.¹²⁵⁰

¹²⁴⁹ Darkhan Kydyrali, « Ten Years of the Turkic Academy: Activities, Achievements and Lessons », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p. 55-56.

¹²⁵⁰ Ibid., p. 52-53.

L'Académie turcique conduit aussi des recherches archéologiques et publie des livres sur eux.¹²⁵¹ À titre illustratif, comme résultat des recherches archéologiques menées dans le cadre du projet scientifique concernant « la structure étatique du Royaume turc occidental », le tombeau d'un ancien soldat et poète turc a été découvert. Les chercheurs ont trouvé le squelette d'un soldat datant du 7^e siècle et à ses côtés ses armes, le komouz et le squelette d'un cheval.¹²⁵²

Suite à l'initiative du président kazakh Nazarbaïev, « un musée de l'histoire turcophone » et « une bibliothèque du monde turcophone » ont été mis en place. Plusieurs livres papiers et numériques en langues étrangères et en dialectes turciques portant sur la turcologie ont pris leur place dans les étagères. Parmi les 62 000 livres se trouvent aussi les œuvres des académiciens turcologues. Par exemple, les 16 000 livres de la bibliothèque du célèbre turcologue hongrois Mandoki Kongur Istvan ont été amenés de Budapest. Le musée de l'Académie présente des œuvres relatifs à l'héritage archéologique turcique y compris le komouz datant de 7^e siècle mentionné ci-dessus.¹²⁵³

Les initiatives les plus populaires de l'Académie sont les livres d'histoire, de la littérature et de la géographie commune. À propos du livre d'histoire, comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, des travaux sont en cours en Turquie depuis 1992 mais pour divers raisons le projet n'a pas pu être accompli. Les travaux en cours depuis 2013 se font avec la collaboration du Conseil turcique. Pour que le livre commun préparé avec la contribution des historiens et des ministères de l'Éducation des pays membres puisse être étudié dans tous les pays membres, il est nécessaire qu'il soit accepté à la réunion des ministres de l'Éducation au sein du Conseil turcique. Pourtant, cette dernière étape n'a pas pu encore être réalisée à la fin de 2019. Par ailleurs, l'Académie turcique est aussi en train de préparer les livres communs de littérature et de géographie.¹²⁵⁴

¹²⁵¹ Cengiz Alyılmaz, « Uluslararası Türk Akademisi ve Altay Cumhuriyeti'ndeki Eski Türk Yazıtları Albümü Aslı Eser Üzerine », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, Sayı.56, 2016, p.657-690.

¹²⁵² Mustafa Bıyıklı, « Türk Dünyası Ortak Kuruluşu olarak Türk Akademisi Uluslararası Teşkilatı (Twesco), Rolü ve İş Birlikleri », **Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Afro-Avrasya Özel Sayısı, Aralık 2016, p. 411-413.

¹²⁵³ Ibid., p. 412 -413.

¹²⁵⁴ « Türk Konseyi Üyeleri Ortak Türk Edebiyatı Kitabı Taslağında Uzlaştı », **Anadolu Ajansı**, le 6 avril 2018, <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/turk-konseyi-uyeleri-ortak-turk-edebiyati-taslaginda-uzlasti/1110721>, consulté le 25 mars 2019.

L'Académie turcique est aussi responsable de l'organisation des activités de commémoration des personnalités turcophones importantes comme Yusuf Has Hacıp, Ali Bey Hüseyinzade, Emin Rasalzade, Zeki Velidi Togan, Tchinghiz Aïtmatov et de l'organisation de conférences et diverses manifestations pour faire connaître leurs œuvres. L'Académie est en contact étroit avec les hommes scientifiques turcophones. D'ailleurs, dans le cadre du colloque international « une nouvelle synergie sur la Route de la Soie », la médaille d'or de l'Académie a été présentée au Prof. Kemal Karpat, et au Prof. Aziz Sancar lauréat du prix Nobel. L'Académie turcique honore, à chaque occasion, les scientifiques turcophones reconnus par le monde en leur présentant une médaille d'or.¹²⁵⁵

L'Académie turcique a, dans le cadre de la coopération régionale et internationale, signé des protocoles de coopération avec les instituts de recherches scientifiques et les centres de turcologie. Parmi ces institutions se trouvent les Académies scientifiques nationales d'Azerbaïdjan, de Kirghizstan, de Turquie, de Turkménistan, de Tatarstan, de République de Bachkirie, de Mongolie et de Hongrie. En effet, les relations internationales de l'Académie turcique ne se limitent pas aux pays et régions turcophones. En effet, l'Académie, qui est un membre de l'Académie internationale, dont le siège est à Bruxelles, a signé plusieurs protocoles avec les centres de recherches en Europe, en Asie et en Russie. Elle est aussi en coopération étroite avec la Fondation d'histoire de l'Asie du Nord-Est de la République de Corée, le Centre de recherche de la culture nomade au sein de l'UNESCO, l'IRCICA, le musée d'ethnographie de la Russie, la bibliothèque scientifique centrale de Russie et l'Institut des études orientales de l'Académie scientifique de Russie. Elle figure comme la première organisation internationale qui possède le statut de membre observateur au sein de l'ISESCO. La Hongrie présente le premier pays observateur au sein de l'Académie turcique dans le cadre du sommet de Tcholponata du Conseil turcique en 2018. Par ailleurs, Le secrétariat de l'Union des Académies scientifiques du monde turcophone, créée en 2015, dans le cadre de l'Académie turcique, est d'une importance cruciale pour la coordination des sujets éducatifs et scientifiques du monde turcophone ainsi que pour la coopération internationale.¹²⁵⁶

¹²⁵⁵ Entretien avec Darkhan Kydyrali, président de l'Académie turcique, le 3 septembre 2019, Issyk Koul.

¹²⁵⁶ Pour plus de détails voir <http://twesco.org/en/>, consulté le 24 mars 2019.

La Fondation pour la culture et le patrimoine turcique réalise des activités pour protéger, étudier et promouvoir les valeurs culturelles des peuples turcophones dans un large éventail de domaines. Parmi ces activités notons d'une part la table ronde, organisée en mai 2017 à Bakou et intitulée « l'héritage turcique au carrefour des cultures et des civilisations » dirigée dans le cadre du IV^e Forum mondial de dialogue interculturel et d'autre part le colloque, le concert et l'exposition de photographies sous le thème du « monde turcique » organisés en collaboration avec TURKSOY le 23 octobre 2017 au Brésil avec la participation des Ambassades de Turquie, d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Par ailleurs, dans le but de présenter globalement la culture turcique, l'orchestre de chambre « Dede Korkut » composé de musiciens reconnus des pays membres a été fondé au sein de la Fondation. En parallèle à ces projets, la Fondation recherche et commémore les grandes personnalités historiques turciques.¹²⁵⁷

La Fondation met aussi en place des travaux pour la recherche et la protection de l'héritage archéologique turc en menace.¹²⁵⁸ Dans cette perspective, la Fondation a soutenu la publication du livre intitulé « les dommages causés aux monuments historiques et culturels dans les territoires sous occupation de l'Azerbaïdjan ». Aussi, la Fondation prépare un guide portant sur les objets culturels menacés d'une importance nationale et internationale pour les États turcophones. Elle est aussi en relation avec les autres organisations internationales. Dans ce cadre, la Fondation et l'IRCICA ont signé un mémorandum d'accord pour la création de nouveaux projets en commun.¹²⁵⁹ Dernièrement, la Hongrie a obtenu le statut d'observateur au sein de la Fondation pendant le sommet de Bakou du Conseil turcique en 2019.

À l'analyse des activités des organisations affiliées et reliées du Conseil turcique, il est possible de remarquer un aspect multi-dimensionnel pour fortifier la coopération turcophone.¹²⁶⁰ Sous cette structure commune qui englobe la culture et l'art, les

¹²⁵⁷ Gunay Afandiyeva, « the Road toward Unity », dans Şahverdiyev et Veliyev (éd.), op.cit., p.61-65.

¹²⁵⁸ Gunay Afandiyeva, « İnsanlık Hazinesi : Binlerce Yıllık Türk Kültür Mirası », dans Fırat Purtaş et Mehmet Akif Kireççi (éd.), **Bağımsızlıklarının 25. Yılında Türk Cumhuriyetleri Sempozyumu Bildiri Özetleri**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2017, p.62.

¹²⁵⁹ « Entretien avec le président de la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique l'ambassadeur Gunay Afandiyeva », **Kırcaali Haber Ajansı**, le 5 mars 2018, https://kircaalihaber.com/?pid=3&id_news=20689, consulté le 25 mars 2019.

¹²⁶⁰ Terzioğlu, « Uluslararası Hukuk Açısından ... », p.69-70.

parlements, l'économie, la science et l'archéologie, des efforts sont déployés pour présenter mondialement cet héritage historique et culturel tout en renforçant les liens entre les pays et les peuples turcophones. Par ailleurs, la collaboration des dites-institutions est vraiment importante du point de vue de la prise de conscience d'une identité régionale. L'idéal serait de mettre en place une politique coordonnée et complémentaire pour mener cette coopération holistique. Pourtant, il apparaît qu'il existerait des duplications parmi les activités en cours. C'est pourquoi, il est important que chaque institution soit fonctionnelle et mette en place des activités complémentaires dans le cadre de son mandat spécifique. Par ailleurs, selon un autre point de vue, les activités duplicatives seraient plus un avantage qu'un désavantage pour le processus. Ils défendent l'idée que plus il y aurait d'événements qui encouragent la coopération régionale plus forte sera la prise de conscience à ce sujet.¹²⁶¹ Au sommet de Tcholponata, il a été question de rappeler l'importance de la fonctionnalité dans le cadre du processus de réforme entamé vis-à-vis des institutions turcophones.¹²⁶² Pourtant, il semblerait que d'importants efforts aient été déployés pour que les activités des institutions turcophones mentionnées ci-dessus puissent laisser des marques effectives et durables sur la régionalisation. C'est pourquoi, il serait pertinent de noter l'urgence de développer la collaboration entre les institutions turciques par la coordination du Conseil turcique. Ainsi, le comité de coordination établi entre les présidents/secrétaires généraux de ces institutions sous la présidence du secrétaire général du Conseil turcique par la décision approuvée au sommet de Bakou essaiera d'assurer cette collaboration.

2-Les accomplissements au sein de la coopération régionale

Dans cette partie, nous nous attarderons sur la contribution du Conseil turcique au degré de régionalité dans le cadre de l'institutionnalisation de la coopération régionale à travers le Conseil turcique et la contribution de son Secrétariat à la fabrication d'une identité régionale.

¹²⁶¹ Entretien avec Monsieur Fırat Purtaş, secrétaire générale adjoint de la TURKSOY, le 2 février 2019, Ankara.

¹²⁶² Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

a-L'institutionnalisation de la coopération régionale par le biais du Conseil turcique

Le Conseil turcique joue un rôle clé afin de la mise en place d'une coopération planifiée, institutionnelle et durable entre les États turcophones.¹²⁶³ L'existence d'un tel processus d'institutionnalisation facilite la gestion de la multi-dimensionnalité de son agenda dans un large éventail allant de la politique étrangère à l'économie, en passant par les sujets concernant le transport, le tourisme, les médias, l'éducation, la jeunesse et le sport. Dans le cadre d'un tel système, les bureaucrates, les représentants du secteur privé ainsi que les ministres se trouvent en interaction permanente.¹²⁶⁴ Dans ce cadre, les accords bilatéraux et les accords de mémorandums gagnent un aspect multilatéral au service de l'approfondissement de la régionalisation. Il est possible de catégoriser les effets de cette institutionnalisation sur sa contribution au renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale des pays membres, à l'établissement d'une vision partagée entre eux sur certains sujets de politique étrangère, au développement de la capacité dans les pays membres vis-à-vis des domaines économiques et de la fortification des liens éducatifs et culturels. De la sorte, il est question d'un élargissement et d'une transformation en un acteur régional reconnu sur la scène internationale. Ainsi, l'institutionnalisation des liens entre les organisations affiliées et reliées du Conseil turcique et l'établissement des liens institutionnels entre le Conseil et les autres organisations fortifient sa capacité d'acteur régional.

La coopération régionale au sein du Conseil turcique sert à fortifier la collaboration bilatérale entre le pays membres.¹²⁶⁵ À cet égard, comme il a été question pour les travaux de la diaspora, les démarches entreprises par le Conseil, ont été l'occasion pour les pays membres de conclure des accords bilatéraux pour les sujets nécessaires. Notons aussi que certaines institutions des pays membres du Conseil turcique ont ainsi pris part aux traités

¹²⁶³ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

¹²⁶⁴ Pierre Chaix, "The Turkic Council's Policy in Central Asia and the Caucasus: Assessments and Prospects", *Avrasya Dünyası*, Sayı:4, Nisan 2019, p.42.

¹²⁶⁵ Çiğdem Şahin, « Uluslararası Örgüt İşlevleri Açısından Türk Konseyi », dans A. Vecdi Can, Köksal Şahin et Kürşad Uçar, **13. Uluslararası Türk Dünyası Sosyal Bilimler Kongresi Bildiriler Kitabı**, İstanbul: Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı Yayınları, 2016, p. 1170-1173.

régionaux et internationaux suite aux initiatives du Conseil turcique. À titre illustratif, si la Compagnie des chemins de fer de Turquie a été incluse au « Traité portant sur l'établissement du comité de coordination sur la route de transport international trans-caucasienne » c'est bien suite aux efforts du Conseil turcique. En outre, nous constatons que les sujets concernant le Conseil turcique sont inclus dans l'agenda des discussions bilatérales des pays turcophones. Ainsi pendant, les visites bilatérales entre les ministres et les présidents de la République de la Turquie et de l'Ouzbékistan, le développement des relations dans le cadre du Conseil turcique a été à l'ordre du jour. En outre, le Conseil joue un rôle essentiel pour l'intériorisation des valeurs et des standards internationaux par les pays membres. À titre illustratif, les compagnies de tourisme des pays membres faisant partie du consortium du projet du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne ont dû, comme condition, apposer leur signature au « code éthique » de l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU, soutenant le tourisme durable promouvant l'aspect éthique. Faisant de la sorte, le Conseil turcique a contribué à élever les standards nationaux à un niveau international dans plusieurs domaines de coopération.¹²⁶⁶

Grâce aux efforts du Conseil turcique, le choix en politique étrangère et les positions prises par les pays membres du Conseil sont de plus en plus coordonnés et harmonieux. Les déclarations conjointes délivrées au cours des sommets du Conseil turcique et des réunions des autres organisations internationales sont le signe de cette coordination et de cette harmonisation. Cela est bien le résultat des rencontres accélérés entre les bureaucrates, les ministres, et les présidents des pays membres. Par conséquent, ces pays peuvent mieux comprendre les sensibilités mutuelles concernant les sujets brûlants de politique étrangère et les refléter dans leurs actions sur la scène internationale.¹²⁶⁷ Pourtant, il est vrai que les déclarations conjointes se limitent à des thèmes moins politisés. Cela dit, l'existence d'une telle pratique est importante pour les États turcophones dont les relations bilatérales étaient moins développées avant l'établissement du Conseil turcique.

¹²⁶⁶ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹²⁶⁷ Amreyevop.cit. p. 29.

Dans le domaine économique, dès l'établissement du Conseil turcique, les liens entre les membres du secteur privé ont été fortifiés par le biais du Conseil d'affaires turcique et des Forums économiques. La création d'une Chambre commune du commerce et de l'industrie constitue une étape fondamentale dans ce sens. L'idée d'établir un Fond d'investissement commun montre la vision du Conseil turcique pour attirer plus d'investisseur vers les pays turcophones et assurer une capacité économique pour financer leurs projets d'intérêt commun. De plus, la mise en place par Ankara de formations professionnelles pour les pays membres au sujet des entreprises à petite et moyenne échelle constitue un effort significatif pour le partage de connaissances et d'expérience sur une telle matière importante pour le développement économique des autres pays turcophones.

Les réunions et les politiques de coordination organisés par le Conseil turcique ont permis une prise de conscience de l'importance économique et commerciale du couloir ouest-est du transport trans-caucasien par des pays membres du Conseil turcique ainsi des autres acteurs régionaux. Quant au projet des ports frères, il a permis la mise en place d'une coopération commerciale et institutionnelle entre les ports importants dans les pays membres. Dans le but de répandre les différentes options de transport, la signature des protocoles de coopération entre d'une part le personnel des transports routier et ferroviaire en fonction sur le couloir de transport mer Caspienne Est-Ouest et d'autre part les centres de logistiques a significativement contribué à l'approfondissement de la coopération régionale dans le domaine des transports. Les formations techniques et l'échange de connaissances sur les sujets douaniers sont également cruciaux pour le développement de la coopération régionale ciblée.

Le projet du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne, applicable en 2018, réunissant pour la première fois les pays membres du Conseil turcique autour d'un même circuit et ayant comme objectif la présentation aux peuples turcophones et au monde entier l'héritage culturel et historique reposant sur la Route de la Soie constitue une étape nouvelle pour l'approfondissement de la coopération régionale. Ce projet qui apportera des bénéfices économiques aux pays membres est une preuve de la nécessité de multiplier ce genre d'initiative au sein du Conseil turcique. Dans le cadre des travaux de préparation du dit-projet, le fait que le ministère de la Culture et du Tourisme de la

République de Turquie a offert une formation à 1000 personnels du secteur du tourisme des pays membres est aussi remarquable vis-à-vis le développement de capacité et l'échange d'expérience dans la région.¹²⁶⁸

Grâce à son approche institutionnelle, le Conseil turcique joue un rôle important pour la fortification de liens éducatifs et culturels entre les pays et les peuples turcophones. Le processus d'Orkhon en tant que programme d'échange, dans le cadre de l'Union des universités turcophones, des étudiants et des académiciens de 22 universités des pays membres et de la Hongrie est un résultat concret du mécanisme de l'Union des universités turcophones au sein du Conseil.¹²⁶⁹ Pour ce qui est du programme d'échange entre les lycéens, il présente une étape importante pour la prise de conscience de la coopération régionale entre les jeunes. L'adoption des mêmes livres d'histoire, de géographie et de littérature dans tous les lycées des pays membres contribuera à cette prise de conscience.

Les jeux sportifs universitaires, les différentes compétitions sportives et les camps de jeunesse sont une occasion pour les jeunes ressortissants des pays membres de mieux se connaître par le biais des activités sportives. À ce titre, la plateforme de jeunesse du Conseil turcique qui vise l'harmonisation des politiques vis-à-vis de la jeunesse et la réunion sous le même toit des organisations de jeunesse développera les moyens d'actions communes entre les jeunes. Toutes ces démarches contribuent à la fortification des liens entre les peuples, notamment les jeunes, et les institutions des pays membres, résultant par l'approfondissement de la coopération régionale.¹²⁷⁰ De plus, elles contribuent au développement de la capacité d'acteur régionale du Conseil turcique.

La corrélation entre l'institutionnalisation et le développement de la capacité d'acteur est aussi remarquable dans les relations du Conseil turcique avec TURKSOY, TURKPA, l'Académie turcique et la Fondation pour la culture et le patrimoine turcique. Par ailleurs, il serait question d'une ambiguïté dans la nature des relations entre ces organisations de la coopération turcophone. Pourtant la décision prise au sommet de Bakou pour l'établissement d'un comité de coordination présidé par le Conseil a montré

¹²⁶⁸ Kutay Oktay, "Organize İpek Yolu Turları Üzerine Bir İnceleme", dans Fahri Atasoy (éd.), **Yükselen İpek Yolu 1. Cilt: İpek Yolu'nda Ekonomi ve Turizm**, Ankara: Türk Yurdu, 2016, p.183-184.

¹²⁶⁹ Akıllı, op.cit., p.3-5.

¹²⁷⁰ Entretien avec Madame Zhyldyz Uzakova, directrice de projet au Conseil turcique et diplomate kirghize, le 25 octobre 2019, Istanbul.

une fois de plus le rôle prépondérant du Conseil pour la coopération régionale entre les pays turcophones tout en incluant à ce processus la dimension culturelle, éducative, scientifique et la diplomatie parlementaire. Cette décision a renforcé le pouvoir du Conseil turcique dans la région. En outre, l'établissement des liens institutionnels entre le Conseil et les autres organisations internationales dans le cadre d'un inter-régionalisme a aussi contribué au progrès de sa capacité en tant qu'acteur régional.

Le Conseil a montré sa volonté de contribuer à la coopération internationale à plusieurs occasions. Dans ce cadre, il continue ses efforts pour l'obtention du statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU et de l'OCI, tandis qu'il coopère avec plusieurs institutions spécialisées de l'ONU ainsi que d'autres organisations régionales sur la base des mémorandums d'accords existant entre eux. À cet égard, tout dialogue ou coopération mis en place avec les organisations régionales et internationales contribue à la considération du Conseil turcique comme un acteur régional. Ainsi, les rapports onusiens ont commencé à mentionner la contribution du Conseil à la coopération régionale et globale en soulignant sa capacité en tant qu'acteur.

Comme résultat de l'institutionnalisation de la coopération régionale au Conseil turcique, l'Ouzbékistan a choisi de ne plus rester en dehors de ce mécanisme.¹²⁷¹ Ainsi, l'année 2019 au dixième anniversaire de l'établissement du Conseil a marqué la fin de la période d'institutionnalisation et le commencement de la période d'élargissement du Conseil.¹²⁷² Cette année a aussi été importante pour le développement des relations entre le Conseil et le Turkménistan, ce dernier pourrait demander le statut d'observateur dans peu de temps. Ces développements ont servi à l'engagement actif de tous les acteurs turcophones pour la coopération régionale, insuffisante auparavant. Au sujet du dialogue avec les autres pays de la région, les relations développées entre le Conseil turcique et la Hongrie en tant que pays observateur depuis 2018 sont aussi importantes pour examiner sa capacité en tant qu'acteur régional. L'octroi de ce statut à la Hongrie et l'ouverture d'un

¹²⁷¹ Ulutaş et Tanrıseven, op.cit., p. 117.

¹²⁷² Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

office de représentation du Conseil turcique à Budapest sont d'une part la preuve du caractère inclusif de la coopération régionale et d'autre part la preuve d'une prise de conscience sur sa capacité en tant qu'acteur régional par un État européen.

La proclamation, le 24 mai 2019, du premier président du Kazakhstan Nazarbaïev, suite à la proposition du président Erdoğan, comme chef honoraire du Conseil a eu des effets considérables sur la collaboration institutionnelle du Conseil turcique. La nomination de Nazarbaïev, connu aussi comme l'*Aksakal* du monde turcophone et qui a été présent à tous les sommets de 1992 à 2018, aura des effets positifs sur la collaboration institutionnelle.¹²⁷³ Dans cette perspective, l'article de Nazarbaïev, intitulé *Seven Facets of the Grand Steppe* et publié le 21 décembre 2018 est un guide non seulement pour le Kazakhstan mais aussi pour tous les pays turcophones au sujet de l'approfondissement de la coopération régionale. Cette démarche a aussi augmenté la visibilité du Conseil en accentuant sa capacité d'acteur régional sur la scène internationale.

Dans cette perspective, il est observable que la création du Conseil turcique a eu un effet accélérateur sur la coopération multilatérale entre les pays turcophones.¹²⁷⁴ Le Conseil a permis une coopération accrue au niveau bureaucratique entre les pays membres. Les efforts pour l'adoption d'une position commune et la mise en place de projets communs ont contribué à cette coopération. Les projets communs et les initiatives ont non seulement eu des effets positifs sur la coopération étatique mais aussi pour l'établissement d'un dialogue renforcé entre les peuples turcophones. Le Conseil turcique est certes devenu le moyen le plus important pour rassembler le monde turcique.¹²⁷⁵ En faisant cela, notons que le Conseil s'est aussi ouvert à la coopération avec les pays tiers. Comme l'a expliqué le secrétaire général Baghdad Amreyev au cours d'un entretien « *les pays membres du Conseil turcique ont fait preuve, en très peu de temps, de la capacité de se concentrer et d'œuvrer ensemble sur la scène internationale pour les mêmes objectifs. À cet égard, le Conseil a octroyé une identité institutionnelle à la*

¹²⁷³ « Nazarbayev Türk Konseyi'nin onursal başkanı oldu », **CNNTürk**, le 21 mai 2019, <https://www.cnn.turk.com/turkiye/nazarbayev-turk-konseyinin-omur-boyu-onursal-baskani-oldu>, consulté le 26 mai 2019.

¹²⁷⁴ Şahin, op.cit., p. 1170-1171.

¹²⁷⁵ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Gökhan Turan, directeur générale adjoint des affaires du Caucase et de l'Asie central, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, le 27 novembre 2018, Ankara.

coopération entre les États turcs ». ¹²⁷⁶ Ainsi, grâce à un mécanisme de coopération régionale tel que le Conseil turcique, la coopération turcophone a pu s'institutionnaliser. Une telle institutionnalisation a permis la mise en place d'une coopération durable et régulière. Notamment, la présence d'une structure institutionnalisée empêche la régression de la coopération et protège la collaboration régionale contre les défis politiques. ¹²⁷⁷ Ainsi, en 2019, au dixième anniversaire de sa fondation, le Conseil turcique a fini son étape d'institutionnalisation et est entré dans un nouveau stade pour engendrer d'avantage la coopération régionale avec sa capacité renforcée en tant qu'acteur régional. ¹²⁷⁸ La coopération institutionnalisée grâce au Conseil turcique a eu des effets considérables sur le développement de la régionalisation entre les pays turcophones.

b-Les contributions du secrétariat permanent pour le renforcement de l'identité régionale

L'existence d'un secrétariat permanent est d'une importance considérable pour le fonctionnement du Conseil turcique. ¹²⁷⁹ Dans le cadre des traités fondateurs et des déclarations de sommets, le Conseil est le garant de la coopération. Ainsi, il conduit ses activités en trois étapes; l'étape principale, l'étape complémentaire et l'étape promotionnel. Il s'agit là d'un effort pour le renforcement d'une identité régionale.

Depuis le début, le secrétariat joue le rôle de locomotive pour la coopération entre les pays turcophones même si sa structure reste assez minimale en comparaison avec ses homologues. ¹²⁸⁰ Dans le cadre de cette structure établie pour une collaboration spécifique, malgré l'insuffisance du personnel et de son budget, les fonctionnaires œuvrent pour l'institutionnalisation de la collaboration régionale dans divers domaines.

¹²⁷⁶ « Türk dünyasının stratejik çatı kuruluşu: Türk Keneşi », **Anadolu Ajansı**, le 30 juillet 2019, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/turk-dunyasinin-stratejik-cati-kurulusu-turk-kenesi/1544776>, consulté le 20 octobre 2019.

¹²⁷⁷ Entretien avec Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

¹²⁷⁸ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

¹²⁷⁹ Entretien avec Monsieur Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

¹²⁸⁰ À la fin de 2019, deux personnes pour l'Azerbaïdjan, deux personnes pour le Kazakhstan, une personne pour le Kirghizstan et trois personnes pour la Turquie y travaillent en tant que directeur de projet avec deux spécialistes de recherche. Deux secrétaires généraux adjoints de nationalité turque et azerbaïdjanaise y fonctionnent pendant que le secrétaire général de nationalité kirghize est absent depuis 2014.

Sachant que le secrétariat est en charge de la préparation de l'ordre du jour, des documents et de la logistique des sommets ainsi que des réunions des ministres et des groupes de travail, il est plus facile de comprendre la dimension de ces efforts fournis en tant que ses activités principales.

Bien que la préparation des sommets et des autres réunions dans le cadre du Conseil turcique se fasse de façon coordonnée avec le pays hôte, le secrétariat est responsable du compte-rendu, de l'application ainsi que du suivi des décisions. Nous remarquons que grâce à cette phase de préparation et au suivi, à la différence des années 1990, la collaboration se fait de façon plus systématique.¹²⁸¹ Similaire au processus mis en place entre les Centres de recherches stratégiques de politiques étrangères des pays membres, le secrétariat est dans la capacité d'émettre de nouvelles propositions de coopération qui seraient à l'avantage de l'intérêt commun. Dans cette perspective, il est fort important que le Conseil turcique ait une structure inclusive, régionaliste et axée sur le résultat.

Dans le cadre des décisions prises dans les groupes de travail, les groupes ministériels et les sommets, le secrétariat dispose d'un rôle clé pour le développement des programmes concernant le renforcement des capacités selon les demandes des pays membres. Dans cette perspective, le secrétariat est en charge de la préparation du contenu des programmes concernant les domaines de l'économie, de la douane, du tourisme et de la diplomatie. Il est libre d'inclure, si nécessaire, les représentants du secteur privé et les acteurs internationaux. Aussi, comme pour le tourisme, le transport et la douane, le secrétariat aide à l'acceptation par les pays membres des normes internationales.¹²⁸²

Les visites régulières du secrétaire général et du secrétaire général adjoint aux pays membres et les délibérations faites à ces occasions sont importantes du point de vue de la contribution du secrétariat à la collaboration régionale. À titre illustratif, le secrétaire général du Conseil turcique rend visite, au moins une fois par an, aux chefs d'État des pays membres. En plus, ces visites sont l'occasion de s'entretenir avec les hauts fonctionnaires et les ambassadeurs en poste dans le pays. L'ambassadeur du pays président du mandat ou d'un autre pays membre a un rôle considérable durant les visites

¹²⁸¹ Shaukenova, op.cit., p. 82-84.

¹²⁸² Amreyev, op.cit. p. 28-29.

réalisées aux pays situés en dehors de la région du Conseil turcique. L'ambassadeur en question invite aux réunions de travail les autres ambassadeurs et le secrétariat du Conseil turcique à réfléchir sur les possibilités de coopération. L'ambassadeur de Turkménistan y est aussi invité.¹²⁸³ Cette initiative du secrétariat a des résultats très positifs sur la coopération régionale et les moyens d'appliquer celle-ci avec les pays tiers.

La coopération avec les organisations internationales est aussi faite partie de la responsabilité principale du secrétariat. À cet égard, les réunions de ces organisations internationales fournissent une plateforme pour exposer la coopération régionale à la scène de la communauté internationale. Bien sûr, cela aussi sert à l'augmentation de sa visibilité sur cette scène. En résumé, les tâches routines du secrétariat, mentionnées ci-dessus, ne renforcent pas seulement la coopération régionale mais contribuent aussi à semer les germes d'une identité régionale.

Les activités complémentaires du secrétariat dans différents domaines servent aussi à l'établissement d'une identité régionale entre les pays turcophones. Notons à ce titre les publications réalisées ainsi que les dialogues mis en place avec les organisations non-gouvernementales et les cercles universitaires. Dans ce cadre, les rapports annuels, les publications communes et les rapports de conférences préparés par le secrétariat sont d'une grande importance. Les dites-publications, en plus d'informer des activités du Conseil turcique et de la coopération turcophone, servent à la fabrication d'une rhétorique commune. Le secrétariat crée, à différentes occasions, cette rhétorique et l'utilise dans ses documents en mettant l'accent sur la prise en main de cette identité. En effet, il est question de faire référence à cette rhétorique dans les discours du secrétaire général du Conseil ainsi que dans ceux des ministres et des chefs d'État des pays membres. Des rapports des conférences comme celui de la conférence organisée sur « le rôle de la jeunesse dans la lutte contre l'extrémisme violent » sont des documents qui résument les résultats de ces activités régionales. Les rapports annuels sont des publications essentielles pour examiner le bilan des activités pendant une année. Les éditions spéciales du Conseil turcique préparées pour les sommets des chefs d'État sont d'une importance amplifiée. Les éditions intitulées « le 5ème Sommet du Conseil turcique : un acteur prometteur dans la

¹²⁸³ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et le premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akinci, le 7 mars 2017, Istanbul.

coopération régionale en Eurasie » présentée au sommet d'Astana, « la Contribution de la Turquie au développement et à la coopération de la région et le 25^e anniversaire de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Kirghizstan » présentée au sommet de Tcholponata et «le Conseil turcique : 10^e anniversaire du traité de Nakhchivan » présentée au sommet de Bakou font parties des efforts dépensés par le secrétariat afin de renforcer la prise de conscience sur les activités du Conseil et de renforcer l'identité régionale.¹²⁸⁴

Le fait que le secrétariat encourage les académiciens des pays membres et des pays de la région à faire des publications au sujet du Conseil turcique, ses activités et la coopération régionale constitue un atout pour le développement de l'identité régionale. Avec la même perspective, le secrétariat est en étroite relation avec les *think tanks* et les centres de recherches spécialisés sur l'Eurasie. À ce titre, la première réunion organisée avec la collaboration du SAM et le Centre d'analyse eurasiatique (AVIM) et intitulée « le Conseil turcique et la coopération en Eurasie à la lumière des développements régionaux » a eu lieu le 24 février 2015 à Ankara.¹²⁸⁵ Aussi, le secrétariat est en dialogue avec les universités des pays membres y compris ceux au sein de l'Union des universités turcophones du Conseil turcique. Ainsi, les conférences organisées sur les activités du Conseil engendrent à la fois une prise de conscience de cette organisation régionale et une multiplication des références à l'identité régionale entre les pays turcophones.

Autre point important porte sur les activités de promotion organisées par le secrétariat pour approfondir la prise de conscience sur cette organisation et le renforcement de l'identité régionale. Dans ce cadre, l'organisation d'une réception pour la célébration de la journée de la collaboration turcique le 3 octobre, date de la signature du traité de Nakhitchévan, est d'une importance symbolique. De plus, à l'occasion des visites du secrétaire général du Conseil turcique et de ses adjoints, les journalistes sont informés des plus récentes nouvelles, des entretiens sont réalisés et les responsables apparaissent à la télévision. Le secrétariat a aussi recours aux réseaux sociaux de façon effective. Le site internet (www.turkkon.org) bilingue (anglais et turc) mis à jour

¹²⁸⁴ Pour les rapport et publications communes en question voir <http://www.turkkon.org/tr-TR/yayinlar/3/1642>, consulté le 30 juillet 2019.

¹²⁸⁵ Pour le rapport en question voir http://www.turkkon.org/Assets/dokuman/AVIM_RAPORU_2015_0526_1_65558.pdf, consulté le 30 octobre 2019.

régulièrement est une plateforme importante pour le partage des activités du Conseil avec les pays membres et l'opinion internationale. Les comptes *facebook*, *twitter* et *instagram* du Conseil sont mis à jour régulièrement dans les deux langues. Tout comme pour les projets de tourisme et de jeunesse-sport, le Conseil prépare des vidéos promotionnels et les partage sur les réseaux sociaux.¹²⁸⁶

La participation du secrétaire général, des secrétaires adjoints et du directeur de projet aux réunions régionales et internationales ainsi qu'aux manifestations nationales dans les pays membres certes augmente la visibilité du Conseil sur la scène internationale. Dans ce cadre, le secrétariat du Conseil turcique est invité aux inaugurations des importants projets et des activités reliées dans les pays membres. À titre illustratif, le secrétaire général du Conseil turcique s'est tenu présent aux cérémonies d'inauguration du chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars qui a eu lieu à Bakou, du nouvel aéroport à Istanbul, du Forum économique d'Astana au Kazakhstan et du projet *Taza-Koom* qui est le projet de transformation de l'e-gouvernement au Kirghizstan. Aussi, aux réunions auxquelles le secrétariat participe, il est question d'un récapitulatif des projets du Conseil et ainsi d'une prise de conscience des travaux du Conseil.¹²⁸⁷

Le secrétariat prend des mesures concrètes pour la mise en place d'une identité régionale » dans le cadre d'une appropriation régionale constituant un aspect très important de l'approfondissement de la régionalisation. Comme nous l'avons abordé dans la partie théorique de cette recherche, ces développements sont capitaux pour l'accroissement du degré de régionalité dans les pays turcophones. Cependant, il serait pertinent de noter que l'édification de l'identité régionale est un processus à long terme qui demande du temps et une prise de conscience. D'ailleurs, si nous retenons que les autres pays, à l'exception de la Turquie, sont encore dans le processus de l'établissement de leur propre identité nationale, attendre de grands changements durant ces dix dernières années, c'est-à-dire depuis la fondation du Conseil, ne semblerait pas vraiment réaliste.

¹²⁸⁶ Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018, p.76-94, https://www.turkkon.org/en/yayinlar/turkic-council-2017-annual-report_8, consulté le 20 mai 2019.

¹²⁸⁷ Ibid.,p.85-94.

Cependant, l'existence d'une histoire, d'une ethnicité et d'une base linguistique ainsi que des intérêts en commun dans une région partagée facilitent le développement d'une telle identité régionale.

Prenant en considération le caractère dynamique de la régionalisation qui n'est pas toujours composé d'une coopération linéaire, après avoir analysé les accomplissements du Conseil turcique, il semblerait nécessaire de se pencher sur ses limites pour mieux comprendre le degré de régionalité atteint pour la régionalisation entre les pays turcophones.

3-Les limites au sein de la coopération régionale

Il existe certains obstacles à l'institutionnalisation de la coopération régionale auxquels le Conseil turcique fait face. Ces limites trouvent leur source d'une part chez les pays membres et d'autre part chez le Conseil turcique même.

a-Les limites provenant des pays membres du Conseil turcique

Parmi les obstacles provenant des pays membres du Conseil turcique, il est fort de constater les différences politiques, structurelles et bureaucratiques des pays membres, les différences du niveau de représentation aux manifestations du Conseil, les effets des relations bilatérales entre les pays membres sur la coopération régionale et les différences de degré dans l'engagement à la coopération régionale.

Il est évident qu'avec des sensibilités nationales différentes tous les pays turcophones ne possèdent pas d'approche identique de la politique étrangère. Cette division est claire sur certains sujets ayant des effets régionaux y compris le conflit gelé au Haut-Karabakh, la reconnaissance de la République turque de Chypre du Nord, l'annexion illégale de la Crimée. L'existence d'une telle division pourrait diminuer la capacité d'acteur du Conseil turcique au niveau régionale et internationale. À cet égard, il serait mieux que les pays turcophones dépensent plus d'effort pour harmoniser leur politique étrangère sur telles matières qui ont des répercussions régionales.

Sachant que les pays membres du Conseil turcique, à l'exception de la Turquie, ont gagné leur indépendance du système soviétique il n'y a même pas encore 30 ans de cela, comme nous avons analysé dans la partie sur *state building* de la thèse, il existe des différences dans leur système étatique. Dans ce cadre, concernant un sujet de coopération, il est possible que les pays membres ne possèdent pas des institutions similaires. À titre illustratif, à l'analyse des institutions existantes dans le cadre de la coopération touristique, il est possible de lister l'Agence nationale du tourisme de l'Azerbaïdjan qui a remplacé en 2018 le ministère de la Culture et de la Civilisation, le Comité du Tourisme au sein du ministère de la Culture et du Sport de la Kazakhstan, le ministère de la Culture, de l'Information et du Tourisme du Kirghizstan et enfin le ministère de la Culture et du Tourisme de la Turquie. L'existence de différentes structures entraîne avec soi des différences bureaucratiques et législatives. Dans de telles conditions, il semble encore plus difficile de réunir les représentants du secteur touristique pour un même objectif. Aussi, prenant en compte que le Kazakhstan a récemment commencé à déployer les efforts pour le développement de son secteur de tourisme, il est fort de constater que les pays membres n'accordent pas la même importance à ce sujet, limitant de la sorte les possibilités de coopération régionale et la régionalisation.

Il est évident de marquer qu'en parallèle avec le processus de *state building*, le *nation building* et le *national identity building* dans ces pays encore continuent même si avec une ampleur diminuée.¹²⁸⁸ Cela produit évidemment des obstacles pour la formation d'une identité régionale qui est une partie primordiale de développement de la régionalisation. Même si le Kazakhstan a décidé d'utiliser l'alphabet latin à partir de 2025, le fait que le Kirghizstan utilise encore l'alphabet cyrillique rend le développement de l'inter-compréhensibilité entre tous les pays turcophone difficile. Par ailleurs, nous sommes témoins que dans certaines réunions du Conseil turcique, les fonctionnaires des pays turcophones d'Asie centrale encore parlent le russe pour se communiquer. L'usage de l'alphabet latin par tous les États turcophones permettrait d'éviter ce fait et d'augmenter graduellement la compréhensibilité entre eux.¹²⁸⁹

¹²⁸⁸ Ahmet Turan Esen, "Türk Konseyi Türk Birliği'nin Anahtarı Olur mu?", **21. Yüzyıl Dergisi**, Sayı:47, Kasım 2012, p.16-17.

¹²⁸⁹ Kurşad Zorlu, « Türk Dünyası: Fıratlar ve Sorunlar », **21. Yüzyıl Dergisi**, Sayı:47, Kasım 2012, p.27.

Les différences institutionnelles ne sont pas seulement structurelles mais aussi systémiques. Par exemple, au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique, les systèmes concernant les chemins de fer des pays nouvellement indépendants ainsi que de la Turquie étaient différentes. Dans ce cadre, l'écartement des rails dans les pays nouvellement indépendants était plus large qu'en Turquie. L'uniformisation des largeurs de voies, sujet à l'ordre du jour des ministres du Transport du Conseil turcique est important du point de vue de la circulation continue et rapide. Ce sujet qui constituait pendant de longues années un obstacle à la coopération ferroviaire a de nouveau été à l'ordre du jour avec la réalisation du projet Bakou-Tbilissi-Kars. Dans ce cadre, bien que les pays membres aient d'abord proposé de résoudre le problème par l'utilisation d'un « connecteur », ils ont fini par élargir l'écartement des rails situés en Turquie, trouvant ainsi une solution sur le long terme. Ainsi, la prise de conscience engendrée sur ce sujet au sein du Conseil turcique a abouti à la résolution du problème au service de la coopération renforcée sur le domaine des transports des pays turcophones.¹²⁹⁰

En plus des différences structurelles, celles dans les structures bureaucratiques apparaissent aussi comme un obstacle à la mise en pratique des décisions qui figurent dans les déclarations de sommet. Un retard dans les délais chez un des pays membres a un effet domino sur tout le processus pour la réalisation d'un projet à l'intérêt commun. À ce stade, les initiatives et décisions des fonctionnaires dans les pays membres aussi jouent un rôle indéniable. L'intériorisation ou la non-intériorisation personnelle de la coopération turcophone par le fonctionnaire lui-même a un effet direct sur le résultat. Il est donc incontestable qu'un fonctionnaire qui aurait par exemple fait ses études supérieures en Turquie ou qui aurait travaillé dans l'un des pays membres aura tendance à œuvrer plus qu'un autre.

Le désengagement des pays membres à certains sommets du Conseil turcique et aux réunions des ministres et du groupe de travail a eu des effets négatifs sur la coopération régionale et la régionalisation.¹²⁹¹ Cela est essentiellement dû aux développements en

¹²⁹⁰ Entretien avec Monsieur Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TIKa au Kazakhstan, le 20 mai 2019, Istanbul.

¹²⁹¹ Amirbek, Anuarbekuly et Makhanov, op.cit., p.195.

politique intérieure ou à la juxtaposition avec d'autres réunions. C'est justement dans cette situation qu'apparaissent les problèmes du niveau de représentation des participants. En effet, il semblerait que les ministres adjoints sont plus nombreux à participer aux réunions ministérielles que les ministres eux-mêmes, affectant de la sorte l'engagement aux décisions prises. Par ailleurs, de par le fait que les membres des délégations nationales qui participent aux réunions ne disposent pas d'une autorité absolue en raison de leur position, ces réunions ne produisent pas des résultats si productifs. Parfois, un pays peut être représenté par les diplomates de son Ambassade ou de son Consulat. Si un diplomate participe à une telle réunion sans recevoir les consignes directives de son pays, il est fort probable que sa présence sera sans conséquences.

Plus les relations bilatérales entre les pays du Conseil turcique sont fortes, plus elles auront des effets positifs sur les relations multilatérales. Ceci est aussi valable pour le contraire ; rappelons que les frictions survenues à la frontière entre le Kazakhstan et le Kirghizstan ont engendré des complications pour la collaboration douanière au sein du Conseil turcique.¹²⁹² Par ailleurs, le 6^{ème} sommet du Conseil turcique, prévu en 2016, au Kirghizstan, a été remis à plus tard, entre autres, en raison des tensions qui apparurent entre la Turquie et le Kirghizstan, de 2016 à 2018. Aussi, le développement de la coopération entre les pays turcophones, autre que la Turquie, permettrait un approfondissement de la coopération au sein du Conseil même. Dans ce cadre, l'établissement d'une infrastructure ferroviaire, routière et aérienne plus serrée entre ces pays se trouve plus qu'une nécessité. En se basant sur le fait que les vols aériens entre Bakou et Bichkek ne sont effectués qu'à certaines périodes de l'année, il y aurait besoin de surmonter de telles restrictions logistiques bilatérales afin d'approfondir la régionalisation par l'intermédiaire du Conseil.¹²⁹³

Les niveaux économiques des pays membres du Conseil turcique diffèrent d'un pays à l'autre. Aussi, les contributions de chaque pays membre au budget annuel du Conseil sont toutes différentes. Les crises économiques dans les pays membres résultent parfois

¹²⁹² Pour les détails de la dite-friction voir <http://old.qha.com.ua/tr/turk-dunyasi/kazakkirgiz-gerginligi-sinir-kapilarina-yansidi/160429/>, consulté le 28 novembre 2018.

¹²⁹³ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Gökhan Turan, directeur générale adjoint des affaires du Caucase et de l'Asie central, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, le 27 novembre 2018, Ankara.

par la suspension de certains projets. À titre illustratif, les conséquences négatives de la baisse, en 2015, du prix du pétrole sur l'économie de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ont interrompu le projet de la création d'une chaîne de télévision commune au sein du Conseil turcique. Pourtant, la durabilité de ce genre projet commun passe par la contribution financière de tous les pays membres dans le cadre du niveau possible. Comme le Conseil turcique ne dispose pas d'un budget supplémentaire pour la réalisation des projets, le Secrétariat s'est vu dans l'obligation de trouver de nouvelles ressources pour les tours de promotion touristiques et les conférences internationales réalisés. Avec la possibilité de financer un projet en espèce ou en nature, l'engagement, de moyens divers, de chaque pays membre à un projet ou une activité renforcera la coopération régionale.¹²⁹⁴

Pour pouvoir accroître la visibilité du Conseil au niveau national, régional et global, il est pertinent que les pays membres doublent leurs efforts.¹²⁹⁵ Dans cette perspective, l'invitation systématique du secrétariat aux événements réalisés dans les pays membres et leur accorder, à cette occasion, le temps nécessaire d'adresse sont primordiales. L'encouragement des publications concernant le Conseil et l'augmentation du nombre de conférences concernant les travaux du Conseil par les États membres contribueront à la visibilité du Conseil sur la scène internationale. Mis à part les obstacles engendrés par les pays membres, certaines limites qui trouvent leur source au sein même du Conseil ont, parfois, tendance à influencer négativement le développement de la coopération régionale.

b-Les enjeux provenant des travaux du Conseil turcique

Les attentes à l'égard du Conseil turcique, créé à la suite d'une longue période pour le développement de la coopération entre les pays turcophones, étaient grandes. D'ailleurs, le processus de relance de la régionalisation mis en place juste après l'indépendance des pays turcophones, sous l'influence des facteurs exogènes et endogènes, n'a pu devenir effectif qu'avec la création du Conseil turcique. Dans ce cadre, nous étudierons les limites rencontrées dans la pratique suite à l'application des décisions dans le cadre des traités fondateurs et des activités de cette institution.

¹²⁹⁴ Chaix, op.cit.,p.44-45.

¹²⁹⁵ Mamaşusupov, op.cit.,p.39.

Prenant en considération le large éventail de coopération du Conseil turcique et de son secrétariat permanent, il semblerait pertinent de noter qu'avec son champ d'action s'étant élargi dans un peu de temps, il ne s'intéresserait pas de la même façon à chaque sujet de coopération. Ainsi, dans la pratique certaines initiatives sont plus superficielles que d'autres. À titre illustratif, la coopération entre les médias comme résultat du sommet d'Astana de 2015, même si elle constitue un sujet significatif pour promouvoir la collaboration entre les peuples turcophones resterait au deuxième plan comparé aux autres sujets de collaboration. Nous remarquons aussi l'absence de projets en commun pour ce qui concerne le thème de l'énergie alternative qui a été inclus récemment dans l'agenda du Conseil. La force motrice du Conseil porte sur les sujets concernant l'économie, le transport, la douane, le tourisme, l'éducation, le sport et la jeunesse. Cependant, même pour ceux-là il n'est pas encore question d'une approche basée sur les projets de manière suffisante.¹²⁹⁶ Par exemple, alors que la collaboration pour le tourisme se fait dans le cadre du projet du voyage organisé commun de la Route de la Soie moderne, il n'est pourtant pas possible d'évoquer une perception centrée sur les projets pour les autres domaines de coopération.¹²⁹⁷ Notamment, alors que le secrétariat fonctionne avec un personnel restreint, il ne semblerait pas réaliste d'en demander trop aux directeurs de projets qui s'occupent déjà de plusieurs sujets de coopération en même temps. Aussi un laps de temps s'écoule entre le départ du directeur de projet sortant et l'arrivée de son successeur, causant certaines défaillances. Dans ce cadre, il serait raisonnable de ne pas mettre en place de nouveaux domaines de coopération sans l'obtention au préalable de résultats concrets pour les sujets en cours.

Nous observons que certaines réunions au sein du Conseil turcique ne respectent pas les délais convenus. En effet, bien que les sommets soient organisés annuellement, le sommet Tcholonata n'a pu se réaliser que trois ans après le sommet d'Astana. La répétition de ce genre de délai pourrait causer des ruptures dans le processus de coopération comme il était le cas pendant les sommets des États turcs dans les années 1990. Notons aussi que le nombre des réunions de certaines réunions des groupes de travail, prévues au moins deux fois par an et certaines réunions des ministres, ne sont pas

¹²⁹⁶ Chaix, op.cit., p.44-45.

¹²⁹⁷ Entretien avec Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

respectées. Cette situation, liée aux conditions du pays hôte, est un facteur de régression pour la coopération régionale. À titre illustratif, la 5^{ème} réunion des ministres de l'Éducation du Conseil turcique, prévue pour 2017 n'a pu se réaliser qu'en 2019. Bien qu'il soit précisé dans les déclarations de sommets que les consultations de sécurité doivent se tenir régulièrement, le plus récent remonte à 2016 sous l'égide de la Turquie. En se basant sur ces exemples, nous pouvons en conclure qu'il est vraiment important que les travaux du Conseil ne soient pas interrompus et continuent comme il est prévu de manière systématique. De plus, la répétition de la prise des mêmes décisions sans leur implication comme il était la pratique dans le cadre des sommets des États turcs doit être évitée pour que le fonctionnement du Conseil turcique soit plus effectif.

Le rôle du Conseil turcique sur le développement de capacité des pays sur des différents domaines nécessite une amélioration. Ainsi, l'organisation des réunions ministérielles et celles des groupes de travaux, même si d'une façon régulière ne pourraient pas aboutir à des résultats concrets si ce facteur n'est pas intériorisé dans le domaine de coopération concernée. Au lieu de se réunir juste par nécessité, il serait plus favorable de prendre des mesures concrètes pour répondre aux demandes des pays membres. Dans ce cadre, en profitant des avantages comparatifs des pays membres, il faudrait doubler les efforts pour faciliter un échange des connaissances. Il serait donc adéquat de poursuivre les formations professionnelles ou autre programme de formation vis-à-vis des petites et moyennes entreprises dans le domaine économique, du personnel dans le domaine du tourisme, des fonctionnaires de la douane dans le domaine de la douane et des jeunes diplomates dans le domaine de la diplomatie.

L'intérêt commun constitue le sujet primordial de la coopération régionale et la régionalisation entre les pays turcophones. La distinction d'un intérêt commun entre les pays membres ainsi que le Turkménistan est cruciale pour l'accroissement du degré de régionalité. Plus les peuples turcophones auront un intérêt commun pour les activités du Conseil turcique et plus ils intérioriseront le processus de régionalisation. De ce point de vue, il semblerait pertinent de fortifier la coopération économique, force motrice de la coopération régionale. Il est primordial que tous les acteurs économiques, y compris les hommes d'affaires et les petits commerçants ainsi que le reste de la population ressentent les bienfaits de la coopération dans ce domaine. C'est pourquoi il est vraiment important

que le Conseil approfondisse la coopération économique et développe des projets concrets. De ce point de vue, il est crucial que le Conseil turcique mette en place des projets dédiés à l'accroissement des investissements et du volume commercial entre les pays turcophones. C'est justement sur ce point que la réalisation rapide du projet du Fond d'investissement commun gagne de l'importance. Il est aussi important que la Chambre commune de Commerce et d'Industrie décide d'un plan d'action et le réalise le plus rapidement possible par l'intermédiaire des projets concrets.

Une autre observation porte sur la nécessité de faire connaître les activités du Conseil turcique parmi les populations turcophones.¹²⁹⁸ Le secrétariat du Conseil turcique doit prendre plus d'initiative sur ce domaine pendant que les pays membres devraient soutenir davantage le secrétariat à ce sujet. En effet, malgré toutes les initiatives de diplomatie publique, il apparaît que le Conseil turcique n'est pas assez connu dans les pays membres, avec la Turquie en tête. Il est crucial que le Conseil soit en dialogue plus serré avec les médias et le monde académique des pays membres. Les travaux concernant l'éducation ainsi que le sport et la jeunesse sont un investissement sur le long terme pour l'intériorisation de la prise de conscience de la régionalisation et l'établissement d'une identité régionale plus forte. Cependant, afin d'obtenir un meilleur résultat, l'établissement d'un lien plus étroit avec les universités et les organisations non-gouvernementales semble nécessaire. Dans cette perspective, il faudrait que les conférences universitaires ainsi que les événements communs à travers lesquels les activités du Conseil turcique seront expliquées soient multipliés.

L'obtention d'une coordination et d'une coopération avancées entre les institutions officielles de la coopération turcophone, guidées par le Conseil turcique est un autre enjeu à surmonter.¹²⁹⁹ L'établissement d'un comité de coordination entre eux présidé par le secrétaire générale du Conseil turcique dont la décision a été prise au sommet de Bakou sera instrumental pour assurer cette coordination et collaboration sans déformer la structure institutionnelle des institutions qui existent. De plus, le Conseil turcique doit suivre de plus près toutes les initiatives non-officielles mises en place pour le développement de la coopération turcique et doit adopter une attitude proactive contre

¹²⁹⁸ Entretien avec Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

¹²⁹⁹ Mamaşusupov, op.cit.,p.39.

toute duplication. En effet, la continuation du moment gagné vis-à-vis les travaux de coopération entamés par le Conseil turcique contribuera à fortifier son rôle d'acteur réunificateur pour la collaboration turcophone.¹³⁰⁰

L'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil turcique comme pays membre est une mesure significative pour contribuer à la hausse de régionalité. Ainsi, l'adaptation de cette adhésion dans les travaux et les projets du Conseil prendrait du temps. Le développement des relations avec le Turkménistan, en tant que le seul pays qui est resté en dehors de la coopération au sein du Conseil doit être mis sur une carte de route davantage planifiée et effective. L'engagement de tous les pays turcophone dans la coopération au sein du Conseil turcique perspective fortifiera sans doute la régionalisation concernée.¹³⁰¹ D'autre part, la préparation des projets communs avec la Hongrie, pays observateur du Conseil, sera bénéfique du point de vue de l'inter-régionalisme laissant des effets positifs encore sur la régionalisation.

Enfin, il a déjà été cité auparavant que le Conseil turcique entretient, depuis 2014, des relations étroites avec les organisations internationales, l'ONU en tête. Pourtant cette coopération ne s'est limitée qu'à la réalisation de visites bilatérales ou de conférences communes. Dans cette perspective, la réalisation de projets, vu comme le résultat concret des relations avec le Conseil turcique apparaît comme une nécessité. La réalisation d'un projet commun entre le Conseil turcique et le PNUD sur un sujet convenu au préalable même à petite échelle contribuera à la solidification de la régionalisation entre les pays turques. De plus, il apparaît que le Conseil turcique a perdu son momentum de collaborer avec les institutions spécialisées de l'ONU dans la période 2018-2019. Pourtant, la préservation de ce momentum semblerait primordiale pour l'assurance d'un parallélisme entre la coopération régionale et globale.

Le Conseil turcique, dont le rôle pour le processus de régionalisation est indéniable, se voit confronté, dans la pratique à certaines limites. Les sujets qui méritent une attention particulière sont la continuation de façon régulière de toutes les réunions y compris des

¹³⁰⁰ Entretien avec Monsieur Fırat Purtaş, secrétaire générale adjoint de la TURKSOY, le 2 février 2019, Ankara.

¹³⁰¹ Altay Atlı, "Turkic Council and limits to ethnic unity in Eurasia", *Asia Times*, le 14 septembre 2015, <https://www.asiatimes.com/2015/09/article/turkic-council-and-limits-to-ethnic-unity-in-eurasia/>, consulté le 19 octobre 2019.

sommets, la transformation des décisions prises aux réunions en projet de coopération au profil de l'intérêt commun, la focalisation sur la qualité plutôt que la quantité des domaines de coopération et enfin accorder plus d'importance au développement de la capacité dans les pays membres. Il a été convenu que la coopération économique, sujet du sommet d'Almaty de 2011 et qui est repris au sommet de Bakou portant particulièrement sur les petites et moyennes entreprises est un sujet qui devrait être développé davantage.

Parmi les autres défis du Conseil il est possible de citer la mise en place d'une diplomatie publique pour augmenter la visibilité du Conseil sur la scène internationale, la structuration effective de toutes les institutions de coopération turcophone suite au processus de réformes guidé par le Conseil, l'adaptation de l'adhésion de l'Ouzbékistan aux travaux du Conseil, la détermination de la forme des relations avec le Turkménistan, la réalisation des projets communs avec la Hongrie et enfin la poursuite des relations avec les organisations internationales par l'intermédiaire de projets concrets. C'est pourquoi, il serait primordial que le Conseil, avec son expérience et sa structure favorable pour le développement de régionalisation, ne s'écarte pas de sa position pragmatique et effective au lieu de posséder une rhétorique devenue plus romantique comme il était le cas pendant le processus des sommets des États turcs.¹³⁰² De plus, la vision stratégique des élites nationales et la volonté politique des pays membres détermineront l'avenir et le format de la coopération régionale en cours au sein du Conseil turcique.¹³⁰³ Ainsi, en surmontant les obstacles imposés par les pays membres, le Conseil se transformerait en un mécanisme de coopération régionale encore plus solide, élevant le degré de régionalité.

¹³⁰² Entretien avec Monsieur l'ambassadeur Gökhan Turan, directeur générale adjoint des affaires du Caucase et de l'Asie central, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, le 27 novembre 2018, Ankara.

¹³⁰³ Alim Bayaliyev, « the Turkic Council: Will the Turks finally unite? », **the CACI Analyst**, 19 February 2019, <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/12916-the-turkic-council-will-the-turks-finally-unite?.html>, consulté le 20 octobre 2019.

CONCLUSION

Au terme de notre recherche consacrée à la coopération entre les pays turcophones et le nouveau régionalisme, nous avons eu l'occasion d'analyser l'évolution du processus de régionalisation dans le temps et dans l'espace à travers le prisme de l'approche théorique du nouveau régionalisme. Grâce à cette approche théorique, nous avons eu l'occasion de traiter d'un sujet qui n'a pas été pris en main de cette façon auparavant. Dans cette perspective, la caractéristique éclectique et dynamique du nouveau régionalisme qui accorde une importance particulière à l'arrière-plan historique affirmant que la régionalisation n'est pas composée d'un processus linéaire et qu'il existe un parallélisme entre la globalisation et la régionalisation a servi de base théorique pour la conduite de notre analyse. Ainsi, les cinq étapes de régionalité de Hettne et Söderbaum ont servi comme outil méthodologique pour mesurer, dans la mesure du possible, le développement de la régionalité entre les pays turcophones. Au cours de nos analyses, nous avons énuméré deux facteurs supplémentaires qui ne sont pas assez traités par le nouveau régionalisme pour ce qui est des études régionales. Ainsi, nous sommes parvenus à la conclusion que le choix du bon *timing* qui dépend de la superposition des conditions nationales, régionales et globales ainsi que le rôle joué par l'organisation régionale, partie intégrale et catalyseur du renforcement de la régionalisation si celle-ci est bien équipée doivent être pris en considération dans les études du nouveau régionalisme.

Ce faisant, nous avons d'abord constaté que cette régionalisation établie entre les acteurs turcophones qui partagent une ethnicité, une base linguistique ainsi que des valeurs culturelles communes trouve ses origines dans leurs interactions passées sur le Route de la Soie historique. Cette régionalisation a connu des hauts et des bas, voire même des régressions, notamment dans le temps à cause des facteurs endogènes et exogènes. Pourtant, la superposition des conditions nécessaires au niveau national ainsi que régional

et international a établi le bon *timing* au service de la relance et du renforcement de la régionalisation. Dans le cadre de ce bon *timing*, l'établissement, en 2009, du Conseil turcique comme organisation régionale bien équipée pour l'institutionnalisation de la coopération entre les États turcophones a joué un rôle accélérateur pour la fortification de cette régionalisation sur les territoires qui sont toujours sujets aux enjeux géopolitiques et géoéconomiques dans la structure globale. Ainsi, le facteur dominant derrière cette régionalisation a changé dans le temps en glissant du partage d'une base linguistique commune vers celui des intérêts communs des États et des peuples turcophones.

Il est possible d'analyser le déroulement du changement du degré de régionalité et de la régionalisation. Ainsi, les peuples turcophones situés sur la Route de la Soie historique se réunissaient autour d'une unité géographique et sociale. Ce corridor d'interaction et de communication présentait une proto-région promouvant une relation soit coopérative soit conflictuelle. En assurant la sécurité de cette route tout au long de l'histoire et en contribuant à son développement commercial par l'établissement de caravansérails possédant les mêmes caractéristiques physiques de Tach Rabat au Kirghizstan, à Akasaray en Turquie, les Turcs faisaient parties des acteurs essentiels de cette zone géographique. Partageant une histoire et une ethnicité commune et parlant les différents dialectes de la même langue d'origine, les peuples turcophones se sont intériorisés une culture de coopération régionale qui a déclenché cette régionalisation. Même si les frontières de la proximité spatiale ont changé avec le temps à cause des nouvelles conquêtes territoriales, des invasions, des conflits voire des catastrophes naturelles, cette culture est malgré tout restée la même constituant les fondements même de leur régionalisation. Par ailleurs, la cohésion linguistique et socio-culturelle, a constitué la force motrice de leur régionalisation. En effet, Jean-Paul Roux affirme que « *le seul critère pour décrire un Turc n'est ni ethnique, ni religieux, il est surtout linguistique toute autre formulation étant inadéquate* ». ¹³⁰⁴ Cette affirmation était bien évidemment valable pour la période précédant l'invasion d'abord de la Russie tsariste, puis de l'Union soviétique, affichant un haut degré d'inter-compréhensibilité entre les peuples turcophones. De plus, le tchaghataï était le turc véhiculaire comme langue de communication entre les peuples turcophones du XIV^e au XIX^e siècle comme Olivier Roy

¹³⁰⁴ ROUX, *Histoires des Turcs...*, p. 22.

l'exprime.¹³⁰⁵ La littérature orale, y compris les légendes, les contes et les chansons folkloriques, les ouvrages écrits comme les inscriptions d'Orkhon, les rituels communs pour les cérémonies de naissance et d'enterrement, le partage des doctrines des soufis comme Ahmad Yasawi, Rûmî et Yunus Emre ainsi que l'architecture similaire des caravansérails constituent les traits remarquables pour mettre en évidence les liens étroits entre les peuples turcophones établis sur la Route de la Soie. En effet, cette route historique, jusqu'à sa décadence au XVI^e siècle était un connecteur pour les peuples turcophones situés entre les deux bouts de l'Eurasie. En outre, il ne faut pas nier qu'il existait autant de conflits que de coopérations entre les acteurs turcophones. Pourtant, l'existence des conflits leur donnaient les moyens d'interactions nécessaires à une sorte de régionalisation, bien que paradoxale.

L'invasion des territoires turcophones au Caucase et en Asie centrale, d'abord par la Russie tsariste, accompagnée du « Grand Jeu » réalisé entre elle et l'Angleterre suivie de l'Union soviétique était un point tournant qui a endommagé le développement de la régionalisation entre les acteurs turcophones en empêchant une coopération continue entre les deux bouts de l'Eurasie. Malgré cette invasion, comme pour l'exemple de l'Empire ottoman et des Khanats du Turkestan, les relations entre les acteurs turcophones ont continué en dépit de la distance géographique et des obstacles politiques. Bien que limitées, il existait aussi des interactions entre l'Empire ottoman et l'Empire de Babur. Mais l'infiltration russe dans les territoires turcophones ainsi que l'invasion de l'Est du Turkestan par les Chinois ont empêché le développement de la régionalisation sur une géographie s'étendant d'Istanbul à Kashgar. Pourtant, les mouvements du pan-turquisme et du jadidisme ont permis de continuer l'interaction entre les peuples turcophones malgré toutes ces difficultés. Bien que ces mouvements aient servi à la conservation des liens, ils sont restés limités pour le développement de la régionalisation et le passage au degré suivant. Dans ce contexte, selon la catégorisation de Hettne et de Söderbaum, le degré de régionalité entre les acteurs turcophones présente des caractéristiques distinctives de l'« espace régional » et du « complexe régional » jusqu'au bout de XX^e siècle.

¹³⁰⁵ Roy, *La Nouvelle Asie centrale...*, p. 33.

L'invasion par l'Union soviétique des territoires composés des peuples turcophones a résulté par une coupure de 70 années de la régionalisation. En effet, l'Empire russe avait déjà nui à l'état de cette régionalisation par les outils tels que le découpage administratif, le changement du système éducatif, les enjeux économiques et les politiques répressives sur l'islam subies directement par les peuples turcophones. Similaire aux stratégies de son prédécesseur, l'Union soviétique a eu recours à la politique des nations par un découpage territorial artificiel pour chaque nation et en y installant les populations russes. Elle a aussi mis en œuvre une politique linguistique consistant à introduire l'alphabet cyrillique en endommageant l'inter-intelligibilité entre les acteurs turcophones y compris les Turcs d'Anatolie qui utilisent un alphabet latin. L'encadrement et le contrôle strict de la vie religieuse par l'Union soviétique ont aussi isolé les peuples turcophones en provoquant le développement clandestin de l'islam dit en « parallèle ». Ainsi, pendant l'ère soviétique, à l'exception des contacts rares, la régionalisation entre les peuples et les pays turcophones a été interrompue jusqu'à l'indépendance des Républiques turques. En effet, comme résultat des mesures prises d'abord par la Russie tsariste pour la russification puis par l'Union soviétique pour la création de l'« *homo sovieticus* », les peuples turcophones situés aux deux extrêmes de l'Eurasie ont reconnu éloignement.

L'indépendance des pays turcophones au lendemain de la chute de l'Union soviétique a ouvert une nouvelle porte pour la régionalisation des États turcophones accompagnée de grandes attentes pour une revitalisation rapide. Pourtant, les pays nouvellement indépendants étaient si occupés par leur processus de *state building*, *nation building* et *national identity building* ainsi que par la transition à l'économie de marché que la régionalisation n'était même plus une priorité. En effet, la préservation de leur indépendance et de leur souveraineté ainsi que leur reconnaissance par la communauté internationale étaient beaucoup plus importantes pour eux. De plus, l'héritage politique, économique et culturel soviétique était un facteur déterminant qui les a distancés de la revitalisation rapide de la régionalisation au cours des dix premières années de leur indépendance. De plus, les développements sécuritaires régionaux dans un large éventail allant du conflit du Haut-Karabakh à la fragile situation en Afghanistan les ont empêchés de se concentrer sur le problème de la régionalisation. Face à ce tableau, ces pays ont refusé de s'identifier avec toute sorte d'identité, régionale ou supranationale, après avoir

passé sept décennies sous le contrôle soviétique. Dans la deuxième décennie de cette indépendance, parallèlement au fait que les pays turcophones nouvellement indépendants aient pu redresser leur système étatique et économique malgré l'état de leur vulnérabilité, ils ont enfin pu se concentrer à la coopération régionale.

Les mesures prises par la Turquie dans les domaines politico-diplomatique, développemental et économique ainsi qu'éducatif et culturel dans le but de raffermir ses relations avec les autres pays turcophones dès leur indépendance étaient contributives pour la relance de la dite-régionalisation malgré l'absence d'une stratégie soutenable. À cet égard, la première période des relations remontant aux années 1991-1995 et qui peut être caractérisée par l'enthousiasme, l'optimisme et les grandes attentes réciproques a été marquée par la contribution d'Ankara au *state building*, *national building* et *national identité building* de ces pays ainsi que par leur transition à l'économie de marché. Cette stratégie contenait une perspective sincère afin d'assister ces pays frères dans plusieurs domaines allant de la rédaction de leur constitution au développement du secteur privé. Ainsi, les mesures comme l'établissement de la TIKA pour les aides développementales, la matérialisation du projet de « 10 000 étudiants » pour la formation des étudiants en Turquie, le commencement des vols directs entre Istanbul et les capitales ainsi que l'ouverture des crédits d'EXIMBANK constituent des exemples remarquables à cet égard. De plus, comme leur service diplomatique soit en train de s'établir, ces pays ont fait leur demande d'adhésion à des organisations internationales en utilisant les fax machines des ambassades de la Turquie. En effet, il serait erroné de caractériser cette période seulement comme enthousiaste puisqu'il était question de mesures bien réalistes. Pourtant, ce plan n'était pas assez structuré, coordonné et soutenable avec une vision à long terme. De plus, la capacité économique de la Turquie n'était pas suffisante pour jouer un tel rôle. Déjà la Russie ressentait une certaine méfiance vis-à-vis d'Ankara qu'elle accusait de pan-turquiste. À cet égard, les États-Unis et les pays européens ont cessé de considérer la Turquie comme un modèle pour ces pays. Le processus du sommet des États turcs initié par Ankara en 1992 comme plateforme de coopération régionale, et dépourvu d'une institutionnalisation, n'a pas pu avoir des conséquences considérables sur le renforcement de la régionalisation entre tous les pays turcophones.

Entre les années 1995-2001, c'est-à-dire à la deuxième période des relations, la Turquie et les pays frères ont reconnu les limites et les questions problématiques des liens bilatéraux et cela a eu des effets négatifs sur l'approfondissement de la régionalisation. L'intérêt de la Turquie a glissé de l'Asie centrale vers l'Europe en raison d'une possible adhésion à l'UE. Les problèmes diplomatiques bilatéraux entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont aussi eu des effets négatifs sur la hausse du degré de régionalité. En outre, avec la pression exercée par la Russie qui a fait ressentir son intérêt sur la région, les pays turcophones, toujours en proie aux problèmes politiques, économiques et sociétaux ont dû se distancier de la Turquie. À la même période, dans la perspective de rééquilibrer ses relations avec la Russie, la Turquie s'est portée garante que sa politique vers les autres pays turcophones n'incluait pas des caractéristiques pan-turquistes. En résumé, l'absence d'intérêt de la part de tous les pays turcophones au renforcement de la régionalisation n'a pas abouti à des résultats contributifs à la hausse du degré de la régionalité

La troisième période allant de 2001 jusqu'à nos jours a constitué le stade d'institutionnalisation et de rationalisation des relations entre la Turquie et les pays turcophones dans un contexte de compétition entre la Russie, les États-Unis et la Chine pour gagner plus d'influences au Caucase et en Asie centrale. À partir de 2007, les relations de la Turquie ont gagné en dynamisme parallèlement à la politique étrangère d'Ankara qui s'est penchée sur le développement des liens politiques et économiques avec ces pays. Le fait que la Turquie a accordé la priorité à l'utilisation des plateformes régionales pour le renforcement d'une coopération multilatérale entre les pays turcophones a significativement contribué au développement de celui-ci. En même temps, l'émergence des relations entre Ankara et Moscou une période dite coopérative a facilité le déroulement positif de cette coopération multilatérale et ce malgré les fluctuations. Les progressions dans le processus de *state building*, *nation building* et *national identity building* ainsi que le passage à l'économie de marché, bien qu'elle aille à une vitesse différente, chez les pays turcophones a facilité le renforcement de la régionalisation. En outre, face à la hausse d'intérêt russe, états-unien et chinois vers cette partie du monde marquée par des conflits potentiels et réels, en même temps que des opportunités de collaboration, les États turcs ont commencé à s'intéresser sérieusement au développement

de la coopération entre eux comme outil important pour la diversification de leur politique étrangère. Donc, malgré ses limites, la détermination de la Turquie à la revitalisation ainsi qu'au renforcement de la coopération entre les pays turcophones était instrumentale pour que les pays turcophone atteignent le degré de régionalité « société régionale » après une longue période de stagnation. À cet égard, les développements nationaux dans les pays turcophones nouvellement indépendants ainsi que les développements régionaux et globaux ont contribué à l'obtention d'un tel résultat.

La précédente analyse a renforcé la pertinence de notre hypothèse sur l'importance de bon *timing* pour l'approfondissement de la régionalisation. En effet, l'émergence des conditions appropriées dans les pays turcophones, ainsi qu'au niveau régional et globale, dans un cadre tripartite, a préparé l'établissement de ce bon *timing*. De toute façon, bien que le processus des sommets des États turcs, remonte au lendemain de l'indépendance des pays turcophones en 1992 et a continué les années suivantes jusqu'à l'établissement du Conseil turcique, à l'époque il était encore trop tôt pour parler d'un tel scénario. En outre, si l'élan acquis au lendemain de 2007 n'a pas été maintenu, il pourrait tard pour le renforcement de la dite régionalisation. Donc nous accentuant sur la nécessité de prendre en considération ce facteur du bon *timing* pour l'analyse de la régionalisation en question et les autres processus de régionalisation dans le monde entier. Dans de telles circonstances, l'exemple du Conseil turcique est assez pertinent pour analyser le rôle joué par l'organisation régionale dans le renforcement de la régionalisation en tant qu'aspect pas assez traité dans le nouveau régionalisme.

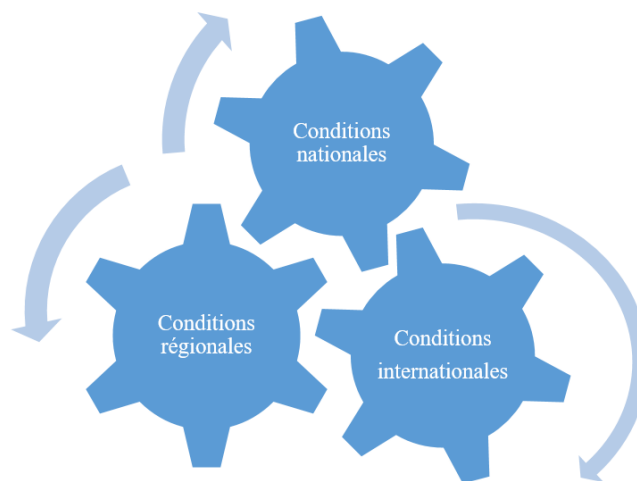


Figure 7. Le bon *timing* pour l'initiation et/ou la revitalisation de la régionalisation

Nous affirmons que malgré ses limites, l'établissement, en 2009, du Conseil turcique par l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie joint par l'Ouzbékistan en 2019 a constitué un tournant dans le processus de la régionalisation entre les États turcophones. En effet, ce mécanisme de coopération régionale, seule organisation de coopération politique désignée à renforcer la coopération entre les pays turcophones, a joué un rôle accélérateur dans l'atteinte d'un tel résultat.

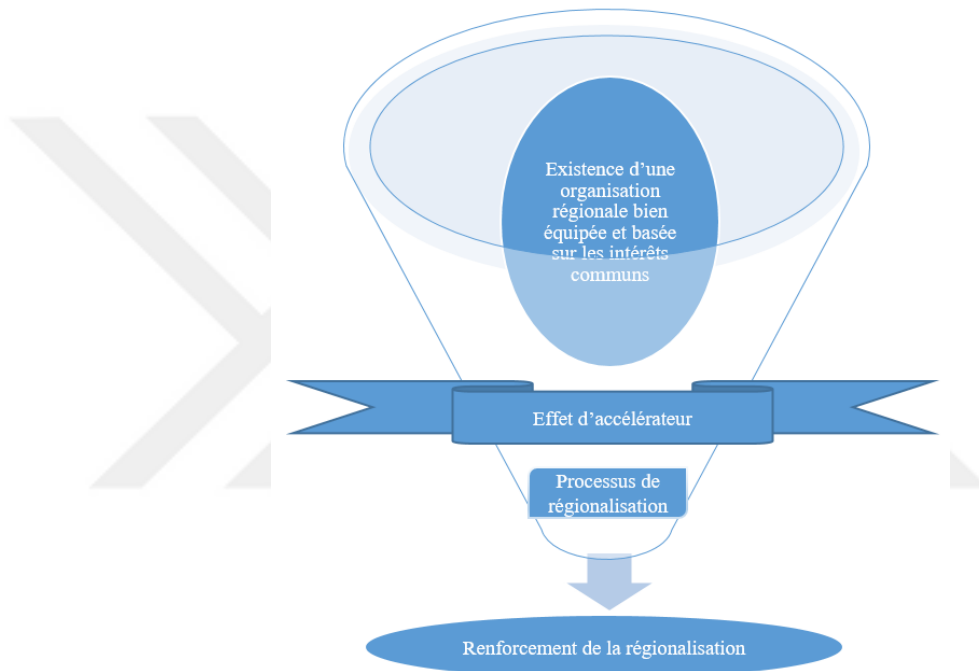


Figure 8. Le rôle d'une organisation régionale pour le renforcement de la régionalisation

Basé sur les expériences passées et les leçons tirées du processus des sommets des États turcs qui n'avaient pas abouti à des résultats concrets, depuis son établissement seulement dix années avant, le Conseil a permis le développement de la coopération entre les États et les peuples turcophones grâce à sa structure, ses méthodes et ses activités multidimensionnelles dans les domaines politique, économique et culturel-éducatif-humain. Le fait que cette coopération, d'une part englobe les dimensions parlementaire, académique et culturelle par l'intermédiaire des organisations reliées et affiliées au Conseil turcique et d'autre part établit des liens avec les autres États régionaux et extra-régionaux ainsi que les organisations internationales avec en tête l'ONU a augmenté sa capacité d'accélérateur pour la régionalisation. Tout cela a significativement contribué au développement du degré de régionalité entre les pays turcophones.

Comme mentionné dans le traité fondateur de Nakhitchévan, la coopération au sein du Conseil turcique est guidée entre les États turcophones souverains en accentuant le respect à la souveraineté, à la non-ingérence aux affaires intérieures des autres pays turcophones et au principe d'égalité entre les États membres avec la précision que cette collaboration ne cible pas une troisième partie. En effet, ces principes constituent le *sino qua non* de la dite-institutionnalisation encadrant bien son contenu. Dans ce cadre, sans une comparaison de la densité de la population ou bien du PIB, tous les pays membres ont un droit de vote égal sur un sujet de coopération. À ce titre, il n'existe donc pas de « grand frère » apparent ou bien fantôme derrière cette coopération. Cette approche assure l'engagement plus actif des pays membres dans les activités et les projets concernés.

Le système favorable à la prise de décision rapide au sein du Conseil turcique facilite la transformation des décisions en actions. Une fois qu'une décision politique est prise au conseil des chefs d'États après avoir été discutée au comité des fonctionnaires supérieurs et approuvée par le conseil des ministres des Affaires étrangères, ses chances de concrétisation sont plus fortes s'il n'existe aucun obstacle à son application. À l'exception de la période d'arrêt entre 2015 et 2018, les sommets se sont tenus annuellement selon l'ordre alphabétique des pays membres avec un degré de participation assez important faisant preuve de l'engagement actif des pays membres tout au long de ce processus de coopération régionale, en comparaison avec le passé.

Les déclarations signées à l'occasion des sommets du Conseil turcique, comme feuille de route de la coopération régionale, possèdent un contenu structuré et systématisé concernant les activités et les projets passés ou futurs. De cette façon, les provisions dans ces documents ont trouvé l'opportunité de voir le jour, à l'opposé du processus des sommets des États turcs. Le choix des domaines spécifiques de coopération comme dans l'exemple des sommets présidentiels du Conseil turcique consacré au thème de la collaboration, rend cette coopération régionale plus systématisée. En effet, les domaines de coopération dans un large éventail allant de la politique étrangère à l'économie, du transport au tourisme, des médias à l'éducation, du sport à la jeunesse sont soigneusement choisis pour combler les lacunes de la coopération régionale.

L'institutionnalisation de la coopération régionale au sein du Conseil turcique évite les retours en arrière à propos de la régionalisation qui a gagné un élan régulier et ascendant depuis l'établissement de ce mécanisme régional. De plus, elle contribue à une hausse remarquable de l'interaction entre ces pays non-seulement au niveau des présidents, des ministres, des bureaucrates et des institutions étatiques mais aussi du secteur privé, du milieu académique, des peuples et plus particulièrement des jeunes. Ainsi, les peuples turcophones prennent conscience de leur passé et de leurs valeurs en commun. De plus, le Conseil turcique peut aussi contribuer au développement des relations bilatérales concernant les domaines qui n'existaient pas entre ces pays. Au-delà d'une institutionnalisation au sein du Conseil turcique, il s'agit également d'une institutionnalisation des liens entre les organisations affiliées et reliées au Conseil turcique sous sa direction et l'établissement des liens institutionnels entre le Conseil et les autres organisations. Tout cela bien évidemment fortifie sa capacité d'acteur régional dans la région et sur la scène internationale tels que mentionnés par les rapports onusiens et sert au développement du degré de régionalité.

L'existence d'un secrétariat permanent joue un rôle primordial pour l'institutionnalisation comme gardien de la poursuite de la coopération multidimensionnelle entre les pays et les peuples turcophones. À cet égard, il documente les mesures prises pour la coopération régionale, mène toutes les activités du Conseil dans les directions politique, économique et éducatif-culturel-humain et surveille l'application des décisions en harmonisant l'agenda mondial et régional dans chaque domaine de coopération. Mais au-delà de ces missions, par l'intermédiaire de la préparation des publications sur le Conseil turcique ainsi que grâce à ses efforts spécifiques pour accroître la visibilité du Conseil chez les pays membres, dans la région et sur la scène internationale, le secrétariat contribue à la fabrication d'une identité régionale qui fait partie intégrante de la hausse de la régionalité en renforçant sa capacité d'acteur. Pourtant, il faut admettre que l'établissement, l'évolution et l'intériorisation d'une telle identité régionale qui pourrait prendre sa place à côté des autres identités régionaux des pays membres nécessite une longue période d'attente.

Le fait que le Conseil turcique possède une approche coopérative avec les autres acteurs régionaux et extra-régionaux contribue aussi au développement de la régionalisation entre les pays turcophones. L'accès de l'Ouzbékistan, en tant que chaînon manquant correspondant au dixième anniversaire de l'établissement du Conseil est un résultat concret de cette approche. Même si à l'époque Tachkent s'était distancée de la coopération régionale, le Conseil turcique a continué de tisser des liens avec ce pays et le Turkménistan. C'est ainsi que s'explique les deux mats vides au bâtiment du secrétariat général à Istanbul réservés justement à ces deux pays turcophones et attendant pour leur adhésion. Par conséquent, Tachkent s'est enfin senti prête à faire partie de cette coopération régionale en 2019 et c'est aussi à cette date que le Turkménistan a commencé à mener une approche plus coopérative avec le Conseil. Cela a aussi montré la non-nécessité d'engagement de tous les acteurs régionaux dans un tel processus depuis le début pour le renforcement d'une telle régionalisation. Evidemment, la réussite de cette organisation face aux défis de la coopération régionale déterminera le niveau d'engagement des acteurs à l'extérieur d'un tel mécanisme. En outre, l'obtention par la Hongrie du statut d'observateur au sein du Conseil en 2018 et l'ouverture de l'office de représentation du Conseil en Hongrie, avant même l'accès de l'Ouzbékistan sont des preuves concrètes pour montrer que la portée et la zone de régionalisation peut dépasser les provisions initiales. Ainsi, les possibilités pour que les autres pays, comme la République de Corée, obtiennent le statut d'observateur pourrait davantage élargir cette portée et cette zone. Donc, au fur et à mesure que les parties et les partenaires d'une organisation régionale voient les bénéfices d'une coopération régionale et commencent à en profiter ensemble, il est bien évident que cette coopération à toutes les chances de s'approfondir et de s'élargir. Cela dit, avant d'atteindre un tel résultat, un certain laps de temps raisonnable doit s'écouler. Dans l'exemple du Conseil, il lui a fallu dix années avant qu'il ne s'institutionnalise et soit prêt à l'élargissement.

Nous avons aussi constaté que le Conseil turcique mène une coopération régionale ouverte en interaction avec les autres acteurs importants pour l'Eurasie dans le cadre de l'inter-régionalisme. Ainsi, comme dans l'exemple de la Géorgie, pour le sujet des transports, les pays régionaux non-turcophones sont aussi invités aux réunions et aux activités du Conseil turcique s'il est question d'un intérêt commun. Par ailleurs, il apparaît

clairement, dans les documents fondateurs du Conseil, que cette formation n'est pas établie contre un autre acteur. Ainsi, dans une perspective de coopération, le Conseil est en interaction avec la Russie, la Chine ainsi que les États-Unis bien que plus limitée. Cette approche de coopération compréhensive assure un climat favorable à l'engagement des pays membres vers une régionalisation ouverte sans tourner le dos à un acteur spécifique qui agit en Eurasie.

Les efforts du Conseil turcique pour renforcer ses relations avec les autres organisations régionales et internationales ont aussi contribué au développement de la régionalisation entre les pays membres servant de la sorte au renforcement de l'inter-régionalisme. Même si le Conseil n'a pas pu obtenir le statut d'observateur au sein de l'OIC et de l'Assemblée générale de l'ONU, ses liens étroits avec les institutions spécialisées de l'ONU dans un large éventail englobant le développement durable, l'économie, les transports, les douanes, le tourisme, l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport est une preuve qu'il ne se focalise pas seulement sur l'agenda régional de ces domaines mais qu'il les intègre aussi avec l'agenda international. De plus, de l'OSCE à la CICA, bien qu'il ne soit pas toujours d'une ampleur élevée, le Conseil guide une coopération avec plusieurs organisations régionales et internationales dans la recherche des intérêts communs. En effet, les mémorandums de coopération signés entre le Conseil et les institutions spécialisées de l'ONU ainsi que les activités et les conférences réalisées conjointement contribuent à la prise en considération de ce dernier comme acteur régional. Cela n'est pas seulement une considération venant de l'extérieur. Parallèlement à la hausse de l'inter-régionalisme dû à la coopération accélérée avec les autres organisations, les pays membres commencent à interioriser et à développer leur capacité d'acteur régional en approfondissant leur collaboration. En plus, cet inter-régionalisme développé aboutit aussi à une prise de conscience des activités du Conseil turcique à l'échelle régionale et mondiale.

En vue de ce qui précède, même si le nom choisi pour cette organisation fait référence à la turcophonie, nous remarquons qu'aujourd'hui cela ne constitue pas le facteur déterminant de la régionalisation entre les pays turcophones. Ainsi la turcophonie présente un facteur qui réunit les pays membres mais qui pourtant ne domine pas cette régionalisation. La base linguistique commune entre les États turcophones n'est qu'un

facilitateur pour le renforcement de la coopération régionale. De plus, dans leur processus de *nation building*, les États turcophones nouvellement indépendants ont aussi pris les mesures nécessaires pour différencier leur langue nationale des autres langues turcophones. En outre, nous avons constaté que les essais de la préparation d'un alphabet commun pour les États turcophones n'ont pas abouti à un résultat applicable. Par ailleurs, le fait que tous ces pays ne possèdent pas d'alphabet latin rend l'intelligibilité entre eux encore plus difficile. Pourtant, les efforts concrets du Kazakhstan pour leur passage de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin jusqu'en 2025 est une décision très importante pour augmenter l'intelligibilité entre les populations de ces États. Par ailleurs, il est prometteur de voir qu'au Kirghizstan, les hommes politiques ont commencé à mentionner l'utilisation probable d'un alphabet similaire.

Il apparaît que la motivation derrière la régionalisation en cours au sein du Conseil turcique soit plutôt basée sur le partage des intérêts communs d'une manière plus pragmatique que dans le passé. Nous retrouvons la recherche d'intérêts communs au sein de toutes les activités du Conseil turcique dans les directions politique, économique et éducatif-culturel-humain avec une approche orientée vers les résultats et en se basant sur l'idée d'appropriation régionale. Dans la direction politique, le fait que les pays membres du Conseil turcique ont commencé à voter similairement et de façon coordonnée au sein de l'ONU à partir de 2007, montre que les efforts d'accélérer la coopération entre les pays turcophones peuvent aboutir à la formation des approches en commun sur certains sujets politiques. La détermination d'une attitude commune sur certains sujets internationaux et leur déclaration aux réunions du Conseil turcique ou au cours des activités des autres organisations internationales constituent en soi une preuve importante pour l'approfondissement du degré de régionalité. Pourtant, nous avons aussi remarqué que lorsque les sujets vraiment politisés et internationalisés, avec des pays membres qui ne partagent pas la même position comme dans le cas des persécutions que les Ouïgours subissent ou l'annexion illégale de Crimée, il n'est pas possible de mentionner la présence d'une voix commune au sein du Conseil turcique. De plus, au niveau économique, même si le taux commercial entre ces pays a abouti à 17 milliards de dollars avec une hausse de 22% par rapport aux quatre années précédentes, cela reste, malgré tout, en dessous du seuil de leur réel potentiel. L'établissement, en 2019, de la Chambre turcique commune

du commerce et de l'industrie avec son siège à Istanbul sous l'égide de la TOBB est une mesure importante pour combler cette lacune. De plus, avec la création d'un Fond d'investissement turcique, un montant de 700 millions de dollars pourrait alors être alloué aux projets d'entreprises à petites et moyennes échelles à l'intérêt commun. Cela marquera un point tournant pour le développement de la coopération économique initiée par le Conseil turcique entre les pays membres. Les activités des pays turcophones dans le domaine éducatif-culturel-humain sont aussi orientées vers l'obtention de résultats au service des intérêts communs. En effet, les projets comme la préparation d'un livre d'histoire en commun, les programmes d'échange entre lycéens et universitaires, l'organisation des festivals, des camps de jeunesse etc. permettent aux peuples turcophones d'interagir d'avantage, de mieux se connaître et de prendre conscience de leurs points communs.

Dans ce contexte, le nom de ce mécanisme régional en tant que « Conseil de coopération des États turcophones » reste limité en rapport à sa contribution au renforcement de la régionalisation. Ainsi, le changement du « Conseil » à l'« Organisation » et des « États turcophones » aux « États turcs » se trouve à l'ordre du jour de ce mécanisme. Il faut admettre qu'il existe tout de même des limites dans l'approfondissement de la régionalisation. Surmonter les enjeux provenant soit des pays membres, soit du fonctionnement du Conseil et susciter davantage de projets au service des intérêts communs des pays turcophones, augmenteraient son effectivité pour le développement du degré de régionalité.

À la lumière de ces données, l'existence du Conseil turcique a permis le passage du degré de régionalité de la « société régionale » à la « communauté régionale » d'après la catégorisation de Hettne et de Söderbaum dans une coopération régionale renforcée. À ce stade, il est fort de constater un approfondissement de la communication sociale, une certaine convergence des valeurs et des actions des acteurs régionaux et la transformation de la région en un sujet actif avec une capacité d'acteur institutionnalisé. Pourtant, il est encore trop tôt pour parler d'une identité distincte régionale qui pourrait s'établir sur le long-terme. Ainsi, les travaux du Conseil restent limités pour le passage du degré de « communauté régionale » à celui de « système politique régional institutionnalisé » qui exige une identité régionale distincte renforcée ainsi qu'une capacité d'acteur plus forte.

Pour un tel passage, il est nécessaire de produire plus de projets pour que les peuples turcophones puissent y ressentir certains des bénéfices et s'en servir pour que la coopération régionale renforcée entre les pays turcophones puisse se développer davantage. En outre, l'étude de ce mouvement régional spécifique nous a permis de constater que les composantes d'une région pouvaient varier en nature ou en terme de prépondérance d'après les conditions régionales. À ce titre, les constituants soit intergouvernementaux soit transnationaux peuvent dominer les caractéristiques d'une région en devenir. En ce qui concerne la régionalisation entre les pays turcophones, nous nous référons plutôt à un régionalisme guidé par les facteurs intergouvernementaux.

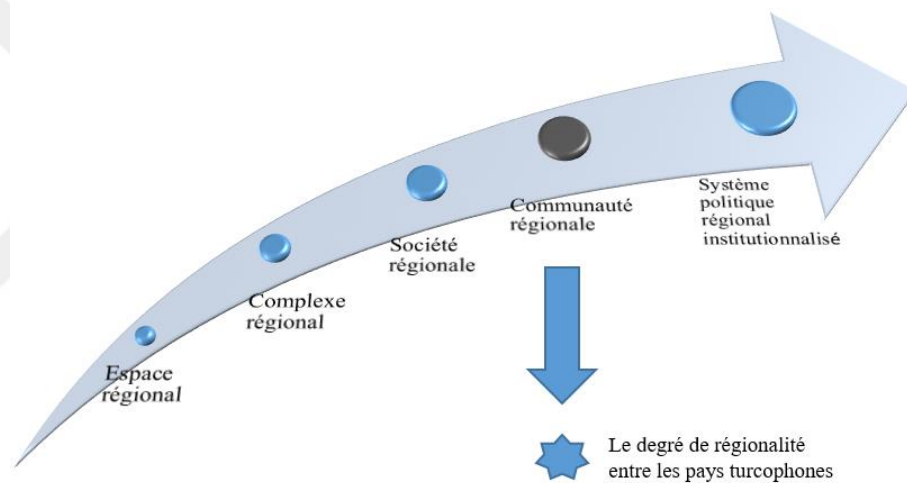


Figure 9. Le degré actuel de régionalité entre les pays turcophones d'après la catégorisation de Hettne et Söderbaum

Face à un tel tableau, la question de savoir si la régionalisation entre les pays turcophones aboutirait à l'unification ou bien à l'intégration du monde turcique reste assez sentimentale et chimérique. En effet, depuis le début de l'établissement du Conseil turcique, l'objectif n'a jamais été l'aboutissement en une intégration régionale. Ainsi, ni la Turquie, ni les États turcophones, indépendants que depuis moins de 30 années, n'avaient pour objectif une telle intégration, bien qu'il soit possible de constater de temps en temps certaines références à ce sujet dans les discours des dirigeants. Par ailleurs, il est clair que ces derniers évitent une rhétorique pan-turquiste qui pourrait déranger les autres acteurs régionaux, avec au premier plan la Russie. En effet, aujourd'hui, basé sur des

dénominateurs communs, la régionalisation constitue un moyen important pour la diversification de la politique étrangère des pays turcophones. Face à un engagement puissant continu de la Russie avec des initiatives comme l'UEEA, et face à une pénétration agressive de la Chine via le projet « la ceinture et la route » les pays turcophones s'obligent de réaliser cette diversification. Dans une telle conjoncture, la Turquie, pays hôte du Conseil turcique qui entretient de bonnes relations avec ces deux acteurs et qui œuvre pour jouer un rôle plus actif à la fois en Eurasie et en Asie, intensifie, de jour en jour, son soutien à la régionalisation entre les pays turcophones. Pourtant, d'un point de vue théorique, tous ces déroulements n'ont pas un rapport avec l'intégration régionale. Ainsi, les reportages que nous avons réalisés sur le terrain pour enrichir notre recherche ont révélé à plusieurs reprises que la coopération régionale renforcée est un terme plus approprié pour décrire la coopération régionale en cours au sein du processus de régionalisation entre les pays turcophones.¹³⁰⁶

En guise de conclusion, il semblerait pertinent de récapituler en rappelant que le déroulement de la régionalisation du temps glorieux de la Route de la Soie jusqu'à nos jours a connu plusieurs étapes avec des hauts et des bas. Pour assurer le développement linéaire de cette régionalisation, le fait que la volonté politique des pays membres du Conseil turcique en vue de l'adhésion à cette organisation reste dépourvue de changements politiques ou de leaders dans leur territoire, demeure un trait essentiel. En outre, il est nécessaire que les pays turcophones s'engagent davantage dans une coopération intensifiée en attribuant un rôle plus actif au Conseil turcique pour susciter des liens multidimensionnels plus étroits entre les pays et les peuples turcophones. Sur cette lignée, la pertinence du rôle de la force motrice du Conseil doit continuer par le biais du bon fonctionnement avec un engagement plus actif du Turkménistan et la réalisation des réformes pour une meilleure coordination menée par le Conseil entre les institutions officielles de coopération turcophone. Prenant en considération qu'il s'agit de plusieurs projets, soit complémentaires soit contradictoires, pour la revitalisation de la Route de la Soie historique comme un corridor de coopération économique, les pays turcophones

¹³⁰⁶ Entretien avec Monsieur l'ambassadeur à la retraite et premier secrétaire général du Conseil turcique Halil Akıncı, le 7 mars 2017, Istanbul, et Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

doivent utiliser leur potentiel politique et économique en se servant de leurs liens culturels communs pour approfondir leur régionalisation en cours. L'obtention de résultats concrets des projets menés au service des peuples turcophones d'une manière pragmatique dans une collaboration plus serrée avec l'ONU et les autres organisations internationales ayant des intérêts en commun pourrait déterminer l'avenir de cette régionalisation. Le fait de ne pas pouvoir surmonter les obstacles qui pourraient apparaître dans ce processus causerait notamment des reculs en ce qui concerne la régionalisation mentionnée dans cette thèse qui désigne un cas exemplaire pour les études de régionalisme comparatif. Ce dernier ouvre la voie aux recherches postérieures pour l'analyse d'autres processus de régionalisation d'un point de vue similaire à notre recherche pour fournir une connaissance accumulée au service des comparaisons régionales.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS

A) Traités internationaux et documents officiels

« Agreement on the Establishment of the Turkic Academy », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Agreement on the Financial Rules of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Charter of the Culture and Heritage Foundation », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

Charte des Nations Unies, <http://www.un.org/fr/>

Council of European Union, **Document on the EU and Central Asia: Strategy for a New Partnership**, Ref.No.:10113/07, dated 31 may 2019, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/st_10113_2007_init_en.pdf

« Host Country Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Secretariat of the Turkic Council regarding the Secretariat of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Nakhchivan Agreement on the Establishment of the Turkic Council», **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Regulation for the Staff of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Rules of Procedure of the Turkic Council », **Booklet of Turkic Council's Official Documents**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2014.

« Joint Statement by the Ministers of Foreign Affairs of the Member States of the Turkic Council at the 20th Meeting of the OSCE Ministerial Council », **Ref.No.: MC.DEL/6/13**, le 5 décembre 2013, <https://www.osce.org/mc/109296?download=true>

B) Documents de l'ONU

Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session sur l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de coopération des États de langue turque, **Ref.No. : A/ 66/141**, datée du 6 mai 2012, <https://undocs.org/fr/A/66/141>

Document du comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU sur « les observations concernant le report périodique de la Chine », **Ref.No. : CERD/C/ CHN/ CO/14-17**, daté du 30 août 2018, https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/CHN/CE_RD_C_CHN_CO_14-17_32237_E.pdf

Note du Secrétaire générale de l'ONU sur le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, **Ref.No.: SSC/19/3**, datée du 14 mars 2016, https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=SSC/19/3&referer=/english/&Lang=F

Rapport de la Sixième Commission sur l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de coopération des États de langue turque, **Ref.No.: A/74/435**, daté du 21 octobre 2019, <https://undocs.org/fr/A/74/435>

Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU sur « la situation des droits de l'homme en Ouzbékistan », **Ref.No.:A/RES/60/174**, datée du 16 décembre 2005, <https://undocs.org/en/A/RES/60/174>

Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU sur « la neutralité permanente du Turkménistan », **Ref.No. : A/RES/50/80**, datée du 12 décembre 1995, <https://undocs.org/fr/A/RES/50/80>

Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU datée du 23 février 2010 sur « la journée internationale du Novruz », **Ref.No.:A/RES/64/253**, datée du 10 mai 2010, <https://undocs.org/fr/A/RES/64/253>

C) Déclarations des sommets des chefs d'Etats turcs/turcophones

Déclaration du sommet d'Ankara en 1992.
 Déclaration du sommet d'Istanbul en 1994.
 Déclaration du sommet de Bichkek en 1995.
 Déclaration du sommet de Tachkent en 1996.
 Déclaration du sommet d'Astana en 1998.
 Déclaration du sommet d'Istanbul en 2001.
 Déclaration du sommet d'Antalya en 2006.
 Déclaration du sommet de Nakhitchevan en 2009.
 Déclaration du sommet d'Istanbul en 2010.
 Déclaration du sommet d'Almaty de Conseil turcique en 2011.
 Déclaration du sommet de Bichkek de Conseil turcique en 2012.
 Déclaration du sommet de Qabala de Conseil turcique en 2013.
 Déclaration du sommet de Bodrum de Conseil turcique en 2014.
 Déclaration du sommet d'Astana de Conseil turcique en 2015.
 Déclaration du sommet de Tcholponata de Conseil turcique en 2018.
 Déclaration du sommet de Bakou de Conseil turcique en 2019.

D) Rapports et autres types de source

BİNAK, İsmet (le projet dirigé par), **Osmanlı Devleti ile Kafkasya, Türkistan ve Kırım Hanlıkları Arasındaki Münasebetlere Dair Arşiv Belgeleri**, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Osmanlı Arşivi Daire Başkanlığı, Yayın No :3, Ankara, Haziran 1992.

DEMİREL Süleyman, **Başbakan Sayın Süleyman Demirel'in 24.02.1992 Tarihli Basın Toplantısı**, Ankara :Başbakanlık Basımevi, 1992.

EBRD, **Transition Report 2017-2018:Sustainable Growth**, London, 2017, <https://www.ebrd.com/transition-report-2017-18>

EKİCİ, Cevad et GURULKAN, Kemal (éd.), **Belgelerle Osmanlı-Türkistan İlişkileri (XVI-XX. Yüzyıllar)**, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Osmanlı Arsivi Daire Başkanlığı, Yayın No: 70, Ankara, 2005.

European Parliament Research Center, « New Strategy on Central Asia », **Briefing Note**, Brussels, 2019, p.1-12, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633162/EPRS_BRI\(2019\)633162_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633162/EPRS_BRI(2019)633162_EN.pdf)

HUMBATOV, Mahir et SARI Kazım, **Turkic Council Countries: Infrastructure, Trade, Logistics and Transportation**, Center for Strategic Studies, SAM Review, Vol. 18-19, Novembre 2017, <https://www.academia.edu/>

IMF, **The Kyrgyz Republic Poverty Reduction Strategy Paper**, Country Report, No. 14/247, Washington, D.C., 2014, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14247.pdf>

International Crisis Group, **Central Asia: Water and Conflict**, Asia Report No. 34, Osh-Brussel, 2002, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/uzbekistan/central-asia-water-and-conflict>

OECD, **Fighting Corruption in Eastern Europe and Central Asia Anti-corruption reforms in Azerbaijan, 4th round of monitoring of the Istanbul Anti-Corruption Action Plan**, Paris: OECD, 2016, <http://www.oecd.org/corruption/anti-bribery/OECD-ACN-Azerbaijan-Round-4-Monitoring-Report-ENG.pdf>

SCHNITZER-SKJONSBORG, Astrid, **South-South in Action, Turkic Council: How the Turkic Council uses South-South Cooperation to Promote Regional and Global Development**, New York: UNOSSC Publications, 2017, <https://www.unsouthsouth.org/2017/09/25/the-cooperation-council-of-turkic-speaking-states-the-turkic-council-2017>

Turkic Council, **Annual Report for 2017**, Istanbul: Turkic Council Publication, 2018.

Turkic Council, **Annual Report for 2016**, Istanbul: Turkic Council Publications, 2017.

Turkic Council, **Fifth Summit of the Turkic Council: A Raising Actor in Regional Cooperation in Eurasia**, Istanbul: Turkic Council and SAM joint publication, 2015.

TURKPA, **TURKPA: 10 Years (2008-2018)**, Special Edition, Baku: TURKPA Publication, 2018.

World Bank, **Doing Business 2019: Training for Reform**, Washington, D.C., 2019, https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf

World Bank, **Kazakhstan Country Economic Update/The Economy is Rising: It is Still Oil About Oil**, Washington, D.C., 2017, <http://documents.worldbank.org/curated/en/563451512743145143/pdf/121975-WP-PUBLIC-ADD-SERIES-KAZCEUFINALENG.pdf>

OUVRAGES

ACHARYA, Amitav, **Constructing A Security Community In Southeast Asia : ASEAN and the Problem of Regional Order**, London: Routledge, 2000.

ACHARYA, Amitav et JOHNSTON, Alastair Iain (éd.), **Crafting Cooperation : Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge : Cambridge University Press, 2007.

AKÇURA, Yusuf, **Türkçülük-Türkçülüğün Tarihi Gelişimi**, İstanbul: Türk Kültür Yayını, 1978.

AKÇURA, Yusuf, **Üç Tarz-ı Siyaset**, Ankara: Lotus Yayın Evi, 2005.

ALLWORTH, Edward (éd.), **Central Asia: 130 Years of Russian Dominance: A Historical Overview**, London: Duke University Press, 1994.

AMINEH, Mehdi Parvizi et HOUWELING, Henl (éd.), **Central Eurasia in Global Politics: Conflict, Security and Development**, Leiden-Boston: Brill Academic Publishers, 2005.

ANADOL, Cemal, ABBASOVA, Fazile et ABBASLI, Nazile, **Türk Kültür ve Medeniyeti**, İstanbul: Bilge Karınca Yayınları, 2002.

ANDİCAN, A. Ahat, **Osmanlıdan Günümüze Türkiye ve Orta Asya**, İstanbul: Doğan Egmont Yayıncılık, 2009.

ARAI, Masami, **Jön Türk Dönemi Türk Milliyetçiliği**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1994.

ASLAN, Sema et SEHOVA, Rena (éd.), **Sovyet Sonrası Dönemde Türk Dili Halklar Dil Sorunu ve Yeniden Biçimlenen Kimlikler**, IV. Kitap, Ankara : Atatürk Kültür Merkezi, 2012.

ATASOY, Fahri, (éd.) **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014.

ATASOY, Fahri, (éd.) **Yükselen İpek Yolu 1. Cilt: İpek Yolu'nda Ekonomi ve Turizm**, Ankara: Türk Yurdu, 2016.

ATASOY, Fahri (éd.), **Yükselen İpek Yolu 2. Cilt: İpek Yolu'nda Bilgi ve Siyaset**, Ankara: Türk Yurdu, 2016.

AYDEMİR, Şevket Süreyya, **Makedonya'dan Orta Asya'ya Enver Paşa, (1914-1922)**, Cilt III, İstanbul: Remzi Kitabevi, 1972.

AYDINGÜN, Ayşegül et BALIM, Çiğdem (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri: Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, I. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012.

AYDIN, Mustafa, **Küresel Politikada Orta Asya**, Ankara: Nobel Yayın Dağıtım, 2005.

AYDIN, Mustafa et ERHAN, Çağrı, **Beş Deniz Hafzasında Türkiye**, Ankara: Siyasal Kitabevi, 2006.

AYDIN, Mustafa (éd.), **Türkiye'nin Avrasya Macerası 1989-2006 (Avrasya Üçlemesi II)**, Ankara: Nobel Yayınları, 2006.

AXLINE, W. Andrew (éd.), **the Political Economy of Regional Cooperation: Comparative Case Studies**, London: Pinter Publishers, 1994.

BARNETT, R. Rubin et SNYDER, Jack, (éd.), **Post-Soviet Political Order: Conflict and State Building**, London and New York: Routledge, 1998.

BARTHOLD, V. V, **Orta Asya: Tarih ve Uygarlık**, (traduit par A. Ahsen Batur), İstanbul: Selenge Yayınları, 2014.

BABUR, Gazi Zahirüddin Muhammed, **Vekayi Babur'un Hatıratı**, Cilt: I, (traduit par Prof.Reşit Rahmeti Arat), Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1987.

BAIN, Jessica and HOLLAND, Martin (éd.), **European Union Identity: Perceptions from Asia and Europe**, Baden-Baden: Nomos, 2007.

BALCI, Bayram et BUCHWALTER, Bertrand (dir.), **La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)**, İstanbul : Institut français d'études Anatoliennes, 2001.

BAŞBUĞ, Mehmet et SİVRİKAYA, Sebahattin, **25 Yıllık Tecrübenin Ardından Türk Keneşi Bünyesindeki Ülkelerde Kültür-Sanat İlişkileri, İş Birlikleri ve Etkileri**, Bişkek: Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi Yayınları, 2018.

BATTISTELLA, Dario, **Théories des relations internationales**, Paris: Presses de Sciences Po, 2003.

BEESON, Mark et BISLEY, Nick (éd.), **Issues In 21st Century World Politics**, New York: Palgrave Macmillan, 2010.

BEHAR, Büşra Ersanlı (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994.

BENNIGSEN, Alexandre et QUELQUEJAY, Chantal, **Sultan Galiyev. Le père de la révolution tiers-mondiste**, Paris: Fayard, 1986.

BENNIGSEN, Alexandre et QUELQUEJAY, Chantal, **Step'de Ezan Sesleri**, (traduit par Nesih Uzel), Istanbul : İrfan Yayıncılık, 1994.

BERGREEN Laurence, **Morco Polo: From Veniceto Xanadu**, New York: Vintage Book, 2008.

BERNARDIE, Nathalie et TAGLIONI, François, **Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires**, Paris: Karthala, 2005.

BOULNOIS, Lucette, **La Route de la Soie**, Paris: Arthaud, 1963.

BULUT, Mehmet (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014.

BUZAN, Barry, **People, States and Fear**, Colchester: ECPR Press, 1983.

BUZAN, Barry et WÆVER, Ole, **Regions and Powers: The Structure of International Relations Theory**, Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

CAFEROĞLU, Prof.Dr. Ahmet, **Türk Dili Tarihi I-II**, İstanbul: Enderun Kitabevi, 1984.

CARIOU, Alain, **L'Asie centrale. Territoires, société et environnement**, Paris: Armand Colin, 2015.

CAROE, Sir Olaf, **Sovyet İmparatorluğu Toprakları**, I. Cilt, (traduit par Serhan Yüksel), İstanbul: Tercüman Yayınlar, 1975.

CHOISNEL, Emmanuel, **Les Parthes et la Route de la Soie**, l'Harmattan, 2004.

CARRÈRE d'ENCAUSSE, Hélène, **Islam and the Russian Empire Reform and Revolution in Central Asia**, (traduit par Quintin Hoare), Berkley: University of California Press, 1988.

CARRÈRE d'ENCAUSSE, Hélène, **La Russie Inachevée**, Paris: Fayard, 2000.

CARRÈRE d'ENCAUSSE, Hélène, **L'Empire d'Eurasie. Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours**, Paris: Fayard, 2005.

CHAUTARD, Sophie, **L'indispensable des conflits au XX^e siècle**, Levallois-Perret : Studyrama, 2006.

CHEUNG, Fanny M. et HONG, Ying-yi (éd.), **Regional Connection under the Belt and Road Initiative: the Prospects for Economic and Financial Cooperation**, London: Routledge, 2019.

COHEN, Ariel (éd.), **Eurasia in Balance: The US and the Regional Power Shift**, Aldershot: Ashgate, 2005.

CORNELL, Svante, **Azerbaijan Since Independence**, New York: Routledge, 2011.

CURTIS, Glenn R. (éd.), **Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan-Country Studies**, Washington: US Government Printing, 1997.

ÇALIŞ, Şaban H., DAĞI, İhsan et GÖZEN, Ramazan (éd.), **Türkiye'nin Dış Politika Gündemi: Kimlik, Demokrasi, Güvenlik**, Ankara : Liberte Yayınları, 2001.

DAVUTOĞLU, Ahmet, **Stratejik Derinlik**, İstanbul: Küre Yayınları, 2001.

DEMİR, Ali Faik, **Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya**, İstanbul : Bağlam Yayıncılık, 2003.

DEMİR, Ali Faik (éd.), **Türk Dış Politikasında Liderler**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007.

DEMİREL, Ömer Faruk, **1. Türkoloji Kongresi ve Menzel, 1926 Bakü Türkoloji Kongresinin 70. Yıl Dönümü Toplantısı**, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1999.

DEVLET, Nadir, **İsmail Bey (Gaspıralı)**, Ankara: Kültür ve Turizm Bakanlığı Yayınları, 1988.

DEUTSCH, Karl, **Nationalism and Social Communication**, 2ème édition, Cambridge: MIT Press, 1966.

DJALILI, Mohammad-Reza et KELLNER, Thierry, **Géopolitique de la Nouvelle Asie Centrale: De la fin de l'URSS à l'après 11 septembre**, Genève: Graduate Institute Publication, 2006.

EICKELMAN, Dale F. (éd.), **Russia's Muslim Frontier**, Bloomington: Indiana University Press, 1993.

EFEGİL, Ertan et AKÇALI, Pınar (éd.), **Orta Asya'nın Sosyo-Kültürel Sorunları: Kimlik, İslam, Milliyet ve Etnisite**, İstanbul: Gündoğan Yayınları, 2003.

ELLEMAN, Bruce, KOTKIN, Stephen et SCHOFIELD, Clive (éd.), **Beijing's Power and China's Borders: Twenty Neighbors in Asia**, New York: Routledge, 2013.

ERCİLASUN, Ahmet Bican, **Örneklerler Bugünkü Türk Alfabeleri**, Ankara: Kültür Bakanlığı Yayınları, 1993.

ERCİLİSUN, Ahmet Bican (éd.), **Türk Lehçeleri Grameri**, Ankara: Akçağ Yayınları, 2007.

ERGİN, Muharrem, **Dede Korkut**, İstanbul: Boğaziçi Yayınları, 2014.

FARRELL, Mary, HETTNE, Björn et LANGENHOVE Luk Van (éd.), **Global Politics of Regionalism: Theory and Practice**, London: Pluto Press, 2005.

FAWCETT, Louise et HURRELL, Andrew (éd.), **Regionalism in World Politics, Regional Organization and International Order**, New York: Oxford University Press, 1995.

FIARAMONTI, Lorenzo (éd.), **Regionalism in a Changing World: Comparative Perspectives in the New Global Order**, New York: Routledge, 2013.

FRANK, Robert, **Les Identités Européennes au XX^e Siècle**, Bruylant: Bruxelles, 1998.

FRANKOPAN, Peter, **The Silk Roads: A New History of the World**, London: Bloomsbury Publishing, 2015

FULLER, Graham, **Turkey faces East: New Orientations Towards the Middle East and the Old Soviet Union**, Santa Monica, CA: Rand Corporation, 1992.

FULLER, Graham E. et LESSER, Ian O. (éd.), **Turkey's New Geopolitics; from the Balkans to Western China**, London: Westview, 1993.

GHANA, Alia et RICHARD, Yann (éd.), **La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local**, Tunis et Paris: Karthala et IRMC, 2014.

GLENN, John, **The Soviet Legacy in Central Asia**, New York: St. Martins Press, 1999.

GÖKALP, Ziya, **Türkçülüğün Esasları**, İstanbul: Varlık Yayınları, 1968.

GUMILEV, L. N, **Eski Türkler**, (traduit par D.Ahsen Batur), İstanbul: Selenge Yayınları, 2011.

GURBANOV, Ilgar (éd.), **The Role of Azerbaijan in Regional and Global Arena: Realities and Perspectives Post-Conference Evaluation Report**, Baku: Center for Strategic Studies, 2017.

GÜREL, Şükrü, ÜNSAL, Şamil et KIMURA, Yoshihiro (éd.), **Turkey in a Changing World with special reference to Central Asia and the Caucasus**, Tokyo: Institute of Developing Economies/ Middle East Studies Series, 1993.

GRANT, Andrew, CORNELISSEN Scarlett et SHAW, Timothy (éd.), **Research Companion to Regionalisms**, Farnham, GB: Ashgate, 2013.

HAAS, Ernst B., **The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces**, Stanford: Stanford University Press, 1958.

HAKSÖZ, Çağrı, SESHADRI, Sridhar et IYER, Ananth V, **İpek Yolunda Tedarik Zinciri Yönetimi: Strateji, Performans, Risk**, (traduit par Neşenur Dominiç Avhan), İstanbul: Scala Yayınları, 2014.

HAYİT, Baymirza, **Türkistan Devletlerinin Milli Mücadeleleri Tarihi**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1995.

HAYİT, Baymirza, **Sovyetlerde Türklüğün ve İslam'ın Bazı Meseleleri**, İstanbul: Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı Yayınları, 2000.

HAIDAR, Mansura et AKINCI, Halil (éd.), **Indo-Turkish Architecture**, New Delhi: Archeology and Art Publications, New Delhi, 2010.

HETTNE, Björn, INOTAI, Andras et SUNKEL, Osvoldo (éd.), **The New Regionalism and the Future of Security and Development**, London: Macmillan Press, 2000.

HERMANN, Werner et LINN, Johannes F. (éd.), **Central Asia and the Caucasus: At the Crossroads of Eurasia in the 21st Century**, London: Sage Publications, 2011.

HOFFMANN, Stanley (éd.), **The European Studies, Essays on Europe 1964-1994**, Boulder: Westview, 1995.

HUNTER, Shireen T., **Central Asia Since Independance**, Washington, D.C.: Preager Publishers, 1996.

ILKUL, Ahmet Kemal, **Çin-Türkistan Hatıraları Şangay Hatıraları**, (preparé par) Yusuf Gedikli, İstanbul: Ötüken Yayınları, 1999.

İNALCIK, Halil, **Osmanlı-Rus Rekabetinin Menşei ve Don-Volga Kanalı Teşebbüsü (1569)**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1948.

İNAT, Kemal, ARSLAN, Ali et DURAN, Burhanettin (éd.), **AK Parti'nin 15 Yılı: Dış Politika**, İstanbul: SETA Yayınları, 2017.

KAFELI, Emel, TAŞAĞIL, Ahmet, SARIAHMETOĞLU KARAGÜR, Desrin et YILMAZ, Özlem Deniz (éd.), **Dünden Bugüne İpek Yolu: Beklentiler ve Gerçekleşenler**, İstanbul: Ötüken, 2008.

KAFESOĞLU, İbrahim, **Türk Milli Kültürü**, İstanbul, Boğaziçi Yayınları, 1995.

KARA, Abdullah, **Turgut Özal ve Türk Dünyası: Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri 1983-1993**, İstanbul: IQ Kültür ve Sanat Yayınları, 2012.

KARAL, Enver Ziya, **Osmanlı Tarihi: İkinci Meşrutiyet ve Birinci Dünya Savaşı**, Cilt 9, Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1996.

KARASAR, Hasan Ali et KUŞKUMBAYEV, Sanat K., **Türkistan Bütünleşmesi: Merkezi Asya'da Birlik Arayışları 1991 – 2001**, İstanbul: Ötüken Yayınları, 2009.

KARATNYCKY, Adrian, MOTYL, Alexander J. et SCHNETZER, Amanda (éd.), **Nations in Transit 2003**, Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2003.

KARPAT, Kemal, **Türkiye ve Orta Asya**, Ankara: İmge Kitabevi, 2003.

KAVUNCU, Orhan et KORKMAZ, Alaaddin (éd.), **Bağımsızlıklarının 15. Yılında Türk Cumhuriyetleri**, Ankara: TOBB Yayınları, 2008.

KEATING, Michael, **The New Regionalism in Western Europe: Territorial Restructuring and Political Change**, Cheltenham: Elgar, 1998.

KEMALOĞLU, İlyas, **Rusya'nın Orta Asya Politikaları**, Ankara: Hoca Ahmet Yesevi Uluslararası Türk Kazak Üniversitesi Yayınları, 2011.

KEMALOĞLU, İlyas, **Rusların Gözüyle Türkler**, İstanbul: Kaknüs Yayınları, 2015.

KEOHANE, Robert, **International Institutions and State Power**, Boulder, Colo: Westview, 1989.

KARIMOV, Islam, **Building the Future: Uzbekistan, its own model for transition to a market economy**, Tashkent: Uzbekistan Publishers, 1993.

KIRIMER, Cafer Seydahmet, **Gaspıralı İsmail Bey: Dilde Fikirde İşte Birlik**, İstanbul: Türk Ocağı Yayınları, 2015.

KIRIMLI, Hakan, **Kırım Tatarlarında Milli Kimlik ve Milli Hareketler, 1905-1916**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1996.

KIRIMLI, Hakan (éd.), **İsmail Bey Gaspıralı İçin**, Ankara: Kırım Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği, 2004.

KINOSHITA, Sharon, **Marco Polo: the Description of the World**, Indiana: Hackett Publishing, 2016.

KOCA, Salim et GÜZEL, Hasan Celal (éd.), **Türkler Ansiklopedisi**, Cilt:19, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları, 2002.

KÖPRÜLÜ, Fuat, **Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar**, Ankara: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 1976.

KURAT, Nimet Akdes, **Rusya Tarihi: Başlangıcından 1917'ye Kadar**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1993.

LANDAU, Jacob, **Pantürkizm**, (traduit par Mesut Akın), İstanbul: Sarmal Yayınevi, 1999.

LANDAU, Jacob et KELLNER-HEINKELE, Barbara, **Language Politics in Contemporary Central Asia, National and Ethnic Identity and the Soviet Legacy**, London: I.B Tauris&Co. Ltd., 2012.

LARUELLE, Marlène et PEYROUSE, Sébastien, **Globalizing Central Asia: Geopolitics and Challenges of Economic Development**, New York: Routledge, 2013.

LARUELLE, Marlène. (éd.), **China's Belt and Road initiative and its impact in Central Asia**, Washington, D.C: the George Washington University, 2018.

LEVEND, Ağâh Sirri, **Türk Dilinde Gelişme ve Sadeleşme Evreleri**, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1960.

LIU, Fu Kou et REGNIER, Philippe (éd.), **Regionalism in East Asia: Paradigm Shifting?**, London: Routledge Curzon, 2003.

MANİSALI, Erol (éd), **Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği**, İstanbul: İKA ve Kıbrıs Araştırmaları Vakfı, 1993.

MCWEENEY, Bill, **Security, Identity and Interests**, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

MILLWARD, James A, **The Silk Road: A Very Short Introduction**, Oxford: Oxford University Press, 2013.

MITRANY, David, **A Working Peace System**, London: Royal Institute of International Affairs, 1943.

NAZARBAYEV, Nursultan, **Yüzyıllar Kavşağında**, Almatı: Kazakistan Büyükelçiliği Yayınları, 2012.

NERİMANOĞLU, Kâmil Veli, **1926 Bakü Türkoloji Kurultayı Tutanaklar (26 Subat – 6 Mart 1926)**, (traduit par Mustafa Öner), Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 2008.

NEWTON, Scott, **The Constitutional Systems of the Independent Central Asian States: A Contextual Analysis**, Oxford: Hart Publishing, 2017.

NYE, Joseph (éd.), **International Regionalism**, Boston: Little Brown&Co, 1968.

OLCOTT, Martha Brill, **Central Asia's New States: Independance, Foreign Policy and Regional Security**, Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 1996.

OLCOTT, Martha Brill, **Central Asia's Second Chance**, Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2005.

OLIKER, Olga et SHLAPAK, David, **U.S. Interests in Central Asia: Policy Priorities and Military Roles**, Washington, D.C.: Rand Corporation Project Air Force, 2005.

ONUF, Nicholas, **World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations**, Columbia: University of South Carolina Press, 1989.

ORAN, Baskın (ed.), **Türk Dış Politikası Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar Cilt II: 1980-2001**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001.

ÖKE, Mim Kemal (éd.), **Geçiş Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri**, İstanbul: Alfa Yayınları, 1999.

ÖZTÜRK, Ali, **Çağların İçinden Türk Destanları**, İstanbul: Pozitif Yayıncılık, 2012.

PEIMANI, Hooman, **Failed Transition, Bleak Future? : War and instability in Central Asia and the Caucasus**, Westport, Greenwood Publishing Group, 2002.

POMFRET, Richard, **The Economics of Central Asia**, New Jersey: Princeton Press, 1995.

POUJOL, Catherine (éd.), **Peuples des Steppes en Asie centrale**, Paris : Edition Autrement-Collection du Monde-n 132, 2002.

PURTAŞ, Fırat et KİREÇCİ, Mehmet Akif (éd.), **Bağımsızlıklarının 25. Yılında Türk Cumhuriyetleri Sempozyumu Bildiri Özetleri**, Ankara : Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2017.

RADVANYI, Jean (éd.), **les États postsoviétiques: Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques**, Paris: Armand Colin, 2011.

RASHID, Ahmed, **The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?** London: Oxford University Press, 1994.

REYERSON, Kathryn L., **The Art of the Deal: Intermediaries of Trade in Medieval Montpellier**, Leiden and Boston: Brill Academic Publishers, 2002.

RICHARD, Yann, **L'Union européenne et ses voisins orientaux. Contribution aux études des intégrations régionales dans le monde**, Paris: Université Panthéon Sorbonne, 2010.

ROUX, Jean-Paul, **Histoires des Turcs: Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée**, Paris : Fayard, 1984.

ROUX, Jean-Paul, **L'Asie centrale: Histoire et civilisations**, Paris: Fayard, 1997.

ROUX, Jean-Paul, **Babür: Büyük Moğolların Tarihi**, (traduit par Lale Arslan Özcan), İstanbul: Kabalcı Yayınevi, 2008.

ROY, Olivier, **La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations**, Paris : Seuil, 1997.

ROY, Olivier, **L'Asie centrale contemporaine**, Paris : Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 2010.

RUMER, Boris (éd.), **Central Asia in Transition: Dilemmas of Political and Economic Development**, New York, London: M.E., Sharpe, 1996.

RUMER, Boris, **Central Asia at the End of the Transition**, New York: Routledge, 2005.

RUMER, Eugene, TRENIN, Dmitri et ZHAO, Huasheng (éd.), **Central Asia: Views from Washington, Moscow and Beijing**, London: M.E. Sharpe, 2007.

SAMAKO, Yoshikazu (éd.), **Global Transformation**, Tokyo: UN University Press, 1994.

SARAY, Mehmet, **Türk Dünyasında Eğitim Reformu ve Gaspıralı İsmail Bey (1851-1914)**, Ankara: Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, 1987.

SARAY, Mehmet, **Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları arasındaki Siyasi Münasebetler (1775-1895)**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1994.

SARAY, Mehmet, **Gaspıralı İsmail Bey'den Atatürk'e Türk Dünyasında Dil ve Kültür Birliği**, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 2008.

SARAY, Mehmet, **Türk Dünyasında Neler Oldu ?**, İstanbul : Boğaziçi Yayınları, 2014.

SAURUGGER, Sabine, **Théories et concepts de l'intégration européenne**, Paris: Presses de Sciences Po, 2010.

SCHULZ, Michael, SÖDERBAUM Fredrik et ÖJENDAL Joakim (éd.), **Regionalization in a Globalizing World**, London, New York: Zed Books, 2001.

ŞAHVERDIYEV, Ceyhun et VELIYEV, Cavid (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019.

ŞİMSİR, Bilâl N., **Azerbaycan'da Türk Alfabesi Tarihçe**, Ankara: Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1991.

ŞİMSİR, Bilal, **Türk Yazı Devrimi**, Ankara: Türk Tarih Kurumu, 1992.

SMITH, Dianne L., **Opening Pandora's Box: Ethnicity and Central Asian Militaries, Washington**, Washington, D.C.: Strategic Studies Institution Publications, 1998.

SMITH, Graham, LAW, Viven, WILSON, Andrew, BOHR, Annette et ALLWORTH, Edward, **Nation Building in the Post-Soviet Borderlands**, Cambridge: Cambridge University Press, 1998.

SOLINGEN, Etel, **Regional Orders at Century's Dawn: Global and Domestic Influences on Grand Strategy**, Princeton: Princeton University Press, 1998.

SOMUNCUOĞLU, Anar, **Kazakistan ve Özbekistan Ekonomileri Geçiş ve Büyüme Stratejileri**, Ankara: ASAM, 2001.

SOYSAL, İsmail (éd.), **Turkish Views on Eurasia**, Istanbul: the ISIS Press, 2011.

SÖDERBAUM, Fredrik et SHAW, Timothy (éd.), **Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader**, Basingstoke: Palgrave, 2003.

SÖDERBAUM, Fredrik, **The Political Economy of Regionalism: The Case of Southern Africa**, Basingstoke: Palgrave, 2004.

SÖDERBAUM, Fredrik, **Rethinking Regionalism**, London: Palgrave, 2015.

SÖNMEZOĞLU, Faruk (éd.), **Türk Dış Politikasının Analizi**, İstanbul: Der Yayınları, 2004.

SÖNMEZOĞLU, Faruk, BAKLACIOĞLU, Nurcan Özgür et TERZI, Özlem (éd.), **XXI. Yüzyılda Türk Dış Politika Analizi**, İstanbul: Der Yayınları, 2012.

SÖNMEZOĞLU, Faruk, **Son Onyıllarda Türk Dış Politikası 1991-2015**, İstanbul: Der Yayınları, 2016.

SUAVİ, Ali, **Hive Hanlığı ve Türkistan'da Rus Yayılması**, (préparé par) Abdullah Çay, İstanbul: Orkun Yayınları, 1977.

STARR, Frederick (éd.), **Xinjiang: China's Muslim Borderlands**, New York: Armonk, 2004.

STARR, Frederick (éd.), **The New Silk Roads Transport and Trade in Greater Central Asia**, Upsala: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies, 2007.

STARR, Frederick, **Lost Enlightenment: Central Asia's Golden Age From Arab Conquest to Tamerlane**, Princeton et Oxford: Princeton University Press, 2013.

ŞEN, Sabahattin (éd.), **Yeni Dünya Düzeni ve Türkiye**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 1994.

ŞENGÜL, Hatice, **TÜRKSOY 10. Yıl (1992-2002)**, Ankara: TÜRKSOY Yayınları, 2006.

TAŞAĞIL, Ahmet, **İpek Yolu**, İstanbul: Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015.

TELO, Mario (éd.), **European Union and New Regionalism**, Londres et New York: Routledge, 2014.

TEMİR, Ahmet, **Türkoloji Tarihinde Wilhelm Radloff Devri**, Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları, 1991.

TERZANI, Tiziano, **Goodnight, Mister Lenin: A Journey Through the End of the Soviet Empire**, London: Picador, 1993.

TOGAN, Zeki Velidi, **Türk Türkistan**, İstanbul: Toprak Yayınları, 1960.

TOGAN, Zeki Velidi, **Umumi Türk Tarihine Giriş, Cild 1, En Eski Devirlerden 16. Asra Kadar**, İstanbul : Edebiyat Fakültesi Basım Evi, 1970.

TOGAN, Zeki Velidi, **Bugünkü Türkili Türkistan ve Yakın Tarihi**, İstanbul: Enderun Kitabevi, 1981.

TSHIYEMBE, Mwayila, **Régionalisme et problèmes d'intégration économique : Aléna, Mercosur, Union européenne, Union africaine**, Paris : l'Harmattan, 2012.

TURAN, Osman, **Selçuklular Tarihi ve Türk-İslam Medeniyeti**, İstanbul: Ötüken Neşriyat, 2009.

UZUNÇARSILI, İsmail Hakkı, **Osmanlı Tarihi**, 3. Cilt, Ankara: Türk Tarih Kurumları Yayınları, 1954.

VINOKUROV, Evgeny (éd.), **EDB Eurasian Integration Yearbook**, Almaty: Eurasian Development Bank Publications, 2012.

WELT, Cory (éd.), **After the Color Revolutions, Political Change and Democracy Promotion in Eurasia**, Washington, DC.: Ponars Eurasia, 2010.

YAMAUCHI, Masayuki **Sultan Galiyev: İslam Dünyası ve Rusya**, (traduit par Hironao Matsutani), İstanbul: Bağlam Yayıncılık, 1998.

YILMAZ, Murat (éd.), **Bağımsızlıklarının 20. Yılında Cumhuriyetleri Toplantısı Konuşmalar**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2012.

YILMAZ, Murat (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yıllığı 2013**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015.

ZEYNALOV, Fazil, **Les ressources petroliers et gazières de l'Azerbaïdjan: la transformation d'un pays en un hub énergétique régional**, Paris: Éditions Publibook, 2015.

CHAPITRE D'OUVRAGE

ACHARYA, Amitav, « Comparative Regionalism: A field whose time has come? », dans Lorenzo Fioramonti (éd.), **Regionalism in a Changing World Comparative Perspectives in the New Global Order**, New York: Routledge, 2013, pp.3-15.

AFANDIYEVA, Gunay, « İnsanlık Hazinesi: Binlerce Yıllık Türk Kültür Mirası », dans Fırat Purtaş et Mehmet Akif Kireççi (éd.), **Bağımsızlıklarının 25. Yılında Türk Cumhuriyetleri Sempozyumu Bildiri Özetleri**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2017, pp.61-64.

AFANDIYEVA, Gunay, « the Road toward Unity », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp. 59-66.

AKÇALI, Pınar, « Nation-state building in Central Asia: A lost case? », dans Mehdi Parvizi Amineh et Henl Houweling (éd.), **Central Eurasia in Global Politics: Conflict, Security and Development**, Leiden-Boston: Brill Academic Publishers, 2005, pp. 409-429.

AKINCI, Ali, « İpek Yolu'nda Masalların Yolculuğu », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.175-189.

AKINCI, Halil, « Türk Cumhuriyetleri Arasındaki Siyasi İlişkiler: Değerlendirme, Sorunlar ve Öneriler », dans Murat Yılmaz (éd.), **Bağımsızlıklarının 20. Yılında Cumhuriyetleri Toplantısı Konuşmalar**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2012, pp.191-195.

AKINER, Shirin, « Sovyet Sonrası Orta Asya Cumhuriyetlerinde Modernleşme, Siyaset ve İslam », (traduit par Barış Öngel), **Türkler**, C. 19, Ankara: Yeni Türkiye Yayınları, 2002, pp.47-55.

AKSOY, Mustafa, « İpek Yolu'nda Türk Kültür İzleri: Tamgalar », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.146-156.

AMREYEV, Baghdad, « Building Momentum: The Turkic Council begins a new decade », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.27-34.

ARIK, Umut, « Türkiye'nin Azerbaycan ve İç Asya Devletlerine İnsani, Ekonomi ve Teknik Yardım Politikaları », dans Erol Manisalı (éd.), **Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği**, İstanbul: İKA ve Kıbrıs Araştırmaları Vakfı, 1993, pp.19-43.

ARSLAN, Metin, « İpek Yolu'nda Halk Aşıkları ve Halk Hikayeleri », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.203-220.

ATASOY, Fahri, « Küreselleşme Çağında Yeniden Yükselen İpek Yolu », dans Fahri Atasoy (éd.), **Yükselen İpek Yolu 2. Cilt: İpek Yolu'nda Bilgi ve Siyaset**, Ankara: Türk Yurdu, 2016, pp.69-82.

AXLINE, W. Andrew, « Cross-Regional Comparisons and the Theory of Regional Cooperation: A Lessons From Latin America, the Caribbean, South East Asia and the South Pacific », dans W. Andrew Axline (éd.), **the Political Economy of Regional Cooperation: Comparative Case Studies**, London: Pinter Publishers, 1994, pp.178-224.

AYDIN, Mustafa, « Global Değişim ve Genişleyen Türk Dünyası: Türkler ve Türkler », dans Şaban H. Çalış, İhsan Dağı et Ramazan Gözen (éd.), **Türkiye'nin Dış Politika Gündemi: Kimlik, Demokrasi, Güvenlik**, Ankara: Liberte Yayınları, 2001, pp.271-291.

AYDIN, Mustafa, « Kafkasya ve Orta Asya'yla İlişkiler », dans Baskın Oran (ed.), **Türk Dış Politikası Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar Cilt II: 1980-2001**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2001, pp.366-440.

AYDIN, Mustafa, « Geçiş Sürecinde Kimlikler: Orta Asya'da Milliyetçilik, Din ve Bölgesel Gerginlikler », dans Mustafa Aydın (éd.), **Küresel Politikada Orta Asya**, Ankara: Nobel Yayın Dağıtım, 2005, pp.245-267.

AYDIN, Mustafa, « Türkiye'nin Orta Asya ve Kafkasya Politikası », dans Mustafa Aydın (éd.), **Küresel Politikada Orta Asya (Avrasya Üçlemesi I)**, Ankara: Nobel Yayın Dağıtım, 2005, pp.101-149.

AYDINGÜN, Ayşegül Aydın et TÜFEKÇİOĞLU, Hayati, « Avrasya'nın Merkezinde Dünyaya Açılan Ülke: Kazakistan », dans Ayşegül Aydingün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri: Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, I. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp. 51-133.

BACIK, Gökhan, « Türk Cumhuriyetleri'nin Kimlik Sorunu », dans Mim Kemal Öke (éd.), **Geçiş Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri**, İstanbul: Alfa Yayınları, 1999, pp.61-127.

BAKIR, Bahar, « Türk Dış Politikasında Liderler/Necmettin Erbakan », dans Ali Faik Demir (éd.), **Türk Dış Politikasında Liderler**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007, pp.343-439.

BALIM, Çiğdem et GÜRBÜZ, Emre, « O'zbekistan Respublikası: Özbekistan Modeli », dans Ayşegül Aydingün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri: Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, I. Kitap, Ankara : Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.221-313.

BARNETT, Micheal et SOLINGEN, Etel, « Designed to Fail or Failure of Design? The Origins of Legacy and the Arab League », dans Amitav Acharya et Alastair Iain Johnston (éd.), **Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, pp.180-220.

BAŞLAMIŞ, Cenk, « The Last Ten Years in Eurasia », dans İsmail Soysal (éd.), **Turkish Views on Eurasia**, İstanbul: the ISIS Press, 2001, pp.145-161.

BIÇAKÇI, Ahmet Salih, « Un bref aperçu sur les relations entre l'Empire ottoman et l'Emirat de Boukhara », dans Bayram Balci et Bertrand Buchwalter (dir.), **La Turquie en Asie centrale: La conversion au réalisme (1991-2000)**, İstanbul : Institut français d'études Anatoliennes, 2001, pp.24-30.

BITSCH, Marie Thérèse, LOTH, Wilfried et POIDEVIN Raymond, « Institutions Européennes et Identités Européennes », (éd.) dans Robert Frank, **Les Identités Européennes au XX^e Siècle**, Bruylant : Bruxelles, 1998, pp. 125-144.

BOZBEY, Ahmet, « Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı (TİKA) », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yıllığı 2013**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, pp.607-610.

BOZKURT, Nebi, « İpek Yolu », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt: 22, İstanbul: Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 2000, pp.369-373.

BRESLIN, Shaun, « *Regions and Regionalism in World Politics* », dans Mark Beeson et Nick Bisley (éd.), **Issues In 21st Century World Politics**, New York: Palgrave Macmillan, 2010, pp.33-51.

BULDUK, Üçler, « İpek Yolu'nda Kültürel Etkileşim: 6-10. Yüzyıllarda Ticaret, Siyaset ve Din », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp. 40-46.

CESAR, Mustafa, « Türkmenistan'ın Serbest Piyasa Ekonomisine Geçiş Sürecinde Onbeş Yıl: 1991-2006 », dans Orhan Kavuncu et Alaaddin Korkmaz (éd.), **Bağımsızlıklarının 15. Yılında Türk Cumhuriyetleri**, Ankara: TOBB Yayınları, 2008, pp.107-144.

CLAUDE, Inis, « The OAS, the UN and the United States », dans Joseph Nye (éd.), **International Regionalism**, Boston: Little Brown, 1968, pp.3-21.

COOLEY, Alexander, « These Colors May Run: The Backlash against the U.S.-Backed 'Democratic Revolutions' in Eurasia », dans Cory Welt (éd.), **After the Color Revolutions, Political Change and Democracy Promotion in Eurasia**, Washington, DC.: Ponars Eurasia, 2010, pp.63-68

COSTEA, Ana-Cristina et LANGENHOVE, Luc Van, « EU's Foreign Policy Identity: From 'New Regionalism' to Third Generation Regionalism? », dans Jessica Bain and Martin Holland (éd.), **European Union Identity: Perceptions from Asia and Europe**, Baden-Baden: Nomos, 2007, pp. 86-104.

ÇANDAR, Cengiz, « Değişmekte olan Dünyada Türkiye'nin Bağımsızlıklarını Kazanan Yeni Türk Cumhuriyetleriyle İlişkileri », dans Sabahattin Şen (éd.), **Yeni Dünya Düzeni ve Türkiye**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 1994, p.133-138.

ÇETİN, Nursulu, « Hoca-Ahmet Yesevi Uluslararası Türk Kazak Üniversitesi », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yıllığı 2013**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, pp. 616-620.

ÇINAR, Hüseyin, BULUT, Mehmet et YİĞİT, İlker « Tarihi İpek Yolu'nun Kuzey Anadolu Güzergahı », dans Mehmet Bulut (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014, pp.123-151.

ÇOLPANKAVUNCU, Ayşe, « Özbekistan'da Gündelik Hayatta Türk ve Türkiye'ye Ait Algılar », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.284-294.

DEMİR, Ali Faik, « Orta Asya Cumhuriyetlerinde İslam ve Etnisite », dans Ertan Efeğil et Pınar Akçalı (éd.), **Orta Asya'nın Sosyo-Kültürel Sorunları: Kimlik, İslam, Milliyet ve Etnisite**, İstanbul: Gündoğan Yayınları, 2003, pp.101-129.

DEVLET, Nadir, « Yeni Türk Cumhuriyetleri Açısından Türkiye ile İşbirliğinin Önemi », dans Erol Manisalı, **Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği**, İstanbul: TİKA ve Kıbrıs Araştırmaları Vakfı, 1993, pp.7-19.

DEVLET, Nadir, « Türkiye'nin Avrasya'ya Yönelik Kültür Politikaları », dans Mustafa Aydın (éd.), **Türkiye'nin Avrasya Macerası 1989-2006 (Avrasya Üçlemesi II)**, Ankara: Nobel Yayınları, 2006, pp. 177-211.

DİYARBEKİRLİ, Nejat, « İpek Yolu ve Türkler: Sanat, Kültür ve Mimariye Doğu-Batı Yolunda Yaptıkları Katkıları », dans Emel Kafeli, Ahmet Taşağıl, Desrin Sariahmetoğlu Karagür et Özlem Deniz Yılmaz (éd.), **Dünden Bugüne İpek Yolu: Beklentiler ve Gerçekleşenler**, İstanbul: Ötüken, 2008, pp.15-34.

DOMINGUEZ, Jorge I., « International Cooperation in Latin America: the Design of Regional institutions by slow accretion », dans Amitav Acharya et Alastair Iain Johnston (éd.), **Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, pp. 83-129.

DOSUMOV, Rustam, « Uzbekistan: A National Path to the Market », dans Boris Rumer (éd.), **Centrail Asia in Transition: Dilemmas of Political and Economic Development**, New York, London: M.E., Sharpe, 1996, pp.136-165.

DURŞUN, Şükrü, « Anadolu Selçuklu Kervansaraylarında Süsleme Sanatı Örnekleri », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara : Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.526-555.

EROL, Mehmet Seyfettin, « Bağımsızlıktan Günümüze Türkiye-Kırgızistan İlişkileri », dans Mustafa Aydın (éd.), **Türkiye'nin Avrasya Macerası 1989-2006 (Avrasya Üçlemesi II)**, Ankara: Nobel Yayınları, 2006, pp.401-436.

ERSOY, Arif, « Avrasya'nın Barış ve Refah Eksenini İpekyolu'nun İhyasına Yönelik Bir Yaklaşım: İpekyolu Birliği », Mehmet Bulut (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014, pp.17-37.

FAWCETT, Louise, « Regionalism from a Historical Perspective », dans Mary Farrell, Björn Hettne, Luk Van Langenhove (éd.), **Global Politics of Regionalism: Theory and Practice**, London: Pluto Press, 2005, pp.21-37.

FULLER, Graham E., « Turkey's New Eastern Orientation », dans Graham E. Fuller et Ian O. Lesser (éd.), **Turkey's New Geopolitics; from the Balkans to Western China**, London : Westview, 1993, pp.37-99.

GARİBOVA, Jale, « Sovyet Sonrası Türk Cumhuriyetlerinde Dil Politikaları, Dil Davranışları ve Ulusal Kimliğin Gelişim Süreçleri », dans Sema Aslan et Rena Sehovala (éd.), **Sovyet Sonrası Dönemde Türk Dili Halklar Dil Sorunu ve Yeniden Biçimlenen Kimlikler**, IV. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.13-245.

GÜNDOĞDU, Abdullah, « İpek Yolu'nun Türklere Sunduğu Geo-Stratejik İmkanlar », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.294-301.

GÜNEŞ, Hakan, « Türkiye-Orta Asya İlişkileri », dans Faruk Sönmezoğlu, Nurcan Özgür Baklacioğlu et Özlem Terzi (éd.), **XXI. Yüzyılda Türk Dış Politika Analizi**, İstanbul: Der Yayınları, 2012, pp.715-744.

GÜRBÜZ, Emre, « Demokrasi ve Otoriterlik Kıskaçında: Kırgızistan », dans Ayşegül Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri: Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, I. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.133-221.

HÄNGGI, Heiner, « Regionalism through inter-regionalism: East Asia and ASEM » dans F. K. Liu et P. Régnier (éd.), **Regionalism in East Asia: Paradigm Shifting?**, London: Routledge Curzon, 2003, pp.197-215.

HERBST, Jeffrey, « Crafting Regional Cooperation in Africa », dans Amitay Acharya et Alastair Iain Johnston (éd.), **Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, pp. 129-144.

HETTNE, Björn, « The Regional factor in the Formation of a New World Order », dans Yoshikazu Samako (éd.), **Global Transformation**, Tokyo: UN University Press, 1994, pp.134-166.

HETTNE, Björn. « Globalization, the New Regionalism and East Asia », dans Toshiro Tabaka et Tanashi Inpguchi (éd.), **Globalism and Regionalism**, Tokyo: UN University Press, 1996, <http://archive.unu.edu/unupress/globalism.html>

HETTNE, Björn, « The New Regionalism: A Prologue », dans Björne Hettne, Andras Inotai et Osvaldo Sunkel (éd.), **The New Regionalism and the Future of Security and Development**, London: Macmillan Press, 2000, pp.xviii-xxxii.

HETTNE, Björn, « The New Regionalism Revisited », dans F. Söderbaum et T. Shaw (éd.), **Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader**, Basingstoke : Palgrave, 2003, pp.22-43.

HETTNE, Björn, « Regionalism and World Order », dans Marry Farrell, Björn Hettne et Luk Van Langenhove (éd.), **Global Politics of Regionalism**, London: Pluto Press, 2005, pp. 269-286.

HETTNE, Björn et PONJAERT, Frederik, « Interregionalism and World Order: The Diverging EU and US Models », dans Mario Telo (éd.) **European Union and New Regionalism**, Londres et New York, Routledge, 2014, pp.115-139.

HILL, Fiona, « Central Asia and the Caucasus: The Impact of the War on Terrorism », dans Adrian Karatnycky, Alexander J. Motyl et Amanda Schnetzer (éd.), **Nations in Transit 2003**, Lanham, MD:Rowman and Littlefield, 2003, pp.39-51.

HOFFMANN, Stanley, « Obsolete or Obsolete? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe », dans Stanley Hoffmann (éd.), **The European Studies, Essays on Europe 1964-1994**, Boulder, Westview, 1995, pp.862-915.

HURRELL, Andrew, « Regionalism in Theoretical Perspective », dans Louise Fawcett et Andrew Hurrell (éd.), **Regionalism in World Politics, Regional Organization and International Order**, New York: Oxford University Press, 1995, pp.37-74.

KHONG, Yuen Foong et NESADURAI, Helen, « Hanging Together, Institutional Design and Cooperation in Southeast Asia: AFTA and the ARF », dans Amitav Acharya et Alastair Iain Johnston (éd.), **Crafting Cooperation: Regional International Institutions in Comparative Perspective**, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, pp.32 -82.

KALAN, Ekrem, « Moğollar Devrinde İpek Yolu », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul: Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, pp. 93-109.

KARA, Abdülvahap, « Mustafa Şokay », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt:39, İstanbul:Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, 2014, pp.125-129.

KARASAR, Hasan Ali, « Türkistan Bütünleşmesinde Zirve Diplomasisi », dans Hasan Ali Karasar et Sanat K. Kuşumbayev, **Türkistan Bütünleşmesi: Merkezi Asya'da Birlik Arayışları 1991-2001**, İstanbul: Ötüken Yayınları, 2009, pp. 19-191.

KASER, Micheal, « The Economic and Social Impact of Systemic Transition in Central Asia and Azerbaijan », dans Mehdi Parvizi Amineh et Henl Houweling (éd.), **Central Eurasia in Global Politics: Conflict, Security and Development**, Leiden-Boston: Brill Academic Publishers, 2005, pp.459-473.

KASSEINOV, Dusen, « the Importance of TURKSOY on the 10th anniversary of the Nakhchivan Agreement », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku:Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.41-48.

KIMURA, Yoshihiro, « Central Asia and the Caucasus-Nationalism and Islamic Trends », dans Şükrü S. Gürel, Şamil Ünsal et Yoshihiro Kimura (éd.), **Turkey in a Changing World with special reference to Central Asia and the Caucasus**, Tokyo: Institute of Developing Economies/ Middle East Studies Series, 1993, pp.120-200.

KOKNAR, Ali M., « Turkey's Security Relations in Central Asia », dans Ariel Cohen (éd.), **Eurasia in Balance: The US and the Regional Power Shift**, Aldershot: Ashgate, 2005, pp.101-126.

KURBAN, Vefa, « Manas Destanı: İpek Yolu Hakkında », dans Mehmet Bulut (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014, pp.55-71.

KUT, Gün, « Yeni Türk Cumhuriyetleri ve Uluslararası Ortam », dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlığın İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, pp.9-25.

KYDYRALI, Darkhan, « Ten Years of the Turkic Academy: Activities, Achievements and Lessons », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.49-58.

LINN, Johannes, « Central Asian Regional Integration and Cooperation: Reality or Mirage? », dans Evgeny Vinokurov (éd.), **EDB Eurasian Integration Yearbook** Jo Almaty: Eurasian Development Bank Publications, 2012, pp.96-117.

MAMAŞUSUPOV, Altynbek, « The 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp. 35-40.

MAMMADOV, Halit, « Büyük İpek Yolu ve Medeniyetler Arası Diyalog », dans Mehmet Bulut (éd.), **Medeniyetler Güzergahı İpek Yolu**, İstanbul: İstanbul Sabahattin Zaim Üniversitesi Yayınları, 2014, pp.183-191.

MAMMADOV, Novruz, « Azerbaijan's Foreign Policy During Past 25 years since independence », dans İlgar Gurbanov (éd.), **The Role of Azerbaijan in Regional and Global Arena: Realities and Perspectives Post-Conference Evaluation Report**, Baku: Center for Strategic Studies, 2017, pp.12-18.

MARAT, Erica, « Kyrgyzstan: China's Regional Playground? », dans Bruce Elleman, Stephen Kotkin et Clive Schofield (éd.), **Beijing's Power and China's Borders: Twenty Neighbors in Asia**, New York: Routledge, 2013, pp.126-141.

MILLWARD, James A. et TURSUN, Nabijan, « Political History and Strategies of Control, 1884-1978 », dans S. Frederick Starr (éd.), **Xinjiang: China's Muslim Borderlands**, New York: Armonk, 2004, pp.63-101.

MUHAMMEDCANOV, Abdullah, « Özbekistan », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt:34, İstanbul: Türk Diyanet Vakfı Yayınları, 2007, pp.111-113.

OKTAY, Kutay, « Organize İpek Yolu Turları Üzerine Bir İnceleme », dans Fahri Atasoy (éd.), **Yükselen İpek Yolu 1. Cilt: İpek Yolu'nda Ekonomi ve Turizm**, Ankara: Türk Yurdu, 2016, pp. 180-192.

OLCOTT, Martha Brill, « Central Asia's Political Crisis », dans Dale F. Eickelman (éd.), **Russia's Muslim Frontier**, Bloomington : Indiana University Press, 1993, pp.49-62.

OLCOTT, Martha Brill, « Kazakhstan », dans Glenn R. Curtis (éd.), **Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan-Country Studies**, Washington: US Government Printing, 1997, pp.1-98.

OLCOTT, Martha Brill, « Rivalry and Competition in Central Asia », dans Werner Hermann et Johaannes F. Linn (éd.), **Central Asia and the Caucasus: At the Crossroads of Eurasia in the 21st Century**, London: Sage Publications, 2011, pp.17-42.

ÖLMEZ, Mehmet. « İpek Yolu Türk Diller », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul: Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, pp.435-526.

ÖZARSLAN, Metin, « İpek Yolu'nda Halk Aşıkları ve Halk Hikayeleri », Fahri Atasoy, (éd.) **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.203-220.

ÖZEY, Ramazan, « İpek Yolu'nda Türk Dünyasının Jeopolitik Önemi », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp. 328-358

ÖZDOĞAN, Günay Göksu, « Sovyetler Birliğinden Bağımsız Cumhuriyetlere: Uluslaşmanın Dinamikleri », dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, pp.25-105.

ÖZTÜRK, Mustafa, « Orta Asya Türk Cumhuriyetlerinin Ekonomik Durumlarına Bakış », dans Mim Kemal Öke (éd.), **Geçiş Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri**, İstanbul : Alfa Yayınları, 1999, pp. 273-296.

RICHARD, Yann, « Régionalisation, Régionalisme et Intégration Régionale : Concepts Flous et Nécessaire Clarification », dans Alia Ghana et Yann Richard (éd.), **La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local**, Tunis et Paris: Karthala et IRMC, 2014, pp.23-44.

RUMER, Eugene, « The United States and Central Asia : In Search for a Strategy » dans Eugene Rumer, Dmitri Trenin et Huasheng Zhao (éd.), **Central Asia: Views from Washington, Moscow and Beijing**, London : M.E. Sharpe, 2007, pp.18-75.

PURTAŞ, Fırat, « İpek Yolu'nun Güvenliğinde Kültürel Diplomasinin Rolü ve Türksoy », dans Fahri Atasoy (éd.), **İpek Yolunda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.372-377.

SARI, Yaşar, « Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi », dans Murat Yılmaz (éd.), **Türk Cumhuriyetleri ve Toplulukları Yılı 2013**, Ankara: Ahmet Yesevi Üniversitesi Yayınları, 2015, pp.621-625.

SARI, Yaşar, « Türkiye-Orta Asya İlişkilerinde Sınırlı İşbirliği », dans Kemal İnât, Ali Arslan et Burhanettin Duran (éd.), **AK Parti'nin 15 Yılı : Dış Politika**, İstanbul : SETA Yayınları, 2017, pp.357-381.

SEÇGİN, Nuri, « Kültürel Etkileşimde İpek Yolu'nun Rolü ve Önemi », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul: Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, pp.465-493.

SHADYBEKOV, Kuvanychbek, « The Cooperation Council of Turkic Speaking States: Main Stages and Prospects of Development », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.95-111.

SHAUKENOVA, Zarema, « Turkic Council: Achievements and Prospects », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku: Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.82-92.

SÖDERBAUM, Fredrik, « Introduction: Theories of New Regionalism », dans F. Söderbaum and T. Shaw (éd.), **Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader**, Basingstoke: Palgrave, 2003, pp.1-22.

SÖDERBAUM, Fredrik, « Formal and Informal Regionalisms », dans Andrew Grant, Scarlett Cornelissen et Timothy Shaw (éd.), **Research Companion to Regionalisms**, Farnham, GB: Ashgate, 2013, pp.51-68.

SUNGUR, Nesrin, « Yeniden Yapılanma Sürecinde Orta Asya Türk Cumhuriyetleri ve Geçiş Sorunları », dans Büşra Ersanlı Behar (éd.), **Bağımsızlıklarının İlk Yılları: Azerbaycan, Kazakistan, Kırgızistan, Özbekistan, Türkmenistan**, Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, 1994, pp. 221-243.

ŞAHİN, Çiğdem, « Uluslararası Örgüt İşlevleri Açısından Türk Konseyi », dans A. Vecdi Can, Köksal Şahin et Kürşad Uçar, **13. Uluslararası Türk Dünyası Sosyal Bilimler Kongresi Bildiriler Kitabı**, İstanbul: Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı Yayınları, 2016, pp. 1165-1174.

TAPIA, Stéphane de, « Ulus et Yurt, Millet et Vatan : territoires nomades et migrations de mots (éléments pour une discussion de la conception turque du territoire) » dans Joël Bonnemaïson, Luc Cambrézy et Laurence Bourgeois Quinty (dir.), **Le territoire lien ou frontière ? : 2. La nation et le territoire**, Paris: L'Harmattan, pp. 125-138.

TAŞAĞIL, Ahmet, « İpek Yolu'nun Yeniden Gündeme Gelişinden Beklentiler », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul: Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, pp.495-507.

TAŞAĞIL, Ahmet, « Türkistan », **İslam Araştırmaları Ansiklopedisi**, Cilt: 41, İstanbul : Türk Diyanet Vakfı Yayınları, 2002, p. 556-560.

TELLAL, Erel, « Rusya ile İlişkiler », dans Baskın Oran (éd.), **Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Oldular, Belgeler ve Yorumlar, Cilt II: 1980-2001**, İstanbul : İletişim Yayınları, 2001, pp.540-551.

TELLAL, Erel, « Avrasya’da Türkiye-Rusya İlişkileri », dans Mustafa Aydın et Çağrı Erhan (éd.), **Beş Deniz Hafzasında Türkiye**, Ankara : Siyasal Kitabevi, 2006, pp.33-63.

TOKLUOĞLU, Ceylan, « Azerbaycan », dans İsmail Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Azerbaycan, Gürcistan ve Ukrayna: Türk Dilli Halklar ve Türkiye ile İlişkiler**, II. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.15-117.

TUNCER, Nil, « Türk Dış Politikasında Liderler/ Süleyman Demirel », dans Ali Faik Demir (éd.), **Türk Dış Politikasında Liderler**, İstanbul: Bağlam Yayınları, 2007, pp.125-241.

TURAN, Gül et TURAN, İlter, « Türkiye’nin Diğer Türk Cumhuriyetleriyle İlişkileri », dans Faruk Sönmezoğlu (éd.), **Türk Dış Politikasının Analizi**, İstanbul:Der Yayınları, 2004, pp.754-780.

TÜYSÜZ, Ünal, « Güney Kafkasya ile İlişkilerde İmkan ve Sınırlar », dans Kemal İnât, Ali Arslan et Burhanettin Duran (éd.), **AK Parti’nin 15 Yılı: Dış Politika**, İstanbul: SETA Yayınları, 2017, pp.403-427.

ULUTAŞ, Ufuk et TANRISEVER, Oktay, « the Turkic Council on the 10th anniversary of the Nakhchivan Agreement: A view from Turkey », dans Ceyhun Şahverdiyev et Cavid Veliyev (éd.), **Turkic Council: 10th Anniversary of the Nakhchivan Agreement**, Baku:Turkic Council and Center of Analysis of International Relations Joint Publication, 2019, pp.112-125.

USTA, Aydın, « İpek Yolu ve Selçuklular », dans Ahmet Taşağıl (éd.), **İpek Yolu**, İstanbul, Türk Kültürüne Hizmet Vakfı, 2015, pp.337-347.

VAKULCHUK, Roman et OVERLAND, Indra, « China’a Belt and Road Initiative Through the Lens of Central Asia », dans Fanny M. Cheung et Ying-yi Hong (éd.), **Regional Connection under the Belt and Road Initiative: the Prospects for Economic and Financial Cooperation**, London: Routledge, 2019, pp.115-133.

VALIYEV, Anar, « Azerbaijan’s Economic Model and its Development Since Independence », dans **South Caucasus-20 Years of Independence**, Bonn: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp.218-241

YAMAN, Şahin, « Bağımsızlıklarının 15. Yılında Türk Cumhuriyetlerinde Ekonomik Reformlar », dans Orhan Kavuncu et Alaaddin Korkmaz (éd.), **Bağımsızlıklarının 15. Yılında Türk Cumhuriyetleri**, Ankara: TOBB Yayınları, 2008, pp.13-55.

YERELİ, Ahmet Burçin. « Yeniden Canlanan İpek Yolu'nda Ekonomik Stratejiler, Fahri Atasoy » (éd.), **İpek Yolu'nda Türk Kültür Mirası**, Ankara: Türk Yurdu Yayınları, 2014, pp.301-308.

YILDIRIM, Erdoğan, « Türkmenistan: Aşiretten Ulusa », dans Ayşegül Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri: Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, I. Kitap, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.452-454.

YILMAZ, Harun et DURMUŞ, Mustafa, « Son Yirmi Yılda Türkiye'nin Orta Asya'ya Yönelik Dış Politikası ve Bölgedeki Faaliyetleri », dans Ayşegül Aydıngün et Çiğdem Balım (éd.), **Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri Türk Dilli Halklar-Türkiye ile İlişkiler**, Ankara: Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp.485-586.

ZARCON, Thierry, « Terre qui vit, mer qui meurt », dans Catherine Poujol (éd), **Peuples des Steppes en Asie centrale**, Paris: Edition Autrement-Collection du Monde-n 132, 2002, pp. 191-198.

ARTICLES

ABAZOV, Rafis, « Policy of economic transition in Kyrgyzstan », **Central Asian Survey**, Vol.18:2, 1999, pp. 197-223.

ABAZOV, Rafis, « Fixing the Aral Sea disaster: towards environmental cooperation in Central Asia? », **Central Asia-Causaus Analyst**, le 28 juillet 2016, <https://cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13376-fixing-the-aral-sea-disaster-towards-environmental-cooperation-in-central-asia?.html>

ABDURAKHIMOVA, Nadira A., « The Colonial System of Power in Turkistan », **International Journal of Middle East Studies**, Vol. 34, No. 2, May, 2002, pp. 239-262.

ACHARYA, Amitav, « The Emerging Regional Architecture of World Politics », **World Politics**, Vol.59, No. 4, 2007, pp. 629-652.

ACICBE, Ceyda, « Kuruluşunun 10. Yılında Türk Konseyi », **AVİM**, No. 2019/65, le 9 novembre 2019, <https://avim.org.tr/tr/Yorum/KURULUSUNUN-10-YILINDA-TURK-KONSEYI>

AHMADOV, Ingilab, « Center for Security Studies Azerbaijan's New Macroeconomic Reality: How to Adapt to Low Oil Prices », **Center for Security Studies (CSS)**, le 6 mai 2016, <http://www.css.ethz.ch/en/services/digital-library/articles/article.html/196792/pdf>

AKÇALI, Pınar, « Kırgızistan'da Parlamenter Geçiş: Genel Bir Değerlendirme », **Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi**, Cilt: XII, Sayı: I, Yaz 2012, pp. 193-209.

AKILLI, Erman, « Turksoy, Turkic Council and Cultural Diplomacy: Transactionalism Revisited », **Bilig**, No.91, 2019, pp.1-25.

AKINER, Shirin, « Islam, the State and Ethnicity in Central Asia in Historical Perspective », **Religion, State and Society**, Vol:24, Issue:2-3,1996, pp. 91-132.

ALESINA, Alberto F., et REICH, Bryony, « Nation Building », **NBER Working Paper**, No. 18839, February 2013, <https://ssrn.com/abstract=2226811>

ALP, Alper, « Rus Çarlığında Müftülüklerin Kuruluşu ve Gelişimi », **Akademik Bakış**, Cilt:7, Sayı:12, 2013, pp. 117-126.

ALTYNBAYEV, Kanat, « Turkic Council summit in Kyrgyzstan brings hope of greter co-operation », **Central Asia News**, le 12 septembre 2018, https://central.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_ca/features/2018/09/12/feature-01

ALYILMAZ, Cengiz, « İpek Yolu ve Orhun Yazıtları », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi**, Sayı: 24, 2004, pp.181-192.

ALYILMAZ, Cengiz, « Uluslararası Türk Akademisi ve Altay Cumhuriyeti'ndeki Eski Türk Yazıtları Albümü Aslı Eser Üzerine », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, Sayı:56, 2016, pp. 657-690.

AMIRBEK, Aidarbek, ANUARBEKULY, Almasbek et MAKHANOV, Kanat, « Türk Dili Konuşan Ülkeler Entegrasyonu: Tarihsel Geçmişi ve Kurumsallaşması », **ANKASAM Bölgesel Araştırmalar Dergisi**, Vol.1, No.3, 2017, pp.164-204.

ANDERSON, Barbara A. et SILVER, Brian D., « Growth and Diversity of the Population of the Soviet Union », **Annals of the American Academy of Political and Social Sciences**, No. 510, July,1990, pp.155-177.

ARAS, Bülent, « Turkey's policy in the former Soviet South », **Turkish Studies**, No:1, Vol:1, 2000, pp.36-58.

ATLI, Altay, « Turkic Council and limits to ethnic unity in Eurasia », **Asia Times**, le 14 septembre 2015, <https://www.asiatimes.com/2015/09/article/turkic-council-and-limits-to-ethnic-unity-in-eurasia/>

AVIOUTSKII, Viatcheslav, « Les clans en Azerbaïdjan », **le Courrier des pays de l'Est**, Vol. 1063, No. 5, 2007, pp.67-79.

AVSAR, Zakir, « Türkiye Cumhuriyetleri Arasında İletişim », **Avrasya Etüdləri**, Cilt :3, Sayı :1, 1996, pp.45-76.

AYDIN, Mustafa, « Azerbaycan, Türkiye-Ermenistan Anlaşmasının Neresinde? », **Türkiye Ekonomi Politikaları Araştırma Vakfı**, Politika Notu, Septembre 2009, pp.1-6, http://www.tepav.org.tr/upload/files/1271313033r6785.Azerbaycan_Turkiye_Ermenistan_Anlasmasin_nin_Neresinde.pdf

AYDIN, Aydın, « Orta Asya'daki Güvenlik Sorunlarının Çözümünde Şangay İşbirliği Örgütü'nün Etkinliği », **Turkish Studies**, Vol.11, No.1, 2016, pp.145-160.

BALAN, Dinu, « Regionalisme, Regionalisation, Clarifications Conceptuelles et Terminologiques », **Codrul Cosminului**, Vol.19, No.1, 2013, pp.107-126.

BALDOUF, Ingebord, « Jadidsm in Central Asia within Reformism and Modernism in the Muslim World », **Welt and Islam**, Vol. 41, 2001, pp.72-88.

BATSAIKHANA, Uuriintuya et DABROWSKI, Merak « Central Asia—twenty-five years after the breakup of the USSR », **Russian Journal of Economics**, Vol.3, No.3, 2017, pp.296-320.

BAYALIYEV, Alim, « the Turkic Council: Will the Turks finally unite? », **the CACI Analyst**, 19 February 2019, <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/12916-the-turkic-council-will-the-turks-finally-unite?.html>

BAZIN, Luis, « Les Peuples Turcophones en Eurasie : un cas majeur d'expansion ethnolinguistique in Géopolitique des langues », **Hérodote**, No.42, 1986, pp.75-108.

BENNIGSEN, Alexandre et QUELQUEJAY, Chantal « Le problème linguistique et l'évolution des nationalités musulmanes en U.R.S.S », **Cahiers du Monde Russe et Soviétique**, Vol.1 , No.3, 1960, pp.418-465.

BENNIGSEN, Alexandre et QUELQUEJAY, Chantal « Official Islam in the Soviet Union », **Religion in Communist Lands**, Vol:7, Issue:3, 1979, pp.148-159.

BHAGWATI, Jagdish. « Regionalism versus Multilateralism », **the World Economy**, Vol. 15, No. 5, 1992, pp.535-556.

BIYIKLI, Mustafa, « Türk Dünyası Ortak Kuruluşu olarak Türk Akademisi Uluslararası Teşkilatı (Twesco), Rolü ve İş Birlikleri », **Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Afro-Avrasya Özel Sayısı, Aralık 2016, pp.404-418.

BORTHAKUR, Anchita, « An Analysis of the Conflict in the Ferghana Valley », **Asian Affairs**, Vol.48:2, 2017, pp.334-350.

BOWLES, Paul, "Asia's Post-Crisis Regionalism: Bringing the State Back in, Keeping The (United) States Out", **Review of International Political Economy**, Vol.9:2, Summer 2002, pp.244-270.

BRUNEAU, Michel, « L'espace-temps des Turcs et de la Turquie, de l'Eurasie à l'Anatolie : essai de modélisation graphique », **Cybergeo : European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire**, Document No:726, 2015, <https://cybergeo.revues.org/27019#quotation>

BURAN, Ahmet, « Sovyet Türkolojisi ve Birinci Türkoloji Kurultayı », **Turkish Studies International Periodical For the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic**, Volume 4/3, Spring 2009, pp.430-444.

CAMPBELL, Elena, « The Autocracy and the Muslim Clergy in the Russian Empire (1850s–1917) », **Russian Studies in History**, Vol. 44, No. 2, Fall 2005, pp.8-29.

CHAIX, Pierre, « The Turkic Council's Policy in Central Asia and the Caucasus: Assessments and Prospects », **Avrasya Dünyası**, Sayı:4, Nisan 2019, pp.40-47.

CHENG, Joseph Y.S., « the Shanghai Co-operation Organisation: China's Initiative in Regional Institutional Building », **Journal of Contemporary Asia**, Vol. 41, No. 4, 2011, pp. 632–656.

CHETERIAN, Vicken, « Kirghizstan, des menaces sur la stabilité de l'Asie centrale », **le Monde Diplomatique**, le 22 juillet 2010, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-07-22-Kirghizstan>

CHRISTIAN, David, « Silk Roads or Steppe Roads? The Silk Roads in World History », **Journal of World History**, Vol. 11, No. 1, Spring 2000, pp.1-26.

CIARRETA, Aitor et NASIROV, Shahriyar, « Impact of Azerbaijan's Energy Policy on the Development of the Oil Sector », **International Association for Energy Economics**, Fourth Quarter 2010, pp.43-46.

CRUZ, Giovanni Molano, « L'intégration régionale contemporaine : figure de coopération multidimensionnelle », **UNU Institute on Comparative Regional Integration Studies**, Vol/Issue : 16, 2009, pp.1-30.

ÇANDARLI ŞAHİN, Aslı, « Türk Dünyası ile Kültürel İlişkiler Bağlamında Yapılandırılan Kurum ve Kuruluşlar », **Turkish Studies International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic**, Volume 12/26, 2017, pp.81-100.

ÇELİKPALA, Mithat, « Rekabet ve İşbirliği İkliminde Yönünü Arayan Türk-Rus İlişkileri », **Bilig**, Vol:72 , 2015, pp.117-144.

DAĞASAN, Dursun, « Türk Dünyası Edebiyatı Projesi ve 1997 Taşkent Toplantısı », **Bilge**, No: 14, 1994, pp.10-12.

Daily, John C.K., « The Andijan disturbances and their implications », **Central Asia-Caucas Analyst**, le 29 juin 200 <http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/10049-analytical-articles-caci-analyst-2005-6-29-art-10049.html>

DİKKAYA, Mehmet, « Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri arasındaki Ekonomik İlişkiler », **Bilig Dergisi**, No.9, Bahar 1999, pp. 427-442.

DJALILI, Mohammad-Reza et KELLNER, Thierry, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », **le Courrier des pays de l'Est**, No:1057, 2006/5, pp.4-16.

DUDOIGNON, Stéphane A., « La question scolaire à Boukhara et au Turkestan russe, du 'premier renouveau' à la soviétisation (fin du xviii^e siècle-1937) », **Cahiers du Monde Russe**, XXXVII (1-2), janvier-juin 1996, pp.133-210.

DURDULAR, Ercan, « Parliamentary Assembly of Turkic-Speaking Countries (TurkPA): Beyond Parliamentary Diplomacy », **Perceptions**, Vol. XXII, No.1, 2017, pp.115-142.

EGAMBERDIYEV, Mirzahan, « Çarlık Rusyası'nın Türkistan'daki Eğitim Politikası (1870-1917) », **Gazi Üniversitesi Dergisi**, Cilt: 6, Sayı:1, 2005, pp.103-108.

EISENBAUM, Boris, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », **Politique étrangère**, Vol.75, No. 1, Printemps, 2010, pp.151-164.

EMERSON Michael, "The EU's New Black Sea Policy What kind of regionalism is this?", **CEPS Working Document**, No. 297/July 2008, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1337499

ERCİLASUN, Ahmet Bican, « Tarihten Geleceğe Türk Dili », **Yeni Türkiye**, No.15, 1997, pp.187-191.

EROL, Mehmet Seyfettin et AMIRBEK, Aidarbek, « Soğuk Savaş Sonrası Dönemde Rusya'nın Dış Politikasında Yakın Çevre ve Orta Asya », **Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi**, No. XIV/1, Yaz 2014, pp.155-178.

ESEN, Ahmet Turan, « Türk Konseyi Türk Birliği'nin Anahtarı Olur mu? », **21. Yüzyıl Dergisi**, Sayı:47, Kasım 2012, pp.13-17.

EUGENE, Zaleski, « La crise du pouvoir en U.R.S.S. (1988-juillet 1991) », **Revue d'études comparatives Est-Ouest**, Vol. 22, No. 2, 1991, pp.5-57.

FAWCETT, Louise, « Exploring Regional Domains: A Comparative History of Regionalism », **International Affairs**, Vol. 80, No. 3, May 2004, pp.429-446.

FEDORENKO, Vladimir, « Central Asia: From Ethnic to Civic Nationalism », **Rethink Institute Paper**, March 2012, pp.1-31.

FİDAN, Hakan et NURDUN, Rahman, « Turkey's role in the global development assistance community: the case of TIKA (Turkish International Cooperation and Development Agency) », **Journal of Southern Europe and the Balkans**, Vol:10, No:1, April 2008, pp. 93-111.

FOUQUIN, Michel et SIROEN, Jean-Marc, « Régionalisme versus Multilatéralisme », **Economie Internationale**, No.74, 1998, pp.3-14.

FULLER, Graham, « Central Asia: The Quest for Identity », **Current History**, Vol. 93, No. 582, April 1994, pp.145-149.

FRANCK, Christian, « L'Europe et ses États », **Études Internationales**, Vol. 27, n° 4, 1996, pp.885-891.

GARIBOV, Azad, « Are the Littoral States Close to Signing an Agreement on the Legal Status of the Caspian Sea? », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 14, Issue: 61, le 8 Mai 2017, <https://jamestown.org/program/littoral-states-close-signing-agreement-legal-status-caspian-sea/>

GHARABAHI, Kiaras, « Development Strategies for Central Asia in the 1990s: In Search of Alternatives », **Third World Quarterly**, Vol:15, No:1, 1994, pp.103-119.

GÖKALP Altan, « Le Prix du Changement Linguistique, l'intervention du Turc, Langue Nationale », **Migrants-Formation**, No: 76, Mars 1989, pp. 167-177.

GÖMEÇ, Saadettin, « Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri Üzerine Bir Değerlendirme », **Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Vol.1, 2007, pp.115-131.

GUIBERNAU, Montserrat , « Anthony D. Smith on nations and national identity: a critical assessment », **Nations and Nationalism**, Volume 10, Issue 1-2, January 2004, pp. 125-141.

HADZHIEVA, Eli, « Silk Road, Revived », **SkyLife Magazine**, Issue: Avril, 2018, <https://www.skylife.com/en/2018-04/the-silk-road-revived>

HAŞHİMOVA, Umida , « Are Recent Constitutional Changes in Uzbekistan Related to Successor Issue? », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 11, Issue: 59, 2014, <https://jamestown.org/program/are-recent-constitutional-changes-in-uzbekistan-related-to-successor-issue>

HAŞHİMOVA, Umida, « Uzbekistan Joins the Turkic Council », **the Diplomat**, le 23 septembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/uzbekistan-joins-the-turkic-council/>

HEINZIG, Dieter, « Russia and the Soviet Union in Asia: Aspect of Colonialism and Expansionism », **Contemporary Southeast Asia**, Vol.4, No.4, 1983, pp. 417-450.

HETTNE, Björn et SÖDERBAUM, Frederik, « The New Regionalism Approach », **Politeia**, Vol. 17, No. 3, 1998, pp. 6-21.

HETTNE, Björn et SÖDERBAUM, Fredrik, « Theorising the Rise of Regionness », **New Political Economy**, Vol.5, No. 3, December 2000, pp.457-473.

HETTNE, Björn, « Beyond the 'New' Regionalism », **New Political Economy**, Vol. 10, No. 4, December 2005, pp. 543-571.

HILL, Fiona, « the Caucasus and Central Asia: How the United States and its Allies Can Stave off a Crisis », **Brookings**, le 1 mai 2001, <https://www.brookings.edu/research/the-caucasus-and-central-asia-how-the-united-states-and-its-allies-can-stave-off-a-crisis/>

HUET, Thomas, « Mars 2005 au Kirghizstan : 'Révolution des Tulipes' ou alternance violente ? », **Cahiers d'Asie centrale**, Vol :15/16, 2007, pp. 340-351.

İSMAYILOV, Elnur et BUDAK, Türkan, « Bağımsızlık Sonrası Türkmenistan'ın Enerji Politikası », **Bilge Strateji**, Vol. 6, No. 11, Automne 2014, pp. 29-49.

KABASAKAL, Öner, « Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleri ile Ekonomik ve Ticari İlişkileri », **Avrasya Etüdleri Dergisi**, (Bağımsızlığın 10. Yılında Türk Cumhuriyetleri Özel Sayısı), 2001, pp.37-60.

KABASAKAL, Öner, « Türk Cumhuriyetlerinin Ekonomik Kalkınmalarında TİKA'nın Rolü », **Dış Ticaret Dergisi**, Özel Sayı, Ocak 2002, pp. 12-18.

KAPLAN, Muhittin, YUVAC, Abdullah et AMANOV, Shatlyk, « One Nation, Many Voices? External Cohesion of the Turkic Council States in the United Nations General Assembly, 1993-2011 », **Bilig**, No.74, 2015, pp.125-149.

KARIN, Erlan, « Central Asia: Facing Radical Islam », **Notes d'Ifri/Russie.Nei.Visions**, No:98, 2017, pp.1-30.

KATZENSTEIN, Peter J., « Regionalism in Comparative Perspective », **Cooperation and Conflict**, Vol. 31, No. 2, 1996, pp.123- 159.

KAVAK, Yüksel et ATANUR BAŞKAN, Gülsün, « Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleri ve Türk ve Akraba Topluluklarına Yönelik Eğitim Politika ve Uygulamaları », **Hacettepe Üniversitesi Eğitim Dergisi**, Vol. 20, 2001, pp. 92-103.

KEATING, Michael, « Territorial Politics in Europe-a zero-sum game? The new regionalism. Territorial Competition and Political restructuring in Western Europe », **EUI RSCAS Working Papers**, No:39, 1998, pp.1-24.

KEVLIHAN, Rob, « Insurgency in Central Asia: A case study of Tajikistan », **Small Wars & Insurgencies**, Vol.27:3, 2016, pp.417-439.

KHALID, Adeeb, « L'Islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », **Revue Internationale et Stratégique**, Vol. 64, No. 4, 2006, pp. 101-110.

KIM, Younkyoo et INDEO, Fabio, « The new great game in Central Asia post 2014: The US 'New Silk Road' strategy and Sino-Russian rivalry », **Communist and Post-Communist Studies**, Vol.46, No.2, June 2013, pp. 275-286.

KLOTZ, Audie et LYNCH, Cecilia, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », **Critique Internationale**, Vol. 2, No.1, 1999, pp. 51-62.

KONCAK, İbrahim, « Ceditçilik Hareketi ve Türkistan-Osmanlı Devleti İlişkileri », **Uluslararası Avrasya Strateji Dergisi**, Vol.2, No.1, 2013, pp.105-114.

KOCAOĞLU, Timur, « Türkistan'da Türk Subaylarının Faaliyetleri (1914-1923) », **Türk Dünyası İncelemeleri Dergisi**, Sayı 4, 2000, pp. 21-35.

KOURMANOVA, Aitolkyn, « Kazakhstan and the WTO: A New Era », **CSIS**, le 2 juillet 2015, <https://www.csis.org/analysis/kazakhstan-and-wto-new-era>

KREINDLER, Isabelle Teitz, « Ibrahim Altynsarin, Nikolai Ilminskii and the Kazakh National Awakening », **Central Asian Survey**, Vol. 2, No. 3, 1983, pp. 99-116.

KUCERA, Joshua, « Why the Eurasian Union Has Been A 'No Brainer' for Kyrgyzstan », **Analitical Media Eurasian Studies**, le 4 février 2018, <http://greater-europe.org/archives/4300>

KULAKLIKAYA, Ömercan, « Modern İpek Yolu: Orta Asya'nın Küresel Ekonomiye Açılan Kapısı », **TEPAV**, Değerlendirme Notu, 2013, pp.1-7 https://www.tepav.org.tr/upload/files/1361895321-7.Modern_Ipek_Yolu_Orta_Asya_nin_Kuresel_Ekonomiye_Acilan_Kapisi.pdf

KURUBAŞ, Erol, « SSCB Sonrası Türk Cumhuriyetlerinde Yeni Uluslaşma Süreçleri Üzerine Bir Değerlendirme », **Uluslararası Hukuk ve Politika Dergisi**, Cilt:2, No: 5, 2006, pp.112-133.

KUZIO, Taras, « Nationalising States or Nation Building? A Critical Review of the Theoretical Literature and Empirical Evidence », **Nations and Nationalism**, Vol.7, No.2, 2001, pp.135-154.

KUZIO Taras, « History, Memory and Nation Building in the Post-Soviet Colonial Space », **Nationalities Papers**, Vol. 30, No. 2, 2002, pp. 241-264.

LANGENHOVE, LukVan, « Regionalism as a Political Vision-Possibilities and Limits of the Global Approach to the Issues of Regional Integration », **UNU Institute on Comparative Regional Integration Studies**, No. 2005/15, 2005, pp. 1-11, <http://cris.unu.edu/sites/cris.unu.edu/files/O-2005-15.pdf>

LARUELLE, Marlène, « The Paradigm of Nationalism in Kyrgyzstan. Evolving Narrative, the Sovereignty Issue, and Political Agenda », **Communist and Post-Communist Studies**, No:45, 2012, pp.39-49.

LARUELLE, Marlène et PEYROUSE, Sébastien, « Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale », **Autrepart**, Vol. 48, No. 4, 2008, pp. 13-23.

LARUELLE, Marlène et PEYROUSE, Sébastien, « Regional Organisations in Central Asia: Patterns of Interaction, Dilemmas of Efficiency », **University of Central Asia's Institute of Public Policy and Administration Working Paper**, No. 10, 2012, pp. 1-56.

LILLIS, Joanna , « Kazakhstan, Turkmenistan and Iran Launch Railroad to Get Trade on Track», **Eurasianet**, le 3 décembre 2014, <https://eurasianet.org/s/kazakhstan-turkmenistan-and-iran-launch-railroad-to-get-trade-on-track>

MANSFIELD, Edward et MILNER, Helen, « The New Wave of Regionalism », **International Organization**, Vol. 53, No. 3, 1999, pp. 589-627.

MARAT, Erica, « March and after: what has changed? What has stayed the same? », **Central Asian Survey**, Vol. 27:3-4, 2008, pp. 229-240.

MATUSZKIEWICZ, Renata, « The Language Issue in Kazakhstan: Institutionalizing New Ethnic Relations After Independence », **Economic and Environmental Studies**, Vol.10, No.2, June 2010, pp. 211-227.

MERT, Osman, « Türk Konseyi Türk Üniversiteler Birliği ve Türk Üniversiteler Birliği I. Genel Kurulu », **Atatürk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, No.53, 2015, p.281-289.

MICHEL, Casey, « Constitutional Changes Pave Way for Turkmen President-for-Life », **the Diplomat**, le 15 septembre 2016, <https://thediplomat.com/2016/09/constitutional-changes-pave-way-for-turkmen-president-for-life/>

MITRANY, David, « The Prospect of Integration: Federal or Functional », **Journal of Common Market Studies**, Vol. 4, No.2, December 1965, pp. 119-149.

MORGİL, Orhan, « Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İşbirliğinin Geliştirilmesi », **Yeni Türkiye**, No. 15, 1997, pp.773-777.

MUSTAFAYEV, Beşir, « Adriyatik'ten Çin Seddine Uzanan Nevruz Geleneği », **Avrasya Uluslararası Araştırmalar Dergisi**, Vol.2, No.3, 2013, pp. 60-73.

OLCOTT, Martha Brill, « The Basmachi or Freeman's Revolt in Turkestan, 1918-24 », **Soviet Studies**, Vol. 33, No. 3, July 1981, pp. 352-369.

OMIRGAZY, Dana, «Kazakh Government approves Tourism Development Concept», **the Astana Times**, le 6 juillet 2017, <https://astanatimes.com/2017/07/kazakh-government-approves-tourism-development-concept/>

ORAL, Mustafa, « Türkoloji Tarihinde 1926 Bakü Türkiyat Kongresi », **Türk Dili ve Edebiyat Dergisi**, Sayı: 17, Bahar 2004, pp. 107-129.

ÖZGİÇİ, Tunca, « Orta Asya Türk Cumhuriyetleri ve Azerbaycan'ın Parlamento Yapılarının Karşılaştırmalı Analizi », **Türkiyat Mecmuası**, Vol. 22, 2012, pp. 83-102.

PAASI, Anss, « Region and Place: Regional Identity in Question », **Progress in Human Geography**, Vol.27(4), 2003, pp. 475-485.

PAASI, Anssi, « The resurgence of 'Region' and 'Regional identity' »: theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe», **Review of International Studies**, Vol. 35, 2009, pp.121-146.

PEYROUSE, Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », **Revue internationale et stratégique**, N°64, 2006/4, pp.79-88.

PEYROUSE, Sébastien et LARUELLE, Marlène, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale », **Cahiers d'Asie centrale**, Vol: 13/14, 2004, pp.9-18.

POLESE, Abel et HORAK, Slavomir, « A Tale of Two Presidents: Personality Cult and Symbolic Nation Building in Turkmenistan », **Nationalities Papers**, Vol. 43:3, 2015, pp. 457-478.

POMFRET, Richard, « Central Asia after Two Decades of Independence », **UN-WIDER Working Paper**, No. 2010/53, May 2010, pp. 400-429.

POMFRET, Richard, « Constructing market-based economies in central Asia : A natural experiment? », **The European Journal of Comparative Economics**, Vol. 7, No. 2, December 2010, pp. 449-467.

POST, Isabel, "Water and Politics in Central Asia", **the McGill International Review**, le 9 janvier 2018, <https://www.mironline.ca/water-politics-central-asia/>

PRADON, Hélène, « Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale », **AFRI**, Volume IV, 2003, pp. 161-177.

PURTAŞ, Fırat, « Cultural Diplomacy Initiatives of Turkic Republics », **Perceptions**, Vol. XXII, No. 1, 2017, pp. 91-114.

PURTAŞ, Fırat, « Kültürel diplomasi ve TÜRKSOY », **Medeniyet ve Kültür Araştırmalar Merkezi**, le 17 décembre 2013, <http://mekam.org/mekam/kulturel-diplomasi-ve-turksoy>

PUTZ, Catherine, « What's Next for the Belt and Road in Central Asia? », **the Diplomat**, 17 Mai 2017, <https://thediplomat.com/2017/05/whats-next-for-the-belt-and-road-in-central-asia/>

RAHIMOV, Mirzohid, « From Soviet Republics to Independent Countries: Challenges of Transition in Central Asia », **Perspectives on Global Development and Technology**, Vol.6, Issues.1-3, 2007, pp. 279-300.

RAZMA, Ainis, « the Geopolitics of Central Asia after the Annexation of Crimea in 2014 », **Lithuanian Annual Strategic Review**, Volume 13, Issue 1, 2014-2015, pp. 125-143.

REBIERE, Noémie, « De la Caspienne à la Turquie : Les Enjeux du Corridor Gazier Sud Européen », **Hérodote**, No.155, 2014/4, pp.80-97.

REGNAULT, Henri, « Multilatéralisme et Accords Préférentiels : La Fin de l'Exception Asiatique », **Monde en Développement**, Vol. 36, No.144, 2008, pp.75-90.

REYNAERT, François, « Comment la Chine lance une "nouvelle route de la soie" », **l'Observateur**, publié le 14 Décembre 2016, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20161213.OBS2598/comment-la-chine-lance-une-nouvelle-route-de-la-soie.html>

ROBINS, Philip, « Between Sentiment and Self Interest: Turkey's Policy Towards Azerbaijan and the Central Asian State », **Middle East Journal**, Vol. 47, No. 4, 1993, pp. 593-610.

ROY, Olivier, « Islam et politique en Asie centrale », **Archives de sciences sociales des religions**, No.115, 2001, pp. 49-61.

RULAND, Jürgen, « Inter- and Transregionalism: Remarks on the State of the Art of a New Research Agenda », **National Europe Centre Paper**, No. 35, 2002, pp.1-12, <https://openresearch-repository.anu.edu.au/bitstream/1885/41664/3/ruland2.pdf>

RYABKOV, Maxim, « the North–South cleavage and political support in Kyrgyzstan », **Central Asian Survey**, Vol.27, No.3-4, 2008, pp.301-316.

SAEEDI, Tariq, « Karimov: Succession and legacy – Part One, News Central Asia », **News Central Asia**, le 5 septembre 2016, <http://www.newscentralasia.net/2016/09/05/karimov-succession-and-legacy-part-one/>

SAKAL, Halil Burak, « Politics of Trade, Energy and Economic Development in Uzbekistan », **Perceptions**, Volume XXII, Number 1, Spring 2017, pp. 49-90.

SALOMOV, Jasur, « Mirziyoyev's Uzbekistan: Toward Openness and Real Democracy », **Centre International de Formation Européenne**, No.6, April 2019, pp.1-14, https://www.cife.eu/Ressources/FCK/EUCACIS_Online%20Paper%20No%2006%20Salomov_v2.pdf

SAMADOV, Anvar, « C5+1 : les États-Unis renforcent l'attention à l'Asie centrale », **Agence nationale d'information d'Ouzbékistan**, le 15 janvier 2018, <http://uza.uz/fr/politics/c5-1-les-tats-unis-renforcent-l-attention-l-asie-centrale-15-02018>

SCOTT, Zoe, « Litterature Review on State Building », **Government and Social Development Resource Center**, May 2007, <http://www.gsdr.org/docs/open/hd528.pdf>

SHERNIYAZ, Aigul, « President Signs Decree on Transition to Latin Based Kazakh Alphabet », **Egemen Kazakhstan**, le 27 octobre 2017, <https://en.egemen.kz/article/president-signs-decree-on-transition-to-latin-based-kazakh-alphabet>

SHAHBAZOV, Fuad, « Baku-Tbilisi-Kars Railway to Become Central Asia's Gateway to Europe », **the Central Asia-Caucasus Analyst**, le 7 décembre 2017, <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13486-baku-tbilisi-kars-railway-to-become-central-asias-gateway-to-europe.html>

SHAHBAZOV, Fuad, « Will Central Asia Fight Over Water Resources », **Forbes**, le 5 février 2017, <https://www.forbes.com/sites/realspin/2017/02/06/will-central-asia-fight-over-water-resources/#289d195b4c1f>

SHAHBAZOV, Fuad, « Lapis Lazuli: A New Transit Corridor to Link Asia and Europe via the South Caucasus », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 14 Issue: 15, le 30 novembre 2017, <https://jamestown.org/program/lapis-lazuli-new-transit-corridor-link-asia-europe-via-south-caucasus/>

SOMUNCUOĞLU, Tümen, « Çarlık Rusyası Dönemi Türkistanı'nda İslam ve Modernleşme », **Türkiye Sosyal Araştırmalar Dergisi**, No :182, 2014, pp. 227-240.

SÖDERBAUM, Fredrik, « Early, Old, New and Comparative Regionalism: The Scholarly Development of the Field », **KFG Working Paper Series**, No. 64, Novembre 2015, pp.1-18, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2687942

STARR, Frederick, « Plaidoyer pour une grande Asie centrale », **Politique étrangère**, Vol. Automne, No. 3, 2008, pp. 549-560.

STRONSKI, Paul, « Uzbekistan at Twenty-Five: What Next? », **Carnegie Endowment for International Peace**, le 21 mars 2016, <http://carnegieendowment.org/2016/03/21/uzbekistan-at-twenty-five-what-next-pub-63083>

ŞAHİN, Erdal, « Türk Dünyasında Yazı Birliği: Latin Alfabesi Temelinde Yeni Türk Alfabeleri », **Yeni Türkiye**, Sayı: 53, 2013, pp. 449-457.

ŞENOL, Musa et YEŞİLÇİÇEK, Vedat, « The Reflection of Turkish Independence War in the Poems of Çolpan and Jumabayulı », **Journal of Turkish World Studies**, Vol. V, No.2, 2005, pp. 267-276.

ŞİMŞİR, Bilal, « Turkey's Relations with Central Asian Turkic Republics (1989-1992) », **Turkish Review Quarterly Digest**, Vol. 6, No.28, Summer 1992, pp. 13-16.

TARR, David G., « The Eurasian Economic Union of Russia, Belarus, Kazakhstan, Armenia, and the Kyrgyz Republic: Can It Succeed Where Its Predecessor Failed? », **Eastern European Economics**, Vol.54, No.1, 2016, pp. 1-22.

TAVARES, Rodrigo, « The State of the Art of Regionalism: The Past, Present and Future of a Discipline », **UNU-CRIS Working Papers**, W-2004/10, 2004, pp. 1-29.

TERZİOĞLU, Süleyman Sırrı, « Uluslararası Hukuk Açısından Türkmenistan'ın Daimî Tarafsızlık Statüsü », **Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Vol.14, No. 2, 2012, pp.39-100.

TERZİOĞLU, Süleyman Sırrı, « Uluslararası Hukuk Açısından Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi », **Uluslararası Hukuk ve Politika Dergisi**, Vol.9, No. 36, 2013, pp.45-72.

THOMPSON, William, « The Regional Subsystem: A Conceptual Explication and Propositional Inventory », **International Studies Quarterly**, Vol. 17, No.1, 1973, pp.89-117.

THOREZ, Julien, « Géorgie-Ossétie-Russie: Une guerre à toutes les échelles », **EchoGéo**, le 13 février 2009, <http://journals.openedition.org/echogeo/10890>

TRILLING, David, « Water Wars in Central Asia », **Foreign Affairs**, le 24 août 2016, <https://www.foreignaffairs.com/gallerys/2016-08-24/water-wars-central-asia>

TSARDANIDIS, Charalambos, « The BSEC: From New Regionalism to Inter-regionalism? », **Agora Without Frontiers**, Vol.10, No. 4,2005, pp. 362-391.

TULUN, Teoman Ertuğrul, « Macaristan'ın Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi'ne katılımı », **AVİM**, No: 2018/24, le 14 septembre 2018, <https://avim.org.tr/tr/Analiz/MACARISTAN-IN-TURK-DILI-KONUSAN-ULKELER-ISBIRLIGI-KONSEYI-NE-KATILIMI>

TULUN, Teoman Ertuğrul, « EU's Central Asia Strategy 2019: Belated and Self Centered », **AVİM**, No: 2019/16, le 11 juillet 2019, https://avim.org.tr/en/Analiz/EU-S-CENTRAL-ASIA-STRATEGY-2019-BELATED-AND-SELF-CENTERED#_ftn7

TUNA, Mustafa Özgür, « Gaspıralı V. İl'minskii: Two Identity projects for the Muslims of the Russian Empire », **Nationalities Papers**, Vol. 30, No. 2, 2002, pp. 265-289.

TUNCEL, Turgut Kerem, « Karabağ'da Yaşanan '4 Gün Savaşı'nın Kısa Bir Değerlendirmesi », **AVİM**, No : 2016 / 21, <http://Avim.Org.Tr/Tr/Yorum/Karabag-Da-Yasanan-4-Gun-Savasi-Nin-Kisa-Bir-Degerlendirmesi>

UCA, Alaattin, « Mirza Fethali Ahunzade'nin Türk Dünyasına Hizmetleri », **Atatürk Ünivertesı Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi**, Sayı:17, 2001, pp.365-382.

VAYRYNEN, Raimo, « Regionalism: Old and New », **International Studies Review**, Vol. 5, No. 1, March 2003, pp.25-51.

VELIYEV, Cavid , « Azerbaijan's Approach to the Crimean Crisis », **Eurasia Daily Monitor**, Volume: 11 Issue: 73, le 17 avril 2014, <https://jamestown.org/program/azerbajians-approach-to-the-crimean-crisis/>

VELIYEV, Dünyamalı, « Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İşbirliği: Sorunlar, Perspektifler », **Avrasya Dosyası**, Azerbaycan Özel, Cilt:7, Sayı:1, İlkbahar 2001, pp. 41-59.

WARLEIGH-LACK, Alex, « Towards a Conceptual Framework for Regionalisation: Bridging 'New Regionalism' and 'Integration Theory' », **Review of International Political Economy**, Vol. 13, No.5, December 2006, pp.750-771.

WENDT, Alexander, « Anarchy is What States Make of It », **International Organization**, Vol. 46, No. 2 Printemps 1992, pp. 391-425.

WILLIAMS, Tim, « The Silk Roads: an ICOMOS Thematic Study », **ICOMOS Publication**, 2014, pp.1-162, https://www.icomos.org/images/mediatheque/ICOMOS_WHThematicStudy_SilkRoads_final_lv_201406.pdf

WINROW, Gareth M., « Turkey's Relations with the Transcaucasus and the Central Asian Republics », **Perceptions**, Vol.1, No.1, March-May 1996, pp. 49-54.

YENISEYEV, Maksim, « New Reforms to Uzbekistan's Judicial System Attempt to Address Deficiencies », **Central Asia News**, le 5 Mai 2017, http://central.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_ca/features/2017/05/12/feature-01

YERGALIYEVA, Aidana, « Privatisation plan misses 2018 targets, could meet 2020 deadlines », **The Astana Times**, le 13 décembre 2018, <https://astanatimes.com/2018/12/privatisation-plan-misses-2018-targets-could-meet-2020-deadlines>

ZENELI, Valbona, « Italy Signs on to Belt and Road Initiative: EU-China Relations at Crossroads? », **the Diplomat**, le 3 avril 2019, <https://thediplomat.com/2019/04/italy-signs-on-to-belt-and-road-initiative-eu-china-relations-at-crossroads/>

ZORLU, Kuşad, « Türk Dünyası: Fıratlar ve Sorunlar », **21. Yüzyıl Dergisi**, Sayı :47, Kasım 2012, pp.23-30.

SOURCES MEDIATIQUES

<http://abouthungary.hu>

<http://arsiv.sabah.com.tr>

<http://gazetearsivi.milliyet.com.tr>

<http://gazetearsivi.milliyet.com.tr>

<http://hurarsiv.hurriyet.com.tr>

<http://kabar.kg>

<http://lenta.inform.kz>

<http://old.qha.com.ua>

<http://tashkenttimes.uz>

<http://www.aljazeera.com.tr>

<http://www.chinadiscovery.com>

<http://www.expo.unsouthsouth.org>

<http://www.haberler.com>

<http://www.haberturk.com>

<http://www.hurriyet.com.tr>

<http://www.hurriyetdailynews.com>

<http://www.hurriyetdailynews.com>

<http://www.justiceforkhojaly.org>

<http://www.milliyet.com.tr>

<http://www.nationalgeographic.fr>

<http://www.resmigazete.gov.tr>

<http://www.star.com.tr>

<http://www.trt.net.tr>

<http://www.trthaber.com>
<http://www.ulasimonline.com>
<http://www.washingtonpost.com>
<https://ankasam.org>
<https://astanatimes.com>
https://central.asia-news.com/en_GB
<https://eadiaily.com>
<https://fr.sputniknews.com>
<https://kircaalihaber.com>
<https://www.aa.com.tr>
<https://www.azernews.az>
<https://www.azernews.az>
<https://www.bbc.com>
<https://www.bloomberg.com/news/articles>
<https://www.cnnturk.com>
<https://www.lemonde.fr>
<https://www.middleeastobserver.org>
<https://www.nouvelobs.com>
<https://www.ntv.com.tr>
<https://www.rferl.org>
<https://www.sabah.com.tr>
<https://www.turizmgunlugu.com>
<https://www.uzdaily.com>

SOURCES ELECTRONIQUES

<http://archive.unu.edu/unupress/globalism.html>
<http://avrasyaislamsurasi.diyamet.gov.tr/>

<http://azpromo.az/>
<http://citeseerx.ist.psu.edu>
<http://cris.unu.edu>
<http://ec-ifas.waterunites-ca.org>
<http://en.unesco.org>
<http://en.unesco.org/silkroad/about-silk-road>
<http://eng.sectsko.org/>
<http://kisi.kz>
<http://mfa.gov.kz/>
<http://mfa.gov.tr>
<http://old.cris.unu.edu/>
<http://tazakoom.kg>
<http://tuik.gov.tr>
<http://turkunib.org/en>
<http://twesco.org/en/>
<http://unstats.un.org/>
<http://www.amb-kazakhstan.fr>
<http://www.asan.gov.az>
<http://www.azerbaijan.az>
<http://www.casa-1000.org/>
<http://www.eaeunion.org/http://www.sesric.org/>
<http://www.government.kz/>
<http://www.harvard-bssp.org/bssp/news>
<http://www.inform.kz>
<http://www.invest.gov.kg>
<http://www.kormany.hu/>
<http://www.manas.edu.kg>
<http://www.modernsilkroadtour.com>

<http://www.norden.org/en>

<http://www.odkb.gov.ru/>

<http://www.oecd.org/>

<http://www.parlam.kz/>

<http://www.s-cica.org>

<http://www.scienceshumaines.com>

<http://www.tccb.gov.tr>

<http://www.TIKA.gov.tr>

<http://www.traceca-org.org/tr>

<http://www.un.org/fr/>

<http://www.worldbank.org>

<http://www2.tbmm.gov.tr>

<http://www2.unwto.org>

<http://yyegm.meb.gov.tr>

<https://ab.ticaret.gov.tr/>

<https://avim.org.tr>

<https://edition.cnn.com>

<https://eeas.europa.eu/>

<https://global.britannica.com>

<https://mapchart.net/>

<https://tj.ambafrance.org>

<https://turk-pa.org/en>

<https://undocs.org/>

<https://unrcca.unmissions.org>

<https://www.academia.edu/>

<https://www.adb.org>

<https://www.ayu.edu.tr>

<https://www.cia.gov/library>

<https://www.congress.gov>
<https://www.constituteproject.org>
<https://www.deik.org.tr/>
<https://www.export.gov>
<https://www.heritage.org/>
<https://www.icomos.org>
<https://www.nato.int>
<https://www.oic-oci.org>
<https://www.osce.org/>
<https://www.state.gov/>
<https://www.tbmm.gov.tr>
<https://www.tmb.org.tr>
<https://www.turkiyburslari.gov.tr>
<https://www.turkkon.org/>
<https://www.un.int/>
<https://www.unsouthsouth.org/>
<https://www.worldenergy.org>
<https://www.yee.org.tr/>
<https://www.ytb.gov.tr>
<https://yyegm.meb.gov.tr/>

THÈSES

KREINDLER, Isabelle Teitz, **Educational Policies Towards the Eastern Nationalities in Tsarist Russia: A Study of Ilminsky's System**, New York: Colombia University, Printed PhD Dissertation, 1969.

ÖZTÜRK, Selim, **Büyük Öğrenci Projesinden Türkiye Bursları Projesine Geçiş Süreci ve Türkiye'nin Öğrenci Politikasındaki Değişim**, T.C. Başbakanlık Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluğu Başkanlığı, Yayınlanmamış Uzmanlık Tezi, Ankara, 2014.

VELIYEV, Cavid, **Azerbaycanın Dış Politikasında Enerji Boyutu**, (Ankara Üniversitesi Yayınlanmamış yüksek lisans tezi), Ankara, 2006.

ENTRETIENS PRIVÉS RÉALISÉS

M. l'ambassadeur à la retraite Halil Akıncı et premier secrétaire général du Conseil turcique, le 7 mars 2017, Istanbul.

M. Araz Gurbanov, chercheur dans le Centre des recherches stratégiques auprès du président azerbaïdjanais, le 5 avril 2018, Bakou.

M. Musa Qasımlı, membre de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan et l'historien, le 6 avril 2018, Bakou.

M. Cenk Başlamış, ancien représentant du journal Milliyet à Moscou, le 29 mai 2018, Istanbul.

M. Daniyar Kosnazarov, académicien à l'Université de Narxoz, le 6 juin 2018, Almaty.

M. Iskander Akylybayev, directeur exécutif du Conseil de Kazakhstan sur les relations internationales (Council of Kazakhstan on International Relations), le 6 juin 2018, Almaty.

M. Rustam Burnashev, membre de la faculté des sciences sociales à l'Université kazakhe-allemande, le 6 juin 2018, Almaty.

M. Gün Kut, maître de conférences à la Faculté de science politique et des relations internationales à l'Université de Boğaziçi, conseiller politique du premier ministre Demirel dans les années 1992-1994, le 19 juin 2018, Istanbul.

M. Darkhan Kydryali, président de l'Académie turcique, le 3 septembre 2018, Issyk Koul.

M. l'ambassadeur Gökhan Turan, directeur générale adjoint des affaires du Caucase et de l'Asie central, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, le 27 novembre 2018, Ankara.

M. Abzal Saparbekuly, ambassadeur de la République de Kazakhstan à Ankara, le 12 décembre 2018, Ankara.

M. Hikmet Çetin, ancien président de la Grande Assemblée nationale (1997-1999) et ancien ministre des Affaires étrangères (1991-1994) de la République de Turquie, le 13 décembre 2018, Ankara.

M. Fırat Purtaş, secrétaire générale adjoint de la TURKSOY, le 2 février 2019, Ankara.

Mme. Gökçen Oğan, responsable des affaires extérieures et des projets de TRT Avaz, le 20 février 2019, Ankara.

M. Ömer Kocaman, secrétaire général adjoint du Conseil turcique et ancien coordinateur de la TİKA au Kazakhstan, le 20 mai 2019, İstanbul.

Mme. Zhyldyz Uzakova, directrice de projet au Conseil turcique et diplomate kirghize, le 25 octobre 2019, Istanbul.

M. l'ambassadeur Baghdad Amreyev, troisième secrétaire général du Conseil turcique, le 1 novembre 2019, Istanbul.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Pelin MUSABAY BAKİ
Tez Başlığı : Türk Dili Konuşan Ülkeler Arasında İşbirliği ve Yeni Bölgeselcilik
Savunma Tarihi : 28/02 /2020
Danışmanı : Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

JÜRİ ÜYELERİ

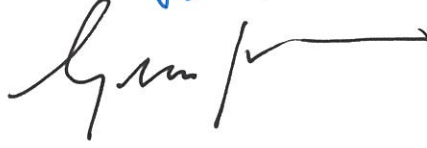
Unvanı, Adı Soyadı

İmza

Prof. Dr. Ayşe Füsün TÜRKMEN



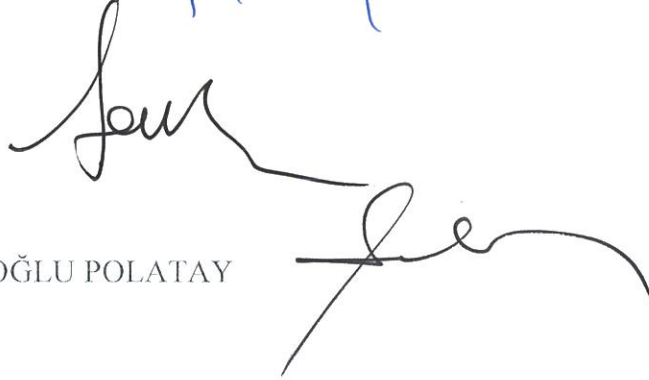
Prof. Dr. Çınar ÖZEN



Doç. Dr. Gün KUT



Doç. Dr. Ali Faik DEMİR



Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK
Enstitü Müdürü

